

Institut d'Etudes Politiques de Paris
Cycle supérieur de sociologie politique et politiques publiques

Thèse pour obtenir le grade de
Docteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en science politique

« L'HEGEMONIE DEMOCRATIQUE » :
INSTITUTIONNALISATION DES PARTIS SOCIAUX-DEMOCRATES
SUEDOIS ET NORVEGIEN COMME PARTIS D'ETAT

Présentée et soutenue publiquement par

Yohann AUCANTE

Le 12 décembre 2003

Directeur de thèse : Guy Hermet (Directeur de recherche émérite, Fondation Nationale des
Sciences Politiques)

Jury

Pierre Birnbaum (Professeur des universités, université de Paris I)
Marc Lazar (Professeur des universités, IEP de Paris)
Daniel-Louis Seiler (Professeur des universités, IEP d'Aix-en-Provence)
Göran Therborn (Professeur, Directeur du SCASSS, Uppsala, Suède)

.....

"The problem of selection is present above all in comparing and analyzing institutions and theories of government, where the scholar must stand more squarely between his material and his readers, selecting and patterning, hoping for a judgment of his peers that he has imposed a meaningful order on the chaos of events" (James F. Davidson, "Political Science and Political Fiction", *American Political Science Review*, vol. 55, n° 4, 1961, p. 859).

.....

AVANT-PROPOS

Cet avant-propos répond à un besoin de nature cathartique. Les préfaces de travaux comme celui-ci expriment généralement la satisfaction de la tâche accomplie et la gratitude intellectuelle ou d'autre nature à l'égard d'un grand nombre de contributions au résultat final. Curieusement, on s'attarde rarement sur le travail de Sisyphe que représente la rédaction d'une thèse de doctorat. Or, il semble que quelques enseignements particuliers méritent d'être mentionnés ici, à la fois pour retracer un itinéraire, essayer de lui donner un sens et en présenter les difficultés trop souvent inattendues. Ce sont ces remarques que nous souhaiterions mêler aux remerciements.

L'entreprise doit initialement beaucoup à deux personnes : Jean-François Leguil-Bayart, et Guy Hermet, tous deux anciens directeurs du Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI) ; chacun à sa manière et non sans mise en garde, ils nous ont encouragé à poursuivre dans la voie de la politique comparée, que l'on entendra ici très simplement comme une attention à des expériences politiques au-delà de l'hexagone. Les premiers remerciements vont à Guy Hermet, qui a dirigé nos recherches depuis le DEA avec beaucoup de patience et de disponibilité. Nous étions donc prévenus, le choix de la politique comparée n'est pas toujours de ceux qui reçoivent des soutiens proportionnels à l'engagement nécessaire pour les mener à leur terme dans de bonnes conditions. Ce constat est pourtant celui d'un étudiant qui, indéniablement, a été privilégié dans son parcours d'initiation : une allocation de recherches (1998-2001) nous a ainsi aidé à effectuer plusieurs missions en Scandinavie, à nous familiariser avec l'environnement d'un centre de recherches (le CERI) et à subvenir aux besoins élémentaires de la vie quotidienne ; une bourse d'échange de Sciences Po avec l'université de Princeton ainsi qu'une bourse Lavoisier du Ministère des Affaires Etrangères, en 2001-2002 ont créé les conditions idéales dans la phase de rédaction du projet, poursuivie à Princeton en tant que Lecteur en science politique (2002-2003). Nous voudrions ici exprimer notre reconnaissance à la direction du CERI, Christophe Jaffrelot et Christian Lequesne ainsi qu'aux différents personnels de ce centre qui nous ont accompagné, notamment Linda Amrani. Nous remercions également l'École doctorale de Sciences Po sous ses différents directeurs, Jean Leca d'abord puis Marc Lazar, ainsi que la très compétente et chaleureuse documentaliste Nadine Dada. Compte tenu de toutes ces aides généreuses et dont

nous sommes très redevables, nous voudrions toutefois signaler aux éventuels candidats qu'un travail de cette nature entraîne très souvent un engagement matériel qui va bien au-delà des subventions traditionnelles les plus importantes.

Rétrospectivement, les conditions qui l'ont rendu possible nous apparaissent comme un concours de circonstances heureuses et très improbables. Si nous n'avions pas eu l'idée de traverser le boulevard Raspail pour nous lancer dans un second D.E.A à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, en histoire, nous n'aurions probablement pas rencontré Gilles Postel-Vinay et Paul-André Rosental. Ce dernier a non seulement stimulé d'autres articulations intellectuelles entre la Scandinavie, l'expertise et les politiques sociales mais aussi nous a permis de bénéficier d'un programme d'échange avec le Département d'histoire économique de l'Université de Stockholm. Grâce au dévouement et à l'amitié inépuisables d'un de ses animateurs, le professeur Ulf Jonsson, et des rencontres que nous avons pu faire dans le cadre de plusieurs échanges, il est devenu possible de séjourner le temps nécessaire dans cette ville en proie à une crise rampante du logement qu'est Stockholm, et où trouver un lieu d'habitation (à un prix abordable) constitue un défi permanent. Ironie du sort, alors que nous étudions la préhistoire des politiques de logement social et le fonctionnalisme architectural, nous avons eu l'occasion d'investir les différentes parties de cette cité archipelagique, mettant fin à une phase de séjours dans des auberges de jeunesse aussi inconfortables qu'onéreuses : des vieux quartiers de style fonctionnaliste d'*Östermalm* à l'île de *Lilla Essingen* sur le lac *Mälaren* ; du vaisseau spatial en béton du *Wenergrén center*, avec ses couloirs circulaires infinis et infiniment vides, aux quartiers résidentiels de Solna, pour finir dans les nouveaux logements universitaires en bois des hauteurs de la ville. Le Département d'histoire économique et celui de science politique de l'Université de Stockholm nous ont aussi offert des lieux de travail tout en nous ouvrant à certains traits particuliers de la culture suédoise tels que le goûter quotidien (*fika*) lors duquel on partage café, petits gâteaux et impressions diverses entre collègues. A toutes ces personnes qui ont rendu plus humaines nos errances dans les corridors stériles des immeubles de l'université, ces bâtiments impersonnels de *Frescativägen* qui horrifiaient déjà Gunnar Myrdal, nous voulons exprimer notre gratitude très sincère. Au-delà d'Ulf Jonsson, il s'agit particulièrement de Per et Tina Ericksson (et Felix !), Ulrika Möberg et Jane Bagge, Per Simonsson, Yvonne Svanström et les autres historiens de l'économie. Nous remercions également les professeurs Olof Ruin et Diane Sainsbury, qui nous ont aimablement reçus au Département de science politique, ainsi que Hege Skjeie, à Oslo, pour un livre et une conversation qui - à eux seuls - ont relancé nos idées sur la comparaison Suède-Norvège.

La Bibliothèque et les archives du mouvement ouvrier à Stockholm ont été le lieu passablement confiné de longues journées de décryptage des archives du parti, liasses ficelées comme à l'étalage dans des cartons bruns, par centaines. Dans cette petite salle de bibliothèque, nous nous sommes fondus dans l'anonymat silencieux des chercheurs tout à leur occupation et nous avons pris la mesure de l'investissement nécessaire pour tenter de briser la glace des relations humaines en Suède, dans ce type d'environnement. Il est vrai que le prospecteur d'archives est un animal particulièrement sauvage. Parfois, nous étions assis de longues heures à côté de ceux qui étaient une partie de notre "histoire", de notre "objet" : Rudolf Meidner, par exemple, qui reste comme un grand architecte vieillissant de ce fameux "modèle suédois" ou bien le fils de l'ancien Premier Ministre Tage Erlander. En dépit de son atmosphère quelque peu monacale, de ses horaires d'ouverture fantasques et du prix hautement dissuasif des photocopies, cette bibliothèque a rendu des services inestimables et son personnel s'est montré serviable, surtout lorsque notre maîtrise du suédois est devenue plus satisfaisante. Contrairement à Raymond Fusilier - auteur du seul ouvrage français sur l'organisation du Parti social-démocrate suédois (1954) - nous n'avons pas été introduits dans les cénacles du mouvement ouvrier suédois et nous avons vite abandonné l'idée de travailler sur des entretiens d'acteurs après avoir essuyé plusieurs refus.

Les cultures politiques scandinaves ont été source d'un étonnement permanent qui entretient la curiosité du comparatiste. Il faut s'imaginer un plateau de télévision où l'on inviterait la nouvelle "Ministre de la démocratie" pour débattre en direct avec l'auteur d'un "entartage" du Ministre des Finances sur les risques du lancer de tarte en démocratie ; cet exemple un peu caricatural n'est choisi que pour donner une idée des distances culturelles qui existent et que l'on méconnaît souvent lorsque l'on observe ces processus d'unification de l'Europe. Il y a en Scandinavie, malgré les distanciations inévitables entre élites et citoyens, une proximité et une accessibilité plus grandes du personnel politico-administratif qui ne tient pas seulement à l'institution du tutoiement généralisé, une attention à la délibération publique et aux procédures formelles qui peuvent paraître très monotones mais qui forment le corps d'un esprit démocratique plus enraciné qu'ailleurs. Alors que nous terminons ce manuscrit, les Suédois ont dit non à l'UEM par référendum et, bien que celui-ci soit consultatif, le Parlement n'ira pas à l'encontre de ce choix. Si la conjoncture économique ne rendait pas opportune l'adhésion à la Monnaie unique, il faut sans doute continuer à réfléchir au malaise des scandinaves à l'égard de l'Europe, à l'heure où l'on travaille à une possible constitution. Au

même moment, la Ministre des Affaires Etrangères, Anna Lindh, était assassinée en plein jour dans un grand magasin de Stockholm, ravivant le spectre du meurtre d'Olof Palme en 1986. En écrivant ces lignes, nous avons une pensée pour cette femme politique de très grande qualité. Ces longs séjours n'ont pu échapper à l'emprise des longs hivers et de la *saudade* typiquement scandinaves, ce mélange d'obscurité envahissante et de neiges lumineuses, de froid pénétrant et de douce chaleur des intérieurs domestiques, de solitudes silencieuses et de débordements collectifs dans la fièvre alcoolisée de fin de semaine. Si l'enfermement nécessaire à certains types de recherche ne facilite pas toujours les rencontres, le hasard nous a parfois mis sur quelques bonnes routes. Isak était sur une d'entre-elles, de Paris à Uppsala et Karlstad et de Denver à San Francisco ; Anna-Sara sur une autre, tout aussi improbable, de Saumur à New York City ; Thomas étaient sur toutes celles qui mènent en Toscane. Si Sébastien n'avait pas eu la bonne idée de s'installer un temps à Oslo, nos belles idées de comparaison avec la Norvège auraient sans doute été bien trop coûteuses à réaliser. Quelques amis se sont risqués à nous rendre visite dans ces contrées lointaines et forestières, d'autres s'y sont cassés les dents. Ces passages restent dans notre mémoire, à la manière des myriades d'îles qui forment l'archipel de Stockholm et qui n'ont jamais été aussi bien rendues que dans le film d'Ingmar Bergman, *Sommaren med Monika*.

A Paris la Bibliothèque nordique a également été une source d'information très riche et un lieu de travail accueillant. On ne saurait que trop louer la qualité du fond documentaire de cette annexe occultée par la masse de l'immense bibliothèque Ste Geneviève. On y fréquente des étudiants des quelques grands professeurs d'histoire et littérature scandinaves, les Jean-François Battail, Régis Boyer ou François-Xavier Dillmann, quêteurs de sagas islandaises, d'inscriptions runiques et de poésie romantique. En France, les instituts scandinaves ont essaimé, c'est certain, mais en reproduisant ce cloisonnement malaisé qui consiste à enfermer ces spécialités dans les seuls départements de langues, littératures et civilisations germaniques et scandinaves. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que très peu de travaux de science sociale émergent et que leurs auteurs restent isolés en vertu d'un étiquetage à la fois trop vaste et trop étriqué. Il ne faut pas s'étonner non plus que l'on continue à gloser sur les "modèles nordiques" sans trop bien savoir de quoi il s'agit et, bien souvent, dans une attitude profondément culturaliste. L'immense majorité des très nombreux ouvrages et thèses disponibles à la Bibliothèque nordique dans le domaine politique et social n'étaient jamais sortis des rayonnages et nous pourrions soustraire à notre temps effectif de travail les heures que nous avons passées à découper patiemment les pages des livres encore reliés et

poussiéreux. S'il est très important que l'on continue à produire d'excellents spécialistes des langues et littératures nordiques ou de l'histoire des sociétés médiévales, il est dommage que l'on n'explore peu d'autres directions de recherche en utilisant les ressources disponibles à ce jour pour appréhender ce paysage riche et varié des pays nordiques. Le résultat est aussi que les politiques d'acquisition de la bibliothèque, en ces temps de vaches maigres, contribuent à accentuer ce biais en délaissant la littérature en sciences sociales. Ces pérégrinations se sont terminées à Princeton, en Sologne et à Paris. L'Université de Princeton a été une expérience universitaire unique, d'abord en tant qu'étudiant invité, puis comme enseignant. Nos remerciements vont à Sheri Berman, pour son soutien, à Christina Davis et Josh Tucker qui ont encadré notre première expérience d'enseignement. La Bibliothèque Firestone et ses soixante kilomètre de rayonnages souterrains, sombres et poussiéreux, ont été une véritable mine. C'est aussi à Princeton que nous avons découvert les joies de la vie de campus, après trop d'années passées entre le boulevard St Germain et la rue St Guillaume ; à bien des égards, ce fut comme une seconde naissance à la vie étudiante, son énergie collective, ses associations militantes, sa curiosité intellectuelle insatiable et ses rencontres trop nombreuses pour être énumérées. A une exception, celle de Vera, eau de Cologne un peu magique dont on n'est pas prêt d'oublier le parfum. En Sologne, les chaleurs accablantes d'un été 2003 torride n'ont pas désarmé une relecture familiale et pointilleuse d'un manuscrit fragmenté. Pour cette aide précieuse et pour tout le reste qui compte bien plus encore, un grand merci collectif ; un plus particulier à mes nombreux parents et moins nombreux grands-parents. Ma reconnaissance va aussi à quelques autres personnes qui se sont dévoués pour relire des épreuves : Emmanuelle Vignaux, qui vient de publier sa thèse sur le Parti Chrétien du peuple norvégien (L'Harmattan, 2003), et Etienne Gonin, qui a offert un toit à ce thésard en fin de droits et sans emploi. Une pensée ultime pour les amis de la revue *Raisons politiques*, projet initié par des doctorants et qui a bien grandi.

Ces remerciements seraient incomplets sans une pensée particulière pour Texas Instruments ; après avoir accompagné nos jeux d'enfants avec sa "dictée magique" et avant de se retirer du marché de l'informatique, l'entreprise a produit une autre sorte de jouet : le Travelmate 6030, machine à écrire peu portable, hautement capricieuse, bruyante et lourde mais apparemment indestructible puisqu'elle aura porté ce manuscrit à son terme.

Paris, le 6 octobre 2003

SOMMAIRE

Index des tables et figures

Introduction	p. 1
PREMIERE PARTIE / Généalogie des partis sociaux-démocrates : une approche institutionnelle et organisationnelle	p. 13
<u>Chapitre Premier</u> / L'institutionnalisation des organisations politiques et l'État de partis	p. 15
1.1 Les partis, fantômes de l'ordre politique	p. 16
1.2 Le dédale institutionnel	p. 28
1.3 L'État de partis et les organisations de masses : les origines	p. 39
1.4 Gouvernement de partis ou partis de gouvernement ?	p. 48
<u>Chapitre Deuxième</u> / L'intégration politique des partis sociaux-démocrates en Scandinavie (Suède/Norvège)	p. 59
2.1 De l'État au parti de masses : perspectives croisées	p. 59
2.2 Préludes à une culture d'organisation : les mouvements populaires et la question des partis	p. 68
2.3 La social-démocratie et le gouvernement de parti : une approche historique	p. 82
2.4 La naissance de la social-démocratie à la nation	p. 106
DEUXIEME PARTIE / La social-démocratie de gouvernement	p. 117
<u>Chapitre Troisième</u> / Des "compromis hégémoniques" ? Réforme constitutionnelle, financement des partis et parlementarisme minoritaire	p. 119
3.1 Le référendum de 1957 et l'ancrage universaliste de l'État social	p. 121
3.2 Vers le gouvernement d'un seul parti	p. 124
3.3 Le contexte de la réforme constitutionnelle, fil directeur d'un nouvel esprit "minoritaire-majoritaire"	p. 131
3.4 Le financement des partis et l'ethos public social-démocrate	p. 152

<u>Chapitre quatrième</u> / La transformation des configurations et des rôles partisans	p. 169
4.1 Les ambivalences des schémas d'interprétation	p. 169
4.2 Approches de la structuration des partis	p. 178
4.3 A l'intérieur de la boîte noire : expertise, ressources politiques et gouvernement	p. 200
<u>Chapitre Cinquième</u> / Norvège : la lente déshérence du parti dominant ?	p. 225
5.1 Le problème de la comparaison	p. 225
5.2 La problématique de l'hégémonie en Norvège	p. 230
5.3 Le parti dominant et son organisation	p. 239
5.4 Le temps du parti fragile	p. 255
TROISIEME PARTIE / Images de l'organisation et formes de légitimité	p. 270
<u>Chapitre Sixième</u> / Survivance, contradictions et mythologies du parti de masses	p.271
6.1 Le tableau composite de la social-démocratie comme parti de masses	p. 276
6.2 Les résidus structurels et culturels	p. 284
6.3 l'entretien de l'image et les répertoires symboliques du mouvement ouvrier	p. 301
6.4 L'hybridité des formes d'organisation : une conclusion	p. 308
<u>Chapitre Septième</u> / Logiques de l'identification, leadership et travail symbolique	p. 313
7.1 L'inscription nationale de la social-démocratie	p. 316
7.2 Figures tutélaires, légitimité et leadership	p. 343
QUATRIEME PARTIE / Les partis dans l'État	p. 369
<u>Chapitre Huitième</u> / Le "Léviathan" social-démocrate, mythes et réalités	p. 371
8.1 Le "vrai visage" du pouvoir	p. 374
8.2 L'ingénierie publique social-démocrate : un état des lieux	p. 384

8.3 La persistance du régime social-démocrate	p. 408
8.4 Une classe politique social-démocrate ? Sur quelques logiques de la professionnalisation du pouvoir	p. 432
<u>Chapitre Neuvième / Les partis et l'usure du pouvoir</u>	p. 447
9.1 La social-démocratie : une histoire terminée ?	p. 449
9. 2 L'éternelle crise du gouvernement de partis	p. 467
Conclusion générale	p. 478
ANNEXES	
Annexe 1 Lexique biographique	p. 487
Annexe 2 Chronologie politique	p. 501
Annexe 3 Nomenclature et direction des partis politiques (20 ^{ème} siècle)	p. 507
Annexe 4 Evolution des effectifs des partis sociaux-démocrates	p. 515
Annexe 5 Les systèmes parlementaires nordiques : fiche technique	p. 517
Annexe 6 Résultats électoraux	p. 519
Annexe 7 Liste des formations gouvernementales	p. 521
Annexe 8 Bibliographie classée	p. 525
TABLE DES MATIERES	p. 571

INDEX DES TABLES ET FIGURES

Tableau 3.1 <i>Gouvernements suédois, 1957-2002</i>	p. 120
Tableau 3.2 <i>Distribution des sièges au Riksdag, première chambre 1953-1969</i>	p. 126
Tableau 3.3 <i>Distribution des sièges au Riksdag, deuxième chambre</i>	p. 126
Tableau 3.4 <i>Revenu annuel des instances centrales des partis</i>	p. 161
Tableau 3.5 <i>Structure budgétaire des partis suédois par postes (1992)</i>	p. 162
Tableau 5.1 <i>Formation, composition et force des gouvernements norvégiens, 1945-2001</i>	p. 248
Tableau 6.1 <i>Effectifs des partis sociaux-démocrates (1990-2000)</i>	p. 285
Tableau 6.2 <i>Densité organisationnelle comparée des partis (sept pays européens)</i>	p. 289
Tableau 6.3 <i>Statistiques organisationnelles des partis suédois (1994-95)</i>	p. 291
Tableau 6.4 <i>Activités des partis dans les districts électoraux, communes et cellules locales, Suède (1992-1994)</i>	p. 292
Tableaux 7.1 <i>Continuité du leadership : DNA 1946-2003 / SAP 1946-2003</i>	p. 345
Tableau 8.1 <i>Evolution des effectifs syndicaux par centrale (1964-1994)</i>	p. 410
Tableau 8.2 <i>Evolution des dépenses publiques et de la fiscalité (Norvège, 1935-1995)</i>	p. 429
Tableau 8.3 <i>Itinéraires socioprofessionnels des ministres suédois depuis 1976</i>	p. 443
Tableau 9.1 <i>Présence électorale du socialisme en Europe (1945-2002)</i>	p. 461
Tableau 9.2 <i>Présence gouvernementale (quotient de pouvoir) du socialisme en Europe (1945-2002)</i>	p. 461
Tableaux 9.3 <i>Le système scandinave à cinq partis : continuité et changements (1945-2002)</i>	p. 465
Figure 4.1 <i>Organigramme simplifié des partis suédois</i>	p. 183
Figure 4.2 <i>Représentation schématique des arènes partisans</i>	p. 185
Figure 4.3 <i>Représentation complexe de l'organisation social-démocrate au milieu des années 1970</i>	p. 186
Figure 8.1 <i>Représentation simplifiée de la négociation salariale avant 1945 et dans les années 1980</i>	p. 411

Introduction

"La notion de parti porte l'idée d'un système institutionnel qui se déploie dans une multitude de localités, qui a une présence dans plus d'une arène politique et gouvernementale et qui implique une coopération avec plusieurs composantes institutionnelles (...) Le parti est une institution complexe en vue de la coordination d'efforts politiques à travers les domaines étendus du gouvernement"¹.

La rencontre de l'État moderne, de la démocratie et des partis politiques ne cesse de faire problème et de se manifester comme un travail permanent de conciliation de traditions étrangères, rebelles et pourtant forcées à cohabiter dans une sorte de patchwork institutionnel. Pourtant, une méfiance coutumière à l'égard de tels désordres, d'hybrides monstrueux, tels ces entre-deux ni féminins ni masculins que l'on voudrait classer à toute force, incite trop souvent à simplifier la réalité en se limitant à l'énoncé performatif du régime : en cette époque post-totalitaire, on est soit démocratique, soit autoritaire, à la rigueur en transit entre ces deux destinations. Dans la première catégorie, le reste - soit en réalité tous ces éléments disparates qui composent l'armature de tout régime politique, la bureaucratie de l'État, l'armée et ses traditions particulières, les partis et les techniques de représentation et les cultures du pouvoir - toute cette confusion est jugée secondaire et sans incidence sur le caractère démocratique fondamental ; tout comme il a fallu longtemps pour que l'on se demande sérieusement, aux États-Unis, si la grande tradition libérale censée informer l'esprit et le droit nationaux n'était pas contredite par le poids des idéologies et comportements raciales et ségrégationnistes, l'eugénisme ou d'autres phénomènes (industrie carcérale, peine de mort)². Ailleurs, les vestiges monarchiques ou coloniaux ne sont là que pour l'apparat, muséographie d'une grandeur nationale surannée, attractions exotiques. Dans ce nouveau contexte, l'État ne disparaît pas mais il devient un "État démocratique", censé être un instrument discipliné - presque fonctionnel - au service d'une volonté politique supposée claire et identifiable. On

¹J. P. Monroe, *The Political Party Matrix. The Persistence of Organization*, Albany, SUNY Press, 2001, p. 10-11. "The notion of 'party' carries with it the idea of an institutional system that reaches into a multitude of localities, has a presence in more than one political and governmental arena, and entails cooperation with more than one institutional component.: the party is a complex institution for the coordination of political efforts across extended governmental domains". Toutes les traductions sont nôtres sauf lorsque cela est explicitement signalé. Leur version originale apparaît systématiquement dans les notes de bas de page.

² R. Smith, *Civic Ideals. The Multiple Tradition in America*. Cette discussion sera poursuivie dans les chapitres. Pour une histoire à contre-courant, la référence reste Howard Zinn, *A People's History of America*, New York, Harper Perennial, 1990.

aurait pourtant tort de croire que les fondations sont la première pièce de l'édifice qui perd son importance, quand bien même elles sont les moins visibles. D'aucuns diront qu'il s'agit encore d'un mauvais procès intenté à une démocratie essentiellement fragile et qui a besoin de tous les soutiens possibles, en dépit de ses imperfections ; mais il s'agit pourtant moins d'une critique de la démocratie *per se*, comme réalisation et comme horizon ou idéal, que de l'idéologie démocratique qui a tendance à occulter ce qui fait problème dans la constitution des régimes en question. Ces constats concernent tout autant le citoyen, les élites politiques que ceux qui cherchent à les étudier³. Il ne s'agit aucunement de s'interdire l'usage du lexique démocratique mais bien de prendre garde à en explorer toutes les dimensions, les compromis et les compromissions qui le sous-tendent. Par nature, la démocratie moderne est un régime de transactions et de (ré-)conciliations permanentes.

Les partis politiques sont de ces produits étranges de la modernité qui ne dérivent pas directement de la pensée démocratique et qui se sont développés à la fois dans et contre l'État, selon différents modèles d'organisation et d'idéologies. Au double sens du terme, ils constituent une figure intermédiaire ou de transition, en ce sens où ils sont à la fois un point de passage entre les régimes censitaires et la citoyenneté politique dite "universelle", d'une part, ainsi qu'une articulation essentielle entre la collectivité sociale et son gouvernement, d'autre part. Pour emprunter les mots de Marc Sadoun et Jean-Marie Donegani,

"(...) les partis constituent un lieu exemplaire de révélation et de figuration des difficultés de la politique moderne, nés des postulats artificialistes d'une séparation de l'État et de la société ainsi que d'une antériorité et d'une primauté de l'individu sur la collectivité. Hors de l'ancienne logique organique, les partis doivent constituer comme les corps intermédiaires entre le lieu de l'activité civile et celui de la représentation de l'opinion, ils sont là pour rendre opérante la logique de la séparation mais aussi pour surmonter et conduire la division naturelle et sociale des monades à l'unité artificielle et politique de la collectivité"⁴.

Cependant, si ces phrases restituent bien une image idéal-typique du parti comme intermédiaire dans la politique moderne, elles ignorent apparemment deux choses essentielles. Premièrement, la différenciation fondatrice et fondamentale entre partis de légitimité interne et externe, "coteries d'élites" et organisations de combat qui - chacun à leur manière - ne se conformaient guère au moule du "parti-médiateur", de l'auxiliaire de représentation tel qu'on

³ Jean-François Leguil-Bayart est le premier d'entre eux qui nous a sensibilisés à cette problématique de l'hybridation des constructions politiques. Voir J-F Bayart, "L'historicité de l'État importé", *Cahiers du CERI*, n° 15, 1996, p. 3-49.

peut le concevoir aujourd'hui et même rétrospectivement : que ce soit le parti de notables ou de grands cadres de l'État, où l'on se méfie de l'élargissement du suffrage au bénéfice de la populace inculte et imprévisible, le *caucus* britannique décrit par Moseï Ostrogorski⁵ qui, à l'inverse, cherche à capturer ce nouvel électorat dans des "banques de votes" ou bien le parti de combat de type social-démocrate, initialement déterminé dans une opposition multiforme au pouvoir autoritaire de l'État, tous ces types-idéaux se définissent aussi et d'abord dans la spécificité des collectifs et des formes d'organisation qu'ils composent avant d'être plus tard dans la généralité de la médiation et de la représentation. Deuxièmement, et en parallèle du précédent constat, ces différences premières en termes de rapport à l'État, à la puissance publique qui - en dépit de la démocratisation des régimes - continue généralement d'assumer une certaine continuité historique et institutionnelle, ces différences-là interviennent logiquement dans ce que nous appellerons le procès d'institutionnalisation des partis politiques : en d'autres termes, si les partis se distinguent par leur idéologie et leur organisation, ils développent également des approches différentes du pouvoir, de l'exercice du gouvernement. Au-delà du cadre scandinave qui servira de référence à ce travail, c'est bien cette question plus générale de l'institutionnalisation des organisations politiques au sein de l'État moderne qui constitue notre toile de fond. Mais, à cet égard, la trajectoire scandinave présente un intérêt particulier en ce qu'elle manifeste une rupture assez nette, dans l'entre-deux-guerres, qui ouvre en même temps sur la consécration du gouvernement de partis et sur une longue domination de partis de masses sociaux-démocrates. Cette rupture ne s'apparente pas à une révolution au sens propre : les régimes se sont incontestablement transformés dans le sens parlementaire et démocratique, en dépit de la préservation des monarchies, mais les fondements de l'État ne connaissent qu'une transition lente et dans le contexte d'une continuité constitutionnelle remarquable. Dans ces conditions, le rôle des partis en tant que méta-institutions⁶ prend tout son sens ; c'est-à-dire qu'ils sont à même de construire un espace propre de relations et de règles peu formalisées, comme en témoigne leur faible reconnaissance en droit constitutionnel, produisant ainsi les conditions d'une légitimité particulière et ambivalente.

Bien entendu, les partis sont aussi des forces sociales enracinées dans des milieux, des pratiques, des modes de participation spécifiques et il n'est pas nécessairement justifié d'isoler

⁴ M. Sadoun, J-M Donegani, *La démocratie imparfaite. Essai sur le parti politique*, Paris, Gallimard/Folio, 1994.

⁵ M. Ostrogorski, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, éd. 1993 (1903).

⁶ L'idée provient de Herbert Kitschelt, "The Formation of Party Systems in East Central Europe", *Politics and Society*, vol. 20, n° 1, 1992, p. 7-50.

ces dimensions importantes par rapport à la sphère d'activité "publique" des partis. Néanmoins, il ne semble pas toujours souhaitable ni possible d'étudier systématiquement ces microcosmes complexes et ramifiés dans toutes leurs dimensions et c'est pourquoi nous avons choisi de concentrer notre attention sur l'organisation des partis dans leurs relations avec la sphère de l'État et du gouvernement, dans une perspective que nous appellerons institutionnaliste. Il s'agit principalement de comprendre comment la compétition politique et l'action collective produisent et sont médiatisées par des structures et des règles formelles et informelles. Plus spécifiquement, le problème envisagé est celui de la différenciation des partis dominants qui représentent une sorte de cas-limite dans l'univers partisan des démocraties, à travers leurs relations privilégiées avec l'appareil de l'État. En effet, si l'on peut faire l'hypothèse que les évolutions vers le parlementarisme et la démocratie se sont accompagnées d'un renforcement du rôle des partis en général, en direction d'un "gouvernement de partis"⁷, il faut aussi reconnaître que des phénomènes d'asymétrie se sont produits dans la distribution historique du pouvoir entre les forces politiques. Au-delà des clivages idéologiques et sociétaux et de leur translation politique, le postulat principal de ce travail est que ces asymétries sont aussi un facteur structurant des organisations, rôles et systèmes partisans, et ce dans la longue durée du pouvoir.

Les exemples que nous proposons d'étudier sont d'autant plus exceptionnels qu'ils concernent deux des partis qui ont atteint la plus grande longévité aux fonctions exécutives dans l'histoire des démocraties parlementaires modernes ; ce sont aussi des organisations qui sont initialement apparues hors de la sphère de l'État et en opposition à certaines manifestations de son autorité. Les partis sociaux-démocrates suédois (*Socialdemokratiska arbetareparti*, SAP) et norvégien (*Det norske arbeiderparti*, DNA) ont en effet cette étonnante particularité d'avoir monopolisé les plus hautes responsabilités pour une durée dont seuls les régimes autoritaires ou dictatoriaux sont coutumiers. En 2002, le SAP capitalisait ainsi soixante années de gouvernement, seul ou à la tête d'une coalition, depuis 1932, soit 85 % du temps politique ; il avait été au pouvoir 44 années consécutives avant la première des deux seules alternances de l'après-guerre, en 1976 et, depuis 1957, les sociaux-démocrates n'ont constitué que des gouvernements homogènes, libres de toute coalition formelle. En Norvège, à la même date de 2002, le DNA se trouvait dans l'opposition mais avait occupé

⁷ Cette expression est polysémique car elle fait référence à la fois à la monopolisation des postes et de la direction politiques par les partis, l'idée du "*Parteienstaat*" allemand, ainsi qu'à la théorie anglo-saxonne du "party government" qui s'interroge sur la capacité de ces organisations à réaliser pratiquement leur programme. Ces différentes approches seront explicitées dans le premier chapitre.

l'exécutif 45 années durant depuis 1935, soit plus de 72 % du temps, si l'on omet les cinq années d'occupation allemande. Plus encore que son homologue suédois, le DNA peut revendiquer une expérience du pouvoir hors de toute coalition gouvernementale. Dans le contexte des démocraties modernes, seul le Parti libéral japonais (LDP) a connu une telle longévité au sommet de l'État⁸. Derrière ces chiffres, quelque éloquents qu'ils soient, se trouve la réalité complexe d'une dominance politique exceptionnelle et que l'on a très souvent subsumée sous le genre populaire du "régime social-démocrate", à travers lequel la présence institutionnelle des partis est éclipsée. Vue de l'extérieur, la social-démocratie apparaît ainsi généralement comme ce parangon du réformisme social et de la conciliation des intérêts économiques, une sorte de monade qui aurait domestiqué le capitalisme, et il ne fait pas de doute que ces questions ont occupé la plupart des recherches. Or, il faut souligner qu'il y a un autre "récit" social-démocrate exemplaire, c'est celui du parti de masses européen - modèle d'organisation unique - et de son intégration politique au centre du pouvoir. Ce processus a reçu moins d'attention et pourtant il se présente comme la condition de la mise en œuvre du programme social-démocrate, des politiques sociales et économiques érigées au rang de modèle. Ce développement est même intéressant en soi, c'est-à-dire qu'il porte suffisamment d'enjeux importants pour qu'on n'ait pas toujours besoin de le rapporter à l'accomplissement du réformisme social-démocrate. En effet, s'il est certainement important de s'interroger sur la capacité des partis dominants à produire des politiques publiques ou bien sur les causes profondes de leur longévité, il est tout aussi essentiel de réfléchir à la transformation de ces organisations, des systèmes de partis et de leur environnement institutionnel ainsi qu'aux implications de ce que nous avons appelé ici - de façon provocatrice - "l'hégémonie démocratique". Il faut croire que ce type de domination n'est pas déterminé par avance et se reproduit aussi à travers les stratégies des organisations, notamment la façon dont elles gèrent une longue durée du pouvoir potentiellement problématique, en particulier quand il s'agit de partis associés à de grands mouvements ouvriers et à une histoire de revendications radicales.

Dans ces conditions, la notion d'institutionnalisation ne doit pas être considérée en termes par trop fixistes ou naturalistes : elle intègre aussi la gestion de ces contraintes et contradictions des rôles politiques dans la mesure où les partis développent et peuvent mobiliser des identités multiples, des ressources très différenciées issues de plusieurs niveaux,

⁸ Le LPD a monopolisé les fonctions exécutives sans discontinuer depuis sa formation, en 1955, jusqu'en 1989. Voir T.J Pempel, "Introduction", dans T. J. Pempel (Ed.), *Uncommon Democracies. The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990.

de plusieurs histoires de leur organisation. L'institutionnalisation est un processus plutôt qu'un état et cette dimension dynamique n'admet pas nécessairement une fin programmée, un but ultime ; dans le domaine des partis, qui sont aussi des mouvements sociaux d'un type particulier, il est normal qu'il existe une tension permanente entre la flexibilité, l'adaptation, d'une part, et la tentation d'incarner le pouvoir politique comme le suggérait Roberto Michels, de l'autre. De la même façon, il nous a semblé intéressant d'approcher l'idée d'organisation dans sa polysémie, dans le sens large de l'action d'organiser et de ses résultats, des structures formelles mais aussi des pratiques, règles et rôles collectifs moins codifiés. Dans quelle mesure la longue occupation des fonctions gouvernementales a-t-elle un impact sur l'organisation d'un parti, son identité et ses relations avec l'appareil et le pouvoir de l'État ? Comment peut-on prendre en compte l'asymétrie des positions institutionnelles et ses effets au sein d'un système partisan autrement que du point de vue de la capacité à réaliser un programme politique ? Comment cohabitent la dominance politique, l'institutionnalisation des partis et les conceptions pluralistes du pouvoir ? Telles sont les questions centrales que ce travail aborde avec une attention particulière à l'histoire longue du politique et des institutions.

L'intuition première, c'est que le pouvoir transforme les organisations politiques même s'il s'agit d'une interaction, d'une interpénétration et que les partis disposent aussi d'une certaine latitude pour transformer les structures de l'État. Certes, ce n'est pas la seule source du changement organisationnel et celui-ci n'est pas non plus simplement subi dans une logique de dépendance à l'égard d'une puissance extérieure. L'État apparaît alors plutôt comme une arène institutionnelle, un ensemble de règles, d'acteurs et de positions de pouvoir à occuper. C'est aussi un système de contraintes qui encadre la compétition politique, à travers des lois électorales par exemple, et qui se présente à la fois comme un donné et comme un cadre potentiellement réformable par les partis eux-mêmes⁹. L'hypothèse centrale est que des changements en direction d'une étatisation croissante du parti devraient être repérables, tout particulièrement au niveau de la direction nationale mais aussi dans les représentations de soi et la culture de gouvernement de la social-démocratie. Ce point de départ permettra notamment de discuter la thèse du parti-cartel de Katz et Mair, selon laquelle il y aurait une grande convergence organisationnelle des partis politiques de plus en plus intégrés à la sphère

⁹ Voir W. C. Müller, "The Relevance of the State for Party System Change", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 5, n° 4, 1993, p. 419-454. L'auteur s'intéresse surtout à la première dimension du problème sans s'attarder sur la capacité des partis à modifier les règles de la compétition, sous certaines conditions. Il est vrai que les différentes forces politiques ont généralement des intérêts différents et évolutifs en matière de modification de ces règles mais elle peuvent aussi avoir certains buts communs (par exemple vis à vis des "nouveaux entrants"). Ainsi, les contraintes du système électoral américain sont-elles instrumentalisées par les deux grands partis mais ils n'ont

de l'État¹⁰. Certaines tendances de cet ordre sont observables avec le développement du financement public de la vie politique mais nous pensons que les différences de position et de tradition d'organisation dans le système de partis entraînent une distribution asymétrique des ressources et affectent les modes d'institutionnalisation spécifiques à chaque parti. On tentera de vérifier ces hypothèses en suivant les processus longs de l'intégration politique, de la transformation des organisations ainsi que l'évolution des théories ou doctrines de gouvernement des partis sociaux-démocrates, c'est à dire leur relation à l'exercice du pouvoir. On peut aussi imaginer que les expériences de coalition n'ont pas le même impact sur cette dernière relation que les cabinets homogènes ; c'est pourquoi on s'intéressera particulièrement à la comparaison Suède-Norvège sur ce point, à la période de transition vers ce type de cabinet en Suède et aux enjeux de la réforme constitutionnelle vers la même période. Enfin, la question se pose de savoir quel degré d'autonomie et de "résistance" (ou de spécificité) les partis politiques et l'État conservent dans cette imbrication complexe, à partir du moment où il ne s'agit pas d'une simple fusion.

Dans le cadre de cette thèse, le comparatisme occupe une place particulière. En effet, nous avons choisi d'introduire une comparaison limitée entre deux États dont les expériences culturelles, politiques, économiques et sociales sont très proches, la Norvège et la Suède faisant partie d'une même aire culturelle et constituant même le cœur géographique de ce qu'il convient d'appeler la péninsule scandinave. Partageant la plus longue frontière terrestre européenne, liées par une union politique sous la couronne de Suède, du Traité de Kiel (1814) jusqu'à 1905, bénéficiant d'une grande intercompréhension linguistique, ces deux pays pourraient difficilement être plus proches. En même temps, ces rapports de proximité modifient inévitablement une méthode comparatiste que l'on voudrait souvent scientifique mais dont il ne faut pas oublier qu'elle repose sur un choix d'unités de base "non-standardisées". Autrement dit, les États ne sont pas toujours des identités bien déterminées arborant une souveraineté certaine ; leur construction nationale est bien souvent le fruit d'hybridations importantes, comme en témoignent les expériences croisées de la Norvège sous domination danoise, puis suédoise¹¹. Par conséquent, on serait bien avisé de prendre en

évidemment pas la même marge de manœuvre pour contrôler les effets de la structure fédérale sur le système partisan.

¹⁰ R. S. Katz, P. Mair, "Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party", *Party Politics*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 5-27.

¹¹ Voir entre autres U. Østergård, "The Geopolitics of Nordic Identity. From Composite States to Nation States", p. 25-71 dans Øysten Sørensen, Bo Stråth (Ed.), *The Cultural Construction of Norden*, Oslo, Scandinavian University Press, 1997 ; U. Østergård, "Danmark og Norge - Delt af en fælles fortid ?", p. 117-131 dans E.

considération cette communauté de passé, ce qui ne veut pas dire que les aires culturelles homogènes doivent être le terrain de prédilection du comparatiste. Pour valider certaines des hypothèses sur l'institutionnalisation, on aurait ainsi pu choisir d'étudier d'autres cas de partis dominants (voire tous les cas), même s'ils sont relativement isolés, en recherchant une plus grande universalité des explications. Mais notre objectif ne consistait pas à viser cette universalité. Giovanni Sartori résume bien certains de ces problèmes inhérents à la démarche comparatiste et à sa quête de généralisations :

"Il n'est pas intuitivement évident que comparer c'est contrôler, et que la nouveauté, la spécificité et l'importance de la politique comparée consiste en un test systématique - à l'échelle du plus de cas possible - d'une série d'hypothèses, de généralisations et de lois du type 'si...alors'. Mais si la comparaison politique est conçue comme une méthode de contrôle, alors ses généralisations doivent être rapportées à 'tout l'univers des cas', ce qui en fait qu'en principe, cette entreprise doit être une entreprise globale. Ainsi, la justification des comparaisons globales n'est pas simplement que nous vivons dans un monde en expansion, c'est aussi une justification méthodologique"¹².

Aussi, le présent travail se présente-t-il plutôt comme une "étude de cas comparée", et ce à plusieurs titres. D'abord, le premier référentiel comparatiste, souvent négligé car implicite, est celui de l'observateur étranger qui étudie une expérience politique extérieure sous l'emprise inévitable de certains schèmes d'analyse issus de son propre environnement politique. Cette extériorité induit nécessairement un regard et des questionnements différents, une tension entre "le même" et l'altérité dont il n'est ni possible ni souhaitable de faire abstraction. Deuxièmement, la multiplicité des objets étudiés (État, partis, social-démocratie, institutionnalisation, dominance) implique d'importer et de mobiliser un certain nombre de théories, de concepts et de méthodes associées à la réflexion comparatiste en science politique ; elle présuppose une "utilité minimale" de ces instruments qui sont ensuite confrontés à la particularité des cas à la fois sous forme de "test" mais aussi pour produire de nouvelles idées théoriques, dans un dialogue constant¹³. Enfin, le troisième plan comparatiste est celui des

Rudeng (Ed.), *Kunnskapsregimer : debatten om De nasjonale strateger*, Oslo, Pax, 1999 ; Ø. Sørensen (Ed.), *Jakten på det norske. Perspektiver på utviklingen av en norsk nasjonal identitet på 1800-tallet*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1998.

¹² G. Sartori, "Concept misformation in Comparative Politics", *American Political Science Review*, vol. 64, n° 4, 1970, p. 1035.

¹³ Voir B. G. Glaser, Anselm J. Straus, *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1967. Les auteurs insistent sur la dimension inductive et interprétative de la production théorique, notamment à partir de l'observation en situation, plutôt que sur la seule déduction ou la vérification d'hypothèses, de théories fournies "clés-en-main" par quelques grands esprits (p. 10). A cet égard, James C. Scott donne l'exemple de ces étudiants qui devaient aller appliquer les analyses d'Almond et Verba à travers le monde, dans les années 1960 ; nombre d'entre eux durent abandonner toutes les données d'observation directe qui ne

rapports entre Suède et Norvège, dans le cadre d'une même aire culturelle, deux petites nations sur de grands territoires et qui ont en commun un certain nombre de spécificités. Dans sa célèbre étude de la Norvège, Harry Eckstein se demandait pourquoi la science politique accordait autant d'attention aux cas "à problèmes" plutôt qu'à ceux qui semblent fournir des solutions¹⁴ ; il avait à l'esprit la grande cohésion et la stabilité démocratique de la Norvège, dans cette optique américaine qui consiste à appréhender la discipline politique comme une "école de la bonne citoyenneté"¹⁵, mais il n'avait pas pensé que cette stabilité étonnante pouvait aussi être considérée comme un problème au sens double du terme : à la fois problème politique de l'hégémonie et défi intellectuel pour la conception traditionnelle du pluralisme et de l'alternance en démocratie.

En principe, étude de cas et comparatisme relèvent de deux méthodologies distinctes ; dans le cadre des sciences humaines et sociales, il semble que le comparatisme soit omniprésent, quoique pas nécessairement objectivé et conscient ; il suffit de prendre l'exemple d'un développement exceptionnel, étude de cas par excellence mais qui ne peut s'inscrire que dans la comparaison de son anormalité. Dans une perspective plus stricte, la méthode comparative est un dérivé imparfait de la stratégie expérimentale de recherche, visant à comprendre des relations entre variables dans des conditions de contrôle très limité de ces variations souvent données¹⁶. Elle est fondamentalement animée par une ambition de généralisation probabiliste quant aux causes des phénomènes sociaux. Dans cette optique, le choix d'unités de comparaison relativement similaires est censé être une des stratégies disponibles pour restreindre le nombre de facteurs causatifs potentiels et identifier ou quantifier les relations entre quelques variables choisies. Les aires culturelles homogènes seraient un terrain propice à ce type d'analyse¹⁷. Il n'y a pas besoin de présenter plus en détail cette méthode pour comprendre qu'elle ne convient qu'à certaines stratégies bien définies de recherche. Dans le contexte qui nous intéresse, elle pourrait avoir une application si nous étudions les causes de la dominance continue du SAP par rapport à son affaiblissement en Norvège, mais sans que l'on prête une attention particulière aux formes et aux conséquences de ce phénomène. Or, nous avons opté pour une approche de la configuration complexe de l'organisation politique à

"convenaient" pas au modèle. Cité dans A. Kohli, P. Evans et al. "The Role of Theories in Comparative Politics: A Symposium", *World Politics*, vol. 48, n° 1, 1995, p. 37.

¹⁴ H. Eckstein, *Division and Cohesion in a Democracy. A study of Norway*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 5.

¹⁵ G. Heckscher, *The Study of Comparative Government and Politics*, London, Allen & Unwin, 1957, p. 18.

¹⁶ A. Lijphart, "Comparative Politics and The Comparative Method", *American Political Science Review*, vol. 65, n° 3, 1971, p. 684-685. La méthode expérimentale peut reposer sur certaines conditions d'isolement des objets d'étude, de réplcation forte et d'abstraction de leur propriétés individuelles.

¹⁷ *Ibid.*, p. 688 ; G. Heckscher, *op. cit.*, p. 88.

travers la structuration des partis politiques. En effet, s'interroger sur leur processus d'institutionnalisation nécessite de réfléchir à la signification et aux implications multiples de cette notion. Il ne s'agit donc pas d'une analyse fondée sur des variables relativement bien identifiées et dont on voudrait préciser les déterminants. En ce sens, notre mode de comparaison ne joue pas le rôle presque mécanique qui lui est dévolu en vertu de la méthode scientifique que nous avons exposée : d'une part, elle s'inscrit plutôt dans une recherche des éléments de similarité entre les deux cas qui suggèrent que ces types d'hégémonie sont plus que des cas exceptionnels ou déviants et qu'ils sont importants pour comprendre le gouvernement de partis moderne ; d'autre part, il s'agit d'évaluer la continuité et les transformations des rôles politiques dominants par-delà les expériences d'opposition que le DNA norvégien a connu plus fréquemment ; enfin, la mise en relation des réflexions sur la nature du pouvoir et la transformation du parti dominant en Norvège avec l'absence plus marquée de tels questionnements en Suède est apparue comme un axe intéressant pour utiliser le premier cas comme un révélateur des non-dits du second, une sorte de miroir. La comparaison ne sera donc pas systématique et, lorsqu'elle n'apparaîtra pas explicitement, on admettra que c'est de la Suède dont nous parlons.

Les grands prédicateurs du comparatisme scientifique insistent sur la nécessité d'un recueil plus systématique de données similaires dans les différentes aires de comparaison, afin de satisfaire aux exigences d'une obsession : l'inférence causale, la production de concepts et théorie à portée universelle¹⁸. Si un grand nombre de conseils qu'ils prodiguent sont utiles pour contribuer à la production à l'avancement des connaissances et au dialogue entre chercheurs, ces méthodes mettent finalement hors jeu des sources qui se prêtent mal à ce type de standardisation ou de codage. De plus, elles conduisent à nier la possibilité que des données soient relativement spécifiques aux cas étudiés. Dans le cas présent, les protocoles ou procès-verbaux des instances dirigeantes du SAP constituent une de ces sources dont il ne se trouve guère d'équivalents aussi riches et détaillés et qui, par conséquent, ne constituent pas un matériau facile à "standardiser". Par chance, il existe bien des documents assez similaires en Norvège mais leur analyse comparée représenterait une charge de travail énorme pour tout chercheur soucieux de produire des résultats dans un temps limité. En confrontant notre propre expérience de travail avec celle d'Hege Skjeie, qui a réalisé une étude proche des

¹⁸ G. King, R. O. Keohane, S. Verba, *Designing Social Inquiry. Scientific Inference in Qualitative Research*, Princeton, Princeton University Press, 1994. A. L. George, T. J. McKeown, "Case Studies and Theories of Organizational Decision Making", *Advances in Information Processing in Organizations*, n° 2, p. 21-58

protocoles du DNA¹⁹, nous ne pouvions que constater que ces données d'archives attirent en premier lieu les historiens. Elles n'en sont pas moins un mine précieuse pour le politiste, l'anthropologue, le sociologue des organisations. Ce type de source ne doit pas laisser croire qu'on accède à la vérité du parti mais il peut être envisagé comme une sorte de méta-discours sur l'organisation et sur la division du travail politique²⁰.

La première partie se présente avant tout comme une mise en contexte théorique et historique que cette introduction générale ne saurait assumer à elle seule. Au cours du premier chapitre, on réfléchira aux dimensions philosophiques et théoriques du gouvernement de partis moderne, qui fait figure de révolution silencieuse, à bien des égards ; on s'attachera aussi à éclaircir la notion d'institutionnalisation et son application aux différents types d'organisations partisans ; enfin, ce sera l'occasion d'exposer différents systèmes d'interprétation des partis politiques en se positionnant dans ce champ académique. Le chapitre deuxième est centré sur la longue durée de l'intégration politique des partis de masses dans le cadre des systèmes parlementaires et des régimes en voie de démocratisation.

La seconde partie étudie l'apogée et la résistance des partis dominants. Le chapitre trois suit l'évolution du SAP à l'époque des cabinets homogènes et analyse le rôle des différents partis dans le débat sur la réforme constitutionnelle ainsi que sur le financement public de la vie politique, dans les années 1960-1970 ; dans le chapitre quatre, on s'intéresse à la construction d'une culture de gouvernement spécifique et aux transformations de l'organisation centrale du parti ; le chapitre cinq reprend largement ces thèmes à l'échelle de la Norvège et du DNA.

La troisième partie s'articule autour des dimensions symboliques et des images de l'organisation. Dans le chapitre six, on s'interroge sur la gestion des contradictions et de la transformation de l'identité du parti de masses, en relation avec l'exercice du pouvoir, ainsi que sur la persistance de ce répertoire et de certaines formes organisationnelles qui constituent potentiellement des ressources dans la compétition politique. Le chapitre sept s'intéresse à la "nationalisation" des partis sociaux-démocrates, dans la perspective d'une syntonie de l'histoire et des images du parti avec l'histoire de la nation ainsi que du point de vue de la construction symbolique du leadership.

¹⁹ H. Skjeie, *Vanens makt : Styringstradisjoner i Arbeiderpartiet*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1999. Paru après le début de nos recherches, cet ouvrage a constitué une entreprise parallèle qui nous a incité à développer la comparaison avec la Norvège.

²⁰ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 6. A cet égard, rappelons que les vingt dernières années des protocoles du Comité Directeur du SAP ne sont pas accessibles, ce qui tend à confirmer leur intérêt.

Enfin, la quatrième partie aborde le problème très complexe de l'impact du parti dominant sur les structures de l'État et la définition d'un "régime" particulier de gouvernement lié à la social-démocratie. Le chapitre huit tente de mettre à l'épreuve des faits les critiques d'une hégémonie et d'une pénétration du parti dans l'appareil d'État ; on cherchera à évaluer dans quelle mesure l'idée d'un régime social-démocrate peut faire sens. Le dernier chapitre porte sur le double discours de la crise de la social-démocratie (comme régime) et des partis politiques, dans un cadre comparatif plus large, notamment en vue d'éclaircir les relations entre le pouvoir des partis et leur performance électorale.

Cette organisation du propos pourra donner l'impression d'une vision kaléidoscopique du problème et c'est bien l'approche des différentes dimensions envisageables de l'institutionnalisation qui est visée.

Pour Antonio Gramsci, écrire l'histoire d'un parti n'était rien moins qu'écrire "l'histoire d'un pays d'un point de vue monographique"²¹. En examinant un phénomène de dominance partisane, on touche finalement à l'ensemble de l'histoire d'un pays au cours d'une longue période et le risque est grand de se perdre en route. Etant donné le manque de familiarité du public français avec l'histoire - même contemporaine - des pays nordiques, il est apparu souhaitable de favoriser une approche ouverte et synthétique des grandes transformations politiques contemporaines, des différents débats académiques ainsi que des sources importantes sur un certain nombre de sujets transversaux. En même temps, ce travail n'a pas vocation à être une "introduction" à l'histoire contemporaine de la Suède ou de la Norvège, ni même de leurs partis sociaux-démocrates. Mais on y trouvera certainement des jalons pour une meilleure compréhension de phénomènes souvent interprétés de façon confuse, depuis l'étranger. La rhétorique du "modèle suédois" ou "scandinave" n'est-elle pas en partie un produit d'importation à cet égard ?²² Les annexes ont aussi été conçues pour fournir quelques repères biographiques, chronologiques essentiels ainsi qu'une bibliographie très complète dans les langues scandinaves. L'objectif premier reste néanmoins de contribuer de façon significative à l'étude de plusieurs dimensions importantes et parfois négligées par les théories pluralistes dominantes : l'institutionnalisation des partis politiques, la transformation des organisations de masses dans leur relation à l'État ainsi que la dominance de la social-démocratie.

²¹ A. Gramsci, "Le parti politique", cité en exergue de K. Östberg, *Byråkrati och reformism. En studie av svensk socialdemokratis politiska och sociala integrering fram till första världskriget*, Lund, Arkiv Avhandlingsserie, 1990, p. 11.

²² B. Stråth, "Den nordiska modellen", *Nordisk tidskrift*, n° 1, 1993.

PREMIERE PARTIE

Généalogie des partis sociaux-démocrates : une approche institutionnelle et organisationnelle

Chapitre Premier

L'institutionnalisation des organisations politiques et l'État de partis

"La légalisation du système de partis constitue l'étape dernière et décisive dans un processus par lequel la représentation partisane a rendu caduque une assemblée fondée sur les individualités"²³.

Dans le cadre d'un essai provocateur pour rapprocher science et philosophie politiques, Brian Barry résumait assez laconiquement les différences de style intellectuel entre les deux "disciplines" : les philosophes ont ainsi tendance à limiter les références à quelques collègues contemporains²⁴ tandis que les politologues se perdent dans la mise en contexte théorique, parfois au détriment de la clarté et de l'originalité de leur thèse²⁵. A première vue, une raison essentielle à ce phénomène se trouve dans le fait que la science politique dérive une grande partie de ses avancées théoriques de recherches empiriques qui requièrent de gros bataillons et de nombreux prolétaires de la science au service d'une poignée de capitalistes²⁶. La philosophie repose à un plus grand degré sur des raisonnements idéaux-logiques ou critiques sans être pour autant strictement spéculative. Quoi qu'il en soit, un trait commun des deux domaines est d'avoir largement délaissé la réflexion sur le parti politique comme problème au regard des systèmes de l'État et de la démocratie modernes. En accord avec le constat de Barry, ce premier chapitre intégrera un grand nombre de références, souvent éparses, en vue d'introduire à une question historique et politique complexe. L'ambition n'est certainement pas de proposer une théorie générale de l'institutionnalisation des partis politiques, ni même de retracer avec exactitude l'origine de ces organisations. Non que ces sujets aient été traités de façon entièrement satisfaisante jusqu'ici ; car il faut constater que la nouveauté relative du phénomène partisan - qui plus est des partis de masses - et de son quadrillage de l'espace

²³ C. G. Widell, *Staten och partiväsendet*, Lund, Sundqvist & Emond, 1939, p. 417. "Legaliseringen av partiväsendet utgör det sista och avgörande ledet i en process, varigenom partirepresentationen trängt undan en individualistiskt uppbyggt församling".

²⁴ Mais beaucoup moins rigoureusement à la "grande philosophie", celle qui a déjà reçu l'onction de l'histoire.

²⁵ Brian Barry, "Do Neighbors Make Good Fences ? Political Theory and the Territorial Imperative", *Political Theory*, vol. 9, n° 3, 1981, 293-301, p. 294.

²⁶ D'après la métaphore de Barney Glaser et Anselm J. Strauss, *op. cit.*, 1967, p. 10.

politique, a pour ainsi dire cessé d'être un sujet d'intérêt peu après la seconde guerre mondiale. Les partis étaient soudainement devenus des objets normalisés et la compétition entre ces groupes aux élections, un trait fondamental des démocraties modernes dont il convenait d'analyser les performances et la fonctionnalité. On s'intéressera ici à quelques unes des approches et controverses sur la nature des partis en essayant de confronter les traditions de recherche anglo-saxonne et française, entre autres, souvent disjointes.

1.1 Les partis, fantômes de l'ordre politique

1.1.1 *Les conceptions des organisations politiques modernes*

Pour revenir un moment à la philosophie politique, on ne peut qu'être frappé par le désintérêt manifeste de cette dernière pour les partis et la réflexion sur leur place dans le gouvernement moderne. Rendant hommage à l'ouvrage presque unique en son genre de Pierre Avril, *Essai sur les partis politiques*, Philippe Raynaud considérait récemment que cette carence doit être mise en perspective historique²⁷ : en effet, il existe bien de grands textes de philosophes qui traitent de la question des factions, chez Machiavel, Montesquieu, Hume, Bolingbroke, Rousseau, Burke ou Madison par exemple, mais il s'agit d'un phénomène très antérieur à l'avènement des partis de masses modernes qui ont véritablement révolutionné la politique ; toutefois, selon Raynaud, ces auteurs ont déjà réfléchi aux défis essentiels que toutes les formes de partis posent à l'entendement et au fonctionnement du gouvernement et de la démocratie. Ces défis se présentent à travers la gestion des ferments de division introduits par les partis vis-à-vis de trois conditions unitaires de la politique moderne, à savoir l'unité de l'État, de la nation et de la souveraineté populaire. La première dimension relève d'une contrainte d'ordre public, de la nécessité d'un pouvoir :

"Le parti moderne ne peut être légitime que s'il accepte l'ordre légal dans lequel il agit, il ne peut se présenter comme un agent de *rébellion* et il doit accepter (ou feindre d'accepter) *l'institutionnalisation du pouvoir*"²⁸.

²⁷ P. Avril, *Essai sur le parti politique*, Paris, LGDJ, 1986 ; P. Raynaud, "La philosophie politique devant les partis", p. 105-118, dans *Mélanges en l'honneur de Pierre Avril - La République*, Paris, Montchrestien, 2001.

²⁸ *Ibid.*, p. 108. Les italiques sont de l'auteur.

La seconde condition est celle du patriotisme et de la loyauté à la communauté nationale en devenir, la distinction "ami/ennemi" devant être rejetée dans l'espace des relations internationales ; la troisième fait probablement référence à Rousseau et à la question de la possibilité, ou non, de représenter et de diviser le peuple souverain, ce *peuple-totalité* tant chanté comme nouveau sujet dominant des idéologie démocratique et nationale après 1789²⁹. Par une sorte de division du travail et des territoires, la philosophie politique contemporaine aurait abandonné ces questions à la science politique et à la sociologie émergentes, mais ces perspectives anciennes ont continué d'influencer la réflexion ultérieure de ces nouvelles disciplines sur les partis politiques, à commencer par la tentation de vilipender les factions et leur œuvre de division permanente ; mais ces premiers jalons philosophiques ont aussi parfois obscurci, semble-t-il, la compréhension de certaines évolutions fondamentales de la médiation partisane, lorsque ces organisations se stabilisent et se développent au point de devenir les administrateurs permanents et incontestables de l'État, les "organes constitutionnels de la formation de la volonté étatique" selon l'expression de Hans Kelsen³⁰.

Pour le politiste américain Elmer Schattschneider, la philosophie politique aurait cultivé une passion sans borne pour les deux extrêmes de l'aristocratie et de la démocratie directe. Dans ce registre, il n'y avait guère de place pour les organisations intermédiaires et ces traditions ont commis l'erreur historique de sous-estimer les difficultés tenant à l'apparition du nombre et au défi de la participation dans l'État³¹. Rousseau est ici clairement mis en accusation, qui prétend élaborer une doctrine de gouvernement populaire fondée sur un mystérieux processus d'agrégation et de translation des volontés particulières, différente du principe majoritaire. Les essais de Pierre Avril et, plus récemment, de Marc Sadoun et Jean-Marie Donegani, doivent d'autant plus être salués qu'ils représentent des tentatives très rares et isolées pour penser cette ambiguïté fondamentale de la "trinité" partisane en mettant à contribution la philosophie politique³². Entre État (et gouvernement), représentation et mouvement social, le parti évolue en effet aux confins de plusieurs territoires³³. Ces auteurs s'intéressent d'abord à la transformation et aux défis intellectuels ou philosophiques que représente l'idée même de parti politique, dans ses rapports à la division et à la médiation, la

²⁹ P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard/Folio, 1998, p. 39.

³⁰ Cité dans P. Avril, *op. cit.*, nouv. éd., Payot, 1990, p. 29.

³¹ E. E. Schattschneider, *Party Government*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1942, p. 12 ; ces difficultés sont du reste indifférentes au fait que l'on adopte une théorie élitiste ou participative de la représentation politique.

³² P. Avril, *op. cit.* ; M. Sadoun, J-M. Donegani, *op. cit.*, 1994.

logique de l'entre-deux et de l'intermédiaire qu'elle instaure. Mais cette dimension ne saurait être considérée comme la seule en jeu et en concentrant leur réflexion sur la traduction du pluralisme et la liaison entre État et société à travers les partis, la réconciliation des figures de l'un et du multiple, Sadoun et Donegani passent à côté des institutions auxquelles Avril, de par sa formation intellectuelle, est nécessairement plus sensible. Il est ainsi surprenant que ces auteurs accordent si peu d'attention au cadre institutionnel de l'activité partisane, les exécutifs de différents niveaux ainsi que le parlement, comme s'ils étaient piégés par la belle logique mécaniste des schémas binaires et ternaires ; cela conduit à négliger l'importance de ces scènes institutionnelles comme premières matrices du phénomène partisan et pour comprendre la tension entre les différentes formes d'organisation qui se cristallisera dès la fin du 19^{ème} siècle. En ce sens, et par contraste avec la conception du parti-médiateur, on pourrait voir deux modèles historiques opposés de forces politiques, l'un tout absorbé par la gestion élitare et oligarchique des affaires de l'État, et l'autre porteur des velléités d'affranchissement d'une classe dominée. Entre ces deux idéals-types, bien des variations certes, et des évolutions qui n'hypothèquent pas la dimension trinitaire chère à Sadoun et Donegani, mais la rendent pour le moins bancal.

En 1942, Schattschneider devait être un des derniers à considérer systématiquement la dimension historique problématique du gouvernement de partis, remarquant déjà le manque de réflexion approfondie à ce sujet³⁴, avant que le "gouvernement de parti" (*party government*) ne se réduise à l'examen circonspect du poids de tel ou tel acteur organisé dans la conduite de telle ou telle politique publique. L'objet parti n'avait pas perdu de son intérêt dans l'absolu, bien au contraire, mais il était simplement devenu un axe majeur dans la rationalisation de la science politique d'après-guerre, dans sa construction en tant que discipline à prétention autonome, du développement de sa capacité prédictive. Le parti politique était dorénavant observé presque exclusivement à travers les filtres de l'analyse électorale, de la théorie des coalitions ou des *input/output* de la régulation publique (*system analysis*) tandis que les affinités géométriques des systèmes partisans en faisaient un objet de

³³ D'un point de vue organisationnel, on a aussi distingué trois niveaux : "*party on the ground*" (base de l'organisation), "*in central office*" (leadership) et "*in public office*" (fonctions électives et publiques). Cf. P. Mair, *Party System Change. Approaches and Interpretations*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p 122-123.

³⁴ E. E. Schattschneider, *op. cit.* Le livre d'Austin Ranney (*The Doctrine of Responsible Party Government*, Urbana, University of Illinois Press, 1962) est essentiellement une reprise des mêmes thèmes, à travers une lecture de certains pionniers américains de la science du gouvernement. Mais déjà apparaît l'ambivalence entre une vision normative du *party government* et une vision institutionnelle du rôle de ces organisations dans l'État.

choix pour l'application de la méthode scientifique³⁵. En bref, les partis étaient devenus une composante habituelle, relativement fonctionnelle et légitime du "système politique" sans que le monopole représentatif et exécutif de quelques-uns d'entre ces groupes ne suscite plus d'interrogations, sinon sur leur capacité réelle à gouverner dans la tourmente des années 1970. Seule subsistait, dans le registre de la théorie des systèmes de partis et de la sociologie historique des organisations³⁶, une attention ténue aux formes historiques et à la place de ces associations politiques d'un type nouveau dans l'ordre du pouvoir politique et en particulier dans la sphère de l'État³⁷. David Judge observe les mêmes carences à propos des études récentes de l'institution parlementaire britannique,

"[elles] ont eu tendance à se concentrer sur les petites questions de politique, et ont été confinées à l'intérieur de l'enceinte, par intérêt pour l'évaluation des performances de certains rôles et fonctions "a priori" de Westminster. Les grandes questions, les horizons plus larges du politique - de l'État et de son exercice du pouvoir - ont souvent été évitées ou bien oubliées"³⁸.

³⁵ Une évocation du champ littéraire n'aurait ici guère de sens tant la production constitue une grande partie de la science politique. Nous ne suggérons pas non plus qu'il n'existe aucun travail intéressant ou nuancé au cours de cette période, mais seulement la tendance dominante à la naturalisation des partis. Quelques ouvrages méritent d'être cités, qui sont devenus des références incontournables et très influentes : A. Downs, *An Economic theory of Democracy*, New York, Harper & Row, 1957 ; W. Riker, *The Theory of Political Coalitions*, New Haven, Yale University Press, 1962.

³⁶ On a assez signalé la rareté d'un travail comme celui d'Angelo Panebianco, qui a suscité beaucoup de commentaires élogieux mais peu d'émules. Il s'agissait pourtant d'un cadre de réflexion qui appelait des prolongements (A. Panebianco, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987)

³⁷ Dans l'ouvrage de Maurice Duverger (*Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976 (1951)), les rapports parti-gouvernement n'ont guère de place. Voir quelques contributions originales dans les deux volumes classiques de Joseph LaPalombara et Myron Weiner dont la contribution séminale de Kirchheimer -disciple de Carl Schmitt - qui est un cas particulier dans la mesure où l'auteur est un produit de la tradition allemande d'avant-guerre et prête attention au *Parteienstaat* (l'État de partis) ; Cf. O. Kirchheimer. "The Transformation of the Western European Party Systems", p. 177-200 dans J. La Palombara, M. Weiner (Ed.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966 ; G. Sartori, *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976. Par ailleurs, les objets de prédilection de la sociologie des organisations sont restés l'administration publique, ainsi que l'entreprise privée. Mais les idées de Roberto Michels ont fait quelques émules épars ; une des principales analyses organisationnelles des partis à cette époque se trouve dans R. T. McKenzie, *British Political Parties. The Distribution of Power Within the Conservative and Labour Parties*, London, Heinemann, 1955. Dans le contexte américain, les grandes études classiques qui ont contribué à la compréhension de l'organisation sont celles de Samuel J. Eldersveld (*Political Parties: A Behavioral Analysis*, Chicago, Rand McNally, 1964), William E. Wright (Ed.) (*A Comparative Study of Party Organization*, Columbus, Merrill Pub. Co, 1971), Joseph A. Schlesinger ("Political Party Organization", p. 764-801 dans James G. March, *Handbook of Organizations*, Chicago, Rand McNally, 1965), Leon D. Epstein (*Political Parties in Modern Democracies*, New York, Praeger, 1967) ainsi que Cornelius P. Cotter et alii (*Party Organizations in American Politics*, New York, Praeger, 1984) ; Plus récemment, une relative résurgence des études organisationnelles a pris place dans le sillage des travaux collectifs de Richard S. Katz et Peter Mair (*How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994). Mais globalement, les difficultés d'accès aux données et aux terrains peuvent expliquer les carences dans le domaine.

³⁸ D. Judge, *The Parliamentary State*, London, Sage, 1993, p. 1.

Judge signale les apports de certaines approches anciennes, que l'on pourra éventuellement taxer de "constitutionnalistes" ou de "pré-scientifiques", représentées par les travaux d'Harold Laski sur le parlementarisme, et dont la trace a été largement effacée par les "révolutions" behavioriste, rationaliste, néo-corporatiste et suivantes. On pourrait faire le même constat à propos des nombreux ouvrages importants - mais souvent oubliés - sur le rôle des partis dans la théorie constitutionnelle allemande de l'entre-deux guerres, sur laquelle nous reviendrons bientôt. Certes, on peut considérer que les ambitions du behaviorisme et du systémisme étaient précisément de faire table rase de ce "marais conceptuel"³⁹, dont l'État serait la meilleure illustration. Mais les tenants de cette approche oubliaient un peu trop vite que l'origine des "concepts" n'appartient pas toujours en propre à l'esprit scientifique : s'il est possible d'essayer de raffiner certaines catégories pour mieux les aider à "voyager" à travers différentes histoires culturelles⁴⁰, il paraît assez curieux de vouloir se débarrasser de celle de "l'État" si profondément enracinée dans les mentalités collectives occidentales sous prétexte de ses difficultés d'opérationnalisation scientifique. Aussi est-il très étonnant que l'on ait pratiquement délaissé la question de la subsistance des partis comme fantômes de l'ordre constitutionnel. Si les constitutions écrites ne forment jamais qu'une trame de référence pour encadrer les pratiques politiques et si leur légitimité requiert une certaine stabilité des textes qui ne peuvent donc intégrer toutes les évolutions, il n'en reste pas moins que l'absence souvent flagrante de régulation, d'encadrement ou simplement de conception des partis politiques est restée chose frappante. A de rares exceptions près (Allemagne, Finlande), les principaux pans de leur activité qui font l'objet d'un contrôle par l'intermédiaire de lois ordinaires sont le financement et, plus indirectement, l'organisation des élections (campagnes). Tout en assurant largement la continuité de l'exercice du gouvernement et en composant l'image politique de l'État, les partis ont tenté de conserver leurs rôles d'intermédiaires, de représentants ou de délégués. Suivant la conception de la démocratie et de la science politique à laquelle on souscrit, cette ambivalence fondamentale peut être interprétée en leur faveur ou à leur discrédit mais, en tout état de cause, ils demeurent une articulation principale de l'ambition gouvernementale moderne.

³⁹ "Conceptual morass", l'expression est de David Easton dans sa défense contre le retour de l'État dans les théories marxistes et post-structuralistes. Ironiquement la notion de système ne devait pas être une grande contribution à la clarté du lexique (D. Easton, "The system besieged by the state", *Political theory*, vol. 9, n°3, 1981, p. 303-325.

⁴⁰ Sartori, *art. cit.*, 1970.

1.1.2 Sociologie du politique ou sociologie politique ? Quelle approche ?

Une des idées centrales que nous poursuivons dans cette thèse, ainsi que nous l'avons évoqué en introduction, c'est que l'institutionnalisation des partis politiques peut difficilement être comprise comme un phénomène isolé, autonome c'est-à-dire déconnecté des cadres politiques dans lequel ceux-ci se développent. Au premier abord, cette observation peut paraître extrêmement triviale, mais elle n'a pas toujours été prise assez au sérieux par les rares analystes de la dimension institutionnelle que nous privilégions ici⁴¹. Les travaux existants accusent en effet des prémisses développementalistes accentuées, selon lesquelles le parti peut être conçu comme une sorte d'organisme spécifique tandis que sa structuration autonome vis-à-vis de l'environnement est précisément un indicateur de son degré d'institutionnalisation. Cette perspective néglige largement la fluidité, l'adaptabilité et la transivité des partis dans les différents secteurs du pouvoir où ils s'accrochent ; comme le suggère Michel Hastings, ils sont des "institutions de passage", des "intercesseurs" permanents du politique qui requièrent une "pensée de l'imbrication", au-delà de la seule médiation⁴². Ceci ne veut pas dire que leur réalité institutionnelle puisse être réduite aux efforts de coordination en vue d'exercer les fonctions exécutives, comme le propose généralement la science politique américaine, même si les organisations politiques sont notablement différentes aux Etats-Unis⁴³.

(a) Sur quelques critiques sociologiques

Notre travail n'étant pas prioritairement une sociologie du politique et des milieux partisans en général, on s'intéressera avant tout à certains niveaux du parti plus proches des sphères du gouvernement et de l'administration, en bref aux exécutifs nationaux et au élites

⁴¹ Outre Panebianco, citons S. E. Wellhofer, "Dimensions of Party Development: A study in Organizational Dynamics", *The Journal of Politics*, vol. 34, n° 1, 1972, p. 153-182 ; S. E. Wellhofer, T. M. Hennessey, "Political Party Development: Institutionalization, Leadership Recruitment and Behavior", *American Political Science Review*, vol. 18, n° 1, p. 135-165.

⁴² M. Hastings, "Partis politiques et administration du sens", dans D. Andolfatto et al., *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 27.

⁴³ C'est la position de J. P. Monroe, *op. cit.*, 2001, p. 17 qui pense que ces activités de coordination reflètent mieux les institutions du parti que leurs structures bureaucratiques propres. Cela mène vers la conclusion discutable qu'il n'y a d'autre mesure de l'organisation et de ses capacités que dans le test des élections ; or, même dans cette perspective "capacitaire", l'organisation a bien d'autres usages que la préparation des élections. Plus fondamentalement, les dimensions de l'action et de l'identité collective, de l'intégration politique et sociale, de la production idéologique et de sa dissémination sont négligées. Monroe s'inspire bien sûr des travaux classiques de Downs (*op. cit.*, p. 30). Pour une contre-perspective américaine, voir G. M. Pomper, *Passions and Interests*:

dirigeantes en prise avec leur organisation. Ce choix présuppose de reconnaître une certaine *discontinuité* de l'espace politique au regard de l'ensemble de la société, et non une pure détermination de celui-ci par des forces et des logiques sociales "ordinaires"⁴⁴. Dans le champ français de l'analyse des partis, ces deux approches sont particulièrement bien illustrées par l'opposition directe entre les travaux classiques de Maurice Duverger et de Georges Lavau⁴⁵. Ce dernier concevait d'abord l'espace partisan à travers le prisme des mobilisations sociales, militantes et électorales, reprochant au premier d'expliquer les partis par les partis ou, éventuellement, par les lois électorales⁴⁶. Or, il ne fait pas de doute que son influence a été déterminante dans la sociologie politique française tandis que l'analyse organisationnelle de Duverger s'est plutôt imposée dans le monde anglo-saxon. Michel Offerlé a critiqué les approches organisationnelles en ce qu'elles ont tendance à "réifier" l'objet parti, c'est-à-dire à lui attribuer des propriétés holistes/collectives au détriment de l'analyse de la chair et des motifs humains dans les partis⁴⁷ :

"Etudier un parti, c'est étudier les interactions visibles qui se déroulent dans un certain espace de jeu, c'est insister aussi sur le "liant" invisible qui associe des agents dans une coopération concurrentielle. Un parti n'est pas une chose mais doit être analysé comme un champ de forces, c'est-à-dire comme un ensemble de rapports objectifs s'imposant à tous ceux qui entrent dans un champs"⁴⁸.

Toutefois, cette tendance "holiste" semble difficilement évitable dès que l'on adopte une perspective macrosociologique où les partis sont traités comme des acteurs, voire comme des objets de classification⁴⁹ ; mais, au niveau du parti comme unité d'analyse, il est important de

Political Party Concepts of American Democracy, Lawrence, Kansas University Press, 1992, en particulier le chapitre quatre.

⁴⁴ Par "ordinaire", nous ne voulons pas suggérer que le politique est d'une nature extra-sociale mais simplement qu'il s'érige ou cherche à s'ériger en tant que *pouvoir sur* plutôt que *pouvoir dans*.

⁴⁵ M. Duverger, *op. cit.* ; G. Lavau, *Partis politiques et réalités sociales : contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Paris, Colin, 1953. Curieusement, sans doute par sa prétention à la généralité, l'ouvrage de Duverger a été exporté avec un succès rare vers la science politique américaine dominante, tandis que celui de Lavau est resté confiné dans le cadre national.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 8.

⁴⁷ M. Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF (Que sais-je ?), 1991, p. 6

⁴⁸ *Ibid.* p. 24-25.

⁴⁹ Si Offerlé condamne la tentation du politiste qui s'érige en "juge suprême de la lutte des classement" dans une ambition de typologie, lui-même semble céder à la tentation d'être le juge de ce qu'il convient ou ne convient pas d'étudier. Or, la polymorphie des partis et leur position ambivalente dans le système politique laisse assez de place pour des approches diverses, complémentaires et non concurrentielles. Il est clair que les catégories de la typologies ne sont pas neutres socialement, mais cela n'interdit pas *a priori* d'établir des distinctions et des rapprochements. Si le SAP suédois a choisi de s'appeler Parti ouvrier social-démocrate tandis qu'en Norvège, on n'avait qu'un Parti ouvrier norvégien, il est possible d'en retracer certaines raisons mais leur homologie n'en n'est pas moins évidente, attestée par leur organisation, leur solidarité, leur programme ; la typologie n'est donc pas une naturalisation, une réification sans fondement (*ibid.*, p. 16).

reconnaître l'inscription des propriétés collectives dans le temps, qui transcende les destinées et interactions individuelles tout en permettant de développer des structures foncièrement originales. Giovanni Sartori a établi une distinction classique entre la "sociologie de la politique" (*sociology of politics*) et la "sociologie politique" (*political sociology*). La première s'intéresserait surtout à la traduction des conflits, qualités et préférences sociales dans la politique, à l'expression de clivages sociétaux sous forme d'organisations par exemple - ou bien à la production d'usages sociaux différenciés du groupe - tandis que la seconde accepterait l'existence d'acteurs et de facteurs politiques qui disposent de logiques propres, distribuent des produits dérivés et conditionnent à leur tour un certain nombre de conflits sociaux⁵⁰. Cette bipolarité est sans doute devenue un peu artificielle dans la mesure où des recoupements sont non seulement possibles, mais assez inévitables : ainsi, si l'on reprend l'exemple de l'analyse des clivages, on peut considérer qu'il ne s'agit pas simplement d'une division sociale préexistante qui entraîne "naturellement" un processus de mobilisation sur cette base : le rôle des acteurs et entrepreneurs politiques n'est pas déterminé par avance, structurellement, par le clivage mais il y a une interaction inhérente au processus d'activation du conflit social latent ; on remarque alors qu'il existe différents types d'entrepreneurs et de "clients", opérant à différents niveaux et disposant de ressources également différenciées, notamment en termes de pouvoir ; finalement, l'ordre collectif, organisationnel ou institutionnel se construit à partir de ces asymétries et dans la production d'une fiction unitaire, de normes légales ou paralégales encadrant et contraignant les comportements. Il est tout à fait probable que, d'un point de vue de psychologie individuelle, la rationalité et le vécu sociaux des acteurs partisans ne diffère guère de leur rationalité politique. Mais si on ne peut pas effectivement séparer les conduites privées des conduites publiques, en divisant la personnalité et le sens de l'action, il est néanmoins visible qu'une différenciation des rôles s'opère pour un même individu dans le cadre de son insertion dans des collectifs organisés et, plus généralement, dans les différentes sphères d'activité. Par ailleurs, et c'est là l'élément

⁵⁰ G. Sartori, "The sociology of parties: a critical review", dans P. Mair, *The West European Party System*, Oxford, Oxford University Press, 1990. L'auteur commente les travaux de Lipset et Rokkan et souligne le caractère non-naturel des clivages et de leur translation politique. Ainsi, le problème racial aux États-Unis n'a-t-il pas trouvé d'expression partisane spécifique en dehors des organisations dominantes. Stefano Bartolini a heureusement rapproché ces deux perspectives dans une grande synthèse récente sur la gauche européenne ; il propose une définition du clivage qui incorpore son activation politique et qui ne soit pas seulement une expression de divisions sociales naturalisées. Son objectif reste néanmoins limité à l'explication des succès électoraux divergents des partis de gauche en Europe, bien en deçà d'une véritable ambition "sociologique" (S. Bartolini, *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980: The Class Cleavage*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 13 et suivantes). Voir aussi D-L. Seiler, *Les partis en occident, sociologie et histoire du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003.

essentiel, les institutions collectives⁵¹ ne sont pas équivalentes à la somme des conduites individuelles ou de groupes, ne serait-ce que parce qu'elles les dépassent dans leur dimension temporelle, le poids de leur histoire, mais surtout parce qu'elles s'ordonnent dans un système de règles, de procédures, de contraintes, de symboles plus ou moins stables. Certes, cet ensemble ne perdure que dans et par la continuité sociale mais il la conditionne et la modèle également. Cela dit, aucune de ces propositions ne revient à évacuer les dimensions individuelle, sociale ou stratégique ; elles suggèrent simplement de considérer l'ordre collectif comme quelque chose d'objectif, qui produit en même temps qu'il est produit. Par conséquent, notre point de départ ne disqualifie pas une analyse sociologique des groupes politiques en tant que groupes humains, de leurs pratiques multiformes, de leurs milieux et ce n'est pas par simple goût du consensus que nous adoptons cette position épistémologique. L'objectif du présent travail est tout simplement plus centré sur ce que Georges Lavau lui-même (dis)qualifiait un peu rapidement comme "l'anatomie des partis"⁵², au détriment de leur enracinement social plus concret ; on verra cependant que ladite anatomie peut aussi être attentive aux spécificités des trajectoires socio-historiques nationales. Au final, l'opposition entre deux écoles, sociographie, d'un côté, et la taxinomie ou la morphologie des organisations, de l'autre, a été caricaturale et caricaturée même si l'on peut être d'accord, avec Pierre Rosanvallon, sur le constat suivant :

"il y a deux manières d'aborder l'histoire et la fonction des partis politiques. La première est idéologique et sociologique : elle vise à comprendre les fondements de l'opposition entre les différents partis, à analyser les facteurs structurants du conflit politique. Elle se prolonge nécessairement dans une réflexion sur la nature du pluralisme. La seconde est institutionnelle et consiste à saisir le parti en tant que forme politique, structure d'organisation de la démocratie"⁵³.

Une seconde critique sociologique plus récente, qui prolonge celle de Lavau, s'est portée sur les niveaux d'analyse, en montrant que l'étude du parti est souvent trop restreinte au leadership central tandis que les composantes et ramifications infra-nationales sont délaissées, ainsi que les milieux, l'enracinement local⁵⁴. Les partis de masses sont probablement les meilleurs exemples de l'importance de ce niveau tant leur histoire organisationnelle est liée à

⁵¹ On peut concevoir des institutions plus concentrées autour d'un rôle individuel, une fonction politique par exemple, mais elles tendent généralement à drainer du collectif.

⁵² G. Lavau, *op. cit.*, p. 9.

⁵³ P. Rosanvallon, article "Partis", dans P. Raynaud, S. Rials, *Dictionnaire de la philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, p. 449.

⁵⁴ F. Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, introduction.

un projet d'intégration sociale et politique auquel le parti devait prendre part, avec ses cellules de base, ses auxiliaires (syndicaux, coopératifs, etc.)⁵⁵. Toutefois, l'époque du parti d'intégration sociale est révolue et, s'il est toujours important d'étudier les milieux et les mécanismes décentralisés, la sélection des candidats et la fabrique locale des carrières politiques, il semble néanmoins possible d'opérer des distinctions de niveau et une hiérarchisation des espaces de décision/direction entre lesquels les distances se sont généralement creusées. A cet égard, il nous semble qu'une approche tout à fait pertinente de ce problème des niveaux du parti reste celle de Samuel Eldersveld qui, bien qu'elle soit essentiellement construite à partir du cas américain, propose l'image des "stratarchies" pour mieux comprendre les partis⁵⁶. Cette image suggère que les différents niveaux de pouvoir des organisations partisans ont tendance à être associés aux niveaux correspondants du système politique et fonctionnent ainsi dans une "relative isolation". Bien qu'il y ait une circulation, des recoupements et des relations hiérarchiques entre ces niveaux, ils conservent cependant des référentiels d'activité et de pouvoir assez différents. Par ailleurs, si le sociologue peut avoir à cœur de rendre justice au phénomène partisan dans son entier, à l'activité des militants de base, à l'implantation locale et à la mobilisation en général, il est cependant clair que le niveau central, des instances exécutives est devenu prédominant en termes décisionnels et représente l'idée du parti dans les mentalités collectives (quand ce n'est pas simplement une poignée de leaders)⁵⁷. Dans le même sens, cette simplification des catégories laisse penser que les électeurs perçoivent plus volontiers les partis dans leur activité de direction des affaires de l'État qu'à travers leur aspect représentatif ou leur implantation locale. Ce n'est pas non plus un phénomène nouveau que la désaffiliation partisane des candidats (et non la dépolitisation) s'accroît à mesure que l'on descend l'échelle politique vers les petites et moyennes entités politiques locales. Aussi le parti politique est-il devenu un pilier central de l'État-nation moderne envisagé comme un complexe historique d'institutions de nature bureaucratique

⁵⁵ M. Hilson, "Swedish Approaches to the Rise of Labour : A British Perspective", *Scandinavian Journal of History*, n° 26, 2001, p. 103-121. L'auteur contraste le grand intérêt britannique pour l'histoire sociologique de la classe ouvrière avec l'attention suédoise portée aux dimensions du leadership. Si les traditions varient suivant les pays, il est clair que l'on peine à faire le lien entre les différents niveaux, notamment pour des raisons de recherche empirique.

⁵⁶ S. J. Eldersveld, *op. cit.*, p. 7-12. L'analyse des propriétés structurelles est évidemment influencée par le contexte américain de référence, mais l'idée semble globalement pertinente : les partis sont des organisations relativement flexibles, poreuses, perméables (par opposition aux agences administratives) qui s'adaptent aux différents niveaux hiérarchiques où s'opère une distribution stable de postes et mandats électifs. Pour y accéder, ils doivent aussi mobiliser et recueillir les soutiens de l'électorat habilité. Notons que Frédéric Sawicki critique Eldersveld pour son "fonctionnalisme" caractérisé mais néglige d'autres contributions de l'auteur. Entre les politistes français et américains, le dialogue reste souvent sommaire, voire absent (F. Sawicki, *op. cit.*, p. 10-11).

⁵⁷ Les congrès ont leur importance, notamment pour la distribution des mandats et la définition des légitimités au sein de l'organisation mais leur périodicité et souvent leur publicité posent les limites de leur influence réelle.

associées à une forme particulière de régime de gouvernement. En quadrillant peu à peu les enceintes législative et exécutive, du parlement au cabinet, les partis ont apporté une nouvelle conception de la politisation de ces organes. Toutefois, ce procès est loin d'avoir été linéaire et n'a pas impliqué tous les partis politiques de la même manière.

(b) Les questionnements institutionnels

Le renouveau des approches institutionnalistes n'a pas véritablement relancé l'intérêt pour les organisations partisans. Le néo-institutionnalisme s'est d'abord présenté comme un programme assez abstrait, issu des théories de l'administration publique, et dont les ressorts du succès restent encore assez mystérieux. L'ambition d'auteurs tels que March et Olsen était de trouver un mode d'explication des comportements qui soit une voie moyenne entre l'insistance sur les contraintes légales formelles d'une part, et le recours au déterminisme environnemental d'autre part⁵⁸ :

"La revendication d'une autonomie institutionnelle est nécessaire afin d'établir que les institutions politiques sont plus que les simples miroirs de forces sociales"⁵⁹.

Au-delà du caractère parfois très abstrait de leur démonstration, l'intérêt principal de March et Olsen est cependant d'avoir "redécouvert" l'importance d'un espace de règles et de normes non consignées, évidemment difficile à appréhender. Mais leur lexique de prédilection reste souvent mal défini ou mal déterminé (routines, règles, procédures, répertoires, etc.⁶⁰) et on ne trouve guère de réflexion sur les instances de séparation entre institutions formelles et informelles. Le processus de constitution de ces institutions est aussi peu discuté, ce qui présente un problème certain dès lors que l'on veut comprendre le changement. Quoi qu'il en soit, ni cette école peu cohérente, ni la relance de l'étude de l'État et des longues filiations

⁵⁸ J. P. Olsen, *Organized Democracy: Political Institutions in a Welfare State - The Case of Norway*, Bergen, Universitets Forlaget, 1983, p. 7.

⁵⁹ J. G. March, J. P. Olsen, *Rediscovering Institutions: The Organizational Basis of Politics*, New York, The Free Press, 1989, p. 18. "The claim to institutional autonomy is necessary to establish that political institutions are more than the simple mirrors of social forces".

⁶⁰ G. Sjöblom, "Some critical remarks on March and Olsen's *Rediscovering Institutions*", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 5, n° 3, 1993, p. 397-407. Pour Sjöblom, hormis quelques individus versés dans la statistique et la mathématique appliquée, tous les politistes sont nécessairement institutionnalistes, dans le sens où il doivent intégrer un donné institutionnel inévitable. Cela ne change pas la nature du débat sur les déterminants et les contraintes de l'action humaine, puisque la rationalité se construit dans ce cadre institutionnel.

historiques n'ont accordé leurs faveurs aux partis⁶¹. Il a fallu attendre la fin des années 1980 pour que deux grands projets internationaux offrent de nouvelles perspectives ou esquissent des synthèses, autour de Richard Katz. Le premier est une série de recherches sur le gouvernement de partis (*party government*), publiées à la fin des années 1980, et dont certaines restituent sa dimension problématique au phénomène⁶². Le second est une étude comparative des organisations partisans sur la base de l'évolution des statuts des différents partis à l'échelle européenne, qui a eu comme séquelle le débat sur le parti-cartel (*cartel party*) au cours des années 1990⁶³. Ces derniers travaux se sont concentrés sur les tendances lourdes du changement des systèmes partisans et ont notamment privilégié l'hypothèse de la convergence forte des modèles d'organisation. Plus récemment, deux volumes comparatifs sous la direction de Jean Blondel et Maurizio Cotta ont poursuivi ces réflexions, abordant notamment une perspective théorique, devenue rare, sur les relations entre parti et gouvernement⁶⁴.

Enfin, un des traits les plus intéressants de la littérature, savante ou moins, se trouve dans la persistance du thème de la crise de légitimité/représentation, entendu comme un problème intrinsèque des démocraties modernes. Cette scansion révèle combien le parti politique continue de hanter les couloirs de la réflexion politique moderne. Il ne s'agit en fait que d'une variation sur la question classique de l'élite politique et de ses tendances à la professionnalisation. Historiquement, ce problème n'a trouvé de résolution que dans l'opposition entre des courants élitistes plus ou moins radicaux, acceptant comme inévitable - sinon heureuse - l'existence d'une classe de politiciens ou d'une élite dirigeante restreinte, et des versions plus idéalistes ou exigeantes de la démocratie fustigeant la classe politique, la partitocratie, la corruption et l'abdication de la souveraineté populaire⁶⁵. Bernard Manin a

⁶¹ P. Evans, D. Rueschemeyer, T. Skocpol (Ed.), *Bringing the State Back in*. Cambridge, Cambridge University Press, 1985 ; E. A. Nordlinger, *On the Autonomy of the Democratic State*, Cambridge, Harvard University Press, 1981 ; sur l'institutionnalisme historique, voir K. Thelen, S. Steinmo, F. Longstreth, *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

⁶² R. Wildenmann, F. G. Castles (Ed.), *The Future of Party Government, vol. 1: Visions and Realities of Party Government*, 1986 ; R. S. Katz (Ed.), *Party Governments : European and American Experiences*, Berlin, De Gruyter, 1987.

⁶³ R. S. Katz, P. Mair, *art. cit.*, 1995.

⁶⁴ J. Blondel, M. Cotta (Ed.), *Party and Government. An Inquiry into the Relationship Between Governments and Supporting Parties in Liberal Democracies*, London, MacMillan, 1996 et *The Nature of Party Government: A Comparative European Perspective*, New York, Palgrave, 2000.

⁶⁵ Pour ne citer que les plus célèbres et sans références, il faut ranger dans la première catégorie des auteurs comme Gaetano Mosca, Vilfredo Pareto, Joseph Schumpeter, Seymour M. Lipset, Robert A. Dahl et Giovanni Sartori ; dans la seconde, les plus représentatifs sont probablement C. Wright Mills, Noam Chomsky et les tenants d'une démocratie "délibérative" comme Jürgen Habermas et Karl-Otto Apel, mais la liste pourrait évidemment être plus longue et nuancée.

également montré que les ambiguïtés provenaient d'une confusion entre la démocratie et le gouvernement représentatif, qui se sont trouvés amalgamés sous l'étiquette ambivalente, voire contradictoire, de "démocratie représentative". D'après Manin, les principes du régime représentatif, et notamment l'élection, sont à l'origine bien distincts de ce que l'on définit comme la démocratie et qui s'apparente à une forme de gouvernement relativement direct d'une communauté de citoyens libres et égaux en droit⁶⁶. Cette confusion ne ferme sans doute pas l'horizon idéal que l'on peut envisager pour le gouvernement des hommes, mais elle suggère que les partis appartiennent nécessairement plus à l'ordre de l'élection et de la représentation qu'à celui de la démocratie, bien que la taille croissante des collectivités politiques semble requérir leur intercession⁶⁷. Leur permanence a généralement convaincu que la démocratie était condamnée à rester une abstraction, hors de la médiation de corps intermédiaires organisés et relativement stables.

1.2 Le dédale institutionnel

1.2.1 *Prolégomènes : comment définir ?*

S'attaquer de front aux notions d'institution et d'institutionnalisation relève sans doute d'une stratégie suicidaire, souvent évitée ou considérée comme stérile, bien que l'on continue d'employer ce vocabulaire à l'envi. Il n'est cependant pas nécessaire de faire l'inventaire critique de la théorie sociologique à ce sujet⁶⁸. En appliquant le raisonnement de Giovanni Sartori sur le travail conceptuel, il semble parfois bien difficile de séparer clairement "l'institutionnalisé" de ce qui ne l'est pas⁶⁹. Outre son niveau d'abstraction et de généralité très élevé, les ambiguïtés fondamentales du concept se trouvent surtout dans le rapport de l'état au processus : les phénomènes sociaux que l'on qualifie "d'institutions" ont-ils encore un caractère dynamique ? Comment explique-t-on le changement et peut-on concevoir une forme de "dé-institutionnalisation" ? Ou bien cette notion d'institution pêche-t-elle par excès de

⁶⁶ B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995 ; H. Kelsen, *La démocratie : sa nature, sa valeur*, Paris, Economica, 1988 (1932), p. 94.

⁶⁷ Pour Carl Schmitt, l'élection est aussi à considérer comme un principe aristocratique (cité dans P. Pombeni, *Introduction à l'histoire des partis politiques*, Tr. fr., Paris, PUF, 1992, p. 220.).

⁶⁸ Pour un aperçu du potentiel de complexité du phénomène, voir l'article "institutions", p. 327-334 dans R. Boudon, F. Bourricaud, *Dictionnaire Critique de la Sociologie*, Paris, PUF, 2000.

fixisme des faits sociaux sans qu'on soit bien capable d'expliquer le processus de création/destruction à l'œuvre ou la différence entre "organisations", d'une part, et "institutions", d'autre part ?⁷⁰ Or, pour fournir une réponse, on est contraint de poser une définition *a priori*, au moins temporaire, et qui ne soit pas une synthèse maladroite de toutes les contributions importantes sur le sujet. "Institution" désigne un collectif, une fonction ou une conduite sociale qui a acquis dans le temps une stabilité, une autorité et une reconnaissance (légitimité) sanctionnées par des règles de droit ou des protocoles relativement définis. L'institutionnalisation fonctionne alors à travers une quasi-naturalisation ou solidification des schèmes de classification sociale (dans le champ de la perception), une internalisation de normes valeurs, rôles sociaux (dans le champ de l'expérience individuelle et des interactions) et, la plupart du temps, une structuration de cadres formels qui garantissent l'unité, la continuité (dans le champ de l'organisation)⁷¹. Comme le dit bien Pierre Legendre, "nous sommes possédés par les institutions jusqu'à les avoir véritablement dans la peau"⁷². Cette définition préliminaire ne semble pas impliquer d'irrévocabilité du phénomène ; elle suggère néanmoins que la transformation ou l'abolition pure et simple de ces ordres établis risque d'être plus longue et difficile que leur reproduction. A cet égard, il n'est pas étonnant que le vocable institutionnel ait souvent été associé à l'idée d'une permanence fondamentale ou d'un ordre essentiel sous-jacent. Cette idée n'a pas eu de meilleure traduction que dans la doctrine du droit naturel qui pénètre les travaux des juristes institutionnalistes français tels que Maurice Hauriou ou Georges Renard. Leur théorie de l'institution se caractérise par une opposition véhémente à ce qu'ils considèrent comme l'expression moderne du positivisme et de l'individualisme, du jacobinisme au droit napoléonien et à la sociologie d'Auguste Comte et d'Émile Durkheim⁷³. Cette tradition ne peut se résoudre à renoncer à tout fondement supérieur de décision et elle manifeste ainsi les ambiguïtés métaphysiques de l'idée d'institution en refusant aux seuls individus la possibilité d'être des créateurs d'ordres normatifs concrets.

⁶⁹ G. Sartori, *art. cit.*, 1970, p. 1042 ; le principe en question est *omni determinatio est negatio*, soit que toute définition implique une négation possible.

⁷⁰ O. K. Pedersen, "Nine Questions to a Neo-Institutional theory in Political Science", *Scandinavian Political Studies*, vol. 14, n° 2, 1991, p. 132.

⁷¹ Selon une autre définition, il s'agit d'un "ensemble de règles qui détermine des comportements et des statuts auxquels sont liés des droits et des obligations sanctionnables aussi bien par ceux qui en assurent la direction que ceux qui sont soumis à leur pouvoir et leur régulation" (C. Lazzeri, "présentation", dans C. Lazzeri (Dir.), *La production des institutions*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2002, p. 9).

⁷² P. Legendre, *Jour du pouvoir. Traité de la bureaucratie patriote*, Paris, Seuil, 1976, p. 62.

⁷³ Par exemple G. Renard, *L'institution. Fondement d'une rénovation de l'ordre social*, Paris, Flammarion, 1933. Et aussi J. Chevallier, "L'analyse institutionnelle", dans J. Chevallier (Dir.), *L'institution*, PUF, 1981, notamment p. 28.

Comme nous l'avons suggéré, les partis ont un statut un peu particulier dans la mesure où ils sont des organisations hybrides qui dérivent la plupart du temps une fraction de leur autorité d'un système de position à l'intérieur d'appareils de pouvoir plus stables telles que le parlement, le gouvernement et d'autres instances associées à la sphère d'État. Dans leur cas, la question du changement structurel pose des problèmes méthodologiques sérieux ; s'il est douteux (et contre-intuitif) qu'en quittant une position particulière, ils se départissent mécaniquement de toutes les qualités et ressources qui lui sont associées, sans conserver de résidus, ceci n'est pas facile à mesurer empiriquement et ne rentre pas dans un schéma causal classique. Un tel schéma nécessiterait d'emblée d'abandonner l'idée d'institutionnalisation ou du moins de la casser en petits morceaux pour envisager des effets mieux circonscrits. Dans une certaine mesure, nous y serons contraints afin de distinguer les différentes dimensions de la transformation des partis.

En effet, ces notions que nous examinons ont une connotation fortement totalisante, l'institution pouvant apparaître comme synonyme de toute régulation sociale dès lors que le social est perçu comme intrinsèquement contraignant⁷⁴. Par association, cela revient à poser la question du caractère formel/informel (degré de matérialité) ou objectif/subjectif (degré d'internalisation individuelle) des institutions. Il semble qu'on soit condamné à ne pas trancher et que toute une palette de matérialité et d'intériorisation individuelle soit partie prenante de ces phénomènes normatifs complexes. Mais, dans ce cas, on se trouve face à une saturation des sociétés humaines par les institutions, et la notion perd de son intérêt, bien que cette saturation ne soit pas sans fondement. C'est en quelque sorte cette omniprésence institutionnelle, comme en témoignent les références fréquentes à ce vocable dans le langage politique, qui justifient qu'on s'intéresse à ces catégories d'un point de vue global. Il n'en reste pas moins qu'on peut observer des différences de matérialité mais aussi de généralité/spécificité en se référant à des exemples concrets tels que le langage, le mariage, la famille, l'église : ces phénomènes possèdent à la fois une dimension générique et des spécificités liées à leurs variantes historiques et culturelles, une dimension plus ou moins concrète à travers des investissements matériels ou des référents écrits, juridiques et, enfin, des traductions individuelles dans les systèmes de socialisation, de représentation, de sens. Leur rôle est essentiel dans la reproduction de régimes socio-économiques et politiques et

⁷⁴ C'est ici la position de Durkheim. Voir l'article "institutions" dans R. Boudon, F. Bourricaud, *op. cit.*

comme éléments de base dans le répertoire quotidien de l'organisation humaine⁷⁵. En ce sens, l'institutionnalisation est intimement liée à la projection temporelle d'un ordre social⁷⁶.

Ces essais d'interprétation se heurtent à la très grande complexité d'un phénomène qui est au cœur de la constitution des sociétés et collectifs humains. Toutefois, nous pouvons faire l'économie d'une réflexion plus sophistiquée à ce sujet en posant que l'institution n'est pas un état fini, déterminé par avance, et qu'il est possible de s'attacher au processus d'institutionnalisation comme une évolution multimodale ; les partis sont des exemples intéressants, en ce qu'ils restent des organisations récentes, mouvantes, flexibles et encore enclines à disparaître ; par conséquent, leur ancrage spécifique dans le système politique moderne est un terrain d'exploration fascinant.

1.2.2 *Les partis et l'institutionnalisation politique*

(a) Les présupposés développementalistes

Puisque nous nous limitons ici au processus d'institutionnalisation dans le champ des organisations politiques formelles (et non du mariage ou des codes de politesse), il est possible de partir de définitions relativement simples et proches de celle que nous venons de donner des institutions en général telle que celle, classique, de Samuel Huntington⁷⁷ : l'institutionnalisation est par lui considérée comme le processus dans lequel des organisations, des procédures et des règles de conduite sociales acquièrent une valeur collective, une légitimité ou une reconnaissance et une stabilité dans le temps⁷⁸. Il faut insister sur le fait que ce processus est, dans une certaine mesure, subi ou passif, c'est-à-dire qu'il n'est pas une

⁷⁵ A cet égard, il y a des points de passage entre institutions, rites, identités, traditions, mais des différences de degré peuvent être établies dans la construction des concepts. Le problème vient du fait qu'ils sont utilisés à tort et à travers, comme raccourcis commodes et interchangeable pour désigner un ensemble de choses difficiles à appréhender. Ces degrés peuvent être conçus en termes de formalisation/latence (établissement de normes, codification, matérialisation), de généralité/spécificité. En dernier lieu, il n'y a pas d'imperméabilité totale et le mariage est en même temps devenu une institution autant qu'il reste une tradition et un rite et qu'il se traduit dans un code légal. L'emploi des termes sera différent si l'on considère une organisation de type permanent associée à un lieu et à un collectif concrets (une assemblée parlementaire par exemple).

⁷⁶ P. L. Berger, T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Tr. fr., Paris, Klincksieck, 1986, p. 80.

⁷⁷ Ce qui n'implique pas que nous adoptions le schéma de modernisation politique de cet auteur.

⁷⁸ Samuel P. Huntington, *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968, p. 8-32 et 397-420. L'allemand *entstehung* semble apporter une connotation plus matérielle à travers l'idée d'une solidification/unification.

simple résultante de stratégies conscientes, explicites ou rationnelles, mais prend la forme d'un "produit dérivé" au cours du temps. Même sous cette forme, notre objet reste extrêmement large et il apparaît difficile de "former le concept de cette variable" (en rapport à ce qu'elle n'est pas)⁷⁹ afin de l'ouvrir à une recherche empirique, c'est-à-dire à un recueil de faits relativement standardisés. Faut-il abandonner pour autant, sous prétexte de difficultés "d'opérationnalisation" et de délimitation, l'idée que certains collectifs organisés, certains cadres d'action, certaines règles de conduite sociale plutôt que d'autres en viennent à s'imposer et à structurer de façon relativement stable l'espace de nos expériences politiques ? les approches de l'institutionnalisation des partis ont essentiellement considéré le processus comme *endogène*, c'est-à-dire avant tout comme une autonomisation (*closure*) de l'organisation vis-à-vis de son environnement⁸⁰. L'influence du développementalisme a été très forte dans ce champ à l'époque où la décolonisation et la bipolarité de la guerre froide présentaient à un grand nombre d'États "neufs" le défi de choisir un régime politique, de se doter de constitutions et d'asseoir la légitimité de partis politiques de création souvent récente. En parcourant la littérature américaine de cette époque, on comprend mieux que l'enjeu se trouve dans le succès d'une vision missionnaire de la démocratie représentative et de l'économie capitaliste, du moins avant que celles-ci ne traversent elles-mêmes la crise identitaire et les contestations fortes des années 1960-1975⁸¹. L'acception positiviste et presque militante du terme "institutionnalisation" est alors presque synonyme de stabilisation (malheureusement pas nécessairement démocratique) mais son impensé est clairement le risque d'un régime de parti unique acquis au communisme. On perçoit la contradiction : pourquoi le communisme ne serait-il pas lui-aussi susceptible d'institutionnalisation ? à cet égard, la science politique américaine de l'époque sert partiellement de caution idéaliste et pseudo-scientifique à une politique étrangère qui ne s'embarrasse pas autant de considérations morales dans ses affinités politiques et pour laquelle la stabilisation d'un régime favorable à ses "intérêts" suffit.

Un bon exemple du modèle que nous appelons l'approche *endogène* se trouve dans l'étude classique de la chambre des représentants américaine par Nelson Polsby⁸². L'auteur recense

⁷⁹ G. Sartori, *art. cit.*, 1970, p. 1038. L'auteur rappelle que toute tentative de mesure se fonde sur la validité du travail conceptuel qui la précède nécessairement.

⁸⁰ A. Panebianco, *op. cit.* ; S. E. Wellhofer, *art. cit.*

⁸¹ Pour une bonne introduction synthétique à cette "épistémologie missionnaire", voir R. S. Robbins, *Political Institutionalization and the Integration of Elites*, Sage, Beverly Hills, 1976.

⁸² Nelson Polsby, "The Institutionalization of the U.S. House of Representatives", *American Political Science Review*, vol. 62, n° 1, 1968, p. 144-168. A l'époque où il écrit, Polsby note qu'il ne connaît qu'un seul essai abordant l'institutionnalisation d'un collectif autre que bureaucratique, la thèse de Harold W. Pfautz, *Christian*

trois caractéristiques majeures d'une organisation institutionnalisée : 1) elle est relativement bien délimitée et différenciée de son environnement ; ses membres sont aisément identifiables et il est relativement difficile d'en devenir un ; ses leaders sont principalement recrutés parmi les membres 2) l'organisation est relativement complexe, avec des fonctions et des rôles spécialisés bien qu'interdépendants, un système hiérarchique et des attentes communes liées aux différents rôles 3) l'organisation tend à préférer les critères universaux aux particuliers et les routines aux conduites discrétionnaires (précédents, règles, mérite) :

" 'La chambre des représentants s'est institutionnalisée au cours du temps' signifie par conséquent que, pendant sa durée de vie, cette institution est devenue clairement mieux délimitée, plus complexe tandis que ses processus de décision internes sont devenus plus génériques (universels) et automatiques (routinisés)"⁸³.

En dehors du fait que l'auteur peine à définir l'institutionnalisation sans recours à l'institution, on remarque surtout l'empreinte fonctionnaliste/développementaliste, cette sorte d'analogie tayloriste identifiant le progrès à une spécialisation et une dépersonnalisation des tâches en direction d'une plus grande complexité/efficacité, d'une performance optimale. Appliqué aux partis, ce type de raisonnement néglige un trait fondamental de ces organisations, à savoir leur occupation des différents niveaux du pouvoir exécutif, de l'opposition parlementaire ou non, et de la représentation en général. Cette multipositionnalité et l'accrochage à des sphères de pouvoir diversifiées pose un problème lorsqu'il s'agit de délimiter les territoires légitimes du parti et nous paraît être un élément central dans la construction historique des rôles partisans. Ainsi, dans le schéma de Polsby, où est-on censé placer la pénétration des partis au sein des parlements (même si la chambre des représentants est, à cet égard, un exemple moins pertinent que dans le cas européen) ? Détournons un moment de son contexte la remarque de Benjamin Constant définissant la souveraineté moderne comme un lieu vide⁸⁴ et l'on comprendra mieux que ce vide appelle à être comblé en pratique, par des acteurs et des projets de pouvoir.

(b) Les apports de Panebianco : un examen critique

Science : the sociology of a Social Movement and Religious Group, unpublished PhD. Dissertation, Sociology, Chicago, 1954.

⁸³ *Ibid.*, p. 145. "'The House of Representatives has become institutionalized over time' means then, that over the life span of this institution, it has become perceptibly more bounded, more complex, and more universalistic and automatic in its internal decision-making".

⁸⁴ Dans le sens de la fiction de la souveraineté du peuple et de sa représentation.

Angelo Panebianco reconnaît le rapport complexe des partis à leur environnement ; il distingue un moment génétique (différenciation) de la phase d'institutionnalisation mais son objectif est avant tout de rendre compte des différences de modes d'organisation des partis avec un certain degré de généralité. Il s'intéresse ainsi aux modes de pénétration territoriale, aux rapports d'affiliation (syndicats, églises) qui ont été les points d'attaque de la sociologie rokkanienne, en y ajoutant une attention particulière aux formules de leadership. Mais s'il opère bien une distinction entre partis de gouvernement et partis d'opposition, cette différenciation n'intervient pourtant à aucun moment dans son schéma d'institutionnalisation. Il reconnaît en effet que les partis suivent des trajectoires très variables en la matière mais le mode de mesure qu'il propose n'est pas très original : l'accent reste placé sur le degré d'autonomie vis-à-vis de l'environnement, d'une part et sur le degré de cohésion interne ("*systemness*" ou interdépendance fonctionnelle des différents secteurs internes de l'organisation)⁸⁵. Cette conception envisage l'idéal-type du parti de masses d'avant-guerre comme une machine contrôlant ses ressources (les adhérents), ses parlementaires, et dominant les organisations collatérales (syndicats, coopératives). A l'opposé, les partis faiblement institutionnalisés sont dépendants de subsides provenant de groupes d'intérêts, lesquels peuvent aussi investir des candidats sous l'étiquette du parti et disposent d'une influence importante dans les instances exécutives⁸⁶.

Ce couple de types-idéaux nous paraît très critiquable, et pas seulement du point de vue de ses connotations presque darwinistes. Si l'on prend l'exemple des organisations nées hors du parlement, l'indépendance économique fondée sur les cotisations inclut fréquemment des cotisations syndicales en cas d'affiliation collective, et/ou des subsides directs au moment des élections qui ont été essentielles à la survie des partis sociaux-démocrates. En Suède et en Norvège, cette affiliation collective n'a été abandonnée que dans les années 1990 et les apports financiers des syndicats n'ont pas cessé lors des élections. Or, les principes de cet échange politique sont loin d'avoir été systématiquement dictés ou contrôlés par le parti. L'interpénétration ne s'arrête pas là et la circulation des élites social-démocrates entre syndicats, parti, coopératives et sphère gouvernementale est restée un trait marquant de cette culture d'organisation des grands partis de masses : doit-on finalement considérer ces partis comme des exemples de faible institutionnalisation en vertu de leurs frontières poreuses ?

⁸⁵ A. Panebianco, op. cit., p. 55. On retrouve ici clairement la logique de Nelson Polsby.

⁸⁶ Ici, Panebianco semble avoir à l'esprit une grande variété de partis, du Parti travailliste britannique aux formations confessionnelles en passant par certains des partis libéraux et conservateurs européens.

Leur implantation et leur grande stabilité nous laissent en douter. De même, les partis de masses ont-ils été progressivement amenés à participer au gouvernement local⁸⁷, puis au travail parlementaire, aux commissions publiques, dans le cadre de régimes en voie de démocratisation, enfin au gouvernement tout en bénéficiant de subventions publiques de plus en plus larges. Ces évolutions semblent être des tendances lourdes et même lorsqu'il y a eu isolation ou ghettoïsation de certains mouvements, il est rare qu'on ne trouve aucun point d'ancrage institutionnel, y compris dans la "Vienne rouge" de l'entre-deux guerres, symbole de cette marginalisation magnifique du socialisme. En prenant au sérieux le schéma de Panebianco, à diverses époques, les seuls partis vraiment fortement institutionnalisés seraient probablement les partis communistes français et italien, pour autant qu'on laisse de côté leur dépendance primordiale vis-à-vis d'une "agence de l'étranger"⁸⁸, ou bien certaines organisations de combat groupusculaires. Par conséquent, il semble que l'institutionnalisation des partis ne soit pas une fonction strictement croissante de leur "différenciation" et de leur "autonomisation", les partis dérivant leur spécificité de leur hybridité et de leur multipositionnalité. Les ressources extraites de l'environnement immédiat et des échanges non captifs sont restées primordiales.

Certains partis se sont même développés plutôt comme des appareils de gouvernement que comme des organisations militantes. Outre les partis de cadres traditionnels, le Gaullisme appartient sans doute à cette catégorie, le mouvement militant et l'organisation se structurant largement *a posteriori*. La dernière métamorphose de ce courant politique dans l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP), en 2002, porte les stigmates de cette trajectoire particulière de la droite française. Nous ne remettons pas pour autant en question l'existence d'un territoire plus spécifiquement partisan et militant⁸⁹, ni l'importance de la cohésion interne pour la continuité d'un parti mais cet exemple du Gaullisme montre que cette dernière peut reposer assez largement sur un principe charismatique et que le déficit d'organisation ou de discipline peut être compensé, en premier lieu, par les ressorts du pouvoir institutionnel.⁹⁰ Dans le cas français, il n'est pas faux de dire que le système des factions s'est également établi au sein

⁸⁷ Pensons aux ressources publiques du "socialisme municipal" allemand avant 1900. Cf. S. Hellemans, *Strijd om de moderniteit. Sociale bewegingen en verzuiling in Europa sinds 1800*, Leuven, Universitaire Pers Leuven, 1990.

⁸⁸ Panebianco est contraint d'admettre cette première exception à son schéma, dans le cas communiste, la seconde étant la composante charismatique comme ressort du succès de certains partis (A. Panebianco, *op. cit.*, p. 63).

⁸⁹ C'est l'espace des mobilisations, des débats, des militants qui n'est évidemment pas complètement déconnecté des rapports exécutifs liés aux différents niveaux hiérarchiques internes et du gouvernement. Ceci est d'autant plus vrai lorsque l'implantation locale est une condition des carrières politiques.

⁹⁰ Ce qui n'empêche pas une évolution plus en accord avec le schéma de Panebianco dès lors que les composantes initiales sont fragilisées et pour assurer la continuité de l'organisation.

même de la plupart des partis politiques, contre l'idée d'une discipline de type monolithique ou bureaucratique : la puissance des courants, clubs, motions et des allégeances fragmentées entre chefferies rivales en sont les principaux exemples et traversent tout le paysage politique. Dans ce contexte, le modèle conceptuel de Panebianco, axé sur la bureaucratisation comme professionnalisation, n'est pas suffisant :

"Concrètement, cela signifie que plus un parti est institutionnalisé, plus son fonctionnement interne est professionnalisé. Moins un parti est institutionnalisé, plus ses effectifs tendent à être du type "civil", c'est-à-dire un transfert dans l'organisation de ressources extérieures contrôlées par des acteurs bien placés dans le champ social"⁹¹.

Qu'on la considère comme fonctionnelle ou parasitaire, cette bureaucratisation est restée le thème dominant des analyses de l'organisation des partis depuis Roberto Michels⁹².

Plutôt que de regarder ce phénomène sous un angle uniquement quantitatif et endogène, nécessairement partiel, rappelons l'importance de la construction des rôles collectifs dans le processus d'institutionnalisation des organisations.⁹³ En premier lieu, ces rôles peuvent être dérivés de l'idéologie du parti mais dans un système politique basé sur la représentation électorale, l'occupation de positions publiques et l'imposition d'une dialectique gouvernement/opposition, les partis se sont établis comme des organisations essentiellement transitives. Cette transivité n'est d'ailleurs pas réduite à l'espace politique. L'insistance sur ces facteurs relationnels ne constitue donc pas une alternative systématique à l'approche endogène, même si l'on conteste son credo développementaliste trop linéaire. Il s'agit plutôt d'un amendement et un complément pour avancer en direction d'une meilleure théorisation des partis politiques et de leur place dans le système de l'État et du gouvernement moderne.

L'apport de Panebianco change soudainement de nature dès lors que l'auteur propose une analyse historique et fonde sa taxinomie sur la différenciation entre partis de gouvernement et partis d'opposition :

⁹¹ *Ibid.*, p. 61. "concretely, this means that the more highly institutionalized a party, the more 'professional' will be its internal participation (...). The less institutionalized a party, the more the internal participation tends to be of the "civil type", i.e. a transfer within the organization of external resources controlled by people well placed in the societal inequality system".

⁹² R. Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Tr. fr., Paris, Flammarion, 1971.

⁹³ Voir D. D. Searing, *Westminster's World. Understanding Political Roles*, Cambridge, Harvard University Press, 1994 ; l'auteur distingue entre rôles politiques formels et informels.

"C'est une idée commune que les caractéristiques organisationnelles des partis qui se trouvent dans l'opposition pendant une grande part de leur existence sont différentes de celles des partis qui restent longtemps au pouvoir"⁹⁴.

La banalité apparente de cette remarque cache bien le fait que cette proposition n'a presque jamais été ni considérée ni testée sérieusement⁹⁵. Tout au plus, comme le suggère l'auteur, il s'agit d'une "idée commune". Les avantages recensés des partis de gouvernement sont très grossièrement décrits comme une multiplicité de ressources publiques, l'apport de l'administration ainsi que la possibilité d'être courtisé et "subventionné" par des groupes d'intérêts divers. Mais l'hypothèse d'Angelo Panebianco est finalement que l'accès à ces ressources risque de handicaper le développement d'une structure partisane tandis que les partis d'opposition sont plus susceptibles de compenser par l'organisation leur manque de ressources publiques. En bref, ces derniers seront probablement plus institutionnalisés, bien que l'auteur mette lui-même en doute la généralisabilité de cette hypothèse. En effet, le facteur temporel semble jouer un rôle-clé en fonction du moment où les partis entrent au gouvernement ou occupent des positions de responsabilité, ainsi que de la durée de cette expérience. Panebianco a raison de souligner cet élément temporel trop souvent négligé par les politistes avides de généralisations a-historiques. L'accès des partis de masses sociaux-démocrates (ou communistes) au gouvernement est ainsi une transformation conséquente, dans la mesure où ces organisations ont été initialement créées comme des forces d'opposition - souvent dans des régimes encore non démocratisés - et de revendication sociale. Pour ces forces politiques, l'institutionnalisation au centre du pouvoir d'État peut également apparaître comme un problème et pas seulement comme un avantage en termes de résistance à l'épreuve du temps. Roberto Michels envisageait cette question à travers l'exemple classique d'un parti socialiste, le SPD allemand, considéré d'abord comme un modèle pour l'organisation du socialisme européen puis présenté comme le symbole des tendances bureaucratiques et oligarchiques des grandes organisations. Il est probable que le pouvoir use ses détenteurs en

⁹⁴ *Ibid.* p. 69. "it is a common belief that the organizational characteristics of parties which are in opposition for a good part of their existence are different from those of parties which stay in power for a long time".

⁹⁵ Il existe au moins une étude comparative du phénomène de dominance d'un parti dans les régimes démocratiques : il s'agit de T. J. Pempel (Ed.), *Uncommon Democracies. The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990 ; Pempel précise qu'il y a une importante littérature en japonais sur le cas du Parti libéral de ce pays (LDP). Si l'on excepte la plupart des travaux très nombreux qui concernent les régimes "autoritaires" et de parti unique, il faut signaler aussi la monographie-fleuve de Reginald Whitaker, *The Government Party. Organizing and Financing the Liberal Party of Canada 1930-1958*, Toronto, UTP, 1977 ; en France, J. Charlot, *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970 ; sur la Grande-Bretagne, voir G. Alderman, *Britain: A one-party State*, London, Croom Helm, 1989 ; sur Israël et l'Italie, A. Arian, S. Barnes, "The

les identifiant systématiquement aux succès mais aussi aux échecs politiques et, plus généralement, à toutes les affres d'une société. Rose et Mackie, dans un article également un peu orphelin dans son genre, se sont interrogés sur la question de la position exécutive nationale comme avantage ou inconvénient pour la réussite politique d'un parti. Leurs conclusions s'avèrent plutôt négatives et les partis au pouvoir sont plus souvent sanctionnés électoralement que reconduits⁹⁶. Notre propos n'est pas de contester ces résultats qui, du reste, se prêtent à des interprétations multiples tant l'alternance repose sur un grand nombre de facteurs et des écarts de voix parfois très marginaux. Ce qui nous importe de souligner ici, au-delà des tendances électorales, c'est que les organisations développent une conscience identitaire et stratégique de l'image qu'elles souhaitent donner d'elles par rapport aux autres éléments de l'espace politique⁹⁷. Ce sont en même temps "des guides de conduite" distincts des idéologies "programmatiques" ou de politique publique, que nous appellerons ici doctrines d'organisation et de pouvoir. Pour des partis originellement conçus hors de et par opposition au gouvernement et aux institutions bourgeois, fondés sur l'ambition de l'intégration sociale des masses prolétaires, l'occupation des charges exécutives et l'identification au moins partielle avec l'appareil d'État est un changement qualitatif radical du point de vue de ces doctrines. Elle est susceptible d'avoir des conséquences importantes sur la façon dont ces partis se structurent et se donnent à voir dans la compétition électorale. En cela, les partis sociaux-démocrates se distinguent du modèle de "stabilité démocratique" fondée sur un parti dominant, identifié par Arian et Barnes ; ces auteurs se concentrent sur les cas italien (Démocratie chrétienne) et israélien (Mapaï) à la fin des années 1970 et suggèrent que ces grands partis hégémoniques forment des microcosmes faiblement structurés et disciplinés, qui rassemblent des groupes et intérêts divers et nombreux tout en reposant sur leur capacité à distribuer les postes et produits du pouvoir politique. Ces organisations seraient donc assez différentes des partis de mobilisation et d'intégration sociale de Sigmund Neumann⁹⁸. Ces interprétations ne paraissent pas pouvoir être généralisées aux modèles de

Dominant Party System: A Neglected Model of Democratic Stability", *Journal of Politics*, vol. 36, n°3., 1974, p. 592-614.

⁹⁶ Les sanctions incluent aussi les cas où un même parti est reconduit mais doit former une coalition. R. Rose, T. Mackie, "Incumbency in Government: Asset or Liability", p. 115-137 dans H. Daalder, P. Mair (Ed.), *Western European Party Systems*, London, SAGE, 1983. Il faut noter que Le SAP suédois se démarque notablement à cet égard ; cf. D. Sainsbury, "Scandinavian Party Politics Re-examined: Social Democracy in Decline?", *West European Politics*, vol. 7, n° 4, p. 68-102.

⁹⁷ G. Morgan, *Images de l'organisation*, Tr. fr., Paris, De Boeck Université, 1999. Cette rhétorique tend à personnifier les organisations, mais il n'est pas évident de parler autrement des collectifs.

⁹⁸ A. Arian, S Barnes, *art. cit.*, p. 600. Les auteurs partagent en cela le point de vue de Maurice Duverger. Sur le parti d'intégration, voir S. Neumann, "Towards a Comparative Study of Political Parties", p. 395-421 dans S. Neumann, *Modern Political Parties*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.

dominance d'Europe du Nord, où l'accent sur la cohérence idéologique et organisationnelle s'est trouvé plus marqué. Dans ce contexte, l'identification avec l'État est plus susceptible de devenir un problème que dans les cas italien et israélien, où l'autorité et la stabilité du gouvernement pouvaient être des valeurs plus reconnues même si elles impliquent une certaine limitation du pluralisme⁹⁹. Rose et Mackie ont distingué une période d'après-guerre, pendant laquelle certains partis de gauche au gouvernement ont pu capitaliser sur leur nouvelle position exécutive, sans grande contestation interne ou populaire, puis une période d'érosion à partir des années 1970, qui coïncide aussi avec les difficultés économiques des pays industrialisés¹⁰⁰. C'est à ce moment, caractérisé par l'essoufflement de l'esprit des grandes réformes sociales, que l'identité idéologique mais aussi organisationnelle/institutionnelle redevient problématique, tout particulièrement pour ces partis qui ont alors une longue expérience de gouvernement.

1.3 L'État de partis et les organisations de masses : les origines

1.3.1 Note sur les modèles anglo-saxons

Les partis sociaux-démocrates suédois (SAP) et norvégien (DNA), à travers leur exceptionnelle domination, peuvent servir d'exemples "paradigmatiques", de cas-limites pour mieux comprendre les dilemmes historiques des organisations socialistes. En effet, les partis de masses sont équipés depuis leur création d'une conception positive du parti politique, d'une doctrine collectiviste qui les distingue assez nettement des types-idéaux dominants du conservatisme organique ou de l'individualisme libéral et de leurs régimes de prédilection : la monarchie constitutionnelle dans le premier cas, et le gouvernement parlementaire dans le second. Non que ces formes politiques aient systématiquement empêché l'émergence des partis politiques structurés à l'échelon national, comme en témoigne l'exemple britannique du *caucus* ; mais ils tendent d'abord à produire des machines électorales essentiellement fondées sur une théorie aristocratique (et censitaire) de la représentation politique¹⁰¹. Il est vrai que la bipolarité plus précoce et marquée en Angleterre et aux États-Unis donne une coloration

⁹⁹ Arian et Barnes montrent que, malgré la grande différence des contextes, ces deux pays partagent une culture politique très hiérarchique et fortement imprégnée par la religion (*op. cit.*, p. 599)

¹⁰⁰ R. Rose, T. T. Mackie, *op. cit.*

¹⁰¹ G. Hermet, *Aux frontières de la démocratie*, Paris, PUF, 1983, p. 19.

partisane plus nette au cabinet (conseil) bien avant les autres pays. S'il n'est pas évident de dater ce phénomène dans le premier cas, on l'associe généralement à la présidence américaine d'Andrew Jackson (1828-1836) qui consacre la pratique des "dépouilles au vainqueur"¹⁰². Toutefois, il faut se garder de considérer ces évolutions anciennes comme l'avènement du gouvernement de partis moderne, comme le fait trop hâtivement Ivor Jennings en posant la date de 1783, lorsque le parlement britannique dépose le conseil du roi sur un vote de censure¹⁰³. Dans le cas britannique, ceci ne révèle que la continuité d'un pouvoir parlementaire régulier qui s'est établi comme l'instance de contrôle de l'exécutif, au point de renverser la doctrine de la souveraineté dynastique lors de la "glorieuse révolution" de 1689¹⁰⁴. Dans l'Angleterre du 18^{ème}, les partis sont encore très généralement considérés comme un mal et l'opinion courante est mieux reflétée par les écrits critiques d'un Bolingbroke (*A dissertation upon parties*) que par ceux de Burke à cet égard¹⁰⁵. La bipolarité, le couple gouvernement/opposition et les prérogatives de l'exécutif semblent s'affirmer plus nettement après la réforme électorale de 1832, mais la classe dirigeante (*gentry*) reste toutefois largement inchangée et les nouveaux éléments bourgeois sont canalisés par le clivage partisan existant au sein de l'État libéral¹⁰⁶ :

"En effet, après 1884, les ouvriers masculins constituent une majorité de l'électorat. Mais ils ont été intégrés dans le cadre d'un système étatique existant au sein duquel le gouvernement et sa légitimité fondamentale reposent sur le parlement"¹⁰⁷.

Par conséquent, l'ancrage historique du parlement et du gouvernement de cabinet sur fond de monarchie constitutionnelle, en Angleterre, a profondément contraint l'évolution du phénomène partisan, au point que le *Labour party* (parti travailliste) a dû modifier radicalement certaines de ses doctrines originelles pour s'y conformer graduellement¹⁰⁸, et cette empreinte est encore manifeste aujourd'hui. L'influence du modèle britannique sur les

¹⁰²"*the spoils to the victor*"; cité dans M. Ostrogorski, *op. cit.*, éd. 1903, Tome II, p. 46.

¹⁰³ I. Jennings, *Cabinet Government*, 1936 ; Cité dans A. P. Frogner, "The Normative Foundations of Party Government", dans J. Blondel, M. Cotta (Ed.), *The Nature of Party Government: A Comparative European Perspective*, New York, Palgrave, 2000, p. 27.

¹⁰⁴ D. Judge, *op. cit.* p. 20.

¹⁰⁵ R Hofstadter, *The idea of a party system: The Rise of Legitimate Opposition in the United States 1780-1840*, Berkeley, University of California Press, 1969, p. 10.

¹⁰⁶ D. Judge, *op. cit.*, p. 22-23.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 25. "Indeed, after 1884 manual male workers constituted a majority of the electorate. But they had been accommodated within the parameters of an existing state system, one in which government and its essential legitimacy derived from parliament".

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 68-69. Les principes initiaux sont la décentralisation, la participation et l'égalité des membres, qui ont été abandonnés pour un système hiérarchique de décision et un leadership de type parlementaire.

constituants américains est aussi reconnue, même si ces derniers durent trouver des palliatifs à l'absence de roi et de principe héréditaire¹⁰⁹. Le système fédéral aidant, on peut avancer que les États-Unis se sont affirmés principalement comme une "République de gouverneurs", sur la base de conceptions tout individualistes et notabiliaires de la représentation politique ; transmises et souvent décuplées dans la jurisprudence constitutionnelle, ces valeurs ont contribué à un certain sous-développement des partis, du moins à une faible reconnaissance de leur spécificité dans la compétition avec d'autres groupes "d'intérêt" et à la persistance d'une vision romantique - ou profondément cynique - de la représentation comme relation libre et directe entre l'individu et le législateur. Il s'agissait par ailleurs d'idéaux bien inscrits dans la pensée des fédéralistes qui souhaitaient trouver un contrepoids efficace à l'esprit de division propre aux petites républiques. La multiplication des grands intérêts concurrents à l'échelle fédérale était le moyen, même s'il entraînait également une concentration problématique du pouvoir¹¹⁰.

1.3.2 Sur quelques précurseurs de la théorie de l'État et du gouvernement de partis

A notre connaissance, l'un des très rares ouvrages - maintenant ancien- traitant sur le long terme de l'émergence des partis en tant qu'organisations dans leurs rapports avec l'État occidental est, fort à propos, l'œuvre d'un suédois, Carl-Gösta Widéll¹¹¹. Ce travail est de nature analytique et historique mais il n'en constitue pas moins une source très riche et originale. En 1939, Widéll remarquait déjà que

"l'importance du système de partis pour le développement aussi bien pratique que légal du régime de l'État est un problème qui n'a longtemps reçu que peu d'intérêt scientifique"¹¹².

¹⁰⁹ S. E. Finer, *The History of Government from the Earliest Times*, vol. 3 : *Empires, Monarchies and the Modern State*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 1497.

¹¹⁰ Cf. P. Raynaud, *art. cit.*, p. 115.

¹¹¹ C. G. Widéll, *op. cit.* C'est en parcourant les rayonnages de l'immense *Firestone Library* de l'université de Princeton que j'ai découvert, par hasard, cette thèse de doctorat, malgré plusieurs années d'épluchage méticuleux des bibliographies et catalogues suédois. Preuve ultime, s'il en est besoin, qu'il faut continuer à arpenter les souterrains poussiéreux et sombres des bibliothèques. L'ouvrage de Widéll présente un tableau comparatif qui couvre partiellement l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Suède et évoque quelques autres pays. Il semble que le reste de la production pertinente relève largement de la théorie constitutionnelle allemande du "*parteienstaat*" et ne soit guère traduit de l'allemand, que nous lisons fort mal, mais nous en étudierons néanmoins quelques traits dans la section suivante. Au-delà de Hans Kelsen et Carl Schmitt, déjà mentionnés, voir par exemple Otto Koellreuter, *Die politischen Parteien im modernen Staate*, Breslau, Hirt, 1926. On trouvera des discussions plus synthétiques et une bibliographie dans Paolo Pombeni, *op. cit.*

¹¹² C. G. Widéll, *op. cit.*, préface.

La contribution essentielle de cette étude, hormis sa dimension comparative assez large, est de proposer quelques schémas d'interprétation de l'intégration progressive des partis dans l'État. L'auteur insiste sur le fait que les partis ne disposent pas de fondement réel en vue d'une existence autonome. Leurs programmes, leurs luttes, leur propagande ont l'État et l'exercice (légitime) du pouvoir politique pour horizon principal, quand bien même ils en viennent à se lier plus intimement à certains secteurs, organisations et classes sociaux particuliers. Après tout, l'aristocratie gouvernante traditionnelle n'était-elle pas aussi associée à des groupes sociaux spécifiques ?¹¹³ On peut schématiquement identifier trois périodes principales dans l'histoire de la représentation politique en Europe, en fonction des unités de base qui la composent; le premier temps, dès le haut Moyen-Âge, marque la primauté de bases territoriales et corporatistes en vertu desquelles les représentants sont subordonnés aux groupes et/ou aux ensembles territoriaux de référence : villes communes et corporations des états¹¹⁴. Ces derniers se trouvent graduellement intégrés au sein de la sphère de pouvoir monarchique, bien que les différentes classes ne disposent pas de la même importance. Le deuxième temps est la contestation libérale des mandats impératifs et des corporations politiques ou professionnelles qui encadrent les activités individuelles¹¹⁵. Cette évolution est à la fois la conséquence du décalage croissant entre les institutions représentatives et la société et le fruit d'une révolution idéologique et normative. Widéll souligne l'importance des théories du droit naturel (de Grotius à Rousseau) dans la radicalisation du principe individualiste au fondement des sociétés politiques¹¹⁶. Cette contestation n'aboutit certes pas à la naissance d'un individu souverain et tout armé ni d'un représentant soudainement libéré de toutes les contraintes antérieures de mandat et d'affiliation mais elle se caractérise de plus en plus par une hostilité à l'égard des groupements politiques formels. Les procédures les plus extrêmes destinées à contrecarrer le développement des partis vont alors des limites légales au droit d'association (nombre de membres, rassemblement, droit de pétition) à l'interdiction des discours pré-rédigés ou du placement fixe au parlement pour ne citer que quelques exemples¹¹⁷. Enfin, la

¹¹³ *Ibid.*, p. 159-160.

¹¹⁴ Pour une nouvelle synthèse socio-historique ambitieuse produite par Harvard sur les origines de l'État moderne, voir T. Ertman, *Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Medieval and Early modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

¹¹⁵ Voir S. L. Kaplan, *La fin des corporations*, Paris, Fayard, 2001.

¹¹⁶ C. G. Widéll, *op. cit.* p. 13.

¹¹⁷ Le 30 septembre 1791, les constituants français interdisent les sociétés populaires ; Le Chapelier, à l'origine du décret sur l'abolition des corporations, est aussi le rapporteur de ce texte radical : "Nulle société, club, association de citoyens ne peuvent avoir, sous aucune forme, une existence politique" ; cité dans P. Rosanvallon, *art. cit.*, p. 450. La Révolution française est en même temps le meilleur exemple des passions contraires que

troisième période correspond grossièrement à l'installation d'un système de partis, sur une base socio-électorale, parlementaire et gouvernementale en transformation rapide. On se dirige alors vers une structuration bipolaire entre un pôle de gouvernement et un pôle d'opposition, même si l'acceptation pleine et entière du principe de parti à ce niveau est extrêmement longue et sinueuse. Bien entendu, cette chronologie ne doit pas être entendue comme une succession stricto sensu de ces différents stades et dans tous les pays. En effet, il est assez clair que des éléments territoriaux ont subsisté à toutes les époques tout en abdiquant leur prédominance. De même, l'abolition parfois très soudaine des corporations - comme en France au moment de la révolution - n'a-t-elle pas non plus signifié la disparition pure et simple des systèmes de solidarité sociale qui les soutenaient. Enfin, tous les pays occidentaux n'ont pas suivi exactement les mêmes étapes. Pour des raisons évidentes, les États-Unis n'ont pas connu la première période, la lente sédimentation de l'État moderne, même s'ils en ont indirectement hérité certains principes. En Suède, la représentation par états n'a été abolie que très tardivement, en 1866, même si la doctrine de la souveraineté populaire semble acquise dès 1810¹¹⁸.

Pour l'observateur de cette évolution, l'ouvrage de Mosei Ostrogorski sur la démocratie et l'organisation des partis politiques¹¹⁹ reste non seulement une référence classique mais aussi une entreprise d'une ambition inégalée qui ne manque pas de susciter un grand nombre d'interrogations. D'un point de vue idéologique, l'auteur regarde avec nostalgie vers la seconde période que nous avons identifiée comme étant l'ère de la libération de l'individu vis-à-vis de l'ancienne classe dirigeante, individu qu'il considère comme menacé par l'avènement des grandes machines électorales modernes. Un demi-siècle plus tard, étudiant aussi l'Angleterre, Karl Polanyi considèrera au contraire cette époque de la révolution industrielle et de l'utilitarisme benthamien comme le début d'une nouvelle forme d'aliénation économique et sociale de l'individu¹²⁰. Le travail monumental d'Ostrogorski n'est pas une approche "institutionnaliste" dans le sens où l'auteur souhaite explicitement se démarquer d'une science politique qui s'attache par trop aux instances formelles de gouvernement et aux lois au détriment des "forces politiques" elles-mêmes¹²¹. Cependant, de nos jours, cette question du

suscitent les factions et clubs politiques. (Cf. A. Cochin, *L'esprit du jacobinisme : une interprétation sociologique de la Révolution française*, Paris PUF, 1979).

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 21.

¹¹⁹ M. Ostrogorski, *op. cit.*, Tomes I et II. Une édition anglaise et une réimpression récente offrent deux excellentes introductions, respectivement par Seymour M. Lipset et Pierre Avril

¹²⁰ Karl Polanyi, *La grande transformation*, Tr. fr, Paris, Gallimard, 1983 (1944).

¹²¹ M. Ostrogorski, *op. cit.*, Tome I, p. VII.

rapport des partis à l'ordre institutionnel des régimes politiques ne se pose plus dans les mêmes termes et, s'il faut reconnaître une instabilité importante des systèmes de partis, il faut maintenant aussi accepter le fort ancrage de ces organisations dans le gouvernement des affaires publiques. L'intérêt et la particularité d'Ostrogorski résident dans son choix d'analyse des deux États où le "libéralisme" politique et économique a été le plus dominant au 19^{ème} siècle, à savoir l'Angleterre et les États-Unis. Il justifie cette sélection par le fait que les organisations politiques extraparlimentaires y sont plus précoces et avancées qu'ailleurs :

"Dans presque tous les pays du continent européen, l'organisation des partis fonctionnant en dehors du parlement est encore peu développée ; les cadres des partis se forment à la veille des élections et se désagrègent bientôt après, les contingents des partis ne présentent souvent que des masses flottantes"¹²².

Cette approche n'est pas complètement sans fondement et l'on peut bien sûr remarquer une corrélation entre la précocité des réformes parlementaires et le développement des partis. A l'inverse, les organisations de combat ont tendance à se former plus tardivement mais dans les régimes également moins libéralisés. De fait, en raison de son choix de pays, Ostrogorski néglige presque complètement l'émergence déjà visible du parti de masses continental, représenté par les socialistes, et qui entraîne la théorie du parti et de l'organisation bien plus loin que toutes les expériences antérieures. En effet, le travaillisme britannique ne se développe que tardivement et dans une orientation largement subordonnée à l'institution multiséculaire du parlement, en tant que relais politique des syndicats (*trade unions*)¹²³ ; tandis que les États-Unis constituent cette fameuse exception décrite par Werner Sombart : la diffusion des doctrines et l'organisation de mouvements socialistes y ont largement été tenu en échec¹²⁴ alors que l'organisation des partis politiques s'affirme très tôt comme un duopole relativement hégémonique basé sur le patronage public, laissant très peu d'ouvertures à des alternatives politiques génériques et durables¹²⁵. Le travail d'Ostrogorski s'apparente presque à une anthropologie, certes guère bienveillante, des pratiques et de l'esprit de parti dans les

¹²² *Ibid.*, p. VIII. L'auteur ajoute aussi qu'une étude d'une telle ampleur ne pouvait être conduite que dans des pays où l'essor des libertés politiques a été suffisamment important pour permettre un travail de terrain.

¹²³ La fonction est assez explicitement signalée à travers l'étiquette de *Labour Representation Committee* (Comité de représentation travailliste, 1900).

¹²⁴ W. Sombart, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis*, Tr. fr., Paris, PUF, 1992, chapitre III.

¹²⁵ Le phénomène qualifié de mouvement populiste, à la fin du siècle dernier, est une des formes de contestations parmi les plus discutées. Il n'en reste pas moins que les deux grands partis, ces "vaisseaux vides" (*empty vessels*) n'ont jamais été des modèles d'unité et de cohésion interne, offrant ainsi une affiliation à toutes sortes d'ambitions au gré de l'élargissement du territoire américain (R. S Katz, "Party Organization as an Empty Vessel: Parties in American Politics", p. 23-50 dans R. S. Katz, P. Mair (Ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994).

viles anglaises et américaines. Les tendances "totalitaires" que l'auteur décèle dans le fonctionnement des *registering societies*, les pratiques du *canvassing*, l'organisation nationale des *whips*, des *solicitors*, bref tout l'arsenal de la discipline de vote ainsi que le développement de l'esprit de parti ne sont finalement que des formes de mobilisation peu "solidaires" comparées à celles que les partis sociaux-démocrates et les syndicats mettent en œuvre à la fin du siècle. Selon les mots d'Ostrogorski lui-même,

"(...) l'œuvre du caucus consiste à manipuler la matière électorale dans l'intérêt du parti, avec la prétention de le faire pour le compte du peuple et pour le peuple"¹²⁶.

La spécificité des partis sociaux-démocrates ne tient pas à leur plus grande moralité politique à cet égard, mais à leur structuration initiale à l'écart de la scène parlementaire caractéristique des partis traditionnels. En cela, la distinction séminale de Duverger entre partis de cadres/internes et de masses/externes reste pertinente, quand bien même on peut la sophistiquer à l'envi. Si l'organisation n'est qu'un instrument pour les partis parlementaires, elle est la ressource primordiale pour les sociaux-démocrates, la compensation en l'absence de relais institutionnels significatifs¹²⁷. Pour autant, cela ne signifie pas que ces nouveaux partis soient complètement libres de toute contrainte institutionnelle. Celles-ci se manifestent avec force dès que les sociaux-démocrates participent aux dynamiques du suffrage et de la représentation politique, y compris à l'échelle locale.

1.3.3 Restaurer la complexité

Nous sommes conscients de ne pas présenter ici un modèle ou une typologie génétique systématique, mais de souligner avant tout l'importance d'un schéma relationnel qui ne considère pas des entités trop séparées et figées : L'État d'un côté, les partis de l'autre, la société civile comme "troisième larron" et des interactions entre ces trois termes considérés comme des entités relativement bien délimitées. Tout comme la différenciation entre parti et syndicat est une question qui est loin d'être clairement tranchée dans certains mouvements

¹²⁶ Ostrogorski, *op. cit.*, Tome I, p. 305. Des partis britanniques, le *Labour* est le seul dans lequel la dépendance des parlementaires vis-à-vis de l'organisation était statutaire au début du 20^{ème} siècle.

¹²⁷ Ce n'est pas autant le cas pour les socialistes français qui sont relativement bien intégrés dans le jeu républicain. Le parti requiert toutefois des cotisations bien plus élevées à ses parlementaires que dans les autres groupes.

ouvriers solidaires au début du siècle, celle du rapport entre partis de cadres et appareil d'État n'est pas non plus bien déterminée. L'accession des sociaux-démocrates, et plus généralement de nouvelles classes, aux fonctions électives et exécutives tend à accentuer le contraste et la contradiction d'identités au sein de l'État en levant pour partie le voile de ce qu'Antonio Gramsci appelait la *statolâtrie* traditionnelle¹²⁸. Selon lui, le parti politique est la figure moderne du "prince", c'est-à-dire qu'il en vient à symboliser et incarner plus concrètement une "volonté collective". En effet, le prince machiavélien était conçu comme un symbole anthropomorphique d'un régime complexe de gouvernance :

"Le prince moderne, le prince-mythe, ne peut pas être une personne réelle, un individu concret. Il ne peut qu'être un organisme, un élément complexe de la société dans laquelle la volonté collective, qui a déjà été reconnue et s'est dans une certaine mesure traduite en action, commence de prendre forme concrète. L'histoire a déjà fourni cet organisme, et il s'agit du parti politique"¹²⁹.

Pour Gramsci, la radicalité du type partisan comme expression d'une volonté collective dans l'État est déjà manifeste à travers le jacobinisme¹³⁰. Comme l'État démocratique est d'une certaine manière une contradiction historique et normative, du moins dans ces pays où la stratification étatique est déjà ancienne¹³¹, l'État de partis est également une contradiction et entraîne ou nécessite des ajustements des "deux côtés". Ils concernent d'abord les doctrines de pouvoir et l'organisation dans l'ordre méta- et infra-constitutionnel. Hans Kelsen donne l'exemple classique de l'administration (la fonction exécutive) qui obéit à un principe de légalité et de hiérarchie territoriale. Or, la politique ne peut se réduire à la législation ni à la légalité des actes. En éliminant la politique, la législation se supprimerait elle-même car c'est par l'acte législatif qu'une certaine valeur politique reçoit un sceau juridique¹³². Cela vaut également pour l'organisation pratique de la bureaucratie dans ses rapports avec les partis. Mais il est vraisemblable que des adaptations similaires se produisent à l'autre bout de la chaîne, au sein de la structure partisane. La professionnalisation et la spécialisation ne

¹²⁸ David Forgacs, *A Gramsci Reader, selected writings 1916-1935*, New York, New York University Press, 2000, p. 327-328. Cette *statolâtrie*, la religion d'un État abstrait, est considérée comme une forme normale du rapport au pouvoir, probablement nécessaire dans la mesure où elle ne devient pas fanatique et empêche l'évolution des modes de pouvoir séculiers.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 240. "The modern prince, the myth-prince, cannot be a real person, a concrete individual. It can only be an organism, a complex element of society in which a collective will, which has already been recognized and has to some extent asserted itself in action, begins to take concrete form. History has already provided this organism, and it is the political party".

¹³⁰ *Ibid.*, p. 241.

¹³¹ H. Kelsen, *op. cit.*, éd. 1932, p. 2.

¹³² *Ibid.*, p. 85.

permettent pas de saisir l'ensemble de ces phénomènes au carrefour des identités et modes d'organisation, de recrutement traditionnels de chaque parti et des institutions publiques. Une hypothèse simple est alors que cette rencontre, ce *clash* sera d'autant plus complexe à gérer que l'écart initial entre les deux termes (État-régime/parti) est important tandis que le type de parti dominant et la durée d'occupation des fonctions exécutives auront vraisemblablement une influence sur l'intensité des changements observables¹³³.

Tout en occupant une place croissante et bientôt primordiale dans le système de l'État, tous les partis n'y jouent donc pas le même rôle et des phénomènes de dominance se produisent inévitablement. Ces derniers n'ont été considérés sous l'angle institutionnel que dans les expériences autoritaires ou de parti unique. Dans les régimes démocratiques, on s'est reposé sur l'hypothèse que l'alternance politique garantissait un équilibre des pouvoirs ou, en d'autres termes, qu'un parti endossait les habits du gouvernement pour les laisser aux vestiaires à la fin de son mandat. S'il y avait une critique à énoncer, une dominance à identifier, il faudrait qu'elle soit celle de la classe politique dans son entier, tous les partis étant considérés comme complices de cette supercherie représentative qui s'est immiscée dans la démocratie. Dans ce champ, bien des désaccords théoriques cachent en fait des choix différents en termes d'objectifs scientifiques et de niveaux d'analyse. En étudiant les tendances et préférences électorales, l'évolution des organisations ou les programmes politiques et les politiques publiques, on ne jettera évidemment pas la même lumière sur l'objet partisan. Dans le cas qui nous intéresse, celui des organisations, postuler le rapprochement des partis et de l'État n'implique pas nécessairement l'affaiblissement de la compétition électorale/idéologique ni un divorce systématique entre partis et citoyens¹³⁴, comme s'il fallait choisir son camp entre la société d'une part et la sphère du pouvoir politique de l'autre. Nous pensons que le procès d'intégration des partis dans l'État est plus compliqué que cela et qu'il comprend plusieurs degrés : d'une part, la stabilisation relative d'ensembles partisans "légitimes", au sens faible, c'est-à-dire capitalisant la majorité des suffrages, des postes électifs et exécutifs ; d'autre part, à l'intérieur de ces systèmes partisans, des évolutions à la fois convergentes (phénomène d'imitation, poids des cadres formels de la compétition électorale moderne) et asymétriques en fonction de la distribution historique du pouvoir, du succès politique et populaire et des objectifs/idéologie/doctrines des organisations. Enfin, un aspect souvent négligé est la

¹³³ Il ne s'agit pas d'une loi générale, dans la mesure où les révolutions les plus profondes et destructrices sont parfois les plus brèves. Mais nous nous limitons ici aux transitions politiques non-révolutionnaires.

¹³⁴ Contrairement à ce que pense Herbert Kitschelt, "Citizens, Politicians and Party Cartellization", *European Journal of Political Research*, vol. 37, n° 2, 2000, p. 149-179.

permanence de l'ambivalence originelle des partis et la possibilité d'user de ces registres de l'hybridité, de la médiation en dénonçant l'*establishment* politique depuis l'intérieur, tout en se fourvoyant régulièrement dans des grandes messes populaires, électorales et médiatiques dont le régime plébiscitaire américain s'est fait la spécialité ; en refusant l'assimilation aux institutions de l'État tout en revendiquant la possibilité de changer la société existante par la maîtrise démiurgique de la politique publique. Dans certains pays, il est vrai, l'importance des coalitions des principaux partis (Finlande, Autriche, démocraties consociatives) a pu un temps renforcer l'image d'une classe dirigeante unique. Pourtant, les transformations profondes des systèmes partisans et de la compétition politique au cours des 30 dernières années ont aussi montré la fragilité de ces arrangements.

1.4 Gouvernement de partis ou partis de gouvernement ?

1.4.1 Du "*Parteienstaat*" au "*party government*"

"Et tout en faisant pour le mieux, le parti aspirera à construire, dans la mesure où c'est possible, un petit État dans l'État. Ceci est tellement vrai que l'on peut défendre la thèse que le parti politique le plus complet sera celui qui aura préparé ses cadres à toutes les fonctions organisationnelles et mentales de façon à être capable un jour de se substituer complètement à l'État purement et simplement tout comme Minerve sortit tout armée du cerveau de Jupiter"¹³⁵.

C'est ainsi que Roberto Michels envisageait le phénomène partisan dans une de ses dernières études, cédant encore à une hypothèse radicalement stratégique, comme si un parti ne pouvait tendre que vers ce seul but de devenir l'État. Il est assez intéressant de constater que c'est en Allemagne, berceau de la théorie hégélienne de l'État qui chantait les louanges de la monarchie constitutionnelle, que la question du gouvernement de partis a été la plus fouillée. Le contexte favorable est, comme le souligne Paolo Pombeni, l'expérience constitutionnelle inédite de la république de Weimar¹³⁶, bien qu'on puisse trouver des racines plus anciennes dans la tradition de philosophie du droit et de l'État. Au centre de la polémique

¹³⁵ R. Michels, "Saggio di classificazione dei partiti politici", *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, VIII, 1928, cité dans P. Pombeni, *op. cit.*, p. 212.

¹³⁶ *Ibid.* p. 216.

sur le "*Parteienstaat*" se trouve l'idée que l'État se décompose et devient pluriel par l'intermédiaire des partis au gouvernement, abdiquant ainsi son unité mythique :

"Cet État démocratique et parlementaire des partis est, en un mot, un État fragile de coalitions de partis. Les défauts et les inconvénients d'une telle situation ont suffisamment été exposés et critiqués : majorités imprévisibles, gouvernements incapables de gouverner et rendus irresponsables par les obligations découlant des compromis (...); divisions des postes de responsabilité de l'État, des communes, et de toutes les autres prébendes publiques entre les inscrits des partis selon une projection de la force du groupe ou de sa situation tactique"¹³⁷.

Comme le montre Pierre Avril, il y a des controverses quant à la nature de ce nouveau pluralisme, certains condamnant son caractère nécessairement atomiste, individualiste (Triepel), tandis que Kelsen insiste sur la nature fondamentalement collectivisante des partis politiques¹³⁸. Dans cette philosophie politique inquiète de l'entre-deux guerres, Carl Schmitt se présente comme un des critiques les plus sophistiqués d'un système de partis qui tend à produire une désintégration de la cohérence du public¹³⁹, tandis que Hans Kelsen ou Otto Koellreuter campent à l'autre extrémité :

"La démocratie moderne repose entièrement sur les partis politiques, dont l'importance est d'autant plus grande que le principe démocratique reçoit une plus large application. On comprend par suite les tendances - sans doute très faibles jusqu'à présent - à donner aux partis politiques une base dans la constitution, un statut juridique qui réponde au rôle qu'ils tiennent en fait depuis longtemps, le rôle d'organes de formation de la volonté étatique"¹⁴⁰.

Par contraste, Schmitt soutenait que les partis ne peuvent se transformer en autorités de l'État, en institutions publiques et sont constamment rejetés du côté de la société et des divisions de l'opinion publique : c'est pour cela qu'ils restent, essentiellement, des associations d'ordre privé¹⁴¹. Pourtant, le système politique allemand d'après-guerre est devenu le meilleur exemple de cet État de partis démocratique (*parteienstaatliche Demokratie*), peut-être pour conjurer une culture politique qui n'était pas favorable à ces organisations parasites. Par opposition aux États-Unis, la jurisprudence constitutionnelle de la cour fédérale a été dans le sens de partis en les considérant comme des institutions quasi-étatiques investies d'une

¹³⁷ *Ibid.*, p. 223.

¹³⁸ P. Avril, *op. cit.*, 1990, p. 28.

¹³⁹ C. Schmitt, *The Crisis of Parliamentary Democracy*, Cambridge, MIT press, 1985 (1923).

¹⁴⁰ H. Kelsen, *op. cit.*, p. 19.

légitimité et d'un rôle éminent de garant de la nouvelle démocratie¹⁴². Cette évolution peut se comprendre dans la mesure où les partis avaient été interdits et dissous sous le régime nazi et se trouvaient alors moins souillés par l'empreinte de ce dernier, contrairement à la haute administration de l'État. Celle-ci dut ainsi taire son opposition traditionnelle aux organisations politiques afin d'alléger le poids de certaines responsabilités héritées du temps de guerre ; dorénavant, les fonctions administratives ne seront plus incompatibles avec la poursuite de carrières partisanes et parlementaires, introduisant un degré de confusion supplémentaire entre les niveaux déjà imbriqués¹⁴³. L'influence de politiciens charismatiques comme Konrad Adenauer et Kurt Schumacher, au-delà de leurs divergences, devait aussi être décisive pour confirmer le rôle des partis dans l'établissement de la nouvelle constitution et des nouvelles institutions, jusqu'à l'avènement des lois sur les partis (*Parteiengesetz*) de 1967. De là le caractère novateur de la reconnaissance formelle et explicite des organisations politiques dans le texte constitutionnel ainsi que certaines garanties en vue de leur financement public (1958) et le renforcement de la chancellerie au détriment de la présidence. La loi allemande ne devait pourtant pas aller jusqu'à intégrer les partis politiques à la sphère des institutions de l'État et l'article 21 de la constitution affirme d'abord leur contribution essentielle à la formation de la volonté populaire¹⁴⁴.

La réflexion américaine sur le *party government* s'intensifie dans le sillage de la seconde guerre mondiale et, probablement, des mandats présidentiels exceptionnels de Franklin D. Roosevelt¹⁴⁵. Ce contexte avait eu pour effet d'attester le biais présidentialiste d'une république américaine qui traversait alors une période de crise profonde. Le fameux rapport publié sous les auspices de l'*American Political Science Association* (APSA) en 1950, *Toward a more responsible two-party system* (Vers un système bipartisan plus responsable)¹⁴⁶, évoque même le risque de dérives autoritaires dans le cas où les partis n'assumeraient pas pleinement

¹⁴¹ C. Schmitt, *Théorie de la constitution*, Tr. fr., Paris, PUF, 1993 (1928), cité dans M. Sadoun et J. M. Donegani, *op. cit.*, p. 219.

¹⁴² M. Richter, *State, party-state, anti-party state : political parties and political culture in Germany*, Working Paper, University of California Berkeley Conference papers, April 1996. Richter montre justement que les administrateurs alliés de la zone américaine tendaient à favoriser une démocratie "territoriale" des *Länder* contre le pouvoir des partis politiques (*ibid.*, p. 11).

¹⁴³ *Ibid.*, p. 10 et 19. Voir aussi D. E. Rogers, *Politics After Hitler: The Western Allies and the German Party System*, Basingstoke, McMillan, 1995.

¹⁴⁴ M. Richter, *op. cit.*, p. 15-16.

¹⁴⁵ James Bryce (*The American Commonwealth*, 1888) avait été un des premiers à briser ce que Schattschneider regarde comme la "conspiration du silence", à savoir l'absence de retour sur le rôle des partis politiques en rapport avec la constitution et l'ordre politique américains. E. E. Schattschneider, *op. cit.*, p. 5. Des personnalités comme Woodrow Wilson et Harold Lasswell réfléchiront aussi au problème.

leur rôle supposé de *linkage* (courroie de transmission). La bipolarité du système et l'alternance sont centrales dans l'approche américaine qui est beaucoup plus orientée vers la question du *policy-making* (politique publique) et de son efficacité. C'est cette perspective qui sera ensuite amenée à devenir presque hégémonique dans la discipline de la science politique, bien que largement épurée de ses considérations normatives originelles. Car si le rapport de l'APSA devait être très critiqué pour son manque de rigueur empirique et sa tonalité réformiste missionnaire, il s'interrogeait néanmoins sur les fondements de la légitimité du gouvernement de partis et parlait du principe qu'une réforme volontariste de ces organisations était non seulement possible mais plus efficace qu'un amendement de la constitution¹⁴⁷. Il est également clair que le rapport considèrait moins les partis comme des expressions de la société qu'en tant qu'auxiliaires principaux de la décision publique. Cela rejoint la définition de Schattschneider :

"C'est seulement lorsqu'une organisation contrôle le gouvernement ou bien est capable de créer et de maintenir une croyance générale dans sa conquête prochaine du pouvoir qu'elle devient un parti important ou véritable"¹⁴⁸.

L'existence d'une multitude de groupes politiques se présentant périodiquement aux élections et dont la visibilité est souvent très faible n'est pas ici considérée comme primordiale dans l'ordre politique. Il est d'ailleurs symptomatique que la réflexion politiste se soit braquée sur cette doctrine de la responsabilité des grands partis et la cohérence interne de leurs projets au détriment des questionnements sur les barrières institutionnelles au multipartisme : selon Theodore Lowi, une des rares voix discordantes à ce sujet, le système bipartisan et les districts uninominaux ont été élevés à un statut quasi-constitutionnel ; la pratique plus fréquente de la cohabitation à l'américaine (*divided government*) marque l'apogée de ce duopole fédéral¹⁴⁹.

¹⁴⁶ APSA, "Toward a More Responsible Two-Party System. A Report of the Committee on Political Parties", *American Political Science Review*, vol. 44, n° 3 (supplément), 1950.

¹⁴⁷ E. M. Kirkpatrick, " 'Toward a More Responsible Two-Party System': Political Science, Policy Science, or Pseudo-Science?", *American Political Science Review*, vol. 65, n° 4, 1971, p. 968. Le rapport de l'APSA est resté comme le grand révélateur des ambivalences de la science politique américaine naissante par rapport à la théorie normative, ce que David Easton appellera vingt ans plus tard "l'application de la connaissance experte au service de la réforme sociale" (*ibid.*, p. 981). Cependant, la forme du rapport tenait moins de la recherche que du jugement et du plaidoyer en faveur d'une "démocratie de partis", ce qui en a fait un document controversé.

¹⁴⁸ Ceci ne revient pas à dire que tous les partis ont cet objectif de conquête du pouvoir au centre de leur activité. Schattschneider, *op. cit.*, p. 36. "Only when an organization is in control of government or is able to create and maintain a widespread expectation that it will take over the government soon does it become a major or a real party". Une version plus ouverte est la définition classique de Sartori : "Any political group identified by an official label that presents at elections, and is capable of placing through elections (free or non-free) candidates for public office" (G. Sartori, *op. cit.*, 1976, p. 63).

¹⁴⁹ T. J. Lowi, "Political Parties and the Future State of The Union", dans J. E. Cohen, R. Fleisher, P. Kantor (Ed.), *American Political Parties, Decline or Resurgence*, Washington, CQ Press, 2001, p. 231.

De même, Gerald Pomper ironisait que cet accent sur la cohérence politique (au sens des idéologies, programmes et politiques publiques) au sein des partis, n'a pas plus de sens que de souhaiter qu'une équipe de *baseball* n'aligne que des batteurs gauchers ou des droitiers, par souci de bonne présentation dans la base¹⁵⁰. En tout état de cause, la compétition électorale américaine est largement réglée par l'accumulation de ressources privées en vue de campagnes coûteuses, ce qui permet généralement à des candidats indépendants d'accéder à des postes importants. D'une certaine manière, cela revient presque à un achat indirect des charges publiques et il n'est guère surprenant de voir un certain nombre de magnats se lancer dans des campagnes politiques d'envergure et parfois couronnées de succès, en contribuant largement de leur propre fortune¹⁵¹. Ici encore, il faut noter que le problème du financement des partis n'était pas une grande préoccupation du rapport de l'APSA.

L'ambivalence entre, d'une part, une vision positive et idéaliste du "gouvernement de partis" sain et responsable, présidant à la bonne représentation des attentes populaires et à la réalisation d'un programme politique et, d'autre part, son pendant déformé comme "entreprises de notables élus"¹⁵² reste finalement l'ambivalence d'une science politique qui voudrait faire oeuvre normative et jouer un rôle prescriptif éminent dans la cité, comme c'est le cas aux États-Unis. Si cette ambition n'est pas forcément condamnable en soi, elle a cependant contribué à créer un décalage important entre les descriptions académiques du système des partis et les formes réelles de leur organisation. Ou bien il s'est développé une stratégie d'évitement qui consiste à étudier les forces politiques par l'intermédiaire de tout ce qui les entoure : les électeurs et les élections, les programmes et les politiques publiques, au mieux les effectifs d'adhérents, mais rarement les structures et réseaux de pouvoir. A cet égard, la manifestation longtemps très fragmentaire, diffuse et individualisée des partis américains a probablement eu une grande influence sur le type de production scientifique. Mais cela vaut aussi dans l'ordre de la compétition politique : il n'est que d'observer le très faible de références aux étiquettes partisans et aux programmes de chaque formation lors de la dernière campagne présidentielle de 2000 et dans les discours de Bush et Gore. Certes, les élections et la fonction présidentielles se prêtent plus facilement à ce type de rapport au

¹⁵⁰ Gerald M. Pomper, "Party Responsibility and the Future of American Democracy", dans *Ibid.*, p. 178.

¹⁵¹ Ross Perot est un des plus célèbres à cet égard ; son succès inattendu dans la campagne et les élections présidentielles de 1992 était le plus important jamais obtenu par un candidat indépendant. Le dernier exemple en date est l'élection tapageuse de l'entrepreneur multimillionnaire Michael Bloomberg à la mairie de New York (2001), financée par ses propres deniers à concurrence de plus de soixante millions de dollars. Ces cas ne sont pas pour autant isolés. Les nouvelles régulations sur la limitation de la "*soft money*" dans les campagnes ne devraient pas fondamentalement modifier ces pratiques.

¹⁵² J. P. Monroe, *op. cit.*, p. 10.

peuple¹⁵³ mais il y a là un contraste saisissant entre les contributions des organisations partisans aux campagnes, à la distribution des rôles et des rétributions et leur disparition dans l'espace du discours politique.

1.4.2 *Les tentatives d'éviction théorique du parti politique*

Quoi qu'il en soit, tout en devenant l'objet majeur de la science politique, le parti n'a plus sérieusement été envisagé dans la dimension complexe de ses frontières et de ses articulations avec le reste de la société et de l'État. On peut se demander s'il n'était pas conçu, moins comme un objet, que comme un filtre pour observer d'autres phénomènes tels que le comportement électoral, le gouvernement de coalition, la formation des politiques publiques et leur mise en œuvre. En employant le terme "frontières", il n'est pas besoin de postuler leur détermination fixe et objective ; au contraire, c'est précisément leur mouvance perpétuelle, leur plasticité qui donne tant de latitude aux partis politiques, quand bien même cette approche semble décourager une analyse empirique fondée sur des objets et des concepts relativement situés et circonscrits. Les années 1970-1980 ont même été le cadre d'une tentative d'éviction théorique des partis, voire du politique, à travers la construction du paradigme néo-corporatiste. L'idée principale était d'envisager le système politique comme un ensemble de relations institutionnalisées et fonctionnelles entre l'administration, d'une part, et les principaux groupes d'intérêts nationaux (les associations patronales et syndicales, en premier lieu), d'autre part. Le néo-corporatisme prétendait ainsi décrire à la fois la structure et le processus de décision publics¹⁵⁴. Selon la définition de Schmitter, il s'agit :

"D'un système de représentation des intérêts et/ou positions, un modèle particulier ou un arrangement institutionnel idéal-typique pour relier les intérêts associatifs organisés de la société civile avec la structure décisionnelle de l'État"¹⁵⁵.

¹⁵³ Lowi parle ainsi d'une présidence plébiscitaire qui crée son propre parti dans une campagne permanente. T. J. Lowi, *op. cit.*, p. 233.

¹⁵⁴ G. Lehmbruch, P. C. Schmitter, *Patterns of Neocorporatist Policy-Making*, London, SAGE, 1982 ; A. Cawson, *Corporatism and Political Theory*, Oxford, Blackwell, 1986.

¹⁵⁵ P. Schmitter, "Still the Century of Corporatism", 1974, cité dans T. Nordby, "Statsutviklingen under arbeiderpartiet", dans Trond Nordby, *Arbeiderpartiet og planstyret 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1993, p. 27. "A system of interest and/or attitude representation, a particular model or ideal-typical institutional arrangement for linking the associationally organized interests of civil society with the decisional structure of the state".

L'absence flagrante des partis dans ce schéma d'interprétation n'était pas qu'un oubli de la part des auteurs mais signalait une conviction latente que ces organisations étaient dysfonctionnelles et responsables de la crise institutionnelle des démocraties industrielle. Pour utiliser le jargon d'un théoricien fameux de l'administration, les partis manquent cruellement de "*standard operating procedures and rules*"¹⁵⁶, c'est-à-dire qu'ils sont trop instables et irresponsables, trop marqués par la compétition politique et l'idéologie, trop peu "rationnels". Tout en portant l'empreinte d'un long règne social-démocrate, la Norvège de la fin des années 1970 devait assez curieusement être présentée comme l'approximation du type-idéal de la *polis* européenne en vertu des canons néo-corporatistes, ignorant presque totalement la place encore manifeste du parti dominant aux côtés de ces arrangements corporatistes sophistiqués¹⁵⁷ ; les caractéristiques principales en étaient les suivantes : 1) gouvernement parlementaire et exécutif restreint, forte autonomie et spécialisation de la bureaucratie 2) participation institutionnalisée des intérêts organisés à la formulation et à la mise en œuvre des politiques publiques 3) routinisation de la décision publique au détriment des investissements idéologiques et de la participation citoyenne. Il est indiscutable que tout le processus de décision publique n'est pas contrôlé par les partis mais ce modèle semble être la plupart du temps indifférent à l'impact structurel de leur longévité politique, à quelques exceptions près :

"Plus l'occupation de l'exécutif est limitée dans le temps, plus il est probable qu'ils [les partis] seront des hôtes en lieu des maîtres dans leur ministère (...) Mais il est aussi possible que plus cette occupation est longue, plus les ministres tendront à s'identifier complètement avec leur ministères, leur personnel et leurs clients"¹⁵⁸.

Sans nécessairement impliquer un contrôle plus grand des processus de décision publique, cette hypothèse a aussi des conséquences en terme d'identité et de configuration du système partisan. Cette tendance était encore plus probable dans le cas du DNA norvégien ou du SAP suédois au gouvernement, qui n'ont jamais intégré de coalition formelle après 1957 tandis que presque toutes les expériences d'opposition ont précisément été des coalitions, marquées par la fragilité inhérente à ce genre de formation. La grande cohésion et la stabilité du leadership à

¹⁵⁶ J. P Olsen, *op. cit.*, p. 14. Bien que critiqués pour leur tendance à la bureaucratiation, les partis n'auraient pas atteint l'idéal de l'administration rationnelle weberienne.

¹⁵⁷ M. O. Heisler, R. B. Kvavik, "Patterns of European Politics: The 'European polity' model", p. 27-89 dans M. O. Heisler (Ed), *Politics in Europe. Structures and Processes in Some Postindustrial Democracies*, New York, David McKay, 1973.

la fin des années 1950 devait susciter le commentaire que le cabinet était devenu le comité exécutif du parti ouvrier et la Norvège, un *one-party state* virtuel¹⁵⁹. Si l'on ne peut se contenter de l'idée simpliste que les(s) parti(s) au pouvoir monopolise(nt) les ressources de l'État ou occupent tout l'espace institutionnel, il faut cependant s'interroger sur les conséquences plus larges et diffuses de ce type de dominance dont les degrés varient notablement suivant les pays.

1.4.3 Nouvelles perspectives de recherche

Il n'est pas exagéré de mettre en avant le rôle moteur de Richard S. Katz et de ses collègues dans la redécouverte de ces problématiques à la fin des années 1980. Il propose ainsi quatre conditions du type-idéal de gouvernement de partis : 1) les décisions politiques majeures doivent être prises par des acteurs choisis dans des élections en fonction de plates-formes partisans, ou par des individus nommés par et responsables devant ces acteurs 2) les politiques publiques doivent être initiées par le parti dirigeant ou négociées au sein de la coalition 3) les ministres et principaux collaborateurs doivent être sélectionnés au sein de ces partis 4) le leadership doit être capable d'exercer un contrôle raisonnable de l'appareil administratif et des agences dérivées¹⁶⁰. Karlheinz Reif ajoute que ce modèle suppose aussi une large collusion de l'exécutif et de la majorité parlementaire, nonobstant les doctrines classiques d'équilibre des pouvoirs¹⁶¹. Ce dernier type de condition devient plus difficile à respecter dans les gouvernements de coalition. En adoptant une définition trop large du gouvernement de partis, on limite la validité de la catégorie car elle s'applique au moins en tendance à presque toutes les démocraties occidentales, peut-être à l'exception des États-Unis. Finalement, l'argument essentiel et le plus intéressant de Katz reste que le *party government* est un "mythe légitimant", ce qui rappelle la distinction séminale de Walter Bagehot entre la partie digne et la partie efficace de la constitution britannique, entre la lettre et la pratique¹⁶².

¹⁵⁸ J. P. Olsen, *op. cit.*, p. 79. "the shorter the tenure of executive, the more likely that they will be guests instead of masters in their ministry (...) But it is also possible that the longer their tenure, the more likely ministers are to identify completely with "their" ministries, civil servants, and clients".

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 89 ; la formulation originale est dans l'essai provocateur du grand historien Jens Arup Seip, *Fra embedsmannastat till ett-parti stat og andre essays*, Bergen, Universitetsforlaget, 1963.

¹⁶⁰ R. S. Katz, "Party Government, a Rationalistic Conception", p. 31-71 dans F. G. Castles, R. Wildenmann (Ed.), *The Future of Party Government, vol. 1: Visions and Realities of Party Government*, 1986, p. 43.

¹⁶¹ K. Reif, "Party Government in the Fifth French Republic", dans R. S. Katz (Ed.), *Party Governments: European and American Experiences*, Berlin, De Gruyter, 1987, p. 29.

¹⁶² R. S. Katz, "Party Government and its Alternatives", dans R. S. Katz (Ed.), *The Future of Party Government, vol. 2: Party Government: European and American Experiences*, Berlin, De Gruyter, 1987, p. 3. Dans les

A partir de ces considérations initiales sur les systèmes de décision publique, l'accent s'est déplacé vers la transformation organisationnelle des régimes de partis. L'idée étant de secouer la conception traditionnelle des partis comme agents intercesseurs de la société, représentants du *demos*. L'argument premier est que l'on constate une convergence et une similarité croissante des modes d'organisations des principaux partis qui accèdent à la représentation politique. Ce constat est étayé, selon de nombreux auteurs, par l'analyse des statuts, organigrammes et systèmes de financement public des démocraties occidentales. Les tendances sont visiblement à la réduction des effectifs d'adhérents au profit d'un ensemble resserré et concentré de militants et de "professionnels", à l'exception de quelques partis de mobilisation récente. C'est dans cette optique qu'émerge, dans les années 1990, le modèle du "parti-cartel" (*cartel party*) comme une "abstraction radicale"¹⁶³ et non comme le fruit d'observations empiriques systématisées. Il touche néanmoins un point névralgique de l'idéalisme démocratique, en agitant le spectre de l'oligarchie et de la classe politique déconnectées des citoyens. Encore une fois, les auteurs ont bien précisé qu'il s'agissait d'un horizon, d'une tendance qui pourrait ensuite être confrontée à des études de cas empirique, précaution qui n'a pas désamorcé les critiques¹⁶⁴. En quelques mots, l'idée de cartel telle que présentée par Katz et Mair est une fusée à deux étages¹⁶⁵ : le premier, explosif, inverse la relation primordiale supposée entre partis et société (civile) ou un groupe social (classe) et postule un rapprochement croissant entre ces organisations et l'État, la sphère publique¹⁶⁶. Une des conditions essentielles de cette transformation serait la mise en place de systèmes de financement public de l'activité politique assez généreux pour permettre une autonomie plus ample. Le lien avec les forces sociales et les intérêts ne disparaît pas, il va dans le sens d'une modification structurelle et d'un affaiblissement¹⁶⁷. Le deuxième étage est largement un effet du premier, à savoir que le contrôle des ressources publiques, l'accès privilégié aux médias avantagent les partis installés dans la compétition électorale. Cette dernière n'est pas abolie mais encadrée et un degré important de collusion entre élites devient presque naturel entre des forces politiques en contact étroit et permanent. Cette idée du cartel avait déjà été proposée

systèmes de parti dominant, il sera plus difficile de mettre en cause l'efficacité du gouvernement sans porter atteinte à l'ensemble du système. Et ce, quand bien même la responsabilité de la politique publique est nécessairement partagée par les autres forces parlementaires ainsi que d'autres acteurs de l'État.

¹⁶³ R. S. Katz, P. Mair, "Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party", *Party Politics*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 5-27.

¹⁶⁴ Voir R. Koole, "Cadre, catch-all or cartel? A comment on the notion of the cartel party", *Party Politics*, vol. 2, n° 4, 1996, p. 507-523 et la réponse des intéressés : R. S. Katz, P. Mair, "Cadre, Catch-All or Cartel? A rejoinder", *Party Politics*, vol. 2, n° 4, p. 525-534 ; ainsi que H. Kitschelt, *art. cit.*

¹⁶⁵ Les développements qui suivent sont directement tirés de Richard S. Katz et Peter Mair, *art. cit.*, 1995.

¹⁶⁶ Ainsi que des moyens modernes et relativement standardisés de campagne électorale.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 13.

par Ralf Dahrendorf dans les années 1960. Sa propre définition aide finalement à mieux comprendre le but visé par Katz et Mair :

"Les élites se comportent comme si elles étaient d'accord pour stopper toute initiative, pour distribuer le pouvoir selon une certaine règle, et pour ne pas remettre en cause cette règle. Dans cette appréciation socio-politique, le 'cartel' est une implication conceptuelle, pas une institution réelle, et son cadre n'est pas non plus nécessairement le même que celui des cartels économiques"¹⁶⁸.

Ces "implications conceptuelles" concernent autant l'organisation de l'État que la nature du régime représentatif/démocratique (alternance) ou les modes de compétition électorale. Sous cette dimension, un problème important consiste cependant à distinguer les différents types de collusion entre élites au sein de l'État, ceux qui tiendraient du cartel de ceux qui seraient l'expression d'un système de corruption classique. A priori, la distinction semble se fonder sur l'officialisation plus claire, par la législation, du soutien de l'État aux partis établis, par contraste avec des stratégies de corruption manifestes. Mais où est la limite lorsque l'on favorise une législation purement opportuniste sur l'immunité de certaines fonctions politiques par exemple, et qui peut bénéficier indifféremment aux membres des divers partis ?

Pour parer à la critique la plus immédiate, concernant l'explication du changement et du succès durable de nouveaux partis dans un système "fermé" de cartel, Katz et Mair suggèrent habilement que l'idée même du cartel, sans annihiler l'opposition, nourrit plutôt ses propres contradictions en offrant l'image d'une classe politique monolithique ou singeant la discorde lors de l'intermède électoral¹⁶⁹. En prêtant ainsi le flanc aux critiques de l'*establishment* politique coupé du peuple, d'une compétition inégale, les partis installés laissent ouverts une brèche, un espace pour l'expression du conflit et de l'opposition dont ils ne peuvent faire l'économie. Certaines organisations populistes ou marginalisées autour d'un discours radical, de droite ou de gauche, peuvent capitaliser sur cette faiblesse. Toutefois, Herbert Kitschelt a récemment tenté de démontrer que les appareils partisans ne connaissent pas un divorce d'avec les citoyens, mais au contraire devaient se montrer plus proches et sensibles à leurs attentes, même si les formes du lien changent effectivement beaucoup. La compétition électorale reste un déterminant significatif empêchant une "cartellisation" stable au-delà des coalitions déclarées :

¹⁶⁸ R. Dahrendorf, *Society and Democracy in Germany*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1968, p. 269. "Elites behave as if they had agreed to cease from all initiative, to distribute social power according to a certain rule and not to dispute this rule. The "cartel" in this social-political sense is a conceptual implication, not a real institution, nor is its background necessarily the same as that of economic cartels".

"Le mécontentement vis-à-vis des partis n'est pas lié à leur capacité de former des cartels et de se dissocier des électeurs mais 1) au processus de politique publique, qui oblige les partis à opérer des choix entre des objectifs que les électeurs souhaiteraient voir tous réalisés et 2) à l'ancrage institutionnel et aux privilèges enviés dont les partis disposent depuis plusieurs décennies"¹⁷⁰.

Dans cette analyse, Kitschelt est obligé de reconnaître le poids du facteur institutionnel envisagé par Katz et Mair. Mais il y a vraisemblablement un problème d'accord sur les dimensions cruciales du problème dans ce débat et chacun a tendance à tourner la voile dans son vent. En jouant avec les niveaux d'analyse, la diversité et la complexité interne des organisations partisans, il est finalement possible d'arriver à des conclusions très différentes quant à la nature et à l'importance des transformations actuelles.

Dans un certain sens, l'abstraction ou l'horizon conceptuel du *cartel party* recoupe bien nos préoccupations, sans pour autant que nous en acceptions simplement la validité empirique. Elle touche en même temps aux propriétés individuelles des partis et à celles des systèmes, en relation avec la sphère de l'État. C'est néanmoins un modèle à prétention trop générale, qui postule une tendance à la convergence et à l'homogénéisation des différentes organisations partisans établies. Il y a en effet une distinction majeure entre le postulat de la dominance des partis comme acteurs dans l'État moderne et l'idée du cartel comme système de solidarités presque collusoires et de quasi-patronage entre des forces politiques institutionnalisées. Nos hypothèses insistent au contraire sur les facteurs à l'œuvre dans la différenciation du lien parti-État, en observant une situation d'asymétrie importante dans l'exercice des charges exécutives nationales. En d'autres termes, il n'y a pas que des partis d'État et certains peuvent l'être plus que d'autres. À cet égard, la relation complexe entre héritages organisationnels et les positions de pouvoir mérite d'être prise en compte plus sérieusement si l'on veut comprendre les transformations de ces collectifs d'un genre particulier ainsi que leurs dynamiques identitaires de long terme.

¹⁶⁹ R. S. Katz, P. Mair, *art. cit.*, 1995, p. 23.

¹⁷⁰ H. Kitschelt, *art. cit.*, p. 160. "Dissatisfaction with parties does not originate in their new capacity to form cartels and dissociate themselves from their voters but (1) the political agenda of policy-making, confronting parties with inevitable trade-offs among objectives voters would like to maximize jointly, and (2) with the legacies of the institutional entrenchment and desirable privileges political parties enjoyed for many decades".

Chapitre Deuxième

L'intégration politique des partis sociaux-démocrates en Scandinavie (Suède/Norvège)

2.1 De l'État au parti de masses : perspectives croisées

Lorsqu'il s'agit de réfléchir, en politiste, à l'avènement du socialisme européen et à ses rapports avec le pouvoir, on ne peut que constater la domination des approches causales (structurelles, stratégiques ou idéologiques). Pourquoi la social-démocratie (en tant que force) s'est-elle mieux établie ici que là, et à telle époque plutôt qu'à telle autre ? Pourquoi a-t-elle réussi à s'inscrire dans la durée du pouvoir dans certaines circonstances spécifiques ? Ces questions sont manifestement cruciales pour le comparatisme, bien qu'il soit probablement difficile d'arriver à une théorie vraiment satisfaisante, en fin de compte¹⁷¹. Par exemple, l'analyse par "l'absence" que le cas des États-Unis pourrait offrir est, en fin de compte, dépendante de la conception du socialisme que l'on autorise¹⁷². Ira Katznelson a ainsi suggéré que l'élément social-démocrate est présent aux États-Unis, mais sous une forme disséminée, et faiblement organisée¹⁷³. Or, l'explication de ce phénomène par la toute puissance de l'idéologie libérale reste plus que discutable. D'une part, cette thèse initialement proposée par Louis Hartz dans les années 1950 a été heureusement nuancée par des critiques comme Rogers Smith et Desmond King¹⁷⁴, qui ont montré que le libéralisme -tant politique

¹⁷¹ Nous disposons en réalité de peu d'éclairages convaincants en dépit des proportions de la recherche. Une explication est que tous les chercheurs ne s'intéressent pas au même phénomène que recouvre le seul vocable de social-démocratie. Comme nous le notions déjà dans l'introduction, la social-démocratie présente cette dualité ambivalente du parti (organisation, base sociale, électorat) et du régime (politiques sociales, institutions de l'État-providence) qui se transforme souvent en un mixte des deux assez difficile à démêler. Sans compter les problèmes typologiques posés, au sein de la famille idéologique du socialisme, par les vicissitudes de cette appellation.

¹⁷² W. Sombart, *op. cit.*, 1992 ; S. M. Lipset, G. W. Marks, *It didn't Happen Here: Why Socialism Failed in the United States*, New York, W. W. Norton, 2000.

¹⁷³ I. Katznelson, "Considerations on Social Democracy in the U.S, *Comparative Politics*, 1978, n° 11, p. 77-99, reproduit p. 3-25 dans Alan Ware (Ed.), *The United States, vol. 1*, Aldershot, Dartmouth, 1997.

¹⁷⁴ L. Hartz, *The Liberal Tradition in America: An Interpretation of American Political Thought Since the Revolution*, New York, Harcourt, Brace & World, 1955 ; D. King, *In the Name of Liberalism. Illiberal Social Policy in the USA and Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1999 ; pour ne pas citer des auteurs plus anciens comme E. A. Shils, (*The Torment of Secrecy: The Background and Consequences of American Security*

qu'économique - devait s'accommoder d'un certain nombre de phénomènes importants en contradiction flagrante avec sa philosophie (ségrégation, camps de travail, eugénisme, etc.) ; d'autre part, on peut tout aussi bien privilégier les facteurs institutionnels en insistant sur le projet constitutionnel défavorable aux partis et la difficulté pour les nouveaux entrants à dépasser l'hégémonie d'un bipartisme qui, plus encore qu'en Angleterre, a escamoté la cohérence idéologique au profit du patronage public. Il n'est que de rappeler comment les démocrates sudistes ont renforcé le biais ségrégationniste de l'État fédéral au début du 20^{ème} siècle¹⁷⁵, se privant ainsi pendant longtemps d'une ressource similaire à celle des classes prolétaires en Europe¹⁷⁶.

2.1.1 *Penser les frontières de l'État*

Quoi qu'il en soit, l'insistance sur les causes premières de l'avènement et du succès de ces partis s'est faite aux dépens de l'analyse du phénomène lui-même de l'intégration politique du socialisme ainsi que de sa curieuse rencontre avec l'État¹⁷⁷. Or, c'est bien l'État, nous aurons l'occasion d'y revenir, qui constitue le centre de gravité de cette époque en remplissant déjà le "siècle de l'histoire", le 19^{ème} siècle. Per Nyström, dans un très bel article, considère que l'État se présente alors comme la "colonne vertébrale de l'histoire" :

"L'Histoire devient l'histoire de l'État, ou l'histoire des États. Les phénomènes historiques s'ordonnent dans le cadre de l'État, sinon chronologiquement, du moins de façon téléologique"¹⁷⁸.

L'auteur entend par là l'État sous toutes ses formes et ses conceptions connues, en tant qu'appareil institutionnel¹⁷⁹, en tant qu'appareil de pouvoir, de domination ou d'oppression¹⁸⁰,

Policies, London, Heinemann, 1956) ou l'éternelle mauvaise conscience de l'Amérique, Noam Chomsky (*Necessary Illusions: Thought Control in Democratic Societies*, Boston, South End Press, 1989).

¹⁷⁵ D. King, "The Segregated State? Black Americans and the Federal Government", *Democratization*, n° 3, 1996, p. 65-92.

¹⁷⁶ L'autre problème de la réflexion génétique concerne les divisions de la gauche. Récemment, Stefano Bartolini a proposé une approche d'ensemble de la formation et des variations électorales des gauches européennes. C'est, à ce jour, une des meilleures synthèses explicatives de ce phénomène et, sans doute, la plus rigoureuse du point de vue méthodologique (S. Bartolini, *op. cit.*, 2000).

¹⁷⁷ T. Jonsson, *Att anpassa sig efter det möjliga. Utsagningsbegreppet och SAP:s ideologiska förändringar 1911-1944*, Göteborg, Arachne, 2000, p. 13.

¹⁷⁸ Per Nyström, "Historieskrivningens dilemma", *Arkivet för folkets historia*, stencilserie 2, 1972, p. 5. "Historia blir statens historia eller staternas historia. De historiska fenomenen anordnas inom statens ram, om ej kronologiskt, så teleologiskt".

ou même en tant qu'idée métaphysique de la réalisation de l'esprit dans l'histoire¹⁸¹. Nous mélangeons ici volontairement ce qui tiendrait plutôt de l'idéologie, de l'historicisme et d'une tentative de description qui se voudrait plus objective tant les deux dimensions se sont imprégnées réciproquement pour faire de cet organe, encore aujourd'hui, le paroxysme de l'institution en Europe occidentale, un mécanisme complexe et standardisé de dépersonnalisation du pouvoir. Devant cette complexité, l'école systémique aurait souhaité se débarrasser de l'État¹⁸², oubliant dans son souci internaliste le caractère massif de l'État sur la scène internationale et comme horizon presque indépassable des constructions politiques pendant ou après la Guerre Froide. Comme le rappelle avec justesse Kenneth Deason, "la pertinence du concept ne repose pas seulement sur la possibilité d'une description 'exacte' des formes institutionnelles"¹⁸³. Il faut aussi prendre en compte la portée historique et philosophique de l'idée (du mythe ?¹⁸⁴), qui dépasse la somme des parties identifiables empiriquement. Timothy Mitchell est même allé plus loin en postulant l'indétermination des frontières de l'État (avec la société) comme une ressource et un enjeu permanents dans un espace structuré par la binarité gouvernants/gouvernés¹⁸⁵ ; il s'agit d'une des approches les plus fructueuses et dont nous illustrerons la pertinence. En dépit de toutes les passerelles entre ces deux dernières dimensions, dont les partis sont la meilleure illustration, la fiction de la séparation reste prégnante bien qu'étrangère à la démocratie.

La conception idéologique qui domine au tournant du siècle, envers et contre l'historicisation de l'État comme phénomène social, tient surtout d'une vision "conservatrice", organique et hautement nationaliste :

¹⁷⁹ Selon les conceptions, on y trouvera le droit, l'armée, l'administration, la police et le gouvernement, sur un territoire donné.

¹⁸⁰ Un "syndicat formé pour défendre les intérêts du pouvoir existant" ; K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, cité dans R. Michels, *op. cit.*, éd. 1914, p. 286.

¹⁸¹ Tel que dans la philosophie Hégélienne, par exemple. Pour Hegel, l'État n'est pas une "province" mais "l'essence" de l'histoire, la représentation terrestre de la volonté divine. Nul doute que l'influence de ce nouvel absolutisme a été importante dans la façon abstraite de penser l'État moderne ; voir E. Cassirer, *The Myth of the State*, New Haven, Yale University Press, 1974, p. 263 et suivantes.

¹⁸² D. Easton, *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1965.

¹⁸³ K. Dyson, *The State Tradition in Western Europe. A Study of an Idea and Institution*, Oxford, Martin Robertson, 1980, p. 1.

¹⁸⁴ E. Cassirer, *op. cit.*, p. 4. Le mythe désigne ici la puissance des croyances face à la complexité du monde, et non une supercherie ou le produit d'un simplisme de l'esprit humain.

¹⁸⁵ T. Mitchell, "The Limits of the State: Beyond Statist Approaches and their Critics", *American Political Science Review*, vol. 85, n°1, 1991, p. 77-96.

"L'État était conçu comme ayant une existence à part au dessus des phénomènes sociaux et culturels. Il était élevé au-delà des construits sociaux et absolutisé, entouré d'un rayonnement divin"¹⁸⁶.

Et il est quelque peu paradoxal que cette totalisation abstraite de l'État bourgeois, un temps objet de conquête par cette classe, voisine avec une ambition de rationalisation volontariste de la fonction exécutive à la grande époque de l'ingénierie bureaucratique. Ce phénomène ne s'explique pas simplement à la lumière du capitalisme industriel en croissance car la Norvège et la Suède du milieu du 19^{ème} siècle sont encore loin d'être sur cette voie mais manifestent clairement cet esprit de grandes réformes bureaucratiques, d'utopies éducatives antérieures à l'État social¹⁸⁷. Toutefois, la stratégie défensive du pouvoir établi consiste à se camoufler derrière une image de l'harmonie, garantie par un principe ultrasocial et unitaire. Ce dernier ne s'accorde guère avec les expressions fragmentaires du politique, à l'image des partis, qui cultivent le conflit idéologique ou de classe. Certes l'État se transforme rapidement, à cette époque, et les conceptions du pouvoir évoluent rapidement, surtout du point de vue du rapport à l'économie. La vision du laisser-faire et de l'État "veilleur de nuit" comme doctrine hégémonique de ce moment ne tient plus depuis longtemps, et il n'est même pas certain qu'il s'agisse d'une caractérisation satisfaisante de la pensée des premiers libéraux, celle d'Adam Smith en particulier. De même, cette évolution du pouvoir central est-elle aussi une réponse aux différentes contestations, signalant constamment l'horizon de nouvelles formes possibles de régime, qui s'exprime ainsi dans la construction laborieuse d'un État de droit social. L'exemple le plus clair de cette transition se trouve probablement dans ce que l'on a pu qualifier de "socialisme d'État" (*Staatssozialisme*) avant l'heure, c'est à dire les incursions de certains régimes semi-autoritaires sur le terrain du réformisme social, en parallèle de l'interventionnisme économique croissant. Ces formes d'action s'inscrivaient dans une tradition "paternaliste" juriste allemand dont Lorenz Von Stein, à l'origine du concept de *Sozialstaat* (vers 1850), était un grand représentant ; pour Von Stein, l'État a le devoir d'intervenir pour réguler les conflits entre capital et travail¹⁸⁸. Mais le terme de *sozialstaat* est polysémique : pour Habermas, il s'agit de la transformation de l'État constitutionnel libéral - caractérisé par la négativité des droits fondamentaux comme garantie du statut et de la sphère privée - vers

¹⁸⁶ P. Nyström, *op. cit.*, p. 7. "Staten tänktes leva ett egenliv ovan de sociala och kulturella fenomenen. Den lyftes upp ovan övriga sociala bildningar och absolutifierades, kringstrålades av ett gudomligt sken".

¹⁸⁷ Sur les grands projets de rationalisation et de planification, voir l'excellent ouvrage de James C. Scott, *Seeing like a state. How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998. En Norvégien, Rune Slagstad a publié une somme très discutée qui étudie les tournants modernisateur, puis libéral-nationaliste et, enfin, collectiviste-social-démocrate de l'État norvégien, en insistant sur le rôle des idéologues (R. Slagstad, *De nasjonale strateger*, Oslo, Pax, 1998).

une reconnaissance des organisations de la société, des différentes modalités de participation politique et d'un développement du droit social¹⁸⁹ ; quelle que soit la définition que l'on privilégie, on est bien loin de certaines conceptions marxistes de l'État-policier bourgeois.

2.1.2 *Le socialisme face aux institutions*

. La réflexion sur la rencontre du socialisme avec l'État, largement réservée aux initiés, dans les cénacles de théoriciens du socialisme et du marxisme, s'est souvent limitée à la tension idéologique radicale entre les deux pôles. Le risque de cette exégèse captive est de se complaire dans un déroulement infini des contradictions théoriques au sein d'un corpus de discours considéré rétrospectivement comme une idéologie unitaire¹⁹⁰. C'est ici la tâche de la sociologie historique que de montrer aussi l'importance de ce moment pour la définition non seulement des systèmes de partis modernes, mais aussi de la relation parti-État et de la nature de l'État lui-même (régime, mais aussi formes institutionnelles). Cela nécessite de considérer aussi le socialisme dans sa dimension d'organisation. Un raccourci simpliste consiste à s'arrêter au propos d'un Jules Guesde selon lequel les partis socialistes sont colonisés et cooptés par le pouvoir d'État¹⁹¹. D'autres observateurs sont parvenus à la même conclusion, tel Alfred Döblin, dans *Berlin Alexanderplatz* (1929) :

"Les socialistes ne conquièrent pas le pouvoir politique de l'État, c'est l'État qui conquiert les socialistes"¹⁹².

Or il faut admettre que cette question dépasse largement le socialisme en tant qu'idéologie et son rapport au capitalisme ; elle a en effet une dimension institutionnelle et organisationnelle forte mais qui a souvent été éclipsée par l'éternel débat sur les contradictions internes des idéologies marxistes/socialistes (réforme/révolution, rejet du capitalisme et participation aux élections). La conception (néo)marxiste de l'État comme ordre de conservation d'un pouvoir socio-économique particulier suggère pourtant une conquête

¹⁸⁸ Cité dans F-X Merrien, *L'État-providence*, Paris, PUF (Que sais-je), 1997.

¹⁸⁹ J. Habermas, *L'espace public*, Tr. fr., Paris, Payot, 1978, p. 231-245.

¹⁹⁰ C'est pourquoi nous éviterons cet écueil qui consisterait à présenter une énième discussion des thèses marxistes et néo-marxistes quant aux contradictions de l'État et du socialisme modernes. Pour une synthèse, voir H. Lefebvre, *De l'État, vol. 2 : Théorie marxiste de l'État de Hegel à Mao*, Paris, UGE, 1976.

¹⁹¹ Cité dans I. A. Roset, *Det norske Arbeiderparti og Hornsruds regeringsdannelse i 1928*, Oslo, Universitetsforlaget, 1962, p. 25.

¹⁹² Cité dans T. Hjøllum, *Massbevegelse og stat : det norske sosialdemokratiets utvikling 1930-1940*, Bergen, ISP, 1990, p. 95.

possible, au moins partielle, de l'appareil politique¹⁹³, mais l'intérêt d'une telle stratégie est subordonné au changement conjoint des rapports de force économiques. Cependant, tout se passe comme si la recherche s'était ici complue dans l'illusion de l'absence de médiation organisée entre un programme socialiste (lui-même généralement dérivé du marxisme) et un État-instrument pour le réaliser. En d'autres termes, l'idéologie était considérée comme l'acteur principal, l'unique solution, dans l'oubli flagrant du parti qui la soutient et de ses potentialités organisationnelles et sociologiques particulières. Or, dans les cataclysmes qui se produisent à partir de la fin du siècle dernier, il y a bien plus que des clivages antagonistes, sociaux ou idéologiques, en jeu : on peut appeler cela un cataclysme institutionnel qui est loin d'avoir été ou de pouvoir être mis en acte dans l'ordre constitutionnel, de la même manière que le développement du rôle des premiers parlements à une autre époque n'avait été que partiellement inscrit dans les textes. Une raison principale à cela se trouve dans la coexistence et la co-gouvernance (alternance, coalitions) de groupes politiques de plus en plus divers au sein du système de l'État en profond changement. Cette conciliation d'éléments divers, souvent opposés, est un problème en soi et pour une science politique qui ne s'intéresse pas seulement aux schémas causatifs mais aussi aux "configurations" du pouvoir. Ce type de tension historique, Jürgen Habermas l'illustre à travers l'exemple de l'émergence des parlements :

"Or, dès l'origine, le parlement reposait sur une contradiction puisque c'était une institution essentiellement dirigée contre le pouvoir politique, mais établie elle-même en tant que 'pouvoir' "¹⁹⁴.

A ce titre, le parti de masses fournit bien sûr un meilleur parallèle que le parti de cadres pour comprendre l'émergence de ces principes contradictoires et leur intégration dans l'État. Dans leur phase de développement initiale, les partis politiques ne s'organisent pas dans un vide institutionnel, comme nous l'avons suggéré dans le premier chapitre. Ils se positionnent en rapport à un ordre existant, quand bien même ils portent une volonté de le transformer. Ils élaborent également des idéologies nouvelles et conflictuelles quant à la bonne manière d'organiser le pouvoir politique. Si on peut repérer, dans l'optique d'une cartographie conceptuelle à la Rokkan, un certain nombre de clivages qui peuvent ou non se matérialiser en organisations politiques spécifiques (Église-État, centre-périphérie, rural-industriel, patrons-

¹⁹³ R. Karlbom, cité dans B. Stråth, "Socialdemokratisk ideologi mellan utopi och verklighet", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 34-35, 1986, p. 50.

¹⁹⁴ J. Habermas, *op. cit.*, p. 242.

employés)¹⁹⁵, on peut aussi s'en tenir à la division bipolaire plus rudimentaire entre partis d'origine parlementaire et partis d'intégration sociale¹⁹⁶. Cette classification recoupe à peu près la distinction classique entre partis de cadres et de masses¹⁹⁷. Cette distinction est bien évidemment moins heuristique du point de vue d'une typologie exhaustive des "familles de partis", mais elle ne vise pas non plus le même objectif. En effet, elle cherche d'abord à indiquer la virtualité d'un changement de régime institutionnel et politique, qu'on a trop souvent limitée à la dialectique entre capitalisme et socialisme, dans l'ordre de l'idéologie. De ce point de vue, on peut mieux appréhender les différences entre les partis issus du socialisme, différences qui tiennent certes à des trajectoires idéologiques, à des types de mobilisation sociale mais aussi à des modes d'intégration politique. Il faut ainsi comprendre l'influence dominante, précoce et hybridante du parlementarisme libéral en Grande-Bretagne et, plus tardivement, du parlementarisme impérial puis républicain en France¹⁹⁸, qui tendent à être les pôles d'attraction de toutes les formations politiques. Cette différenciation est très importante dans le contexte scandinave où les partis sociaux-démocrates, en tant qu'expression politique du mouvement ouvrier, revendiquent historiquement leur appartenance à la grande tradition des "*folkrörelse*"¹⁹⁹ (mouvements populaires) du 19^{ème} siècle, dont un des traits idéalisés serait une sorte d'indépendance théâtralisée vis-à-vis de l'État, du moins tel qu'il était alors. En ce sens, leur mode d'organisation initial est avant tout externe, c'est à dire largement innovateur vis-à-vis des institutions politiques existantes²⁰⁰. A la complexité du rapport idéologique socialisme/État s'ajoute donc une dimension organisationnelle de première importance. Or, il n'y a pas toujours de cohérence implicite entre ces deux dimensions et la sympathie vis-à-vis de certaines réformes sociales initiées par les classes dominantes n'équivaut pas nécessairement à une reconnaissance de l'architecture institutionnelle qui les produit, en l'occurrence les monarchies ou empires mâtinés de constitutionnalisme.

La distinction que nous évoquons au sujet des cas britannique et français se conçoit mieux dans la mesure où l'hostilité vis-à-vis de la forme d'État et de gouvernement y est nettement

¹⁹⁵ S. M. Lipset, S. Rokkan, "Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction", dans S. M. Lipset, S. Rokkan (Ed.), *Party Systems and Voter Alignments*, New York, The Free Press, 1967. p. 14, 47.

¹⁹⁶ S. Neumann, *op. cit.*, 1956.

¹⁹⁷ M. Duverger, *op. cit.*, 1976, p. 119 et suivantes.

¹⁹⁸ La France a ainsi des républicains socialistes.

¹⁹⁹ La terminologie est ici suédoise mais on trouve des équivalents dans les autres pays scandinaves. Si l'objet n'est pas toujours très bien circonscrit d'un point de vue historique, la composition du substantif est sans ambiguïté : "*folk*" (peuple) et "*rörelse*" (mouvement). Le sens est à rapprocher de celui de "mouvement social ou populaire", d'autant plus que les deux termes ont en commun d'avoir suggéré une sorte de mythologie spontanéiste de la société en mouvement, dont la force symbolique est encore prégnante dans l'ordre démocratique contemporain.

²⁰⁰ L'exception principale étant la participation au suffrage, dans la limite des capacités de ces organisations naissantes ainsi que des conditions légales.

moins unifiée, bien qu'elle puisse être localement très véhémente. A la fin du 19^{ème} siècle, la légitimité de la monarchie parlementaire ou de la République y est déjà largement reconnue et, si contestation il y a, elle viendrait plutôt de la droite radicale que de la gauche, du moins en France. Il fait alors sens de parler d'une expérience germano-scandinave qui n'a pas seulement trait au caractère longtemps conservateur des régimes, mais aussi à la transfusion directe des idées et des modèles du socialisme allemand dans le Nord. S'il fallait encore une preuve de la spécificité relative des organisations socialistes/social-démocrates, elle peut probablement être apportée par ses opposants directs, c'est à dire les élites que ces nouveaux venus menacent directement. Une illustration se trouve ainsi dans les multiples cas de législation anti-socialiste, notamment en Allemagne et en Suède, ou bien en France avec les lois scélérates de 1893, qui visent notamment l'action syndicale. Certes, la perception de la menace procède immédiatement d'un motif idéologique explicite, l'opposition au capitalisme et à toute forme d'État qui le soutient étant inscrite dans les programmes d'obédience marxistes, et d'un rapport social, à travers la croissance des classes ouvrière/prolétaire et leur mobilisation potentielle contre l'ordre établi. Mais la crainte qu'inspirent ces organisations, cette forme radicale du parti politique, son indépendance et sa discipline collective est également manifeste. Cette méfiance vis-à-vis de l'organisation est, d'une façon plus ambiguë, présente chez les libéraux qui sont écartelés entre une défense de l'individualisme et la reconnaissance des vertus de la liberté d'association :

"Tous ceux d'entre nous qui perçoivent l'importance de l'organisation des forces ouvrières et son avancée inéluctable, ont à un moment eu envie de rejoindre le parti qui a jusqu'ici été porteur de ce mouvement puissant. Mais l'on est dissuadé par cette tyrannie du parti, ses moyens de lutte souvent condamnables et ses atteintes à la liberté"²⁰¹.

On pourrait objecter que cette description fait l'impasse sur les affinités étatiques d'une frange du socialisme, dont Ferdinand Lassalle est un des principaux représentants, ce Lassalle pour lequel l'État peut et doit devenir "l'ami des travailleurs"²⁰². Cependant, la diversité de ces courants internes n'éclipse pas l'hostilité massive à l'égard des institutions de l'État bourgeois, quand bien même les pratiques politiques diffèrent grandement de l'idéologie officielle. Aussi,

²⁰¹ E. Beckman, *Dagboksanteckningar*, 1909, cité en exergue de K. Östberg, "Liberalerna och arbetarrörelsen", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 46-47, 1990. "Det finnes väl knappast någon bland oss som inse storheten av arbetarkarornas organisation och oemständliga frammarsh, som icke haft stunder då man längtat att kunna helt sluta sig till det parti, som hittills varit bärare av denna väldiga rörelse. Men man stötes tillbaka av deras partityranni, deras ofta förkastliga stridsmedel och av deras frihetsfientliga handlingar".

²⁰² Cité dans A. Isaksson, *Per Albin, vol. 2 : Revolutionären*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 1990, p. 34.

d'un point de vue idéologique, le réformisme ou révisionnisme, symbolisé par la polémique entre Bernstein et Kautsky au tournant du siècle, provoque-t-il des tensions qui n'auront d'égal que le séisme communiste de 1917. Or, au cœur de ce conflit se trouve d'abord la relation du socialisme au gouvernement de l'État. Si les pratiques n'ont pas toujours suivi la ligne idéologique fixée par le mouvement international en la matière, l'intégration politique et l'accès aux fonctions exécutives des partis ouvriers ne vont pas pour autant de soi et constituent une question majeure de l'histoire politique contemporaine.

Cette rencontre ou cette intégration, quand elle se produit, peut être divisée en plusieurs temps. Sans raffinement, on peut faire l'hypothèse grossière qu'elle est fonction des conditions offertes par le régime politique en place (et donc des anticipations des acteurs) en même temps que des stratégies et rapports de force (idéologiques/organisationnels) internes au mouvement, en rapport avec l'internationalisme, autre grande spécificité du socialisme. Si les étapes telles que l'accès à la représentation, aux comités parlementaires, au gouvernement local, le soutien aux libéraux ou la participation d'individus à des ministères bourgeois sont fondamentales, c'est avant tout la prise en charge par les sociaux-démocrates de l'exécutif de l'État, le gouvernement, qui nous intéressera. On peut facilement montrer qu'avant cette phase, le parti n'engage pas clairement sa responsabilité "organique" et conserve principalement un caractère oppositionnel ou contestataire, quand bien même l'objectif d'exercice du pouvoir peut être inscrit au programme ou l'accès à la représentation est déjà ouvert. Si bien des changements interviennent dans l'optique d'exercer le pouvoir, il n'en reste pas moins que le parti ne développe encore qu'une culture de gouvernement limitée et fragmentée (locale et parlementaire) avant d'accéder aux responsabilités nationales (même en coalition). Quoi qu'il en soit, cette période d'intégration est une expérience tout à fait fondatrice pour la forme des régimes de partis et des doctrines de gouvernement. En effet, même si les scissions communistes, parfois majoritaires, divisent les mouvements ouvriers et défient les débuts du socialisme de gouvernement, ce dernier devient néanmoins un fait accompli (quand ce n'est pas avant 1914 pour l'Allemagne) dans presque toute l'Europe du Nord-Ouest durant l'entre-deux guerres. Toutefois, le succès de cette intégration varie notablement à travers ces pays. La France, d'où était précocement parti le débat Millerand, ou l'Angleterre n'ont historiquement pas été les terres d'élection du socialisme de gouvernement. L'Allemagne non plus, malgré la force du SPD. On peut, sur ce phénomène, porter un regard génétique sous forme de régression structurale et évaluer les différents facteurs qui sont susceptibles d'expliquer ces

variations²⁰³. On peut aussi prendre le fait pour acquis et s'interroger plus particulièrement sur les modes et les conséquences de l'installation durable de certains partis au pouvoir. Jusqu'ici, cette seconde approche a semble-t-il porté le gros de son attention sur la production différenciée des politiques publiques, négligeant assez largement les aspects plus institutionnels de l'implantation des partis dans le système de l'État moderne. Ce type d'approche pourrait laisser envisager un traitement trop tristement descriptif par rapport aux grandes ambitions des explications génétiques ou écologiques. Elle consiste pourtant à éclairer des mécanismes fondamentaux du fonctionnement d'un système de pouvoir politique, et des relations entre ses composantes organisées. C'est notre conviction que cet aspect mérite autant d'attention. Dans cette optique, les développements qui suivent s'attachent à retracer le long terme des rapports entre cette sphère plurielle des mouvements de la société, en Suède et en Norvège, et la sphère de l'État où dominent traditionnellement des conceptions monistes du politique.

2.2 Préludes à une culture d'organisation : les mouvements populaires et la question des partis

Cette dimension de la culture d'organisation²⁰⁴, ce sens de l'expérience collective ou associative, occupe une place très importante dans l'étude des sociétés nordiques. On touche ici à la préhistoire complexe des compromis fameux qui, dans les années 1930, ont forgé ce qu'on devait bientôt tenir pour des "modèles politiques", dans une Europe partagée entre fascisme et communisme : les coalitions "rouge-vertes", entre agrariens et socialistes, puis les compromis sur le marché du travail qui soulignent les équivoques d'une social-démocratie au pouvoir et en même temps profondément liée au mouvement syndical. Les affinités organisationnelles de ces modèles sont évidentes si l'on rappelle que l'ouvrage célèbre de Marquis Childs, *Sweden, the Middle Way* (1936)²⁰⁵, se présente comme une étude détaillée du mouvement coopératif en Suède, et non comme un tableau possibiliste d'une voie moyenne européenne entre socialisme et capitalisme, ainsi qu'on pourrait le penser. Cette préhistoire que nous évoquons concerne au premier plan l'avènement du parti de masses, hors des

²⁰³ C'est le sujet de l'ouvrage comparatif déjà cité de S. Bartolini (*op. cit.*).

²⁰⁴ Afin d'éviter toute ambiguïté, précisons que cette notion se réfère à la floraison d'associations et d'organisations en tout genre ainsi qu'au degré élevé d'enrôlement des citoyens dans ces collectifs. Une notion très proche de celle de "société organisée" que nous utiliserons aussi.

²⁰⁵ M. Childs, *Sweden: The Middle Way*, New Haven, Yale University Press, 1936.

enceintes parlementaires et sa relation aux traditions existantes d'organisation et d'associationnisme populaires. La place des sociaux-démocrates dans cette constellation, l'imitation ou la captation des autres formes de mouvements sociaux à cette époque, sont des questions importantes et parfois non tranchées. S'il est fondamental d'en évoquer la portée historique, nous nous limiterons néanmoins à analyser le rôle de cette période, qui s'étire grossièrement de 1850 à 1914, dans l'évolution vers la "société organisée", comme élément de la modernité politique et de sa mythologie.

2.2.1 Archéologie des mouvements populaires

Ce vocable de "société organisée" pourrait avoir une consonance très durkheimienne en rapport avec le concept de "solidarité organique". Mais elle ne suggère pas l'existence d'une société foncièrement inorganisée avant la deuxième moitié du 19^{ème} siècle. Une définition stricte de ce que recouvre la notion de *folkrörelse* est d'ailleurs assez difficile à élaborer car elle a été en quelque sorte victime de son succès. Elle a ainsi été revendiquée par et pour de nombreux mouvements sociaux au cours du 20^{ème} siècle. Devant ce problème, beaucoup d'analyses ont essayé de discriminer en établissant une définition substantielle et en recourant à des critères standardisés. Mais alors, *folkrörelse* ne se distingue plus vraiment par la spécificité d'une époque. La question est ici de savoir si l'appellation recouvre des traits propres à la Scandinavie du 19^{ème} siècle et susceptibles de constituer une tradition particulière. Selon Sven Lundkvist et dans l'ordre chronologique, les trois nébuleuses associées à cette dynamique sont le mouvement des églises libres (*frikyrkorörelse*²⁰⁶) et du réveil national (*väckelse*), le mouvement de tempérance ou prohibitionniste (*godtemplarrörelse*, *Verdandi*) ainsi que le mouvement ouvrier (*arbetarrörelse*)²⁰⁷. Ces sphères ont des frontières mal définies, ne constituent pas toujours des entités cohérentes et d'autres auteurs y ajoutent des catégories telles que les organisations coopératives, les nombreux cercles sportifs ou l'innovation des écoles populaires pour adultes (*folkhögskola*)²⁰⁸. En dépit de leur émanation "non étatique", ces organisations ne sont pas non plus facilement comparables. C'est d'ailleurs

²⁰⁶ La plupart du temps, nous ferons référence aux termes suédois, mais il faut garder à l'esprit que ce vocabulaire est très similaire en Norvège.

²⁰⁷ S. Lundkvist, *Folkrörelserna i det svenska samhället 1850-1920*, Stockholm, Sober Förlag, 1977, p. 32. Dans ces trois catégories, seul le réveil national semble avoir revêtu des formes bien spécifiques à la Scandinavie. Il s'agit principalement de l'influence du grundtvigianisme qui donne naissance aux écoles du peuple (*Folkhögskola*), utopie éducative ayant essaimé avec succès du Danemark, en Suède et en Norvège et dont le danois Nikolai Frederik Severin Grundtvig (1783-1872) est l'inspirateur.

moins leur comparaison qui nous intéresse ici que l'esquisse du milieu dans son ensemble, en ce qu'il est un terreau essentiel du parti de masse social-démocrate en Scandinavie, c'est-à-dire une tradition "populaire" protestataire durablement revendiquée comme un élément de légitimation par les origines. Au 19^{ème} siècle, la liberté d'association est encore un combat à mener. Si les conservateurs y voient un danger pour l'unité et la cohésion de l'État, les libéraux classiques sont aussi méfiants dès qu'il existe un risque pour la concurrence en matière économique²⁰⁹. Le libéralisme ne peut qu'être favorable à la liberté d'association mais il craint le spectre collectiviste des corporations qui deviennent de petits états dans l'État. En effet, le premier libéralisme a essentiellement une base individualiste et entrepreneuriale qui s'inscrit en réaction profonde aux régimes de corporations. Ces dernières étaient ainsi une cible de premier choix dans les doctrines d'Adam Smith, mais leur démantèlement ne pouvait laisser un vide total au niveau de la régulation de la main d'œuvre. Du reste, l'effacement des groupements corporatifs n'intervient pas à la même période partout en Europe, ni nécessairement sur décret comme dans le cadre de la fameuse loi Le Chapelier pendant la Révolution française. La législation suédoise ne date que de 1846 et elle annonce aussi la fin prochaine de la représentation politique par états (*ståndsriksdagen*), en 1866. Au Danemark, ce type de groupement subsistera de façon latente plus longtemps, influençant au passage les modes d'organisation syndicaux à l'ère industrielle. Pour des théoriciens plutôt conservateurs, tels que le suédois Erik Gustaf Geijer, la sainte trinité famille/corporation/État doit rester au fondement de la société et de la représentation²¹⁰. Quant au moment typiquement libéral, il est finalement de courte durée, tout particulièrement en Scandinavie, avec le développement rapide des syndicats. Selon Hilding Johansson, seul le mouvement d'abstinence en matière de consommation d'alcool (tempérance) était alors vraiment structuré et la dynamique du mouvement associatif en Suède était bien loin d'être comparable, même en proportion, à l'exemple américain²¹¹. Cette dernière remarque paraît être en discordance avec la mythologie des "mouvements populaires" si florissants, mais il faut ajouter que le régime politique suédois n'a pas grand chose à voir avec les États-Unis de cette époque. Dans la Suède

²⁰⁸ P-E. Back, *Sammanslutningarnas roll i politiken 1870-1910*, Lund, Studentlitteratur, 1967, p. 17.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 28.

²¹⁰ G. Heckscher, *Staten och organisationerna*, Stockholm, KF:s Bokförlag, 1946, p. 13 ; P-E Back, *op. cit.*, p. 29. Il faut noter que Geijer, un des promoteurs d'une mythologie nationale "germanique" à travers l'association götisciste (*Götiska förbundet*), illustre la précarité des frontières entre libéralisme et conservatisme dans les périodes de rassemblement national. En valorisant la notion de *folklighet* (et l'ancienne "démocratie paysanne" scandinave de l'ère pré-chrétienne, il contribue à la construction d'un nationalisme démocratique que Lars Trägårdh a opposé aux conceptions *völkish* du national-socialisme allemand. Voir L. Trägårdh, *The Concept of the People and the Construction of Popular Political Culture in Germany and Sweden : 1848-1933*, Berkeley, University of California, 1993.

²¹¹ H. Johansson, *Folkrörelserna och det demokratiska statsskicket i Sverige*, Lund Gleerup, 1952, p. 35.

luthérienne et monarchique, la rupture que constituent ces associations est probablement plus profonde. Les effectifs des églises libres et des ordres de tempérance (*nykterhetsrörelsen*) paraissent considérables et sont multipliés par dix entre 1880 et 1900 pour atteindre 373 000 membres dans un pays qui ne compte que trois millions d'habitants²¹².

Quoi qu'il en soit, il est certain que les mouvements populaires développent une culture de réformisme social et d'organisation tout en produisant des compétences et des répertoires d'action qui constituent un terreau fertile pour le mouvement ouvrier. Les formes locales d'organisation sont relativement similaires dans les différents mouvements : un porte-parole, un secrétaire, un comptable, ainsi que quelques prédicateurs, colporteurs ou agitateurs suivant l'identité du groupe²¹³. Il existe une tendance qui consiste à faire dériver la culture de compromis du mouvement ouvrier suédois (voire du pays dans son ensemble) de cet "âge d'or" associatif. Or, un environnement similaire ne produit pas les mêmes effets en Norvège, où la social-démocratie prendra un tournant révolutionnaire. Cette culture des mouvements populaires véhicule aussi des tendances social-conservatrices et paternalistes, en même temps qu'un égalitarisme rural et protestant, qui favorisent probablement la discipline et neutralisent les dérives trop doctrinaires. Le problème du contrôle de l'alcoolisme chez les classes populaires n'est pas traité avec la même rigueur au Danemark ou en Suède ; dans ce dernier cas, les mouvements prohibitionnistes sont intimement associés à l'influence des congrégations religieuses d'origine anglo-saxonne et contestent autant le luthéranisme que le socialisme. Cette "contre-société" est cependant tellement active auprès de la même "clientèle" que celle du mouvement ouvrier qu'il y a inévitablement des hybridations graduelles. Un ordre de tempérance de gauche est ainsi formé en 1890 (*Verdandi*), une section du parti social-démocrate de 1889 est fondée sur ces principes, et si 64 % des parlementaires suédois sont "sobres" en 1917, ce sont en majorité des sociaux-démocrates²¹⁴. Il y a donc ici une base culturelle très différente par rapport au socialisme français et, dans un moindre degré, allemand :

"Les mouvements de tempérance et des églises libres firent aussi que le mouvement ouvrier suédois ne fut jamais contraint à la ghettoïsation. Il ne se trouva jamais seul à affronter les forces économiques, sociales et

²¹² G. Therborn, "Den svenska Socialdemokratin träder fram", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 27-28, 1984, p. 18. Il faut compter avec un certain degré de recouplement et d'appartenances multiples mais ce phénomène nourrit justement la culture d'organisation.

²¹³ S. Lundkvist, *op. cit.*, p. 200.

²¹⁴ S. Eriksen, "Drunken Danes and Sober Swedes. Religious Revivalism and the Temperance Movements as Keys to Danish and Swedish Folk Cultures", dans Bo Stråth (Ed.), *Language and the Construction of Class Identities*, Gothenburg, Gothenburg University, 1991, p. 81.

politiques établies, ni ne fut isolé de communautés croyantes strictement contrôlées par une hiérarchie ecclésiastique"²¹⁵.

Avant d'être la plus politisée de ces associations populaires, le mouvement ouvrier se caractérise d'abord par sa grande capacité, son obstination à se construire sur des connexions, des solidarités organisationnelles étendues dont la plus centrale est la relation parti-syndicat. A ce propos, on peut parler de "constellation" social-démocrate, caractéristique souvent associée à ceux des mouvements ouvriers qui ont connu une intégration politique d'abord négative, à l'instar du parti social-démocrate autrichien, et qui ont dû compenser en édifiant une sphère de relations sociales autonome. Ce sujet mériterait une thèse à lui seul, surtout à l'échelle de la Scandinavie, et force est de constater qu'il n'a été que très partiellement abordé²¹⁶. En Suède, ce sont très largement des cellules syndicales qui constituent le SAP en 1889, mais une différence principale avec le cas britannique est qu'il n'existe pas encore de leadership centralisé pour ces syndicats. Par conséquent, c'est au sein du parti qu'est envisagée la question d'une instance centrale et le premier porte-parole de *Landsorganisationen i Sverige* (LO, 1898) est d'abord un homme du parti, Fredrik Sterky. La solidarité s'exprime en particulier par l'affiliation collective des syndicats au parti, qui sera plus tard suivie d'un droit de "réserve" individuelle (1908)²¹⁷. Cela est du reste assez ironique lorsque l'on sait que l'initiateur des premiers courants sociaux-démocrates en Suède, August Palm, souhaitait se démarquer de revendications de type purement syndical mais qu'il devait être marginalisé par un homme qui avait compris l'importance historique de ces machines, Hjalmar Branting. Aujourd'hui, une petite statue d'un August Palm vieillissant, le père fondateur, est érigée sur le parvis de la grande centrale syndicale LO²¹⁸, telle la figure de proue un peu grotesque d'un navire démesuré.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 20. "Nykterhets- och frikyrkorörelserna innebar för det andra att den svenska arbetarrörelsen aldrig tvingades in i något getto. Arbetarrörelsen behövde aldrig stå helt ensam mot de ekonomiska, sociala och politiska etablissemangen eller stötas ut ur de religiösa hjordar, omsorgfullt vallade av en kyrklig hierarki".

²¹⁶ Pour une analyse et un essai de typologie de ces relations en français, voir notre mémoire de D.E.A : Y. Aucante, *Stabilité et transformation des relations entre les branches politique et syndicale du mouvement ouvrier suédois : l'interdépendance du Parti social-démocrate et de LO dans une perspective comparative*, Mémoire de D.E.A (non-publié), Institut d'Études Politiques de Paris, 1998 ; également G. Olofsson, *Klass, rörelse, socialdemokrati* ; Pour une comparaison européenne plus approfondie, voir B. Ebbinghaus, *Labour Unity in Union Diversity: Trade Unions and Social Cleavages in Western Europe 1890-1990*, PhD Dissertation, (Florence: European University Institute), 1993.

²¹⁷ Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti, *Organisationsfrågans historia. Utredning företagen på initiativet av 1911 års partikongress*, Stockholm, AB tryckeri, 1913, p. 7.

²¹⁸ A. Isaksson, *op. cit.*, p. 41-42.

En Norvège, le mouvement religieux des prêtres itinérants haugianistes est parfois considéré comme le premier à s'affirmer comme groupe politique, à la fin du 18^{ème} siècle. La thèse est ici que les valeurs d'un christianisme ancien idéalisé par ces prêtres itinérants seraient proches d'une forme communiste d'organisation de la cité. L'historien Halvdan Koht établit ainsi une filiation entre le Haugianisme et la lutte pour la démocratie. Selon Tore Pryser, cette généalogie est trop unilatérale dans la mesure où l'on peut aussi y voir la marque du piétisme et d'un important conservatisme social²¹⁹. Si la culture des mouvements populaires est largement commune aux deux pays, elle a aussi ses spécificités, parfois liées au statut historique de dominion auquel est soumise la Norvège. L'émergence d'une contre-culture puissante et décentralisée, qui ancre son identité nationale sur l'invention et l'imposition d'un standard linguistique alternatif, en est le meilleur exemple²²⁰. Bien que le parti ouvrier norvégien ne soit officiellement fondé qu'en 1887, il est précédé par une mobilisation importante dans le sillage de la révolution de 1848, ce qui peut paraître étonnant dans le pays le plus agricole de la Scandinavie²²¹. Ce mouvement s'ordonne autour d'associations ouvrières (*arbeiderforening*) relativement nombreuses qui regroupent probablement entre 40 et 50 000 membres vers 1850²²². Le journaliste Marcus Thrane en est un des principaux initiateurs et revendique un élargissement de la franchise électorale. L'organisation a une base locale plutôt que professionnelle et se développe notamment par l'intermédiaire d'agitateurs et de colporteurs ainsi que d'un organe de presse. Il s'agit là d'un phénomène pré-marxiste et qui ne constitue pas encore à proprement parler un parti politique, même s'il réussit à faire élire quelques fidèles au *Storting* et dans les communes. Un début de direction collégiale apparaît en 1850 mais les pétitions restent un des modes d'action privilégiés tandis que les programmes contiennent un certain degré de libéralisme économique²²³. Mais l'expérience est de courte durée et l'échec d'une pétition en faveur du droit de vote en 1850 provoque la division du collectif entre partisans d'une voie

²¹⁹ T. Pryser, *Norsk historie 1800-1870 : frå standssamfunn mot classesamfunn*, Oslo, Det Norske Samlaget, 1985, p. 264.

²²⁰ Ce travail d'archéologie linguistique à partir des vieux "parlers" et des dialectes régionaux, visant à retrouver un norvégien épuré de ses éléments danois devait aboutir au bilinguisme assez extraordinaire qui prévaut encore aujourd'hui. En français, voir la très belle thèse pionnière d'Erica Simon (*Réveil national et culture populaire en Scandinavie: la genèse de la Højskole nordique 1844-1878*, Paris, PUF, 1960) ainsi qu'un article récent d'Emmanuelle Vignaux, "Nynorsk et Bokmål : aux origines du bilinguisme en Norvège, *Raisons politiques*, n° 2, mai 2001, p. 175-194.

²²¹ Encore une exception à la thèse structuraliste/environnementaliste, dont la meilleure reste évidemment l'exemple russe.

²²² E. Bull, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 1 : Arbeiderklassen blir till (1850-1900)*, Oslo, Tiden Norsk Forlag, 1985, p. 23. Soit un homme sur dix de plus de vingt ans. Toutes ces associations ne sont pas affiliées au mouvement.

²²³ *Ibid.*, p. 44.

parlementaire et partisans de l'action directe. Thrane semble se distinguer par son refus de l'autorité et de la violence ainsi que par son scepticisme dans un combat à mener non contre un gouvernement, mais contre deux, la Suède exerçant alors une tutelle sur sa voisine²²⁴. Les principaux leaders sont arrêtés en 1851 et Thrane est condamné à quatre ans de prison en 1854. Cette parenthèse précoce reste comme un épisode tout à fait à part en Europe du nord et nourrit probablement autant les cultures libérale et socialiste en Norvège dans le sens où toutes deux se posent comme contestataires tardives de la classe bureaucratique et de la domination suédoise. Quand au parti qui émerge officiellement à partir de 1887, il est aussi très intimement lié aux sociétés ouvrières et sa dénomination officielle ne fait volontairement référence ni au socialisme, ni à la social-démocratie. Il insiste sur la dimension travailliste, ce qui ne l'empêche pas d'être clairement influencé par le marxisme. Quoi qu'il en soit, l'identité syndicale est initialement beaucoup plus forte en Norvège et en Suède que dans les partis allemand ou danois, où les associations d'électeurs jouent un rôle majeur dans la création des partis socialistes²²⁵.

2.2.2 *La question de la politisation*

La question centrale reste celle de la relation au politique et à l'État. Un caractère commun de ces mouvements populaires, c'est qu'ils apparaissent largement dans un vide juridique et constituent ainsi un défi pour l'État lorsqu'ils ne sont pas directement liés à la sphère corporative qu'il contrôle. En Suède, la loi sur les associations économiques est édictée, en 1895, essentiellement comme un complément de la loi sur les sociétés par action. Pour les autres types d'association, c'est pendant longtemps la jurisprudence qui a prédominé²²⁶. Pär-Erik Back considère qu'il ne faut pas exagérer le caractère prétendument apolitique de ces mouvements sociaux, dans la mesure où un certain nombre d'entre eux ont pour but d'influencer la législation et l'activité de l'État et sont parfois pénétrés par des leaders installés dans la société bourgeoise. Cela vaut surtout dans le cas des coopératives qu'il examine et qui ont intérêt à développer des relais dans les instances de décision²²⁷. Dans cette nébuleuse associative, les partis constitués à l'extérieur du parlement font figure d'exception. On voit d'ailleurs plus clairement que les partis de cadres ont peu de chances de tomber

²²⁴ *Ibid.*, p. 207.

²²⁵ B. Stråth, *art. cit.*, p. 49.

²²⁶ G. Heckscher, *op. cit.*, p. 97.

²²⁷ P-E Back, *op. cit.*

directement sous le coup de la législation sur les associations. De ce point de vue, le Parti paysan (*Lantmannapartiet*, 1867) n'est peut être pas le premier parti suédois moderne, contrairement à ce que postule Edvard Thermænius, et bien que son organisation parlementaire soit nettement plus formalisée et contraignante que toutes les formes antérieures de faction²²⁸. Selon une première conception,

"le véritable commencement du système de partis moderne et de sa propagande est lié aux mouvements populaires des années 1880-1890. Ceux-ci manquent bien sûr de relais au parlement mais sont portés en premier lieu par des forces extérieures à celui-ci"²²⁹.

Encore une fois, tout dépend en fait de la définition que l'on donne du parti politique. De façon intéressante, Thermænius prend comme critère premier le rapport à l'administration du pouvoir politique : un parti est "un groupe de personnes qui se placent sous une direction commune afin de défendre et promouvoir des buts partagés et ambitieux dans la vie de l'État"²³⁰. En même temps, l'auteur semble reconnaître la spécificité et l'importance du parti de masses. Le rapport à l'État est effectivement le fond du problème dans la mesure où 1) les organisations parlementaires ont une conception restrictive du parti comme organisation et du gouvernement de parti et 2) les socialistes ou sociaux-démocrates ont une conception exponentielle du parti et contestent l'État existant. Paradoxalement, Thermænius en vient même à souligner les ambiguïtés de *Lantmannapartiet* au regard des conceptions même du parti qu'entretient la fraction paysanne au parlement :

"On remarque la persistance des conceptions typiques de l'ancien état paysan suédois, son jugement des partis comme un phénomène inacceptable, sa forte affirmation d'indépendance, son souci tout particulier des intérêts régionaux et des petites ambitions des représentants"²³¹.

²²⁸ E. Thermænius, *Sveriges politiska partier*, Stockholm, Hugo Gebers, 1933, p. 16. Cet auteur est le pionnier scandinave en matière d'étude des partis politiques.

²²⁹ E. Håstad, *Det moderna partiväsendets organisation*, Stockholm, Bonnier, 1945 ; cité dans P-E Back, *op. cit.*, p. 22. "Den egentliga upptakten till det moderna partiväsendet och dess propaganda stod i samband med 1880- och 1890-talets folkliga rörelser. Dessa saknade visserligen icke anknytning till riksdagen men framdrevos i första hand av krafter utanför denna".

²³⁰ E. Thermænius, *Lantmannapartiet : dess uppkomst, organisation och tidigare utveckling*, Uppsala, Almqvist & Wiksell, 1928, p. 332. "en grupp av personer, vilka ställa sig under gemensam ledning för att förfäktas och främja gemensamt omfattande mål i statslivet". L'auteur se réfère explicitement aux *Allgemeine staatslehre* de Georg Jellinek (1905) dans lesquelles un parti est censé avancer un programme général pour la construction de l'État (*Die gestaltung des staates*), cité dans *ibid.*, p. 334.

D'un point de vue formel, le parti paysan ne dispose guère d'une organisation stable. On peut néanmoins concevoir qu'il représente une certaine idée de la souveraineté populaire, à l'image de la *Venstre* norvégienne (Parti libéral de gauche), quand l'union entre les deux voisins scandinaves est plus que jamais régentée par une classe urbaine et bureaucratique²³². Ainsi, *Lantmannapartiet* se trouve être l'adresse naturelle de l'écrivain norvégien Bjørstjerne Bjørnsson en 1871-72, quand celui-ci lance son appel à la solidarité "démocratique" entre les "partis populaires" (*folkpartier*) scandinaves.

La seconde perspective considère, par contraste, la confrontation des parlementaires à une opinion publique radicalisée comme l'élément moteur de la structuration du système partisan moderne. Quoi qu'il en soit il y a bien et conflit et relations entre ces deux niveaux, du moins tant que ne s'opère pas une prise du pouvoir révolutionnaire. Les années 1890 voient la naissance d'associations variées qui sont essentiellement des plates-formes d'opinion autour de grandes polémiques telles que le maintien du protectionnisme. L'Association contre les barrières douanières (*Föreningen mot livsmedelstullar*) et l'Association des amis du travail suédois (*Föreningen Svenska arbetets vänner*) deviennent les instances de propagande des libre-échangistes et des protectionnistes respectivement. Elles rassemblent des horizons variés, y compris parlementaires, et contribuent à structurer les clivages idéologiques au sein du *Riksdag*. C'est au même moment que la revendication du suffrage universel prend aussi une forme organisée, notamment à travers des associations de suffrage qui débouchent sur l'organisation de deux parlements du peuple (*folkriksdagarna*) en 1893 et 1896. Ces parlements manifestent à la fois la symbolique même de la séparation politique - un contre-parlement - et la volonté d'intégration par l'élargissement du suffrage. L'idée d'une assemblée extraparlamentaire est lancée par le leader social-démocrate Hjalmar Branting en 1891, sur le modèle de la Belgique où elle avait été discutée²³³ et soutenue par les libéraux. Des élections ont lieu à la fin 1892, après le recueil de 205 000 signatures et sur une base non-partisane. 123 représentants élus par 150000 personnes se rassemblent à Stockholm en mars 1893 mais sont ignorés par les autorités politiques. Dans ce contexte, les sociaux-démocrates souhaitent

²³¹ *Ibid.*, p. 338. "Å ena sidan förmärkes den gamla svenska bondeståndsåskadningen med sin grunduppfattning av partier såsom något otillåtligt, sitt starka hävdande av självständigheten och sitt alldeles särskilda hänsynstagande till ortsintressena och ledamöternas honetta ambition".

²³² Le Premier Ministre Louis de Geer en est l'incarnation suédoise des années 1870, à la tête d'un "parti du ministère" dont le sobriquet est "parti de l'intelligence" (*intelligenpartiet*), à une époque où "parti" signifie encore "courant". Il est aussi l'architecte de l'abolition du bicaméralisme réformé en 1866. Comme l'historien Ernst Sars l'a bien vu, la Norvège est écartelée entre une indépendance dont le centre de gravité politique serait la classe paysanne affranchie, ou une union Suède-Norvège dominée par les grands fonctionnaires et la bourgeoisie commerçante ; cité dans *ibid.*, p. 391.

²³³ T. Vallinder, *I kamp för demokrati : rösträttsrörelsen i Sverige 1866-1900*, Stockholm, Natur och Kultur, 1962, p. 283. Les développements qui suivent se basent essentiellement sur cette source.

étudier d'autres moyens d'action tels que la grève ou l'association armée, ce à quoi les libéraux refusent d'apporter leur caution. Ces controverses marquent la seconde élection de 1895-1896 qui ne produit qu'une pétition au roi en 1899. Le mouvement se dissout au tournant du siècle mais sert de plate-forme pour la structuration nationale des partis libéraux en 1900-1902. A cet égard, il est fondamental de voir que la forme parti moderne l'a emporté en parallèle à la revendication du suffrage et de la démocratie plutôt qu'avec la parlementarisation des régimes, souvent antérieure.

Des associations conservatrices voient aussi le jour dans les dernières décennies du siècle, essentiellement autour des thèmes de l'association avec la Norvège et de la défense nationale. C'est le cas des *Fosterländska unionsföreningar* (Ligues d'union patriotique), *Svenska nationalföreningen* (Association nationale) et *Värnpliktens vänner/Allmänna försvarsföreningen* (Amis du service militaire, puis Association publique de défense). Ces forums apparaissent comme un palliatif à l'absence d'organisation politique conservatrice au niveau national²³⁴. Dans cette nébuleuse d'associations de propagande, de forums *ad hoc*, il y a interaction avec des groupes politiques plus ou moins constitués au niveau parlementaire. Les sociaux-démocrates ne disposent que de quelques appuis libéraux mais ils ont deux ressources principales : le socialisme en tant que phénomène idéologique et organisationnel à l'échelon international, d'une part, et le potentiel de mobilisation nationale par l'intermédiaire des syndicats, d'autre part.

2.2.3 Libéralisme et social-démocratie : Suède-Norvège

Un facteur évident de la différenciation du système de partis norvégien est la situation d'association de la Norvège avec la Suède, entre 1814 et 1905, ainsi que la dynamique de l'indépendance, qui confèrent une force toute particulière à un mouvement "libéral-national" très hybride (*Venstre*), devançant ainsi l'implantation du socialisme. Cependant, si du point de vue de l'organisation et de la sociologie, *Venstre* (gauche) détone dans la famille libérale, ses conceptions politiques - au-delà de l'ambition nationaliste d'indépendance - ne sont guère originales. Du point de vue des conservateurs norvégiens (*Høyre*), *Venstre* est supposée défendre le parlementarisme, mais il y a matière à être prudent vis-à-vis de cette caractérisation :

"L'opposition, qui du reste embrassait des convictions assez variées, ne revendiquait pas un ordre constitutionnel qui obligerait le roi à choisir ses conseillers au sein de la majorité parlementaire. Ses options étaient bien moins théoriques et systématiques, bien moins téméraires"²³⁵.

La doctrine de l'équilibre des pouvoirs et le dualisme alors favorisés par les conservateurs ont peu de crédit et la collaboration entre parlement et gouvernement n'est pas considérée comme une relation entre deux entités relativement autonomes au sein de l'État, entre une "pratique parlementaire" et une "pratique du cabinet" : le gouvernement devient plutôt un organe flexible pour exprimer la volonté du *Storting*²³⁶. Néanmoins, cet épisode marque un changement considérable des pratiques et des rapports de force politiques sans que le cadre constitutionnel ne soit révisé. Il faut dire aussi que la vieille constitution de 1814 est une référence un peu particulière, dans le sens où elle symbolise la séparation d'avec le Royaume du Danemark en même temps qu'elle est rendue quelque peu incohérente de par le rattachement presque immédiat à la Suède. L'évolution des normes et des pratiques s'est donc poursuivie sans modification considérable du référent écrit.

Corollaire immédiat et fondamental de la dominance national-libérale en Norvège à partir des années 1880, au contraire de la Suède, les concurrents du mouvement ouvrier sont considérablement mieux organisés. Comme dans de nombreux autres pays européens, il existe des associations ouvrières depuis le milieu du 19^{ème} siècle, qui sont souvent dominées par des courants libéraux. Nous parlons de courants tant il faut rappeler que le libéralisme est loin d'être une force idéologique et politique unitaire. Nombre de futurs cadres socialistes ont ainsi fait leurs classes dans cette école de pensée et ses réseaux. Si l'on peut déterminer quelques traits caractéristiques de l'idéologie libérale, économique et politique, il n'en reste pas moins

²³⁴ S. Hadenius et al., *Sverige efter 1900. En modern politisk historia*, Stockholm, Bonniers, 1991, p. 114.

²³⁵ A. Kaartvedt, *Kampen mot parlamentarisme 1880-1884. Den konservative politikken under vetostriden*, Oslo, Universitetsforlaget, 1967, p. 18-19. Même si le leader Johan Sverdrup se déclarait en faveur d'un parlementarisme complet, dans les 60-70, il dut ensuite nuancer cette conception et le parlementarisme fut loin d'être introduit avec l'arrivée au pouvoir de son parti en 1884. La suite de la citation mérite d'être traduite : "Ce qu'elle [l'opposition] réclamait était la reconnaissance du *Storting* comme centre du pouvoir en toute question, et que le roi appelle à sa table des conseillers qui aient le mandat du *Storting*, qui puissent coopérer avec l'assemblée nationale ; que les ministres doivent se retirer s'ils entrent en conflit durable et profond avec l'opinion parlementaire, et que le gouvernement ne repose pas sur une petite minorité - une tendance qui semblait devenir systématique à partir des années 1870". "Opposisjonen, som for øvrig favnet over en rekke meningsnyanser, kjempet ikke for et konstitusjonelt system som påla kongen å velge sine rådgivere fra flertallet i stortinget. Opposisjonen tenkte langt mindre teoretisk og systematisk, ja langt mindre dristig. Det den krevde, var at maktens tyngdepunkt i alle spørsmål måtte ligge i stortinget, og at kongen kalte til sitt rådsbord menn som hadde stortingets tillit, og som kunne samarbeide med nasjonalforsamlingen, at statsrådene måtte gå av om de kom i uforlikelig og stadig motsetningsforhold til opinionen i stortinget, og at regjeringen ikke skulle støtte seg til en liten minoritet - en tendens som ut gjennom 1870-årene syntes å utvikle seg til system".

une propension de ce courant à être essentiellement "conjoncturel". Avec l'évolution de la société et des institutions, ce qui était libéral un temps devient souvent conservateur, d'où la forte contingence temporelle de ces dénominations²³⁷.

Une esquisse du paysage de "gauche", à la fin des années 1880, révèle trois organisations principales : *Venstre*, qui a accédé au pouvoir politique en 1884 sans satisfaire aux espoirs de suffrage universel ; une Fédération des Sociétés Ouvrières Norvégiennes (DFNA²³⁸), créée la même année avec des buts explicitement politiques ; enfin, le parti ouvrier (*Det Norske Arbeiderparti*, DNA), lancé en 1887 sur des bases syndicales principalement urbaines, d'abord très minoritaires, mais en expansion rapide. Le DFNA garde longtemps la forme d'un groupe de pression et ne s'établit comme parti que vers 1900, changeant ensuite son nom pour *Arbeiderdemokratene* (Démocrates travaillistes). Entre-temps, sa clientèle a drastiquement perdu son caractère ouvrier²³⁹. Ces fluctuations témoignent bien de l'hybridité, trop souvent oubliée, des organisations politiques en gestation à cette époque. *Venstre* avait aussi dépassé le caractère initial de rassemblement *ad hoc*, mais continue de jouer sur les deux tableaux du réformisme démocratique et social (villes, bastions ouvriers), d'une part, et du nationalisme (l'appel au vrai peuple norvégien et à sa langue), d'autre part. A la fin des années 1890, la concurrence avec les sociaux démocrates se traduit aussi sur le plan syndical, avec la création de deux fédérations distinctes²⁴⁰. Le DNA dispose néanmoins d'un avantage numérique et d'une affiliation directe de la plupart des syndicats au parti. De plus, *Venstre* restera hostile à la coopération avec le socialisme et à une union des forces démocratiques, même dans la revendication du suffrage universel (masculin), qui aboutit en 1898.

En Suède, par contre, le libéralisme politique n'a ni l'envergure ni le radicalisme de son équivalent norvégien. Le nationalisme favorise ici les conservatismes des classes dominantes, meilleures garanties de l'union entre les deux pays²⁴¹, qui dominent la première chambre et le

²³⁶ *Ibid.*, p. 20-21.

²³⁷ E. Thernænius, *op. cit.*, 1933, p. 15. Certes, "conservateur" n'est pas le terme strictement opposé, d'un point de vue logique. Ce serait plutôt "autoritaire", mais on ne connaît guère de partis qui aient officiellement revendiqués leur autoritarisme (sauf peut être en Amérique latine).

²³⁸ *Det Forenede Norske Arbeidersamfund* (Fédération norvégienne des sociétés de travailleurs). Nous soulignons que la plupart des traductions de dénominations partisans apparaissent pour la première fois en langue française. Nous avons souvent moins recherché l'exactitude linguistique que la résonance politique dans le registre comparatif.

²³⁹ E. Terjesen, "Arbeiderbevegelse og politikk i 1890-årene", *Arbeiderhistorie*, 1991 (annuel), p. 32.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 33. Les 1^{er} mai sont aussi le théâtre de manifestations concurrentes.

²⁴¹ Les conservateurs norvégiens sont en général favorables au maintien d'une forme d'union.

gouvernement²⁴² durant les deux dernières décennies du siècle. Il est symptomatique qu'en 1905, l'année de la dissolution de l'union, la *Venstre* norvégienne connaisse une crise d'identité profonde et une scission entre fractions progressiste et conservatrice, tandis que le parti libéral suédois est alors en pleine ascension et parvient à former son premier gouvernement. Aussi, le socialisme suédois n'a-t-il guère de concurrence dans l'organisation du mouvement ouvrier. En même temps, la coopération *lib-lab* (libéral-socialiste) s'en trouve facilitée et permet de lever progressivement l'obstacle conservateur aux réformes constitutionnelles. Selon Greg Luebbert, il semblerait que la Suède contredise la thèse selon laquelle le "lib-labisme" serait un produit des sociétés où le libéralisme a acquis une tendance hégémonique comme en Angleterre²⁴³. Néanmoins, la coopération reste limitée car les libéraux demeurent profondément divisés en une fraction "agrarienne" conservatrice et protectionniste, et une fraction progressiste, urbaine et favorable au libre commerce (*frisinnade*). Nous avons vu que cette coopération se manifeste en premier lieu à travers les deux parlements populaires. En 1895, un parti libéral essentiellement parlementaire (*Folkparti*) est constitué, qui ne rassemble pas encore tous les courants²⁴⁴. C'est sous cette étiquette que Hjalmar Branting, un des principaux leaders historiques sociaux-démocrates, entre à la deuxième chambre en 1896, dans le cadre d'un accord entre les partis.

L'histoire des partis libéraux suédois jusqu'aux années 1930 est d'une complexité trop désarmante pour qu'on s'emploie à en rendre explicites les nuances. On se contentera de noter que le nouveau parti qui émerge en 1900-1902 est la première tentative réussie de doter un groupe parlementaire d'une organisation nationale²⁴⁵, le premier "parti de cadres", en d'autres termes. Au début du siècle, les sociaux-démocrates conservent des ententes de désistement réciproque limitées avec les libéraux, essentiellement dans les districts où il existe un risque de défaite des uns ou des autres.

Ces différences principales, schématiquement restituées, entre la Norvège et la Suède se traduisent bien dans deux coalitions et configurations opposées de réforme électorale en 1906-

²⁴² La grande réforme du système des quatre états (*adel/noblesse, präster/clergé, borgare/bourgeois, bönder/paysans*) date de 1866. Un parlement bicaméral est alors instauré et un cabinet restreint remplace le conseil royal.

²⁴³ G. M. Luebbert, *Liberalism, Fascism, or Social Democracy: Social Classes and the Political Origins of Regimes in Interwar Europe*, New York, Oxford University Press, 1991, p. 123.

²⁴⁴ Plusieurs clubs restent indépendants, derrière des personnalités de la haute bourgeoisie comme Sixten Von Friesen et Carl Carlsson Bonde (Thermænius, *op. cit.*, 1933, p. 18).

²⁴⁵ Les deux niveaux portent néanmoins des noms différents : *Liberala samlingsparti* (Parti du rassemblement libéral, 1900) pour la branche parlementaire et *Frisinnade landsföreningen* (Association nationale des libéraux, 1902) au plan national. Cette coalition hétéroclite élit Sixten Von Friesen à sa tête car il dispose d'un certain crédit auprès des éléments agrariens les plus rétifs (*ibid.*, p. 53).

1908. Dans le premier cas, *Venstre* et les conservateurs soutiennent une réforme du scrutin qui est explicitement destinée à entraver les avancées socialistes. Elle abolit le système des collèges d'électeurs divisés en districts et lui substitue une procédure majoritaire directe. En 1912, les libéraux reçoivent ainsi 37 % des suffrages et conquièrent 62 % des sièges²⁴⁶. L'effet est très clairement conservateur ; il est en défaveur d'un parti dont les soutiens sont inégalement répartis et qui se voit opposer des alliances opportunistes lorsqu'il est en passe de l'emporter au second tour. En effet, après l'avancée des sociaux-démocrates lors des élections de 1912, la coopération entre les bourgeois se renforce sensiblement et quelques candidats communs sont même élus au premier tour, sur des programmes communs²⁴⁷. En Suède, par contre, libéraux et sociaux-démocrates doivent accepter un arrangement qui, tout en élargissant la franchise, introduit une proportionnelle par districts censée retarder l'avènement d'une majorité de gauche. Initiée par le gouvernement conservateur d'Arvid Lindman, la réforme préserve largement le bastion aristocratique et ploutocratique de la première chambre mais son effet non-intentionnel est d'affirmer le système des partis que les conservateurs redoutent²⁴⁸. Initialement, cette réforme n'est guère satisfaisante pour les sociaux-démocrates, y compris du point de vue des élections à la chambre haute, mais elle n'hypothèque pas la coopération avec les libéraux, pour instituer le parlementarisme ; on peut même penser qu'un scrutin majoritaire aurait probablement contraint la dominance social-démocrate, en réduisant le nombre effectif de partis parlementaires et en favorisant les alternances. En bref, si l'impact des réformes électorales est un fait acquis, il faut voir que deux réformes opposées visent au même résultat en Suède et en Norvège. Leur succès est plus clair dans le dernier cas du fait de rapports de force différents entre la gauche et les autres partis. Mais l'effet ultime de tel ou tel mode de scrutin est médiatisé par les ressources coalitionnelles des partis ainsi que par leur force électorale au moment de la réforme.

Cette imbrication historique des trajectoires politiques suédoise et norvégienne est souvent oubliée par une science politique qui a tendance à traiter ces deux entités comme des cas d'États-nations bien distincts. Dans l'aire scandinave, le comparatisme un peu soucieux de l'histoire ne peut faire l'impasse sur les interdépendances successives qui ont intimement et durablement lié Finlande et Norvège à leurs puissants voisins danois, suédois et russe. Dans

²⁴⁶ G. M. Luebbert, *op. cit.*, p. 124.

²⁴⁷ B. Furre, *Norsk Historie 1905-1940*, Oslo, Det Norske Samlaget, 1970, p.104-105.

²⁴⁸ M. Isberg, *The Two Waves of Party Reform. How State Decisions Have Shaped the Organization of Swedish Legislative Parties*, Report n° 1, Party Groups in the Swedish Parliament, Stockholm University, 1992, p. 9. L'auteur note que certains sociaux-démocrates partagent la même inquiétude.

une large mesure, le libéralisme norvégien et son caractère populaire très affirmé est une anomalie nationaliste intimement liée à l'indépendance avortée des années 1807-1814 et à l'association consécutive avec le royaume de Bernadotte jusqu'en 1905, dimension qui recoupe celle d'un clivage centre-périphérie déjà exacerbé par la colonisation danoise.

2. 3 La social-démocratie et le gouvernement de parti : une approche historique

2.3.1 La question du gouvernement

On interprète classiquement les déclarations des Congrès socialistes internationaux de Paris et d'Amsterdam (1900 et 1904), condamnant le socialisme de gouvernement, comme l'expression d'une ligne ouvriériste/révolutionnaire en opposition avec une tendance parlementaire plus ouverte à un compromis de classe. Il y a toutefois, dans ces deux écoles, une vision fondamentale du parti relativement semblable, en dépit de toutes les querelles théoriques dont on a fait l'exégèse éternelle. En effet, on reconnaît que, dans tous les cas, la participation au gouvernement ou la formation d'un ministère socialiste (ou social-démocrate) est subordonnée à l'accord souverain des instances représentatives du parti. La portée négative de cette contrainte apparaît dès lors qu'un affilié qui y contreviendrait est considéré comme se mettant hors jeu de son propre gré²⁴⁹. On trouve ici la marque principale de la discipline de parti qui tranche assez radicalement avec la praxis de la plupart des autres groupes politiques de l'époque. Ces derniers donnent généralement une grande latitude en vue de la formation de cabinets sans étiquette, de coalition, de fonctionnaires ou d'expédition des affaires courantes (*vågmästare*), ainsi qu'aux prérogatives individuelles de leurs cadres.

Sans vouloir sous-estimer le rôle des idéologies, il faut reconnaître que la production socialiste "théorique" et son exégèse se sont souvent complues dans une conception fantasmée du rapport du parti à la classe ouvrière. Marx se limite ainsi à une identification substantielle des deux termes : le parti est la classe elle-même, organisée en parti²⁵⁰. Ce postulat fait généralement l'économie des opérateurs, des médiations et conduit à une abstraction similaire à celle dont est victime la théorie unanimiste de la démocratie et de la représentation, en

²⁴⁹ SAP, *Förhandlingarna vid Sverges socialdemokratiska arbetarepartis åttonde ordinarie kongress (Congrès de 1911)*, Stockholm, Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek p. 34.

²⁵⁰ A. Bergounioux, B. Manin, *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979, p. 48.

suyvant Jean-Jacques Rousseau : la démocratie est l'expression de la volonté générale du peuple, laquelle est ou devrait être indivisible :

"Tant que plusieurs hommes réunis se considèrent comme un seul corps, ils n'ont qu'une seule volonté qui se rapporte à la commune conservation et au bien-être général. Alors tous les ressorts de l'État sont vigoureux et simples, ses maximes sont claires et lumineuses ; (...) Mais quand le noeud social commence à se relâcher et l'État à s'affaiblir, quand les intérêts particuliers commencent à se faire sentir et les petites sociétés à influencer sur la grande, l'intérêt commun s'altère et trouve des opposants : l'unanimité ne règne plus dans les voix ; la volonté générale n'est plus la volonté de tous"²⁵¹.

Bergounioux et Manin soulignent que le socialisme a pu être l'ennemi de la démocratie et de l'État bourgeois mais qu'une fraction s'est ralliée à la démocratie parlementaire en tant que moyen. Selon ces auteurs, la filiation ne s'éclaire que si l'on comprend la modification centrale que les partis ouvriers, par leur seule existence, ont imprimée aux formes de démocratie en gestation²⁵². La modification en question doit être ici entendue comme le rôle du parti organisé dans la démocratie mais aussi dans la politique de l'État. Ce n'est pas la conséquence du seul avènement du suffrage universel, qui n'est d'ailleurs pas une revendication privative des sociaux-démocrates. Dans la littérature sur le socialisme et la social-démocratie, on a accordé une place dominante à la dialectique romantique révolution/réforme²⁵³ et à ses transmutations (Kautsky contre Bernstein, Lénine contre Kautsky, etc.), la polarité "social-démocrate" évoluant au passage de la représentation du radicalisme dans la première internationale à celle du réformisme, voire du révisionnisme. A première vue, la Suède et la Norvège semblent fournir une bonne illustration des problèmes liés à cette dualité : alors que le carrefour de 1917-1920 marque l'avènement des premiers gouvernements impliquant des sociaux-démocrates en Suède, dans le cadre de l'enracinement du parlementarisme et du suffrage universel, le radicalisme syndicaliste l'emporte au sein du parti norvégien qui adhère même un temps à l'Internationale communiste (*Komintern*). Dans un cas, l'élément le plus révolutionnaire (les Jeunes socialistes) avait été largement neutralisé, dans l'autre il prenait le contrôle d'un parti qui devait se scinder en trois au cours des années 1920, avant de se réunifier partiellement. En Suède, le vieux leader historique, pionnier infatigable du

²⁵¹ J.-J. Rousseau, *Du contrat social et autres oeuvres politiques*, Paris, Garnier Frères, 1975, p. 307-308.

²⁵² A. Bergounioux, B. Manin, *op. cit.*, p. 49.

²⁵³ Voir sur ce débat, H. Tingstén ; L. Lewin, *planhusällningsdebatten*, Stockholm, Almqvist & Wicksell, 1967 ; S. Hentilä, *Den svenska arbetarklassen och reformismens genombrott inom SAP före 1914. Arbetarklassens ställning, strategi och ideologi*, Helsingfors, Suomen historiallinen seura, 1979 ; B. Simonson, *Socialdemokratin och maktövertagandet. SAP:s politiska strategi 1889-1911*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Göteborgs Universitet, n° 28, 1985 ; voir aussi B. Stråth, *art. cit.*

parlementarisme, Hjalmar Branting gardait la haute main sur un système qu'il avait largement contribué à établir autour de son charisme historique²⁵⁴. En Norvège, par contre il n'y a pas de chef de cette envergure ce qui rend probablement plus confus et incertain le résultat de l'épreuve de force entre les différentes tendances ; néanmoins, la figure dominante qui se dégage est sans doute celle de Martin Tranmæl, qui représente la jeune garde acquise au syndicalisme. L'histoire du socialisme norvégien entre 1919 et 1927 se lit avant tout comme un jeu d'équilibre et de ruptures entre plusieurs coalitions en désaccord important sur les principes d'organisation et sur le positionnement du parti dans son environnement institutionnel. A cet égard, l'idée de "coalition dominante" avancée par Angelo Panebianco semble relativement opératoire pour envisager cette comparaison, à condition de refuser une conception trop mathématique des rapports de force et des ressources disponibles à partager. Les perdants ont en effet toujours la possibilité de la scission (*exit*) et ne semblent pas nécessairement se préoccuper de la solvabilité de leur dissidence.

Malgré ces trajectoires à première vue prototypiques du clivage réforme-révolution, on aboutit pourtant à une convergence de destinées assez remarquable dans les années 1930 dans les deux pays. Avec l'appoint des agrariens, les partis sociaux-démocrates se stabilisent au pouvoir sur une base majoritaire. La "prise en charge" de l'État et des responsabilités exécutives est cependant nettement plus brutale et dramatique en Norvège, où le parti dispose essentiellement d'une expérience parlementaire et communale antérieure, en dehors d'un cabinet presque mort-né (1928). On peut déceler dans cette évolution, le poids des facteurs idéologiques ; certes, Branting avait des sympathies claires pour Bernstein, qu'il connaissait d'ailleurs personnellement. Mais cela nous ramène surtout vers la problématique de l'intégration et à ses contradictions :

"L'idée s'était imposée que l'État était le rempart le plus solide à la promotion des revendications de la classe ouvrière, mais aussi le seul instrument puissant pour transformer les formes sociales. De cette idée partit la conviction que la classe ouvrière devrait se lancer à l'assaut du pouvoir exécutif et adapter son organisation en conséquence"²⁵⁵.

²⁵⁴ L'opposition de 1911-1917 se positionne volontiers contre ce qui est caractérisé comme le "système Branting", attestant le conflit idéologique entre générations que Roberto Michels décrit comme inévitable. Du reste, la référence directe à Michels est explicite chez les Jeunes socialistes qui sont exclus du SAP. Voir M. Johansson, "Den svenska socialdemokratin, Roberto Michels och partisprängningen 1917", p. 178-198 dans U. Drugge, M. Johansson (Ed.), *Historisk sociologi*, Lund, Studentlitteratur, 1997.

²⁵⁵ B. Stråth, *art. cit.*, p. 50. " insikten växte om att staten var det mäktigaste hindret för främjandet av arbetarklassens villkor, men å andra sidan det enda slagkraftiga verktyget för samhällsformernas omgestaltning. Ur den insikten växte småningom övertygelsen fram att arbetarklassen måste svinga sig upp till den härskande makten i staten och därefter anpassa sin organisation".

On a souvent présenté cette transformation profonde sous l'angle de la tension entre le socialisme et l'ordre capitaliste. Cela consiste à accepter implicitement la théorie marxiste de l'État bourgeois (acquis au capitalisme) en méconnaissant la grande complexité de ce magma institutionnel et le problème historique que constitue la rencontre entre l'État moderne et les partis (socialistes). Dans ce processus d'intégration, les partis doivent mobiliser leur base, lui fournir des buts et des justifications, bref mettre en scène et en contexte leur *aggiornamento*. Ces pratiques-là prennent place en marge des "grandes idéologies" à tendance fixiste qui retiennent habituellement l'attention. En Allemagne, par exemple, le nombre et l'influence des intellectuels qui gravitent autour du mouvement ouvrier expliquent sans doute l'importance de la production théorique sur les rapports entre le parti et l'État, d'autant plus que la tradition juridique et philosophique a classiquement mis le problème de la doctrine de l'État au centre de ses préoccupations. Mais il faut reconnaître que cette production est en grande partie assez éloignée des débats qui animent le mouvement ouvrier, dans ses conditions basement empiriques. Dans le cas scandinave, il existe bien peu de textes théoriques très ambitieux sur cette question des rapports parti-gouvernement-État, ce qui ne signifie pas une absence de réflexion plus ordinaire et moins doctrinaire. La faiblesse des tendances doctrinaires n'est pas forcément déplorable pour la recherche, dans la mesure où elle contraint d'une part à explorer en deçà de l'univers théorique et conceptuel habituel, des grandes références du socialisme plus ou moins adaptées aux cas nationaux²⁵⁶, et dans lesquelles une certaine exégèse savante a tant aimé se perdre. D'autre part, cela engage surtout à s'interroger sur les conditions réelles d'installation des partis socialistes au pouvoir, et sur la manière dont cette rencontre est aussi productrice, dans ses contingences, de contradictions et de résolutions.

En Suède, la question du gouvernement se pose dans le contexte nouveau du parlementarisme et dans le dépassement de l'alliance fragile entre libéraux et sociaux-démocrates. En Norvège, le statut de la constitution de 1814 étant un mythe national, il n'y a guère eu d'évolution écrite tandis que la coopération avec les libéraux n'a pas non plus été d'actualité. Le parti social-démocrate, puis les différentes branches qui coexistent entre 1919 et 1927 ne gouvernent pas, sauf peut-être à l'échelon local, mais sont toujours représentés. Pourtant, dans les deux cas, l'évolution de la démocratie parlementaire est avant tout une affaire de pratiques qui dépassent le texte constitutionnel et sont liées au jeu des partis, aux

²⁵⁶ Par chance, le terrain scandinave est riche de matériaux de ce type à tel point que tout semble consigné sous forme de protocoles, de minutes des diverses organisations.

évolutions des rapports minorité-majorité. Certes, les régimes se sont lentement démocratisés entre 1880 et 1920, du point de vue du suffrage, mais la traduction au niveau des élites dirigeantes n'est pas toujours aussi nette et directe. Le meilleur symbole de cette évolution gradualiste du vieil *ämbetsmannastat*²⁵⁷ réside dans le pouvoir des monarques, bien qu'affaibli après 1914-1918. Mais il cache l'étendue d'une bureaucratie qui n'a pas tant changé, y compris dans ses modes de recrutement, et cet appareil contraindrait à des voisinages parfois "peu commodes" dans le contexte d'un gouvernement social-démocrate.

On sait quelle est la thèse de Roberto Michels, qui ressemble finalement à celle de Guesde précédemment citée :

"Le parti ouvrier, créé pour déranger l'ordre centralisé de l'État, en vient par son évolution vers une importante bureaucratisation à se construire sur les mêmes bases que l'État : autorité et discipline"²⁵⁸.

Cette perspective néglige la dimension profondément conflictuelle d'une transformation qui implique plusieurs niveaux du parti : exécutifs permanents, congrès, groupe parlementaire, relais syndicaux se recourent partiellement tout en ayant des territoires et des logiques distinctes. Chez Lotta Gröning, qui envisage l'histoire du SAP d'un point de vue organisationnel entre 1900 et 1933, la centralisation apparaît comme la résultante d'une stratégie explicite et consciente des élites, qui vise à la maximisation des effectifs d'adhérents et des suffrages en même temps qu'au renforcement de la discipline²⁵⁹ : le parti est devenu une machine de guerre électorale redoutable. Ce changement n'est pas considéré comme problématique et reste appréhendé dans une optique développementaliste ou stratégique, souvent dominante dans le champ de la science politique. Tomas Jonsson a critiqué cette approche dans une thèse récente ; il fait l'hypothèse que la centralisation et la nationalisation des référentiels partisans doit avoir plusieurs dimensions et doit mettre sérieusement à l'épreuve les rapports de pouvoir au sein du parti²⁶⁰. Par exemple, dans les années 1910, c'est le groupe parlementaire du SAP qui est accusé de contrevenir aux statuts et d'accaparer le pouvoir d'initiative. Ce phénomène est du reste un problème récurrent dans la mesure où les

²⁵⁷ Littéralement, l'État de "positions" - c'est à dire des fonctions bureaucratiques -, typique du 19^{ème} siècle. Ce vocable est essentiel dans la tradition politique de l'État en Scandinavie et nous serons amenés à en reparler.

²⁵⁸ Cité d'après la traduction suédoise dont nous disposons, dans K. Östberg, *op. cit.*, 1990 (1), p. 277 ; nous n'avons pas retrouvé l'original. "arbetarepartiet, som uppstod för att störta den centraliserade statsmakten, kommer genom sin utveckling mot djup byråkratisering att bygga på samma grundvalar som staten : auktoritet och disciplin".

²⁵⁹ L. Gröning, *Vägen till makten. SAP:s organisation och dess betydelse för den politiska verksamheten 1900-1933*, Stockholm, Almqvist & Wicksell international, 1988.

²⁶⁰ T. Jonsson, *op. cit.*, p. 30.

députés peuvent se prévaloir d'une double légitimité issue du mandat électif et de leur appartenance au parti. Cependant, dans la décennie qui suit, l'accusation se déplace pour englober une grande partie de l'exécutif du parti. Ce déplacement correspond tout à fait à deux temps successifs de la relation avec l'appareil d'État, la parlementarisation rapide dans les années 1900-1910 puis les premières expériences de gouvernement minoritaire qui confrontent le SAP à la bureaucratie et aux contradictions imposées par l'idéologie et le droit de l'État. On voit ici tout l'intérêt d'une conception relationnelle de l'institutionnalisation des partis : "La question du pouvoir social-démocrate dans l'État est par conséquent indissociable de la question du pouvoir dans le parti"²⁶¹, laquelle ne se réduit pas simplement à l'application de principes démocratiques dans l'organisation. L'approche de Jonsson est foncièrement originale dans le sens où il s'appuie sur un des éléments essentiels de l'arsenal idéologique socialiste, le concept d'exploitation capitaliste (*utsugningsbegrepp*), pour étudier - comme à travers une lunette - la transformation des procédés de légitimation dès lors que le parti s'installe dans la sphère de l'État. En s'intéressant au trajet de ce concept apparemment isolé, l'auteur retrouve la plupart des grandes contradictions qui balisent l'intégration politique du SAP :

"Chaque étape des relations du SAP avec ces institutions influe sur l'identité fondamentale du parti et sur le rapport entre les intérêts particuliers et généraux ainsi que la façon dont ils sont définis"²⁶².

On rappelle ainsi avec force qu'il n'est pas suffisant de se référer aux grands préalables idéologiques du réformisme social-démocrate (qu'on range Lassalle, Bernstein ou même Keynes dans ce tiroir) pour comprendre comment s'opèrent les transitions nationales vers le socialisme de gouvernement. Le processus est en effet bien plus complexe, quand bien même la transition prend une apparence peu conflictuelle.

Dans la suite de ce chapitre, on se contentera d'analyser les principaux problèmes de ce procès d'intégration et de ses détours en Suède et en Norvège. La période étant étendue et extrêmement riche, il ne peut être question de poursuivre une étude systématique dans le cadre de cette introduction historique. On se contentera d'esquisser une trajectoire d'intégration politique, importante pour la compréhension des systèmes de partis modernes.

²⁶¹ *Ibid.*, p. 31. "frågan om SAP:s makt i staten är sålunda ouplösligt förenad med frågan om makten i SAP".

²⁶² *Ibid.*, p. 33 "Varje steg som SAP tar i förhållande till dessa institutioner påverkar partiets grundläggande identitet och relationen mellan partikularistiska respektive universalistiska intressen och hur de definieras".

Cette trajectoire peut être décomposée en deux ou trois temps principaux : d'une part l'intégration parlementaire, puis la question des responsabilités exécutives et enfin le rapport à l'État-nation. Ce sont surtout les deux dernières étapes qui retiendront notre attention. Il va de soi qu'on peut spécifier ou modifier le découpage, Tomas Jonsson portant ainsi son attention sur trois "rencontres" du parti, avec l'État, avec le droit et avec la nation. La perspective est cependant différente dans la mesure où l'auteur aborde un matériau discursif très riche lié aux doctrines socialistes tandis que nous nous concentrons sur les dimensions institutionnelles. Sur ce sujet, une étude plus approfondie de la rencontre entre le parti de masses et la bureaucratie de l'État reste à faire.

2.3.2 *L'intégration politique primaire*

En mettant en valeur le contraste entre partis de cadres et de masses, on conçoit bien que cela ne rend pas compte de tout le paysage politique à la fin du siècle dernier. Dans un premier temps, près d'un tiers des parlementaires suédois n'appartenaient formellement à aucun parti, au point qu'on les surnommait les "sauvages" ou "indépendants" (*vildar*)²⁶³. Lorsque les sociaux-démocrates font leur entrée à l'assemblée, le paysage est donc étonnamment bigarré. Il restera encore plus longtemps libre d'affiliation partisane claire au sein de la première chambre conservatrice. De 1897 à 1902, Hjalmar Branting est l'unique représentant de son parti au *Riksdag*, du reste élu sur un mandat libéral, dans un premier temps. C'est dire si la parlementarisation d'un parti ne s'effectue que rarement du jour au lendemain. Elle constitue, avec la participation croissante à l'échelon du gouvernement local, l'école politique des sociaux-démocrates²⁶⁴. En tant qu'elle reste limitée, l'intégration a probablement plus de conséquences pour le parti que pour les institutions elles-mêmes. Le leader libéral Karl Staaf évoque ainsi le devoir de son parti de convertir le SAP "au travail parlementaire loyal et national et de leur faire partager les responsabilités pour ce qui se fait dans l'activité de l'État"²⁶⁵. Kjell Östberg montre bien que le rôle du parti ne se limite plus à la mobilisation de la classe ouvrière, mais qu'il passe aussi par l'adaptation à ce nouveau milieu

²⁶³ M. Isberg, *op. cit.*, p. 8.

²⁶⁴ Le premier aspect ne sera guère abordé par manque d'information. Le principe partisan est aussi plus long à s'installer à ce niveau administratif. Un certain nombre de facteurs favorise également le gouvernement collégial à l'échelon local.

²⁶⁵ K. Östberg, *op. cit.*, 1990 (1), p. 258.

parlementaire, à des processus de décisions, des normes et des pratiques spécifiques²⁶⁶. On constate ainsi une spécialisation rapide des membres du groupe parlementaire ainsi qu'une influence croissante, bien que contestée, de ce dernier dans l'appareil du parti. Selon le politologue social-démocrate Ragnar Edenman,

"il est du reste naturel qu'un parti, dont la plupart des membres manquaient de formation théorique et de pratique de la représentation, essaie de compenser ce manque par une organisation stable, un leadership et une discipline"²⁶⁷.

En effet, si Hjalmar Branting est un journaliste et intellectuel, les trois députés qui le rejoignent en 1902 ne sont pas des produits de "l'aristocratie ouvrière". Ils sont initialement maçon, cordonnier et ouvrier d'usine. En 1911, le SAP fait une timide entrée à la première chambre mais il devient aussi le plus grand parti à la seconde en 1914, et au sein du parlement en 1919. Il est intéressant de noter que, à ses débuts, le groupe parlementaire social-démocrate hésite à se faire appeler "parti", du fait de sa taille, mais aussi parce que ce terme désigne d'abord l'organisation extra-parlementaire²⁶⁸. Il comprend pourtant non seulement le leader du parti, Branting, mais aussi celui de LO, Herman Lindqvist, qui en devient le premier secrétaire. La position de cette phalange parlementaire est l'objet d'intenses débats aux congrès de 1905 et 1908, les tendances anarchistes étant les plus critiques jusqu'à ce que ses leaders soient exclus. Si cet épisode consacre une première victoire des "parlementaires", la contestation des groupes radicaux (Jeunes socialistes) n'est pas éliminée pour autant. Ces conflits sont donc antérieurs au problème de la guerre et de l'armement, ainsi qu'à la révolution russe, même s'ils viendront s'ajouter au catalyseur. Les enjeux sont bien la forme d'organisation légitime dans l'État, la relation aux syndicats et les rapports de force dans le parti²⁶⁹. L'extension du suffrage puis l'échec patent de la grève générale en 1909 sont des éléments importants de l'équation stratégique, qui réduisent à nouveau l'opposition interne. Mais au congrès de 1911, la critique des représentants est encore présente. Il est par exemple reproché au parlementaire F. V. Thorsson d'avoir intégré sans l'autorisation du parti une

²⁶⁶ K. Östberg, 1995, "Att institutionalisera demokratin : socialdemokratin och kommunalpolitiken under mellankrigstiden", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 63-64, p. 9.

²⁶⁷ R. Edenman, *Socialdemokratiska Riksdagsgruppen 1903-1920. En studie i den svenska riksdagens partiväsen*, Uppsala, Almqvist & Wicksell, 1946, p. 2. "Et är för övrigt naturligt, att ett parti, av vars medlemmar många brusto i teoretisk skolning och formellt uppträdande, sökte kompensera denna brist genom fast organisation, ledning och disciplin".

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 20. Ce choix est à double tranchant car le groupe parlementaire peut aussi revendiquer une certaine autonomie dans la mesure où il s'inscrit en marge des statuts et procède de l'élection populaire. Il est connu que ce problème attise les polémiques au sein des partis socialistes au tournant du siècle.

commission qui traite des questions de défense. Au congrès suivant (1914), c'est la publicité des protocoles du groupe qui est réclamée et refusée, à un moment où les négociations avec les libéraux sur la formation d'une coalition sont en cours. Cela n'empêche pas que la coalition dominante soit obligée de justifier ses choix, de négocier et d'obtenir l'accord du congrès en vue de décisions importantes telles que la poursuite d'une coalition.

Le poids des enjeux organisationnels est encore manifeste lors du conflit interne qui mène à l'exclusion des Jeunes socialistes en 1917. L'opposition frontale au "système Branting", c'est-à-dire au leadership d'une majorité du groupe parlementaire et du directoire de LO, ainsi que la critique du manque de démocratie interne sont aussi importantes que les questions de l'armement et de la coopération avec les libéraux. Le journal *Stormklockan* et son rédacteur Zeta Höglund sont à la pointe de ce mouvement qui incite la coalition dominante à "nettoyer la maison" au 10^{ème} congrès de 1917. Dans la rhétorique contestataire, il est explicitement fait référence aux thèses de Roberto Michels sur la bureaucratisation des partis prolétariens²⁷⁰. Ces "jeunes socialistes" ne doivent pourtant pas être considérés comme des marginaux strictement relégués à la périphérie du parti : ils disposent d'une quinzaine de mandats parlementaires ainsi que de certains postes de direction (Frederik Ström, candidat malchanceux à la direction du parti en 1911, en est un temps le secrétaire). Mais la décision d'exclusion rassemble toutefois une large majorité de 136 voix contre 42²⁷¹. A la différence de la Norvège, le SAP a opéré un travail d'épuration en évitant de véritables scissions. Il se présente donc relativement uni face aux événements de 1917 et les conditions sont plus favorables à la formation d'un gouvernement de coalition avec le parti libéral.

2.3.3 La "parenthèse révolutionnaire" norvégienne 1918-1923

Dans les développements qui précèdent, la relation au libéralisme politique, au nationalisme et au mode de suffrage a été présentée comme une matrice de différenciation entre les social-démocraties norvégienne et suédoise. Il faut comprendre que ces facteurs ne sont pas exhaustifs et valent avant tout pour la compréhension institutionnelle du phénomène. En ce qui concerne la mobilisation, l'implantation locale et la sociologie du mouvement, les modalités de l'industrialisation forment les structures primaires d'explication, bien qu'il faille

²⁶⁹ T. Jonsson, *op. cit.*, p. 111.

²⁷⁰ M. Johansson, *op. cit.*, p. 192. Il est proposé de réunir un congrès chaque année, de supprimer la fonction de porte-parole au sein du parti et d'instituer des règles contre le cumul de mandats.

²⁷¹ SAP, *Protocole du 10ème congrès*, 1917, Stockholm, Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek, p. 52

nécessairement intégrer des acteurs de la mobilisation²⁷². La tentation monocausale en science politique a souvent imposé de privilégier l'une ou l'autre des dimensions, des structures/contraintes ou des acteurs en délaissant l'horizon des interactions. Or, lorsqu'on analyse l'intégration politique des partis de masses, il semble difficile de passer outre cette relation constante entre l'idéologie et les stratégies organisationnelles d'un côté, et l'environnement institutionnel de l'autre. Surtout dans la mesure où les socialistes ont pendant longtemps peu de chances d'infléchir les formes de l'État, à moins de les mettre à bas. Même une fois parvenus au sein de l'appareil exécutif de l'État, ces partis devaient d'abord avoir beaucoup plus d'adaptations à consentir dans leur organisation propre, avant de réussir à peser sur certaines structures.

(a) L'espace des théories

Les théories sur la bifurcation révolutionnaire norvégienne, dans le contexte réformiste scandinave, sont la meilleure illustration du problème des niveaux d'analyse causale d'un même phénomène, en l'occurrence la montée en puissance des éléments radicaux pendant la guerre et le rattachement temporaire du parti au *Komintern*. Ces théories sont, du reste, relativement connues dans le champ mais elles peuvent aider à baliser le cours de la recherche. Edvard Bull (l'ancien) est le premier à avoir exploré la comparaison des partis sociaux-démocrates scandinaves dans un article célèbre²⁷³. Il insiste sur le caractère spécifique et tardif (après 1905) de la croissance industrielle en Norvège, notamment lié aux chantiers hydroélectriques dispersés à travers le pays ; plus qu'ailleurs, cette croissance affecte la société paysanne traditionnelle et les structures sociales doivent supporter des transformations brutales. A cela s'ajoute le poids du "nationalisme constitutionnel" dont on a vu qu'il favorise et le parti libéral (*Venstre*) et une certaine solidarité des partis bourgeois contre le socialisme. Cette solidarité trouve pourtant ses limites dans le conflit linguistique. Mais Bull montre très justement que la référence à la constitution "libérale" de 1814, dite constitution d'*Eidsvoll*, prive largement les sociaux-démocrates d'un étendard démocratique à brandir et hypothèque un front commun avec les libéraux, ces derniers ayant la haute main sur

²⁷² Cf. S. Bartolini, *op. cit.*

²⁷³ Initialement publié en allemand en 1922 et reproduit en norvégien sous le titre "arbeiderbevegelsens stilling i de tre nordiske land 1914-1920". Nous nous référons ici à la traduction suédoise : E. Bull, "Arbetarrörelsens utveckling i de tre nordiska länderna 1914-1920", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 15-16, 1979, p. 62-80.

la revendication légitime du nationalisme et du parlementarisme²⁷⁴. Walter Galenson a renforcé la thèse de Bull en posant que le syndicalisme et son expression politique avant 1905 sont encore marqués par l'esprit des vieilles corporations, le caractère de classe ne se manifestant que plus tard²⁷⁵. En se fondant sur une étude plus spécifique des conditions dans la région du *Trøndelag*, aux avant-postes du nouveau radicalisme, Edvard Bull (le jeune) n'identifie pas les facteurs structurels signalés par son parent comme étant décisifs. La région est en effet plutôt moins industrialisée et moins affectée par la vie chère que d'autres parties du pays. Bull met en avant la place des acteurs, en particulier du journaliste Martin Tranmæl²⁷⁶ qui devient secrétaire du parti réformé en 1918 et rédacteur de l'organe *Ny Tid* (Le temps nouveau). Tranmæl avait beaucoup voyagé en Europe et aux Etats-Unis où, en 1905, il participait à la fondation de *Industrial Workers of the World* à Chicago. Cette organisation est une réponse au monolithisme bureaucratique de l'*American Federation of Labor* (AFL) et n'est pas sans relation avec une affinité localiste et anti-parlementaire qui va dominer dans le nouveau parti social-démocrate norvégien²⁷⁷ Tranmæl était déjà un des fondateurs d'une faction oppositionnelle à l'intérieur de la fédération syndicale LO dès 1911 ; le motif principal en était le refus du diktat centralisé des accords salariaux avec le patronat ainsi que la volonté de ne pas abandonner l'activité politique au seul parti. Cette opposition syndicale se renforce du soutien des jeunes socialistes pour former une masse critique et prendre la direction du parti à la faveur des disettes et de la vie chère, durant la période de la Grande Guerre. La perspective organisationnelle est ensuite développée par Ulf Torgersen qui analyse l'avantage représentatif des petites tendances périphériques au sein du congrès, particulièrement en 1915. Ces groupes font bloc contre la dominance parlementaire plus orthodoxe d'Oslo²⁷⁸. Le chercheur américain William Lafferty considère également le poids du clivage linguistique, les provinces de l'ouest étant les plus assidues dans l'obédience au nouveau norvégien (*Landsmål* puis *Nynorsk*) comme symbole de la contre-culture périphérique²⁷⁹. Ce panorama très large permet néanmoins de saisir la multiplicité des éclairages de cet "accident historique"

²⁷⁴ Bull évoque aussi les "fronts communs" qui, pour différentes raisons, sont maintenus en Suède et au Danemark pendant la guerre. La Norvège n'avait pas autant de problème maintenir une ligne internationale cohérente tandis que le parti social-démocrate, sous représenté, n'avait pas autant de responsabilité nationale que ses voisins (*ibid.*, p. 67-69).

²⁷⁵ Walter Galenson, *Labor in Norway*, Cambridge, Harvard University Press, 1949 ; d'après B. Furre, *op. cit.*, p. 121. Cette exposition montre que ce qu'on appelle la thèse Bull-Galenson n'est pas réductible à une insistance sur l'industrialisation tardive comme explication du phénomène révolutionnaire, contrairement à ce qui est généralement supposé.

²⁷⁶ Voir l'annexe biographique.

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 110, 121.

²⁷⁸ U. Torgersen, *Landsmøtet i norsk partistruktur 1884-1940*, Oslo, Universitetsforlaget, 1969.

²⁷⁹ B. Furre, *op. cit.*, p. 122.

dans le parcours de la Norvège social-démocrate, et les explications structurelles de long terme ne sont pas nécessairement les plus convaincantes : le parti apparaît ici comme un enjeu en lui-même, pour différentes coalitions opposées qui cherchent à le contrôler.

A ce tableau complexe, il faut pourtant ajouter un facteur externe décisif, à savoir la révolution bolchevique qui fournit plutôt un référentiel d'action de masse qu'un modèle de prise de pouvoir. En effet, le parti ouvrier n'abandonne pas le principe de l'élection mais la discorde règne entre les factions sur la place de la stratégie parlementaire par rapport aux actions extérieures. Le grand mouvement d'organisation de conseils ouvriers et de soldats en 1917-18, mobilisant environ 60 000 personnes, sera cependant la principale initiative en la matière²⁸⁰.

(b) Les divisions de la social-démocratie

Cette parenthèse, qui couvre une bonne partie des années 1920, jusqu'à la réunification des branches du parti en 1927, met en scène la plus intense des polémiques sur les formes légitimes d'organisation, tant du parti que du régime politique dans son ensemble. Au contraire du SAP, qui avait précocement exclu ses éléments les plus dissidents, stabilisant ainsi une coalition dominante assez largement acquise à la stratégie parlementaire autour de Branting²⁸¹, le DNA subit deux scissions liées au communisme international. La première intervient en 1921 quand, en relation avec les 21 demandes de Lénine (thèses de Moscou), la fraction modérée forme le parti social-démocrate de Norvège (*Norges Socialdemokratiska Arbeiderparti, NSA*) en marge du DNA. Pourtant, le ralliement au *Komintern* était déjà effectif depuis 1919, bien que controversé. La rupture avec l'Internationale communiste en 1923 provoque une deuxième scission, cette fois des partisans de Moscou (*Norges Kommunistiske Parti, NKP*) contre les "tranmælistes". Cela n'empêche pas que le DNA continue de revendiquer l'appellation de communiste, même une fois sorti du *Komintern*²⁸². Ces épisodes interviennent malheureusement alors que la proportionnelle a été introduite en 1919, empêchant ainsi un parti divisé de bénéficier enfin d'une plus juste représentation. La rupture de 1917 est aussi une réinterprétation du marxisme à l'aune du parti et de l'action

²⁸⁰ N. Elvander, *Skandinavisk arbetarrörelse*, Stockholm Publica, 1980, p.43.

²⁸¹ En Suède, c'est le communisme qui sera victime de fractionnisme aigu durant l'entre-deux guerres, et plusieurs groupes reviendront dans le giron social-démocrate. Ce phénomène, et ses variantes nationales, semble avoir été sous-estimé dans l'analyse des clivages. Les micro-divisions à l'intérieur même de la gauche radicale ne forment peut-être pas un clivage, au sens de Rokkan, mais leurs conséquences sur la géométrie électorale de la gauche n'en sont pas pour autant insignifiantes.

directe révolutionnaire. A cet égard, les fameuses 21 conditions édictées par Lénine pour l'admission au sein du *Komintern* révèlent les principaux dilemmes organisationnels de l'expérience norvégienne. Martin Tranmæl est peut-être le radical d'un temps, mais il est aussi fidèle à une ligne syndicaliste, "ouvriériste" dirait-on en français, que la théorie léniniste du parti d'avant-garde condamne alors sévèrement. Le DNA se présente toujours comme une organisation dont les effectifs sont en grande partie affiliés indirectement par l'intermédiaire des syndicats, en contradiction flagrante avec les principes du *Komintern*. En 1924, les rapports de force sont tels que le DNA recueille 180 000 voix (environ 18 %), le NSA, 86 000 et le NKP, 59 000. La décennie est donc largement saturée par une série de luttes et d'alliances de circonstance entre ses trois branches, et leurs ramifications syndicales, au détriment d'autres objectifs qui nécessiteraient une plus grande unité. Les congrès de LO et la distribution de l'influence au sein des syndicats sont alors aussi importants que les résultats électoraux. Toutefois, la volonté de continuer à assurer une certaine coopération politique dans l'intérêt des syndicats est présente chez les communistes et au sein du DNA au moins jusqu'en 1930²⁸³.

2.3.4 La social-démocratie et les affres du parlementarisme minoritaire 1922-1928

(a) La critique de l'oligarchie : Michels

Ainsi que nous l'évoquions plus tôt, les rares travaux qui ont abordé le socialisme de gouvernement ont souvent été influencés par les analyses critiques de Roberto Michels concernant l'organisation, c'est à dire par la thèse de la bureaucratisation. La participation croissante au système de pouvoir et de position des régimes parlementaires ne viendrait finalement que renforcer les tendances oligarchiques et caciquistes, sans véritablement altérer l'aliénation politique du plus grand nombre. La seule nouveauté serait l'émergence d'une nouvelle élite politique socialiste que Michels évoque, à la suite de Vilfredo Pareto²⁸⁴, en pensant révéler un décalage flagrant entre discours et pratiques :

²⁸² Per Maurseth, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 3 : Gjennom kriser til makt*, Oslo, Tiden Norsk Förlag, 198 *Gjennom kriser til makt (1920-1935)*, 1987, p.252.

²⁸³ *Ibid.*, p. 402.

²⁸⁴ R. Michels, *op. cit.*, éd. 1914, p. 282-283. Michels amende la thèse de la circulation des élites de Pareto en insistant sur le fait qu'il y a mélange plus que succession.

"Un socialiste français qui, notons-le en passant, a su trouver le chemin qui conduit au gouvernement, a poussé la notion marxiste de l'État jusqu'à ses extrêmes limites : il a notamment conseillé aux ouvriers d'abandonner les luttes économiques isolées et locales, les grèves partielles, pour donner à l'État un assaut d'ensemble, à l'aide de la grève générale car, disait-il, pour frapper la bourgeoisie il faut détruire l'État (Aristide Briand)"²⁸⁵.

Qu'elles dénoncent ou louent l'avènement de cette classe, ces approches ont pour principal défaut de ne pas considérer les polémiques et les dilemmes qui travaillent les partis socialistes à l'orée de la sphère exécutive puis dans l'exercice de ce pouvoir central tant convoité. En outre, les conséquences en termes d'organisation sont essentiellement réduites à la coupure entre les élites partisans (oligarchie) et le reste du parti, coupure qui, chez Michels, est de toute façon inhérente au principe d'organisation lui-même. Au niveau de l'exécutif, il n'y aurait guère de renouveau dans la mesure où cette élite socialiste serait finalement très vite amalgamée à la classe dirigeante traditionnelle. En d'autres termes, il n'y aurait pas de décalage, pas d'espace pour des doctrines de gouvernement sensiblement différentes ni pour une négociation des rapports entre parti et État. Dans cette perspective, le débat se résume alors à une opposition entre "réalistes" (Michels) et "idéalistes", ces derniers postulant que la classe ouvrière unie et tout en armes prend enfin le contrôle de l'État.

Or, s'il est assez évident que les représentants et les dirigeants socialistes ont souvent fait de longues classes à différents niveaux de l'appareil politique, ils n'en restent pas moins les principaux contestataires du régime, même une fois celui-ci passablement démocratisé. Cette contestation peut, a posteriori, sembler artificielle tant les ardeurs transformatrices ont été tempérées, mais elle est encore prise très au sérieux par le pouvoir établi et relayée par les militants du parti. Au lendemain de la guerre, tout le monde ne partage pas l'avis du Premier Ministre libéral Nils Edén selon lequel les sociaux-démocrates "sont eux aussi des Suédois, avec le même droit que d'autres groupes citoyens d'être considérés en vue de l'exercice du gouvernement national"²⁸⁶. Par ailleurs, s'il y a des tensions entre une fraction oligarchique cumulant les responsabilités et d'autres niveaux du parti, il n'y a pas non plus de coupure nette. En d'autres termes, on peut repérer les contestations et les procédés de légitimation à travers les réunions du congrès, mais aussi les stratégies mobilisées pour modifier l'image et le fonctionnement de l'organisation partisane dans ce nouveau contexte.

²⁸⁵ *Ibid.*, p. 286.

²⁸⁶ Cité dans G. Gerdner, *Det svenska regeringsproblemet 1917-1920. Från majoritetskoalition till minoritetsparlamentarism*, Uppsala, Almqvist & Wicksell, 1946, p. 210. "Äro också svenskar, de också, med

(b) Les voies de l'intégration

La première chose qu'il faut avoir à l'esprit, c'est la forte contrainte qu'exerce le mode de scrutin et le parlementarisme multipartisan sur une force politique encore mal installée dans l'entre-deux-guerres. En Suède, les compromis constitutionnels et électoraux ne permettent à aucun parti de briguer, seul, autre chose que des gouvernements de minorité dont l'empreinte est restée associée aux années 1920. Le leader social-démocrate Per Albin Hansson utilisait même l'expression "absence de gouvernement" (*regeringslöshet*)²⁸⁷ pour qualifier cette période traumatique dans l'histoire politique de son pays. Le parti social-démocrate qui forme officiellement son premier cabinet en mars 1920, et par la même occasion le premier gouvernement socialiste constitutionnel du monde moderne, dispose déjà de l'expérience de la coalition *lib-lab* qui précède. Mais dans une large mesure, le phénomène revêt aussi une dimension toute nouvelle et radicale. Paradoxalement, tout un chacun est conscient que ce cabinet Branting n'est toléré que pour un mandat très circonscrit, à savoir tenter de réformer le régime des impôts locaux (*kommunalskatt*), et qu'il n'a guère de chances de survivre à sa tâche. Pourtant, il est au centre d'un vaste débat sur la nature et les principes de l'organisation social-démocrate ainsi que sur ses rapports avec l'État, dont il faut suivre les retentissements tout au long des années 1920. Mais il est vrai que la tendance en apparence faiblement conflictuelle de la politique suédoise ne facilite pas la localisation des "tournants historiques". L'avènement de ce ministère est l'ultime et précaire solution d'une crise gouvernementale paradigmatique de l'histoire politique suédoise : principal parti dans les deux chambres, le SAP n'en reste pas moins minoritaire face à un potentiel bloc bourgeois. Mais celui-ci nécessiterait une coalition presque impensable entre forces conservatrices et libérales. Qui plus est, ces partis bourgeois sont tellement divisés, tant du point de vue organisationnel que politique²⁸⁸, qu'il leur est préférable de rester dans l'opposition, contrôlant ainsi négativement le sort du gouvernement minoritaire.

samma rätt som andra medborgargrupper att komma i fråga till landets ledning, om annars förhållandena dÄrtill föranleda".

²⁸⁷ L. Lewin, "Majoritarian and Consensus Democracy: The Swedish Experience", *Scandinavian Political Studies*, vol; 21, n° 3, 1998, p. 195-206.

²⁸⁸ Ce qu'on nomme classiquement la droite (*Högerpartiet*) est en fait constituée de deux formations qui correspondent aux groupes parlementaires des deux chambres ; le réactionnaire et aristocratique Parti national (première chambre) est dirigé par Ernst Trygger tandis que *Lantmanna- och borgarpartiet* rassemble les composantes urbaine et agrarienne plus modérées sous le leadership de l'amiral Arvid Lindman. Tardivement, ces deux tendances autrefois opposées se sont dotées d'une organisation électorale, l'association générale des

Si cette configuration sera graduellement modifiée par la croissance du SAP, la normalisation du jeu partisan et de la démocratie, le schéma fondamental a gardé une certaine pertinence jusqu'à nos jours. En cela, la fin du lib-labisme hypothèque la transition politique de l'après-guerre et il faudra attendre la coalition rouge-verte des années 1930 pour percevoir des éléments de stabilisation²⁸⁹. Quoi qu'il en soit, le Roi Gustav V tente jusqu'au bout de convaincre les libéraux de former un gouvernement minoritaire alors que ces derniers considèrent qu'une expérience social-démocrate montrerait que la constitution peut fonctionner quel que soit le parti au pouvoir²⁹⁰. Non seulement le monarque avance les mêmes arguments qu'une fraction de la droite, selon lesquels un tel gouvernement ne pourrait être considéré comme "parlementaire" puisqu'il est minoritaire, mais encore est-il fait explicitement référence à la nature monstrueuse du parti de masses, à l'influence potentiellement déstabilisatrice des instances décentralisées et du congrès sur le cabinet²⁹¹. Cette conception ne comprend la dimension partisane que dans ses rapports à la trinité du chef de l'État, du cabinet et du parlement. A cet égard, il est significatif que le roi nomme Hjalmar Branting Premier Ministre, contrairement aux préférences du SAP qui ne désignaient pas le chef du parti. Ce choix correspond à la conviction que seul le leader du parti a la stature et la compétence pour contrôler cette organisation rebelle tout en établissant un minimum de solidarité avec le ministère²⁹². Toutefois, quel que soit le programme politique du SAP, c'est le fait qu'un parti favorable à une autre forme de régime constitutionnel (république) devienne le "ministre du roi" qui pose un problème de principe²⁹³. Le chef de l'État constate aussi que les règles coutumières du parlementarisme ont perdu de leur pertinence avec la radicalisation des clivages partisans. Ainsi que le note David Swickard, les libéraux - qui ont été le fer de lance du parlementarisme - ne disposent que d'une théorie du gouvernement de cabinet : sur la base du suffrage universel et de la représentation (proportionnelle en l'occurrence), des ministres affiliés ou non à un parti politique gouvernent un organe collectif, le cabinet. Le parti politique, considéré comme une organisation volontaire d'individus, ne pourrait jamais

électeurs (*Allmänna valmansförbundet*), qui s'est lentement développée à l'échelon national. Il faudra attendre les années quarante pour qu'apparaisse une organisation plus unitaire, à l'origine de l'actuel parti de rassemblement des modérés (*Moderata Samlingsparti*). Le parti libéral (*Liberala* ou *Frisinnade partiet*) subit le même contrecoup que son homologue norvégien une fois les réformes politiques et constitutionnelles acquises. Il se scinde aussi en 1923, en grande partie sur la question de la prohibition et le premier référendum populaire à ce sujet.

²⁸⁹ Comme nous l'avons expliqué, la Norvège se démarque par l'absence de lib-labisme et l'antériorité relative de la démocratisation/parlementarisation.

²⁹⁰ G. Gerdner, *op. cit.*, p. 221.

²⁹¹ *Ibid.*, note 7.

²⁹² *Ibid.*, p. 229.

²⁹³ Le Roi justifie ainsi sa préférence pour le parti libéral (*ibid.*, p. 230).

disposer de l'autorité nécessaire pour agir dans l'intérêt commun²⁹⁴. Si le maillon faible de la doctrine libérale est la théorie du parti, c'est probablement la conception du gouvernement et de l'État, du côté social-démocrate. En effet, un problème de conciliation se pose dès lors que le parti et ses dirigeants se trouvent en position d'administrer directement les affaires publiques et de prendre en charge les intérêts de la collectivité. Et contrairement au gouvernement de coalition Edén-Branting (1917-1920), le motif supérieur de finaliser une réforme constitutionnelle n'est plus là pour faciliter un consensus. Cette nouvelle expérience est intensément discutée lors des congrès de 1924 et 1928. Lors du premier congrès, la critique se porte sur le fait que les gouvernements sociaux-démocrates ont pu agir indépendamment des différentes instances du parti ainsi que sur la tendance accentuée d'une fraction dirigeante au cumul des mandats. Selon Tomas Jonsson, le cœur du problème consiste à déterminer qui dispose du pouvoir légitime, des ministres, des députés ou des représentants directs du parti²⁹⁵. Les prérogatives dont le cabinet dispose en termes de nomination des fonctionnaires sont particulièrement visées et la défense des intéressés se fonde sur la nécessité de se conformer aux lois existantes. C'est là une reconnaissance de la primauté de la généralité de l'État sur le parti, mais cela ne justifie pas pour autant qu'une petite coalition occupe les postes-clés et contrôle le gouvernement, le groupe parlementaire et l'exécutif du parti. Plus généralement, il apparaît que le lien effectif entre la classe ouvrière et le parti n'a jamais été vraiment explicité et ce manque se reporte sur les relations entre classe, parti et appareil de gouvernement. Les sociaux-démocrates qui s'arrogent les sièges ministériels dans les années 1920 disposent d'une expérience parlementaire, souvent spécialisée à travers les commissions du *Riksdag*, et les plus jeunes d'entre eux ont fait acte d'allégeance en participant à l'entreprise d'expulsion de la phalange gauchiste²⁹⁶. Branting lui-même s'était en outre construit une solide réputation internationale depuis la guerre, qui lui avait valu le prix Nobel de la paix, lui conférant un surplus d'autorité nécessaire. Pourtant, cette administration porte la marque d'une nouvelle classe politique, à la fois par ses traits socioprofessionnels, sa dévotion au parti et le déficit d'expérience dans des fonctions exécutives (outre parlementaires et locales). Si une clause constitutionnelle requiert encore la présence de deux ministres disposant d'une formation de haut fonctionnaire, un gouvernement

²⁹⁴ D. Swickard, *The New Opposition in the Welfare State: The case of the Swedish Center Party*, Harvard University, Dissertation, 1976, p. 77.

²⁹⁵ T. Jonsson, *op. cit.*, p. 225.

²⁹⁶ C'est notamment le cas des deux futurs premiers ministres, Rickard Sandler et Per Albin Hansson.

conservateur comme celui d'Ernst Trygger (1923) n'en comprend pas moins de dix²⁹⁷, exprimant ainsi avec force la conception apaisante et bureaucratique du "cabinet royal" et de l'État. Par contraste, la classe politique social-démocrate est un mélange de quelques intellectuels radicaux, "l'aristocratie socialiste" (Hjalmar Branting, Affaires Étrangères), et d'anciens ouvriers ou artisans d'origine toujours modeste : le premier Ministre des Finances social-démocrate, Fredrik V. Thorsson, avait été un enfant vendu aux enchères avant de devenir cordonnier ; le futur prix Nobel d'économie, Bertil Ohlin, jeune assistant et membre du Conseil économique sous son ministère de 1921-1923, raconte dans ses mémoires qu'il dut un jour lui expliquer les mécanismes de l'indexation des prix. Malgré la grande intelligence du ministre, son manque de connaissance mathématiques élémentaires constituait un handicap évident²⁹⁸.

Au cours de la décennie 1920, le parti forme deux nouveaux gouvernements, le dernier étant marqué par le décès (historiquement contingent !) des deux principaux prétendants au poste de premier ministre, Branting et Thorsson. Ces nouvelles expériences sont largement hypothéquées par l'absence de consensus sur la politique de l'emploi alors fondée sur le travail obligatoire et livrée à une commission spéciale très influente²⁹⁹

La situation parlementaire en Norvège au cours de cette période présente d'incontestables similitudes avec celle de la Suède, hormis le fait que les sociaux-démocrates ne participent pas à l'alternance des gouvernements minoritaires. Dans les deux pays, les promoteurs libéraux du parlementarisme ne sont plus en mesure de former un gouvernement ou une coalition majoritaire. En dehors du mode de scrutin, réformé vers plus de proportionnelle en 1919, cette incapacité provient aussi d'une intransigeance des partis-pivots qui refusent toute alliance avec la droite traditionaliste ou avec la gauche radicale. Malgré une relative proximité des programmes économiques³⁰⁰, conservateurs et libéraux norvégiens représentent des traditions politique, culturelle et organisationnelle très différentes. La question de la prohibition totale est ainsi la principale pomme de discorde dans les années

²⁹⁷ D. A. Rustow, *The Politics of Compromise: A Study of Parties and Cabinet Government in Sweden*, Princeton, Princeton University Press, 1955, p. 215.

²⁹⁸ B. Ohlin, *Bertil Ohlins memoarer, vol. 1 Ung man blir politiker*, Stockholm, Bonniers, 1972, p. 75.

²⁹⁹ Ce chapitre de l'histoire de la Suède est souvent méconnu des commentateurs qui ont fait l'apologie du "modèle suédois". Hors de Suède, on oublie souvent qu'avant d'être considéré comme un modèle d'allocation du travail et d'égalité salariale, le "système suédois" était d'abord reconnu en Europe pour être un des modes les plus réactionnaires de traitement du chômage fondé sur le travail obligatoire.

³⁰⁰ Progressivement, la droite devient le parti des industriels et du capitalisme entrepreneurial, clientèle que les libéraux n'ont jamais véritablement revendiquée.

1920 et contribue à la chute de plusieurs gouvernements. Plus fondamentalement, chaque parti regarde avec nostalgie vers un passé glorieux : la droite, vers l'époque du rassemblement national, de l'État "rationnel-légal" et *Venstre*, vers celle du parti majoritaire et du "nationalisme parlementaire". Il y a dans toutes les formations bourgeoises, y compris dans le parti agrarien pourtant nouvellement créé en 1920, une mythologie forte de l'unité nationale qui suscite une haine assez féroce du phénomène partisan et de l'esprit de division qu'il nourrit³⁰¹. Cette tendance ne trouve pas de meilleure illustration que dans l'orbite libérale, où les tendances messianiques ont été particulièrement développées lors du combat pour l'indépendance nationale. A la suite de la dissolution de l'union, un groupe de libéraux devait faire scission derrière la figure du Premier Ministre Christian Michelsen, pour former une sorte de conservatoire de l'élite nationale. Ce parti libéral-conservateur (*Frisinnade Venstre*) rassemble ainsi outre Michelsen, l'explorateur polaire et héros national Fridtjof Nansen, le célèbre auteur et propagandiste Bjørnstjerne Bjørnson, les frères Sars - professeurs d'université également prestigieux - et d'autres personnalités du même acabit³⁰². Cette étrange coalition défend clairement l'indépendance des représentants parlementaires dans une logique élitiste et s'oppose à la vile discipline de parti, plus typique du socialisme. Dans le contexte de l'affaiblissement du parti libéral et de l'orientation révolutionnaire des socialistes, autour de 1918, le projet d'incarnation de la patrie et du rassemblement est réactivé. La revue *Tidens Tegn* fait campagne pour la nomination de Michelsen à la tête d'un gouvernement d'union et une Ligue de la patrie (*Fedrelandslaget*) est fondée en 1925 pour s'opposer à la lutte des classes et à la décomposition du corps social³⁰³. Lorsque Michelsen meurt, la même année, c'est au tour de l'explorateur polaire Nansen d'être désigné comme meilleur candidat à la magistrature nationale. La dernière séquelle de ce mouvement patriotique sera une dérive fasciste, prélude au gouvernement fasciste de Vidkun Quisling pendant la seconde guerre mondiale.

³⁰¹ B. Furre, *op. cit.*, p. 166.

³⁰² U. Torgersen, "The anti-party ideology : elitist liberalism in Norwegian social and political structure", Oslo, Universitet i Oslo, stencil, 1966.

³⁰³ B. Furre, *op. cit.*, p. 169.

(c) Les ministères sociaux-démocrates et le gouvernement de parti

◇ Suède

En Suède, les libéraux n'ont pas joué un rôle national aussi considérable mais la méfiance vis-à-vis des partis est aussi latente. Curieusement, leur doctrine parlementaire est habilement détournée pour se couler dans la pratique des gouvernements minoritaires. Selon K. J. Ekman, principal tenant de cette doctrine, l'intérêt est de maintenir le parlement comme centre de gravité, la politique des ministères devant se négocier âprement au sein des comités du *Riksdag* et sur la base de coalitions parlementaires ad hoc³⁰⁴. Cette situation et la position du SAP sont de nouveau discutées lors du congrès de 1928. Le comité directeur (*styrelsen*) déclare que la condition d'un gouvernement social-démocrate doit être de pouvoir "mettre en œuvre un programme positif mais limité" tandis que le congrès insiste sur la nécessité d'une majorité préalable à la deuxième chambre³⁰⁵. Ernst Wigforss, principal idéologue du parti et futur ministre des finances, défend la position de la direction. Il précise que le SAP n'a jamais souscrit à la forme pervertie du parlementarisme que pratique le parti libéral et qui consiste à faire tomber les ministères en cas de désaccord sur certaines questions sans pour autant partager la responsabilité de former un gouvernement alternatif :

"(...)Le parti social-démocrate, comme les autres, a la responsabilité de veiller à ce que le gouvernement soit une expression des forces parlementaires et à ce que le régime parlementaire ne soit pas discrédité ni vicié parce qu'un parti ou un autre - dont l'intérêt immédiat n'est pas de former un cabinet - puisse tout simplement dire au roi : 'Nous ne souhaitons pas gouverner maintenant. Soyez aimable de mandater quelques hauts fonctionnaires qui expédieront les affaires courantes tant que nous pensons qu'il est plus sage de s'abstenir' "³⁰⁶.

Ce qui est ici fermement condamné, c'est aussi la survivance de ces formes archaïques de cabinets constitués au-dessus, hors des partis ou parfois du parlement et qui font clairement le jeu de la monarchie. L'évolution vers une conception de la responsabilité du parti en matière

³⁰⁴ L. Lewin,, *art. cit.*

³⁰⁵ SAP, "Socialdemokratiens regeringsproblem", *Protocole du Congrès de 1928*, Stockholm, Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek, p. 103.

³⁰⁶ *Ibid.* "(...) det socialdemokratiska partiet på samma sätt som andra måste anse sig skyldigt att se till, att regeringen blir et uttryck för de parlamentariska krafterna och att man icke skall misskreditera det parlamentariska styrelsesättet genom att låta det gå i baklås på så sätt, att det ena eller andra partiet, när det anser, att det inte överensstämmer med dess närmaste intressen att bilda regering, helt enkelt säger till kungen :

de formation de l'exécutif s'est ainsi lentement poursuivie tout au long des années 1920. Pour Wigforss, il est clair que le SAP doit pouvoir accepter un mandat sur une base minoritaire et tenter d'ouvrir la voie vers des réformes, quand bien même il ne s'agit que d'utiliser la tribune gouvernementale à des fins de propagande et d'expérience³⁰⁷.

L'opposition à cette doctrine vient essentiellement des rangs locaux, des cellules de base du parti d'où l'impact des expériences social-démocrates au gouvernement a pu être ressenti comme foncièrement négatif en termes organisationnels : il s'agit par exemple de défections liées au désenchantement, aux désillusions vis-à-vis de la paralysie dont semble victime le SAP au pouvoir. En l'absence de réforme manifestes, certains intervenants soulignent le risque qui pèse sur le maintien de l'affiliation collective des syndicats, dans la mesure où celle-ci s'opère précisément à l'échelon local³⁰⁸. En 1926, le gouvernement de Rickard Sandler avait en effet tenté de se maintenir à flot à force de compromis alors que la politique de l'emploi menée par la fameuse Commission du chômage (*Abetslöshetskommissionen*) devenait intolérable et qu'il était impossible d'arriver à un compromis sur une forme d'assurance. La question se pose alors de savoir s'il faut lier les mains des comités exécutifs de quelque façon, en imposant la condition d'une majorité social-démocrate à la seconde chambre ou toute autre condition avant de former un cabinet ; selon Carl Lindhagen, qui fait l'intervention la plus radicale dans cette discussion, la résolution du comité directeur en la matière ne contient aucune garantie quant aux conditions pratiques présidant à la formation d'un gouvernement :

"Cette question fondamentale de notre temps, cette question qui est d'une importance considérable pour le parti social-démocrate, est encore plongée dans une nébuleuse impénétrable"³⁰⁹.

Enfin, l'idée de coalition est présente, même si elle reste minoritaire. Pour ses défenseurs, la mise en place d'une assurance-chômage fait partie de ces questions qui, à l'instar du suffrage universel, ne peuvent être gagnées par un gouvernement minoritaire. Le congrès de 1928 est symptomatique d'un parti qui se cherche, et dont les éléments radicaux ont été renforcés par le retour d'importants dissidents gauchistes de la première heure (Ivar

'nu vill vi inte regera ; var snäll och skicka hit några kungliga ämbetsmän, som sitta och föra regeringen under den tid, då vi tycka, att det är bäst att stå utanför".

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 106. Par propagande ou agitation, Wigforss entend la promotion responsable du programme socialiste, dans les circonstances exceptionnelles ou aucune marge de manoeuvre n'existe.

³⁰⁸ *Ibid.*, p. 113.

³⁰⁹ *Ibid.*, p. 118. "denna tidens stora och viktiga fråga, denna fråga, som är av särskild betydelse för den socialdemokratiska arbetarepartiet, den blir fortfarande höljd i en ogenomtränglig nebulosa"

Wennerström, Carl Lindhagen, Zeth Höglund). On perçoit néanmoins clairement la volonté de dépasser le mode de gouvernement pratiqué par les libéraux, à la fois dans la préférence majoritaire et le déplacement du centre de gravité qu'elle implique du parlement vers le cabinet. Le gouvernement de parti s'apparente ainsi à une conception collectiviste du gouvernement représentatif et de l'intérêt public selon laquelle le cabinet est composé des mandataires d'un ou des partis disposant d'une majorité parlementaire, et qui sont responsables devant le peuple³¹⁰. Cette conception impose en même temps de repenser le rapport entre représentants et représentés, dans la mesure où le SAP apparaît d'abord comme un parti de classe. La confusion qui règne à ce sujet se traduit bien lors des élections de 1928, restées célèbres sous le sobriquet de "*kosackvalet*" (L'élection des cosaques) en relation avec la propagande virulente d'une fraction de la droite contre le péril socialiste. Les élections sont une défaite pour le SAP qui doit faire face à une offensive communiste dans les rangs syndicaux. Ces circonstances fournissent au nouveau porte-parole, Per Albin Hansson, l'occasion d'infléchir la stratégie du mouvement vers l'option "majoritaire" : il s'agit de s'assurer le contrôle de l'organisation syndicale tout en opérant un changement manifeste dans le discours politique pour s'attirer le soutien des classes populaires :

"L'expulsion du bolchevisme hors du mouvement ouvrier facilitera non seulement l'unification du monde ouvrier en vue de contributions plus efficaces, mais sans nul doute aussi le rapprochement entre la classe ouvrière et les couches populaires les plus proches, condition d'un soutien à une politique social-démocrate, c'est à dire d'un travail sérieux et positif pour la réalisation de la démocratie économique et sociale"³¹¹.

Ce tournant a fait l'objet d'études approfondies dans la mesure où Hansson, qui rédige plus de 300 articles en l'espace de quelques années, reprend et développe une thématique qui sous-tend la variante démocratique du nationalisme suédois, dite du *folkhem* ("foyer du peuple")³¹². Contrairement à une vulgate répandue qui insiste sur l'instantané consensuel de cette métaphore politique, les conflits sont loin d'être absents du tableau mais la social-démocratie a

³¹⁰ D. Swickard, *op. cit.*, p. 91.

³¹¹ P-A. Hansson, *Ny Tid*, 8.10.1929, cité dans B. Schüllerqvist, *Från kosackval till kohandel : SAP:s väg till makten (1928-33)*, Stockholm, Tiden, 1992, p. 119. "Bolsjevismens utdrivande ur arbetarrörelsen skall underlätta icke blott enandet av arbetarvärlden till effektivare insatser, de skall otvivelaktigt också underlätta närmandet mellan arbetarklassen och densamma närstående folkgrupper, som är förutsättningen för skapandet av ett bärande underlag för en socialdemokratisk regeringspolitik, det vill säga för ett allvarligt positivt arbete för det sociala och ekonomiska demokratins förverkligande".

³¹² La traduction de ce vocable ne possède pas la résonance quasi-mythique de l'original suédois car il n'y a pas d'équivalent sémantique en Français. "*Hem*" possède des sens proches de "chez-soi", "foyer", "maison" et procède d'une rhétorique familialiste d'entraide. Nous reviendrons sur cette rhétorique dans la sous partie suivante et dans le chapitre sept.

contribué à l'écriture d'une histoire privilégiant la stabilité, la continuité et refoulant les conflits. Les tensions entre les ailes gauche et droite du parti se projettent aussi de l'autre côté de la frontière norvégienne où le SAP soutient les sociaux-démocrates modérés de façon à isoler les radicaux dans le DNA. Or, cette stratégie est contestée au sein du SAP³¹³. En dehors du simple clivage droite-gauche, les fractions s'organisent autour d'organes de presse mais correspondent aussi à différentes régions, rappelant ainsi la décentralisation initiale forte du parti et sa division en trois zones. Zeta Höglund et Arthur Engberg sont les deux personnalités principales qui s'opposent à un leadership autoritaire et trop conciliateur avec les partis bourgeois. En mai 1931, l'incident d'Ådalen, où le gouvernement fait donner l'armée contre les ouvriers en grève (cinq morts) continue de polariser les esprits et fragilise la discipline de parti convoitée par Hansson. Cette question de la discipline englobe aussi la relation au mouvement syndical, dans la mesure où l'interpénétration des sphères dirigeantes et locales continue d'être forte. Contrairement à la thèse de Panebianco, selon laquelle l'institutionnalisation des partis passe par une autonomisation vis-à-vis des organisations collatérales ou un contrôle autoritaire de celles-ci, le travail du SAP a généralement consisté à maintenir LO dans l'orbite politique du parti en s'assurant d'une loyauté minimale et en neutralisant les éléments communistes. Il est en même temps assez clair que l'équilibre des forces entre les deux organisations est nettement plus grand qu'en Grande-Bretagne. Mais la thèse selon laquelle la maturation des partis socialistes en partis de gouvernement s'accompagne, ou est précédée, d'une transformation en un parti fort³¹⁴ est mise à l'épreuve par l'exemple norvégien que nous avons choisi de traiter en parallèle. On y constate en effet la permanence et la juxtaposition de coalitions de sensibilité très différente, certaines étant plus proches des syndicats. Ainsi, tout en conservant un rôle important jusqu'au bout, Tranmæl ne sera jamais un homme d'État. Le cas allemand montre aussi qu'un "parti fort", relativement unitaire et disposant d'un contrôle assez étendu du mouvement ouvrier peut échouer. C'est donc la logique de cause à effet (déterministe) qui est douteuse et non le fait que tous ces partis se transforment et modifient incontestablement leur approche du pouvoir politique durant l'entre-deux guerres. On peut également critiquer la surdétermination des stratégies au détriment de phénomènes subis, de l'adaptation passive et du résultat des conflits internes³¹⁵

³¹³ B. Schüllerqvist, *op. cit.*, p. 132.

³¹⁴ C'est la thèse que défend Schüllerqvist, en s'appuyant sur les travaux d'Angelo Panebianco (B. Schüllerqvist, *op. cit.*)

³¹⁵ Nous le verrons, les modèles d'explication en science politique ont par nature tendance à évacuer les événements, importants ou non, qui n'entrent pas dans le cadre du schéma théorique choisi. En Norvège, la menace fasciste plus flagrante qu'en Suède peut être vue comme un facteur d'accélération des évolutions dans le parti social-démocrate.

◇ Norvège

En Norvège, des changements considérables interviennent en effet à la fin des années 1920, qui vont dans le sens d'une réunion des fractions, mais sans signer pour autant la victoire des modérés et de la stratégie parlementaire. Le congrès de 1927 est le congrès du rassemblement entre DNA et NSA. La question de la coopération était pendante depuis les scissions, tant les similitudes et les solidarités restaient importantes entre les trois branches, même si chacun se rejette les responsabilités des divisions. Il y a donc un certain nombre d'initiatives dès 1924, en vue d'un projet de réconciliation. Pour les communistes, il n'est cependant pas question d'abandonner l'affiliation au *Komintern* et le respect des principes organisationnels. Un rassemblement devrait alors prendre la forme d'une alliance de circonstances ou d'une sorte de fédération, qui n'ont pas les faveurs de DNA. Finalement, c'est une réunion de NSA et DNA qui s'opère graduellement à partir de 1926, poussée par le bas, et se trouve scellée sur la base d'un programme commun en 1927³¹⁶. Ce dernier est suffisamment bigarré pour accommoder les desiderata des deux camps, au détriment de la cohérence idéologique interne. Le nouveau parti est donc toujours un ensemble très divers de tendances, dont aucune ne semble réellement dominer bien que les anciens du DNA soient en majorité. Si la vieille règle d'une représentation réciproque du parti et de LO dans leurs instances centrales n'est pas restaurée, elle se poursuit néanmoins en pratique et Martin Tranmæl siège au secrétariat de la centrale syndicale³¹⁷. A la faveur de cette réunification et de quelques autres facteurs, le parti emporte 36,8 % des suffrages en 1927, en progression de près de dix points par rapport au score des deux branches en 1924. A l'inverse, les communistes perdent du terrain, de 6% à 4 %. Après de longues délibérations, il est décidé de former le premier cabinet social-démocrate, minoritaire, de l'histoire norvégienne en janvier 1928. Le groupe parlementaire a réussi à convaincre les instances exécutives de l'utilité d'un "gouvernement de combat", affichant sa responsabilité à l'égard de ses électeurs. La déclaration de politique générale du nouveau cabinet Hornsrud, assez radicale, suscite immédiatement une levée de boucliers bien au-delà du parlement et c'est la démission au bout de quinze jours. Cet épisode a pour conséquence de renforcer les tendances anti-

³¹⁶ P. Maurseth, *op. cit.*, p. 427. Les responsables du DNA ont entre-temps mis hors jeu certains éléments d'extrême-gauche actifs au sein du parti.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 433.

parlementaires de certains leaders tels qu'Edvard Bull, dont on trouve l'expression dans le programme de 1930, très marqué à gauche. Ceci montre que l'évolution vers un socialisme populaire, "attrape-tout", est encore loin d'être évidente en Norvège, où le parti reste finalement très fragmenté. Cela ne veut pas dire que les tendances d'ouverture vers une clientèle autre qu'ouvrière ne sont pas depuis longtemps présentes, par exemple à travers le tranmælisme et son idéologie de conseils ouvriers et agricoles. Comme en Suède la décennie 1930 introduit des changements décisifs à bien des égards.

2. 4 La naissance de la social-démocratie à la nation

Il n'est pas besoin de rappeler que les années 1930, "la décade infâme"³¹⁸, constituent la période de transition décisive pour le socialisme européen, et tout particulièrement pour ses variantes scandinaves. Pour cette raison, cette histoire est mieux connue et mieux documentée que ce qui précède. Comme elle est aussi plus riche, nous devons opérer une sélection drastique dans le cadre de ces prolégomènes. D'autant plus que nous consacrerons un chapitre entier aux relations entre parti et nation. Seul le tournant des années 1920-1930 sera abordé ici.

A proprement parler, l'ancrage national de ces partis, qui coïncide avec leur stabilisation aux fonctions exécutives de l'État, est un phénomène exceptionnel, passionnant et jusqu'ici sous-étudié³¹⁹. La comparaison entre le SAP et DNA prend ici tout son sens dans la mesure où ce dernier doit digérer un renversement de ses positions et doctrines en un très court laps de temps, propulsant un parti encore partiellement "révolutionnaire" dans l'arène du pouvoir, et ce d'autant plus que les sociaux-démocrates n'ont pas d'expérience antérieure de coalitions avec un autre parti. On a souvent insisté sur les explications de type économique pour comprendre ces évolutions, mais il faut rappeler que les temporalités de la crise varient beaucoup suivant les pays. La dépression et les tensions sociales des années 1920, en Suède et en Norvège, font plus que préfigurer les difficultés du début de la décennie suivante, du reste plus sévères en Norvège. Ces pays n'ont pas vraiment eu de miracle industriel ni de "belle époque". Du moins si l'on s'intéresse aux conditions économiques faut-il aussi observer leur

³¹⁸ Ainsi nommée en Argentine, d'après G. Therborn, *art. cit.*, p 3.

³¹⁹ Pour une perspective d'histoire intellectuelle publiée en anglais, voir la thèse de L. Trägårdh, *op. cit.* ; sur la Suède, T. Jonsson, *op. cit.* ; Sur la Norvège, l'ouvrage de référence reste celui de Hans Fredrik Dahl, *Fra klassekamp till nasjonal samling : arbeiderpartiet og det nasjonale spørsmål i 30-årene*, Oslo, Pax Forlag, 1969

impact potentiel sur les progrès immédiats du fascisme dans les classes populaires ainsi que la réaction des socialistes. En effet, la floraison des mouvements nationalistes radicaux en Norvège, à la charnière des années 1930, et leur recrutement dans les milieux populaires et ruraux facilite vraisemblablement l'aggiornamento du DNA³²⁰.

2.4.1 *Les métamorphoses du SAP*

(a) Le "foyer du peuple" suédois : un premier aperçu

Il est intéressant de revenir sur cette rhétorique du "*folkhem*" qui sert de passerelle nationale pour le SAP. Il est maintenant connu qu'elle n'est pas un produit original de l'imagination social-démocrate ; ce qui est encore plus marquant, c'est que son véritable concepteur, Rudolf Kjellén³²¹, avait précisément pensé cette métaphore familialiste comme une sorte d'antidote à la division de classe dont le SAP semblait être porteur :

"Le jeune homme de droite Kjellén était un politiste qui, au début du siècle, préconisait une variante conservatrice du concept de *folkhem*. Selon lui, si le mouvement ouvrier, au lieu d'être seulement une organisation de classe, était amené à mettre sa force au service de la nation, la menace que la classe ouvrière représentait pour l'État serait transformée en une dynamique nationale"³²²

Kjellén préconise ainsi une forme de corporatisme permettant de suppléer le parlement dans la représentation des intérêts/idéologies et la régulation des conflits, perspective qui semble faire l'économie des partis. Tomas Jonsson montre aussi que Per Albin Hansson n'a pas attendu 1928 pour user du registre national et patriotique³²³. Dès 1921, il s'élève contre l'idée reçue d'une social-démocratie apatride ou anti-nationale³²⁴. Toutefois, Jonsson est de ceux qui hésitent à imposer un paradigme par trop stratégique pour expliquer les motivations

³²⁰ N. Elvander, *op. cit.*, p. 93. L'auteur souligne que, si l'ampleur de la menace est moindre en Suède et au Danemark, la prise du pouvoir par Hitler suscite suffisamment d'inquiétude.

³²¹ Théoricien de l'État et de la nation, plus connu internationalement pour sa contribution à la géopolitique.

³²² T. Jonsson, *op. cit.*, p. 22. "Unghögermannen Kjellén var en konservativ statsvetare som i början av seklet företrädde en konservativ variant av folkhembegreppet. Han menade att om arbetarrörelsen och SAP istället för att enbart vara en klassorganisation kunde fås att inrikta sin kraft för nationen, kunde det hot arbetarklassen representerade mot nationen och staten omvandlas till en nationell styrka".

³²³ Certaines affiches électorales dépeignent les socialistes en train de dépouiller les paysans de leur propriété (*ibid.*, p. 244).

³²⁴ *Ibid.*, p. 185.

de Hansson ; non seulement le discours évolue, implique des contradictions et n'est pas adopté tel quel par le SAP, mais il n'a pas non plus pour objet de se débarrasser une fois pour toutes du référentiel de classe en vue de faciliter une éventuelle coalition gouvernementale. Il y a chez Per Albin Hansson une conviction que les libéraux ont accompli leur part de changement social et politique, notamment avec la réforme constitutionnelle, et que la social-démocratie est dorénavant mieux à même de présider aux destinées nationales³²⁵. Ceci suppose un appel plus large aux classes populaires pour porter un projet majoritaire (hégémonique) dans lequel le parti est la courroie essentielle :

"Le déterminisme de Per Albin est une manière de résoudre le dilemme du SAP comme représentant de la classe ouvrière ou de l'intérêt du peuple entier, en même temps qu'il fonctionne comme une légitimation du nouveau rôle du parti comme gardien de l'administration de l'État"³²⁶.

(b) Vers le compromis historique

Le premier cabinet formé en Suède en 1930 restitue parfaitement les difficultés que nous avons évoquées jusqu'à présent au sujet des modes de gouvernement. Le libéral C.G Ekman est appelé à former un cabinet dont l'assise parlementaire directe ne dépasse 20 % dans aucune des deux chambres. Qui plus est, celui-ci s'effondre en 1932 sur une affaire de financement douteux du parti libéral en relation avec la crise du conglomérat Kreuger, assez symbolique de la fin d'une époque. Mais les élections de 1932 ont ceci d'historique que les partis de gauche recueillent plus de voix que les bourgeois, dépassant ainsi le seuil numérique de la majorité absolue. A l'inverse d'autres pays européens, il n'est pas question de front populaire avec les communistes, même s'il existe une entente électorale informelle et limitée jusqu'en 1932. Les sociaux-démocrates acceptent finalement une nouvelle expérience minoritaire, sous la férule de Per Albin Hansson. Ce gouvernement et ses réalisations, ont été l'objet de tant d'attention scientifique qu'il n'est guère possible ici d'y faire référence en détail ; d'autant plus qu'une grande partie de la littérature a fini par perdre de vue les connexions réelles entre le SAP et les différentes entreprises de réformisme économique et social à cette

³²⁵ *Ibid.*, 245.

³²⁶ *Ibid.*, p. 248. "Per Albins determinism är ett sätt att lösa problemet med huruvida SAP representerar arbetarklassens eller hela folkets intresse och fungerar samtidigt som en legitimering för partiets nya roll som upprätthållare av statens förvaltning".

époque³²⁷. En des termes lapidaires, les principales analyses et controverses ont porté sur la nouveauté et l'ampleur des mesures de lutte contre la crise (par rapport au keynesianisme) ainsi que sur la rupture que constituerait cette période dans l'évolution de l'État providence moderne. Récemment, la critique de cette période historique a été nourrie par le retour des polémiques sur l'eugénisme et la stérilisation forcée, qui participent étrangement du cycle de l'idéalisation-démonisation de la social-démocratie suédoise. Il suffira à notre tâche de suivre le fil directeur de l'intégration politique que nous avons choisi dans ce chapitre. Celui-ci passe incontestablement par l'accord historique passé entre sociaux-démocrates et agrariens³²⁸ le 27 mai 1933 ; Göran Therborn en fait le résumé suivant, très parlant :

"Les initiateurs sont le gouvernement social-démocrate et la ligue agrarienne qui signent alors un accord n vue d'une politique de crise, bientôt qualifiée de 'marché aux vaches'. Un qualificatif approprié car l'événement n'avait rien de la bravoure d'un *New Deal* ou des ambitions d'un *Plan de travail* (...). Sur quoi s'était-on mis d'accord ? Sur une politique qui traitait des deux dimensions populaires au centre de la crise, soit le chômage ouvrier et la chute des prix agricoles"³²⁹.

Cette entente offrait une majorité parlementaire de facto, qui devait être confirmée par une coalition formelle en 1936, après un court intermède agrarien. La réalisation d'ententes similaires au Danemark (1933) et en Norvège (1935), donne un relief comparatif tout particulier à cette expérience des régimes scandinaves dans le contexte européen³³⁰ de l'entre-deux-guerres. Il n'y a effectivement pas de déterminisme derrière cette conjonction d'alliances

³²⁷ A ce sujet voir B. Rothstein, "Att administrera välfärdsstaten : några lärdomar från Gustav Möller", *Arkiv för Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 36-37, 1987, p. 68-84, qui propose une critique de Yvonne Hirdman (*Att lägga livet till rätta. studier i svensk folkhemspolitik*, Stockholm, Carlsson, 1990) ; également G. Therborn, *op. cit.* et, en français, Y. Aucante, "Expertises du social et usages des statistiques. Les économistes suédois et la question du logement au début des années 1930", *Histoire & Mesure*, vol. 15, n° 1-2, 2000, p. 113-154 ; ces perspectives sont évidemment cruciales pour comprendre la social-démocratie comme phénomène global de réformisme et l'interventionnisme de l'État.

³²⁸ Le parti agrarien, *Bondeförbundet*, est une émanation lointaine du parti terrien (*Lantmannapartiet*) dont la fraction la plus conservatrice a formé le parti de la droite. Politiquement, il est loin d'être une force cohérente et se positionne essentiellement sur la défense des producteurs agricoles, la représentation des campagnes contre "les intérêts urbains et industriels, l'État et le système des trusts et monopoles". Fondé en 1913, il reprend à son compte l'idéal d'autonomie politique des paysans et des communautés rurales.

³²⁹ G. Therborn, *op. cit.*, p. 9. "Föräldrar var den socialdemokratiska regeringen och bondeförbundet som då undertecknade en överenskommelse om krispolitiken som snart döptes till "kohandeln", en passande beteckning då det som hände inte hade något av *New Deals* bravur eller *Plan de Travaux* ambitioner. (I sin lågmälda utformning och med sin doft av lantlig kreatursmarknad var det relativt sett viktigare och varaktigare - om man håller i minnet den viktiga skillnaden mellan vad som händer i ett litet land och de stora ländernas historia). Vad kom man överens om ? Jo, en politik som behandlade de två centrala folkliga aspekterna av depressionen, nämligen arbetarnas arbetslöshet och böndernas sjunkande priser"

³³⁰ Voir G. M. Luebbert, *op. cit.* ; L. Trägårdh, *op. cit.* et Y. Aucante, "les substrats agraires de la (social-) démocratie", dans Javier Santiso (Ed.), *A la recherche de la démocratie : mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Karthala, 2002.

entre des partis dont les programmes sont éloignés, entre les partisans du pain bon marché et ceux du blé cher. Il existe pourtant des connexions entre social-démocratie, libéralisme et agrarianisme, la figure mythique du "paysan affranchi" étant devenue un symbole national au 19^{ème} siècle, et dans la mesure où le prolétariat rural est très développé ; les sociaux-démocrates eux-mêmes doivent s'accommoder de fractions "agrariennes" ou proches de cette tendance au sein de leurs rangs. Mais le parti paysan, dorénavant dominé par "les gros", reste majoritairement opposé à une intervention publique massive et politiquement conservateur³³¹ ; c'est souvent en leur sein que les groupuscules fascistes trouvent le meilleur ancrage. Le comparatisme doit ici prendre en compte des variables inhabituelles telles que l'influence réciproque de pays proches, qui donne tout son sens à la notion disputée "d'aires culturelles". Ainsi, le Danemark ouvre-t-il la voie en 1933 et, d'une certaine manière, offre un exemple de ce qui est politiquement possible. Selon un historien danois,

"le facteur décisif fut précisément cette peur, la peur d'un effondrement économique complet que tout le monde attendait et qui aurait aussi pu devenir politique, ainsi que d'autres pays européens l'expérimentaient au même moment"³³².

Le même mois, Hitler est élu chancelier d'Allemagne. En ce qui concerne la Suède, il est assez clair que le précédent danois joue un rôle crucial pour faciliter un accord qui a lieu deux mois plus tard et se transformera ensuite en une coalition promise à un bel avenir dans l'histoire politique suédoise. Cependant, après son succès électoral en 1932, le parti social-démocrate (SAP) envisage plutôt une entente avec les libéraux. Leurs réticences ne laissent d'autre choix au SAP que de lorgner vers les paysans pour s'assurer une majorité parlementaire. Du côté des agrariens, la vieille garde syndicale et politique est mise à l'écart à la faveur des négociations et une nouvelle génération de leader plus favorable à l'intervention de l'État prend le contrôle. Le précédent du Danemark, où les intérêts agricoles étaient de loin les plus prédominants, est important à cet égard. En Suède, une réorganisation des intérêts agricoles, sur le modèle syndical, intervient au début des années 1930 et le nombre d'adhérents augmente très rapidement, en relation avec les effectifs du parti agrarien ; à la fin de la décennie, l'association des jeunes agrariens est la seule à rivaliser en nombre avec son

³³¹ G. Therborn, *op. cit.*, p. 12.

³³² E. Rasmussen, *Danmarks historie 1913-1939*, vol. 13, Köpenhamn, Politikens Förlag, 1971, p. 420.

homologue social-démocrate³³³. Malgré cette massification, et une meilleure prise en compte du prolétariat agricole, cette force politique reste très conservatrice dans sa vision de l'État et des partis ; en dépit de leur entente avec les sociaux-démocrates, les agrariens continuent aussi d'afficher leur préférence traditionnelle pour un gouvernement de rassemblement national.

2.4.3 *La transition norvégienne*

La littérature norvégienne apporte des perspectives sur le lien parti-État et l'organisation qui sont beaucoup plus rares en Suède. On comprend ainsi beaucoup mieux que la pensée socialiste a reposé sur l'idée d'une organisation (économique, politique) indépendante de, ou alternative à l'État bourgeois bureaucratique et dans quelle mesure la transformation du parti de masse en administrateur (majoritaire) de ce pouvoir est un changement majeur, quelque pacifique qu'il soit. Nous l'avons dit, la situation parlementaire révèle de grandes ressemblances avec le cas suédois, notamment en ce qui concerne l'absence de majorité et les différentes incompatibilités entre partis bourgeois. Aussi déroutant que cela paraisse pour les théories du choix rationnel et des coalitions, un front commun entre conservateurs et libéraux est encore plus impensable que chez le voisin. Quand à une alliance de la gauche avec les agrariens, elle apparaît, de prime abord, d'autant plus improbable que ces derniers abritent des tendances proto-fascistes et que le gouvernement que forme ce parti en 1931 est le plus réactionnaire de l'entre-deux guerres. Vidkun Quisling, qui crée le parti du rassemblement national en 1933³³⁴, en est le ministre de la défense et souhaite armer le pays contre une insurrection bolchevique³³⁵. De manière générale, ce gouvernement se montre extrêmement hostile aux ouvriers ; cependant, il est clair que le mouvement ouvrier est conscient de l'enjeu que représente la mobilisation et le soutien des pays ruraux. Du reste les ouvriers agricoles font partie de LO depuis 1927, par l'intermédiaire du syndicat *Skog og Land (ouvriers agricoles et forestiers)*. Le succès électoral du DNA en 1933 est en partie dû à la croissance et à la mobilisation des effectifs syndicaux, mais le passage de 31,4 % à 40,1 % des voix ne peut pas s'expliquer seulement en termes organisationnels. Sans faire d'analyse électorale sophistiquée, on peut noter que le taux de participation augmente considérablement entre

³³³ *Ibid.*, p. 61-62. En 1939, les adhérents de ces associations de jeunes sont au nombre de 97 000 chez les sociaux-démocrates, et de 89 000 chez les agrariens, soit des effectifs exceptionnels en proportion de la population.

³³⁴ *Nasjonal Samling* ; ce parti tente de s'appuyer sur une organisation (*Bygdefolkets Krisehjelp*) créée en 1931 pour venir en aide aux paysans durement touchés par la crise et souvent menacés d'expropriation.

1930 et 1933, suite à une campagne très intensive ; le parti social-démocrate met en avant un programme anti-crise alternatif dans un contexte où le gouvernement paysan est favorable à des prix agricoles élevés. Ce programme, confirmé lors du congrès de 1933, marque l'affirmation d'une stratégie parlementaire et l'abandon de projets "révolutionnaires" toujours inscrits au programme. Certes, ces projets ont surtout constitué des armes rhétoriques, mais cela ne doit pas en réduire l'importance pour comprendre les logiques identitaires et stratégiques du DNA. Le but proclamé lors du congrès est

"(...)de gagner les travailleurs au credo socialiste, rassembler et organiser l'ensemble de la classe ouvrière, réveiller sa volonté d'autonomie et éduquer cette classe, qui est majoritaire, afin de mener son combat historique jusqu'à la victoire complète de la révolution sociale"³³⁶.

Le discours n'est que très partiellement modifié par rapport à la rhétorique traditionnelle mais il intègre l'amendement notable d'une doctrine majoritaire et nationale dont le slogan est "La Norvège au peuple" (*Norge for folket*). S'il y a des oppositions, elles sont finalement désamorçées par le risque fasciste qui agit comme catalyseur. Le référentiel existant des coalitions rouge-vertes dans les pays voisins, nous l'avons suggéré, est important pour la suite des événements et particulièrement pour la construction d'une majorité parlementaire. L'opposition entre les libéraux et les agrariens se révèle finalement plus forte qu'entre ces derniers et le DNA, dans la perspective d'une alliance. L'élément populaire, la forte implantation du parti ouvrier dans les milieux ruraux et les négociations entre groupes parlementaires ont raison du cabinet Mowinckel qui cherche à limiter les dépenses publiques et les impôts. En mars 1935, le Parti ouvrier norvégien forme le deuxième gouvernement (minoritaire) de son histoire, en acceptant des compromis importants avec les paysans. Il n'y a guère d'opposition à ce choix, y compris chez les communistes, ni à celui du leader parlementaire (Johan Nygaardsvold) comme premier ministre. De fait, le parti semble avoir envoyé son "avant-garde" parlementaire traditionnelle pour composer ce gouvernement mais cela ne signifie pas que des éléments traditionnellement plus "radicaux" tels que Tranmæl soient pour autant marginalisés ; en ce sens, le clivage réforme-révolution n'a jamais été clairement un dualisme stricto sensu³³⁷. Il semble que ces tribuniens radicaux privilégient

³³⁵ P. Maurseth, *op. cit.*, p. 554.

³³⁶ *Ibid.*, p. 559. "å vinne det arbeidende folk for det sosialistiske grunnsynet, samle og organisere hele arbeiderklassen i landet, vekke dens vilje til selvhverdelse og dyktiggjøre hele klasse, som utgjør det store flertall til å føre sin historiske kamp for den sociale revolusjon frem til full seier".

³³⁷ T. Hjellum, *op. cit.*, p. 53.

des positions dans la presse du parti ou dans les syndicats plutôt qu'au gouvernement. Il faut aussi rappeler que la social-démocratie perd son théoricien le plus engagé, Edvard Bull, à ce même moment. L'ampleur de la crise et les risques qui pèsent sur la démocratie sont finalement perçus comme des motifs supérieurs au maintien d'une doctrine très restrictive de participation au gouvernement.

Torstein Hjellum s'est intéressé à la question de la transformation du parti dans ses nouveaux rapports avec l'exercice du pouvoir. Lui aussi tend à considérer la division croissante entre les élites et le reste du mouvement ouvrier comme prédominante :

"La constitution du gouvernement en 1935 renforce une tendance en vertu de laquelle le parti ouvrier est responsable de et partiellement intégré dans un appareil d'État formé et adapté aux besoins de la société bourgeoise"³³⁸.

Mais il explore aussi la dimension des conséquences sur le parti et sa constellation. D'une part, le DNA est en position de modifier un cadre législatif défavorable à l'organisation syndicale et l'on constate dans le même temps une croissance spectaculaire des effectifs de LO³³⁹. Le droit des associations est donc renforcé et contribue indirectement à la légitimité "légale" de la sphère social-démocrate. Mais il y a aussi "sélection politique" puisque les organisations de type paramilitaire et fasciste sont en même temps frappées d'une interdiction. Les interactions entre bureaucratie et intérêts organisés se trouvent également renforcées par la multiplication et le changement de structures de certaines commissions publiques³⁴⁰. Cependant, malgré son expérience de la politique locale, le DNA est incontestablement handicapé par son manque de pratique du pouvoir qui se traduit aussi dans l'écart entre un discours radical d'opposition et la marge de manœuvre politique réelle ; par ailleurs, la cohabitation des élites social-démocrates - déjà habituées au protocole parlementaire - avec les institutions de l'État (monarchie, bureaucratie, Église) font courir le risque d'une déradicalisation continue de la direction politique³⁴¹.

³³⁸ *Ibid.*, p. 96. "regjeringsdannelsen i 1935 forsterker en tendens til at Arbeiderpartiet blir ansvarlig for og delvis opptatt i et statsapparat som var formet av og tilpasset det borgerlige samfunnets behov".

³³⁹ La relation ne doit pas être interprétée comme étant strictement de cause à effet.

³⁴⁰ *Ibid.*, p. 105.

³⁴¹ O. Solumsmoen, "Arbeiderregjeringen, dens grunnlag", *Det 20de århundre. Tidsskrift for Det norske arbeiderparti*, 1935, p. 154.

Des historiens ont voulu démontrer que ces tendances qu'on peut qualifier de "corporatistes" étaient finalement un point de rencontre ambigu entre fascisme et socialisme d'État dans l'entre-deux guerres³⁴². Il est vrai que le Rassemblement National norvégien (*Nasjonal samling*) de Vidkun Quisling accorde ses faveurs à des formes similaires de représentation fonctionnelle³⁴³. Mais la différence fondamentale est que ce système corporatiste est dicté et conçu par l'État de façon autoritaire. À terme, il est censé remplacer les partis, dans l'idéologie fasciste dont les tendances unanimistes sont sans commune mesure avec les modes de représentation et de médiation promus par la social-démocratie scandinave³⁴⁴. Enfin, comme l'expliquera plus tard le secrétaire Haakon Lie, la social-démocratie insuffle paradoxalement une nouvelle légitimité à la démocratie et au régime parlementaire handicapés par quinze ans d'instabilité permanente³⁴⁵. Cette évolution, ainsi que la visibilité d'un parti bientôt majoritaire, sont presque aussi centrales que les réalisations économiques et sociales. Pour les sympathisants du mouvement ouvrier, le gouvernement a toujours été une expression de l'État bourgeois/capitaliste ; or, le nouveau premier ministre et ministre du travail, Nygaardsvold, est un ancien travailleur à la chaîne sans éducation supérieure³⁴⁶. Quant aux relations avec les instances élues du parti et de LO, elles sont nécessairement rendues ambiguës du fait du recoupement important entre le personnel dirigeant et les adhérents des deux côtés.

Toutefois, la question de la grève prend une autre dimension à partir du moment où il est censé exister une solidarité et une discipline importante au sein du mouvement ouvrier. En acceptant les fonctions exécutives, le DNA endosse aussi la responsabilité première du maintien de l'ordre et de la défense nationale en même temps qu'il est censé défendre les intérêts ouvriers. Ces contradictions ne tardent pas à se manifester et doivent être gérées par plusieurs niveaux de discours (principes et pratique) et de négociation mais ne sont pas, à proprement parler, résolues. Comme en Suède, le mécanisme principal est hiérarchique et passe par le contrôle central des syndicats au sein de LO transformé ensuite en échange politique institutionnalisé avec l'État et le patronat. La croissance et la "nationalisation" d'une

³⁴² Voir Z. Sternhel, M. Sznajder et M. Asheri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989, p. 295-303 et 336-337 ; et Z. Sternhel, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Complexe, 2000 (1^{ère} éd. 1983), notamment p. 178-184 et le chapitre sept.

³⁴³ T. Hjellum, *op. cit.*, p. 105.

³⁴⁴ Cela ne veut pas dire que l'on ne trouve aucun transfuge, ni des discours isolés parfois étrangement proches. La Scandinavie a aussi été exposée au nazisme, en particulier le Danemark et la Norvège.

³⁴⁵ H. Lie, *Slik jeg ser det*, Oslo, Tidens Norsk Forlag, 1980, p. 259.

³⁴⁶ Edvard Bull, cité dans T. Hjellum, *op. cit.*, p. 111. Nygaardsvold possède néanmoins une longue expérience parlementaire qui le conduit vers les plus hautes responsabilités du *Storting* dès la fin des années 1920.

classe d'ouvriers-fonctionnaires est finalement plus visible que le programme de socialisation de certaines entreprises productives.

La seconde guerre mondiale entraîne provisoirement une divergence profonde des trajectoires politiques dans les deux pays. Mais, si les éléments fascistes étaient apparemment plus manifestes en Norvège, c'est l'intervention de forces extérieures et l'occupation allemande qui permet leur succès temporaire dans ce pays. La Suède réussit à se préserver au prix de quelques compromis douloureux et cette période de crise favorise la mise en place d'un gouvernement d'union nationale dirigé par le social-démocrate Per Albin Hansson, ainsi consacré "père de la nation" (*landsfader*). Dans les deux cas, les sociaux-démocrates ont accompli une grande part de leur intégration politique et se sont montrés capable de présider aux plus hautes fonctions de l'État (hormis la royauté !), même si la dominance à ce niveau semble plus avancée en Suède. Malgré des trajectoires sensiblement différentes, le parallélisme des années 1930 est assez remarquable et incite à penser l'interdépendance et l'influence réciproque des expériences scandinaves comme un facteur important. L'*aggiornamento* assez rapide du DNA dans les années 1930, vers une option plus clairement gouvernementale et nationale doit aussi être placé dans le contexte du risque fasciste qui constitue une justification potentiellement forte du changement d'orientation. Mais précisément parce qu'ils représentent une configuration nouvelle des rapports parti-(société)-État, les sociaux-démocrates sont loin d'avoir résolu toutes les contradictions entre l'appareil d'État et le parti de masses.

DEUXIEME PARTIE

La social-démocratie de gouvernement

Chapitre Troisième

Des "compromis hégémoniques" ? Réforme constitutionnelle, financement des partis et parlementarisme minoritaire³⁴⁷

Dans le cadre de l'exercice difficile, sinon trop variable ou artificiel, qui consiste à identifier des périodes de rupture, la fin des années 1950 semble être assez marquante pour constituer le véritable point de départ chronologique de cette thèse, même si nous serons parfois amenés à envisager des périodes antérieures. En ce qui concerne la Suède, l'année 1957 a été retenue pour deux raisons principales qui sont liées. C'est d'abord la fin de ce que l'on pourrait nommer "l'ère des coalitions social-démocrates" dans l'histoire politique suédoise, indiquant en cela la prégnance des coalitions dites "rouges-vertes" entre le SAP et le parti agrarien (futur parti du centre) au cours des années 1930 et 1950. Ces coalitions sont, avec les alliances *lib-lab* du début du siècle, au cœur de l'intégration politique du socialisme suédois.

Comme le montre le tableau 3.1, c'est un cabinet d'union nationale qui gouverne de 1939 à 1945³⁴⁸, et si l'on excepte le bref intermède agrarien de 1936, seuls les gouvernements sociaux-démocrates de 1945-51 sont unicolores. 1957 constitue donc un tournant majeur à partir duquel tous les gouvernements ont depuis lors été presque³⁴⁹ strictement sociaux-démocrates, à l'exception bien sûr des deux courtes périodes d'alternance de l'après-guerre, entre 1976-1982 et 1991-1994. En dépit d'une fragilisation graduelle de l'assise parlementaire du parti, bien souvent inférieure au seuil majoritaire des 50 %, on peut considérer que cette

³⁴⁷ Ce chapitre est largement basé sur une présentation faite en septembre 2000 à l'école d'été sur les partis politiques (ECPR) de l'université de Keele (Grande-Bretagne) et intitulée "Incumbency and Party Organization: Changing State-party Relationships in Swedish Social Democracy (1957-1994)". Merci aux doctorants du séminaire ainsi qu'à Kurt Richard Luther, Steven Wolinetz, Wolfgang Müller et Nick Aylott pour leurs commentaires, critiques et suggestions.

³⁴⁸ Il comprend les quatre grands partis et exclut donc les communistes.

³⁴⁹ Ce "presque" signifiant que l'on peut parfois rencontrer des ministres qui ne soient pas affiliés au parti. Cette occurrence rare, quasiment toujours liée à des questions de compétences particulières, consiste généralement en des nominations non partisans et n'a jamais été une cooptation ouverte ou déguisée d'éléments d'autres partis. Le ministère de la justice, nécessitant des compétences juridiques, a souvent été candidat à de telles nominations destinées à renforcer la légitimité du gouvernement. Même lorsque les autres partis de gauche ont apporté leur soutien explicite aux sociaux-démocrates, ils n'ont pas été représentés au cabinet.

nouvelle donne et le "choix" d'assumer seul la continuité de l'exécutif sont cruciaux pour comprendre l'institutionnalisation du parti et l'évolution de sa "doctrine de gouvernement"³⁵⁰.

Tableau 3.1 *Gouvernements suédois, 1957-2002*

Cabinet	Longévité	Partis	Sièges 2 ^{ème} chambre (%)
Erlander VI	oct. 1957-Juin 1958	SAP	45,9
Erlander VII	juin 1958-sept.1960	SAP	48,1*
Erlander VIII	sept. 1960-sept. 1964	SAP	49,1*
Erlander IX	sept. 1964-sept. 1968	SAP	48,5*
Erlander X	sept. 1968-oct. 1969	SAP	53,6
Palme I	oct. 1969-sept. 1970.	SAP	53,6
Palme II	Sept. 1970-sept. 1973	SAP	46,6
Palme III	Sept. 1973-Oct. 1976	SAP	44,6
Fälldin I	oct. 1976-oct. 1979	C, Fp, M	51,6
Ullsten	oct. 1978-oct. 1979	Fp	11,2
FälldinII	oct. 1979-mai 1981	C, Fp, M	50,1
Fälldin III	mai 1981-oct. 1982	C, Fp	29,2
Palme IV	oct. 1982-sept. 1985	SAP	47,6
Palme V	sept. 1985-feb. 1986	SAP	45,6
Carlsson I	mars 1986-sept. 1988	SAP	45,6
Carlsson II	sept. 1988-févr. 1990	SAP	44,7
Carlsson III	févr. 1990-oct. 1991	SAP	44,7
Bildt	oct. 1991-oct. 1994	C, Fp, M, Kd	48,7
Carlsson IV	oct. 1994-mars 1996	SAP	46,1
Persson I	mars 1996-sept. 1998	SAP	46,1
Persson II	Sept. 1998-sept. 2002	SAP	37,5
Persson III	Sept. 2002	SAP	41,3

SAP : sociaux-démocrates ; Fp : libéraux ; M : conservateurs/modérés ; C : centre ; Kd : chrétiens-démocrates (représentés pour la première fois en 1991).

Source : T. Bergman, *Constitutional Rules and Party Goals in Coalition Formation: An Analysis of Winning Minority Governments in Sweden*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Umeå Universitet, 1995.

Comme l'a indiqué le travail pionnier d'Olof Ruin en la matière³⁵¹, la question de la forme partisane et du soutien parlementaire du gouvernement taraude la politique suédoise depuis bien longtemps, et l'on peut dire que cette charnière de 1957 qu'on identifie correspond à l'éviction d'une alternative récurrente sur la scène politique : celle d'un gouvernement de rassemblement ou d'union nationale, sur le modèle de la coalition de 1939-45. Cette évolution ne fait que renforcer les pressions diverses sur le camp *bourgeois* en vue d'une fusion ou, du moins, de coalitions *ad hoc* des partis d'opposition très divisés. La seconde raison qui légitime le choix de 1957 est liée à la fin de la coalition rouge-verte et permet de mieux expliquer cet événement. Lors du référendum historique sur les retraites complémentaires, cette année là, les tensions entre les partenaires sociaux-démocrates et

³⁵⁰ H. Skjeie, *op. cit.*, 1999. La signification de cette terminologie apparaîtra plus clairement dans la suite de notre travail. Il s'agit d'une théorie, pour partie implicite, d'une formule de gouvernement.

³⁵¹ O. Ruin, *Mellan samlingsregering och tvåpartisystem*, Stockholm, Bonniers, 1968.

centriste (ex-agrariens)³⁵² s'avivent au point que les deux partis soumettent chacun une alternative différente, le centre refusant de s'aligner sur l'option universaliste et obligatoire privilégiée par la gauche. Ce référendum peut sans conteste être considéré comme un des conflits partisans les plus manifestes de l'après-guerre et, malgré les différences subtiles entre les options présentées au suffrage, il exprime assez bien certains traits des clivages public/privé ou collectif/individuel dont nous serons appelés à reparler.

Ce chapitre prend donc appui sur la rupture autour de 1957 afin d'examiner la politique de réforme institutionnelle majeure des années 1960-1970. On se concentrera sur les deux exemples les plus significatifs de cette période-clé : la grande réforme de la constitution de 1809, 150 ans après sa mise en place, et l'introduction d'un système stable de financement public des partis. Bien sûr, ces transformations ont été discutées par les politistes et les historiens, surtout la réforme constitutionnelle³⁵³. Dans les deux cas, les quelques études existantes sont très exhaustives, parfois trop poussées dans leur souci du détail des débats au risque de rester descriptives³⁵⁴. Il ne s'agit pas de rendre compte intégralement des évolutions en question mais de les examiner au prisme de notre problème, c'est-à-dire l'institutionnalisation du SAP comme parti d'État et, plus généralement, les transformations des rapports entre partis et État en démocratie. Les réformes ont largement été présentées comme des compromis entre les quatre principaux partis et ce fait est peu contestable même si les rapports de force varient notablement au fil des années. Néanmoins, ce vocable de compromis a trop souvent été compris, dans le cas suédois, comme un équivalent de consensus, voire de jeu à somme nulle. Notre propos n'est pas d'affirmer, à l'inverse, que le parti social-démocrate serait soit le démiurge soit le gagnant évident de ces réformes mais on peut avancer de façon plus nuancée deux arguments : à travers le débat et les mobilisations partisans autour de la réforme constitutionnelle, on observe non seulement une polarisation plus nette des stratégies et des positions de chaque parti mais on peut aussi lire ces événements comme le fil directeur d'un nouvel esprit "minoritaire-majoritaire" du SAP et du jeu parlementaire dont nous tenterons de saisir les ressorts spécifiques. Par cette expression ("minoritaire-majoritaire"), on entend que le parti gouverne de plus en plus fréquemment sur la base d'une majorité relative qui est cependant "cautionnée" par le soutien passif ou même

³⁵² En 1956, le Parti agrarien (*Bondepartiet*), a pris le nom de Parti du centre (*Centerpartiet*). Voir l'annexe 3 pour les détails sur l'évolution des partis.

³⁵³ Voir entre autres O. Nyman, *Ny Författning*, Stockholm : Aldus, 1969 ; B. Von Sydow, *Vägen till andrakammardagen : demokratisk författningspolitik i Sverige, 1944-1968*, Stockholm, Tiden, 1989 ; T. Bergman, *op. cit.* ; G. Gidlund, *Partistöd*, Umeå, Gleerup, 1983.

"négatif" du Parti de la gauche (*Vänsterpartiet*)³⁵⁵ et par le fait que le SAP devance systématiquement le principal opposant avec une marge très importante. Il faut ici noter que le parallèle avec la Norvège sera intéressant, où les cabinets minoritaires sociaux-démocrates ont été presque la règle à partir des années 1960, selon un modèle très semblable. D'autre part, la genèse du financement public des partis, quant à elle, peut être vue comme une solution aux déficits récurrents du parti de masses social-démocrate originellement fondé sur les contributions individuelles de ses membres. Ce système impose indirectement une norme publique et étatique aux partis politiques. Ce qu'on a vu comme une convergence des modèles organisationnels des partis politiques, à cet égard, peut aussi être un produit dérivé des stratégies de ces mêmes acteurs.

Les sources de ce chapitre sont essentiellement les protocoles des instances dirigeantes du SAP (Comités directeur et exécutif), les protocoles des congrès de plusieurs partis ainsi que les mémoires et autobiographies d'acteurs politiques.

3.1 Le référendum de 1957 et l'ancrage universaliste de l'État social

Il n'est pas souhaitable de donner trop de détails historiques sur l'arrière plan du système des retraites ni de sa réforme (ATP³⁵⁶) qui est l'enjeu du référendum de 1957. Précisons simplement que plusieurs comités avaient étudié le problème dès 1884, qui aboutirent aux assurances invalidité et vieillesse obligatoires du ministre libéral Staaf en 1913. Le principe obligatoire avait déjà été au centre des controverses à l'époque et, si le degré de remplacement du revenu était très faible, la réforme impliquait un renouveau de la philosophie sociale et de l'intervention de l'État³⁵⁷. Plusieurs révisions intervinrent entre 1935 et 1948, dans un sens universaliste, mais le remplacement du revenu reste minimal. La hausse des prix dans

³⁵⁴ C'est le défaut certain de B. Von Sydow, *op. cit.*

³⁵⁵ Cette apparente contradiction d'un "soutien négatif" souligne simplement que les Communistes soutiennent le SAP par défaut tandis que les sociaux-démocrates sont embarrassés de devoir compter sur ce vieil ennemi dont la réputation est encore sulfureuse.

³⁵⁶ Les initiales de *Allmänna Tjänstepensioner* qui peut être traduit par retraites générales salariées ; voir en suédois K. J. Höjer, *Svensk socialpolitisk historia*, Stockholm, Nordstedts, 1952 ; Å. Elmér, *Svensk socialpolitik*, Lund, Studenlitteratur, 2000 (1943) ; B. Molin, *Tjänstepensionsfrågan. En studie i svensk partipolitik*, Göteborg, Akademiförlaget, 1965 et E. Uddhammar, *Partierna och den stora staten*, Stockholm, City University Press, 1993 ; En anglais, S. E. Olsson, *Social Policy and Welfare State in Sweden*, Lund, Arkiv, 1990. En français, Y. Aucante, "La chasse au modèle : l'État social suédois en science politique", *Raisons politiques*, n° 6 (nouvelle série), mai 2002, p. 117-133. Les développements suivants s'appuient largement sur ces références. Nous reviendrons sur la question de l'État social en général dans le chapitre huit.

³⁵⁷ E. Uddhammar, *op. cit.*, p.168.

l'immédiat après-guerre devait inciter à indexer les retraites en 1950 et c'est à cette occasion que l'on discute d'un possible complément³⁵⁸. La question de l'assurance vieillesse des employés, catégorie en croissance rapide, est aussi au centre des débats. Un premier épisode se joue lors des élections de 1956. Comme le notent Hadenius et alii, "le conflit sur les retraites allait par la suite coïncider avec la lutte pour le pouvoir exécutif que le résultat des urnes en 1956 présageait inévitablement"³⁵⁹. En effet, le parti agrarien sort affaibli de ces élections, son score tombant sous la barre symbolique des 10 %, et ce recul est interprété comme une conséquence de sa participation à la coalition gouvernementale. Alors que ce parti cherche désespérément à renouveler son profil, les dissensions apparaissent au sein de la majorité. A l'enjeu des principes de généralité et d'obligation dans un système de retraites modifié s'ajoute la question du recours au référendum consultatif. Les agrariens y sont favorables et se rangent aux côtés de l'opposition, la droite militant depuis longtemps pour un renforcement de la pratique référendaire en direction de consultations décisives avec initiative minoritaire³⁶⁰. Le SAP est hostile à cette technique qui se présente avant tout comme l'arme du décisionnisme minoritaire³⁶¹. Cette imbrication d'une réforme sociale majeure, du débat constitutionnel et de l'enjeu du pouvoir exécutif donne à l'année 1957 une importance dont il faut bien prendre la mesure. Une commission parlementaire, où sont représentés les partenaires sociaux, travaille à la résolution du problème de l'assurance vieillesse, en contact étroit avec les exécutifs partisans. Mais elle ne parvient pas à obtenir un consensus. Ce sont au contraire trois options, irréductiblement partisanses mais finalement assez mal différenciées, qui émergent en vue du référendum du 13 octobre. Le résultat est pour le moins ambigu, dans la mesure où les trois motions emportent un grand nombre de suffrages. La motion 1 (social-démocrate) emporte 45,8 % des voix et rallie les partisans d'une retraite obligatoire par cotisations ; la ligne 2, promue par les libéraux et la droite plaide pour une réforme négociée entre les partenaires sociaux et reçoit 15 % ; quant à la troisième, défendue par le centre, elle annonce la rupture avec les sociaux-démocrates et confirme l'aggiornamento de ce parti, qui

³⁵⁸ S. Hadenius et al., *op. cit.*, 1991, p. 193.

³⁵⁹ *Ibid.*, p. 202. "Striden om tjänstepensionerinen kom följaktigen att mycket nära sammanfalla med den strid om regeringsmakten som valutgången 1956 pekade oundviklingen fram mot".

³⁶⁰ Même si la Suède sortait à peine du référendum de 1955 sur la conduite à droite, ce n'était jamais que la seconde occurrence après la consultation sur la prohibition en 1922.

³⁶¹ Cependant, et contrairement à une thèse répandue, la méfiance du parti vis-à-vis du référendum n'est pas viscérale. Alors que leur pouvoir n'était pas encore clairement établi, les sociaux-démocrates s'étaient montrés très favorable à ce principe qui participe, selon Herbert Tingstén de "l'élévation de l'éducation politique du peuple et qui est aussi l'expression naturelle de l'éducation à la responsabilité individuelle dont l'importance est soulignée dans les statuts généraux du parti" ; cité dans H. Tingstén, *Den svenska socialdemokratiens idéutveckling*, vol. 2, Stockholm, Tidens förlag, 1941, p. 125-126. "höjande av folkets politiska upplysning samt är ett naturligt uttryck för den fostran till självansvar, vars betydelse framhålls i partiets allmänna grundsatser".

rend difficile une alliance entre les bourgeois : en optant pour une retraite volontaire, elle cherche en effet à ménager les petits entrepreneurs qui constituent la nouvelle clientèle courtisée par les centristes et son score est important (35,3 %). Une affiche de campagne du parti centriste résume bien l'enjeu à travers le slogan "Voulez-vous être assis sur les genoux de l'oncle État"³⁶² Le Premier Ministre Erlander³⁶³ misait sur 40 % d'opinions favorables à la motion social-démocrate ce qui permettrait de lui donner assez de légitimité et de continuer à gouverner afin de la mettre en pratique. Le référendum reste comme l'une des grandes campagnes de mobilisation de l'histoire de la Suède. Un organisme d'État sans affiliation partisane est chargé de vérifier que des comités d'information se forment pour soutenir chacune des motions. Si les partis de masses disposent de l'avantage du nombre et du personnel, les bourgeois bénéficient de celui de la presse. Mais les résultats permettent finalement à chaque parti de revendiquer une victoire relative et de se tailler une légitimité sur mesure, au prix de polémiques assez virulentes. La crise gouvernementale qui s'ensuit est la première depuis 21 ans et aboutit à la démission du cabinet.

Le fait que ce soit une question de politique sociale qui ait mis en échec la coalition rouge-verte établie depuis 1951 et amené le parti social-démocrate à gouverner seul n'est pas sans importance. Malgré la fragile assise parlementaire dont le parti peut se prévaloir avant les élections anticipées de 1958, la nécessité de mettre en œuvre le plan de retraite complémentaire après le référendum de 1957 est un argument central pour défendre le choix de ne pas abdiquer le pouvoir exécutif³⁶⁴. D'une certaine manière, la fragilité de la base parlementaire est un peu compensée par la légitimité, certes incomplète, acquise lors du référendum pour poursuivre les réformes sociales. Dans son compte rendu au chef d'État, en octobre 1957, le Premier Ministre Tage Erlander insiste ainsi sur le fait qu'une grande majorité des salariés a soutenu la motion n° 1, ce qui lui donne plus de crédibilité³⁶⁵.

³⁶² Cité dans N. Elvander, "Regeringsmakt och byråkrati", *Tiden*, n° 6, 1968, p. 396. "Vill ni sitta i farbror statens knä ?".

³⁶³ Premier Ministre et Porte-parole du parti de 1946 à 1969, date à laquelle Olof Palme lui succède. Voir annexe biographique.

³⁶⁴ SAP, *Protocole du Comité Directeur/CD (Partistyrelsen/Tage Erlander)*, 25 octobre 1957, Stockholm, Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek.

³⁶⁵ T. Erlander, *1955-1960*, Stockholm, Tidens Förlag, 1976, p. 202.

3.2 Vers le gouvernement d'un seul parti

3.2.1 *Un système parlementaire original*

Nous voulons nous intéresser de plus près ce qu'on appelle en Suède "la question du gouvernement" (*regeringsfrågan*). A ce sujet, l'ouvrage publié par Olof Ruin en 1968 reste un des plus importants mais, maintenant daté, il ne porte que sur la période 1945-1960³⁶⁶. Comme le suggère le titre (*Entre gouvernement d'union nationale et bipartisme*), l'auteur étudie les débats portant sur les différentes formes possibles de gouvernement entre deux extrêmes que sont le modèle de rassemblement (dont le "prototype" est la grande coalition nationale de 1939-1945) et un système partisan bipolaire qui impliquerait une relation dialectique entre un gouvernement et une opposition (une bonne approximation étant le régime britannique). Une des thèses de Ruin est que c'est "autour de 1960" que les débats délaissent le thème du rassemblement pour s'orienter durablement vers celui du bipartisme³⁶⁷, celui-ci supposant des efforts de la part d'une opposition bourgeoise divisée pour s'entendre et agréger ses forces. Le travail consiste, comme souvent dans la science politique suédoise, à dresser un panorama très exhaustif des débats et des écoles qui prennent position sur cette question, tout en décortiquant les arguments en présence. Le défaut évident est le manque de hiérarchisation des multitudes de points de vue et la juxtaposition de plusieurs sources de discours. Il serait néanmoins difficile de passer en revue autant de matériaux que Ruin aux fins d'étayer notre propre argumentation. On se contentera donc d'esquisser une approche un peu différente en la problématisant à la lumière des périodes plus récentes et dans un nouvel essai de synthèse. Il faut aussi remarquer que le livre est écrit et paraît un peu avant les élections de 1968 ; en cela, on peut dire qu'il est clairement influencé par l'image d'une social-démocratie en déclin électoral et qui ne flirte plus autant avec la majorité absolue des suffrages, les élections communales de 1966 ayant marqué un recul inquiétant du parti. Mais cette tendance est ensuite contredite par les résultats de 1968, qui renouent un temps avec la majorité absolue idéale.

³⁶⁶ O. Ruin, *op. cit.*

³⁶⁷ *Ibid.*, p. 21.

Tableau 3.2 *Distribution des sièges au Riksdag, première chambre 1953-1969*

	<i>Droite</i>	<i>Centre</i>	<i>Libéraux</i>	<i>SD</i>	<i>Gauche*</i>	Total
1953	20	25	22	79	4	150
1957	13	25	30	79	3	150
1958B	16	24	29	79	3	151
1961	19	20	33	77	2	151
1965	26	19	26	78	2	151
1969	24	21	26	79	1	151

*Communistes puis Parti de la gauche (*Vänsterpartiet*)

Tableau 3.3 *Distribution des sièges au Riksdag, deuxième chambre*

	<i>Droite</i>	<i>Centre</i>	<i>Lib</i>	<i>SD</i>	<i>Gauche</i>	Total
1953	31	26	58	110	5	230
1957	42	19	58	106	6	231
1958	45	32	38	111	5	231
1961	39	34	40	114	5	232
1965	33	35 + 1	43	113	8	233
1969	32	39	34	125	3	233

Source : S. Hadenius et al., *op. cit.*, p. 352-353

Selon Ruin et, d'un point de vue parlementaire, les années 1960 marquent un retour aux conditions de 1946-1948, lorsque le SAP gouvernait seul sur la base d'une majorité à la première chambre et dans les votes communs aux deux chambres (*gemensamma voteringar*), ainsi qu'une égalité de sièges à la seconde chambre³⁶⁸. Il s'agissait alors du premier cabinet formé par un seul parti majoritaire dans l'histoire de la Suède³⁶⁹. Expérience de courte durée qui est en outre marquée par la grande incertitude qui règne à gauche du SAP puisque les communistes sont, dans un premier temps, en nette progression. Or, nous allons le défendre, un élément décisif de la dominance social-démocrate et de ses variantes en Scandinavie a été le degré d'hégémonie à gauche et de contrôle (*containment*, pourrait-on oser) des partis issus des scissions communistes³⁷⁰. Au lendemain de la guerre, il n'est envisageable d'associer les communistes suédois ni au rassemblement national, ni à un gouvernement de gauche ni à aucune forme de coopération politique volontaire. Comme le précise Ruin, cet épisode des années 1946-52 est considéré par les sociaux-démocrates dans la continuité de l'expérience d'avant-guerre :

³⁶⁸ Ruin expose avec justesse un des problèmes importants de la forme parlementaire bicamérale : pour juger de la nature minoritaire d'un cabinet, doit on se fier aux mandats dont ce parti dispose à la première chambre ? à la deuxième ? ou dans les votes communs? (*ibid.*, p. 19)

³⁶⁹ *Ibid.*, p. 28. De 1948 à la formation de la coalition en 1951, le SAP ne dispose plus de l'égalité à la seconde chambre.

³⁷⁰ Auxquels s'ajoutent éventuellement les partis de la nouvelle gauche issus des scissions des partis sociaux-démocrates norvégiens et danois dans les années 1960-70.

"La nouvelle majorité parlementaire était aussi présentée comme une continuation et une réalisation des idées parlementaires que Karl Staaf³⁷¹ avait un jour développées, qui étaient apparues irréalisables dans les années 20, et que le premier ministre Per Albin Hansson mit en œuvre dans la décennie suivante à travers la coopération avec le parti agrarien"³⁷².

En cela, il représente l'aboutissement d'une idéologie du principe majoritaire longtemps portée par le successeur de Hansson comme leader du parti et premier ministre en 1946, Tage Erlander. Pour ce dernier, une majorité parlementaire est nécessaire pour mener à bien la politique économique que l'effort de planification impliquait dans l'immédiat après-guerre³⁷³. Erlander était représentatif de cette frange de politiciens hantés par le souvenir du parlementarisme minoritaire et de l'instabilité politique des années 20³⁷⁴. Mais la coalition rouge-verte des années 1930 avait aussi fortement marqué les esprits. Elle représentait une première pierre dans la construction d'un édifice majoritaire qui restera toujours précaire. Par contraste, le gouvernement d'union nationale qui suit est destiné à être une administration extraordinaire qui ne durera pas après la guerre. Le SAP, qui dispose d'une majorité absolue au *Riksdag* depuis 1938, a un programme de bataille ambitieux et assez radical pour l'après-guerre³⁷⁵, mais c'est surtout le risque de perdre du terrain au profit des communistes qui constitue un motif légitime de rupture³⁷⁶. Les cabinets des années 1946-1951 sont donc un prélude au tournant de 1957 et à la longue série de gouvernements unicolores qui s'ensuivra. Cependant, bien qu'en position de continuer à gouverner seuls après les élections de 1948, le parti n'obtient qu'une majorité relative à la 2^{ème} chambre et entreprend de démarcher à nouveau les agrariens en vue d'une coalition. Les justifications de cette stratégie sont d'ordres divers : la propagande de l'opposition et des milieux industriels contre "la socialisation de l'économie" est toujours active et insiste sur les difficultés économiques, en particulier l'inflation, pour attester la mauvaise gestion social-démocrate ; le gouvernement a également

³⁷¹ Karl Staaf (1860-1915), le premier libéral à former un cabinet en 1906, fera plusieurs alliances avec les sociaux-démocrates. Voir le lexique biographique en annexe.

³⁷² O. Ruin, *op. cit.*, p. 106. "Den nya riksdagsmajoriteten presenterades också som en fortsättning och ett förverkligande av de parlamentariska idéer som Staaf en gång utvecklat, som under 20-talet förefallit ouppnåeliga och som Per Albin Hansson förverkligat under 30-Talet genom sitt samarbete med bondeförbundet".

³⁷³ Cité dans *ibid.*, p. 106. "La politique économique requiert une planification stable. Elle est promue par une majorité parlementaire prête à prendre la responsabilité des mesures que la situation impose". "Den ekonomiska politiken fordrar en fast planläggning. Den främjas genom förekomsten av en riksdagsmajoritet beredd att ta ansvaret för de åtgärder, som läget kräver".

³⁷⁴ Parfois appelé "parlementarisme des commissions" (*utskottsparlamentarismen*), par référence au pouvoir des comités du *Riksdag* comme centres des négociations. Il faut dire que la discipline des groupes parlementaires était alors moindre, ce qui contribue à expliquer l'instabilité de cette période.

³⁷⁵ *Efterkrigsprogrammet*, le programme économique et social de 1944, constitue une sorte de manifeste ambivalent du programme de reconstruction social-démocrate.

besoin d'une assise solide pour négocier son programme économique et fiscal avec les organisations industrielles³⁷⁷. La tentative d'alliance n'aboutit pas en 1948, en raison des oppositions au sein du parti agrarien où un gouvernement d'union nationale était encore en bonne grâce. Le parti est aussi en plein renouvellement de leadership. Mais l'idée n'est pas abandonnée pour autant du côté social-démocrate. Sans qu'il y ait eu de nouvelles élections législatives, et malgré les réticences de LO³⁷⁸, une coopération plus formelle s'instaure entre les deux partis en 1949. Lorsque les agrariens entrevoient la perspective d'être plus qu'une béquille parlementaire, leur nouveau porte-parole, Gunnar Hedlund, propose de s'entendre sur un programme commun en 1951. Dans ces conditions de méfiance et d'incertitude des deux côtés, les négociations ne pouvaient être que laborieuses. Comme lors de la première coalition, en 1933, la question des prix agricoles est au centre des débats.

3.2.2 *Le devoir de gouvernement et la destinée minoritaire*

Il est important d'avoir à l'esprit cet arrière-plan, grossièrement simplifié, afin de comprendre en quoi la situation est très différente à partir de 1957. A l'issue des élections de 1956, les partis bourgeois disposent d'une majorité des suffrages exprimés pour la première fois depuis 1930. Toutefois, La droite (*Höger*) ne parvient pas à former un gouvernement car les deux autres partis craignent trop d'être associés à son conservatisme social. Le parti du centre, par exemple, avance aussi l'argument de "l'indécence politique" que représenterait un retournement des alliances si soudain³⁷⁹. La coalition est donc reconduite dans la douleur jusqu'au référendum que nous avons évoqué plus haut. Les discussions qui ont lieu au comité directeur (*partistyrelsen*) du parti après la démission des ministres agrariens, en octobre 1957 sont fondamentales pour notre propos. Une coopération formelle avec un ou plusieurs partis passe dorénavant obligatoirement par une négociation à la baisse du régime des retraites et le principe d'un rassemblement national recueille toujours les faveurs non seulement des partis bourgeois, mais aussi de l'opinion. Par ailleurs, tous les sociaux-démocrates ne sont pas convaincus, loin s'en faut, qu'il faille s'accrocher à la fonction exécutive. Pourquoi ne pas

³⁷⁶ O. Ruin, *op. cit.*, p. 139.

³⁷⁷ Pour Erlander, "C'est la tâche du gouvernement que de représenter les intérêts sociaux divers lors des négociations la table de négociation. Plus la position du gouvernement est forte au parlement, plus il lui est possible de parler au nom de la société à la table de négociation". Cité dans *ibid.*, p. 118. "Det blir regeringens uppgift att vid dessa förhandlingar företräda samhällsintresset. Ju starkare regeringens ställning är i riksdagen, desto beslutsammare har regeringen möjlighet att tala å samhällets vägnar vid förhandlingsbordet".

³⁷⁸ T. Erlander, *1949-1954*, Stockholm, Tidens Förlag, 1974, p. 75.

laisser l'opposition faire une cure de responsabilité afin qu'elle démontre son incapacité à gouverner ? ce type de raisonnement est courant en réponse à la propagande active des partis bourgeois. Sur ce point, la position d'Erlander est que le SAP est investi d'une responsabilité historique, celle du réformisme social, mais aussi qu'il sera "contraint" d'exercer les fonctions exécutives tant qu'il disposera de la majorité à la première chambre.

"Je me souviens des discussions quatre ans auparavant lorsque l'on en était venu à se poser la question : le parti a-t-il véritablement quelque mission qui le distingue d'une façon radicale des autres partis ? cette fois, je crois que nous devons risquer de confronter cette question dans toute son étendue : la social-démocratie est et reste le parti qui porte le travail de réforme sociale et culturelle"³⁸⁰.

La question de la forme de gouvernement la plus appropriée reste latente pendant un certain temps et c'est finalement la question de la réforme des retraites qui sera décisive, dans la mesure où un gouvernement de rassemblement ne serait possible qu'à la condition d'un compromis sur ce terrain. Un cabinet de droite serait encore plus dommageable de ce point de vue et, comme la coalition avec le parti du centre n'est plus à reconduire, les sociaux-démocrates se considèrent "en devoir" de gouverner. Erlander prétend ainsi couper court à l'opinion selon laquelle le parti justifie son choix par le simple fait qu'il possède une majorité à la première chambre. Dans les votes communs aux deux chambres, le SAP possède 184 mandats et les trois partis bourgeois, eux-mêmes divisés, 186. Le Premier Ministre admet alors, en le regrettant, que les communistes auront un pouvoir de décision important dans un tel contexte³⁸¹. Or, ce constat devait avoir une grande importance dans l'équilibre ultérieur des forces parlementaires en Suède. A l'issue du référendum de 1957, il est dit que le nouveau gouvernement de minorité social-démocrate est un gouvernement des salariés³⁸², ce qui confirme la stratégie d'ouverture en direction des employés de toute catégorie et de leurs syndicats. On observe aussi que la clientèle communiste s'est reportée massivement sur la motion social-démocrate.

Les gouvernements qui seront formés à partir des années 1960 illustrent bien les ambiguïtés des théories "rationalistes" du gouvernement minoritaire qui dominent le champ

³⁷⁹ T. Bergman, *op. cit.*, p. 82.

³⁸⁰ SAP, *Protocole du CD* (Erlander), 25 septembre 1956 : "jag minns från diskussionerna för fyra år sedan, att man gång på gång mötte frågan : har partiet verkligen någon uppgift som på ett avgörande sätt skiljer oss fr. de övriga partierna ? den här gången tror jag inte man behöver riskera att möta den frågan i alls samma utsträckning". "socialdemokratin är och förblir det parti, som bär upp det sociala och kulturella reformarbetet".

³⁸¹ SAP, *Protocole du CD* (Erlander), 25 Octobre 1956.

³⁸² *Ibid.* (Gösta Malmström).

de la science politique. Bien qu'il n'y ait pas à proprement parler de coalition formelle derrière les cabinets sociaux-démocrates, on repère néanmoins l'existence d'une alliance "négative"³⁸³ latente des forces de gauche, issues du même mouvement ouvrier, tandis que le reste de l'opposition est toujours profondément divisé. On peut y voir un début de réponse à la question initiale de Kaare Strøm, dans son ouvrage classique, sur la forme minoritaire de gouvernement : pourquoi l'opposition, par définition une coalition majoritaire au parlement, ne dépose-t-elle pas le gouvernement afin de bénéficier elle-même des dépouilles ?³⁸⁴. Outre que le paradigme rationaliste a surdéterminé l'importance de l'occupation de l'exécutif comme but ultime pour les partis, au moins depuis Anthony Downs³⁸⁵, il a aussi trop tendance à considérer les acteurs collectifs comme des petits cubes relativement interchangeables dans le jeu politique. Or, il ne faudrait pas oublier le rôle des cultures, clivages et traditions dans le système de partis, quand bien même celles-ci n'empêchent pas systématiquement l'alliance de la carpe et du lapin. Strøm, dont on sait qu'il a le cas scandinave très présent à l'esprit, se sort d'affaire en montrant que les partis d'opposition tirent suffisamment de bénéfices de leur position parlementaire et des responsabilités attenantes dans le processus législatif. Plus important peut-être, il faut ajouter que cette opposition n'est une coalition majoritaire que dans une acception numérique qui n'a pas toujours de sens en Suède ou même en Norvège. Dans les deux cas, les petits partis de gauche n'ont ni l'habitude, ni l'intérêt de voter régulièrement avec les partis dits "bourgeois" lorsque l'on risquerait de faire tomber un cabinet social-démocrate. Entre deux maux, l'on choisit généralement le moindre. En outre, le camp bourgeois est loin d'être unitaire lui-même et tant les libéraux que le centre ont un passé d'alliances avec les sociaux-démocrates. C'est moins évident en Norvège mais tous ces partis libéraux et centristes ont au moins en commun un héritage contestataire ou populaire qui leur confère une identité idéologique intermédiaire dans le système, entre droite et gauche. Même lorsque ces partis ont une représentation parlementaire suffisante pour gouverner ensemble, la coopération n'apparaît pas nécessairement comme évidente, naturelle ou obligatoire. La situation est différente à l'échelon du gouvernement local où les coalitions hétérodoxes sont devenues plus nombreuses bien que le SAP reste souvent le plus grand parti.

Le cabinet social-démocrate de 1957 était révélateur d'une géométrie politique complexe et changeante : comme en 1956, la tentative conservatrice pour former une coalition échoue du fait que libéraux et centristes refusent d'être assimilés à un "cabinet de droite" ; les libéraux

³⁸³ L'alliance des frères ennemis, pourrait-on dire.

³⁸⁴ K. Strøm, *Minority Government and Majority Rule*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p.8.

³⁸⁵ A. Downs, *op. cit.*, 1957.

auraient souhaité un gouvernement d'union nationale que le SAP n'imaginait qu'en tant de crise ; Quant à Erlander, il appelait l'opposition à se rassembler pour construire une alternative de gouvernement viable³⁸⁶. Par conséquent, la question du poids relatif des partis ne devrait pas faire oublier celle de leurs relations au plan idéologique. L'analyse stratégique et rationnelle des coalitions partisans a souvent négligé des pans entiers de l'histoire politique même si elle a graduellement intégré certaines variables institutionnelles. Pour autant, une coalition formelle entre le SAP et le parti de la gauche était impensable dans les années 1960 et elle reste même difficile à imaginer pour les intéressés encore aujourd'hui alors que la coopération parlementaire est justement devenue assez négociée depuis le milieu des années 1990.

La Suède se révèle donc être un cas particulier de dominance social-démocrate conjuguée à un soutien parlementaire passif ou "négatif" (souvent par abstention) mais stable de la gauche, parfois avec un appoint *ad hoc* des partis du centre. Ceci vaut aussi dans une large mesure pour la Norvège où le parti social-démocrate peut même se prévaloir de n'avoir jamais gouverné dans le cadre d'une quelconque coalition. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus en détail dans un chapitre spécifique. Mais cette expérience originale du pouvoir ne peut pas ne pas avoir marqué profondément le système politique et les partis. Les sociaux-démocrates en particulier en ont hérité une combinaison de force et de fragilité. Car d'un point de vue électoral, leur sort a souvent dépendu d'une marge très faible ou bien de tractations assez imprévisibles entre les partis pouvant former une coalition alternative potentielle.

3.3 Le contexte de la réforme constitutionnelle, fil directeur d'un nouvel esprit "minoritaire-majoritaire"

3.3.1 L'esprit et les réformes du bicaméralisme : un arrière-plan historique

La longue histoire de la réforme de ce qui était, au début des années 1950, la plus vieille constitution d'Europe encore en vie (1809) est en grande partie l'histoire d'un curieux paradoxe : la stabilisation durable d'une majorité social-démocrate à la chambre haute

³⁸⁶ O. Ruin, *op. cit.*, p. 326-329.

(première chambre³⁸⁷), élue indirectement par les conseils municipaux et généraux, et renouvelée à raison d'un huitième de ses mandats chaque année. Toutefois, cette assemblée est sur un pied d'égalité, hormis le nombre de représentants plus faible, avec la seconde chambre quand il s'agit des attributions législatives. Avec une habileté certaine et une grande modération, le parti social-démocrate s'était coulé dans le moule de la vieille constitution qui permettait du reste beaucoup de flexibilité. A l'issue de son long combat pour le suffrage universel, au début du siècle, le parti avait contenu les vellétés internes latentes de réforme plus radicale, comme l'hostilité sourde à une monarchie qui restait populaire ainsi que les ambitions républicaines. Les sociaux-démocrates s'étaient aussi rapidement accommodés de la représentation proportionnelle que les conservateurs avaient curieusement réussi à imposer (1907-1909) pour limiter la progression des partis ouvriers dans le cadre de l'élargissement du suffrage. Le système bicaméral était le trait principal de la première grande avancée vers le parlementarisme lors de l'auto-exécution du parlement des quatre ordres en 1865-66³⁸⁸. Si ce changement confirmait la déchéance du vieux modèle corporatif des ordres, son initiateur, le Premier Ministre Louis de Geer avait des difficultés à faire accepter un bicaméralisme qui n'entérine pas une nouvelle division sociale trop flagrante entre chambre aristocratique et chambre basse³⁸⁹. Néanmoins, la première chambre était conçue comme une garantie conservatrice et De Geer n'était pas un partisan acharné du parlementarisme ; son projet supposait que cette assemblée ait les qualités requises pour "préserver le génie de l'éducation et des capacités"³⁹⁰. Après la réforme de la représentation en 1907-1909, le parti social-démocrate était encore partisan de l'abolition de la première chambre ou de sa refonte complète³⁹¹. Celle-ci était une caractéristique saillante de ce qu'on appelle l'*ämbetsmannastat*, c'est-à-dire la version constitutionnelle et bureaucratique de l'État monarchique, que le SAP combattait³⁹². Certes, il y avait bien au sein du parti des tendances encore clairement anti-

³⁸⁷ *Första kammaren*, soit la chambre haute.

³⁸⁸ La noblesse, le clergé, la bourgeoisie et la paysannerie.

³⁸⁹ S. Hadenius et al., *op. cit.*, p. 12.

³⁹⁰ *Författningsutredningen, Lagförslag. Förslagens huvudlinjer, vol. VI, del 1*, Stockholm, Statens Offentliga Utredningar (SOU : 16), 1963, p. 23. "Trygga bildningens och förmogenhets talan". Ce débat est connu de tous les pays qui ont eu à réconcilier un régime représentatif avec une tradition d'ordres monarchiques. La France a des problèmes similaires lors du compromis sur le sénat à la fin des années 1870.

³⁹¹ H. Tingstén, *op. cit.*, p. 66.

³⁹² Il faut comprendre qu'après la réforme de 1866, les hauts fonctionnaires, parfois d'ascendance noble il est vrai, étaient majoritaires à la première chambre. Le concept d'*ämbetsmannastat* est fondamental dans l'histoire politique des monarchies constitutionnelles scandinaves au 19^{ème} siècle en ce qu'il représente le premier temps fort de la modernisation politique et de la transition vers un Etat bureaucratique très proche de l'image qu'en avait Max Weber. C'est un régime où les hauts fonctionnaires acquièrent une position politique prédominante en tant que "techniciens" de la gestion des affaires publiques, participant ainsi à l'œuvre de rationalisation de l'État comme système de gouvernement. En France, le monarchie constitutionnelle et des ministères comme celui de Guizot ont certaines ressemblances avec ce dont on parle ici.

parlementaires, mais sa coalition dominante, autour de Hjalmar Branting était déjà largement acquise au parlementarisme³⁹³ qui triomphe en 1917. L'alternative unicamérale se trouvait aussi à l'avant-scène du parti depuis quelques années. Les sociaux-démocrates qui défendaient le bicaméralisme, tel le futur Ministre des Affaires Sociales Gustav Möller³⁹⁴, envisageaient la transformation de la première chambre en une assemblée des intérêts organisés, de type corporatiste et qui aurait fait la part belle à la représentation des syndicats³⁹⁵. Finalement, le mode d'élection de cet organe ne devait pas fondamentalement changer, hormis les effets de l'élargissement du suffrage.

3.3.2 *Le paradoxe de la chambre haute social-démocrate*

Cet arrière-plan suffit pour comprendre la réaction des partis bourgeois, notamment du parti conservateur, lorsque le système très lent de renouvellement de la première chambre commence à bénéficier au SAP qui dispose à lui seul d'une majorité absolue dès 1941 :

"La dominance politique social-démocrate devait toutefois produire une situation dans laquelle l'opposition commença à examiner la constitution avec des yeux envieux dans l'espoir de découvrir si un amendement ne pourrait pas susciter le changement"³⁹⁶.

Ce phénomène de retard dans la distribution des mandats par rapport aux élections directes de la deuxième chambre en vient à être de plus en plus critiqué comme un instrument au service du parti majoritaire. Les sociaux-démocrates ne peuvent évidemment ignorer ce problème qui devient encore plus criant lorsqu'ils n'ont plus qu'une majorité relative à la deuxième chambre (1948). Ceci est très important car, à l'exception notable du mandat 1968-1970, marquant le terme ultime du bicaméralisme, les différents cabinets s'appuient sur une seule majorité à la première chambre à partir de cette année 1948³⁹⁷.

³⁹³ Pour désigner cette coalition dominante, au sens de Panebianco, on parle de "système Branting", ce qui désigne la prédominance d'une coalition d'élites dirigeantes du SAP autour de son leader historique, Hjalmar Branting. Ces vassaux sont souvent stratégiquement placés de façon à contrôler les postes les plus importants.

³⁹⁴ Voir l'annexe biographique.

³⁹⁵ H. Tingstén, *op. cit.*, p. 126.

³⁹⁶ E. Holmberg, N. Stjernquist, 1995, *The Constitution of Sweden. An Introduction*, Stockholm, The Swedish Riksdag, 1996, p. 11. "The social democratic dominance in politics however produced a situation in which the Opposition began to cast envious eyes on the constitution, in the hope of discovering whether amendment might not bring an opening".

³⁹⁷ En réalité, comme le montrent les tableaux 3.2 et 3.3, la gauche (SAP) conserve une courte majorité absolue à la deuxième chambre, à l'exception de 1956-58.

Ces développements peuvent paraître par trop techniques et formels mais ils soulignent au moins clairement une réalité à laquelle on ne peut se soustraire quand on analyse la vie politique suédoise contemporaine : sous l'effet combiné de plusieurs facteurs, la dominance social-démocrate a été constamment marquée du sceau de sa fragilité parlementaire³⁹⁸. Avec la fin de la coalition rouge-verte en 1957, la question constitutionnelle n'en prend que plus de relief et mobilise les appareils partisans. Toutefois, il faut être prudent. Gardons à l'esprit que notre approche de l'institutionnalisation ne repose pas sur l'accumulation pure et simple de ressources et d'avantages. Cela suggérerait par exemple que le SAP aurait eu le loisir de refaire la constitution à sa main, dans une optique gaullienne ou autoritaire, ce qui n'est pas le cas. Nous cherchons au contraire à mettre en évidence les stratégies complexes d'un parti pour réconcilier au mieux certains de ses héritages et les fonctions qu'il est appelé à exercer de façon durable à la tête de l'État. Comme le propose Angelo Panebianco, c'est "l'articulation des buts" dans des contextes changeants (qu'il préfère à la "substitution des buts" de Roberto Michels) avec l'identité du parti³⁹⁹. C'est justement parce qu'ils voient toute la difficulté à justifier la conservation de leur bastion de la première chambre que les sociaux-démocrates n'ont d'autre solution que d'entrer dans le jeu de la réforme constitutionnelle. Bien évidemment ils essaient aussi de l'orienter à leur manière mais leur marge de manœuvre n'est pas infinie. L'issue de ce processus a souvent été présentée comme une victoire pour l'opposition qui aurait vu la plupart de ses préférences réalisées dans le nouveau schéma, au détriment du SAP. Ce serait un peu trop simple. A l'évidence, les deux temps des réformes, en 1968-69 et 1975, sont des compromis longuement et durement négociés mais le SAP n'a aucun intérêt à se présenter comme un chiffonnier dans cette bataille. Il ne faut pas oublier que la constitution de 1809 est encore parée du lustre romantique dont peut se prévaloir la deuxième plus vieille constitution du monde, après celle des Etats-Unis⁴⁰⁰. C'est en partie pour cela que le SAP a dû s'en accommoder afin d'asseoir sa légitimité gouvernementale et c'est pratiquement pour la même raison qu'il ne veut pas apparaître comme le grand fossoyeur de la constitution. Il y a cependant la reconnaissance claire que la première chambre et son mode d'élection sont archaïques, ce qui signale une certaine honnêteté politique que la gauche

³⁹⁸ Contrairement à ce que pense Magnus Isberg qui parle de gouvernements majoritaires stables entre 1945 et 1970 (M. Isberg, *Riksdagens roll under 1970-talet*, Stockholm, Akademilitteratur, 1984, p. 15).

³⁹⁹ A. Panebianco, *op. cit.*, p. 16.

⁴⁰⁰ Ceci en dépit du fait qu'elle fut rédigée en moins de trois semaines, après le coup d'État d'un groupe d'officier qui déposa le roi Gustave IV Adolphe et dans un contexte de crise internationale. Mais il est vrai qu'elle était une petite révolution et signifiait la fin de l'absolutisme gustavien. En français, voir la petite brochure de Gunnar Heckscher, *La constitution suédoise 1809-1959*, Stockholm, Institut suédois, 1962.

française n'a pas toujours eu, que ce soit dans l'opposition, ou au pouvoir avec la présidentialisation du parti.

Ce que nous allons tenter de montrer ici, c'est que le parti est aux prises avec un dilemme que l'on peut grossièrement présenter ainsi : prendre position pour les règles les plus démocratiques tout en conservant la meilleure assise majoritaire possible pour gouverner. Ceci signifie que l'abandon de la première chambre devrait être compensé par certains aménagements qui favorisent le plus grand parti, ou indirectement contraignent les partis d'opposition. En réalité, on n'aura besoin de se concentrer que sur trois dimensions : la forme camérale, le mode de scrutin et la question du parlementarisme, les trois étant du reste intimement liées. Au delà, les mobilisations des partis et d'autres acteurs sur la question constitutionnelle témoignent selon nous de ce changement d'époque politique dont nous avons parlé et qu'Olof Ruin qualifie de transition vers une forme incomplète de bipartisme ; en effet, l'enjeu historique de l'alternance politique se trouve au centre de la réforme, même s'il ne sied pas d'en parler trop ouvertement. Traditionnellement, du fait de l'âge de la vieille constitution mais aussi d'une doctrine de l'État originale et marquée par une grande homologie, la question de l'ingénierie institutionnelle était perçue par beaucoup comme assez secondaire :

"Le système des règles juridiques de l'État est souvent considéré comme une question de détails (petitesses) de moindre importance que le travail consistant à résoudre les différents problèmes politiques concrets et actuels (...)"⁴⁰¹.

A cet égard, les années 1960 commencent à assumer plus clairement le caractère politique de l'ingénierie institutionnelle, à plusieurs niveaux qui seront au centre de cette thèse, à commencer par le rôle des partis dans l'architecture du gouvernement. Comme le note Torbjörn Bergman, la Suède offre l'un des rares exemples d'une refonte profonde de la constitution d'un régime parlementaire ancien et stabilisé⁴⁰².

Encore une fois, il existe en suédois au moins une cartographie très exhaustive des débats constitutionnels de cette époque. Celle-ci est largement due au politologue Björn von

⁴⁰¹ O Nyman, *op. cit.*, p. 7. "Det statsrättsliga regelssystemet betraktas ofta nog som en fråga om petitesser, av underordnad betydelse i jämförelse med arbetet på lösandet av skilda aktuella konkreta politiska sakfrågor, som i första hand fångar uppmärksamheten och kräver insatser från politikernassida".

⁴⁰² T. Bergman, *op. cit.*, p. 10

Sydow⁴⁰³. Cet étalage des polémiques est presque assourdissant de détails et reste par trop chronologique. Le souci d'économie nous dicte à nouveau de faire un tri car l'épisode dure plus de vingt ans (1954-1975). Après une brève présentation des origines de la réforme, on s'appuiera sur les protocoles du SAP pour illustrer les stratégies et les dilemmes des partis ainsi que le glissement vers ce système "minoritaire-majoritaire" que nous évoquions et qui a fait long feu.

3.3.3 *Prolégomènes à une réforme constitutionnelle*

Pour ne pas remonter trop loin dans le passé, on peut dire que le débat constitutionnel prend un tour sérieux au début des années 1950. Le parti libéral, alors dirigé par le grand économiste Bertil Ohlin, est sans conteste devenu le second parti à l'occasion des élections de 1948 à la seconde chambre mais sa représentation à la première chambre est nettement inférieure en raison du mode de renouvellement spécifique⁴⁰⁴. Au delà de cette déficience et de la volonté de "rationaliser" le mode de représentation, l'offensive des partis d'opposition se porte essentiellement sur le référendum d'initiative minoritaire. Toutefois, il faut signaler que le parti conservateur est plus divisé que les libéraux sur le sujet du bicaméralisme, la première chambre ayant été son bastion historique. En 1952-54, une réforme provisoire du mode de scrutin proportionnel pour l'élection de la deuxième chambre s'est portée sur la méthode modifiée de Sainte-Laguë qui offre un avantage moins conséquent que celle de D'Hondt au plus grand parti.

Comme c'est l'usage en Suède pour la discussion et la préparation de toutes les réformes importantes, une commission d'étude plurielle est nommée en 1954 avec un mandat assez large pour réaliser un audit général de la constitution⁴⁰⁵. Celui-ci est d'autant plus complexe

⁴⁰³ B. von Sydow, *op. cit.* A noter que l'auteur est lui-même social-démocrate, Ministre de la Défense dans le gouvernement de Göran Persson de 1998 à 2002.

⁴⁰⁴ O. Nyman, *op. cit.*, 1969, p.8.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, p. 9. La commission porte le titre de *Författningsutredningen* et elle est présidée par l'ancien ministre social-démocrate Rickard Sandler, un des promoteurs tenace mais vieillissant du régime républicain. Le système des commissions publiques en Suède (*Statens Offentliga Utredningar*, SOU) est parmi les plus développés au monde. Elles ont constitué un axe majeur de l'esprit de compromis bien que leur pratique ait considérablement évolué. Pour érafler un peu le mythe du compromis permanent, on peut aussi dire qu'elles ont parfois servi à neutraliser ou mettre de côté certaines questions sensibles tout en offrant une pléthore de postes d'experts en préretraite. De fait, leur structure, leur taille et leur durée varient beaucoup, mais elles ont généralement un souci de représentativité large des intérêts, des partis. C'est néanmoins le gouvernement qui est formellement maître des nominations, du mandat et de l'ordre du jour. Sur ce système complexe, voir en suédois H. Meijer, *Kommittéväsandets utveckling 1905-1954*, Lund, Gleerup, 1966 ; J. Johansson, *Det statliga kommittéväsandet : kunskap, kontroll, konsensus*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Stockholm Universitet, 1992.

que les documents écrits, au-delà de leur statut inévitable de "fiction" propre à toute constitution, sont en décalage avec l'évolution de la pratique du pouvoir et des institutions qui court sur un siècle et plus suivant les révisions effectuées lors de la disparition du parlement des états en 1866. Olle Nyman a des remarques d'une clarté limpide sur ce point, qui méritent d'être citées tant elles traduisent bien le problème de la compréhension des rapports des facteurs de pouvoir effectifs dans les États de droit :

"On remarque que même une nouvelle constitution est incomplète et insatisfaisante, dans le sens où elle ne peut appréhender tous les facteurs de pouvoir réels. Le système de partis ne peut qu'être évoqué au passage et les intérêts organisés, à peine, du reste, à l'exception peut-être du rôle des organisations en tant qu'organes consultatifs (*remiss*). La raison en est que la mission de la constitution n'est pas de décrire le processus de décision politique dans toutes ses nuances mais de produire un règlement juridique, tout particulièrement de préciser la répartition des fonctions de l'État entre les plus hautes sphères du gouvernement, décider des frontières de leur compétence, préciser et garantir les limites de la sphère des libertés individuelles - ainsi que prescrire les formes en vertu desquelles les organes de l'État doivent agir de manière à ce que ces actions soient suivies d'effet juridiques"⁴⁰⁶.

Le rapport du comité est rendu près de 10 ans plus tard, soit en 1963. Mais entre temps, on peut dire que la crise gouvernementale de 1957 a intensifié les tensions entre les partis et le rapport, qui est le produit d'un compromis de longue haleine entre les différents forces, entre monarchistes et républicains plus ou moins avoués, se trouve quelque peu en décalage avec l'actualité du conflit partisan autour de la forme souhaitable de gouvernement. En 1961, le SAP s'est en effet doté d'un groupe d'étude interne pour les questions constitutionnelles et, d'une certaine manière, les propositions de la commission publique vont être mises hors circuit au profit des appareils partisans. Cependant, ce rapport n'est pas sans provoquer un débat de grande ampleur. Mais seul le parti libéral se déclare assez en accord avec les conclusions de la commission⁴⁰⁷. Sur la question de la forme des chambres, les propositions incluent une alternative d'une ou deux chambres, mais une majorité semble se prononcer en faveur d'une assemblée unique de 290 membres dont 60 seraient élus sur une base régionale.

⁴⁰⁶ O. Nyman, *op. cit.*, p. 25. "Det anmärks att även en nyskriven författning blir ofullständig och otillfredsställande därigenom att den inte kan gripa över alla reella maktfaktorer. Partiväsendet kan endast flyktigt beröras och organisationsväsendet i övrigt knappast alls, utom möjligen i samband med organisationernas roll som remissorgan. Svaret är att författningens uppgift inte är att beskriva den politiska beslutsprocessen i dess olika led och sidoledd utan att ge en rättslig reglering, särskilt att ange fördelningen av statsfunktionerna mellan de högsta statsorganen, bestämma gränserna för deras kompetens - även i förhållande till den enskilde och därmed ange och garantera gränserna för den individuella frihetssfären - samt ange de former, vari statsorganer har att agera för att handlingar med rättsliga verkningar skall komma till stånd".

⁴⁰⁷ *Ibid.*, p. 29.

Le mode de scrutin favorisé serait la proportionnelle (selon la méthode des nombres entiers de D'hondt) avec une ouverture en faveur du choix individualisé entre les candidats de chaque liste (*personval*)⁴⁰⁸.

3.3.4 *La géométrie des stratégies partisanes : quel parlement et quel mode de scrutin ?*

Du fait même de sa longue dominance, le SAP se trouve dans une position inconfortable dans la négociation constitutionnelle : stigmatisé parce qu'apparemment suspendu au fil ténu de sa majorité à la première chambre, le parti ne peut véritablement prendre d'initiative sous peine d'être aussitôt accusé de vouloir renforcer cette majorité bancaire par un système plus pérenne. Tage Erlander est obligé de rappeler que son parti a pu gouverner en dépit d'un scrutin proportionnel qui lui avait été imposé contre son gré, et même pour le gêner dans sa progression, au début du siècle :

"Ses conséquences négatives ont été limitées grâce à la capacité de la social-démocratie à maintenir son unité, malgré l'invitation aux scissions de ce mode de scrutin⁴⁰⁹. Ensuite, des majorités parlementaires significatives ont pu s'établir en temps de crise grâce à la coopération entre partis. Et enfin, la première chambre a offert au plus grand parti la prime que le mode de scrutin d'autres pays donne au parti qui, en raison de son importance, peut être supposé contraint d'exercer les responsabilités exécutives"⁴¹⁰.

Les attaques les plus véhémentes viennent du parti libéral qui suspecte le SAP de favoriser le scrutin majoritaire, ce qui est loin d'être le cas puisque ce dernier mode de scrutin forcerait aussi probablement l'opposition à s'unir durablement contre lui sous peine de voir fondre la représentation individuelle des plus petits partis. Après leur défaite sur la question des retraites, les libéraux ne veulent pas céder aussi sur le terrain constitutionnel, abdiquant le bénéfice de leur progrès électoral récent. Leur programme consiste par conséquent à garantir

⁴⁰⁸ Författningsutredningen, *op. cit.*, p. 9-48.

⁴⁰⁹ Le schéma des seuils de représentation de Stein Rokkan était évidemment influencé par l'exemple norvégien où le scrutin majoritaire fut conservé au début du siècle alors que les libéraux avaient un ascendant net sur le parti social-démocrate. Ce choix contribua à marginaliser, et probablement, radicaliser le socialisme norvégien qui ne parvenait pas à s'implanter par les voies du suffrage (S. M. Lipset, S. Rokkan, *op. cit.*, 1964, p. 34).

⁴¹⁰ T. Erlander, *Minnesanteckningar* (notes personnelles), octobre 1960, cité dans B. Von Sydow, *op. cit.*, p. 135. "Dess skadeverkningar har begränsats tack vare socialdemokratins förmåga att hålla samman trots valsystemet inbjudan till splittring. Vidare har det under de mest krislika tiderna gått att skapa betydande riksdagsmajoriteter genom samverkan med andra partier. Och slutligen har första kammaren givit det största partiet den premiering som i andra länder valsystemet ger det parti, som på grund av sin storlek kan förutsättas bli tvunget att ta regeringsansvaret".

le plus haut degré possible de proportionnelle afin de revaloriser le parlement comme arène de négociation permanente avec des gouvernements affaiblis.

Les positions des différents partis ne sont ni statiques, ni complètement unitaires. Notre but n'est alors pas de rendre compte des évolutions et des divergences internes dans leur moindre détail. De plus, la période de référence étant assez longue, on imagine que nombre d'événements, à commencer par les élections, viennent modifier le paysage des stratégies et des prises de position. Ce qui nous importe avant tout, c'est d'associer à la dimension des "intérêts" et rationalités⁴¹¹ des partis, celle de la légitimation trop souvent éclipsée, ou plutôt de la justification, qui est centrale pour le SAP alors au pouvoir dans la mesure où il a plus à perdre en passant pour un manipulateur de mode de scrutin sous le feu de la propagande active de l'opposition. En outre, les processus de décision internes au parti doivent être pris en compte, qui attestent des erreurs fréquentes de calcul ou d'anticipation de la part des acteurs dans le cadre d'un débat constitutionnel complexe.

(a) Le casse-tête des avantages indus

Comme nous l'avons dit, on ne peut séparer le choix du type d'assemblée de celui de son mode d'élection. Si un consensus relatif autour du passage à une chambre unique se dégage sans trop de difficulté après 1963, les tensions se déplacent vers la question du caractère plus ou moins direct de l'élection. Afin de conserver un lien avec le niveau communal, qui élit la première chambre, le premier ministre Tage Erlander propose qu'une fraction des mandats soit décidée lors des élections municipales :

"En Suède, nous avons une connexion communale qui implique que les électeurs ont aussi la possibilité d'influencer la politique nationale lors des élections municipales. Cela signifie que la première chambre est élue par les représentants communaux. Pour le parti social-démocrate, ce trait d'union entre les échelons national et local a consolidé la démocratie suédoise d'une façon importante"⁴¹².

⁴¹¹ Dans la perspective de D. Gaxie, "Les partis politiques et les modes de scrutin en France, (1985-1986), croyances et intérêts", p. 423-450 dans Serge Noiret (Ed.), *Political Strategies and Electoral Reforms: Origins of Voting Systems in Europe in the 19th and 20th Centuries*, Baden-Baden, Nomose Verlagsgesellschaft, 1990. L'auteur rapproche les préférences des élites en termes de mode de scrutin à leur "position dans le monde et visions du monde" - socialement dominantes ou non - ainsi qu'aux intérêts stratégiques conjoncturels des coalitions potentiellement majoritaires ou minoritaires. Même dans le cas d'une manœuvre extrêmement politicienne, comme le passage à la proportionnelle de 1985 en France, l'espace des prises de position ne reflète pas strictement les intérêts stratégiques des différents partis et de leurs dirigeants.

⁴¹² SAP, *Uttalande av socialdemokratiska partistyrelsen 1-10-1966*. "I Sverige har vi ett kommunalt samband som innebär att väljaren även i kommunalvalet har möjligheter att påverka rikspolitiken. Det sker därigenom att

La victoire du parti aux élections municipales de 1962 avait sans doute influencé cette prise de position mais, plus généralement, cet artifice vise à compenser la "sur-représentation" de l'opposition que la méthode modifiée de Sainte-Laguë⁴¹³ tend à produire à la deuxième chambre et que les bourgeois souhaitent alors conserver. De fait, les libéraux considèrent la proposition social-démocrate de deux étages électoraux comme une sorte de survivance de la première chambre dans une seconde élargie. Ils favorisent au contraire une élection simultanée⁴¹⁴ des conseillers municipaux et des députés. La proposition alimente aussi la campagne des libéraux qui reprochent au parti au gouvernement de chercher à gagner du temps en repoussant systématiquement une réforme.

Même si elles ne font pas l'unanimité au sein des camps respectifs, les bases de travail entre 1963 et 1966 sont :

- Pour les sociaux-démocrates, une chambre de 350 députés dont 100 élus en liaison avec les élections communales, un scrutin qui ne favorise ni les alliances de circonstance des partis bourgeois sous une même étiquette électorale, ni le poids de l'opposition comme "bloc" au parlement.
- Pour l'opposition bourgeoise, une chambre de 350 élus directement et en une fois, sans lien communal, sur la base du scrutin proportionnel (Ste Laguë, diviseur de 1,4) dans des circonscriptions.

La méthode de Sainte-Laguë et la configuration des circonscriptions gênent considérablement le SAP dans son approche de la réforme constitutionnelle. En dehors des avantages du mode de scrutin pour l'opposition c'est la possibilité pour celle-ci de former des cartels variables selon les circonscriptions afin d'atteindre une taille critique lors de la distribution des sièges non attribués. Et c'est finalement ici que l'on constate l'ambivalence des sociaux-démocrates vis-à-vis d'un hypothétique "bloc bourgeois" : celui-ci est en effet à la fois appelé de leur vœux pour créer une alternative responsable, et légitimement redouté, surtout s'il se trouvait artificiellement favorisé par le mode de scrutin. En attendant, la

första kammaren väljes av de valda kommunal förtroende mänen. Enligt socialdemokratins uppfattning har denna markering av sambandet mellan riks- och kommunalpolitiken varit av stort värde för den svenska demokratins stärkande".

⁴¹³ Ce n'est pas ici le fait d'être dans l'opposition qui est en cause mais la taille relative des partis. Le mode de scrutin d'alors favorise les partis se situant dans la tranche de 10 à 20 % du vote. Rappelons que la méthode de Sainte-Laguë, contrairement à celle de d'Hondt, n'est pas défavorable aux petits partis. Sa version modifiée (le premier diviseur à 1,4 au lieu d'1) rend l'obtention du premier siège plus difficile et possède une propriété de seuil induite. Voir P. Martin, *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*, Paris, Montchrestien, 1997.

⁴¹⁴ *Gemensam valdag*.

fragmentation restait à l'ordre du jour avec l'apparition sur la scène politique d'un nouveau parti orienté centre-droit, le Rassemblement chrétien démocratique⁴¹⁵

◇ "Réalisme social-démocrate"...

C'est véritablement en 1966 que le parti cherche à reprendre l'initiative. Lors d'une réunion du comité directeur, Tage Erlander apparaît moins conciliateur qu'à l'habitude et refuse le "diktat bourgeois" du mode de scrutin (proportionnelle par circonscription et méthode ajustée des nombres impairs / diviseur de 1,4) :

"cela profite anormalement aux bourgeois et les partis du milieu en sont très gênés. Ils ont pour le moment six mandats de trop à la deuxième chambre du fait de cette méthode. Les sociaux-démocrates en ont trois. A qui les avons-nous enlevés ? oui, en partie aux communistes et aux chrétiens-démocrates. Il est évident que dans le contexte d'une stricte proportionnalité⁴¹⁶, nous perdriions ces trois mandats mais ils seraient transférés, avec les six autres des bourgeois, au bénéfice des communistes qui deviendraient alors une sorte d'arbitre et renforceraient notre position face aux bourgeois dans la situation présente"⁴¹⁷.

Le premier ministre rapporte également la surprise de Bertil Ohlin qui n'avait pas vraiment connaissance de cette "prime" de six mandats associée au mode de scrutin qu'il défendait le plus vigoureusement lors des négociations. Le porte-parole du SAP veut y voir les limites d'une instrumentalisation du débat constitutionnel par les leaders politiques, qui est malsaine dans la mesure où ceux-ci ne sont pas des juristes experts⁴¹⁸. Une nouvelle commission constitutionnelle est donc mise en place en 1966 pour sortir de cette impasse⁴¹⁹. Mais les termes de l'échange font que le SAP ne peut accepter un mode de scrutin qui profite systématiquement à un bloc bourgeois tandis que ces derniers ne veulent pas d'un système qui, proportionnel en principe, est en réalité construit de manière à favoriser le plus grand

⁴¹⁵ *Kristen demokratisk samling*, aujourd'hui *Kristdemokraterna* (Kd), naît en 1964 en relation intime avec le mouvement pentecôtiste mais n'atteindra le seuil de représentation qu'en 1991.

⁴¹⁶ Sans seuil.

⁴¹⁷ SAP, *Protocole du CD* (Erlander), 8 mars 1966. "Det gynnar de borgerliga i hög grad och mittenpartierna är otroligt besvärade av det. Mittenpartierna har för numera sex mandat för mycket i andra kammaren på grund av valmetoden. Socialdemokraterna har tre. Var har vi tagit dem ifrån ? jo, dels från kommunisterna, dels från KDS. Men det är uppenbart att med en strikt proportionalitet skulle vi visserligen förlora tre mandat men dessa och de sex borgerliga mandaten skulle gå över till kommunisterna som skulle komma att fungera som en slags vägmästare och i dagsläget stärka vår politiska ställning".

⁴¹⁸ *Ibid.* Erlander insiste sur la nécessité d'une expertise, non pas souveraine, mais qui offre une base de travail solide pour les négociations.

⁴¹⁹ Elle prend le nom de *Grundlagsberedningen*.

parti. Dans le même temps, le SAP installe un groupe de travail qui n'est connu que des représentants sociaux-démocrates de la commission. Ce "doublage" a pour objet de concevoir une alternative plus radicale qui permettrait au parti de quitter la position défensive dans laquelle il est retranché depuis longtemps ; il s'agit aussi de définir un mode de scrutin qui évite que les voix communistes soient définitivement perdues et résultent en sièges bourgeois.

Les élections communales de septembre 1966 sont un "échec" pour le SAP (42,3 %) et ce résultat est interprété par beaucoup, y compris au sein du parti, comme une sanction qui pourrait mener à une dissolution de la deuxième chambre. C'est en tout cas ce qu'une haute idée de la légitimité démocratique pourrait suggérer⁴²⁰ bien que la situation parlementaire n'ait en effet guère changé et que le SAP conserve sa majorité à la première chambre. De fait, l'opinion au sein du parti et de la presse affiliée semble être favorable à de nouvelles élections. Ironiquement, c'est en se fondant sur la lettre et la pratique constitutionnelles que l'exécutif du parti finit par rejeter cette solution : la seconde chambre est élue pour quatre ans et elle ne peut être dissoute qu'en l'occurrence d'une situation parlementaire qui hypothèque sérieusement le travail du gouvernement. Au bout du compte, l'argument démocratique qui pouvait précisément justifier de nouvelles élections est renversé par les dirigeants sociaux-démocrates : il serait injuste envers les électeurs et leur verdict de dissoudre l'une ou l'autre des assemblées⁴²¹ car ceux-ci doivent pouvoir connaître les conséquences de leur vote. Dans le cas de 1966, les élections ne concernent que le choix des conseillers municipaux et, indirectement, le renouvellement d'un huitième de la première chambre. Du même coup, les dirigeants sociaux-démocrates peuvent rappeler à l'opposition que, si elle avait accepté leur proposition de 1963 consistant à renouveler l'ensemble de cette première chambre après chaque élection municipale, alors l'alternance aurait pu être mise en jeu dès 1966. Enfin, les voix discordantes et l'opinion partisane en faveur d'une dissolution sont interprétées comme le signe de la vitalité et de la combativité de l'organisation partisane qui est en ordre de campagne et prête à affronter un nouveau scrutin⁴²². Åke Ortmark souligne à quel point cette dernière interprétation est l'expression d'une centralisation forte de la décision dans le parti, étant donné qu'une majorité de dirigeants est depuis le début hostile à la dissolution. Au delà, cet auteur est l'un des très rares à signaler l'existence d'un "réalisme social-démocrate", bien peu reconnu publiquement mais néanmoins prégnant. Ce réalisme implique que le parti n'a aucun intérêt à abdiquer volontairement le pouvoir exécutif en espérant y gagner en termes de

⁴²⁰ Å. Ortmark, *Maktspelet i Sverige : ett samhällsreportage*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 1968, p. 45.

⁴²¹ *Ibid.*, p. 47-48.

⁴²² SAP, *Uttalande...*, *op. cit.*, 1-10-1966.

légitimité, soit par l'échec futur des bourgeois aux affaires, soit par le panache démocratique d'une telle abdication⁴²³. Selon Ortmark, l'éternel Ministre des Finances Gunnar Sträng⁴²⁴ est un représentant exemplaire de cette doctrine réaliste. Ceci apparaît clairement à plusieurs reprises dans les débats du comité directeur de cette époque. Lors du bilan des élections de 1966, Sträng souligne que ce ne sont malheureusement pas les 42 ou 43 % d'électeurs sociaux-démocrates stables qui décident si le parti continue à gouverner. Le choix appartient à un groupe inquiet et politiquement peu ancré qui balance entre droite et gauche. Pour Sträng, le problème social-démocrate est que,

"après bientôt trente-cinq années de gouvernement, les électeurs n'ont pas l'expérience de ce qu'une alternative à la social-démocratie pourrait signifier. Cela n'implique naturellement pas que nous démissionnions simplement pour que l'alternative soit éprouvée"⁴²⁵.

◇ ...ou justice proportionnelle ?

Des cartels *ad hoc* dans le camp bourgeois s'étant manifestés lors des élections de 1966, les sociaux-démocrates rendent public leur proposition visant notamment à éviter des coopérations variables et opportunistes entre partis dans les différentes circonscriptions⁴²⁶. C'est encore avec beaucoup de finesse et de précaution qu'elle est présentée, afin de ne pas être taxée de pure tactique électorale. Elle vise aussi à empêcher la propagande selon laquelle le SAP ne cherche qu'à s'accrocher au pouvoir par des manipulations constitutionnelles.

Il s'agit de prendre l'opposition à son propre piège en concevant une proportionnelle nationale plus complète associée à un seuil assez bas qui contiendrait seulement les trop petits partis et la fragmentation. L'argument est imparable, comme le dit Tage Erlander, c'est celui de la "justice proportionnelle" (*proportionell rättvisa*) :

"Il peut être étonnant que nous parlions dorénavant de justice proportionnelle. Ce nouveau système peut laisser penser que notre raisonnement antérieur concernant la prime au grand parti était erroné (...) je ne pense pas que

⁴²³ Å. Ortmark, *op. cit.*, p. 41-44.

⁴²⁴ Voir l'annexe biographique.

⁴²⁵ SAP, *Protocole du CD* (Gunnar Sträng), 1^{er} octobre 1966. "Vårt problem är och förblir att efter ett snart 35-årigt regeringsinnehav, så saknar väljarna den erfarenhet som ett alternativ till socialdemokratin skulle kunna innebära. Det betyder naturligtvis inte att vi skall resignera bara för att alternativet skall få prövas".

⁴²⁶ Un même parti A peut présenter sa propre liste ou bien des listes communes A+B / A+C selon l'opportunité dans chaque circonscription. Le partage des mandats s'effectue ensuite de manière peu transparente.

les bourgeois veuillent se battre pour la méthode actuelle. Elle est irrémédiablement condamnée après toutes les manipulations lors des dernière élections"⁴²⁷.

Les rapports confidentiels du groupe de travail du SAP sont très éclairants à ce sujet. On y trouve presque tous les ingrédients qui vont composer les nouveaux arrangements en vigueur à partir de 1971⁴²⁸. Le principe en est relativement simple : une chambre de 350 représentants élus directement et en une fois, dont 310 selon la méthode modifiée de Sainte Laguë dans des circonscriptions ayant un nombre fixe de mandats en proportion de leur population. Les 40 restants sont des "mandats nationaux" qui serviraient à assurer une meilleure proportionnalité entre suffrages exprimés et sièges attribués. Pour éviter la prolifération de petits partis, les sièges sont distribués aux seules forces qui ont atteint un seuil de 3-4 % au niveau national, ou de 10 % dans une circonscription (le diviseur de 1,4 constituant lui-même un troisième seuil, de par ses effets distributifs particuliers). Cette combinaison permettrait à la fois une représentation régionale satisfaisante tout en admettant le poids du référentiel national pour les choix partisans⁴²⁹. Elle évite que des partis forment des cartels régionaux variables car ils risqueraient alors de ne pas franchir la barre des 4 % en tant que parti national : pour avoir accès à la distribution des mandats, nationaux, un parti est incité à présenter des candidats dans toutes les circonscriptions et sous une étiquette uniforme⁴³⁰. Pour les sociaux-démocrates, le choix de cette option représente un compromis complexe qui s'avérera fondamental. Il consiste à abandonner les idées de prime à la majorité du plus grand parti tout en empêchant également la surreprésentation de l'opposition bourgeoise au parlement. La contrepartie proportionnelle est aussi un renforcement probable des communistes dès lors qu'ils franchissent le seuil électoral⁴³¹.

Ceci est d'importance, car il ne faut pas oublier que le parti de la gauche communiste (VpK) est véritablement en marge des quatre partis "établis" qui se présentent comme les

⁴²⁷ SAP, *Protocole du CD* (Erlander), 3 novembre 1966. "Det är kanske chockartat att vi nu börjar tala om proportionell rättvisa. Detta nya system kan verka som om vårt tidigare resonemang om det stora partiets överrepresentation har varit fel (...) jag tror inte, att de borgerliga vill slåss för den nuvarande metoden. Den är dömd i grunden efter alla manipulationerna i senaste valet".

⁴²⁸ SAP, *Annexes au Protocole du CD (bilagor), Konfidentiellt : skiss till proportionellt valsysteem med spärr mot småpartier*, 3 novembre 1966.

⁴²⁹ *Ibid.* "Le Riksdag représente tout le peuple et l'intérêt politique se porte d'abord vers la distribution du pouvoir entre les partis au niveau du pays entier". "Riksdagen representerar hela folket, och det politiska intresset knyter sig främst till styrkeförhållanden mellan partierna i landet i dess helhet".

⁴³⁰ B. Von Sydow, *op. cit.*, p. 260.

⁴³¹ A l'exception de 1945, où ils avaient obtenus 15 mandats, les communistes ont systématiquement moins de 10 sièges dans chacune des chambres. Avec ce nouveau système, le franchissement du seuil donne un gain immédiat de 14 mandats.

garants de l'ordre, sinon démocratique, du moins parlementaire⁴³². A aucun moment les communistes ne sont invités dans les enceintes officielles qui préparent la réforme constitutionnelle. Dans la conception social-démocrate de l'espace politique, le communisme occupe une position très ambiguë puisqu'il résulte essentiellement d'une scission du parti. Contrairement au cas français après les scissions des années 1920, le SAP a conservé la grande majorité des effectifs et le monopole de la relation privilégiée avec les syndicats de la fédération LO. Néanmoins, les communistes ont continué d'être un "extérieur" familier et de graviter aux frontières du parti-matrice⁴³³. Un certain nombre de dissidents ou d'exclus sont revenus au bercail au cours des ans et le communisme est resté une partie un peu gênante du "mouvement ouvrier", en compétition pour le même type d'électorat, de militants, et d'allégeances syndicales. Cette proximité, mais aussi les peurs du communisme au début de la guerre froide expliquent leur marginalisation et l'anticommunisme qui a pris des formes dissimulées mais néanmoins répressives⁴³⁴. Les nouvelles directions empruntées par le SAP, en ouvrant la perspective d'une représentation élargie des communistes, sont ainsi très problématiques. Non seulement l'opposition peut condamner les germes d'une nouvelle alliance qui menacerait la stabilité de la démocratie mais ce type de critique peut aussi se manifester dans les rangs du SAP lui-même où l'anticommunisme est souvent virulent. Le représentant du groupe de travail social-démocrate, Sven-Erik Nilsson, décrit clairement la situation qui résulterait d'une réforme :

- le système proportionnel national est plus juste envers tous les partis représentés au *Riksdag*.
- il ressort de nos enquêtes qu'il impliquerait une modification des relations entre la social-démocratie et les communistes, ces derniers ayant un rôle plus important au *Riksdag*, avec de plus grandes chances d'être représentés dans les comités, etc.
- tout ceci doit être pesé contre le risque que les bourgeois tirent profit du système actuel et, peut-être comme en Norvège, conquièrent une majorité parlementaire fondée sur une minorité populaire⁴³⁵.

⁴³² Bien que le communisme suédois n'ait jamais été des plus virulents.

⁴³³ Cette métaphore familiale est d'autant plus appropriée que c'est avant tout la fraction radicale des Jeunes socialistes qui a été exclue du parti en 1917, en opposition avec le "système Branting" et dans une sorte de conflit de génération. Le parti communiste puisera dans le réservoir de ces exclus pour se constituer, après 1917. Voir le chapitre deux.

⁴³⁴ Voir T. Kanger, J. Gummesson, *Kommunistjägarna : socialdemokraternas politiska spioneri mot svenska folket*, Stockholm, Ordfront, 1990.

⁴³⁵ SAP, *Protocole du CD* (Sven-Erik Nilsson), 3 novembre 1966. "Det rikspportionella systemet ger proportionell rättvisa mellan de partier som är representerade i riksdagen (...) som framgår av våra undersökningar skulle det innebära en relationsförskjutning mellan socialdemokratin och VPK (...) I riksdagen får de en mera framträdande roll med större utsikter till utskottsrepresentation, osv. Allt detta får väl vägas mot

Ce constat révèle clairement certains dilemmes des sociaux-démocrates qui ne sont pas sans s'interroger sur les conséquences politiques de cette caution indirecte aux communistes. Certes, on peut manipuler le seuil entre 3 et 4 % mais les effets sont peu prévisibles et le score communiste reste assez instable. En fin de compte, les sociaux-démocrates ne sont pas prêts à appeler à voter communiste ni à s'appuyer volontairement sur ce parti dans leur stratégie parlementaire, mais cette situation s'avère toutefois préférable à l'hypothèse d'un gouvernement bourgeois. Si les communistes n'accèdent pas à la représentation, il faut du moins espérer que cela tienne à un report de voix en direction du SAP au sein de l'électorat de gauche. Comme auparavant la prime à la majorité, le parti libéral, Bertil Ohlin aux avant-postes, ne manque pas de critiquer l'invocation de la justice proportionnelle dans ce contexte. Après l'avoir plutôt défendu, les libéraux trouvent soudainement beaucoup de défauts à une proportionnelle plus intégrale, notamment par rapport au risque d'émergence de nouveaux partis concurrents⁴³⁶.

(b) Vers un règlement final de la question

Un compromis est enfin trouvé en 1967, qui ne satisfait pleinement aucun des acteurs mais dont les principes reposent assez largement sur le système proportionnel proposé par les sociaux-démocrates. Une seule chambre de 350 sièges dont 310 attachés à des circonscriptions, des élections locales et nationales conjointes tous les trois ans, des seuils de 4 % (national) et 12 % (circonscription) et la méthode proportionnelle modifiée de Ste Laguë (diviseur de 1,4) composent la formule initiale ratifiée en 1968-69 et appliquée pour la première fois lors des élections de 1970. Ce sont finalement les divisions au sein de l'opposition qui permettent ce début de règlement. Les 40 mandats nationaux d'ajustement favorisent les partis, comme le SAP, dont le soutien est dispersé de façon homogène sur l'ensemble du territoire tandis que le deuxième seuil de 12 % permet à un parti disposant seulement de bastions locaux d'être représenté. En même temps, ces dispositifs dissuadent plus qu'avant les alliances opportunistes de partis dans certaines circonscriptions que le SAP redoutait. Le compromis est entériné au sein de la commission constitutionnelle et ratifié, non sans problème, en 1968 pour s'appliquer initialement lors des élections de septembre 1970. Il

riskén att de borgerliga drar fördelar av nuvarande systemet och kanske som i Norge får majoritet i riksdagen på en minoritet i folket".

⁴³⁶ Cf. B. Von Sydow, *op. cit.*, p. 260-262 et 265

met fin au vieux bicaméralisme mais ne constitue qu'une réforme constitutionnelle partielle. Les questions du statut du chef de l'Etat, de la formulation des droits et libertés citoyennes restent pendantes et ne seront résolues que quelques années plus tard.

Les élections de 1970 sont véritablement la mise à l'essai de ces nouveautés et le scénario le plus probable est celui qui se produit finalement. En recul relatif (45 %), le SAP bénéficie indirectement de la représentation des communistes qui franchissent de peu le seuil des 4 % (ce qui donne automatiquement 14 mandats). Or, il semble qu'un certain nombre de sociaux-démocrates aient voté communiste pour assurer la représentation de ce parti. Auparavant accusés de s'appuyer sur la première chambre, les sociaux-démocrates le sont maintenant d'être dépendants du parti communiste. Olof Palme, devenu le nouveau secrétaire du parti et Premier Ministre en 1969, en héritier d'Erlander, pose que le poids des communistes au *Riksdag* se limite à la possibilité de voter une motion de confiance avec les bourgeois pour renverser le cabinet, ce qui est peu probable⁴³⁷. De fait, il n'y a jamais eu de telle occurrence et le parti communiste a pendant longtemps joué ce rôle curieux d'appoint parlementaire négatif ou tacite à la minorité social-démocrate et, souvent, à sa politique. La "question du gouvernement" était appelée à être, plus que jamais, une question de marges très étroites.

De façon cursive, on peut ainsi noter l'ironie d'une réforme constitutionnelle portant le nombre de députés à 350, lorsque les élections de 1973 aboutissent à une égalité complète entre gauche et droite au *Riksdag*, à la suite de quoi le nombre des mandats sera réduit à 349. On ne s'étendra pas ici sur les suites de la réforme constitutionnelle jusqu'en 1974, notamment le problème de l'inscription du parlementarisme et de la révision du statut du chef de l'État dans les textes officiels qui sont traités pendant la décennie suivante. Il faut néanmoins souligner l'importance du compromis sur le mode de désignation du gouvernement, dit compromis de Torekov (1971). La monarchie est conservée mais les prérogatives du roi sont officiellement réduites dans la sphère du gouvernement. C'est dorénavant au secrétaire de l'assemblée qu'échoit la mission de consulter les partis et de proposer un candidat à la fonction exécutive, lequel n'est rejeté que si une majorité de représentants vote explicitement contre. Comme dans le cas de la motion de censure, nouvellement introduite, les abstentions comptent pour des voix en faveur du candidat. Cependant, en dépit de leur longue revendication républicaine, les sociaux-démocrates ne prennent pas le risque de pousser à la liquidation d'une monarchie encore populaire et maintenant limitée à des fonctions symboliques. Comme le soulignait déjà Tage Erlander, fervent républicain, en 1956, les

sociaux-démocrates ont réussi à instaurer un parlementarisme de type majoritaire, par contraste avec l'instabilité des années 1920, et l'intérêt pour la question républicaine en est devenu plus platonique⁴³⁸.

3.3.5 *Le parlementarisme à la suédoise*

Par la suite, le système de règles s'est stabilisé, sans guère de modifications. Le mandat des députés est passé de trois à quatre ans et les sociaux-démocrates ont eu quelques accès de désir majoritaire dans des contextes marqués par la succession de cabinets minoritaires sociaux-démocrates, que Torbjörn Bergman appelle des "majorités déguisées" (*majority in disguise*)⁴³⁹. Ces "majorités" conservent un caractère législatif et *ad hoc*. Certes, la collaboration *ad hoc* avec les anciens communistes et même le nouveau parti écologiste, né au début des années 1980, s'est développée bien qu'elle soit restée problématique. En effet, ces partis d'appoint ont dû freiner leurs velléités potentielles de participation formelle à un gouvernement de coalition devant le refus véhément des sociaux-démocrates, seul et unique parti de gouvernement. Les dernières élections législatives de 1998 et 2002 ont été des illustrations presque paradigmatiques de l'esprit minoritaire-majoritaire dont nous avons parlé. Après avoir bénéficié d'un soutien *ad hoc* du parti du centre lors de son retour aux affaires en 1994, le SAP s'est orienté vers une coopération plus formelle avec la Gauche (*Vänsterpartiet*) et les Verts (*Miljöpartiet*), sur un mode qui allait être développé en France et en Allemagne par la suite. Le soutien de deux partis était dorénavant nécessaire pour atteindre une majorité parlementaire. Cette coopération a pris la forme d'accords législatifs intégrant des demandes importantes des deux partis d'appoint. Dopés par ses bons résultats électoraux aux européennes, le parti de la gauche a fait pression pour être représenté au gouvernement en 1998, ce que le leadership du SAP a toujours refusé. Les sociaux-démocrates n'ont pas hésité à décrire la gauche comme un partenaire de gouvernement irresponsable, notamment en raison de son opposition véhémente à l'intégration européenne et sur le plan militaire. Plus largement, une coalition formelle avec les anciens communistes est encore considérée comme impensable pour de nombreux membres du SAP même si les représentants de l'aile gauche du parti ont parfois stratégiquement concédé leur voix au "camarade 4 %", afin d'augmenter ses

⁴³⁷ SAP, *Protocole du CD* (Olof Palme), 30 septembre 1970.

⁴³⁸ SAP, *Protocole du congrès de 1956 (Partikongressen/Tage Erlander)*, discussion de la motion 82 (Östergötland).

⁴³⁹ T. Bergman, *op. cit.*, chapitre 2.

chances de représentation parlementaire. En 2002, c'est surtout le parti écologiste qui a tenté l'épreuve de force, posant sa représentation ministérielle comme condition à toute coopération. Devant le refus sans nuance du SAP, les verts ont entamé des négociations en vue d'un gouvernement de centre-droit, lesquelles ont assez lamentablement échoué. Les verts pouvant encore voter contre la reconduction du cabinet social-démocrate, le Premier Ministre Göran Persson a menacé d'organiser de nouvelles élections et de réduire le nombre de sièges au sein des comités parlementaires⁴⁴⁰, deux perspectives peu rassurantes pour un parti écologiste qui avait tout juste franchi la barre des 4 %. Ce dernier a finalement remis ses ambitions ministérielles malgré d'importantes dissensions internes. La détermination social-démocrate de "gouverner seul" l'a encore emporté de justesse, au prix de concessions programmatiques qui apparaissent problématiques puisqu'elles interviennent toujours après les élections. A proprement parler, le régime social-démocrate n'est ni vraiment majoritaire, ni vraiment minoritaire et reste marqué du sceau de sa fragilité chronique. Dans ces conditions, l'importance de l'arène parlementaire a continué de se renforcer, ce qui aurait été moins évident en présence de gouvernements majoritaires stables⁴⁴¹.

3.3.6 *Éléments pour un bilan*

En quoi peut-on dire que les compromis constitutionnels ont servi ou desservi le parti social-démocrate ? Dans un article récent, Ellen Immergut a tenté d'estimer, par voie de simulation quelle part de variation des résultats électoraux pouvait être raisonnablement attribuée à la réforme constitutionnelle, dans la mesure où 1970 représente un échec électoral pour le SAP. L'exercice est difficile si l'on considère que la volatilité des comportements de vote a vraisemblablement augmenté dans le même temps⁴⁴². Les intéressés eux-mêmes, à l'image de Tage Erlander, ont toujours refusé d'attribuer leur recul à autre chose que la sanction des électeurs jusqu'à ce que le dernier Premier Ministre en date, Göran Persson,

⁴⁴⁰ "Persson hotar med nyval", *Dagens Nyheter*, 1-10-2002.

⁴⁴¹ A. Sannerstedt, *Förhandlingar i Riksdagen*, Lund, Lund University Press, 1992, p. 65.

⁴⁴² J. D Stephens, "The changing Swedish electorate. Class voting, contextual effects, and voter volatility", *Comparative Political Studies* vol. 14, 1981, p. 163-204. Si le vote de classe a diminué, la volatilité semble toutefois avoir été importante dès l'après-guerre à droite des sociaux-démocrates. Ceci se vérifie dans la rotation des trois principaux partis bourgeois dans le rôle de leader de l'opposition. Cette tendance s'est renforcée avec la croissance des chrétiens-démocrates et l'on en a un des meilleurs exemples dans la campagne et les élections de 2002.

mette aussi en cause la réforme constitutionnelle⁴⁴³.. Mais si la formation des gouvernements s'est presque constamment jouée sur le fil et selon cet étrange principe minoritaire-majoritaire, on constate néanmoins que le SAP s'est maintenu aux affaires durant 23 des 32 années qui nous séparent de la réforme constitutionnelle, avec une seule démission et aucune motion de censure. Il y a bien sûr plusieurs façons de mesurer la stabilité gouvernementale ou la dominance social-démocrate selon qu'on se fie aux élections, au changement dans la composition du cabinet ou bien du Premier Ministre. Immergut a probablement raison de penser que l'abandon du bicaméralisme a eu un effet direct sur l'assise social-démocrate. Ses simulations complexes de "l'effet mécanique"⁴⁴⁴ des différentes réformes de 1968-69 sur la représentation ultérieure tendent à augmenter considérablement la part du SAP et à assurer une majorité moins dépendante de l'appoint communiste⁴⁴⁵. Cependant, l'auteur ne souligne pas assez que l'affaiblissement effectif de la base parlementaire tient aussi au "choix"⁴⁴⁶ social-démocrate, antérieur aux réformes, de ne plus s'appuyer sur une coalition formelle. La représentation stable, puis en croissance, d'un ou deux autres partis de gauche, elle aussi favorisée par le dopage proportionnel de l'époque, et la tendance assez nette de vote par blocs au parlement ont finalement garanti le fonctionnement de ce système original, au prix de tractations interpartisanes constantes. En ce sens, on ne peut pas considérer que la réforme constitutionnelle et électorale que nous venons d'analyser à été un sacrifice social-démocrate unilatéral car ses effets sont multiples et ne pouvaient pas tous être anticipés. De même, l'abrogation de la première chambre se présentait-elle presque inévitablement comme un impératif "démocratique" pour le SAP et le regain de proportionnalité a-t-il permis de donner une nouvelle perspective d'alternance à l'opposition en évitant que les partis bourgeois n'aient une trop forte incitation à fusionner leurs forces (à construire un grand parti de centre-droit). De son côté, l'alternance effective de 1976-1982 a sans doute permis une "respiration" du SAP en lui donnant des arguments pour dénoncer l'impéritie d'une gestion bourgeoise des affaires. Il faut sans doute ajouter que le principe des élections locales et nationales tenues le même jour a finalement été acquis au SAP, 1973 marquant en outre l'aboutissement d'une grande réforme d'agrégation des communes à laquelle les bourgeois étaient opposés. De cette façon, le niveau local se trouvait bien plus subordonné à la politique nationale et au parlement, la commune devenant une organisation administrative essentiellement chargée de la gestion d'un

⁴⁴³ E. M. Immergut, "The Swedish Constitution and Social Democratic Power: Measuring the Mechanical Effect of a Political Institution", *Scandinavian Political Studies*, vol. 25, n° 3, 2002, p.232.

⁴⁴⁴ C'est-à-dire tous autres facteurs étant maintenus constants.

⁴⁴⁵ E. H. Immergut, *op. cit.*, p. 252.

certain nombre de services sociaux. Contre cette idéologie d'intégration finalement centralisatrice, l'opposition défendait une vision politique et décentralisée du gouvernement local⁴⁴⁷. Comme on le verra plus loin, cette divergence institutionnelle devait perdurer et jouer un rôle important.

Cela dit, nous n'avons pas cherché à démontrer que les sociaux-démocrates ont contrôlé de bout en bout le processus de réforme institutionnelle et auraient réussi à l'orienter dans leur intérêt propre. Face à certaines contraintes, on a plutôt assisté à un long processus de négociation des réformes dans lequel les acteurs ont cherché à anticiper les effets institutionnels et à minimiser les conséquences négatives en termes de représentation, de gouvernabilité du régime (nombre de partis) et d'image de leur parti. Il y avait bien entendu une part de risque impondérable, par exemple ce qu'il adviendrait si les communistes n'accédaient pas à la représentation. Ainsi, il semble assez clair que les sociaux-démocrates souhaitaient un seuil de représentation de 3 % afin de minimiser ces risques tandis que les libéraux favorisaient au contraire 5 % pour éviter que le nouveau Parti chrétien-démocrate ne vienne leur faire de l'ombre. Le résultat, fidèle à cette culture suédoise du compromis, fut un seuil de 4 %⁴⁴⁸. Mais l'on comprend mieux l'idée de "compromis hégémonique", que nous avançons en titre de ce chapitre avec un point d'interrogation, si l'on envisage la position de force relative que le SAP semble conserver lors des négociations (initiative, composition des comités, expertise partisane), d'une part, et la domination continue qu'ils exercent sur le pôle gauche de l'échiquier politique. Plus largement, ces épisodes ont affirmé l'ancrage du gouvernement de parti. Certes, les partis politiques restent toujours les fantômes du régime parlementaire au sens où leur présence dans le texte constitutionnel est très limitée. Le titre 3:7§ pose que "les mandats sont distribués entre les partis. Par "parti", on entend toute coalition ou groupe d'électeurs qui se présente aux élections sous une étiquette spécifique"⁴⁴⁹. Ceci peut paraître surprenant compte tenu du rôle stratégique éminent des partis dans cette révision mais il est probable qu'un règlement explicite de leurs rôles et activités poserait plus de problèmes qu'ils n'en résoudrait. Un bon exemple est la tentative social-démocrate, dans les

⁴⁴⁶ Egalement dû aux changements de configuration du système de partis après le retrait des centristes de la coalition en 1956.

⁴⁴⁷ M.Dahlkvist, U.Strandberg, "Kommunal självstyrelse som maktspridningsprojekt". Den svenska statstraditionen och den lokal politiska styrelsen", dans Demokratiutredningen, *Maktdelning*, Stockholm, SOU : 76, 1999. p. 290-293.

⁴⁴⁸ O. Petersson, "Valsystemet Knakar i fogarna", *Dagens Nyheter*, 16-12-2001. Petersson critique avec justesse les défauts du seuil dans la mesure où les résultats électoraux sont comptabilisés en fonction des suffrages exprimés. Par conséquent, le score des partis parlementaires qui flirtent régulièrement avec les 4 % est tributaire des suffrages attribués à de nombreux micro-partis, dont certains groupuscules assez fantaisistes.

années 1980, de réguler la compétition électorale en empêchant formellement que deux partis se présentent sous la même étiquette à des fins purement tactiques. Mais ceci aurait nécessité l'inscription officielle de certains partis dans le texte constitutionnel⁴⁵⁰.

3.4 Le financement des partis et l'ethos public social-démocrate

Nous quittons la technicité des questions constitutionnelles en espérant avoir prouvé que ce détour était impératif pour comprendre ce que nous considérons comme une évolution qualitative décisive dans l'approche social-démocrate de la forme du gouvernement et des rapports partisans. Ces détails sont aussi nécessaires pour appréhender les formes du jeu politique contemporain. Mais nous restons dans le champ des règles et des normes en déplaçant l'attention vers le financement des partis, dont l'origine est coïncidente. Derrière cette dénomination d'apparence trop comptable (le "financement"), on ne doit pas oublier qu'il se trouve bien plus qu'une distribution de subventions publiques à des groupes politiques. Peter Mair l'a bien montré, ce sont les partis eux-mêmes qui se dotent par l'intermédiaire de la puissance publique fictivement désincarnée. Ceci touche à "la contradiction essentielle entre un affaiblissement apparent du rôle des partis comme agences de représentation d'une part, et un renforcement apparent de leur rôle en tant que détenteurs des charges publiques de l'autre"⁴⁵¹. En donnant aux partis les moyens formels/partiels de se passer de la contribution monétaire des adhérents, le financement public oriente inscrit les partis dans un registre organisationnel beaucoup plus clos et, par là même, vers une reconnaissance plus ou moins statutaire en tant qu'organes publics. Max Weber ne s'y trompait pas quand il signalait l'horizon de la disparition des adhésions volontaires comme celui de la fin des partis et de l'avènement de groupements intégrés à la sphère de l'État⁴⁵². Celles-ci n'ont certes pas disparu mais leur rôle dans le financement des partis a souvent bien diminué. Quoi qu'il en soit, il y a

⁴⁴⁹ RF 3:7§.

⁴⁵⁰ T. Larsson, *Det Svenska Statsskicket*, p. 253.

⁴⁵¹ P. Mair, *op. cit.*, 1997, p. 127. "(...) the essential contradiction between an apparent weakening of the role of parties as representative agencies on the one hand, and an apparent strengthening of their role as public office-holders on the other".

⁴⁵² Weber conçoit cependant cette fin de l'adhésion comme le choix des associations elles-mêmes. Bien que la tendance générale soit à une perte de membres dans les partis modernes, ceux-ci n'ont pas fermé la voie de l'adhésion volontaire, au contraire. Le modèle de Weber, bien éloigné, est le parti guelfe dans la Florence du 13^{ème} siècle. M. Weber, *Economie et société*, Trad. fr., Paris, Plon/Agora, 1995 (1922), p. 374. Selon l'auteur, le parti guelfe aurait cessé d'être un parti, au sens sociologique, en se confondant avec la bureaucratie de la ville ; Lipset et Rokkan pensent que les systèmes monolithiques de parti unique gagnent à être étudiés à l'aune d'une sociologie des partis, quand bien même la compétition y est très différente. (S. M. Lipset, S. Rokkan, *op. cit.*, p. 3.

donc une ambivalence fondamentale entre deux images du parti, qui se trouve renforcée par le fait que certains groupes trop peu établis et qui ne disposent pas d'une représentation sont *de facto* exclus du système de financement. La première image et la plus classique, c'est celle des partis considérés comme des associations d'abord privées et donc relativement libres de négocier leur mode de financement et leurs partenariats. Le second modèle suppose que les partis sont des représentants de l'intérêt public et que, en tant que tels, ils sont habilités à recevoir des subventions de l'État en échange de leur respect de certains codes de conduite ou d'une législation en vigueur sur le contrôle et l'usage des fonds alloués. Bien sûr, ces formes sont des types-idéaux qui se combinent en pratique le plus souvent dans un mixte problématique dès lors que l'on veut maintenir la séduisante définition des partis comme des médiateurs entre un électorat populaire et l'État. En 1970, Jean Blondel posait avec une grande clairvoyance ce problème des frontières :

"Dans ces pays [Ouest], les partis se déplacent donc d'une sphère 'privée', où ils étaient traditionnellement placés au 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècles, vers ce qu'on pourrait appeler une sphère 'socialisée' où gravitent la sécurité sociale, les retraites et les systèmes d'éducation. Ces évolutions sont susceptibles de transformer considérablement le rôle des partis politiques en général et, en particulier, d'affecter la manière dont les partis de 'masses' procèdent à leur recrutement et recherchent des soutiens publics"⁴⁵³.

Toutefois, ces évolutions auxquelles il est fait référence sont loin d'être uniformes et nécessitent plus d'attention qu'elles en ont reçu jusqu'à présent.

3.4.1 *L'originalité du parti de masses*

Le même type de raisonnement que nous avons proposé pour la réforme constitutionnelle peut s'appliquer dans le cas de l'introduction d'un financement public des partis suédois. D'une vision en termes de compromis et de consensus, facilitée ultérieurement par un lissage des positions des différents partis à ce sujet, on voudrait se démarquer en montrant comment le parti social-démocrate est historiquement le principal tenant de

⁴⁵³ J. Blondel, "Preface", dans Arnold J. Heidenheimer (ed). *Comparative Political Finance*, Lexington, Heath & co., 1970, p. VI. "In these countries, political parties are therefore moving from the 'private' area in which they were traditionally placed in the 19th and early 20th century, into what might be called a 'socialized' area, alongside social security, pensions and education systems. Such developments are likely to transform appreciably the role of political parties in general, and in particular to affect the way in which 'mass' parties fulfil functions of recruitment and look for general support".

l'approche publique des partis tout en devant négocier les "contradictions" de généreux subsides syndicaux devenus permanents. Dans le même temps, les financements privés, entendus avant tout comme les contributions directes de l'industrie que recevaient principalement les conservateurs et les libéraux, ont largement été discrédités ou abandonnés.

La convergence⁴⁵⁴ plus marquée des partis suédois vers le modèle organisationnel du parti de masses, fondé sur l'adhésion, résulte notamment de l'institutionnalisation de cette "ethos public" qui combine subventions de l'État et contributions des membres que l'on s'efforce d'affilier. Ici, le concept d'ethos n'implique pas qu'il n'y ait aucune motivation purement matérielle dans la mise en avant de ce mode de financement. De fait, c'est justement parce que les deux principaux partis de masses de l'époque, le SAP et le centre, sont aux prises avec des difficultés économiques chroniques que la question du financement public en vient à prendre de l'importance⁴⁵⁵. Pour le comprendre, il faut revenir un instant sur ce type particulier qu'est le parti de masses et dont on n'a pas toujours une image bien claire. Il est connu que Duverger le qualifiait non par la taille numérique, que l'idée de "masses" suggère, mais par la structure, notamment dans ses dimensions financières⁴⁵⁶. Ce sont en effet les adhérents, par leurs cotisations et leurs activités, qui font le parti et reçoivent en retour une éducation et des bénéfices politiques. Pourtant, la question de la taille n'aurait pas dû être évacuée si vite, car un autre caractère historique du parti de masses réside dans la proportion de ses activités dont beaucoup sont autocentrées. L'ambition d'intégration et d'éducation politique, mais aussi bien souvent culturelle et économique a eu pour corollaire la construction de partis-sociétés dont la famille social-démocrate est la plus représentative, en Allemagne, en Autriche ou en Suède. Le parti agrarien suédois est aussi un exemple de ce type d'organisation, bien que moins précoce. Certes, la construction en réseau fait que les partis n'assument pas le financement de tous les organes affiliés. Néanmoins, la répartition de la charge sur un nombre élevé d'adhérents et parfois même d'autres subsides (syndicaux) ne suffit pas toujours à financer ces lourdes machines, surtout en période électorale. Le problème de l'analyse de Duverger à cet endroit, c'est qu'elle suppose une sorte de supériorité morale du parti de masses qui résiderait dans un choix conscient et volontaire du "financement démocratique", échappant ainsi à ce

⁴⁵⁴ Plutôt que de convergence, il conviendrait de parler d'imitation avec Duverger ; (M. Duverger, *op. cit.*, 1976, p. 121). Car ce qu'ont oublié nombre d'analystes du changement organisationnel des partis, c'est que l'adoption de structure similaires ne signifie pas également l'adoption de cultures d'organisation similaires. Pour simplifier, il peut-être relativement évident de recruter des adhérents statutaires, mais le sens de l'adhésion, l'insertion et le rôle de ces recrues dans le parti pourront rester très différents.

⁴⁵⁵ Par la suite, nous veillerons à nuancer en expliquant que ces acteurs ne sont pas les seuls moteurs, et qu'il y a des partisans et des opposants à ce système un peu partout, bien que dans des proportions très différentes. Néanmoins, c'est d'abord la clarté du propos d'ensemble que nous cherchons.

⁴⁵⁶ *Ibid.*, p. 119-120.

qu'il appelle littéralement les "servitudes capitalistes"⁴⁵⁷. Il est en effet un peu idéaliste de penser qu'il s'agissait d'un choix et qu'il existait une véritable alternative, pour des partis majoritairement ouvriers, à ce financement démocratique. Au contraire, le choix était plutôt dans l'autre camp, celui des partis de cadres ou de notables dont les organisations sont plus réduites et qui auraient pu aussi se contenter d'adhérents, certes en moins grand nombre mais avec des contributions plus élevées. Du reste, Duverger est le premier à le remarquer, un peu paradoxalement : "Ce que les partis de masses obtiennent par le nombre, les partis de cadres l'obtiennent par le choix"⁴⁵⁸. Par conséquent, la taille est aussi importante dans le parti de masses et les cotisations individuelles sont finalement insuffisantes pour soutenir les dispositifs de solidarisation (socialisation) des même membres. Toutefois, ces partis peuvent quand même se prévaloir de la "respectabilité" de leur financement, lorsque l'idée de subventions publiques est avancée. Pauvres mais honnêtes, telle pourrait être leur devise, en quelque sorte.

3.4.2 *L'inégalité économique des organisations politiques*

La question du financement public touche donc de près à l'identité organisationnelle du parti et les difficultés des partis de masses sont centrales pour comprendre l'orientation des débats et de la réforme. Dans les années 1950, le parti agrarien souhaite ainsi promouvoir plus d'égalité entre les différentes classes d'organisations politiques qui sont en concurrence pour le recueil des suffrages populaires⁴⁵⁹. Avant la législation, on peut en effet distinguer deux grands types d'agrégation de ressources :

- Une source de revenus essentiellement privée (industrie, donations), combinée avec des contributions d'un nombre de membres limité (libéraux, conservateurs⁴⁶⁰)
- Le modèle du parti de masses basé sur les cotisations individuelles⁴⁶¹ auxquelles il faut ajouter la plupart du temps les contributions directes ou indirectes de syndicats (ouvriers, agricoles) et des bénéfices divers (loteries, presse) (SAP, Parti du centre/agrarien). Le parti

⁴⁵⁷ *Ibid.*, p. 120.

⁴⁵⁸ *Ibid.*, p. 121.

⁴⁵⁹ 1971års partistödsutredning *Offentligt stöd till de politiska partierna*, Motion parlementaire à la deuxième chambre (Wahlund 1959: II: 98), rejetée sans débat, Stockholm, SOU : 62, 1972, p. 11.

⁴⁶⁰ Le parti conservateur ne requérait pas de cotisation à l'échelon national avant 1965.

⁴⁶¹ Il faut noter que la majeure partie des membres du SAP adhère collectivement via les syndicats, ce qui nuance le caractère individuel. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette particularité dans le chapitre six.

communiste ne dispose pas d'autant de soutiens extérieurs et génère principalement ses revenus des cotisations et de donations moindres.

Or la situation qui prédomine avant les années 1960 est celle d'un financement largement ploutocratique des partis libéral et conservateur, émaillé de scandales ou de rumeurs car l'identité des donateurs n'est pas toujours connue. Les ressources ne sont pas stables et varient beaucoup lors des années électorales. Pour le parti conservateur, l'enquête de Gullan Gidlund montre que les contributions des entreprises représentent plus de 95 % des ressources du parti lors des années de campagne entre 1948 et 1956-57⁴⁶². En 1950, une commission d'experts se penche sur les problèmes de financement des partis et rend un rapport l'année suivante, qui ne se prononce pas en faveur d'une législation contraignante. Ce dernier propose seulement d'inscrire la responsabilité comptable des partis et la recommandation de transparence des revenus et des dépenses⁴⁶³. Dans l'après-guerre, ce sont à l'inverse des difficultés économiques chroniques qui caractérisent le SAP, et ce malgré quelques révisions du système de cotisations. Avant les élections de 1948, le besoin d'argent conduit le parti à négocier un soutien financier auprès de LO, dont le secrétaire d'alors, Sven Aspling, soutient qu'il n'était assorti d'aucune condition particulière⁴⁶⁴. Cette démarche marque pourtant le début d'une implication financière régulière et plus importante de LO dans les campagnes électorales en même temps que la fédération continue à gagner des adhérents collectifs au parti (via la procédure d'affiliation des syndicats).

3.4.3 *L'espace des positions partisans*

Mais ce sont avant tout les grandes difficultés de la presse social-démocrate qui vont jouer un rôle fondamental dans l'avènement du nouveau mode de financement. C'est encore grâce à LO que les pertes chroniques sont à peu près couvertes jusque dans les années 1950. Les syndicats ont ainsi racheté *le journal de Stockholm (Stockholms tidningen)* en 1956 mais le parti gère encore un quotidien national ainsi qu'une myriade de quotidiens régionaux par

⁴⁶² G. Gidlund, *op. cit.*, p. 157 et 158 pour une liste des plus gros donateurs (ASEA, Sv Cellulosa et les compagnies liées au groupe Wallenberg sont au premier rang).

⁴⁶³ *Ibid.*, p. 185.

⁴⁶⁴ S. Aspling, *Med Erlander och Palme. Sven Aspling berättar för Arvid Lagercrantz*, Stockholm, Hjalmarsson & Högberg, 1999, p. 26.

l'intermédiaire de la société de presse *A-pressen*⁴⁶⁵. Cependant, la plupart des journaux sont aux prises avec des concurrents souvent politisés mais relativement plus indépendants des partis. Ce qui est alors en jeu, c'est non seulement l'équilibre budgétaire mais aussi la tenue qualitative et quantitative de la presse social-démocrate comme instrument d'éducation, de propagande et de compétition politique. En 1963, le gouvernement Erlander prend l'initiative d'une enquête publique sur le déclin de la presse partisane. Son secrétaire, le social-démocrate Kjell-Olof Feldt rapporte devant le comité directeur le 8 juin 1965 :

"Il est vrai qu'au cours des quinze dernières années, 53 journaux bourgeois ont fait faillite contre trois sociaux-démocrates, mais la presse bourgeoise avait alors une marge considérable. En 1948, il y avait 70 premiers journaux bourgeois⁴⁶⁶ et il en reste encore 65 en 1964. Ceux qui ont disparu étaient donc des journaux de seconde catégorie. Les sociaux-démocrates ont environ cinq premiers quotidiens et une vingtaine de seconds"⁴⁶⁷.

Insistant sur la nécessité d'une presse politique pluraliste, la recommandation du comité d'enquête est de distribuer une subvention de 25 millions de couronnes allouée en proportion des résultats des partis lors de deux élections consécutives à la deuxième chambre. Mais, lors de la même délibération du comité directeur, un argument très intéressant se présente. Soulignant la nécessité d'atteindre un minimum d'accord avec l'opposition au lieu de forcer une décision majoritaire avec l'appui communiste, Erlander va bien plus loin que l'idée d'un consensus. Selon lui, "C'est un objectif démocratique que de donner aussi aux partis bourgeois la possibilité de vivre de manière décente et on ne pourra parler de décence tant que notre parti conservateur sera dépendant d'une poignée d'industriels"⁴⁶⁸. Ceci montre bien, comme dans le cas constitutionnel, qu'il n'y a pas qu'une rationalité purement stratégique à l'œuvre et que la position majoritaire ne doit pas être instrumentalisée systématiquement au bénéfice du parti. En même temps, il apparaît clairement que la question des ressources et de leur différentiel se trouve intimement liée à celle d'une éthique des partis, en l'occurrence axée sur la valeur du financement public.

Notamment en raison d'oppositions vigoureuses lors du processus de *remiss*⁴⁶⁹ du projet, qui signalent les menaces potentielles pesant sur la sacro-sainte liberté de la presse dans le cas

⁴⁶⁵ Il faut ajouter un certain nombre de périodiques et d'autres organes de presse non-quotidiens.

⁴⁶⁶ "Premier" signifie qu'un journal a une position dominante dans une région.

⁴⁶⁷ SAP, *Protocole du CD* (Kjell-Olof Feldt.), 8 juin 1965. Par "premier quotidien", on entend un journal qui réalise les meilleures ventes à l'échelle d'une aire de diffusion locale.

⁴⁶⁸ *Ibid.* (Tage Erlander).

⁴⁶⁹ Le *remiss system* est une procédure de large consultation publique des acteurs collectifs (organisations, institutions) concernés ou compétents avant la discussion parlementaire d'un projet de loi. Cette procédure ajoute

ou des subventions seraient attribuées aux organes politiques (par l'intermédiaire des partis), on évolue rapidement vers l'idée d'un financement simple des partis politiques. Il est certain que le gouffre financier de leur presse impose aux sociaux-démocrates d'agir dans l'urgence. Comme nous l'avons vu, le parti du centre était aussi présent sur le créneau mais dans une optique un peu différente. En effet, de nouvelles motions avaient été présentées en 1961, qui demandaient l'octroi d'une aide parlementaire pour les groupes siégeant dans l'opposition, et ce dans le but de corriger ce qui était vu comme une inégalité de ressources liée aux positions des partis dans le système⁴⁷⁰. Cette question devait être discutée dans le cadre de la réforme constitutionnelle. Par ailleurs, il faut aussi noter qu'il existe quelques partisans chez les libéraux, en particulier dans le mouvement des jeunes libéraux. Son porte-parole, le futur premier ministre libéral Per Ahlmark, écrit ainsi un pamphlet à ce sujet en 1963, intitulé *Notre pauvre politique*⁴⁷¹ et qui fustige le manque de moyens alloués aux parlementaires (personnels et matériels) et aux partis en général. C'est un des rares plaidoyers pour la reconnaissance formelle du "métier" politique qui est de plus en plus souvent une activité à plein temps. Ahlmark insiste aussi sur le fait que les partis d'opposition n'ont pas accès aux ressources de la Chancellerie du gouvernement (*Kanslihuset*), des ministères et de la bureaucratie pour préparer leur travail législatif⁴⁷². Mais, dans l'ensemble, ceci n'invalide pas le fait que les problèmes organisationnels du parti au pouvoir sont un élément moteur du processus. Ce fait pèse d'ailleurs considérablement sur la teneur du débat car il s'agit, entre autres choses, de savoir à qui ce système bénéficiera le plus. En réalité, aucun parti n'est suffisamment riche pour s'opposer sans concession à des subventions publiques, notamment au bénéfice direct des parlementaires. Par contre, bon nombre de conservateurs et de libéraux défendent une conception libérale particulière du parti politique et de son organisation, dans une perspective individualiste et privée, et donc la liberté de rechercher différents types de financement. Les bourgeois sont aussi très méfiants vis-à-vis d'une intervention publique qui viendrait soutenir l'appareil de propagande social-démocrate⁴⁷³. Ils dénoncent enfin les risques de bureaucratisation qu'encourraient les partis en devenant des agences semi-étatiques⁴⁷⁴ dépendantes des largesses (ou des contraintes budgétaires) de la puissance publique. Qu'on

un étage délibératif à la longue maturation des politiques publiques, après le système des commissions. On a trop souvent confondu toutes ces opérations dans l'auberge espagnole du corporatisme.

⁴⁷⁰ 1971 års partistödsutredning, *op. cit.*, (SOU, 1972 : 62), p. 12.

⁴⁷¹ P. Ahlmark, *Vår Fattiga Politik*, Stockholm, Albert Bonniers Förlag, 1964.

⁴⁷² *Ibid.*, p. 124-125.

⁴⁷³ En effet, les sociaux-démocrates souhaitent que les fonds publics puissent être utilisés librement par chaque parti. Comme nous l'avons souligné, il s'agit avant tout de remédier à la grave crise de la presse.

⁴⁷⁴ *Ibid.*, p. 213.

nous permette ici de reproduire les phrases originales de H.G. Wells, citées par Lipset et Rokkan, et qui illustrent bien certains des dilemmes du libéralisme dans l'ordre des partis :

"(...)La multitude a toujours été la caractéristique libérale. Le libéralisme n'a jamais été et ne pourra jamais être plus qu'un état de foule atomisée. C'est essentiellement le parti de la critique, "l'anti-parti". C'est un régime d'hostilité et d'objections qui, on ne sait trop comment, atteint parfois une éphémère âme commune (...) il n'a pas plus de raison valable de chérir l'État collectiviste que les conservateurs"⁴⁷⁵.

Ces remarques doivent bien sûr être rapportées à leur contexte britannique d'il y a plus d'un siècle mais il semble qu'elles touchent à une dimension du libéralisme politique qui a été peu étudiée. Encore faut-il souligner que le libéralisme suédois est un hybride qui a historiquement favorisé l'intervention de l'État plus que dans d'autres pays, notamment dans la sphère des prestations sociales.

3.4.4 *L'avènement d'un système de financement public et ses conséquences*

La thèse élaborée par Gullan Gidlund envisage l'avènement des subventions publiques comme une conséquence des craintes qui taraudaient les partis établis de l'époque. En associant largement ces subsides à la condition de la représentation parlementaire (elle même liée à des seuils) les quatre principales organisations politiques baliseraient d'une certaine manière un territoire en marginalisant les plus petites formations ainsi que les nouveaux mouvements pouvant contester leur légitimité⁴⁷⁶. S'il est assez clair que les nouveaux dispositifs ont eu de tels effets, cela n'implique pas qu'il se soit agi d'une stratégie objective ou concertée des partis existants. On perçoit simplement la volonté d'éviter une trop grande fragmentation de la scène politique. Quoi qu'il en soit, à la date de 1965, les menaces pesant sur le système partisan n'étaient pas encore bien évidentes en Suède et c'est donc les logiques de redistribution interne à ce système qu'il nous semble plus judicieux d'examiner. Néanmoins, l'analyse de Gidlund a le mérite de rappeler que l'hypothèse du "gel des clivages partisans"⁴⁷⁷ n'était pas strictement sociologique, comme beaucoup l'ont cru ou ont voulu le

⁴⁷⁵ H. G. Wells, *The New Machiavelli*, 1911, cité dans S. M. Lipset; S. Rokkan, *op. cit.*, p. 5. "multitudinousness has always been the Liberal characteristic. Liberalism never has been nor even can be anything but a diversified crowd. Essentially it is the party of criticism, the "anti" party. It is a system of hostilities and objections that somehow achieves at times an elusive common soul (...) It has no more essential reason for loving the collectivist state than the conservatives".

⁴⁷⁶ G. Gidlund, *op. cit.*, p. 12.

⁴⁷⁷ *Freezing of political alternatives* (S. M. Lipset, S. Rokkan, *op. cit.*, p. 54).

faire croire. Si gel il y a eu, les différents effets de seuil ajoutent une composante institutionnelle aux variables organisationnelles que Lipset et Rokkan mettent en avant :

"Plusieurs décennies de changement structurel et de croissance économique ont rendu les anciennes alternatives établies de moins en moins pertinentes, mais le haut degré de mobilisation organisationnel dans la plupart des secteurs de la société a laissé peu de marge pour un avènement décisif de nouvelles alternatives partisans"⁴⁷⁸.

La décision finale en faveur d'un système de financement public intervient en 1965, sans qu'il y ait de nouvelle expertise sur ce sujet. Ce procédé peu habituel au pays de la concertation, eu égard à un changement si important, est partiellement motivé par les besoins urgents du SAP. Deux autres partis se rangent clairement dans cette majorité, les communistes et le centre. Le soutien de l'État se décompose en une enveloppe liée au nombre de mandats parlementaires, avec une dérogation pour les partis ayant reçu entre 2 et 4 % des suffrages lors des dernières élections, et une subvention allouée directement au secrétariat du groupe parlementaire. Cette dernière est sensiblement plus élevée pour les partis d'opposition que pour celui qui est au gouvernement, reconnaissance tacite d'une potentielle asymétrie de ressources entre les différents partis liée à leur position dans l'appareil de gouvernement. En dépit de cette mesure, le nouveau dispositif n'échappe pas à la critique pour la prime qu'il offre au plus grand parti, quand bien même les sociaux-démocrates peuvent arguer des besoins liés à la taille de leur organisation. La répartition en proportion du nombre de mandats avantage donc clairement le SAP au point de provoquer un bouleversement définitif dans la hiérarchie des partis du point de vue des ressources matérielles. Comme le montre bien le tableau 3.2, les sociaux-démocrates surclassent les conservateurs en termes de revenu après l'introduction du nouveau système, et ce malgré la persistance de transferts privés pendant un certain temps. En dépit des subventions, la dispersion et les écarts entre les différentes forces restent considérables⁴⁷⁹. Certes, on ne peut se contenter d'une définition strictement économique des ressources, mais il est important de prendre acte des transformations lourdes des années 1960.

⁴⁷⁸ *Ibid.*, p. 54. "Decades of structural change and economic growth have made the old, established alternatives increasingly irrelevant, but the high level of organizational mobilization of most sectors of the community has left very little leeway for a decisive breakthrough of new party alternatives".

Tableau 3.4 *Revenu annuel des instances centrales des partis (Couronnes suédoises)*

	1960-64	1965-69
Sociaux-démocrates	4 156 252	14 757 841
Conservateurs	6 331 716	9 525 004
Libéraux	3 027 962 ¹	6 521 475
Communistes	741 177 ²	1 292 262
Centre	709 983	1 749 555

¹ Données de 1961 et 1962 ; ² Données de 1964 seulement

Source : J. Pierre, A. Widfeldt, "Sweden", dans Richard S. Katz, Peter Mair (Ed.), *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1992, p. 824-825.

Pour les partis bourgeois, la perception de fonds publics rend encore plus problématique la question des donations en provenance des entreprises. Dorénavant, ils ne peuvent plus justifier ces relations par l'absence de modes de financement alternatifs. Cette situation coïncide avec le début d'un certain nombre d'évolutions organisationnelles importantes au sein de l'opposition, le premier d'entre eux étant l'adoption par le parti conservateur d'un système de cotisations individuelles généralisées, en 1965⁴⁸⁰. Jusqu'ici, il n'y avait pas d'obligation de cotisation au niveau national, mais les pertes d'adhérents incitent à changer de politique. Ensuite, les reculs électoraux des libéraux et des conservateurs en 1968 signifient aussi un manque à gagner important par rapport aux anticipations qui avaient pu être faites par ces partis. A ceci s'ajoute le fait essentiel que les donateurs privés se font soudain moins généreux devant l'ampleur du financement public. Ces partis décident finalement de se passer de contributions privées directes dans le courant des années 1970, non sans que ce choix soit très discuté. Le parti libéral adopte cette ligne à partir de 1971 en refusant les soutiens financiers directs de sociétés par actions et de personnes juridiques. La droite prendra le même chemin quelques années plus tard tout en restant plus proche des milieux d'affaires. Ici, encore, il est difficile d'estimer l'impact exact de ces décisions sur chacun des partis, notamment en raison du manque de publicité des comptes à cette époque. Cependant, on sait maintenant que la structure budgétaire de tous les partis, hormis le SAP, atteste une dépendance majeure à l'égard du financement public. Cela dit, nous sommes toujours dans un monde où les partis bourgeois sont plus susceptibles de développer et de recevoir des soutiens plus ou moins indirects du secteur privé, qu'il s'agisse de campagnes de publicité financées par le patronat ou bien d'activité de propagande promues par d'autres *think tanks* liés à ces partis. Mais il faut

⁴⁷⁹ M. Isberg et al., *Partierna inför väljarna. Svensk valpropaganda 1960-1966*, Stockholm, Allmänna Förlaget, 1974, p. 133.

⁴⁸⁰ J. Pierre, A. Widfeldt, "Party Organizations in Sweden: Colossuses with Feet of Clay or Flexible Pillars of Government?", dans R. S. Katz, P. Mair (Ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994, p. 339.

aussi reconnaître que c'est le SAP qui s'est taillé la part du lion en étant capable de défendre la continuité des larges subventions syndicales, en particulier lors des années électorales.

Tableau 3.5 *Structure budgétaire des partis suédois par postes, en % (1992)*

	Financement public national	transferts des subventions locales	adhésions	dons	divers (dont subsides syndicaux)	Total (millions Kr)
écologistes (Mp)*	69	7	3	0	21	(10)
gauche (Vp)	87	3	3	3	4	(16)
sociaux-démocrates (SAP)	49	0	6	6	39	(152)
centre (C)	81	0	1	0	18	(27)
libéraux (Fp)	54	22	6	1	17	(45)
modérés (M)	65	14	10	0	11	(64)
chrétiens-démocrates (Kd)*	67	24	6	0	3	(10)
Nouvelle démocratie (Nyd)*	90	0	3	1	6	(4)

* La Nouvelle démocratie était un parti populiste qui devait faire une entrée spectaculaire au *Riksdag* de 1991 puis disparaître de la scène politique. Les chrétiens-démocrates sont représentés pour la première fois la même année bien qu'existant depuis plusieurs décennies. Les écologistes apparaissent sur la scène politique au début des années 1980 et entrent au parlement en 1988.

Source : Finansdepartementet, *Det offentliga stödet till partierna - Inriktning och omfattning. Rapport till expertgruppen för studier i offentlig ekonomi*, Stockholm, Départementserien, 1994 : 31, p.: 80.

Ce phénomène apparaît clairement dans le tableau 3.3 ci-dessus où l'on constate que tous les autres partis affichent une dépendance vis-à-vis de l'État (transferts des subventions locales compris) avoisinant autour de 80 % de leur budget normal. Il faut ajouter que les sources de financement qualifiées de "diverses" incluent l'organisation de loteries qui occupent une place importante dans les revenus du SAP.

3.4.5 Sur quelques tendances récentes

Il n'est pas possible d'évaluer tous les effets réels que l'introduction de financements publics des partis a pu entraîner à l'échelle de chaque organisation, d'autant plus que le gouvernement local a été autorisé à subventionner ce niveau des partis dès 1969. Cette dernière source de financement s'est du reste développée plus discrètement mais néanmoins rapidement et de façon moins controversée. Elle n'en n'est pas moins devenue

une manne considérable dans la mesure où la majorité des partis ont pu transférer un pourcentage de ces fonds pour couvrir les dépenses des organisations nationales (voir tableau 3.3 ci-dessus). Elle a aussi permis de décentraliser plus fortement la structure des partis à l'échelon du gouvernement local. Finalement, le consensus interpartisan sur le financement public s'est considérablement renforcé et la grande générosité du système efface sans doute certaines "inégalités" dues à sa conception originelle. Les subventions parlementaires se sont aussi développées, incluant une enveloppe spécifique à chaque groupe politique dépendante du nombre de sièges. Jusqu'en 1988, ce soutien distinguait entre partis de gouvernement et d'opposition, favorisant ces derniers mais la distinction a été supprimée, ce qui semble marquer un retour à la logique proportionnelle pure et simple⁴⁸¹. Enfin, un soutien spécifique à la presse devait aussi voir le jour et se développer à partir de 1967, essentiellement dans le but de soutenir les journaux de second rang (soit une majorité d'organes de gauche) ou de création récente. Lors de la session du comité directeur du SAP du 22 avril 1971, le responsable de la presse du parti, Evert Larmén, décrivait ce financement par une formule géniale et très pertinente pour notre analyse :

"Les autorités de l'État ont fait preuve d'une grande compréhension à l'égard des petits journaux qui vivent dans l'ombre froide d'un concurrent supérieur en termes de tirage"⁴⁸².

Cette référence elliptique à la neutralité désincarnée des "autorités de l'État" vis-à-vis des partis est assez intéressante dans le contexte d'un comité directeur social-démocrate sous un gouvernement du même parti. Etant donné que le SAP a conservé un contrôle plus important de sa presse affiliée jusqu'au dépôt de bilan, au début des années 1990, on a pu considérer qu'un bon nombre de ses journaux n'ont survécu que grâce aux subventions sans qu'il y ait une forte incitation à affronter la concurrence sur un terrain purement privé. Cependant, compte tenu que ce financement était le plus généreux du monde, il est probable que les journaux sociaux-démocrates n'étaient pas les seuls dans ce cas. Encore une fois, le compromis était entre le risque d'une presse trop politisée et la disparition de nombreux organes qui continuaient d'avoir une audience ou un rôle social dans certaines

⁴⁸¹ Toutefois, cette subvention comprend un montant fixe alloué au groupe parlementaire sans considération de taille. J. Pierre, A. Widfeldt, *op. cit.*, 1994, p. 348.

⁴⁸² SAP, *Protocole du CD* (Evert Larmén), 22 avril 1971 : " statsmakterna har visat stor föståelse för de lilla tidningar som lever i den kalla skuggan av en upplagemässigt större konkurrent".

régions. Cela dit, l'ancien président de la société de presse social-démocrate (A-pressen) était assez convaincant dans son interprétation des étapes du financement de la presse :

"Lorsque la pression économique devint trop forte dans les années 1930, LO reprit la charge des principales responsabilités économiques que le SAP avait assumées jusqu'alors ; lorsque LO n'eut plus les moyens de supporter l'entière responsabilité des grands journaux et de la presse locale, le SAP récupéra la charge de cette dernière. Le nouveau financement public des partis le permettait. Puis, lorsqu'en 1970-1971 ni le parti, ni LO, ni les deux ensemble ne furent en position de subventionner la presse du mouvement, l'État assumait à son tour la responsabilité principale"⁴⁸³.

Malgré ce soutien, la question des médias et de l'information reste une des plus préoccupante pour les sociaux-démocrates du fait de la dominance manifeste des opinions conservatrices et libérales. Il est intéressant de noter que l'opposition a largement conservé la main haute sur le bastion des grands médias et les campagnes féroces contre les nouveaux projets radicaux de LO et du SAP dans la décennie 1970, sur la cogestion et les fonds d'investissement salariaux notamment, atteignent un point culminant du conflit idéologique. Dans un discours un peu flamboyant, Olof Palme considère que l'existence de la société de bien être (välfärdssamhället) n'est pas reconnue comme elle le devrait, que les résultats des politiques social-démocrates sont constamment sous-évalués ou déformés et que l'on encourage l'anarchie des opinions au dépens des attachements collectifs, de l'esprit de solidarité et des valeurs démocratiques⁴⁸⁴. Cette ressource là, la fabrique de l'opinion par les médias, continue d'échapper aux sociaux-démocrates.

Dans le cadre de ce chapitre, nous avons tenté de mettre en évidence le rôle stratégique des différents partis dans le processus complexe de réforme ou de création des institutions qui gouvernent leurs propres activités. Il est assez rare que des changements de règles de l'ampleur de ceux qui ont été décidés en Suède à partir des années 1960 interviennent dans un contexte qui ne soit pas marqué par une crise politique majeure ou une nécessité de reconstruction urgente du pays. Or, derrière la refonte tout à fait exceptionnelle de la vieille constitution de 1809 ainsi que des lois régissant le parlement et les élections, il y a surtout la question de la dominance du parti social-démocrate qui fait problème. Ce dernier avait bien

⁴⁸³ Cité dans J. Wallenberg, *Socialdemokratins politiska problem : maktapparat eller koloss?*, Stockholm, Timbro, 1987, p. 117. Citation originale manquante.

⁴⁸⁴ SAP, *Protocole du CD* (Olof Palme), 4 juin 1971.

un pouvoir d'initiative et de "mise à l'ordre du jour" mais il devait dans le même temps fournir une preuve que son monopole de l'exécutif et l'absence d'alternance n'étaient pas prioritairement liés à un artifice constitutionnel trop manifeste.

Si l'on suit Richard S. Katz et Peter Mair, l'ingénierie institutionnelle est un terrain de prédilection pour évaluer la thèse du "parti-cartel" dans la mesure où ce sont essentiellement des décisions des partis qui régulent leurs propres activités⁴⁸⁵. Par exemple, la décision d'introduire des seuils pour limiter les risques de fragmentation de la représentation nationale semble participer de ce type de stratégie. A cet égard, il est intéressant de rappeler que le parti communiste, la plus petite force parlementaire d'alors et la dernière arrivée, n'a guère de voix au chapitre. Néanmoins, c'est un mode de représentation globalement plus direct et proportionnel qui sort des négociations et ce choix favorise indéniablement les plus petits partis par rapport à la méthode antérieure⁴⁸⁶. A n'en pas douter, les réformes des années 1960 sont un compromis et, en tant que tel, elles impliquent des concessions de chacun des partis ; mais elles sont aussi l'issue d'un processus conflictuel largement asymétrique où les positions et l'influence relatives comptent pour faire avancer ses intérêts propres. Sans que cela soit admis officiellement, les sociaux-démocrates pensent vraisemblablement en termes de "bloc de gauche"⁴⁸⁷, ce qui les incite à se repositionner en faveur d'une plus grande justice proportionnelle, surprenant ainsi l'opposition sur son propre terrain de revendication. Il ne faut pas nécessairement voir de duplicité dans le choix de cette option qui ne permet pas, à elle seule, d'expliquer la stabilité relative des scores électoraux du parti (entre 36 et 45 %) et l'avantage qu'ils lui confèrent dans les négociations interpartisanes depuis lors mais il faut bien avouer qu'elle reste tout à fait d'actualité. En effet, les sociaux-démocrates "dominent" toujours l'aile gauche de l'échiquier politique en mettant les deux autres petits partis devant l'alternative suivante : voter contre l'investiture social-démocrate et accepter (voire soutenir) une gestion bourgeoise, ou bien accéder aux conditions d'un marchandage inégal qui n'a évolué que très récemment vers la prise en compte de demandes formelles de la gauche (ou des écologistes). En cela, les élections de septembre 2002 n'ont fait que reproduire un schéma

⁴⁸⁵ R. Katz, P. Mair, *art. cit.*, 1995.

⁴⁸⁶ N. Stjernqvist, "Konflikt och konsensus i sverige under skilda konstitutionella villkor", p. 125-150 dans B. Von Sydow, G. Wallin, B. Wittrock (Ed.), *Politikens väsen. Idéer och institutioner i den moderna staten*, Stockholm, Tidens Förlag, 1993, p. 145.

⁴⁸⁷ Même si, à l'époque, on entend par là une domination de l'axe gauche plutôt qu'une solidarité entre les deux partis issus du mouvement ouvrier. On pourrait parler de "solidarité forcée" ou "négative".

assez habituel, les autres partis se battant pour conserver leur place au parlement et pour le leadership de l'opposition⁴⁸⁸.

Certes, le compromis des années 1960-70 s'est traduit par une probabilité moindre de gouvernement majoritaire et donc par un rééquilibrage logique en faveur du *Riksdag* et de ses comités. Ceci va dans le sens de l'hypothèse de Kaare Strøm selon laquelle les partis d'opposition ont obtenu des compensations législatives et parlementaires conséquentes pour la rareté des alternances effectives⁴⁸⁹.

Le financement des partis est aussi souvent mis en avant comme un facteur de cartellisation du système partisan et il ne fait aucun doute qu'il a constitué un bouleversement radical des conditions de la compétition politique. Cependant, il ne handicape pas plus que le mode de scrutin, offrant par ailleurs une continuité des subventions aux partis qui sont évincés du parlement pendant un mandat mais atteignent néanmoins la barre des 2 %. En dépit de ce qu'on peut lire, le système partisan suédois a connu des renouvellements importants à commencer par l'ancrage parlementaire relatif de deux nouveaux partis depuis quinze ans (écologistes et chrétiens-démocrates). D'un certain point de vue, il est juste de dire que tous les partis ayant accès à la représentation sont devenus des "partis d'État" compte tenu de leur dépendance vis-à-vis d'un régime de subvention extrêmement généreux. Mais en valeur absolue, le SAP en reste le premier bénéficiaire, à quoi il faut ajouter les contributions de LO qui n'ont pas cessé même après l'abrogation du système d'affiliation collective des syndicats au parti en 1991. Nous avons surtout voulu insister sur les origines du système et sur la façon dont le parti a initialement promu une solution d'État, légitimé par une "éthique publique", pour remédier à des inégalités de financement dans la compétition politique. Comme dans le cas de la justice proportionnelle du mode de scrutin, c'est une solution présentée comme équitable et même moralement supérieure dans l'ordre politique. Il ne fait du reste aucun doute que tous les partis sont dans une situation financière bien meilleure qu'il y a quarante ans. Toutefois, il ne faut pas oublier que les subventions ont été conçues pour être largement proportionnelles au nombre de sièges des partis, offrant une prime importante au SAP. La

⁴⁸⁸ A cet égard, le scrutin de 2002 a confirmé qu'un parti avait une marge de progression importante en se positionnant stratégiquement sur un débat majeur (*issue-voting*) ; au dernier moment, le parti libéral est ainsi passé du risque permanent de relégation hors du *Riksdag* à celui de candidat inattendu au leadership de l'opposition grâce à un discours ferme en matière d'immigration. Mais ces mouvements à l'intérieur du bloc bourgeois n'ont rien de nouveau et ont bénéficié à chacun des partis à tour de rôle au cours des 50 dernières années. Il n'en va pas de même au sein de l'autre "bloc" où la marge de progression des partis de la gauche et écologiste a toujours semblé plafonner, en dehors des élections européennes. Dans ce contexte, on ne peut se contenter d'insister sur la volatilité électorale et la pratique du *issue voting* sans faire état de l'important degré d'inertie et d'alignement toujours manifeste en Suède.

marque du parti dominant peut encore se faire sentir lorsque, dans le cas du rôle croissant des loteries comme mode de financement, seul l'État et les sociaux-démocrates ont acquis le droit de tester le principe sur l'internet depuis quelques années⁴⁹⁰. Ces remarques n'ont pas pour ambition de fournir des armes de guerre contre un quelconque léviathan social-démocrate, puisqu'on a reconnu les contraintes qui pesaient sur son champ d'action, mais plutôt de souligner l'importance relative et les stratégies de différenciation de chacun des partis dans le cadre de décisions institutionnelles majeures.

⁴⁸⁹ K. Strøm, *op. cit.*

⁴⁹⁰ K-O Feldt, "Gynnar partiets lotteri ?", *Dagens Nyheter*, 13-12-2001.

Chapitre Quatrième

La transformation des configurations et des rôles partisans

4.1 Les ambivalences des schémas d'interprétation

4.1.1 *Entre théorie et sociologie des organisations partisans*

La question du changement organisationnel des partis politiques reste comme une curiosité, dans le champ large et divisé de la science politique, sans être pour autant récupérée par la sociologie des organisations comme le notait déjà Joseph A. Schlesinger en 1965⁴⁹¹. Depuis Roberto Michels (et sa "loi d'airain de l'oligarchie") et, surtout, Maurice Duverger (partis de masses et de cadres), un très petit nombre de modèles ont émergé en captant toute l'attention ainsi que la plupart des controverses. L'ambition traditionnelle étant de forger un modèle élégant⁴⁹², unitaire, à vocation "universelle" et qui puisse en même temps aider à comprendre la transformation des organisations partisans dans le temps. La distinction de Duverger avait au moins le mérite d'être duale, parce qu'elle couvrait une longue période historique, mais il notait déjà la convergence vers la forme "parti de masses" (par imitation). Les paradigmes ou idéal-types suivants envisageaient une seule tendance, visant en même temps les propriétés individuelles des organisations, ainsi que le système des partis dans ses différentes interactions. Il n'est pas exagéré de dire que deux "images organisationnelles" ont dominé sans être consensuelles, celle du *catch-all party* ("parti attrape-tout")⁴⁹³ d'une part et, plus récemment, celle du *cartel party*⁴⁹⁴ d'autre part, figures que nous avons déjà évoquées brièvement. Il faut d'emblée remarquer que ces modèles d'interprétation, de par la nature transitive des partis, vont bien au-delà des organisations en tant que telles et touchent

⁴⁹¹ J. A. Schlesinger, *op. cit.*, 1965, p. 764.

⁴⁹² Selon la terminologie anglo-saxonne, qui révéra aussi le terme "parsimonious", dans le sens d'une heuristique économe de ses moyens et au service d'une "démonstration" des seuls faits pertinents.

⁴⁹³ O. Kirchheimer, *op. cit.*, 1966.

inévitablement aux fondements normatifs des démocraties modernes ou de la représentation politique⁴⁹⁵. Dans le premier cas (*catch-all*), le dépassement du référentiel traditionnel de classe, la convergence des messages idéologique et l'abandon des ambitions d'éducation, d'intégration et d'encadrement politique au profit de buts électoraux immédiats signalent un changement profond des modes d'articulations des élites et de la société. Le citoyen en serait réduit à sa dimension numérique d'électeur ou, du moins, à la probabilité de ses préférences politiques au sein de groupes de références étudiés par les sondeurs. Encore faut-il rappeler que Kirchheimer n'envisage pas cette évolution comme un phénomène généralisé. Outre son évidence latente aux Etats-Unis, elle affecte d'abord les grands partis socialistes dans les pays où la coopération interpartisane est faible⁴⁹⁶. L'exemple de prédilection de cet auteur est justement le "molletisme" de la SFIO française, dans les années 1950⁴⁹⁷. Par ailleurs, on ne sait pas vraiment dans quelle mesure les transformations affectent l'organisation du parti, en dehors de l'affaiblissement de la discipline traditionnelle du parti de masses⁴⁹⁸ : les propositions de Kirchheimer concernent en effet tout autant l'évolution des stratégies et du jeu partisans, notamment les modes de présentation de soi dans le champ idéologique. Bref, il n'est pas étonnant qu'on ait glosé en tous sens à la suite de cet essai unique, très ouvert, et finalement fort peu théorique.

Le problème du lien parti-société est encore plus flagrant en ce qui concerne la "cartellisation", présentée comme un constat radical des tendances élitaires :

"La démocratie repose dans la distribution de faveurs publiques par les élites, plutôt que dans la participation populaire à la politique publique. Les électeurs doivent s'intéresser aux résultats, non au processus qui est le domaine des professionnels. Les partis sont des partenariats de professionnels, non des associations de, ou pour les citoyens"⁴⁹⁹.

La signification de l'alternance politique semble ici diminuée dans le sens où les principaux partis ne sont jamais réellement hors du jeu gouvernemental, surtout en présence de configurations coalitionnelles. L'importance de l'adhésion et du militantisme est également

⁴⁹⁴ R. S. Katz, P. Mair, *art. cit.*, 1995. Une figure intermédiaire étant celle de l'*electoral-professional party* (parti de professionnels des élections) proposé par Panebianco (*op. cit.*, 1987).

⁴⁹⁵ *Ibid.*, p. 21.

⁴⁹⁶ O. Kirchheimer, *op. cit.*, p. 188.

⁴⁹⁷ En référence à la ligne très modérée du Premier secrétaire Guy Mollet, essentiellement définie en négatif dans l'anticommunisme. Rappelons que Mollet avait pris la direction de la SFIO sur des prémisses pourtant radicales.

⁴⁹⁸ *Ibid.*, p. 200.

⁴⁹⁹ R. S. Katz, P. Mair, *art. cit.*, 1995, p. 22. "Democracy lies in the carrying of public favour by elites, rather than public involvement in policy-making. Voters should be concerned with results rather than policy, which is the domain of the professional. Parties are partnerships of professionals, not associations of, or for, the citizens".

très affaiblie dans ce schéma de pensée et c'est pourquoi cette perspective reste actuellement très controversée. Mais elle l'est d'autant plus qu'elle attaque de front les beaux idéaux démocratiques investis dans ce compromis bâtard de l'État moderne avec le gouvernement représentatif. Elle les assigne ainsi à comparaître dans une perspective qui se veut "réaliste" et critique sans leur offrir le secours d'une philosophie politique clémente de la représentation. La démocratie du cartel de partis, c'est finalement un régime relativement autocentré où quelques acteurs collectifs définissent les cadres et les contenus de leur propre action et mettent en scène les clivages de la compétition politique plutôt qu'ils ne les représentent.

C'est parce qu'on a trop souvent regardé les partis essentiellement par la lunette de la compétition électorale et des tendances oligarchiques que l'on en est arrivé à insister sur la convergence de leurs formes organisationnelles. La conception downsienne du jeu politique a notamment contribué à effacer la complexité de la dimension organisationnelle en représentant les partis comme des "équipes" (voire des acteurs individuels) en compétition pour le vote et l'exercice des fonctions publiques⁵⁰⁰. Il est certain que l'espace de la compétition électorale est devenu de plus en plus standardisé, procédurier et ritualisé, au-delà du style individuel des candidats, et il est largement commun à tous les partis quelles que soient leurs traditions, leur idéologie de référence. De même, l'espace parlementaire/législatif est-il en général une forte incitation à l'homogénéisation des structures et des cultures, sous l'influence de règles et d'expériences partagées⁵⁰¹. Cette insistance sur les similitudes provient aussi du fait que les analyses se concentrent souvent sur les aspects les plus formalisés et stables des appareils et systèmes partisans, aspects qui sont en outre plus aisément comparables entre pays. L'analyse politique comparée trouve en général de l'homogénéité parce qu'elle délaisse les matériaux faiblement standardisés ou difficiles d'accès⁵⁰², légitimant

⁵⁰⁰ A. Downs, *op. cit.*, 1957. "In the broadest sense, a political party is a coalition of men seeking to control the government apparatus by legal means" (p. 24). En soi, cette définition n'a rien d'inacceptable mais elle constitue un degré zéro de la sociologie des organisations.

⁵⁰¹ K. Heidar, J. Saglie, *Predestined parties? Organizational change in Norwegian political parties*, Grenoble, ECPR Joint Sessions of Workshops, 6-11 April 2001.

⁵⁰² Un nouveau projet ambitieux de constitution d'une base de donnée standardisée, à partir d'enquêtes nationales sophistiquées, semble être en cours à l'université de Texas A&M, sous la direction de Robert Harmel. La sociologie historique comparée a été plus ambitieuse dans le choix des matériaux et ne rechigne pas au travail d'archives, mais elle s'est peu intéressée aux partis. La sociologie des milieux partisans décentralisés, attachée aux parcours militants, aux sociabilités, est un terrain de prédilection français qui a offert des travaux de grande qualité mais aux prix d'une vision souvent "localiste" et pas toujours attentive aux dimensions institutionnelles. Enfin, l'anthropologie des partis reste une terre perpétuellement en friche, certes pas toujours facile d'accès lorsque l'on vise les milieux dirigeants. Mais elle nous semble être un des terrains les plus prometteurs pour un renouvellement et une "désacralisation" des élites du pouvoir.

une conception assez étroite de "l'organisation"⁵⁰³. Ceci signifie que différents niveaux (méthodes) d'analyse produiront des résultats probablement assez contrastés et rendront le dialogue d'autant plus difficile. D'une certaine manière, on en vient alors à considérer comme inutiles, invérifiables (infalsifiables) ou purement subversives les études qui ne se confinent pas à un stock disponible et familier de données agrégées⁵⁰⁴.

La question du "formalisme" peut être aussi illustrée à l'aide du seul ouvrage français, déjà ancien, portant sur l'organisation du parti social-démocrate suédois⁵⁰⁵. L'auteur, Raymond Fusilier, y explique qu'une étude de l'organisation d'un groupe social offre des ressemblances avec une démarche de droit administratif appliqué, c'est-à-dire avec une description/interprétation des structures formelles d'administration et de leur fonctionnement concret. L'organigramme, les attributions des différentes instances hiérarchiques, leur composition et leurs relations sont ainsi au centre de l'analyse, même si l'auteur s'appuie par ailleurs sur une observation directe privilégiée de type anthropologique⁵⁰⁶. La science politique ambitionnait précisément de dépasser la dimension "formelle", en particulier l'interprétation des textes de type constitutionnel. Dans le cas des partis politiques, dont on a vu qu'ils sont justement peu l'objet des textes constitutionnels, les documents statutaires et les organigrammes ne fixent qu'une réalité partielle et commode à appréhender de l'organisation. Si l'on accepte ensuite cette hypothèse de la relative transativité des partis avec d'autres sphères institutionnelles/organisationnelles (et sociales), on aura des difficultés à trouver des mesures et des "codifications" de ces phénomènes relationnels complexes et fluides et la tendance sera de les délaisser⁵⁰⁷. Il ne s'agit pas de dire que les dimensions parlementaire ou du leadership des partis, par exemple, ont été ignorées, mais plutôt que certaines variables positionnelles ont été négligées. Quant à l'hypothèse qu'il existe des "normes" ou des "doctrines" de pouvoir qui émergent de la pratique collective, elle n'a historiquement pas

⁵⁰³ Encore une fois, la sociologie des organisations est restée assez inexistante dans le champ des partis politiques, en dehors des approches de l'oligarchie. Pour un travail récent et original dans ce champ, voir C. K. Ansell, *Schisms and solidarity in Social Movements. The Politics of Labor in the French Third Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

⁵⁰⁴ L'exception étant la légitimité acquise par ce qu'on appelle les enquêtes expertes : le projet comparatiste investit alors de sa confiance un certain nombre "d'experts" locaux qui ont l'autorité de prononcer des jugements *ex cathedra* sur un objet donné, par exemple la position de chacun des partis sur un axe droite-gauche.

⁵⁰⁵ R. Fusilier, *Le parti socialiste suédois. Son organisation*, Paris, Editions ouvrières, 1954.

⁵⁰⁶ Malheureusement peu sophistiquée au regard de l'expérience unique dont Fusilier bénéficie puisqu'il est invité à séjourner un an en tant qu'observateur du parti. Ceci rappelle le côté décevant d'une autre étude d'*outsider*, celle de William Schonfeld concernant le RPR et le PS français et judicieusement intitulée *Ethnographie du PS et du RPR : les éléphants et l'aveugle* (Paris, Economica, 1985). Malgré les "privilèges" d'observation directe des instances exécutives, l'auteur ne parvient guère à dissiper sa satisfaction initiale d'avoir obtenu le droit d'observer l'intimité des instances dirigeantes et ressemble à un courtisan qui aurait obtenu la faveur d'une entrevue avec le roi. .

échappé aux juristes eux-mêmes qui ont dû prendre en compte l'interprétation et la pratique constitutionnelle, celles-ci n'étant pas toujours rattrapées par le droit écrit. Par ailleurs, l'influence complexe des régimes sur les systèmes de partis a fait l'objet d'un certain nombre d'études, cherchant notamment à démontrer les effets de différentes lois constitutionnelles ou électorales sur le nombre et la polarisation des groupes⁵⁰⁸. Mais là encore, on s'est nettement moins intéressé au changement des structurations et des pratiques partisans, comme dans le cas de la présidentialisation du parti socialiste français⁵⁰⁹.

La conception dominante anglo-saxonne aborde donc les partis politiques, d'un point de vue institutionnel, comme des entités relativement interchangeables dans un espace de compétition électorale et de gouvernement supposé pluraliste. Or, dans les systèmes où un parti domine historiquement la scène politique, l'hypothèse de trajectoires d'institutionnalisation divergentes semble intéressante à suivre, quand bien même il s'agit de régimes parlementaires impliquant un large partage du pouvoir effectif. Et même dans ce dernier cas, il est étonnant de constater que l'on ait accordé si peu d'attention à la structuration réelle des collectifs qui dominent la politique occidentale moderne, sauf dans les situations marquées par la collusion patente de différentes élites et se traduisant dans un système de corruption organisée. A cet égard, l'idée de "boîte noire" proposée par David Easton est toujours une bonne représentation des organisations politiques et des instances de gouvernement qu'elles occupent⁵¹⁰. S'il est une instance de réconciliation entre la science politique et la sociologie des organisations que Johan P. Olsen appelait de ses vœux, c'est peut-être dans cette direction qu'elle se trouve⁵¹¹.

Dans ce chapitre, on voudrait essayer de réintégrer les effets de position et de temporalité, l'accumulation des ressources différenciées et l'asymétrie fondamentale du

⁵⁰⁷ Un exemple typique est celui des relations entre milieux d'argent et partis aux Etats-Unis bien que les relations soient connues de tous.

⁵⁰⁸ G.Sartori, op. cit., 1976.

⁵⁰⁹ Sur ce sujet, on trouvera un certain nombre d'articles et d'essais. Voir entre autres H. Portelli, "La présidentialisation des partis français", *Pouvoirs*, n° 14, 1990, p. 97-106. Sur la pratique du pouvoir, on pourra se référer au collectif maintenant ancien de Pierre Birnbaum (Dir), *Les élites socialistes au pouvoir : les dirigeants français face à l'État, 1981-1985*, Paris, PUF, 1985 ; également A Bergounioux, G. Grumberg, *Le long remords du pouvoir : le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992. A ma connaissance, il n'existe qu'un seul ouvrage ambitieux qui envisage ce problème de front et de manière comparative. Il s'agit de C. Botopoulos, *Les socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Bruxelles, Bruylant, 1992.

⁵¹⁰ Voir aussi W. C. Müller, "Inside the Black Box. A Confrontation of Party Executive Behaviour and Theories of Party Organizational Change", *Party Politics*, vol. 3, n° 3, p. 293-313.

⁵¹¹ Voir J. G. March, J. P. Olsen, "Institutional Perspective on Political Institutions", *Governance*, vol. 9, n° 3, 1996, p. 247-264.

système partisan dans certains régimes politiques modernes. L'hypothèse centrale est que la distribution des positions, une fois partagé le gâteau électoral et représentatif, a tendance à créer une différenciation des structures et une division des rôles politiques qui se renforce avec le temps. Ce processus de sédimentation lente concerne à la fois les propriétés "individuelles" et systémiques des partis, c'est-à-dire leur organisation et leur interaction dans l'État moderne. Il peut aussi avoir une influence de long terme sur les pratiques, les types de ressources, les modes et les images de l'organisation, au-delà du seul niveau des effets symboliques. Par exemple, un parti de gouvernement redevient rarement une force d'opposition comme les autres lorsqu'il perd le bénéfice du pouvoir exécutif. L'idée de ressources ne suppose pas une approche uniquement quantitative (une accumulation) des capacités politiques.

Par ailleurs, ces transformations peuvent aussi créer des contradictions avec les identités politiques traditionnelles des partis, avec leur "mythe génétique". Ce dernier élément nous semble fondamental pour comprendre les phénomènes d'hybridation institutionnelle présidant à la transformation constante des organisations⁵¹². Dans cette notion d'*organisation*, nous incorporons donc les "doctrines de pouvoir" qui orientent les conceptions de la place des partis dans le système politique. A première vue, cet élément tiendrait plutôt de l'idéologie latente ou diffuse des groupes politiques, mais il touche cependant au cœur du problème de la représentation et de la place des partis dans l'exercice du gouvernement. L'organisation a, du reste, le sens double de l'action (organiser, coordonner) et de ses substrat potentiels (l'entité complexe, dynamique et ramifiée qui tente d'articuler les buts de l'action dans la durée), les deux moments n'étant pas à concevoir comme une succession finie. Alberto Melucci a développé des conceptions "constructivistes" similaires à propos des mouvements sociaux, insistant sur l'obsession scientiste qui consiste à approcher en termes extrêmement rigides ou fonctionnels ce qui est le modèle de la flexibilité par excellence (les mouvements)⁵¹³. Or, même dans le cas de partis ou associations plus formalisés, l'organisation reste une arène ouverte de conflits, de négociations et de rationalités multiples.

Enfin, la question du changement tant affectionnée par la science politique doit être replacée dans sa dimension problématique ; en effet, on ne peut pas considérer que le changement organisationnel est un phénomène normalement ponctuel, situé et relativement

⁵¹² L'idée étant que les partis doivent produire des discours capables de justifier l'incohérence des choix politiques, les discontinuités ou contradictions identitaires manifestes. L'alternative consistant à mettre en scène une cohérence possible.

discret. Il peut aussi être graduel et cumulatif. Les trois modèles proposés par Duverger, Kirchheimer/Panebianco et Katz et Mair sont précisément des exemples de transformations qui interviennent progressivement, en tendances.

4.1.2 *Le contrôle des ressources publiques en démocratie*

La question de l'hégémonie a mieux été posée dans le cas norvégien, que nous étudierons plus en détail dans le chapitre suivant. Mais il est important de préciser d'ores et déjà certains aspects d'une problématique jumelle qui est restée curieusement sous-jacente en Suède, comme volontairement ignorée, malgré les jeux de miroir complexes entre ces deux pays. Réfléchissant à l'apparente hégémonie du parti social-démocrate norvégien, en 1963, l'historien Jens-Arup Seip a sans doute proposé l'approche la plus radicale de la concentration du pouvoir. Le "nouveau régime" social-démocrate, né des années trente et de l'après-guerre, présente un *paradoxe démocratique* en ce sens que le pouvoir politique, dans une société libérale, serait canalisé via un seul parti monolithique⁵¹⁴. La question lancinante est cependant de savoir à quel degré de "monopole" on a affaire et quelles sont les traductions de ce phénomène à l'échelle du parti. Seip montre que le "charisme" gouvernemental du Premier Ministre Einar Gerhardsen⁵¹⁵ renforce l'autorité du leadership au sein de l'organisation, en démultipliant l'appel à la loyauté (envers le parti, le gouvernement, la nation) et en contrôlant l'accès à un certain nombre de postes de direction en dehors de ceux du parti. Une censure et un contrôle hiérarchique latents seraient aussi pratiqués grâce à des techniques raffinées de direction des discours et des meetings⁵¹⁶. C'est encore une fois l'empreinte de Roberto Michels qui se fait sentir dans cette perspective. En travaillant à son concept de "pluralisme corporatiste" (*corporate pluralism*), Stein Rokkan s'est inscrit en faux contre cette vision simplificatrice de Seip, du moins au niveau de l'appareil de gouvernement. Il met au contraire l'accent sur les relations complexes entre cabinet, intérêts organisés et sphère parlementaire

⁵¹³ A. Melucci, *Nomads of the Present: Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, Philadelphia, Temple University Press, 1989. Dans une moindre mesure, ceci peut s'appliquer aux partis et sans doute à certains nombre d'autres organisations que l'on pense circonscrites.

⁵¹⁴ J-A Seip, *op. cit.*, 1963.

⁵¹⁵ En fonction de 1945 à 1965 presque sans interruption (Voir l'annexe biographique). "Charisme" ou "césarisme" ne sont peut-être pas les termes qui conviennent le mieux pour décrire le mélange de légitimité populaire d'un leader issu de la classe ouvrière et d'autorité basée sur un gouvernement d'experts et un projet de modernisation de l'État au service de la stabilité économique et des réformes sociales. Selon Seip, Gerhardsen aimait à penser que le pays était gouverné par "de bons amis assis autour d'un tranquille feu de camp en forêt" (J. A. Seip, *op. cit.*, p. 33).

⁵¹⁶ H. Skjeie, *op. cit.*, 1999, p. 23.

ainsi que la coopération des différents niveaux dans la définition des politiques publiques⁵¹⁷. D'autres auteurs ont aussi insisté sur les grandes limitations d'un cabinet relativement faible par rapport au parlement et à la bureaucratie dans le cas scandinave⁵¹⁸. Ces amendements ont aussi une certaine validité en Suède mais ils importent plus dans une analyse des mécanismes de décision publique, moins pour la question de la grammaire des effets institutionnels (et culturels) du pouvoir politique. En d'autres termes, Seip et Rokkan ne parlent pas tout à fait de la même chose. A cet égard, l'approche gramscienne de l'hégémonie, comme un phénomène négocié, consenti plutôt qu'imposé par la force, semble toujours aussi pertinente⁵¹⁹. Rédigeant récemment un rapport pour l'audit du pouvoir norvégien, Hege Skjeie a ainsi porté son attention sur la volonté fascinante, de la part du parti ouvrier, d'assumer seul la responsabilité du gouvernement et de l'assumer en toute occasion. La "question de confiance" posée par le Premier Ministre Thorbjørn Jagland en 1997, qui aboutit à la démission de son gouvernement, était par exemple une mise en jeu volontaire très inhabituelle du sort du parti et un signe de faiblesse historique propre à une phase de doute identitaire profond⁵²⁰.

Bien entendu, on ne peut se contenter de supposer que le parti au pouvoir dispose de l'Etat à son gré, de façon monopolistique. En effet, les fusions totales de ce type ont eu peu d'occurrences en dehors des régimes cleptocratiques autoritaires et de partis uniques⁵²¹. Mais on a souvent soutenu la position inverse, minimaliste et "séparatiste" selon laquelle le parti endosserait les habits de gouvernement puis les laisserait aux vestiaires en cas d'alternance ; il y aurait ainsi interchangeabilité et pour ainsi dire "neutralité institutionnelle". Du moins c'est comme cela qu'on voudrait le modèle idéal pluraliste, le gouvernement (démocratique) de partis ayant alors seulement à voir avec la production de politiques publiques différenciées. Cependant, comme le note Jan Wallenberg :

⁵¹⁷ S. Rokkan, "Norway : Numerical Democracy and Corporate Pluralism", p. 70-115 dans R. A. Dahl (Ed.), *Political Oppositions in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1966.

⁵¹⁸ Notamment J. P. Olsen, (Ed), *Politisk organisering. Organisasjonsteoretiske synspunkt på folkestyre og politisk ulikhet*, Bergen, Universitetsforlaget, 1978 et toute une tradition de sociologie de la bureaucratie dont la Norvège s'est faite spécialiste dans son sillage.

⁵¹⁹ Voir par exemple B. Fontana, *Hegemony and Power. On the Relation between Gramsci and Machiavelli*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1993, notamment le chapitre 6.

⁵²⁰ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 5. En 1972, le Premier Ministre Trygve Bratelli avait inauguré cette pratique, mais il s'agissait alors du contexte spécifique du référendum sur l'adhésion à la CEE.

⁵²¹ On ne s'étonnera pas de trouver qu'une majorité de la littérature sur la dominance d'un parti dans l'Etat concerne le système soviétique, le cas chinois ou les régimes africains. Une des grandes références est l'ouvrage de C. A. Linden, *The Soviet party-state*, New York, Praeger, 1983 mais la littérature est trop abondante pour être répertoriée ici. Parmi les exceptions que nous avons déjà pu signaler et qui s'interrogent aussi sur le cas des démocraties, voir par exemple T.J Pempel, *op. cit.*, 1990 ; G. Alderman, *op. cit.*, 1989 ; C. Botopoulos, *op. cit.*, R. Whitaker, *op. cit.*, 1977.

"A bien y réfléchir, il serait aussi étonnant qu'un mouvement protestataire idéaliste originaire du 19^{ème} siècle puisse conserver sa cohésion, sa pureté idéologique et sa base sociale unitaire⁵²² au cours du 20^{ème} siècle, en dépit de la satisfaction de ses principales demandes, de son agrandissement et de sa diversité croissante, en dépit du pouvoir exécutif et de la dominance dans l'appareil d'État, en dépit de l'expansion de l'État et du mélange de la bureaucratie publique avec les intérêts organisés. Il est au contraire naturel que le mouvement ouvrier influence et soit influencé par ces développements (...)"⁵²³.

Après avoir examiné de plus près certaines théories qui postulent une convergence forte des organisations politiques depuis les années 1960, la suite de ce chapitre s'intéresse à la capitalisation de certaines ressources politiques et publiques qui ont permis à la social-démocratie de compenser son infériorité traditionnelle en tant que parti d'origine extra-parlementaire. L'exemple de l'expertise, de la planification et de la maîtrise de l'initiative politique sera étudié plus en détail. On se penchera aussi la dimension du changement des rôles politiques, en évoquant brièvement l'expérience de l'alternance au pouvoir. Le revers de la médaille consiste dans les problèmes d'articulation et dans la différenciation des niveaux de décision à l'intersection parti/gouvernement ainsi que dans la négociation entre ces instances.

Ici, nous adoptons une méthode proche de celle de Hege Skjeie, déjà citée, et qui consiste à considérer les protocoles de la direction du parti comme des instances de rencontre et des espaces de négociation entre les différents niveaux du parti et du gouvernement⁵²⁴. Ce matériel présente nécessairement une image imparfaite et fragmentée, que l'on peut parfois tenter de compléter, et il ne saurait se substituer à des protocoles internes au cabinet lui-même qui n'existent malheureusement pas. Il donne toutefois accès à une relative richesse de délibérations et de prises de position qui permettent de mieux appréhender les mécanismes de décision au sein du parti. Par rapport à ce qui existe dans d'autres pays, ces sources sont uniques en leur genre.

⁵²² Laquelle n'était du reste pas si unitaire aux origines du mouvement.

⁵²³ J. Wallenberg, *op. cit.*, 1987, p. 43-44. "Vid närmare eftertanke vore det ju också orimligt om en idealistisk kamprörelse från 1800-talet kunde behålla sin sammanhållning, sin ideologiska renhet och sin enhetliga sociala bas ändå fram till 2000-talet, trots genomförandet av de ursprungliga kraven, trots breddning och ökad mångsidighet, trots regeringsmakt och dominans över statsapparaten, trots statens tillväxt och den offentliga byråkratins sammanflätning med intresseorganisationer. Det blir i stället naturligt att arbetarrörelse både påverkar utvecklingen och påverkas av utvecklingen (...).

⁵²⁴ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 6.

4.2 Approches de la structuration des partis

4.2.1 La difficile question de l'hégémonie en Suède

Dans son étude du parti socialiste suédois (1954), Raymond Fusilier le présentait comme une organisation exceptionnelle. Les caractéristiques saillantes en étaient la capacité de mobilisation, un apparent souci de démocratie interne malgré la grande complexité architecturale et l'existence d'une puissante sphère de solidarité social-démocrate (jeunes, femmes, syndicats). Bien que le SAP ait déjà occupé les fonctions exécutives depuis 1932, presque sans discontinuer, cette dominance ne semble pas être un élément problématique aux yeux de l'auteur, et à aucun moment la question des rapports avec l'État ne rentre vraiment en ligne de compte. Fusilier conclue ainsi en posant que l'existence de partis fortement organisés n'est pas un obstacle mais une condition d'une démocratie efficiente⁵²⁵, dans la mesure où ceux-ci respectent les règles du jeu parlementaire. On a ici la vision standard du "réformisme social-démocrate", ayant réussi cette alliance harmonieuse d'une subculture ouvrière, liée à un puissant mouvement syndical, et de l'exercice du gouvernement démocratique. Le troisième élément fondamental de cette équation trop simplifiée est le fameux "compromis historique" entre travail (classe ouvrière) et capital, dont la traduction suédoise est généralement symbolisée par l'accord désormais célèbre de *Saltsjöbaden* entre patronat et syndicats ouvriers (1938), accord qui ouvre la voie vers des négociations salariales de plus en plus centralisées et coopératives. Ceux qui n'avaient pas renoncé à une approche en termes de rapports de pouvoir ont alors mis en avant le thème d'une hégémonie duale - pour autant que cela ne soit pas contradictoire - inaugurée à cette époque et qui garderait une certaine validité encore aujourd'hui : d'un côté, on aurait l'hégémonie socio-économique et idéologique traditionnelle de la société bourgeoise, dont l'expression serait révélée en négatif par le plafond électoral historiquement atteint par la gauche (environ 55 % des suffrages) ainsi que dans la primauté économique du grand capital préservé des nationalisations⁵²⁶ ; de l'autre, l'organisation de la classe ouvrière trouverait enfin un relais politique dans la gestion des affaires publiques⁵²⁷.

⁵²⁵ R. Fusilier, *op. cit.*, p. 309.

⁵²⁶ K. Molin, "De borgerligas 'andliga inflytande'. Om ideologisk hegemoni och socialdemokratins roll i samhällsomvandlingen", *Arbetshistoria. Meddelande från Arbetarrörelsens Arkiv og Bibliotek*, n° 63-65, 1992-93, p. 15-23.

⁵²⁷ Une contre-perspective moniste, proche de celle de C. Wright Mills (*The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1956) insisterait sur la collusion générale des élites politiques et économiques, servant le même idéal rationnel et technologique de la société. Une telle théorie n'a été que partiellement articulée en Suède, peut-être parce que son fondement n'est justement que partiel et qu'elle réduit la puissance publique à être un instrument ou un associé du capital. C'est par contre un thème central des écrits de Noam Chomsky sur le

L'hégémonie est un concept fuyant, précisément parce qu'elle ne se réduit pas à la domination objective d'une sphère circonscrite et se disperse à travers les dispositions culturelles et psychologiques des individus. Un exemple classique se trouve dans l'ouvrage célèbre de Selma Lagerlöf, *Les merveilleux voyages de Nils Holgersson à travers la Suède*, publié en 1906-1907, et qui était l'antithèse d'un reportage social à l'ère de l'industrialisation : joie du travail, discipline des ouvriers, beauté des usines contribuaient à une représentation harmonieuse et conformiste du pays qui devait avoir beaucoup d'influence⁵²⁸. Toutefois, certains secteurs peuvent être identifiés comme ayant un impact majeur sur les systèmes de représentation des individus; c'est ainsi le cas de la prédominance des grands organes de presse d'inspiration clairement libérale, *Dagens Nyheter* et *Svenska Dagbladet* même si ces journaux n'ont plus nécessairement de lien organisationnel évident avec les partis avec lesquels ils entretiennent des affinités idéologiques. L'idée même d'une presse strictement partisane n'est pas toujours évidente car on peut partager un système de valeurs sans nécessairement être organiquement affilié. Le système complexe de prise de participations dans les entreprises de presse a sévèrement compliqué la question. On se trouve de plus en plus face au même problème, lorsque l'on veut identifier les relations entre le parti social-démocrate et un certain nombre d'organisations qui en sont historiquement proches, au sein du mouvement coopératif par exemple. Bien, souvent, les filiations s'opèrent à l'échelle individuelle et à travers des solidarités de plus en plus diffuses. Pour transposer une idée issue de la sociologie économique, on a ici un exemple possible de la "force des liens faibles"⁵²⁹. Cette dislocation des sphères d'influence des partis est une tendance générale qui ne signifie pas pour autant qu'on ne doit plus s'interroger sur cette dimension ; l'administration de la preuve est simplement devenue plus difficile en la matière. On se heurte à des problèmes similaires pour démontrer les relations systémiques entre les gouvernements et le secteur privé dans d'autres pays, comme aux États-Unis. Au premier abord, elles semblent souvent évidentes mais elles sont tellement ramifiées, diversifiées et parfois camouflées que l'on doit opérer un véritable travail d'enquêteur privé pour en mettre à jour tous les aspects.

pouvoir aux États-Unis, où une telle perspective peut sembler plus crédible. Quoi qu'il en soit, elle vaut mieux qu'une absence flagrante de réflexion sur le pouvoir actuel des élites politiques. Nous développerons cette réflexion dans le chapitre huit.

⁵²⁸ K. Molin, *art. cit.*, p. 17. Il n'est pas étonnant que les rares travaux qui se sont intéressés à l'hégémonie de la culture bourgeoise aient regardé du côté des vecteurs d'éducation que sont l'église et l'école. Cf. H. Tingstén, *Gud och Fosterlandet*.

⁵²⁹ M. Granovetter, "The strength of weak ties", *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, 1973, p. 1360-1380.

En Suède, l'analyse du pouvoir par les ressources (capital, terre, force de travail, idéologie, expertise, etc.) et les configurations relationnelles a finalement peu insisté sur le rôle des capacités publiques dans la redéfinition de l'organisation social-démocrate. Comme on l'a souligné, ce phénomène ne consiste pas en gain pur et simple de ressources, dans la mesure où le contrôle du pouvoir reste partagé, que la marge de manœuvre du gouvernement et de l'État n'est pas infinie et que ces nouvelles responsabilités posent des problèmes d'harmonisation avec le référentiel partisan traditionnel des sociaux-démocrates. Il est donc sans doute assez vain d'essayer de quantifier la part de ressources que les différentes forces politiques ou économiques peuvent revendiquer pour elles-mêmes, ainsi que leur efficacité dans la poursuite de certains buts. Par ailleurs, il n'est pas dit que ce que nous appelons "ressources" soit systématiquement mesurable. Ainsi, l'échange politique entre parti et syndicat ne se réduit-il pas seulement à un support matériel lors des campagnes électorales⁵³⁰. Comme l'a bien montré un travail récent sur lequel nous reviendrons, les sociaux-démocrates ont aussi pu compter sur l'écriture de l'histoire et des ressources idéologiques variées pour faire apparaître le parti et son œuvre politique sous un certain jour, sans que cela s'apparente à de la pure propagande⁵³¹. C'est ici la dimension centrale de l'idéologie, de la culture et du savoir sur laquelle Gramsci porte toute son attention. Pour Benedetto Fontana, il s'agit d'un leadership moral et intellectuel (*dirizione*) dont les éléments principaux sont le consentement et la persuasion :

"Un groupe social ou une classe peut être considéré comme ayant un rôle hégémonique dans la mesure où il articule et dissémine à travers la société des croyances culturelles et idéologiques dont les enseignements sont acceptés comme universellement valides par l'ensemble de la population"⁵³².

En fin de compte, l'idée d'hégémonie ne repose pas strictement sur l'exercice du gouvernement et des prérogatives de l'action publique. Les partis politiques ne sont pas les seuls acteurs du pouvoir. Elle ne nécessite pas non plus que l'on fasse l'hypothèse d'une classe ou d'un groupe social unitaire portant un projet, une intention de contrôle du processus de décision. L'idée n'est donc pas indissociable d'une logique de classe pure et simple. Bien des

⁵³⁰ Sur l'approche constructiviste de l'échange, voir A. Pizzorno, "political exchange and Collective Identity in Industrial Conflict", p. 277-298 dans C. Crouch, A. Pizzorno (Ed.), *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, vol. 2, New York, Holmes and Meier, 1978 ; A. Melucci, *op. cit.*

⁵³¹ Nous faisons référence à la thèse récente de l'historienne Å Lindeborg, *Socialdemokraterna skriver historia*, Stockholm, Atlas 2001, dont les thèmes seront plus amplement étudiés au cours du chapitre sept.

traits de l'hégémonie sont en fait des sous-produits structurels et relationnels qu'un système de positions institutionnelles contribue à renforcer au cours du temps. En cela, il s'agit d'un édifice en construction permanente, d'un équilibre instable et nécessairement disputé. Dans le cas du SAP, l'occupation de l'exécutif a permis, en plus de la syndicalisation forte, de compenser partiellement l'infériorité traditionnelle du parti du travail (salarié) par rapport au capital. Une partie de cette compensation s'est effectuée par le canal des politiques publiques, une autre par celui de la construction politique du SAP et de son expérience institutionnelle.

4.2.2 *Vers une convergence des organisations partisans ?*

(a) Le parti et ses niveaux

A n'en pas douter, décrire par le menu l'organisation plus ou moins formelle d'un parti politique, surtout d'un parti socialiste, est une tâche déjà colossale dont le problème est non seulement le risque d'aridité, comme le reconnaissait Raymond Fusilier, mais aussi celui de la pertinence d'une telle entreprise. Ainsi, c'était déjà la conclusion de R.T. McKenzie, en 1955, que la distribution du pouvoir dans les partis britanniques était surtout en rapport avec la configuration des pouvoirs exécutifs et parlementaires⁵³³. A l'inverse, en s'éloignant de cette architecture réglementaire et des rapports de pouvoir, par exemple dans une optique plus sociologique, on atteindra vraisemblablement un tableau très composite à la manière de ces aveugles qui tâtonnent en différentes parties de l'éléphant et cherchent à savoir de quoi il s'agit⁵³⁴. Dans le cas des partis qui ne possèdent pas d'organisation stable aussi développée qu'en Europe, comme aux États-Unis, on est obligé d'accorder plus d'attention aux coalitions d'individus qui gravitent dans l'univers des positions électives et publiques⁵³⁵. De plus en plus, les modes de leadership et les différentes strates des partis ont été pris en compte. La distinction désormais classique de Peter Mair répertorie trois grands niveaux d'analyse :

⁵³² B. Fontana, *op. cit.*, p. 140. "A social group or class can be said to assume a hegemonic role to the extent that it articulates and proliferates throughout society cultural and ideological belief systems whose teaching are accepted as universally valid by the general population".

⁵³³ R. T. McKenzie, *op. cit.*, 1963, p. 635.

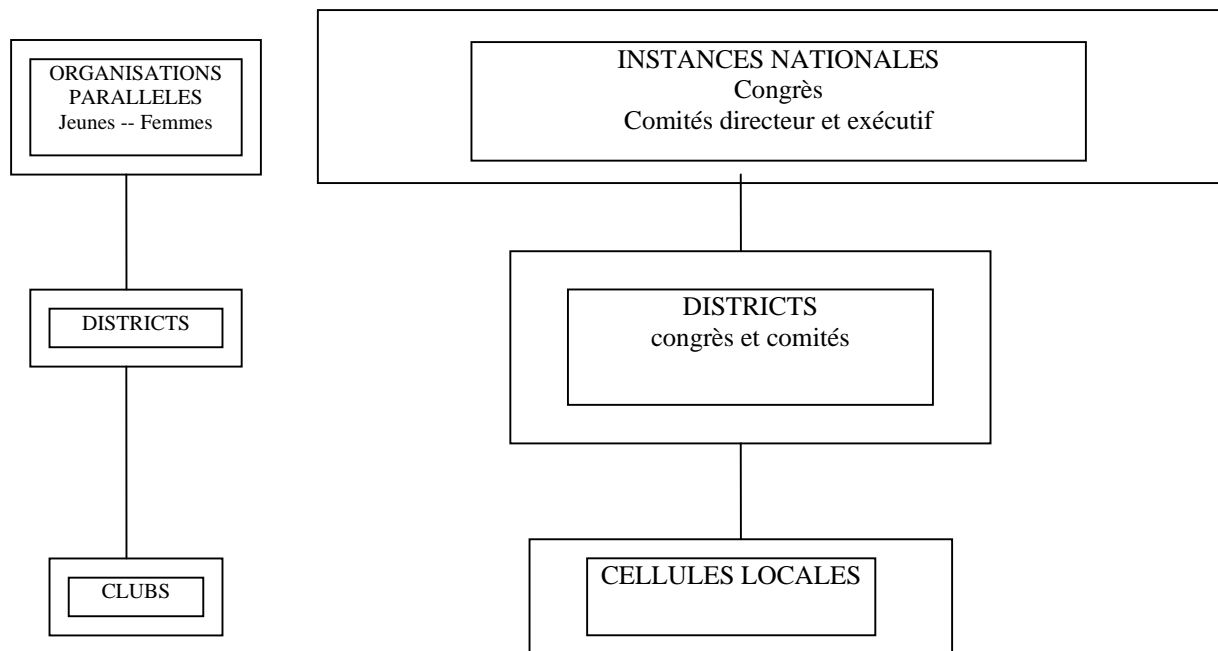
⁵³⁴ W. R. Schonfeld, *op. cit.*

⁵³⁵ Devant ce bipartisme entrepreneurial, on peut mieux comprendre pourquoi la science politique américaine a eu tendance à attribuer comme "but" essentiel aux partis, la prise de contrôle des fonctions de pouvoir ; Cf. D. Mayhew, *Congress: the electoral connection*, New Haven, Yale University Press, 1974. L'organisation des partis

l'organisation militante et des adhérents (*party on the ground*), l'exécutif du parti (*party in central office*), et le parti "public" (*party in public office*) qui articule les fonctions électorales, gouvernementales et administratives diverses⁵³⁶. Si l'on s'appuie sur les statuts et les organigrammes, les différents partis suédois présentent à n'en pas douter une grande similarité, assez largement calquée sur le modèle formel du SAP.

n'est certes pas inexistante mais elle reste essentiellement émergente en période électorale et se caractérise autrement par des réseaux d'élites et leur clientèle.

⁵³⁶ Peter Mair, *op. cit.*, 1997, p. 122-123.

Figure 4.1 *Organigramme simplifié des partis suédois*

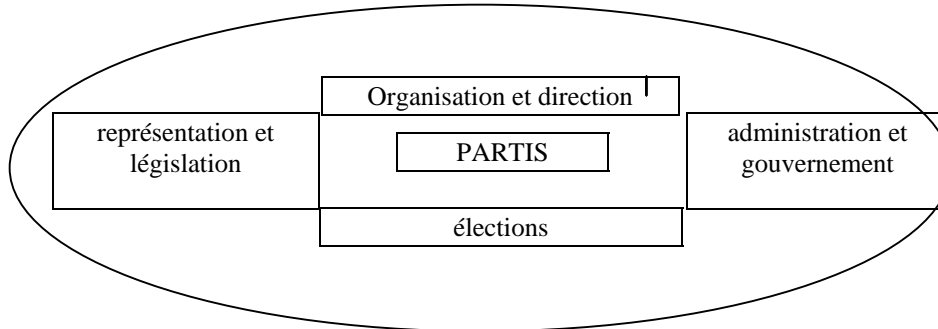
Comme le montre la figure 4.1 ci-dessus, chaque organisation se structure grossièrement sur un axe politique, en rapport avec les niveaux géographiques/électoraux de pouvoir (national, régional, local), et sur un axe fonctionnel/catégoriel (clubs syndicaux, de jeunes, de femmes, etc.), lequel présente plus de spécificité selon les partis et comprend également des subdivisions géographiques. Cette ressemblance procède directement d'une imitation des formes du parti de masses par les autres partis mais, comme on le verra dans un chapitre ultérieur, cela n'implique aucunement la réplique d'une semblable culture d'organisation. Statutairement, les organes de décision centraux portent des noms parfois différents mais prennent tous la forme d'un congrès de type représentatif qui élit normalement les comités directeurs (deux).

C'est ici que le problème se pose, entre la constitution formelle et la pratique réelle, dans la mesure où les congrès sont des instances périodiques dont le pouvoir de décision effectif est aussi entamé par leur caractère de grande messe publique et médiatique depuis les années 1970. Ce phénomène laisse en général une plus grande marge de manœuvre à des petites coalitions dominantes pour obtenir un mandat et influencer le contenu du programme, dont elles auront ensuite la charge⁵³⁷. Une indication courante de ce phénomène s'observe dans les motions des branches locales au congrès social-démocrate; bien souvent, les rédacteurs ne sont autres que les principaux dirigeants du parti, vêtus pour l'occasion de leurs habits de représentants locaux. Il arrive parfois que ces motions soient très critiques de la ligne du parti, ce qui met en exergue la complexité et les interférences des rôles au sein d'une même organisation. Bien que n'apparaissant pas dans la plupart des organigrammes standards, chaque parti ayant des élus nationaux possède aussi un groupe parlementaire, dont la légitimité présente l'ambiguïté classique de procéder d'une double source : partisane, par le biais des nominations, du soutien de campagne et populaire, à travers le suffrage et le mandat législatif. Lorsque l'on rajoute un étage à la fusée, celui du cabinet, les relations se complexifient d'autant. D'un point de vue analytique, il est en effet trop confortable d'opérer une distinction tranchée ou discrète entre le parti et le cabinet tout en acceptant en même temps la possibilité d'un gouvernement de parti. Torbjörn Larsson a proposé un schéma simple de ces arènes multiples, qui complète la division de Peter Mair. La figure 4.2 ci-dessous est adaptée de ce modèle et ne doit pas être interprétée comme une juxtaposition discrète de sphères d'activité ; il y a évidemment d'importants recoupements et une circulation

⁵³⁷ A ce sujet, voir J. Pierre, *Partikongressen och regeringspolitik. En studie av den socialdemokratiska partikongressens beslutfattande och inflytande 1948-1978*, Lund, Kommunfakta Förlag, 1986.

des individus que nous avons déjà soulignés. Suivant leurs traditions (notamment, leur origine), leur importance électorale et leur position, les partis investiront de façon différenciée dans les différentes arènes.

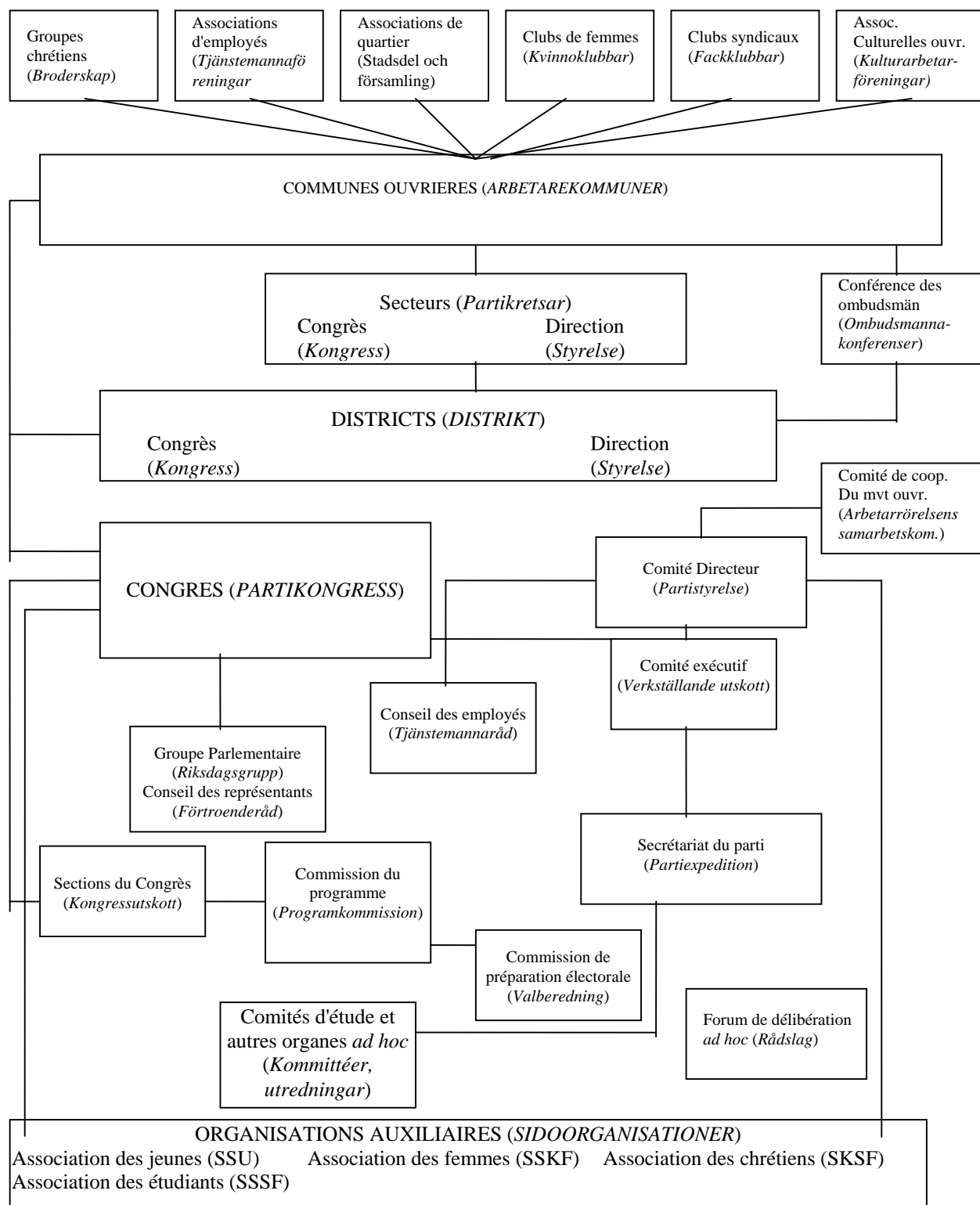
Figure 4.2 *Représentation schématique des arènes partisanes*



Source : adapté de T. Larsson, *op. cit.*, 1994, p. 256.

Un retour au début des années 1970 ne révèle pas de changement fondamental dans les constitutions officielles des partis, par rapport à ce qui prévaut aujourd'hui. Cela n'empêche pas qu'il existe bien des manières d'envisager l'image organisationnelle d'un parti politique et notre représentation schématique (figure 4.1) n'y suffit alors plus ; on peut complexifier les organigrammes à l'envi mais on se heurte toujours au problème des rapports effectifs de pouvoir (le sens des flèches), à celui de la place du groupe parlementaire, au positionnement des organisations parallèles (jeunes, femmes, autres) ou d'autres formations plus ou moins directement affiliées. Derrière ces représentations schématiques, il y a bien évidemment une activité autrement fourmillante qui ne pourrait et ne saurait être codifiée ni dans les statuts, ni apparaître dans les images officielles du parti. Il est ainsi possible de compliquer à l'envi les organigrammes des partis, à commencer par les organisations de masses ; dans la figure 4.3 ci-dessous, nous donnons une illustration de ces variations, qui ne prennent pourtant pas en compte les rapports effectifs entre le parti et la sphère publique.

Figure 4.3 *Représentation complexe de l'organisation social-démocrate au milieu des années 1970*



Source : d'après K-V Winqvist et al., *Svenska partiapparater. De politiska partierna organisatoriska uppbyggnad*, Stockholm, Aldus, 1972, p. 191.

On remarquera que bien des amendements à cet organigramme pourraient être suggérés, comme : il s'agit d'une mise à plat qui donne une idée des niveaux et des relations entre ces niveaux mais ne dit rien des hiérarchies, formelle ou effectives. Si la structure des organisations partisans n'est pas une dimension primordiale, ainsi que le pensait Georges Lavau⁵³⁸, il semble que l'on ne puisse guère en faire abstraction. Au reste, le décalage entre la lettre constitutionnelle et la pratique vient du fait que la première s'intéresse principalement au problème de la représentation et des hiérarchies formelles tandis que la seconde tient aux modalités effectives d'interactions sociales, de distribution des ressources, et de décision au sein du parti⁵³⁹ :

"bien des organes ou postes de responsabilité qui ne sont pas ou peu mentionnés dans les statuts, jouent en fait un rôle important. D'autres qui ont peut-être été relégués comme instances formelles d'enregistrement sans pouvoir effectif identifiable"⁵⁴⁰.

C'est par exemple le cas des secrétariats des partis, qui sont véritablement la cheville ouvrière en matière de travail organisationnel et de liaison. Mais il s'agit aussi des groupes parlementaires qui sont parfois absents des statuts ou du moins relativement ignorés. En fonction des sources d'information et des objectifs scientifiques, on peut vraisemblablement arriver à des conclusions fort différentes quant à l'évolution des organisations partisans.

⁵³⁸ G. Lavau, *op. cit.*, 1953.

⁵³⁹ Dans ce cadre, nous n'envisageons pas l'intégralité des interactions sociales a sein du milieu partisan ; il est certes difficile d'opérer une sélection de ce qui est pertinent ou pas pour les rapports de pouvoir effectifs, mais la hiérarchie ne diffère pas d'autres environnements à caractère politique ; une couverture exhaustive de tous les facteurs potentiellement influents est simplement impossible. Le politiste se heurte aussi à des difficultés très importantes lorsqu'il veut documenter les "réseaux de relations individuelles" au niveau central et le capital politique qui en découle, comme l'a tenté Frédéric Sawicki à l'échelle des milieux décentralisés du Parti socialiste français (F. Sawicki, *op. cit.*, 1997)

⁵⁴⁰ P-E Back, *Det svenska partiväsendet*, 1967 ; cité dans K-V Winqvist et al., *op. cit.*, p. 27. "Många organ eller befattningshavare, som i stadgarna inte alls eller endast i förbigående omnämnes, spelar reelt sett en betydande roll. Andra som normeras synnerligen ingående, har kanske nedsjunket till enbart formella eller registrerade instanser utan nämvärdig faktisk makt". Cf. la très belle exergue de Roland Barthes dans un ouvrage classique d'Ézra Suleiman : "image fréquente : celle du vaisseau Argo (lumineux et blanc) dont les argonautes remplaçaient peu à peu chaque pièce, en sorte qu'ils eurent pour finir un vaisseau entièrement nouveau, sans avoir à en changer ni le nom ni la forme" (E. Suleiman, *Les élites en France. Grands corps et grandes écoles*, Tr. fr., Paris, Seuil, 1979)

(b) Théories du changement organisationnel

Pour toutes ces raisons, on peut légitimement avoir quelques questions quant aux sources et à certaines des conclusions du projet de Richard S. Katz et Peter Mair, une étude comparative des organisations partisans qui, d'une part donne beaucoup de poids à l'examen des statuts et de leur évolution dans le temps pour appréhender la structure des organisations et d'autre part, insiste sur la convergence de ces organisations dans le cadre de leur association intime avec l'État⁵⁴¹. Si ces positions ne sont pas sans fondements et nous en reconnaissons assurément certains (comme le rôle du financement public), elles sont cependant victimes d'une illusion d'homogénéité sans doute accentuée par leur grandes ambitions de comparaison. Ces thèses fournissent cependant un point de départ inévitable pour toute discussion du changement organisationnel dans la mesure où elles sont les seules à s'être appuyées sur des enquêtes empiriques élaborées et systématiquement comparatives à l'échelle de nombreux pays, dépassant en cela le projet inaugural d'Angelo Panebianco il y a quinze ans.

Il est clair que les documents statutaires ne sont pas sans importance, d'autant plus qu'ils sont détaillés et assez souvent modifiés pour être en accord avec une culture procédurière assez typique des pays nordiques. En cela, ils offrent une idée de certaines règles du jeu fondamentales. Ils sont aussi plus proches de l'activité réelle des partis qu'une constitution ne l'est de la pratique politique dans la mesure où ils n'ont pas la même densité normative⁵⁴². Mais on comprend aussi très bien qu'ils ne puissent pas - ou ne tiennent pas - à rendre compte des dimensions complexes et changeantes de l'organisation comme système de pouvoir. Les statuts considèrent ainsi que le parti est une organisation bien délimitée, régie par des procédures définies et relativement consciente de ses objectifs : les questions des frontières, de la pratique du pouvoir et de l'identité ne font pas problème. Or, si l'on observe une certaine fidélité aux statuts dans le cas de la plupart des partis suédois et norvégien, cette analyse devient très artificielle si on tente de l'étendre à d'autres cas comme celui de la France par exemple. Dans ce dernier cas, les organismes officieux, clubs, fractions diverses ou autres coteries sont non seulement des éléments importants et récurrents de la vie partisane française mais qui plus est, certains d'entre eux ont été explicitement créés pour contrôler ou court-circuiter les organismes officiels et statutaires des partis. Sans que ce phénomène soit

⁵⁴¹ Katz et Mair, 1992 et 1994.

⁵⁴² P. Albinsson, *Skiftningar i blått. Förändringar inom Moderata Samlingspartiets riksorganisation 1960-1985*, Lund, Kommunfakta Förlag, 1986, p. 106

nécessairement endémique, il apparaît tout du moins incontournable dans nombre de cas et les partis socialistes ne font pas exception en l'espèce⁵⁴³.

Les études de Katz et Mair délaissent donc le champ habituellement très fréquenté des fonctions et des finalités partisans pour celui des formes. Jon Pierre et Anders Widfeldt, qui ont la responsabilité du cas suédois dans l'étude de Katz et Mair postulent que la plus grande convergence des modèles partisans occidentaux s'observe avec acuité en Scandinavie. Un des axes principaux de cette homogénéisation tient à l'intégration poussée dans la sphère de l'Etat, comme le suggèrent les auteurs :

"Par dessus tout, c'est à travers l'inclusion des partis dans la sphère politique, financière et légale de l'État que l'État lui-même aide à maintenir le statu quo dans le système de partis"⁵⁴⁴.

Contrairement à la vision pluraliste standard, postulant un ancrage social important des partis et une forme de compétition ouverte pour l'alternance, on a maintenant une sorte d'égalité de tous les partis dans la collusion avec l'appareil d'État. Cette position semble défendable à condition que l'on s'interroge sur les variétés de trajectoires historiques dans le dit système de partis et les effets différentiels de position au regard des fonctions exécutives de l'État. Même s'ils s'intéressent aux rapports ambivalents entre parti et groupe parlementaire, Pierre et Widfeldt suggèrent toutefois une sorte d'absolutisme des effets de "système" par rapport aux caractères et expériences plus spécifiques de chaque organisation. Certes, il est indéniable que les partis sociaux-démocrates, comme d'autres, soient devenus à bien des égards des entreprises de professionnels⁵⁴⁵ et de lourdes machines électorales. Ironiquement, le "parti de masses", après avoir un temps fonctionné comme modèle à imiter, aurait à son tour adopté des traits du "parti de cadres"⁵⁴⁶, ou du "caucus" électoral désincarné qu'Ostrogorski considérait, avec mépris, comme la première forme de parti de masses issue de l'extension du droit de suffrage. On peut préférer dire que, comme la plupart des partis conservateurs et libéraux n'ont jamais complètement pu ni souhaité construire une organisation de masses⁵⁴⁷, les partis sociaux-démocrates n'ont pas non plus abdiqué un certain

⁵⁴³ C. Botopoulos, *op. cit.*, p. 300 et passim.

⁵⁴⁴ J. Pierre et A. Widfeldt, *op. cit.*, p. 341. "Above all, it is through the inclusion of the parties into the political, financial and legal sphere of the state that the state itself helps to sustain the status quo in the party system".

⁵⁴⁵ Sur ce point voir A. Panebianco, *op. cit.* et M. Offerlé, *op. cit.*, 1991.

⁵⁴⁶ Cf. R. Koole, *art. cit.*, 1996. C'est initialement la thèse de Leon D. Epstein en réponse à Maurice Duverger qui postulait des phénomènes d'imitation du parti de masses par ses concurrents (L. D. Epstein, *op. cit.*, 1967)

⁵⁴⁷ Hormis la démocratie-chrétienne historique de l'Europe germanique et d'Italie qui partage un certain nombre de traits communs avec la social-démocratie. Dans une autre tradition, le parti conservateur britannique a aussi mis en place une organisation pouvant rivaliser avec celle de son concurrent travailliste.

nombre de leur caractères historiques sous la pression de la compétition électorale, de l'environnement institutionnel et social et de l'évolution stratégique.

Par ailleurs, il est important de considérer l'apport des nouvelles formations politiques, en particulier depuis les années 1970, aspect qui est plus détaillé chez Katz et Mair. La question du modèle organisationnel et de la rupture avec les pratiques de l'*establishment* était en effet cruciale pour les acteurs de la nouvelle gauche, de l'écologie politique et aussi, mais dans une optique différente, pour la nouvelle droite⁵⁴⁸. Il n'est pas trop tard pour s'apercevoir que si l'homogénéité prévaut dans la littérature, à cause de la séduction des modèles théoriques unipolaires, l'hétérogénéité continue de prévaloir dans la réalité⁵⁴⁹. Or, ces deux constats ne sont pas systématiquement inconciliables à condition que l'on veuille bien abandonner le comparatisme comme arme de guerre contre la diversité. Ainsi, Knut Heidar et Joe Saglie ont-ils mis à profit le contexte scandinave pour proposer une perspective plurielle sur la transformation des partis, montrant à nouveau l'intérêt des études de cas pour la construction des théories. En s'appuyant sur un cas particulier qui nous intéresse, celui de la Norvège, ils insistent sur l'affaiblissement de la structure formelle des organisations au profit de modes d'action en réseau (*network parties*) : les frontières entre espaces interne et externe deviennent moins strictes⁵⁵⁰, l'appel à des agences privées de consultance ou de communication devient plus fréquent. Mais au delà du raffinement et de la professionnalisation des techniques de campagne, les partis sont engagés dans un registre assez vaste et différencié d'innovation organisationnelle, souvent en lien avec la mobilisation et l'activation des membres mais pas seulement. Un exemple significatif est la création, au sein du Parti du Progrès norvégien (*Fremskrittspartiet*, nouvelle droite), d'un comité de "culture organisationnelle" pour trouver des solutions aux conflits et au factionnalisme latent dans ce parti d'origine populiste. Dans d'autres cas, on propose des groupes thématiques pour canaliser la participation des adhérents selon leurs intérêts spécifiques, ou bien des initiatives visant à favoriser plus de démocratie directe⁵⁵¹. Dans tous les cas, il y a certainement des processus d'imitation et d'apprentissage (*learning*) entre les différentes forces politiques sans pour autant qu'une seule tendance domine nécessairement. Ces illustrations fragmentaires

⁵⁴⁸ Si les alternatives de gauche ont souvent mis l'accent sur le partage du pouvoir, la décentralisation, la rotation et la collégialité au niveau exécutif, l'extrême-droite et les partis populistes devaient au contraire investir dans un leadership fort de type charismatique.

⁵⁴⁹ K. Heidar, J. Saglie, *op. cit.*, p. 2.

⁵⁵⁰ *Ibid.*, p. 3.

dépassent le champ de notre analyse et seront reprises dans le chapitre six, mais elles peuvent servir à démontrer la fragilité d'une vision en terme de convergence stricte (vers un modèle) à l'échelle des différents niveaux d'un parti. Pierre et Widfeldt doivent finalement remarquer que l'absence de règles élaborées encadrant les relations entre parti et groupe parlementaire fait qu'il existe des formes de contrôle du groupe assez variables d'une formation politique à l'autre. La forte autonomie du groupe chez les libéraux et les conservateurs pourrait s'expliquer par leur origine assez largement "interne" mais dans cette hypothèse de type "*path-dependency*"⁵⁵², on devrait logiquement constater un contrôle important du congrès sur le groupe parlementaire au sein d'un parti de création externe comme le SAP, ce qui n'est pas le cas⁵⁵³. Par exemple, si le groupe social-démocrate est formellement responsable vis-à-vis du congrès, il ne lui a ouvert l'accès à ses protocoles que depuis 1972 et ses relations directes sont prioritairement avec l'exécutif du parti et du gouvernement. Assez naturellement subordonné au cabinet lors des périodes de gouvernement social-démocrate, le groupe parlementaire reste plus intimement associé à l'organisation centrale social-démocrate en cas de phase d'opposition. Ceci n'empêche pas une autonomie financière importante de cette fraction parlementaire et la permanence de son implantation dans les circonscriptions. Ainsi que le formulent Pierre et Widfeldt :

"Le parti parlementaire est rapidement et facilement accessible au leadership ; il dispose d'une expertise dans tous les secteurs importants de la politique publique ; il présente expérience et compétence dans les négociations interpartisanes ; et, peut-être le plus important, il n'est pas opposé au mais complémentaire du leadership, lequel comprend les chefs parlementaires ; dans cette perspective, le parti parlementaire est susceptible de partager les valeurs et objectifs principaux du leadership"⁵⁵⁴.

Si la valeur comparative de toute étude de cas est limitée, elle réside bien souvent dans l'idée d'exemplarité, dans la déclinaison de la variété des expériences possibles qui évite

⁵⁵¹ *Ibid.*, p. 11, 15. Il faut rappeler que Pierre Mauroy avait proposé de convertir les clubs et tendances du parti socialiste français en instances de réflexion thématique du même genre, au cours des années 1980, mais cette tentative devait rester sans suite.

⁵⁵² Parfois traduit en français par "dépendance au sentier" et qui suggère une relation structurelle entre un moment formateur (les origines) et le procès de transformation ; il ne s'agit pas d'un déterminisme *a priori* mais d'une relecture sur le thème des contraintes du changement social. Voir K. Thelen et al., *op. cit.*, 1992.

⁵⁵³ J. Pierre, A. Widfeldt, *op. cit.*, 1994, p. 349-350.

⁵⁵⁴ *Ibid.*, p. 351. "The parliamentary party is quickly and easily accessible to the leadership; it includes expertise on all major areas of public policy; it represents experience and skill in inter-party negotiations; and, perhaps most importantly, it is not antithetical but complementary to the party leadership, which itself comprises the leadership of the parliamentary party; from this perspective, the parliamentary party is likely to share the basic values and objectives of the party leadership".

l'écueil de l'essentialisme ou de l'exceptionnalisme culturel⁵⁵⁵. Heidar et Saglie insistent, comme nous, sur l'écart entre les changements formels et les changements de pratique : si les premiers sont codifiés, mais ne sont pas nécessairement suivis d'effet, les seconds ont rarement une trace écrite mais leurs conséquences sont assez immédiates et souvent considérables. Aussi, les statuts et structures formelles des organisations politiques ne sont-elles jamais que la partie émergée de l'iceberg. Les partis politiques sont en eux-mêmes des micro-systèmes politiques reliés au reste de l'appareil d'État et de la société par un certain nombre d'interfaces. Cette zone de transition est une des plus complexes qui soient dans les systèmes politiques modernes ; elle est la boîte de Pandore, qui renferme tous les non-dits de la représentation et de la formation de la volonté politique, elle est l'organisation de la fiction (de l'hypocrisie ?⁵⁵⁶) démocratique. Or, il y a d'autres moyens d'aborder cette réalité plurielle et mouvante que par une approche sociologique.

4.2.3 *Sur la culture de gouvernement*

Dans son analyse de l'organisation des partis en Angleterre dans les années 1950, McKenzie concluait que "la distribution du pouvoir au sein des partis politiques britanniques est avant tout fonction du gouvernement de cabinet et du système parlementaire britannique. Aussi longtemps que les partis accepteront cette forme de gouvernement, l'autorité en matière de décision publique résidera dans les partis parlementaires (dont l'élément le plus important est le leader du parti)". Bien que les travaillistes se targuent d'avoir une organisation plus démocratique et un leadership moins autoritaire que leurs opposants, la répartition du pouvoir au sein des deux grands partis est très similaire⁵⁵⁷. On a ici un des exemples les plus clairs du rôle structurant essentiel d'un régime politique sur l'organisation des partis politiques, influence qui semble transcender les origines, traditions et idéologies différenciées des forces politiques sans pourtant les réduire à néant. En 1960, l'ancien secrétaire, Morgan Phillips, pouvait même dire au sujet du *Labour* que "le parti parlementaire ne pourrait maintenir sa position dans le pays s'il pouvait être démontré qu'il ait, en quelque temps ou quelque sujet, reçu des ordres d'un corps qui, bien que représentatif du parti, ne saurait être considéré

⁵⁵⁵ P. Bourdieu, *Raisons pratiques*, Seuil, 1994, p. 15-17. Voir aussi la référence à la Norvège comme "modèle" ou "type-idéal" du régime politique européen à la fin des années 1970 M. O. Heisler, R. B. Kvavik, *op. cit.*, 1973.

⁵⁵⁶ Voir N. Brunsson, *The Organization of Hypocrisy: Talk, Decisions and Actions in Organizations*, Tr. angl., Malmö, Liber ekonomi, 2002.

comme représentatif du pays"⁵⁵⁸. Mais McKenzie note cependant que la relation entre l'organisation extra-parlementaire et les représentants, dans le cas anglais, dépend bien plus de la situation du parti (dans l'opposition ou au pouvoir) que des structures formelles de coordination au sein de l'organisation⁵⁵⁹. A la fin des années 1980, un certain nombre de commentateurs s'interrogeaient ainsi sur les effets complexes, tant au niveau de la vie partisane que de la pratique constitutionnelle et du gouvernement, du règne prolongé du parti conservateur en Grande-Bretagne. Et il apparaissait bien sûr dans l'intérêt des travaillistes que ces questions soient débattues⁵⁶⁰. A la même époque, des interrogations similaires avaient cours au sujet des partis socialistes "hégémoniques" en France, Espagne ou Grèce. Il est clair que le gros des débats a naturellement porté sur les conséquences de ces gouvernements sur ce qu'on regarde comme les fondements de la "démocratie représentative", sans vraiment qu'on se demande si les constitutions n'était pas elles-mêmes en désaccord certain avec ce modèle politique si ambivalent⁵⁶¹. L'idée à la mode était alors que le manque de démocratie à l'intérieur des partis eux-mêmes pouvait être une cause d'un malaise politique latent et protéiforme, qui répondait à plus d'un nom (bureaucratie, technocratie, partitocratie⁵⁶²). Dans le cas scandinave, l'intensité du débat n'a pas été à la mesure de la longévité des sociaux-démocrates au pouvoir mais les caractéristiques du régime réduisent aussi les prérogatives de l'exécutif tandis que la force de l'organisation social-démocrate a probablement empêché sa "vassalisation" systématique au seul profit d'une oligarchie gouvernante ou bien parlementaire. Encore faut-il souligner que ces dernières tendances n'ont pas non plus été totalement absentes et la continuité du parti s'exprime dans un jeu d'équilibre complexe entre ses différents niveaux. Mais il y a aussi peu de chance pour que l'interaction des formes et cultures partisans avec les différents régimes constitutionnels produise le même type d'ordre (ou de désordre) dans tout pays qui soit confronté à la dominance d'une force politique.

Une des conséquences de l'exercice du pouvoir qui semble hanter la littérature sur le gouvernement de partis, sans être facilement identifiable, est l'idée d'une "culture de gouvernement" émergente. En réalité, cette notion imprécise recouvre des aspects positifs et négatifs ; positifs, en ce sens que le parti en question acquiert une expérience de la gestion des

⁵⁵⁷ R. T McKenzie, *op. cit.*, p. 635.

⁵⁵⁸ Cité dans *ibid.*, p. 640.

⁵⁵⁹ D'après J. A. Schlesinger, *op. cit.*, p. 766.

⁵⁶⁰ D. Judge, *op. cit.*, 1993, p. 195.

⁵⁶¹ B. Manin, *op. cit.*, 1995, notamment le chapitre VI.

affaires publiques qui se double d'une image de crédibilité ; et négatifs, car cette expérience peut aussi servir à mieux contrôler l'organisation partisane en renforçant les pouvoirs exécutifs au détriment des engagements programmatiques. A cet égard, l'exemple des partis socialistes français ou grec au pouvoir dans les années 1980 illustre assez bien toutes ces ambiguïtés d'une culture de gouvernement ; comme le montre Costas Botopoulos, "C'est cette réalisation, par le biais du verdict des urnes, de l'entrée des socialistes dans l'ère de la crédibilité que les dirigeants des partis eux-mêmes appellent la transformation en des 'partis de gouvernement' "⁵⁶³. Malheureusement, dans les deux cas, la crédibilité a été en même temps affaiblie par une pratique du pouvoir excessivement centralisée, un assujettissement du parti majoritaire et une discipline parfois forcée des parlementaires. La stabilité d'une oligarchie dirigeante devait être très marquée tandis que les idéologies participatives ont fait place à une réalité élitiste amère⁵⁶⁴. Les stratégies de contrôle transforment évidemment les partis dont les directions sont largement fonctionnarisées et il s'agit souvent de brouiller les frontières entre espace partisan et gouvernement en cooptant un maximum de personnes sur des emplois publics ou des fonctions électives. Ce phénomène se prolonge même dans l'opposition : à l'issue du congrès de Lille, en 1987, le PS se trouve ainsi dirigé par non moins que deux anciens premiers ministres et sept anciens ministres. Ces exemples ne sont pas pour autant isolés et participent même de tendances lourdes et cohérentes. Dans les cas français, espagnol et grec, Botopoulos montre bien que, si "les institutions des trois pays n'ont pas gêné outre mesure le pouvoir socialiste dans son œuvre gouvernementale, [elles] ont contribué, sous l'utilisation qui en sera faite, à la transformation passive des partis"⁵⁶⁵. C'est bien ici une dimension qui nous intéresse au premier chef.

Les partis sociaux-démocrates scandinaves, paradoxalement, semblent avoir moins été avalés par le pouvoir d'État que certains de leurs puissants homologues du sud de l'Europe. Il n'y a pas à cela qu'un seul facteur explicatif, la nature des régimes ou la "culture politique", mais on peut penser que l'ancienneté et l'affirmation des mouvement ouvriers dans le Nord, ainsi que leur grande unité, sont des éléments distinctifs de première importance. La discipline

⁵⁶² Ou plus généralement élitisme, oligarchie. Bien que ces termes ne désignent pas nécessairement le même phénomène, la rhétorique condamnait sensiblement les mêmes maux. Voir le chapitre neuf pour la nature des débats contemporains à ce sujet.

⁵⁶³ C. Botopoulos, *op. cit.*, p. 251, s'appuyant sur les propos de François Mitterrand.

⁵⁶⁴ *Ibid.*, p. 316 et suivantes. Dans le cas du PASOK grec, l'arrivée au pouvoir d'un parti neuf dans un régime transformé s'accompagnait d'une volonté affichée de changer la politique sur le mode participatif. L'expérience Papandréou n'aurait pu être plus en contradiction avec cette ambition. En France, Botopoulos évoque la disparition subite et totale des idées d'autogestion dans la doctrine du P.S après 1981.

⁵⁶⁵ *Ibid.*, p. 316, 320.

interne traditionnelle a pu être mise à profit et a même continué à se renforcer dans le cadre de l'exercice du pouvoir. On pourrait illustrer ce point par une remarque très juste, quoiqu'un peu datée, du politologue Samuel Beer :

"La doctrine de classe fournit un élément indispensable au modèle socialiste de démocratie fondé sur le gouvernement de partis. Il permet d'accepter la nécessité fondamentale d'une discipline partisane stricte tout en maintenant que le gouvernement est entièrement démocratique"⁵⁶⁶.

Ceci ne vaut pas pour toutes les formes partisanes qui revendiquent l'appellation "socialiste" ou apparentée. Au contraire, en ce qui concerne le parti socialiste français, il est plus intéressant d'observer comment se transforme le factionnalisme, le "pluralisme" interne des clubs et motions ou bien les héritages notabiliaires. Dans le cas d'un parti neuf comme le PASOK, Par contre, il n'y a pas de structure aussi ancienne qui vienne contrebalancer les effets bureaucratiques de l'exercice du pouvoir. Ces aspects nous incitent à garder à l'esprit le long terme des identités et formes organisationnelles, et ceci vaut aussi pour l'idéologie, lorsque l'on veut comprendre l'évolution des partis.

4.2.4 *Au-delà des règles formelles : doctrines de pouvoir et articulation des niveaux*

Etudiant le rapport entre la social-démocratie norvégienne et le pouvoir sur un mode assez similaire au nôtre, Hege Skjeie a tenté de mettre en évidence des "doctrines" ou "normes" de gouvernement émergeant de façon latente de la pratique du pouvoir et se juxtaposant aux règles formelles ou statutaires. A n'en pas douter, cette approche emprunte au "néo-institutionnalisme" de James March et Johan P. Olsen⁵⁶⁷, parfois très critiqué pour le caractère vague de ses usages des concepts de "règles" ou de "normes". S'inspirant de March, Skjeie pose que les normes en question donnent à la fois une direction pour l'action et des instruments d'interprétation. Pour paraphraser March (en le simplifiant), Les normes fournissent un cadre et une mesure pour les actions. et les discours "corrects" ou légitimes. Elles peuvent prendre la forme de prescriptions ou d'interdictions relativement formelles mais

⁵⁶⁶ S. H. Beer, *British Politics in the Collectivist Age*, , New York, Alfred A. Knopf, 1965, cité dans D. Swickard, *op. cit.*, 1976, p. 92. "The class theory supplies an indispensable element to the socialist model of democracy by party government. It enables one to accept the fundamental need for strict party discipline imposed by collectivist policy and yet maintain that government is fully democratic".

⁵⁶⁷ Notons au passage qu'Olsen est norvégien, ce qui n'est pas sans intérêt lorsque l'on examine ses travaux antérieurs sur l'organisation et sur le gouvernement norvégien.

s'insèrent aussi dans un réseau complexe d'idées, de doctrines, de schémas d'interprétation, qui participe à la construction de la reconnaissance et de l'identité des acteurs⁵⁶⁸. Etant donné que le travail de March et Olsen s'apparentait plus à un programme de recherche qu'à une théorie, il appartient précisément à d'autres d'en vérifier la pertinence en donnant de la chair à ces idées. Or, l'intérêt des analyses de Hege Skjeie est de transposer partiellement ce schéma néo-institutionnaliste dans le champ des partis, où il est resté chroniquement sous-utilisé. L'autre intérêt, c'est que les "doctrines de gouvernement" (*styringsnormer*) qu'elle identifie comme centrales dans le cas du DNA norvégien s'appliquent presque comme en un miroir au SAP suédois, du moins dans leur esprit général. Tout en faisant partie du paysage traditionnel des partis sociaux-démocrates scandinaves, ces normes ont été recyclées et ont pris de nouvelles dimensions dans l'exercice et la continuité du pouvoir.

La première norme, nous l'avons évoqué dans le chapitre précédent, est l'unité du "mouvement ouvrier" historique qu'il faut traduire par la dominance "normale" de la social-démocratie sur l'axe gauche. Les concurrents souvent issus de scissions plus ou moins anciennes sont considérés comme des dissidents mineurs qui doivent payer le prix de leur défection par une relative subordination ou vassalité dans le jeu politique comme dans l'arène syndicale. Nous avons vu que cette relation était fondamentale pour comprendre les spécificités du parlementarisme minoritaire et la défiance profonde des sociaux-démocrates vis-à-vis de coalitions formelles avec les autres partis de gauche jusqu'à une période récente, en Suède comme en Norvège. La seconde doctrine est proche de la première mais concerne l'unité interne du parti lui-même qu'il faut entendre comme la primauté de la loyauté et de la discipline sur l'expression des dissensions. Comme le résumait efficacement le Norvégien Martin Tranmæl dans les années 1930 : "la liberté d'opinion gouverne, une fois qu'une entière loyauté a été démontrée"⁵⁶⁹. Or, la discipline de parti et les moyens de la garantir prennent une dimension nouvelle, dans le cas du parti majoritaire, au niveau de l'activité législative. Au gouvernement, il est nécessaire de produire une discipline parlementaire et partisane plus forte. Le parti socialiste français a souvent forcé cette exigence en usant des techniques du parlementarisme rationalisé et plaçant de facto ses représentants dos au mur⁵⁷⁰. Par contraste, le recours à de telles techniques est impossible ou très rare dans le cas scandinave et la discipline se gère essentiellement dans l'interaction et la coordination des différents étages du

⁵⁶⁸ J. March, *A primer on decision-making: How Decisions Happen*, New York, Free Press, 1994, p. 58, cité dans H. Skjeie, *op. cit.*, p. 11.

⁵⁶⁹ *Ibid.*, p. 13. Cité d'après les protocoles du congrès du DNA (1930, p. 56) : "Det skal herske meningsfrihet, når det utvises helt lojalitet".

parti⁵⁷¹. Ce dernier point nous permet d'évoquer la troisième doctrine de gouvernement recensée par Hege Skjeie, à savoir l'unité du leadership (et sa stabilité). Lorsque l'on parle d'étages du parti, cela n'implique bien sûr aucune séparation discrète de l'un à l'autre, aucune imperméabilité. Car ce qui fait à la fois le lien entre stratarchies mais aussi "l'hypocrisie participative" fondamentale du parti politique, c'est probablement le cumul de postes et la multipositionnalité d'un certain nombre d'individus à différents niveaux de la hiérarchie. Le terme "hypocrisie" signifie ici que la participation et l'initiative des adhérents et militants est encadrée et contrôlée par une élite partisane qui joue un rôle prépondérant de l'échelon local (la base) jusqu'au sommet. Dans le cas d'un parti de gouvernement, cet encadrement accepte un niveau supplémentaire. Discutant de la nécessité d'informer les citoyens au sujet des projets de réforme constitutionnelle, lors du congrès de 1956, un intervenant fournit un des meilleurs exemples des croisements de rôles, entre gouvernement et parti :

"comme nous le savons, le comité directeur assume non seulement la tâche importante de diriger le travail organisationnel du parti, mais il a aussi dans une large mesure celle de gouverner le pays, et on peut dire que les membres du comité sont, en cette qualité, relativement handicapés pour traiter de cette question [constitutionnelle] de par leur fréquentation quotidienne du pouvoir royal. C'est pourquoi je voudrais demander si la campagne d'information à ce sujet ne devrait pas être laissée à un autre organe"⁵⁷².

Ce qui transparait dans cette remarque, c'est bien l'ambiguïté de rôles multiples au sein du cabinet et du comité directeur. De fait, le comité en tant que tel ne "gouverne" pas le pays mais la proportion de ministres et anciens ministres qui y siègent est toujours importante et la séparation en devient nécessairement moins évidente. Cette unité du leadership peut aussi être appréhendée à travers la grande stabilité des chefs qui ne sont que rarement "involontairement" détrônés. Du reste, ce phénomène semble également être antérieur à l'exercice du pouvoir par le SAP mais il contribue à l'évolution de l'image, des structures et des formes de légitimité du parti. En effet, le prestige et les ressources des fonctions exécutives (mais aussi leur impopularité) viennent s'ajouter au bagage des chefs partisans et

⁵⁷⁰ Notamment les articles 38 (législation par ordonnances), 49.1 (question de confiance), 49.3 (responsabilité). Cf. C. Botopoulos, *op. cit.*, p. 325.

⁵⁷¹ Ce qui ne se prononcent pas ou sont absents lors des réunions des instances représentatives, congrès, comité directeur et groupe parlementaire, sont censés se conformer aux décisions de la majorité (L. Andersson, *Beslutsfattarna. Socialdemokratiska Riksdagsgruppen 100 år*, Stockholm : Bäckström Förlag, 1996, p. 153).

⁵⁷² SAP, *Protocole du Congrès de 1956, Utlåtande* (Allan Malmgren), *motion 82* : "som vi känner till har emellertid partistyrelsen inte bara den viktiga uppgiften att leda partiets organisatoriska arbete, utan den har också i stor utsträckning uppgiften att regera landet, och i den egenskapen får partistyrelsensledmöterna kanske sägas vara i viss mån belastade i denna fråga genom det dagliga umgänget med kungamakten. Jag vill därför ifrågasätta, om man inte skulle överlåta åt något annat organ att driva opinionsbildning i denna fråga".

modifient inévitablement les paramètres de leur influence. Comme le précise Hege Skjeie, la règle est que les leaders du partis soient choisis par acclamation et se retirent par abdication⁵⁷³. Il est une bonne illustration des deux premières doctrines mentionnées plus haut (unité du mouvement et discipline) dans les propres mots du Premier Ministre Tage Erlander, lorsque, en annonçant son "abdication" en 1968, il confirme la troisième :

"Alors que j'en viens maintenant aux problèmes de politique intérieure, je voudrais d'abord souligner que la force unique de la social-démocratie dans notre pays a reposé avant tout sur le rassemblement et l'unité qui ont marqué le mouvement ouvrier. Dans tous les moments politiques décisifs, le mouvement syndical et le parti ont formé, ensemble, les propositions pour lesquelles ils ont ensuite combattu côte à côte. Le parti communiste s'est transformé en une petite secte, ce qui a réduit les potentialités d'une scission orchestrée par les communistes, telles que celles qui ont eu cours dans d'autres pays et ont si terriblement atteint les capacités politiques du mouvement ouvrier".⁵⁷⁴

On voit ici encore à quel point la construction en tant que parti de gouvernement peut s'appuyer sur et même exacerber certains traits culturels du parti social-démocrate.

Il n'est pas ici question de s'attaquer au détail de la mécanique du gouvernement et ses évolutions récentes, en particulier les rôles respectifs des commissions parlementaires, des ministères et autres agences administratives dans la préparation des politiques publiques et de la législation⁵⁷⁵. En ce qui concerne la chaîne de responsabilité formelle, les organes directeurs et le groupe parlementaire doivent rendre des comptes au congrès du parti mais si les premiers sont élus par le dit congrès, ce n'est évidemment pas le cas des parlementaires. L'équilibre repose sur une entente tacite selon laquelle le congrès ne fait pas de recommandation contraignante tandis que le groupe doit soumettre ses protocoles à un comité d'évaluation du congrès (*granskning/dechargeutskottet*). Leif Andersson rappelle aussi que cet équilibre est facilité par la circulation des mêmes individus au sein des principales instances dirigeantes⁵⁷⁶. Les rares accrochages entre l'organisation et le gouvernement ou le groupe

⁵⁷³ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 16.

⁵⁷⁴ SAP, *Protocole du Congrès de 1968* (Tage Erlander). "När jag nu övergår till våra inrikespolitiska problem vill jag först betona, att socialdemokratins enstående styrka i vårt land framför allt berott på den samling och enighet som präglat arbetarrörelsen. I alla viktiga politiska avgöranden har fackföreningsrörelsen och partiet tillsammans format de förslag för vilka vi sedan kämpat sida vid sida. Det kommunistiska partiet har förvandlats till en liten sekt, vilket reducerat kommunisternas möjligheter att driva en splittringsrörelse på det sätt som skett i andra länder och som där haft ödesdigra följder för arbetarrörelsens förutsättningar att forma politiken".

⁵⁷⁵ Pour une bonne introduction en suédois, sur ce thème des réseaux du pouvoir, voir O. Petersson, *Maktens nätverk*, Stockholm, Carlssons, 1989. Nous reviendrons sur les aspects de la politique institutionnelle des sociaux-démocrates dans le chapitre huit.

⁵⁷⁶ L. Andersson, *op. cit.*, 1996, p. 172.

parlementaire ont concerné les questions budgétaires et l'affectation de certains crédits à certains postes favorisés par le congrès, tout particulièrement l'aide internationale depuis les années 1960. A chaque fois, l'exécutif s'est déclaré souverain en la matière, malgré les objectifs affirmés par le congrès, suscitant ainsi de nombreuses critiques de la part des groupes très engagés sur ces questions (mouvement des femmes, des jeunes et chrétiens sociaux-démocrates)⁵⁷⁷. Mais sur certains projets de politique intérieure, comme la promotion d'une plus grande égalité au travail dans les années 1970, les instances dirigeantes ont dû parfois céder du terrain lors des congrès face à des coalitions idéologiques assez déterminées. La relative rareté des conflits n'empêche pas une ambiguïté latente au sujet du circuit et de la légitimité des lieux de décision, ambiguïté qui est naturellement plus accentuée au sein des partis de masses. Les contradictions au niveau individuel peuvent être renforcées du fait de l'existence d'organisations spécifiques liées au parti (jeunes, femmes, syndicats, etc.). Il n'est pas rare que les dirigeants de ces mouvements cumulent des fonctions parlementaires et même ministérielles, augmentant les risques de conflits d'allégeance.

Costas Botopoulos avance fort à propos l'idée d'allégeances multiples, démocratiques, étatiques et partisans des élites, qui s'interpénètrent et se font concurrence. Il donne l'exemple de l'expérience socialiste française récente qui, tout en renforçant l'identité partisane du gouvernement, a également contribué à affaiblir le parti socialiste lui-même à cause d'une lecture "hyper-présidentiale" des institutions. Au P.S., il revenait alors la tâche difficile de mettre en scène la continuité du socialisme malgré le fait du pouvoir⁵⁷⁸. La gauche de gouvernement revendique dorénavant une vocation au pouvoir, d'autant plus justifiée qu'elle se dit plus à même que la droite de maintenir l'unité relative et la discipline de son parti :

"De cette façon, les partis socialistes du sud pourront assumer devant l'opinion leur propre révisionnisme. Il s'agit non seulement du révisionnisme gouvernemental qui implique l'acceptation des contraintes imposées par l'exercice du pouvoir, mais surtout d'une relecture du rôle du parti, qui peut désormais s'affirmer ouvertement porteur d'un mandat de gestion, rôle qui suffira à remplacer - en la transcendant - toute conception sociologique"⁵⁷⁹.

Bien sûr, il faut prendre en compte les différences importantes des traditions d'organisation à gauche entre l'Europe du sud et la Scandinavie. La multiplication d'organes officieux, tels que le conseil politique du P.S après 1987, n'a pas d'équivalent aussi manifeste dans les pays

⁵⁷⁷ *Ibid.*, p. 173.

⁵⁷⁸ C. Botopoulos, *op. cit.*, p. 223-231.

⁵⁷⁹ *Ibid.*, p. 252.

nordiques et les seuls exemples de ce type sont sans doute les "organes" de liaison entre parti, gouvernement et syndicats. Encore faut-il ajouter qu'ils n'ont pas toujours eu d'existence formelle aussi claire en Suède qu'en Norvège. La discipline et la coordination fortes ont essentiellement été transmises par le cumul des postes de direction au sein des différents niveaux des partis

Dans la suite de ce chapitre, nous explorons certaines des dimensions évoquées plus haut à travers l'exemple de l'expertise et les transformations de l'organisation partisane en rapport avec l'exercice du gouvernement.

4.3 A l'intérieur de la boîte noire : expertise, ressources politiques et gouvernement

Il n'est pas facile d'approcher la vie intime des partis, particulièrement lorsqu'ils exercent le pouvoir, sans être soi-même un acteur politique. Par ailleurs, la coupure qui perdure entre l'engagement partisan actif et la science politique en tant qu'activité reste parfois assez surprenante. Non qu'il faille s'imposer une conversion artificielle à seule fin de recherche empirique mais on pourrait imaginer que les ponts seraient plus nombreux. C'est d'ailleurs plus le cas en Suède, où l'expertise dans le champ des sciences sociales est assez fréquemment couplée à une carrière politique⁵⁸⁰, qu'en France où les économistes sont pratiquement les seuls à se recycler dans ce champ tout en conservant une activité universitaire. La doctrine d'une objectivité surplombante ou extérieure reste cependant dominante, ainsi qu'une certaine fidélité aux codes de chaque profession, qui retient généralement les observateurs-participants d'analyser leur milieu d'intégration politique autrement qu'en autobiographie. Il n'est donc pas surprenant que la plupart des études rapprochées se concentrent sur les niveaux décentralisés du parti ainsi que sur le militantisme.

Afin d'approcher certains aspects de l'organisation à la "charnière" du parti et du gouvernement, nous proposons ici d'étudier le problème de l'expertise et de la planification en tant que types de ressources souvent considérées comme essentielles à la production politique

⁵⁸⁰ Non seulement l'étude de la science politique est un bon tremplin vers des carrières administratives et politiques, mais il l'on rencontre aussi plusieurs exemples de ministres-professeurs ou de professions académiques ayant un rôle important au gouvernement. Au sein du gouvernement social-démocrate de Göran Persson, de 1998 à 2002, c'est le cas du ministre de la défense Björn Von Sydow, professeur de science politique à l'université de Stockholm.

moderne. Si le parti social-démocrate a pu compter de plus en plus sur les ministères, l'appareil bureaucratique et les commissions publiques traditionnelles ainsi que les comités parlementaires dans la préparation des politiques publiques, on peut faire l'hypothèse que la configuration du parti a aussi évoluée dans ce contexte et a constitué un enjeu important pour conserver l'initiative politique. Il est alors intéressant de se demander à quel degré les instances centrales du SAP ont été associées et se sont transformées dans ce milieu saturé de décisions. Dans ces conditions, le rôle de l'exécutif partisan devient problématique dans la mesure où il se situe au confluent de plusieurs types de légitimité (ou de besoin de légitimation) : celle de la base du parti, celle du parlement et celle du cabinet.

4.3.1 Une culture suédoise de l'expertise

Sans trop grossir le trait, la Suède présente la curiosité, sinon la contradiction, d'avoir à la fois magnifié l'expertise en matière de politiques publiques tout en préservant une croyance en l'amateurisme foncier de la participation démocratique⁵⁸¹. Cette place privilégiée de l'expert n'a pas de meilleure illustration que dans les milliers de commissions publiques et leur endémie de rapports⁵⁸². De l'avis d'Olof Petersson, lui-même représentant de cette culture transfuge entre académie et expertise institutionnelle :

"Dans la culture politique suédoise, les contributions expertes, la science et l'ancrage dans la sphère académique sont des fondements importants de la légitimité. La société scientifique, de son côté, est intimement associée à l'administration de l'État et aux commissions d'enquête publiques"⁵⁸³.

On ne peut nier qu'un certain nombre de ces commissions, instances vénérables de préparation de la politique publique mandatées par le gouvernement, ont souvent hébergé des politiciens ou des bureaucrates en préretraite. Mais globalement, leur rôle ne peut certainement être réduit à cette forme de "pantouflage" et leur continuité dans le temps est

⁵⁸¹ Cet "amateurisme" est bien illustré dans la volonté d'avoir des "*laymen*" (*lekmän*, en suédois) à certains niveaux de l'administration publique, un peu à la manière des jurys populaires.

⁵⁸² Les fameux *Statens Offentliga Utredningar*, ou SOU pour les intimes, dont la Norvège présente une réplique assez conforme (NOU). Il faut avoir parcouru les rayonnages pour saisir la mesure de ce phénomène "littéraire" très particulier. Dans son film primé au festival de Cannes en 2000, "Chansons du deuxième étage" (*Sånger från andra våningen*), Roy Andersson brossait une caricature au vitriol de ces commissions. Il montrait un de ces experts, vieillard contrit, confessant douloureusement à son épouse l'inutilité et l'absurdité de son travail : une commission spéciale d'ancêtres vénérables venait d'être chargée de rédiger un rapport officiel expliquant pourquoi elle était incapable de rendre le rapport précédent.

assez étonnante. Ce sont des arènes importantes pour l'analyse empirique, l'échange de vues, le compromis et la légitimité des décisions⁵⁸⁴. En s'installant durablement au gouvernement, le SAP a acquis un pouvoir de direction et de nomination vis-à-vis de ces commissions qui, bien entendu, ne vaut que tant qu'il à ce poste. Certains auteurs ont bien montré comment la composition de ces commissions s'est modifiée, dès les années 1930, pour intégrer plus de représentants des syndicats et du parti et moins de hauts fonctionnaires par exemple⁵⁸⁵. La commission du marché du travail est un des meilleurs exemples, qui s'est même transformée en une agence administrative à part entière lors de la création, en 1948, de la puissante Direction du Marché du Travail (*arbetsmarknadsstyrelsen*, AMS)⁵⁸⁶. Il n'y a pas eu une seule et même tendance, les besoins en termes de compétence et de représentation étant variables suivant les types de commissions. Par ailleurs, ces organes ont longtemps gardé leur rôle de fabrique du "compromis politique", cette fois plus clairement au service des idéaux sociaux-démocrate, en veillant à la représentation des différents partis et des intérêts concernés par les questions étudiées. Jan Johansson a cependant repéré une évolution vers des commissions plus réduites, parfois une ou deux personnes, qui n'offrent évidemment pas la même ouverture en termes de représentation⁵⁸⁷. En 1962, une première distanciation avait eu lieu vis-à-vis du système traditionnel avec la création d'un conseil de planification (*ekonomiska planeringsrådet*) rattaché au ministère des finances. De façon significative, il remplaçait l'étude prévisionnelle annuelle (*långtidsutredningen*) habituellement réalisée dans le cadre du Parlement⁵⁸⁸. D'autres auteurs ont souligné des tendances similaires, notamment lors du retour du SAP aux affaires en 1982, après 1982. De plus en plus, les commissions traditionnelles ont dû faire place à une recrudescence de groupes de références associés directement au cabinet, aux ministères et au parti ou bien à des commissions spéciales mandatées dans le cadre de l'administration centrale. Selon Olof Petersson, ces organes constituent une flore complexe à la jonction des différents niveaux de responsabilité⁵⁸⁹. Ce phénomène pouvait être dû initialement à la volonté de rendre le travail plus rapide alors que le parti prend la suite de six années de gouvernements bourgeois, expérience alors inédite. Dans ces cas, la domination social-démocrate est plus flagrante bien qu'elle reste amortie par le rôle de plus en plus

⁵⁸³ O. Petersson, *op. cit.*, p. 72.

⁵⁸⁴ *Ibid.*, p. 87.

⁵⁸⁵ B. Rothstein, *art. cit.*, 1987 et *The Social Democratic State. The Swedish Model and the Bureaucratic Problem of Social Reforms*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1996.

⁵⁸⁶ Voir le chapitre huit ; la tradition de représentation corporatiste a valorisé le rôle de l'expert spécialisé dans la préparation de la politique publique, au détriment du juriste généraliste.

⁵⁸⁷ J. Johansson, *op. cit.*

⁵⁸⁸ L. Lewin, *op. cit.*, 1967, p. 437, 481.

⁵⁸⁹ O. Petersson, *op. cit.*, p. 89-90.

important des différentes commissions permanentes au sein du parlement, qui sont de plus en plus spécialisées et accumulent expertise et autorité législative directe.

Le tableau est donc nuancé, mais il faut aussi reconnaître que le SAP a relativement plus de connexions avec les différents étages de l'appareil d'État et qu'il développe ainsi une culture publique centralisée assez spécifique. Ceci est d'autant plus important que le parti avait longtemps un "complexe d'infériorité" vis-à-vis des libéraux et des conservateurs, qui sont historiquement plus directement liées aux intérêts privés, aux entreprises et disposent d'un important capital social fondé sur une reproduction des élites, y compris dans la bureaucratie traditionnelle de l'État⁵⁹⁰. On constate par conséquent une sorte de compensation publique graduelle de ce qui a longtemps été perçu comme une asymétrie de ressources en défaveur du parti social-démocrate. D'un parti de masses exceptionnel, le SAP s'est progressivement transformé en un parti d'État exceptionnel, sans que cela ait uniquement à voir avec ses réalisations en matière de politique publique. La dimension organisationnelle et institutionnelle est aussi importante. En avançant ces propositions, nous n'opposons pas irréductiblement les ordres du privé et du public. Il est évident que la social-démocratie d'après-guerre poursuit une évolution idéologique en faveur de la régulation du capitalisme, particulièrement du marché du travail, plutôt que de sa transformation radicale. Au milieu des années 1950, les relations entre le SAP et les grands entrepreneurs s'améliorent et des réunions régulières ont lieu, notamment à *Harpsund*, la résidence estivale du Premier Ministre⁵⁹¹. L'opposition dénonce alors, sans trop de fondement, la confiscation de la démocratie et une prise de décision en coulisse qualifiée de "démocratie d'Harpsund". Le libéral Bertil Ohlin est un des critiques les plus véhéments de ce qui est vu comme le "nouveau corporatisme" et la marginalisation du Parlement. On aura l'occasion de reparler de ce "mythe" de la planification socialiste rampante. Ce qui est plus plausible, c'est que le relais du pouvoir exécutif, malgré toutes ses limites, agit comme un vecteur de compensation publique, un correcteur d'une asymétrie de ressources latente. Historiquement, les partis de masses ont précisément cherché à compenser ce déficit par l'organisation et le nombre, l'intégration et la discipline. Le relais public donne un nouveau relief à cette stratégie en permettant de développer de nouvelles synergies, de redéfinir les identités. Ce processus ne va

⁵⁹⁰ Ceci vaut moins pour le parti agrarien.

⁵⁹¹ Symboliquement, celle-ci était le legs d'un de ces entrepreneurs à l'État suédois pour servir de résidence au Premier Ministre (1952).

pas de soit n'est pas non plus entièrement dénué d'effets négatifs pour le parti social-démocrate. Le pacte avec le diable "État" a aussi son prix.

4.3.2 *Les déficits initiaux de l'organisation social-démocrate*

"Les partis socialistes constituent des tentatives complexes et historiquement continues en vue de la mobilisation consciente de ressources stratégiques"⁵⁹² : ressources permettant d'obtenir des bénéfices collectifs pour la classe ouvrière (organisation, syndicalisme) à l'origine, puis pour une clientèle plus large de travailleurs salariés, mais aussi ressources nécessaires à la survie du parti et à son maintien dans la compétition électorale. Le pouvoir exécutif et l'appareil administratif sont à cet égard des canaux privilégiés d'accès à certaines de ces ressources, (au-delà des seuls instruments de politique publique). En effet, si l'on revient aux années 1960, alors que la question de savoir qui devait gouverner était très disputée, tant les bourgeois que le parti de la gauche s'accordaient pour dire que le rôle de l'exécutif s'était considérablement affirmé dans le système suédois, ce qui serait à la fois une conséquence du pouvoir social-démocrate et un bénéfice pour celui-ci. En 1963, le chef du parti conservateur écrivait que, "en réalité, la concentration du pouvoir au sein du cabinet et du parti au gouvernement est la caractéristique la plus saillante de la politique suédoise contemporaine. Nous nous éloignons rapidement de la politique de compromis fondée sur les concessions réciproques et qui était typique de notre pays du milieu des années 1930 au milieu des années 1950"⁵⁹³. L'inamovible ministre des finances social-démocrate de cette époque, Gunnar Sträng, ne partageait pas la même opinion sur la toute-puissance de son parti et la centralisation mais il n'en reconnaissait pas moins l'importance d'être au gouvernement. Quand le SAP songe à organiser des élections anticipées à l'automne 1966, prenant le risque de perdre avant l'heure, Sträng rappelle que

"Le parti est très handicapé et inférieur lorsqu'il s'agit des moyens de communication avec les électeurs (...) Au gouvernement, nous avons réussi à compenser dans une certaine mesure, justement parce que nous avons disposé

⁵⁹² S. E. Wellhofer, *art. cit.*, 1972, p. 156. "socialist parties represent complex and historically continuous attempts at conscious mobilization of strategic resources".

⁵⁹³ Cité dans N. Stjernquist "Sweden: Stability or Deadlock?" p. 116-146 dans R. A. Dahl (Ed.), *Political Oppositions in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1966, p. 116. "In fact the concentration of power in the government and in the governing party is the most characteristic feature of contemporary Swedish politics. We are rapidly moving away from the politics of compromise based on reciprocal concessions which was typical of our country from the mid-thirties to the mid-fifties" .

du pouvoir politique (...) la presse bourgeoise dominante est obligée de faire référence à nos initiatives et de rendre nos démarches publiques. Par conséquent, la discussion s'articulera autour de nos propositions et les opposants devront, dans la presse ou ailleurs, placer nos actions au centre du débat. Avec notre parti dans l'opposition, nous devons mener une existence retirée, quelle que soit la force de nos arguments. Une existence dont on ne s'extirpe que lentement quand il convient de retrouver un place au cœur des débats (...) les fonctions exécutives sont ainsi une ressource pour le parti qui l'occupe, et surtout pour nous qui nous trouvons constamment en position d'infériorité en matière d'information du public "⁵⁹⁴

Même si les deux points de vue qui précèdent restent généraux et parfois exagérés, ils n'en reflètent pas moins la conviction que les fonctions gouvernementales apportent des ressources partisans spécifiques. Dans le cas du SAP, elles compenseraient partiellement l'asymétrie en matière de communication politique, mais pas seulement. Sträng évoque ainsi trois dimensions importantes : le fait d'occuper cette position publique dominante, le pouvoir de définition des problèmes qui peut en dériver et enfin les effets de temporalité. Etre dans l'opposition peut ainsi finir par affecter les capacités d'un parti à faire passer son programme au devant de la scène, ou à construire des alternatives cohérentes. Les rôles, les pratiques et les organisations se construisent dans la durée. Toutefois, ce processus de mise en rapport d'un parti et de l'État n'est pas sans poser de problèmes d'adaptation, des deux côtés. Le parti ouvrier et la bureaucratie traditionnelle ont dû s'accommoder l'un de l'autre, représentant non seulement des classes différentes mais aussi des façons distinctes de penser l'État. Pourtant, les deux sphères ne pouvaient pas non plus rester hermétiques avec le temps. La dominance du SAP n'a pas résulté dans une politisation complète de tous les niveaux hiérarchiques de l'administration. On ne peut néanmoins pas soutenir la position inverse, que cette politisation est inexistante, comme on le verra plus en détail dans le chapitre huit. Le problème, à cet égard, réside dans l'impossibilité, et peut-être même l'inutilité d'une telle cartographie. La politisation ne passe pas toujours par une affiliation ou une nomination partisane et elle peut prendre des formes très nuancées, qui n'affectent pas l'allégeance aux codes du métier administratif. En Suède, il existe une tradition ancienne et profondément ancrée d'autonomie des agences administratives vis-à-vis des ministères, lesquels disposent d'une bureaucratie

⁵⁹⁴ SAP, *Protocole du CD* (Gunnar Sträng), 1^{er} octobre 1966. "partiet är illa handikappat och underlägset i fråga om kommunikationsmöjligheterna med väljarna (...) Vi har i regeringsställning i viss mån kunnat kompensera detta just därigenom att vi haft regeringsmakten (...) Den dominanta borgerliga pressen tvingas att referera våra initiativ och ge offentlighet åt våra utspel. Diskussionen kommer således att stå kring våra förslag och motståndarna måste i press och annorstädes placera våra politiska åtgöranden i debattens centrum. Med vårt parti i opposition kommer vi oaktat våra arguments styrka att föra en mera undanskynd tillvaro. En tillvaro som det tar tid att arbeta sig ur och att på nytt arbeta sig fram till en plats i debattens centrum (...) Regeringsställningen är

centrale relativement politisée⁵⁹⁵. Assez curieusement, la sociologie des organisations a témoigné un intérêt démesuré pour la bureaucratie, notamment dans ses relations avec le gouvernement mais les partis n'ont jamais trouvé leur place dans ce tableau. Pourtant, le cabinet et les ministères se présentent comme une sorte d'interface qui fait le lien entre ces deux territoires, partisan et administratif. Ainsi, l'exécutif se retrouve-t-il en position de construire des synergies entre ces deux niveaux, afin de fournir de l'information, de l'expertise et des ressources organisationnelles. Dans ce processus, les secrétariats du parti et du gouvernement sont des courroies de transmission essentielles. Décrit de cette manière, ce processus d'échanges peut sembler extrêmement fonctionnel et contrôlé mais ce n'est pas toujours aussi simple. Car d'autres secteurs du parti défendent également des préférences qui leur sont plus spécifiques au sein de l'organisation. Pour donner un exemple, les ministères et leur équipe administrative ont des logiques propres et cherchent à affirmer leur indépendance vis-à-vis de la hiérarchie partisane, quand bien même la plupart des ministres sont aussi des cadres du SAP⁵⁹⁶. En lieu d'une complémentarité, il peut exister une forte compétition. En ce qui concerne la préparation des politiques publiques, le gouvernement peut et doit s'appuyer sur les commissions d'études publiques mais celles-ci ne sont pas non plus un instrument toujours adapté. Leur caractère traditionnellement interpartisan en fait des instances adéquates pour abaisser la tension politique de certains projets controversés ou pour préparer des mesures sur le long terme. D'un autre côté, les forces du parti réclament leur part d'influence et font valoir les arguments de la légitimité et de l'idéologie contre ceux de la compétence experte. Ou bien l'organisation syndicale tente de promouvoir ses propres projets par le canal du parti. Dans le contexte des années 1960, dont on a déjà souligné l'importance, ces relations complexes se traduisent par des changements organisationnels et institutionnels importants, et ce pour au moins trois raisons. D'une part, les pressions de l'idéologie planificatrice pour un volontarisme du gouvernement social-démocrate et un radicalisme plus manifeste de la politique industrielle et du marché du travail ; d'autre part, le financement public des partis qui offre une plus grande marge de manœuvre ; enfin, la nécessité induite par l'exercice des fonctions exécutives d'articuler cette pluralité partisane dans une méthode de gouvernement.

således en tillgång för det parti som besitter den, och särskilt för oss som stadigt ligger i underläge i informationsmöjligheterna till allmänheten".

⁵⁹⁵ J. Pierre, "Dépolitisée, repolitisée ou simplement politique ? La bureaucratie suédoise", *Revue française d'administration publique*, n° 96, avril-juin 1998, p. 301-309. Nous reviendrons sur ces problèmes dans le chapitre huit.

⁵⁹⁶ Il faut noter que, même après 1957, il y a toujours un petit contingent de ministres non formellement affiliés au parti. L'ancienne tradition des ministres-fonctionnaires, la volonté d'ouverture mais aussi le complexe d'infériorité du SAP pour exercer des fonctions telles que la justice expliquent sans doute ce phénomène. Nous reviendrons sur la question de la professionnalisation dans le chapitre neuf.

4.3.3 L'idéologie planificatrice et ses limites⁵⁹⁷

La plupart des études récentes du changement organisationnel ont essayé d'identifier des variables indépendantes pour mieux approcher les causes de ces évolutions ; en d'autres termes, s'agit-il plutôt d'adaptation à l'environnement ou du résultat de décisions internes plus autonomes (*purposive action, log-rolling*)⁵⁹⁸ selon une dichotomie classique?. L'idée peu originale qui ressort de certains de ces travaux et à laquelle on souscrit sans trop de peine, c'est que les dimensions stratégique et environnementale du changement sont foncièrement imbriquées. Dans le cas suédois, les responsabilités d'un parti de gouvernement, le nécessité de poursuivre le réformisme dans une société en changement rapide et la concurrence des autres partis sont les motifs généralement invoqués pour transformer le parti. Mais ces éléments sont médiatisés par les conflits entre différentes factions et par la dimension des coûts financiers. Ainsi, la question des contraintes financières devait-elle être systématiquement invoquée pour rejeter les demandes régulières, lors des congrès de 1956, 1960 et 1964 pour qu'une sorte de bureau de planification soit créée, qui permette d'améliorer les capacités d'expertise du parti et du cabinet⁵⁹⁹. L'idée à la mode consistait notamment à équiper le parti avec des unités d'étude qui seraient des instruments flexibles pour soutenir les projets du SAP et du gouvernement, sans pour autant court-circuiter l'expertise au sein des ministères. Ceux-ci devraient aussi être consolidés. Il est alors fait référence à la Norvège comme précurseur dans ce domaine, car un bureau de planification y a été créé pour aider le Premier Ministre. Le SAP est alors critiqué de l'intérieur pour ses carences en matière de planification, sa conformation encore trop zélée aux règles du jeu du régime parlementaire ainsi qu'aux procédures de la bureaucratie traditionnelle (notamment son recrutement). Le parti de la réforme ne devrait pas céder aux pressions d'un "puritanisme démocratique" qui endommage précisément les fondements de la légitimité social-démocrate, c'est-à-dire l'action volontariste en vue du changement social⁶⁰⁰. Nils Kellgren, alors actif dans la commission du

⁵⁹⁷ Par planification, nous entendons ici l'organisation de la prévision et la définition d'une série d'objectifs de politique publique à moyen ou long terme ; bien entendu, cette idéologie est intimement liée à l'esprit de la planification d'État dans l'après-guerre et aux différents organes de prévision économique qui apparaissent alors.

⁵⁹⁸ Voir entre autres W. C. Müller, *art. cit.*, 1993 ; R. Harmel and K. Janda, "An Integrated Theory of Party Goals and Party Change", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 6, n° 3, 1995, p. 159-287 ; A. Panebianco, *op. cit.* ; F. L. Wilson, "Sources of Party Transformation: The Case of France", p. 526-551 dans Peter H. Merkl (Ed.), *Western European Party Systems*, New York, The Free Press, 1980.

⁵⁹⁹ SAP, *Protocoles des Congrès de 1956 (Motions 119-120)*, 1960 (*Motions 90-91*) et 1964 (*Motion 61*).

⁶⁰⁰ SAP, *Protocole du Congrès de 1960, Avis sur la motion 91* (Bo Södersten).

programme, remarque que les partis bourgeois ont toujours une plus grande capacité d'expertise et d'enquête. Il mentionne plusieurs institutions de recherche souvent connectées aux milieux industriel et bancaire, qui disposent d'économistes, de statisticiens ou de psychologues qualifiés ainsi que d'autres spécialistes⁶⁰¹. A cet égard, les trois problèmes les plus importants sont la capacité d'évaluation, la maîtrise de l'initiative politique et la mise en œuvre du programme. Dans les trois cas, le parti a pu compter sur les ressources syndicales de LO, qui dispose d'un bureau d'études économiques assez dynamique, mais beaucoup considèrent que cette relation s'est transformée en dépendance du parti qui aurait été incapable de poursuivre une ligne autonome au cours des années 1950. Ceci est particulièrement vrai dans les deux domaines-clés pour la social-démocratie suédoise et les syndicats ouvriers que sont la politique industrielle et du marché du travail :

"un parti qui n'est pas assez bien armé pour identifier les problèmes, les évaluer et les mettre en perspective, afin qu'ils soient compréhensibles pour le citoyen moyen, risque de perdre l'initiative politique"⁶⁰².

Cette question de l'initiative et de la sélection des projets importants est centrale, notamment suite aux difficultés de mise en œuvre du programme d'après-guerre assez radical présenté en 1944. Une motion au congrès de 1960 résume parfaitement la nature des problèmes organisationnels et mérite d'être reproduite en détail :

"Jusqu'alors, le problème n'a pas été d'identifier des champs d'action mais plutôt de placer les points du programme selon leur degré d'opportunité dans un calendrier de mise en œuvre.... (...) Ce problème de planification et d'évaluation de l'urgence a largement été lié aux très importantes charges administratives qui ont pesé sur le parti. Une majorité des dirigeants ont certainement dû consacrer une plus grande partie de leur temps à ces charges dans le cadre des fonctions exécutives. Il est évident que cet engagement a d'abord concerné ceux qui occupent des postes au gouvernement, au *Riksdag* et dans l'administration publique. Mais les missions des instances partisans ont aussi changé de caractère dans le même temps. Le travail de transformation de la société entrepris sous la direction du parti a entraîné des responsabilités immenses du seul point de vue de l'information, par exemple au sujet de la politique économique de plein emploi et du contenu des réformes sociales".⁶⁰³

⁶⁰¹ SAP, *Protocole du congrès de 1960*.

⁶⁰² SAP, *Protocole du congrès de 1956, motion 120* (individuelle, Stockholm). "Ett parti som inte är tillräckligt rustat för att levandegöra problemställningarna, redovisa dem och fördjupa dem, så att de blir begripliga för gemeneman, riskerar att förlora det politiska initiativet".

⁶⁰³ *Ibid.*, *motion 119* (individuelle, Stockholm). "problemet har hittills inte varit att finna handlingsobjekt utan snarare att göra en angelägenhetsgradering av programpunkternas placering i tidtabellen för förverkligandet (...) Till stor del torde dessa problem med planering och angelägenhetsgradering ha varit betingade av de utomordentligt stora administrativa uppgifter, som partiet tvingats engagera sig i. Flertalet av partiets ledande krafter har säkerligen fått ägna större delen av sin tid å detta arbete i samband med regeringsinnehavet. Självfallet har dessa engagemang framför allt gällt innehavare av poster inom regering, riksdag och den

Les motions en déduisent la nécessité de créer un bureau d'études lié au comité directeur, qui fonctionnerait aussi comme un organe de liaison et de diffusion de l'information entre la base du parti et les sphères du leadership. La fraction lettrée du parti, notamment certains étudiants et professeurs d'université de Stockholm, est souvent l'initiatrice de ces projets qui mettent en avant la rationalisation et l'accumulation des compétences. Mais il est aussi suggéré que l'exercice du pouvoir nécessite une meilleure coordination des niveaux du parti. Si une instance formelle de planification n'a jamais réellement eu d'existence stable et incontestée, un certain nombre d'évolutions sont allées dans ce sens et la question est restée centrale jusqu'à nos jours. Une préoccupation latente a été de concevoir une architecture plus flexible et "opérationnelle" pour préparer les politiques publiques en amont tout en facilitant la circulation de l'information.

4.3.4 *les registres de l'innovation*

Comme dans l'ordre des politiques publiques, l'évaluation des changements organisationnels pose un problème récurrent, celui du rapport entre les transformations identifiées et la mise en évidence de leurs résultats, de leurs effets⁶⁰⁴. Mais ceci vaut surtout dans le cadre d'un paradigme stratégique ou évaluatif qui cherche à identifier un rapport cause-conséquence strict, à mesurer l'utilité, et non dans une perspective plus analytique d'étude des configurations et des contraintes de l'organisation politique, que nous privilégions.

(a) La comitologie comme ressource

Les comités attachés à la direction du parti n'ont jamais vraiment eu de traduction formelle dans les statuts du SAP, bien qu'ils jouent un rôle important. Dans les années 1950, il

allmänna administrationen. Men även partiinstansernas arbetsuppgifter har under denna tid kommit att ändra karaktär. Den under partiets ledning genomförda samhällsomvandlingen har ställt ofantliga anspråk även på den rent informativa verksamhet, exempelvis rörande den ekonomiska politiken under full sysselsättning och innebörden i de sociala reformerna".

⁶⁰⁴ C'était le problème auxquels s'attaquaient J. L. Pressman et A. Wildavsky (*Implementation*, Berkeley, University of California Press, 1973), Le sous-titre mémorable de l'ouvrage illustre bien les préoccupations des auteurs : How Great expectations in Washington are dashed in Oakland; or, why it's amazing that federal programs work at all, this being a saga of the Economic Development Administration as told by two sympathetic observers who seek to build morals on a foundation of ruined hopes.

y en avait principalement cinq, traitant de l'organisation, du programme, des fonctionnaires, de la culture⁶⁰⁵ et de la coopération avec les syndicats. Ils avaient généralement été mis en place sur une recommandation du congrès, parfois précédée d'une proposition des directions centrales, pour contribuer rapports et plans d'action. Par exemple, le comité des fonctionnaires avait été créé en 1945 afin d'étudier, du point de vue social-démocrate, toute question intéressant la fonction publique. Sur recommandation de ce comité, un programme d'action politique dessinant les lignes générales d'un mouvement des fonctionnaires sociaux-démocrates devait être adopté en 1946. Cette question était alors cruciale étant donnée l'importance des suffrages des employés, couche en croissance rapide⁶⁰⁶. La publication d'un rapport ou l'adoption d'un programme ne signifiait pas nécessairement la mort du comité, selon la règle tacite qu'il est plus facile de créer des postes et des fonctions que de les supprimer. Mais avant les années 1960, ce type d'activité est assez réduit au sein des différents partis⁶⁰⁷. Au-delà de ces comités relativement stables, la direction du SAP peut convoquer des groupes de travail thématiques ad hoc, pour neutraliser les conflits latents et susciter un accord ou bien fournir une information rapide sur certaines questions sensibles. C'est typiquement le cas du comité sur les armes nucléaires formé en 1958. Ce forum consultatif rassemble des représentants de la plupart des branches du mouvement ouvrier, en particulier du mouvement des femmes qui est alors fermement opposé à la prolifération nucléaire, ainsi que les ministres de la défense et des affaires étrangères. Ce groupe se réunit pendant un an et rend un rapport mais il permet surtout d'éviter un conflit ouvert au sein du parti. En 1961, un autre comité *ad hoc* est mandaté pour étudier la réforme constitutionnelle, bien qu'il existe déjà une commission officielle interpartisane. Le SAP manifeste ainsi une intention claire de disposer d'organes spécifiques au parti afin de fournir une expertise et de susciter un consensus autour de questions centrales. Encore une fois, des ministres compétents, des membres de la commission des affaires constitutionnelles au parlement ainsi que d'autres représentants du parti et des syndicats. Au sein de ces cercles, la représentation des syndicats est pendant longtemps une évidence. On a ici plusieurs exemples de l'évolution des pratiques de comitologie au sein du parti.

⁶⁰⁵ R. Fusilier, *op. cit.*, p. 175-176.

⁶⁰⁶ *Ibid.* Sur la stratégie social-démocrate vis-à-vis des employés, voir la thèse de T. Svensson, *Socialdemokratins dominans : en studie av den svenska socialdemokratins partistrategi*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Uppsala Universitet, 1994.

⁶⁰⁷ Les conservateurs sont peut-être les plus avancés à cet égard, disposant de quatre comités centraux permanents pour les entrepreneurs, les exploitants agricoles, les fonctionnaires et les ouvriers. Conseil politique, propagande, formation d'experts et relations avec l'extérieur sont les principales fonctions de ces organes. K-V Winqvist et al., *op. cit.* p. 93.

A partir de 1965, et en relation avec l'introduction d'un financement public des partis, on note des changements importants et encore plus rapides dans l'organisation centrale du SAP. Pour résumer, une première tendance est à la croissance et à la spécialisation des divisions au sein du du secrétariat central (*partiexpeditionen*), sous la direction de Sten Andersson et plus généralement aux différents niveaux du leadership national ; Deuxièmement, de nouveaux comités sont mis en place et constituent de plus en plus des "groupes de référence" à la charnière des ambitions programmatiques et de l'exécutif du SAP. Un échange politique complexe avec le gouvernement semble s'organiser, qu'il ne faut pas concevoir dans une optique purement fonctionnelle au sens où le parti serait une instance docile au service du gouvernement et de la politique publique (ou bien l'inverse). Dans tous les cas il y a imbrication, interdépendance, échange et l'on peut considérer que certains comités ont été intimement liés à la refonte de l'architecture ministérielle suédoise, traditionnellement très stable⁶⁰⁸ ; enfin, on observe également une volonté de promouvoir une meilleure coordination de l'information entre les différents niveaux du cabinet, du parlement et des bureaux du parti. Nous développerons ces trois dimensions dans l'ordre.

(b) L'organisation centrale

Avant 1965, le secrétariat du parti était une très petite structure et la charge de travail allait croissante pour le secrétaire et son équipe. Dans ses entretiens de mémoires, le secrétaire de l'époque, Sven Aspling, insiste constamment sur le manque de ressources, tant du secrétariat que du parti en général et même du cabinet du Premier Ministre⁶⁰⁹. Il a vraisemblablement à cœur de démonter le mythe d'un parti hégémonique bénéficiant des largesses d'un mouvement syndical puissant. Pour autant, cette interprétation n'est pas sans fondement. Il ne s'agit pas de postuler que le renforcement de ces structures dans les années 1960 n'est qu'un effet indirect ou "mécanique" de position, dû au long exercice du pouvoir. Plusieurs facteurs servent en effet de médiateurs, tel le financement public dont on a vu qu'il était pour partie la traduction d'un "ethos public social-démocrate" mais aussi une manière plus banale de maintenir le parti à flot. Les changements ont une dimension stratégique consciente qui consiste à améliorer le fonctionnement du bipôle parti-gouvernement. Les dimensions idéologiques et programmatiques ne sont pas non plus absentes et le SAP doit par

⁶⁰⁸ Ceci sera plus amplement développé dans le chapitre huit.

⁶⁰⁹ S. Aspling, *op. cit.*, 1999, p. 17, 25-26.

exemple trouver une réponse ainsi que des moyens d'anticipation vis-à-vis des demandes de réformes plus radicales qui s'intensifient au cours des années 1960-1970, au sein du parti comme dans le reste de la gauche. Dans les années 1980, c'est ensuite à la critique néolibérale du secteur public et de l'État (implicitement social-démocrate) qu'il faudra répondre. Par conséquent, identifier une seule cause déterminante des changements organisationnels dans ce contexte demanderait une capacité d'abstraction et de sélection étonnante. Représentant formellement la direction politique du pays ainsi qu'un mouvement historiquement réformiste, le SAP est cependant confronté à une pression permanente, en partie interne, pour renouveler et justifier ses actions. Que le parlement reconquière de l'influence au dépens du cabinet à partir des années 1970 ne change pas grand chose à cette focalisation traditionnelle sur le gouvernement et le parti "majoritaire" comme tenancier du pouvoir.

Quand Sven Aspling quitte le poste de secrétaire en 1962 pour entrer au cabinet, selon le même schéma que ses prédécesseurs, le porte-parole du parti rappelle que son successeur ne doit pas considérer sa fonction comme un sacrifice. Le candidat pressenti, Sten Andersson, recevait en effet un meilleur salaire en tant que secrétaire du district social-démocrate de Stockholm, poste local important⁶¹⁰. Cependant, on voit tout de même que cette affectation garantit une promotion interne rapide vers une fonction ministérielle qui est assez probable, étant donné la longévité du parti au gouvernement. Jusqu'au milieu des années 1990, tous les secrétaires ont transité vers des charges ministérielles importantes et durables, généralement à la fin de leur mandat. Cette pratique confère un relief particulier à ce poste.

Fin 1964, le secrétariat compte neuf collaborateurs, y compris son chef⁶¹¹. Quatre ans plus tard, ce chiffre a doublé et de nouvelles divisions sont apparues pour traiter des questions concernant les cols-blancs et l'information au sein du parti. Par ailleurs, toutes ces subdivisions sont dorénavant rassemblées au sein de trois sections : budget et administration, organisation, et information⁶¹². On pourrait concevoir ces changements comme une conséquence normale du développement de toute organisation partisane dans le temps. Cependant, la structure du secrétariat était restée sensiblement la même depuis les lendemains de la seconde guerre mondiale. Encore une fois, le financement public semble être la meilleure explication immédiate de cette restructuration rapide. Elle est aussi guidée par le besoin d'une meilleure capacité organisationnelle pour faire face à la critique de l'opposition

⁶¹⁰ SAP, *Protocole du CD* (Tage Erlander), 16 septembre 1962.

⁶¹¹ Le personnel s'occupe de sept sections principales : comptabilité, organisation, questions syndicales, presse, études, discours et médiation, et affaires internationales.

⁶¹² K-V Winqvist et al., *op. cit.*, p. 212.

et poursuivre des projets ambitieux de réformes économiques et sociales. Mais il existe une tension latente entre les partisans d'un renforcement des capacités centrales de planification et ceux qui s'opposent aux tendances par trop oligarchiques dans ce parti de gouvernement. La crainte d'une sclérose bureaucratique est une constante depuis les origines du parti et beaucoup d'efforts sont déployés pour maintenir le dynamisme au niveau décentralisé de l'organisation.

Depuis, la croissance et la division fonctionnelle du secrétariat se sont poursuivies. En 1990, il y avait neuf sections pour un total approchant cent employés ainsi qu'une direction de sept membres. Bien sûr, les autres partis ont aussi connu une croissance sensible de leurs effectifs et une spécialisation accrue bien que moins importante mais leur organisation reste plus nettement configurée en rapport avec les comités parlementaires. En outre, ils ne bénéficient pas dans les mêmes proportions du drainage de la bureaucratie d'État qui profite au SAP. Il est ainsi intéressant de suivre les rares phases d'alternance et leur effet sur les niveaux centraux du parti. On observe une circulation importante, en quelque sorte un rapatriement, de nombreux cadres actifs au sein du gouvernement vers les instances centrales du SAP. Ceci n'est pas une grande découverte mais à y regarder de plus près, le processus a des aspects assez singuliers. Par exemple, lors de la première alternance de l'après-guerre (1976 à 1982), un nombre important de fonctionnaires et conseillers se rassemble en marge du groupe parlementaire et forment une cellule qui jouera un rôle important dans la préparation du programme de gouvernement de 1982⁶¹³. D'une certaine manière, on peut parler d'une première forme de *shadow cabinet* bien qu'il ne siège pas directement au *Riksdag*. Lors de la deuxième phase d'alternance, en 1991-94, le secrétariat devait être réorganisé : si ses effectifs sont réduits de 20 %, pour faire des économies, la direction passe soudainement de 7 à 46 membres, signalant la nécessité de fournir des positions de remplacement à un certain nombre de fonctionnaires en vacance du gouvernement tout en recyclant leurs compétences dans l'organisation⁶¹⁴. Ce qu'il faut comprendre ici, semble-t-il, c'est que les alternances se jouent sur une marge électorale très faible ce qui s'ajoute à une fragilité inhérente des coalitions bourgeoises soudainement propulsées au pouvoir. Dans ces circonstances, les sociaux-démocrates peuvent raisonnablement anticiper un retour aux affaires assez prompt, peut-être même avant terme. Cette probabilité influence probablement comportement dans l'opposition. Mais il y a certainement plus, bien que cela soit empiriquement moins facile à documenter.

⁶¹³ Parce qu'il se réunit au 12^{ème} étage du *Riksdag*, le groupe est resté sous le nom de *tolvan* (douzième) bien que sa dénomination officielle soit "département d'étude" (*utredningsadelning*). Voir H. Bergström, *Rivstart? Om övergången från opposition till regering*, Stockholm, Tiden, 1987, p. 89.

⁶¹⁴ Chiffres issus du rapport annuel des activités du parti (*verksamhetsberättelse*) pour les années concernées.

L'habitude du pouvoir et la volonté de gouverner étant très forte, le parti éprouve certaines difficultés à se considérer en tant que force parlementaire ou d'opposition pure et simple. Pour cette raison, la déception est grande lors de la deuxième défaite électorale consécutive en 1979 bien qu'Olof Palme semble reconnaître le déficit de programme de son parti à ce moment. Celui-ci est alors aux prises avec une des questions les plus controversées de son histoire, à savoir le projet radical des fonds d'investissement salariaux, soutenu par LO et qui avait pour but d'institutionnaliser une propriété salariale dans les entreprises privées⁶¹⁵. A ce propos, il aurait été intéressant d'étudier plus en détail la question de l'adaptation des partis au changement de position et de rôle lors des alternances mais cela dépasse le champ de nos ambitions⁶¹⁶.

(c) Expertise et programme politique

En insistant sur le rôle des comités d'étude et d'une certaine capacité d'expertise, nous ne cherchons pas à démontrer que le SAP passe par une phase de rationalisation administrative pure et simple :

"les organisations ne peuvent être conçues seulement comme des instruments administratifs permettant d'atteindre au mieux des objectifs sélectionnés. Les organisations sont aussi des arènes dans les quelles différents groupes et intérêts participent à une lutte interne pour le partage de l'influence, des statuts, du pouvoir de décision, des récompenses, des ressources, etc."⁶¹⁷.

De plus, cette période de changements profonds des années 1960-70 est traversée de contradictions dans la mesure où la critique de la bureaucratie et de l'expertise voisine avec des idéaux planificateurs et socio-scientifiques encore porteurs. Ces différentes tendances doivent être conciliées à l'heure où l'on vilipende "l'élite bureaucrate" (*centralbyråkrati*)⁶¹⁸. En matière de comitologie, nous avons vu que le SAP était moins bien équipé que certains partis

⁶¹⁵ K-O Feldt, *Alla dessa dagar. I regeringen 1982-1990*, Stockholm, Nordstedts, 1993 (1991), p. 15.

⁶¹⁶ Sur le problème des transitions lors des phases d'opposition, Hans Bergström a effectué une étude assez détaillée H. Bergström, *op. cit.* ; voir aussi B. Rydén, *Makt och vanmakt. Lärdomar av sex borgerliga regeringsår*, Stockholm, SNS, 1983.

⁶¹⁷ P. Albinsson, *op. cit.*, p. 105. "Organisationerna kan alltså inte bara ses som administrativa redskap att användas för att på bästa sätt nå de uppsatta målen. Organisationer är också arenor, på vilka olika grupper och intressenter deltar i en intern tävling för fördelningen av inflytande, status, beslutanderätt, belöningar, resurser, etc."

⁶¹⁸ B. Stråth, *Mellan två fonder. LO och den Svenska modellen*, Stockholm, Atlas, 1998, p. 109.

d'opposition comme les conservateurs, jusqu'au début des années 1960. Du moins reste-t-il longtemps très dépendant de l'expertise économique contrôlée par les syndicats de LO. A cet égard les économistes de la centrale Gösta Rehn et Rudolf Meidner sont souvent considérés comme les ingénieurs du "modèle suédois", pour autant que l'on puisse encore utiliser ce slogan passe-partout⁶¹⁹. Très grossièrement, ce modèle fait référence à une sorte de darwinisme industriel accompagné d'une politique active du marché du travail. L'idée consiste à imposer un alignement salarial sur le mieux disant afin d'éliminer les entreprises les moins solides et de favoriser ainsi une plus grande concentration productive et géographique. Il appartient à l'État de prendre en charge la main d'œuvre ainsi disqualifiée pour faciliter sa mobilité, sa formation et son remplacement. Ces principes étaient censés concilier les objectifs économiques de productivité, stabilité du coût de la main d'œuvre et flexibilité avec l'objectif social d'une solidarité et d'une égalisation salariale. De fait, il faut préciser qu'il s'agit d'abord d'un "modèle" au sens théorique du terme, conçu dans les années 1950 et qui ne sera que partiellement ou imparfaitement mis en application au cours de la décennie suivante. De là provient un certain nombre de confusions sur la réalité et les effets de cette politique économique. Quoi qu'il en soit, l'influence intellectuelle et politique de LO est une constante à cette époque mais elle n'est pas sans susciter des conflits. Dans une certaine mesure les ministères peuvent s'appuyer sur leur personnel propre afin de préparer les politiques publiques mais ils ne disposent alors que de ressources et d'un mandat limités pour mettre en oeuvre des projets inscrits dans le programme du parti. Par exemple, il faudra attendre le début des années 1980 pour que le SAP se dote d'un bureau d'études économiques distinct de LO. Dans les années 1970, les syndicats avaient lancé une grande offensive pour atteindre une plus grande "démocratie économique" et certains projets avaient pris de court un parti mal préparé à se positionner électoralement sur un créneau si radical. C'était particulièrement le cas dans l'affaire des "fonds salariaux" (*löntagarfonder*) que nous avons déjà évoquée et qui faisait suite aux lois sur la co-décision dans les entreprises⁶²⁰. La réponse politique devait être confuse et il fallut plusieurs années d'opposition pour concevoir une "solution" de repli du reste peu satisfaisante pour LO.

⁶¹⁹ Voir Gösta Rehn, "Finansministrarna, LO-ekonomerna och arbetsmarknadspolitiken", dans J. Herin, L. Werin, *Ekonomisk debatt och ekonomisk politik - Nationalekonomiska föreningen 100 år*, Stockholm, Nordstedt, 1977, p. 201-227. Sur le modèle suédois - et en français - on peut se reporter en français à notre essai critique : Y. Aucante, op. cit., 2002 ; Il existe de très rares ouvrages en français sur le sujet qui se font écho à presque trente ans d'intervalle : J. Parent, *Le modèle suédois*, Paris, Calmann-Lévy, 1970 et J. P. Durand (Dir.), *La fin du modèle suédois*, Paris, Syros, 1994.

⁶²⁰ Il s'agit de la loi importante sur la co-décision au travail (*Medbestämmandelagen*) de 1974.

Dès les années 1960, le SAP réussit à compenser un certain retard vis-à-vis des partis bourgeois en multipliant les groupes de travail et les comités d'étude. Dans tous les partis de tels groupes permettent de contribuer de l'information, des stratégies et de former des compétences expertes. Mais au sein du SAP, leur importance en tant qu'organes de référence pour la préparation et l'ancrage de la politique publique s'est accrue. Ici, le terme de "politique publique" doit être entendu au sens large ; en effet, tous les comités ne sont pas égaux ni aussi essentiels mais trois tendances sont néanmoins remarquables. Premièrement, leur nombre croissant, leur variété et leur longévité (au moins trois ou quatre ans, d'un congrès à un autre) ont accentué la différenciation et la spécialisation au sein du SAP. Deuxièmement, certains d'entre eux ont été des plates-formes importantes pour enclencher une innovation institutionnelle telle que la création de nouveaux ministères, ce que l'on pourrait appeler la "politique institutionnelle"⁶²¹ ; Enfin, les liaisons avec le gouvernement sont assez particulières puisqu'il est devenu très courant de voir des ministres et des hauts fonctionnaires (liés au parti) en exercice présider ces comités ou y participer, particulièrement en rapport avec leur sphère de compétence⁶²², ce qui traduit une volonté de préserver la surface de contact entre parti et gouvernement. Ces forums constituent en effet des instances fondamentales d'échange politique et des canaux évidents pour la formation et le recrutement au sein du parti de futurs cadres.

◇ La division du travail partisan

Pour illustrer le premier point, le rapport d'activité du SAP pour 1984 recensait un nombre record de 32 comités internes de nature diverse comprenant en moyenne une douzaine de membres chacun. Certains existaient depuis plusieurs années, d'autres avaient été mis en place lors du retour au pouvoir du SAP, en 1982. Ce retour explique en partie la présence d'un grand nombre de groupes d'études directement en rapport avec la politique publique et souvent présidés par des ministres en exercice. Entre autres, les comités chargés de la politique énergétique, de la politique locale, de l'enfance et de la jeunesse, de l'éducation scolaire. Le SAP tente alors d'adopter une stratégie prophylactique de façon à prévenir les critiques néo-libérales de plus en plus virulentes du système suédois, en opérant certaines réformes importantes du service public et de l'État. Il s'agit de garder l'initiative, quitte à

⁶²¹ Cet aspect sera plus amplement développé dans le chapitre huit.

⁶²² Sans parler des anciens ministres ou fonctionnaires qui continuent à les hanter un certain temps.

emprunter au registre de l'opposition. Bien qu'il s'agisse d'une période qui succède à six années d'opposition et nécessite une préparation importante, ces tendances confirment certaines des conclusions de Jan Johansson selon lesquelles le SAP a de plus en plus internalisé la comitologie au sein du cabinet ou du parti, prenant ainsi des distances avec le multipartisme traditionnel des commissions publiques. Ici, la transformation qualitative se révèle aussi, sinon plus importante que le changement quantitatif.

◇ La maîtrise de l'initiative politique

A travers le radicalisme des années 1960, le parti social-démocrate est regardé comme un symbole de pouvoir évident, sans que l'on n'ait besoin d'avoir une idée précise de son influence réelle sur la politique publique. A la suite du recul très important du SAP aux élections communales de 1966, le Premier Ministre Erlander juge ainsi que la déclaration la plus dommageable pour son parti au cours de la campagne est celle du centriste Gunnar Hedlund selon lequel "on ne reconnaît plus les sociaux-démocrates". Erlander souligne que le pouvoir de ce genre de phrase n'est guère atténué par le bilan réel du parti au gouvernement, par exemple le fait que la Suède présente alors le taux de construction de logement le plus élevé au monde⁶²³. Contre la propagande active de l'opposition, relayée par une presse puissante, le SAP utilise les ressources de position. Plutôt que de dissoudre l'assemblée, solution un temps évoquée, on décide d'accélérer l'offensive sur le terrain de la politique industrielle et du marché du travail. C'est aussi à ce moment qu'il apparaît opportun de changer de leader et, par conséquent, de Premier Ministre. Tage Erlander évoque clairement cette stratégie dès 1966. Nouveau leader et Premier Ministre⁶²⁴, remodelage du gouvernement puis création de deux superministères, de l'industrie et du travail à peu d'intervalle montrent que le parti social-démocrate cherche à affirmer sa présence institutionnelle au sein de l'État bureaucratique traditionnel. Il y a en même temps un changement de personnel et de génération de politiciens, avec l'avènement du secrétaire particulier d'Erlander, Olof Palme comme successeur dans les fonctions exécutives. Subitement, la Suède et la social-démocratie semblent rentrer dans l'époque "moderne" ; celle qui dont on se rappelle à l'étranger du fait de la mort traumatique et toujours mystérieuse de Palme, en 1986 ; celle du doute sur la nature et

⁶²³ SAP, *Protocole du CD*, (Tage Erlander), 1er octobre 1966.

⁶²⁴ Jeune, qui plus est, puisqu' Olof Palme n'a pas encore quarante ans en dépit d'une carrière politique déjà exceptionnelle.

l'ampleur des réformes sociales à entreprendre. La nécessité d'un renouveau de l'image du parti se fait bien sentir mais, dans un sens, l'association à l'État est en même temps solution et problème. On le voit bien quand le choix est fait de ne pas "abdiquer" le pouvoir en organisant des élections anticipées à la fin des années 1960.

En ce qui concerne l'initiative politique, un des meilleurs exemples se trouve dans le comité conjoint LO-SAP sur la politique industrielle mis en place à la même époque. Non seulement cet organe est associé à une formidable offensive syndicale et social-démocrate dans ce domaine – mobilisant plus d'un millier de groupes de discussion à travers le pays – mais la question industrielle fait aussi l'objet d'un congrès extraordinaire du parti en octobre 1967 tout en préparant une importante réorganisation ministérielle avec la création d'un nouveau ministère de l'industrie⁶²⁵. Comme le rapport du comité en question n'est pas complètement achevé, le gouvernement participe à la production d'information et de matériel de discussion pour ce congrès en fournissant une proposition de loi et le plan de remodelage ministériel⁶²⁶. Le futur ministre, Krister Wickman était précisément à la tête du comité sur l'industrie. En ce sens, les comités importants du parti restent des tremplins de choix vers une carrière ministérielle. L'ambition dépasse du reste la seule politique industrielle et comprend un grand nombre de projets liés aux entreprises et à l'investissement public ainsi qu'une offensive de long terme sur le plan du marché du travail qui donnera aussi naissance à un grand ministère du travail en 1974. La politique industrielle est d'ailleurs présentée en continuité de l'objectif de plein emploi des années 1950.

Commentant les élections de 1968, Krister Wickman souligne le rôle mobilisateur du projet de politique industrielle. Pour lui, le mouvement ouvrier fait ici une démonstration de son énorme capacité d'organisation au service d'objectifs concrets inscrits dans le programme. La mobilisation rassemble tous les niveaux sur une période relativement longue et contribue probablement au succès électoral. Il est bien sûr des esprits chagrins pour critiquer le fonctionnement de cette machine encombrante qu'est le mouvement ouvrier et les pressions pour la mise en œuvre de certains points du programme. Laissons à Gunnar Sträng le loisir de formuler cette critique habituelle :

"On se sent parfois obligé de conclure qu'il serait bon de n'être pas trop contraint par le programme dans certaines affaires importantes. Nous allons bien aussi recevoir des demandes pour établir un programme dans d'autres domaines, pour la revalorisation des pensions, peut-être un programme pour la politique de la famille.

⁶²⁵ Comme nous le verrons ultérieurement, la très grande stabilité de l'architecture ministérielle suédoise rend tout changement de ce type assez considérable.

⁶²⁶ SAP, *Protocole du CD*, 3 janvier 1967.

En ce qui concerne la politique du logement, nous avons déjà l'objectif du million⁶²⁷. Il est probable que ces programmes différents recherchent un certain effet d'affiche. Cependant, lorsque l'on travaille à un programme dans un secteur, on a les problèmes spécifiques de ce secteur devant soi et il est difficile de les mettre en balance avec d'autres domaines et d'autres projets dont on doit aussi s'occuper. Il est naturel qu'il en soit ainsi et il revient au gouvernement, en dernière instance, de faire les arbitrages⁶²⁸.

Ces dernières remarques montrent que la coordination des différents niveaux de responsabilité ne se traduit pas forcément par une domination des ministères et de leurs représentants bien que ceux-ci développent inévitablement des logiques et intérêts sectoriels spécifiques⁶²⁹. A cet égard, les comités et les engagements programmatiques qu'ils défendent jouent un rôle important dans la négociation des choix politiques, en amont ou en parallèle du processus parlementaire et du travail ministériel. Peut-être ce phénomène a-t-il été particulièrement manifeste dans les années 1970, au moment où de grands projets de réformes sensibles étaient à l'ordre du jour. Cependant, le grand projet de fonds salariaux adopté par le congrès de LO en 1976 prend la direction du parti et le gouvernement au dépourvu en imposant à la social-démocratie de clarifier sa position sur la question des profits privés et de la manière de les gérer. L'intensité des controverses à ce sujet au moment où le parti est rejeté dans les rangs de l'opposition est une des raisons pour lesquelles le problème de l'initiative politique et de l'expertise en matière économique se trouve au premier plan. D'autant plus que les problèmes d'équilibre budgétaire sont devenus très sérieux et appellent une réponse planifiée. Pendant l'alternance, à partir de 1979 plus exactement, un "groupe de crise" se réunit à l'initiative d'Olof Palme, qui ne comprend que quatre personnes et un secrétariat, et dont le mandat est de réfléchir à un programme économique pour ces temps difficiles sans remettre en cause le fondement des acquis sociaux importants. Comme le précise Kjell-Olof Feldt, un des membres et futur ministre des finances dans les années 80, il s'agit de faire comprendre que le SAP ne peut être constamment le parti "des bons offices" s'il veut rester la force de gouvernement la plus crédible⁶³⁰. Le groupe en question est donc aussi chargé

⁶²⁷ Le programme dit "du million" consistait à bâtir un million de nouveaux logements dans les années 1960.

⁶²⁸ SAP, *Protocole du CD* (Gunnar Sträng), 14 Juin 1967. Nous avons pris quelques libertés pour rendre la traduction plus lisible et supprimer les redondances d'un certain langage oral propre à ces réunions. "Ibland bör man dra den slutsatsen att det vore bra att inte vara för hårt programbunden i viktiga ting...Vi kommer väl att få krav at göra program också på andra områden, program för folkpensionärernas standardlyft i framtiden, kanske ett program för familjepolitiken. För bostadspolitiken har vi väl redan miljonprogram. Det ligger nära till hands att man på olika områden gör program för att få en viss agitatorisk effekt. Emellertide är det så, att när ett program görs på ett område, så har man detta områdes problem framför sig, och att man har vissa svårigheter att väga in det i dess konkurrens med andra områden och andra program som också måste aktualiseras. Det är naturligt att det blir på det sättet och i sista hand måste ju regeringen ändå göra en sammanräkning".

⁶²⁹ C'est tout particulièrement le cas de Sträng qui, en tant qu'argentier, est très soucieux de ces arbitrages.

⁶³⁰ K-O Feldt, *op. cit.*, p. 15-17. L'expression suédoise est "*partiet med de goda gåvorna*".

d'effectuer un travail de sondage et d'information au niveau des cellules locales, ce qui est difficile étant donné le caractère impopulaire des projets dont il s'occupe. Mais il est surtout intéressant de constater que la construction des projets alternatifs ne provient pas prioritairement du groupe parlementaire, lequel a du mal à s'adapter à son rôle d'opposition, mais plutôt de groupes "parallèles" tels que le secrétariat d'étude et le groupe de crise que l'on vient de citer. A peu près à la même époque se met en place une autre structure qui reflète bien le souci de positionner le parti sur des questions ayant un potentiel mobilisateur à plus long terme. Le groupe de prospective (*framtidgruppen*), c'est son nom, est la nouvelle instance chargée de cette mission délicate. Il est probable que les complications inattendues liées aux fonds salariaux ainsi que le succès très important du parti du centre sur le nouveau créneau de l'écologie dans les années 1970 suscitent un certain nombre d'interrogations. En d'autres termes, on considère qu'un parti de gouvernement bâtit son succès sur sa capacité sinon à créer, du moins à capter et anticiper de nouvelles questions politiques (*issues*) et pas seulement dans la fidélisation d'une clientèle spécifique. En ce sens, ce n'est pas seulement un renouveau idéologique - dans l'ébullition des années 1970 - qui se manifeste, c'est aussi la volonté de garder l'initiative en mettant à profit les ressources spécifiques du SAP au gouvernement. Le secrétaire du groupe de prospective, Ingvar Carlsson, devient ministre sans portefeuille chargé de la planification dans le nouveau gouvernement Palme de 1982, avant de succéder à ce dernier après son assassinat (1986). Si le groupe de prospective devait subsister sous différentes formes, il ne jouera jamais de rôle central mais il manifeste bien la volonté du parti de garder la haute main sur ce qu'on appelle, en Suède, le privilège de la formulation des problèmes (*problemsformuleringsprivilegiet*). On peut alors se demander pourquoi cette dynamique organisationnelle semble s'être essoufflée vers la fin des années 1980, tandis que le SAP semble connaître un tournant "gestionnaire". Plusieurs modes d'explications peuvent être avancés : les deux phases d'opposition, le renouveau certain de la droite et du libéralisme économique comptent parmi les facteurs à étudier ; le patronat est partie prenante de cette contre-attaque idéologique, qui culmine avec son retrait unilatéral du système corporatiste de négociation des salaires, en 1990-1991 ; les offensives des années 1970 ont aussi eu des conséquences négatives sur la relation entre le SAP et LO, notamment les différends sur la question des fonds salariaux, jusqu'à la dissolution de l'affiliation collective. Enfin, la Suède s'est trouvée "rattrapée" par le problème de l'adhésion à l'Union Européenne et ses nombreuses implications, après avoir réussi à geler ce débat pendant une trentaine d'année,

contrairement au voisin norvégien. Toutes ces évolutions, et bien d'autres encore⁶³¹, modifient passablement l'environnement direct et la marge de manoeuvre des sociaux-démocrates.

◇ L'école du pouvoir

La composition des différents comités en fait également des arènes importantes pour l'échange et l'éducation politique dans la mesure où se côtoient des acteurs provenant des ministères et du parlement, parfois de l'administration publique, des syndicats et d'autres niveaux du parti. Tous ont une expérience variable. Nous n'avons pas entrepris d'étudier en détail la circulation des personnes dans ce réseau des comités et il n'y a guère de source disponible sur ce sujet. Mais il n'est pas difficile de constater qu'il s'agit d'un véhicule de promotion pour les aspirants aux positions de responsabilité nationales, qui leur permet de travailler en étroite collaboration avec et de consolider leur propre expertise tout en se positionnant dans un milieu comparable à d'autres milieux professionnels. A cet égard, des places sont toujours réservées à des nouvelles recrues qui ont déjà pu faire leur classes au sein de l'organisation des jeunes sociaux-démocrates mais dont l'expérience politique nationale est encore très limitée. C'est pourquoi le journaliste Anders Isaksson a eu raison de souligner le fait que la formation des cadres est restée fortement internalisée dans la sphère du parti et que les l'élite social-démocrate développe encore ses compétences spécifiques dans le cadre de l'organisation plus que par des études universitaires prolongées ou une expérience professionnelles dans d'autres secteurs⁶³². Certes, Il est vraisemblable que la durée des études s'est allongée et le milieu universitaire représente toujours un vivier de recrutement considérable. Par ailleurs, il y a toujours eu une représentation d'intellectuels universitaires au parti et les ministères recherchent ce type de profil. Mais cela n'empêche pas la permanence d'un modèle de formation partisane endogène assez remarquable, ouvert et même très favorable à l'apprentissage au sein de l'organisation comme nous le verrons dans le chapitre huit. Les aspirants disposent ensuite d'un accès privilégié à un important réseau de postes publics et de fonctions dans l'appareil partisan ou dans certaines organisations historiquement proches du mouvement ouvrier (sans oublier les syndicats eux-mêmes). Isaksson décrit ainsi

⁶³¹ Elles sont médiatisées et interprétées dans les différents programmes, pour ne pas dire idéologies, et dans la distribution du pouvoir à l'intérieur du parti.

⁶³² A. Isaksson, "Socialdemokratin ny politisk klass med egen karriär", *Veckans Affärer* n° 48, 27 novembre 1986 p. 3 et 54-65. Ces dimensions seront étudiées plus spécifiquement dans le chapitre huit.

cette élite comme intégrée dans une culture des mouvements populaires devenue publique⁶³³. Dans le passé, on peut faire l'hypothèse que cette forme d'intégration avait plus à voir avec les origines sociales ouvrières des acteurs mais cela semble être une explication moins pertinente étant donné la stratification sociale actuelle et l'accès plus ouvert à l'éducation.. Il semble qu'il faille considérer le rôle de l'organisation et de l'accès privilégié aux postes politiques et publics pour comprendre la reproduction de ce modèle. Par contraste, la plupart des partis d'opposition ont non seulement des affinités plus évidentes avec un secteur privé attractif mais doivent aussi faire face à des perspectives de carrière politique plus fermées, moins nombreuses ou moins stables, ce que certains auteurs ont appelé le dilemme des "semi-carrières". Comme le proposaient Kornberg et alii il y a plus de trente ans :

"Les carrières confèrent une continuité dans l'expérience personnelle des individus en maintenant la perspective de fonctions et de récompenses stables et anticipées. Elles stimulent la volonté de se former, de réussir et d'adopter une vision de long terme"⁶³⁴.

Assez curieusement, cette question tout à fait centrale de la formation des élites partisanes et politiques en Suède a reçu très peu d'attention. On essaiera d'y regarder d'un peu plus près dans un chapitre ultérieur.

(d) La gestion de la communication interne

La dernière dimension de notre schéma concernait la coordination entre le cabinet, le groupe parlementaire et la direction du parti au plan de l'information. Déjà en 1965, le secrétaire Sven Aspling recommandait que l'attaché de presse du gouvernement et celui le responsable de l'information au parti se rencontrent une fois par semaine afin d'échanger les informations importantes à diffuser⁶³⁵. Le but avoué était d'arriver à une meilleure coordination des prises de positions politiques avec le programme et la cohésion du parti, notamment pour éviter le genre de problèmes typiques de "l'affaire Wennerström" un an auparavant. En rapport avec cette affaire d'espionnage, le Premier Ministre et la direction du

⁶³³ *Ibid.*

⁶³⁴ A. Kornberg et al., *Semi-careers in Political Work: The Dilemma of Party Organization*, Beverly Hills, SAGE Professional Papers in Comparative Politics, 1970. "Careers give continuity to the personal experience of individuals by holding out the prospect of continuous predictable experiences and rewards. They foster a willingness to train, to achieve, to adopt a long-time perspective".

parti avait été informés trop tard par le ministre de la défense, causant ainsi des controverses publiques fâcheuses. Il s'agissait aussi de consolider les ressources du parti en matière de contact avec la presse et de relations publiques en général, domaine dont on a vu qu'il constituait généralement une faiblesse du SAP vis-à-vis de l'opposition. A cet égard, le soutien public à la presse arrivait à point nommé pour satisfaire ces objectifs même si les sociaux-démocrates n'auront jamais qu'un succès mitigé dans la compétition avec la presse libérale. Lors du retour aux affaires de 1982, c'est un homme issu du journalisme politique, Bo Toresson, qui est nommé au poste de secrétaire du parti afin d'améliorer la communication interne et de définir une stratégie fiable.

Toutefois, la coordination peut aussi avoir des conséquences négatives pour l'image du parti, par exemple lorsque, en 1986, il devait être divulgué que la presse social-démocrate avait reçu des informations confidentielles directement issues du gouvernement. L'exécutif dut se justifier maladroitement par le besoin de fournir un matériau plus directement "politique" aux éditeurs de ces journaux⁶³⁶.

Nous interrompons ici notre incursion dans la "boîte noire". Elle est nécessairement limitée par les difficultés d'accès aux niveaux centraux des partis, au gouvernement, en particulier pour ce qui concerne les périodes les plus récentes de l'histoire politique⁶³⁷. Le détour par l'expertise et la construction d'une compétence nous est apparu comme une première étude de cas qui permet d'approcher certaines transformations essentielles de l'appareil et du fonctionnement partisan dans le contexte de l'exercice du pouvoir. Il ne faudrait pourtant pas interpréter ces transformations sous l'angle trop strict d'une fonctionnalité nouvelle, d'une coordination sans faille du parti et du cabinet, ou d'une docilité pure et simple de l'un envers l'autre ; en effet, ces niveaux de pouvoir sont dans un état de tension permanent et leur rôle dépend aussi des personnalités qui les "dirigent", le Secrétaire et le Premier Ministre. Il ne faut pas sous-estimer les jeux d'influence et de pouvoir entre ces différentes instances ; par exemple, si le secrétariat du parti est un poste "ingrat", difficile et dont les bénéfices et la visibilité politiques ne sont pas toujours immédiats, cela reste un carrefour essentiel pour la construction des légitimités d'appareil, notamment en rapport avec "la base". En ne proposant pas le poste de secrétaire à Ingvar Carlsson en 1982, Olof Palme

⁶³⁵ SAP, *Protocole du CD* (Sven Aspling), 16 décembre 1965.

⁶³⁶ J. Wallenberg, *op. cit.*, p. 137.

⁶³⁷ Rappelons ici que vingt dernières années des protocoles du *partistyrelsen* restent confidentielles. Par conséquent, nous n'avons pu consulter au-delà des années 1970.

souhaitait sans doute aussi éviter d'y investir une personnalité qui puisse faire écran à son rôle de leader du parti, lui qui avait grandi comme dauphin dans l'ombre du Premier Ministre Tage Erlander et avait une relation ambivalente avec l'appareil partisan. Il avait probablement à l'esprit l'expérience récente et manquée du DNA norvégien qui avait inauguré un duopole en créant une direction du parti différente de celle du Premier Ministre⁶³⁸. A l'inverse, le successeur de Palme, Carlsson, n'avait pas hésité à nommer un secrétaire influent en la personne de Mona Sahlin ; lors du retour du SAP, en 1994, elle était pressentie pour cumuler les fonctions de secrétaire et de ministre mais ce couplage trop intime était mal vu⁶³⁹. Une certaine division des rôles reste nécessaire car le chef du parti et du gouvernement a besoin des capacités et soutiens d'un secrétariat compétent et bien connecté aux ramifications de la constellation social-démocrate et aux représentants de la base (*ombudsmän*). Par ailleurs, les transformations du parti que nous avons décrites ne sont ni nécessairement brutales, ni linéaires ; nous avons fait état de tendances qui n'équivalent pas simplement à la validation de la thèse oligarchique mais nuancent ou compliquent cette approche souvent trop simpliste. Dans sa dimension hiérarchique, un parti fonctionne inévitablement comme une machine à sélectionner des individus pour remplir un certain nombre de postes avancés de direction, de décision et de conseil. L'occupation des fonctions exécutives ouvre de nouveaux horizons pour ce processus de sélection mais ceci ne se traduit pas uniquement par un renforcement des tendances oligarchiques. De fait, le parti continue d'être la machine principale de formation et de recrutement des futurs cadres, à tous les niveaux. Dans ce processus d'extraction sociale des chefs, il n'y a guère de sens à postuler, ainsi que le fait la thèse du parti-cartel, une distanciation de plus en plus radicale entre parti et société civile. Il nous semble au contraire que les partis politiques, à commencer par les anciennes organisations de masses, continuent d'évoluer tant bien que mal entre plusieurs espaces de référence, plusieurs territoires et identités organisationnelles (ou idéologiques). Sans doute chargés de contradictions, ces attachements multiples ne sont pourtant pas nécessairement inconciliables.

⁶³⁸ C'est l'interprétation de K-O Feldt, *op. cit.*, p. 45.

⁶³⁹ C. Isaksson, *Perssons sidor. En kritisk granskning av en statsminister*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 1999, p. 12.

Chapitre Cinquième

Norvège : la lente déshérence du parti dominant ?

5.1 Le problème de la comparaison

Les pays scandinaves sont généralement considérés comme faisant partie d'un ensemble régional relativement homogène, à tous les niveaux politique, culturel, social. A bien des égards, leurs trajectoires historiques sont fortement imbriquées et interdépendantes, marquées par des échanges de position dominante, des traités d'union politique courant sur plusieurs siècles. Cette interdépendance n'est pas tellement étrange si l'on tient compte de la longue durée, des périodes antérieures à l'établissement de frontières fixes qui produisent d'abord des héritages communs, surtout dans des régions de peuplement relativement isolées du reste de l'Europe⁶⁴⁰. Mais l'histoire de l'État moderne a tellement influencé, voire intoxiqué la science politique, que l'on tient trop souvent le découpage en État-nations pour un autre donné presque naturel, une série d'unités de base destinées à répliquer une certaine cohérence politique, économique et culturelle, un esprit de système à l'abri de frontières. La grande ironie de cette conception étroite se trouve dans la difficulté profonde à penser le développement de cette "cohérence" dans toutes ses implications historiques à l'heure précise où de nouveaux états continuent d'émerger en nombre. Dans les entités établies de long terme, ce processus s'est bien souvent apparenté à une colonisation interne violente, un contrôle social et politique qui perdure sous des formes complexes et une homogénéisation forcée sous la bannière de modèles relativement unitaires avant que certains régimes ne connaissent une plus ou moins grande "libéralisation". On attend dorénavant des nouveaux venus sur l'échiquier politique mondial (ou même d'anciens) qu'ils atteignent stabilité et cohérence nationale en faisant l'économie d'une violence similaire. Du moins la violence devrait-elle rester dans les limites d'une pratique légitime ou reconnue par les grandes puissances, de police et de maintien de l'ordre. Tel est le défi du développement selon le libéralisme

moderne. Ainsi que le notait avec ironie E.E Schattschneider, empruntant à la rhétorique évolutionniste :

"Les gouvernements sont comme les abeilles, les oiseaux, les poissons, les bestiaux ou les loups ; ils se présentent en essaims, colonies, bancs, troupeaux ou hordes, mais jamais seuls : Nous commençons à comprendre le sujet lorsque nous voyons que la multiplicité de gouvernements est fondamentale et cruciale. L'organisation politique du monde repose sur des centaines de gouvernements en état de tension"⁶⁴¹.

Ces remarques peuvent aussi éclairer le comparatiste orthodoxe dont la tendance mécanique est de compter les états comme des entités un peu trop bien séparées, juxtaposées dans le meilleur des cas, à travers lesquelles on peut étudier des différences et des similarités. La seule précaution d'usage étant alors de remettre à jour la carte politique du monde lorsque de nouvelles frontières sont tracées. Or, à n'en pas douter, la comparaison de la Norvège avec la Suède ou le Danemark, qui l'ont tous deux occupée pendant de longues périodes, ne peut se faire exactement au même plan et avec les mêmes implications qu'entre la Norvège et le Japon ou même l'Allemagne⁶⁴². La Norvège, comme le rappelait avec justesse le grand juriste Fredrik Lagerroth, fournit ainsi le seul exemple d'importation de certains modèles constitutionnels suédois au 19^{ème} siècle, interprétation qui, certes, court toujours le risque d'être critiquée comme "pan-suédoise" (*storsvensk*) chez son proche voisin⁶⁴³ ; mais ces sensibilités en disent long sur la manière dont se construisent les nationalismes. En effet, une des raisons apparentes des réticences scandinaves à lancer des études comparatives à l'échelle de leur région est sans doute liée à cette histoire complexe de domination suédoise et danoise autour de la mer baltique. On a trop peur que se reproduisent les dominations dans le domaine académique. Toutefois, étant donné la stabilité constitutionnelle de ces régimes, ces similarités ne sont pas sans importance et leur étude ne saurait rester l'apanage de quelques spécialistes de la Scandinavie antérieure à l'avènement de l'État-nation. Il est vrai que les imitations ont été assez fréquentes en matière constitutionnelle, puisque c'est l'exemple que nous prenions. Mais les similitudes ne s'arrêtent pas là et l'on ne peut manquer d'être frappé

⁶⁴⁰ La péninsule scandinave, dans ce cas, et la proche péninsule danoise ainsi que l'Islande, dite "colonie poétique" de la Scandinavie ancienne (en rapport avec les sagas nordiques) forment une telle région.

⁶⁴¹ E.E schattschneider, *Two Hundred Millions of Americans in Search of a Government*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1969, p. 12. "Governments are like bees, birds, fish, cattle, or wolves ; they come in swarms, flocks, schools, herds, or packs, but never alone. We begin to understand the subject when we realize that the multiplicity of governments is fundamental and crucial. The political organization of the world consists of a hundred governments in a state of tension".

⁶⁴² Ce qui n'implique nullement un essentialisme culturaliste selon lequel il ne serait ni souhaitable ni possible de comparer la Norvège avec le Japon.

par les grandes ressemblances des systèmes de partis (le fameux système à cinq partis émergeant dans les années 1920), des clivages et choix électoraux ou des gouvernements minoritaires⁶⁴⁴ pour se limiter à la dimension politique. La relation avec la Suède au 19^{ème} siècle n'est pas non plus à sens unique et Rune Slagstad rappelle qu'on peut trouver l'origine du terme suédois *folkhem*, dont l'importance est essentielle, chez le voisin norvégien, dans le *Læsebog for Folkeskolen og folkehjemmet* de P.A Jensen (1863)⁶⁴⁵. D'une certaine manière, la Norvège a été influencée au double titre de son appartenance régionale et de formes de colonisation par ses proches voisins. Une dépendance coloniale particulière, certes, et qui n'a pas empêché ce pays de devenir un des pays les plus riches et les plus stables d'Europe, même avant qu'il devienne une "monarchie (parlementaire) pétrolière". Ce type de raisonnement s'applique aux cinq pays de la région "scandinave", Islande comprise⁶⁴⁶, bien avant la phase de construction étatique et nationale. Les continuités territoriales, les caractères de péninsule et de finistère du continent indo-européen, l'existence d'une sorte de mer intérieure baltique et les dons de navigation de ces peuples nordiques ont favorisé la mixité. A ce titre, il suffit de mentionner les origines assez diverses des protagonistes des grandes expéditions dites "vikings", environ de la fin du 8^{ème} siècle jusqu'au 11^{ème} siècle de notre ère ; même si l'on constate des logiques géographiques évidentes, les fronts norvégiens et danois étant plus ouverts sur l'Atlantique, les îles britanniques, la France occidentale tandis que les côtes suédoises donnaient sur la baltique et l'embouchure des fleuves de l'est, l'intercompréhension et la proximités fortes des peuples facilite les échanges, l'hybridation.

L'idée d'une comparaison limitée et "à géométrie variable" avec la Norvège, dans le cadre de ce travail, paraît receler un intérêt particulier, pour au moins trois raisons. Premièrement, ce sont donc les importantes similarités de trajectoire politique avec la Suède au 20^{ème} siècle, en particulier la longue domination du parti ouvrier ou social-démocrate (DNA) au gouvernement. Deuxièmement, en dépit de ce parallélisme assez étonnant, le parti norvégien n'en n'a pas moins graduellement perdu beaucoup de terrain depuis le milieu des années 1960. Par conséquent, Le DNA a goûté à l'opposition bien plus que son homologue

⁶⁴³ F. Lagerroth, "Sverige och Eidsvollsförfattningen", *Skrifter utgivna av vetenskapsocieten i Lund*, n° 68, Gleerup, 1973, p. 12.

⁶⁴⁴ J-E Lane et al., "Scandinavian exceptionalism reconsidered", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 5, n° 2, 1993, p. 195-196.

⁶⁴⁵ R. Slagstad, *op. cit.*, 1998, p. 202. Une traduction approximative est "manuel de l'école et de la maison du peuple". Comme on le verra dans le chapitre sept, c'est pourtant en Suède que le concept s'imposera, la Norvège ayant alors deux "maisons" (*Hjem et Heim*) à travers sa nouvelle division linguistique. Sur ces correspondances culturelles et autres hybridités de voisinage, on pourra aussi se reporter à une de nos publications récentes : Y. Aucante, *op. cit.*, 2002 (2).

suédois et constitue donc une étude de cas intéressante pour envisager les changements dans la relation parti-État ainsi que la transformation de l'organisation. Si nos hypothèses institutionnelles ont une certaine validité, alors on devrait observer 1) des similarités dans les formes de capitalisation politique, d'évolution organisationnelle ainsi qu'au niveau des tensions entre parti de masses et pouvoir d'État, 2) des éléments de stabilité relative, à moyen terme, des organisations et rôles partisans, par-delà les alternances politiques, mais aussi une fragilisation plus manifeste du DNA norvégien qu'il faudra évaluer 3) des problèmes de définition d'identité et de réforme de l'organisation liés à la tension entre État et parti. Nous n'envisageons pas ce type de comparatisme sur un mode mécaniste selon lequel les mêmes conditions produiraient les mêmes effets. Le but est plus humblement de dégager des schémas d'interprétation possibles de l'institutionnalisation et de ses conséquences en termes d'organisation tout en étant attentif aux dimensions temporelle et régionale de la comparaison. Il s'agit encore une fois de montrer que les partis ne se réduisent pas à leur histoire électorale ou militante. Enfin, dernier intérêt comparatif, il existe en Norvège un débat et une littérature beaucoup plus développés autour de ces phénomènes conjoints du "parti d'État" et d'un État social-démocrate. Bien qu'assez peu systématique et parfois trop encline à adopter sans réserve la thèse de l'oligarchie, cette perspective tranche toutefois notablement avec l'absence presque totale d'un tel traitement en Suède. Or, nous faisons l'hypothèse que ces débats norvégiens ne sont pas sans être d'une certaine utilité pour comprendre le phénomène similaire de dominance politique que la Suède a connu.

L'ouvrage classique et polémique qui se présente comme une référence incontournable a été publié dans les années 1960, à l'initiative de l'historien Jens Arup Seip, et étudie la longue transition de l'État bureaucratique du 19^{ème} (*embedsmannstat*) vers "l'État d'un seul parti" (*ettpartistat*)⁶⁴⁷. Dans les années 1980 et 1990, il est devenu plus courant de s'interroger de façon critique sur l'héritage dynastique social-démocrate, comme l'ont fait avec beaucoup de succès certains politistes et historiens critiques tel que Rune Slagstad, Francis Sejersted ou Torstein Hjellum⁶⁴⁸. Pour autant, et malgré ces débats, la dominance social-démocrate est

⁶⁴⁶ Dans le sens d'aire culturelle, la Scandinavie faisant référence à la péninsule scandinave au sens strict.

⁶⁴⁷ J-A Seip, *op. cit.*, 1963.

⁶⁴⁸ Pour ne citer que quelques références importantes : T. Hjellum, *op. cit.*, 1990 et '*noen av oss har snakket sammen*'. *Om fãmannsveldet i Arbeiderpartiet 1945-1973*, Oslo, Alma Mater, 1992 ; R. Slagstad, *op. cit.* ; F. Sejersted, *Norsk Idyll ?*, Oslo, Pax Forlag A/S, 2000. Cette tradition s'accompagne d'un intérêt scientifique sans pareil pour les phénomènes liés à l'organisation, à l'administration et au corporatisme. Dans cette veine, voir par exemple T. Nordby (Ed.), *Arbeiderpartiet og planstyret 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1992 et, du même auteur, *Korporatisme på norsk 1920-1990*, Oslo, Universitetsforlaget, 1994 ; T. Gran, *The state in the modernization process : the case of Norway 1850-1970*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1994 ; M. Egeberg (Ed.),

généralement plutôt observée du côté des politiques économiques et sociales que du côté de l'organisation ou bien du régime. Entre tous ces aspects, il est assez intéressant de rappeler que la Norvège inaugure, dans les années 1970, un audit officiel du pouvoir politique (*maktudredningen*) qui produit une série d'études à visée scientifique et évaluative⁶⁴⁹. Ses rapports sont alors dominés par l'esprit d'une sociologie mi-fonctionnaliste, mi-institutionnaliste des organisations bureaucratiques et des procédures de décision en matière de politiques publiques, dont la lecture est souvent d'une sécheresse impitoyable⁶⁵⁰. Dans ce programme de recherche, l'État était décrit comme segmentaire, une conjonction d'arènes de décision et de secteurs, mais les partis demeuraient les grands absents de ce portrait. Près de trois décennies plus tard, un nouveau cycle d'audit, de la démocratie et du pouvoir cette fois, a été lancé et il est frappant de voir comment la perspective scientifique a évolué, sans doute aussi parce qu'il y a eu une volonté de se démarquer clairement de l'épisode précédent. De segmentation, la description évolue vers l'idée de "fragmentation"⁶⁵¹, notamment en relation avec le nouveau contexte d'une économie globalisée, et une attention plus grande est accordée à des dimensions qui étaient restées marginales dans le premier audit. Particulièrement intéressante, à cet égard, est la contribution de Hege Skjeie que nous avons déjà évoquée et qui analyse très finement "le pouvoir de l'habitude" (*vanens makt*) à travers les traditions de gouvernement du parti social-démocrate (*styringsstradisjoner*)⁶⁵². Cette perspective nous est très utile dans la mesure où l'auteur s'appuie principalement sur le même type de matériaux que nous avons étudié en Suède, à savoir les protocoles des instances exécutives⁶⁵³ et des congrès. Mais la profondeur historique, les affinités institutionnalistes sont d'autres

Institusjonspolitikk og forvaltningsutvikling. Bidrag til en anvendt statsvitenskap, Oslo, 1989 ; T. Grønlie (Ed.), *Forvaltning for politik. Norsk forvaltningspolitikk etter 1945*, Bergen, Fagbokforlaget, 1999 ainsi que la plupart des travaux de Johan P. Olsen.

⁶⁴⁹ Mis en place à la suite d'une résolution de 1972 pour cartographier les rapports de pouvoir dans la société norvégienne.

⁶⁵⁰ Voir par exemple J. P. Olsen (Ed), *Politisk organisering. Organisasjonsteoretiske synspunkt på folkestyre og politisk ulikhet*, Bergen, Universitetsforlaget, 1978 ; *Maktutredningen, Sluttrapport*, Oslo, Universitetsforlaget, (NOU : 3), 1982.

⁶⁵¹ B. S. Tranøy, Ø. Østerud (red), *Den fragmenterte staten. Reform, makt og styring*, Oslo, Gyldendal Norsk Forlag AS, 2001. Sur les nouveaux principes directeurs, Ø. Østerud et al., *Mot en ny maktutredning*, 1999. Le nombre de ministères et leurs subdivisions, leur plus grande autonomie vis-à-vis du Premier Ministre, la sous-traitance ou délégation de services publics mais le maintien d'un contrôle important de ces services sont autant d'exemples de "fragmentation" ; ceci ne constitue pas nécessairement une "spécificité" de la Norvège mais la fragmentation est considérée par rapport à un idéal-type du gouvernement parlementaire moderne. Par contre, il est clair que le développement exceptionnel de l'industrie pétrolière et gazière nationale ont facilité cette complexification de l'État norvégien à un niveau inconnu dans d'autres régimes parlementaires.

⁶⁵² H. Skjeie, *op. cit.*, 1999.

⁶⁵³ *Sentralstyre* (Comité Directeur) et *Landsmøte* (Congrès). Dans le premier cas, Skjeie a eu un accès privilégié à la plupart de ces documents, y compris pour les périodes les plus récentes. Sa participation à l'audit du pouvoir lui a conféré une latitude dont je n'aurais pu disposer, sans compter l'ampleur de la tâche. Je tiens à remercier l'auteur pour les discussions tout à fait fructueuses que nous avons eu à ce sujet et ses encouragements à poursuivre la comparaison.

dimensions qui en font une analyse de référence et, pour tout dire, une aubaine dans le cadre de notre comparaison. La différence majeure étant que Skjeie s'intéresse plus que nous aux phénomènes d'oligarchie et de contrôle interne du parti en relation avec la longue pratique du pouvoir. Mais cet ouvrage servira néanmoins de point d'ancrage à ce chapitre. C'est ici que l'on rassemblera la majeure partie des éléments comparatifs, même si des aspects ponctuels reviendront dans les chapitres suivants. Cette distribution vise aussi à éviter une trop grande fragmentation de la comparaison.

5.2 La problématique de l'hégémonie en Norvège

La Norvège n'est pas une simple réplique de la Suède mais se présente comme une instance comparative de premier choix, compte tenu de grandes similitudes des contextes social, économique, politique et culturel. Nous avons pu observer les particularités intéressantes de sa trajectoire politique récente dans le cadre du premier chapitre. L'épisode de la seconde guerre mondiale est l'occasion d'une nouvelle différenciation importante avec l'occupation du pays par les Allemands, l'exil du gouvernement à Londres et son remplacement par un régime fantoche formellement dirigé par le nationaliste Vidkun Quisling. Par rapport à la Suède, l'après-guerre et la reconstruction sont envisagés sous un jour assez différent. Événement très notable, la Norvège est l'un des deux pays scandinaves à rejoindre l'OTAN, en 1949, décision d'abord peu contestée mais qui bouleversera la scène politique intérieure dès la guerre de Corée. S'il y a un test à effectuer de l'influence des politiques étrangères sur la politique intérieure, la Norvège est un cas d'école et l'OTAN ou la Communauté Européenne sont deux des objets de discorde à partir des années 1950. Par ailleurs, les conditions électorales, en particulier le mode de scrutin⁶⁵⁴, permettent la conversion d'une majorité relative, en faveur du DNA, en une majorité absolue des sièges au *Storting*. Le gouvernement d'un seul parti n'est donc pas aussi fragilisé, comme en Suède, dans la période critique de reconstruction du pays. Mais il le sera plus tard du fait des divisions de la gauche plus marquées à partir des années 1960. La domination du DNA se passe ainsi de coalition et se montre d'emblée plus évidente après 1945, ce qui fait que notre

⁶⁵⁴ Depuis 1920, la représentation est proportionnelle selon la méthode de d'Hondt, ce qui tend à favoriser le plus grand parti : en 1949, le DNA reçoit 45,7 % des suffrages et 56,7 % des sièges. En 1952, on adopte une version légèrement modifiée de la méthode de Sainte-Laguë.

césure de 1957 n'est pas valide dans le cas norvégien. Cela dit, en dépit de ces différences, on ne peut guère imaginer de circonstances beaucoup plus proches pour deux pays.

5.2.1 Dimensions théoriques d'une comparaison : la Norvège social-démocrate

(a) Les "thèses" de Jens Arup Seip

De tous les travaux abordant de façon critique l'organisation et l'héritage social-démocrates, c'est sans doute la problématique classique de l'oligarchie qui émerge avec le plus de clarté. Roberto Michels aurait certainement été ravi de voir ses idées illustrées avec tant de ferveur dans cette patrie scandinave de la social-démocratie. La thèse de Michels, rappelons-le, est que la démocratie ou, du moins, le développement des élections et de la représentation politique requiert la constitution d'organisations politiques puissantes dont les leaders nourrissent des ambitions et des intérêts propres. L'organisation est amenée à être dominée par cette élite restreinte qui promeut un système de positions dominantes et des procédures de contrôle plus ou moins sophistiquées des membres, afin de promouvoir la survie du parti. Mais Michels postule également que le syndrome oligarchique n'est pas réservé aux seuls partis de gouvernement : il toucherait au contraire n'importe quelle organisation de grande taille, quel que soit son environnement. La continuité de l'organisation et de ses élites prend graduellement le pas sur la fidélité à l'idéologie d'origine, ce que Michels qualifie de "substitution des buts"⁶⁵⁵. Dans le cas norvégien, la transition apparemment brutale entre le programme social-démocrate radical de 1930 et l'occasion de s'affirmer en tant que parti du gouvernement est plus surprenante qu'en Suède, alors que le parti vient tout juste de se réunifier et que la question de l'identité idéologique semble encore être en suspens. Après la guerre, le mandat du DNA se renforce cependant de la majorité absolue au parlement (*Storting*) et de la forte croissance syndicale dans un contexte de reconstruction qui favorise aussi un leadership fort.

Après plus de 25 ans de ce régime, Jens Arup Seip est le premier à réfléchir de façon plus critique aux conséquences du pouvoir sur les rapports entre gouvernement et parti. *Fra Embedsmannastat till ettpartistat* ("De l'État bureaucratique à l'État d'un seul parti", 1963) se présente avant tout comme un essai d'histoire critique et non comme une enquête empirique.

En cela, la perspective reste très discutable d'autant que l'auteur n'hésite pas à employer des caractérisations fortes, telle que "césarisme" ou "stalinisme" pour qualifier le leadership social-démocrate et le long règne du Premier Ministre Einar Gerhardsen⁶⁵⁶. Seip part de l'idée qu'il existe un décalage considérable entre la lettre constitutionnelle de 1814 et la structure réelle du pouvoir. L'avènement des partis dans l'État, le développement des groupes d'intérêts puissants et l'apparition de nouvelles élites politiques ont pourtant un caractère assez révolutionnaire⁶⁵⁷. Les formes du pouvoir politique sont passées par trois grandes époques depuis 1814 :

- l'État bureaucratique (*embedsmannastaten*) dominé par une classe de hauts fonctionnaires qui tiennent le cabinet et le parlement en constituant le "parti du ministère" mais sans qu'existent des partis véritablement organisés.
- L'État pluraliste (*flerpartistaten*) fondé sur la victoire du parti de la gauche libérale (*venstre*) après 1884 et dont le centre de gravité est le parlement.
- L'État social-démocrate (*ettpartistaten*) marqué par la dominance d'un seul parti après 1945 et l'avènement d'une classe politique plus largement issue des couches prolétaires et du mouvement ouvrier. Le cabinet y occupe une place centrale tandis que le *Storting* est relativement marginalisé (on en parle comme d'une "compagnie de transport" législative). Le pouvoir de décision est concentré au sein du parti au gouvernement et l'opposition ne peut guère espérer d'alternance.

Dans cette dernière période, le rôle de l'organisation partisane est considérée comme essentiel et Seip suggère qu'on doit être attentif à son évolution afin de mieux comprendre la nature de l'État lui-même :

"Le nouveau régime qui se présente constitue aussi une situation nouvelle pour les historiens. Ce n'est plus la soi-disant constitution de l'État qui nous intéresse, mais la constitution du parti – ce n'est plus l'activité politique parlementaire mais la vie du parti. Mais que savons-nous de la vie au sein du parti ? Que sait un outsider ? Que sait un adhérent de base ? Rien. Moins que rien : ce qu'il croit qu'il sait est fallacieux"⁶⁵⁸.

Si on a des raisons de croire que la plupart des propositions de Seip sont exagérées, en plus de leur caractère daté, elles contiennent aussi des éléments recevables ou qui peuvent

⁶⁵⁵ R. Michels, *op. cit.*, 1914 ; d'après A. Panebianco, *op. cit.*, 1987, p. 8-9.

⁶⁵⁶ J-A Seip, *op. cit.*, p. 27-28.

⁶⁵⁷ *Ibid.*, p. 11.

⁶⁵⁸ *Ibid.*, p. 22. "Den nye statsskikk vi då står overfor betyr en ny situasjon også for historikerne. Ikke vår såkalte statsforfatning har interesse, men partiets forfatning, - ikke det politiske liv i stortinget, men partiets liv. Men

conduire sur certaines pistes intéressantes. L'historien voit bien qu'il y a dans la nature du parti de masses un esprit de discipline et de loyauté envers le collectif qui en fait une force politique tout à fait exceptionnelle. En même temps, la bureaucratie du parti se transforme au contact de celle de l'État tandis que le leadership gagne en autorité à travers l'exercice du pouvoir. Selon Seip, cela se traduit par une combinaison curieuse d'un césarisme de type occidental et d'un appareil partisan plus proche du communisme, du moins dans le contexte des années 1960 où il écrit⁶⁵⁹ :

Sans que nous partagions l'idée d'un contrôle et d'une colonisation aussi poussée de l'État par une oligarchie social-démocrate, nous retiendrons ici celle de l'évolution spécifique du parti dans ses nouvelles fonctions exécutives, y compris après la glorieuse époque, de 1945 à 1962 environ.

(b) L'espace des polémiques

L'ouvrage de Seip fut, pour ainsi dire, la première occurrence d'une critique radicale du pouvoir et du gouvernement de partis avant que l'influence de la science politique américaine ne se fasse vraiment sentir en Norvège. En effet, un an plus tard, en 1964, Henry Valen et le professeur américain Daniel Katz publient la première grande étude des partis fondée sur l'analyse des attitudes électorales à travers des séries d'interviews. Il s'agit d'une importation tout à fait fidèle des méthodes behavioristes de l'école de Michigan appliquées aux élections nationales⁶⁶⁰. De façon très orthodoxe, Valen et Katz montrent que les leaders sont d'abord soumis à un processus très décentralisé de nomination périodique des candidats ainsi qu'au respect des programmes votés par les congrès. Cependant, si les auteurs ont raison de souligner les raccourcis et simplifications de la thèse oligarchique, ils abandonnent aussi largement l'étude des organisations en tant que telles, considérées dorénavant comme "des comportements interdépendants, coopératifs et modelés en fonction de résultats donnés"⁶⁶¹. En dépit de la sophistication de leurs enquêtes, Katz et Valen s'en remettent largement aux

hva vet vi om livet i partiet, hva vet en utenforstående, hva vet en alminnelig partimedlem ? Intet. Mindre en intet : det han tror han vet, er galt".

⁶⁵⁹ *Ibid.*, p.27-29.

⁶⁶⁰ H. Valen, D. Katz, *Political Parties, a Community Study*, Oslo, Universitetsforlaget, 1964. Les travaux américains auxquels nous faisons référence sont bien connus. Il s'agit des analyses des préférences et comportements électoraux ; voir A. Campbell et al., *The American Voter*, New York, Wiley, 1960.

données officielles et légales pour appréhender la nature et les formes des organisations partisans et ils ne s'interrogent guère sur leur correspondance avec les pratiques réelles⁶⁶².

Selon Torstein Hjellum, il existe des différences fondamentales entre le DNA des années 1930 et le parti qui s'enracine de façon permanente au gouvernement après 1945. Selon lui, le parti de masses de l'entre-deux guerres est encore le moteur d'une mobilisation inédite de la classe ouvrière, dont la libération est considérée comme la tâche première et doit être accomplie par la classe elle-même. La politisation des ouvriers, à travers la participation à la vie partisane et syndicale apparaît comme une étape nécessaire dans ce procès d'émancipation :

"Le mouvement social-démocrate devint inclusif, il devint une institution qui organisait et dirigeait la vie du peuple ouvrier sur les plans social, matériel et politique, toute leur existence durant"⁶⁶³.

Après 1945, et d'une certaine manière en continuité avec l'expérience des responsabilités nationales véritablement commencée en 1935, les tensions s'accroissent entre l'idéal du parti de masses et celui du parti de gouvernement réformiste et volontariste. Le parti social-démocrate est graduellement converti en un "instrument de gouvernement" et les tendances à la reproduction et à la dominance d'une oligarchie sont de plus en plus attestées⁶⁶⁴, même si cette élite est pendant longtemps composée d'anciens ouvriers et de syndicalistes plutôt que d'intellectuels ou de notables semi-bourgeois. Cette thèse sous-estime probablement les éléments oligarchiques antérieurs à l'exercice du gouvernement mais elle identifie assez clairement la rupture, bien qu'il faille encore prouver que c'est une conséquence directe du système de position sur le parti. En effet, les conséquences semblent être plus manifestes en ce qui concerne l'application des ambitions idéologiques ou programmatiques de la social-démocratie, les objectifs de socialisation de l'économie étant largement revus à la baisse

Avant d'essayer d'identifier certaines transformations organisationnelles et les instances de différenciation entre Suède et Norvège, il peut être intéressant de s'attarder sur cette question des "doctrines de pouvoir" ou des "philosophies de gouvernement", selon une

⁶⁶¹ H. Valen, D. Katz, *op. cit.*, p. 2. Cette phrase est difficile à rendre en français : "patterned, co-operative, interdependent behavior with respect to given outcomes".

⁶⁶² T. Hjellum, *op. cit.* "noen av oss", p. 23.

⁶⁶³ *Ibid.*, pagination absente. "Den sosialdemokratiske bevegelsen ble inkluderende, den ble en institusjon som ordnet og målrettet arbeidsfoks liv, sosialt, materielt og politisk, hele livet igjennom".

autre expression⁶⁶⁵, que nous avons évoquées au cours du chapitre précédent. Hege Skjeie rappelle ainsi comment un sociologue important, passé à la politique, a pu définir l'évolution du parlementarisme norvégien moderne à travers trois phases idéal-typiques :

"Auparavant, nous avions le parlementarisme de Sverdrup : le gouvernement était alors en place aussi longtemps que le *Storting* le voulait. Dans les années 1950, nous eûmes le parlementarisme de Hønsvald : le gouvernement restait alors en place aussi longtemps que le parti le désirait. Selon le parlementarisme de Brundtland, par contraste, le gouvernement se maintient aussi longtemps que le gouvernement le veut bien"⁶⁶⁶.

Dans la deuxième période identifiée, les partis bourgeois avaient présenté une motion de censure, en 1959, suite à l'accord de principe pour qu'une firme norvégienne exporte des armes au dictateur cubain Batista. Le leader du groupe parlementaire social-démocrate, Nils Hønsvald devait suggérer que si son parti désirait un changement de gouvernement, il avait d'autres moyens que de soutenir une motion de censure de l'opposition, quel qu'en soit le motif⁶⁶⁷, suggérant ainsi que le parti social-démocrate était souverain et au-dessus du parlement. Pour caricaturale qu'elle soit, cette caractérisation politicienne de l'évolution parlementaire donne néanmoins une mesure de la loyauté exceptionnelle envers un leadership social-démocrate historiquement très stable, et la correspondance presque automatique, presque incontestée dirons-nous, entre le mandat de chef du parti et celui de premier ministre : en effet, au cours des cinquante dernières années, le DNA n'a eu que cinq leaders, dont trois se sont succédés en une courte période de six ans, à la fin des années 1970⁶⁶⁸. Skjeie suggère encore que cette unité confine à l'autorité charismatique identifiée par Max Weber⁶⁶⁹ et qui,

⁶⁶⁴ *Ibid.*, p. 10-11.

⁶⁶⁵ E. O. Eriksen, "Ap's styringsfilosofi i 1970- og 80-årene", *Nytt Norsk tidsskrift*, n° 3, 1992, p. 240-253.

⁶⁶⁶ Johan Sverdrup était le leader du parti libéral *Venstre*, qui devint premier ministre en 1884 et fut un des artisans du parlementarisme ; Nils Hønsvald fut le chef du groupe parlementaire social-démocrate de 1955 à 1964 ; Mme Gro Harlem Brundtland a été leader du parti au cours des années 1980-1990 et premier ministre à plusieurs reprises (voir l'annexe biographique). Gudmund Hernes, campagne électorale de 1993, cité dans H. Skjeie, *op. cit.*, p. 15. "Tidligere hadde vi den 'sverdrupske' parlamentarismen. Da satt regjeringen så lenge Stortinget ville. På 1950-tallet fikk vi den 'hønsvaldske' parlamentarismen. Da satt regjeringen så lenge partiet ville. Under den 'brundtlandske' parlamentarismen, derimot, sitter regjeringen så lenge regjeringen selv vil".

⁶⁶⁷ Cité dans T. Bergh, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 5 : Storhetstid (1945-1965)*, Oslo, Tiden Norsk Forlag, 1987, p. 475. "hvis Arbeiderpartiet av en eller annen grunn ønsker regjeringsskifte eller endring i regjeringens sammensetning, fremmes dette ønske på en annen måte enn ved åpen mitillitsvotum i stortinget".

⁶⁶⁸ Einar Gerhardsen, Tryggve Bratteli, Reiulf Steen, Gro Harlem Brundtland et Thorbjørn Jagland. Seul le choix de Steen, en 1975, pose problème du fait des oppositions internes liées au récent référendum sur l'adhésion aux Communautés Européennes. Finalement, un partage inédit est effectué entre Steen, qui prend la tête du parti, et Oddvar Nordli qui devient Premier Ministre en janvier 1976. Mais de façon intéressante, c'est à Einar Gerhardsen que revient l'initiative d'une division des rôles visant précisément à éviter une nouvelle scission. Cette configuration ne se reproduira qu'en 2000, lorsque Jens Stoltenberg forme un gouvernement alors que Thorbjørn Jagland continue à diriger le parti. Sur ces personnalités, voir l'annexe biographique.

⁶⁶⁹ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 15.

dans ce cas précis, dépasse le niveau du parti pour atteindre une dimension nationale remarquable sur laquelle nous reviendrons dans le chapitre suivant. Certes, la pratique du cumul des plus hautes fonctions est assez ancienne dans les partis socialistes mais elle prend évidemment une nouvelle dimension à mesure que les leaders ont la possibilité d'occuper des fonctions parlementaires ou gouvernementales stables. A deux reprises, au moins, c'est paradoxalement la volonté du Premier Ministre qui a permis une certaine "démocratisation" des pratiques formelles de nomination aux postes dirigeants. Premier exemple, lorsque Trygve Bratteli fait part de son intention de quitter le poste de premier ministre et de leader⁶⁷⁰, il est soucieux du respect des procédures et de l'organisation partisane. C'est pourquoi il ne propose pas de successeur à la direction du parti et remet la décision au congrès de 1975. Même s'il viendra ensuite à "suggérer" Oddvar Nordli pour le poste de premier ministre, il ne s'agit pas là d'une fonction qui dépend directement de la nomination du parti et, comme l'ont remarqué plusieurs auteurs, il n'existe pas de procédure partisane formelle pour désigner le candidat à la plus haute responsabilité gouvernementale (en dehors de l'acclamation). La seconde instance se présente en 1997, lorsque le premier ministre et leader Thorbjørn Jagland déclare qu'il ne formera pas de cabinet si le parti recueille moins de 37 % des suffrages, ouvrant la voie à une "abdication volontaire".

De manière intéressante, un commentateur devait reprendre la caractérisation négative "d'Etat d'un seul parti" dans un sens plus positif, lors de la constitution du gouvernement social-démocrate Jagland en 1996. Le journaliste Steinar Hansson du quotidien de gauche *arbeiderbladet* suggérait ainsi que les membres du parti sont aujourd'hui plus encouragés à participer à la définition des politiques social-démocrates que dans les années 1950. Le renouvellement du leadership et de ses pratiques depuis Gro Harlem Brundtland, dans les années 1980, contrasterait de ce fait avec la plupart des autres partis sclérosés et dominés par ce qu'il appelle des "gardiens de musée"⁶⁷¹. A l'encontre de cette opinion, l'historien Francis Sejersted rappelle cependant que le nombre des adhérents du DNA a considérablement diminué depuis les années 1960, ainsi que sa base électorale et parlementaire, ce qui contribue à rendre plus contestable la légitimité du parti dominant. D'autant plus que le parti ne forme plus que des gouvernements minoritaires depuis les années 1970. Mais l'opposition est

⁶⁷⁰ Le chef du parti est souvent qualifié de "ledere" dont la traduction la plus proche est l'anglais *leader*, faute d'équivalent français aussi proche. L'appellation officielle est *partiformann* qu'on pourrait éventuellement rendre par "principal".

⁶⁷¹ *Arbeiderbladet*, 1-11-1996, cité dans F. Sejersted, "parlamentarismens suspensjon og embedsmannasstatens gjenkomst", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 1997, p. 3

longtemps resté divisée et chroniquement incapable de mobiliser sur un programme alternatif⁶⁷². Il s'agirait donc plutôt d'un déficit d'opposition de nature programmatique, qui favoriserait le "statu quo"⁶⁷³. La critique de Sejersted est un peu contradictoire, dans la mesure où le parlementarisme minoritaire a tendance à renforcer le rôle du parlement lui-même, précisément aux dépens du cabinet et d'un seul parti. Si cette forme de gouvernement tend à subsister sans heurt, c'est aussi probablement parce que les différents acteurs y trouvent leur compte au plan parlementaire, au risque de rendre le processus législatif plus complexe et négocié.

5.2.2 Les nouveaux clivages : quelques repères

A première vue, ce paysage ressemble fort à celui de la Suède et il ne s'agit pas d'une illusion d'optique. Toutefois, le jeu de miroir se complique dès lors qu'on évoque les profondes divisions internes de la social-démocratie norvégienne, apparues depuis le milieu des années 1960, et face auxquelles il est difficile de maintenir une façade unitaire. Certes, l'histoire plus ancienne de la gauche norvégienne est déjà fort troublée et il n'est peut-être pas surprenant que de nouveaux conflits se fassent jour dans le contexte difficile des années 1960-1970. Ainsi, les divergences sur les questions de défense, du réarmement allemand dans le cadre de l'OTAN et du stationnement d'armes nucléaires sur le territoire provoquent des réactions populaires et des protestations de certaines fractions étudiantes au sein du parti⁶⁷⁴. Ce dernier problème est la cause la plus directe d'une scission gauchiste, en 1961, qui forme le Parti socialiste populaire (*Socialistisk Folkeparti*, SF). Ce douloureux conflit signale par la même occasion le crépuscule de l'époque "Gerhardsen" du parti ultra-majoritaire et d'une élite stable et compacte formée dans l'entre-deux guerres. Vient ensuite une période troublée dont l'épisode traumatique est le référendum de 1972 sur l'adhésion aux Communautés Européennes et la démission du gouvernement de Trygve Bratteli. A cette occasion, une opposition interne organisée se forme⁶⁷⁵, dont une fraction rejoindra une nouvelle alliance de gauche basée autour du parti socialiste populaire et de certains éléments communistes.

⁶⁷² *Ibid.*, p. 3-4.

⁶⁷³ A noter, que ces débats sont antérieurs aux nouvelles phases d'alternance de 1997-2002 qui ont vu la constitution de deux gouvernements de coalition dirigés par le parti chrétien populaire.

⁶⁷⁴ Il faut ajouter la radicalisation des revendications identitaires de la minorité lapone (sâmes), dans le nord du pays.

⁶⁷⁵ Le Comité d'information du mouvement ouvrier contre l'adhésion à la CEE (*Arbeiderbevegelsens Informasjonskomité mot norsk medlemskap i EF*), connu sous le nom d'AIK.

L'alliance électorale, forte d'un important succès aux élections de 1973, deviendra le Parti socialiste de gauche (*socialistisk Venstrepartiet, SV*) en 1975. La question européenne devait être appelée à rester tel un cadavre dans le placard de la politique norvégienne et, afin d'éviter toute nouvelle scission au profit de la gauche, les dirigeants sociaux-démocrates ont dû entériner et tolérer le principe d'un clivage interne latent à ce sujet. D'un point de vue organisationnel, cela devait même signifier la reconnaissance stable d'un groupe d'opposition plus ou moins formalisé au sein du parti⁶⁷⁶, phénomène inédit et que le SAP Suédois allait aussi affronter dans les années 1990. Nous reviendrons sur ce problème à la fin du chapitre. Toujours vivace, ce clivage européen est donc un de ceux qui ne s'alignent pas docilement sur l'axe traditionnel droite-gauche, entre "bourgeois" et sociaux-démocrates mais au contraire exacerbent les tensions anciennes entre centre et périphérie, villes et campagnes, contre-culture nationaliste du centre-ouest (ou périphérie économique du nord) et pôles urbains plus manifestement tournés vers l'Europe. Si l'on ne devait citer qu'un facteur de division des partis sociaux-démocrates scandinaves, comme de l'ensemble des citoyens du reste - au cours du dernier demi-siècle - ce serait sans nul doute la question européenne dont le potentiel déstabilisateur s'est révélé étonnant. A travers cette dernière, il faut pourtant voir plus loin que la simple adhésion au marché commun puis au traité de Maastricht car cette Europe - le "continent" tel qu'on l'appelle dans la péninsule scandinave - draine un certain nombre de représentations territoriales, politiques, économiques, sociales et culturelles propres à exciter les passions populaires. Dans une version culturaliste radicale, c'est l'Europe catholique, conservatrice et socialement moins avancée que l'on vilipende. Pourtant, les Norvégiens semblent s'être habitués à l'idée d'une appartenance à l'OTAN, en dépit des polémiques initiales sur l'adhésion du seul pays possédant une frontière commune avec l'URSS en pleine guerre froide puis sur la question du stationnement de missiles sur le sol norvégien. Un auteur a suggéré que ce n'était peut-être pas l'Europe, réelle ou fantasmée, qui faisait problème mais la vieille structure des clivages politiques qui n'était guère préparée à subir un choc extérieur de ce type⁶⁷⁷.

Le dernier élément majeur qu'il convient de signaler, bien qu'il n'ait pas le même type de conséquence à l'échelle partisane, c'est bien sûr la transformation drastique de l'économie norvégienne avec l'exploitation du pétrole et du gaz en Mer du Nord, depuis le milieu des

⁶⁷⁶ Le groupe devient vraiment formalisé lors de la nouvelle campagne précédant la ratification du traité de Maastricht. Il était toutefois tenu de se dissoudre après le référendum de 1994. En acceptant cette opposition, le premier ministre Gro Harlem Brundtland réussit à immuniser les élections législatives de 1993 contre la "contagion européenne". F. Sejersted, *art. cit.*, p. 12.

⁶⁷⁷ *Ibid.*

années 1970. Les conséquences politiques et économiques de cette révolution ne sont pas de celles que l'on estime facilement et nous nous garderons d'entrer dans trop de spéculations inutiles. Après tout, que la manne pétrolière ait eu un effet sur l'enrichissement global du pays est indiscutable, mais cela ne s'est pas traduit par une distribution égale des bénéfices, bien au contraire. On peut donc penser que des questions traditionnelles associées au mandat social-démocrate comme la lutte contre la précarité ou pour une plus grande égalité salariale restent encore d'actualité, surtout lorsqu'il s'agit de l'utilisation des dividendes énergétiques. Cette nouvelle donne économique a coïncidé avec l'avènement d'un trouble-fête politique, le Parti du progrès (*Fremskrittspartiet, Fp*), sur une base initialement populiste. Ce parti a non seulement réussi à surmonter son instabilité première, mais a bâti un succès parlementaire considérable, notamment depuis la fin des années 1980, jusqu'à devenir la première force de droite libérale du pays (et parfois à dépasser le DNA dans les sondages). Son succès est sans aucun doute complexe et très marqué par l'opportunisme mais il ne fait pas de doute que ce parti a capitalisé sur un programme de départ qui critiquait la fiscalité. Ces trois dimensions seront plus détaillées en fin de chapitre.

Tous ces éléments, et particulièrement les clivages en politique extérieure, représentent autant de problèmes pour l'unité du DNA tandis que le SAP suédois a partiellement pu neutraliser ces questions ou bien en repousser l'échéance⁶⁷⁸. Les divisions et scissions de la social-démocratie norvégienne dans ce contexte expliquent pour partie son affaiblissement en termes électoraux même s'il ne peut être réduit à ces seules causes. Notre objectif n'est pas d'arriver à une explication plus fine du déclin électoral mais cette fragmentation un peu plus importante de la scène partisane norvégienne, à l'instar du Danemark, est une donnée qu'il convient de rappeler lorsque l'on compare avec la Suède⁶⁷⁹.

5.3 Le parti dominant et son organisation

Il n'est pas ici question d'envisager une quelconque réplique en miniature de toute la réflexion que cette thèse propose sur le cas suédois, bien que les éléments communs méritent d'être remarqués. Pas plus qu'on ne détaillera un demi-siècle d'histoire politique norvégienne.

⁶⁷⁸ Neutraliser est le mot approprié puisque c'est souvent au nom d'une neutralité parfois instrumentalisée que la Suède a repoussé pendant longtemps les décisions cruciales tenant à l'intégration européenne ou à l'OTAN.

⁶⁷⁹ Suède et Norvège ont le même nombre de partis parlementaires mais le succès du Parti du progrès norvégien (Frp) est devenu bien plus considérable que celui des verts en Suède.

L'objectif reste impressionniste, étant donnée l'ampleur du sujet et la relative paucité des sources. Avant de s'interroger sur les divergences potentielles avec la trajectoire suédoise et leur interprétation, on voudrait souligner certaines similitudes dans le processus que l'on a qualifié "d'institutionnalisation" ainsi que dans ses contradictions.

5.3.1 *Le contexte politique de 1945 à 1965 : un aperçu*

Après avoir eu beaucoup plus de difficultés que le SAP suédois à accéder aux fonctions exécutives et à bâtir une crédibilité, le DNA bénéficie d'une conjoncture plus "favorable" et d'un succès plus entier que son homologue dès 1945. La période 1945-1965 est marquée par une grande stabilité politique alors que le parti dispose d'une majorité absolue au *Storting* jusqu'en 1961 et gouverne seul jusqu'en 1965 à l'exception d'un bref intermède en 1963. Il y a très peu de changement au niveau du leadership du parti et de LO, Einar Gerhardsen étant la figure paternelle incontestée, à tel point qu'il peut se permettre de se mettre en congé du gouvernement entre 1951 et 1955 puis de revenir sans être contesté. Ce sont des temps de forte centralisation du pouvoir au service de l'interventionnisme public, de la planification et de la reconstruction du pays. Les recettes publiques en proportion du revenu national disponible passent d'une moyenne de 20 % vers 1930 à 36,7 % entre 1946 et 1955, signalant ainsi l'offensive manifeste de l'État⁶⁸⁰. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que l'on assiste à des changements et restructurations importants au sein de l'administration publique, d'autant plus que le pays a été occupé et dirigé par un gouvernement fantoche inféodé à Hitler pendant la guerre. Ceci constitue évidemment une différence notable par rapport à la Suède et altère considérablement les conditions de la reconstruction politique du pays⁶⁸¹. La croissance économique n'est pas plus exceptionnelle que dans d'autres pays d'Europe mais les dépenses sociales et la grande stabilité des relations entre partenaires sociaux favorisent certainement un climat de confiance plus épanoui.

Cette "belle mécanique" hégémonique se détraque au tournant des années 1960, avec une première scission du parti, déjà mentionnée, suite aux désaccords en matière de politique étrangère et de défense. Vient ensuite la crise politique de 1963 qui aboutit à une motion de

⁶⁸⁰ G. Lundestad, "Hovedtendenser i norsk politik 1945-1965", p.455-520 dans T. Bergh, H. Ø. Pharo (Ed.), *Vekst og Velstand. Norsk politisk historie 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989, p. 462.

⁶⁸¹ Il y a eu un grand nombre de travaux sur ces aspects de l'après-guerre et de l'activité publique et nous ne mentionnerons que quelques titres importants. Sur la planification social-démocrate, la référence est Trond Nordby (Ed.), *op. cit.*

censure et à la première alternance de l'après-guerre. L'arrière-plan de cette crise est à chercher dans l'accident dit de "Kings bay", en 1962, qui cause la mort de 22 employés dans une mine de l'État au Spitzberg (*Svalbard*) ; ce n'est pas la première explosion de ce genre mais un rapport établit bientôt les négligences en matière de sécurité alors même que le parlement avait plusieurs fois enjoint le gouvernement de prendre les mesures nécessaires. C'est l'occasion pour l'opposition de fustiger les méthodes du secteur nationalisé, le manque de transparence des ministères responsables tout en espérant convertir le mini-scandale en une occasion de changement politique. La droite et le centre bénéficient pour cela de l'appoint exceptionnel (et strictement passif) du nouveau parti socialiste populaire⁶⁸². Pourtant, la formation d'une coalition alternative n'a rien de spontané et des animosités du même genre qu'en Suède divisent les partis du centre (*Senter* et *Venstre*) et les conservateurs. Il n'y a ni enthousiasme, ni accord sur le choix du Premier Ministre, pas plus que sur les ambitions de long terme d'une telle coalition. Le seul véritable point de convergence est dans l'opposition au DNA et peut-être dans la volonté de restaurer un ordre politique plus favorable au parlement. Ironiquement, on peut aussi rappeler que le refus gaullien d'un élargissement de la CEE, en janvier 1963⁶⁸³, facilite la constitution d'une telle coalition qui aurait été inévitablement hypothéquée par le débat européen. La Norvège connaît donc la première coalition bourgeoise de son histoire et le conservateur John Lyng en prend la tête. Mais l'expérience ne dure qu'un mois et Gerhardsen reprend ses fonctions après cet "intermède". C'est toutefois le point de départ d'une nouvelle dynamique de rassemblement plus manifeste de l'opposition, qui préfigure son retour aux affaires de 1965 à 1971.

5.3.2 *Oligarchie et registres du changement organisationnel*

En 1939, un futur Premier Ministre avait ainsi décrit le rôle de l'organisation partisane dans la tradition socialiste ou social-démocrate :

"Ce sont les masses elles-mêmes qui sont les plus grandes sources de force dans un véritable gouvernement populaire. Une politique démocratique doit ménager un espace pour leur activité et leur influence. C'est pour cette raison que nous devons continuer à développer l'organisation du parti de façon à pouvoir garantir qu'il reste

⁶⁸² T. Grønlie, dans T. Bergh, *Vekst og Velstand. Norsk politisk historie 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989, p. 161-163.

⁶⁸³ O. Røvdde, "Borgarleg samling" dans *ibid.*, p. 440.

toujours une expression sincère du peuple ouvrier dans notre pays. C'est le seul fondement stable de l'existence d'un parti socialiste"⁶⁸⁴

Cependant, comme nous l'avons souligné à la fin du deuxième chapitre, les principales thèses qui ont été exposées en Norvège à ce sujet tendent à conclure que l'exercice du pouvoir n'a pas constitué un renforcement de l'organisation partisane mais, au contraire, une entreprise de démolition et de détournement idéologique graduels des fondements du mouvement ouvrier⁶⁸⁵. Il semble que ce constat ait pour point de départ l'image d'un parti de masses, assez largement fondé sur le soutien et la mobilisation d'une clientèle prolétaire (ouvrière, paysanne) majoritaire et portant un programme ambitieux de socialisation de l'économie. Nous l'avons dit, cette conception du parti comme une organisation intégrée, le parti-société, néglige vraisemblablement les formes de domination asymétrique et les tendances oligarchiques qui existaient déjà bien avant l'arrivée au pouvoir ainsi que le gouffre entre programme révolutionnaire et pratique parlementaire dans les années 1920. Que ces tendances se soient renforcées dans ce nouveau contexte semble être hors de doute ; mais que doit ce phénomène à d'autres facteurs tels que les évolution de stratification sociale, à l'amélioration des conditions de travail et de la sécurité des individus, qui résultent largement des politiques promues par la social-démocratie ? En d'autres termes, observer le changement du parti par la seule lunette de l'oligarchie reviendrait un peu à comparer les régimes parlementaires modernes à une forme idéalisée de démocratie participative. Quoi qu'il en soit, les tendances oligarchiques et la dislocation graduelle de l'appareil d'intégration sociale du parti, de sa "subculture" solidaire, ne peuvent uniquement être attribuées à l'occupation des postes exécutifs. Ulf Torgesen a ainsi montré qu'il est nécessaire de distinguer entre deux types d'exigences auxquelles les partis sont soumis, les exigences *situationnelles* et les exigences *d'adaptation*, selon deux dimensions temporelles différentes : les premières concernent la structure et les réponses de l'organisation à un moment et dans un contexte donnés tandis que les secondes sont en rapport avec un processus évolutif de long terme. Dans le second cas, il faut prendre en compte le fait qu'un grand nombre d'autres paramètres ont probablement été

⁶⁸⁴ T. Bratteli, "partiorganisasjonens rolle", *Det 20de århundrade* n° 6, 1939, p. 169-171, cité dans T. Hjellum, *op. cit.*, 1990, p. 128. "Det er folkmassene sjøl som er den dypeste kraftskilde i et virkelig folkestyre. En demokratisk politikk må gi plass for deres aktivitet og innflytelse. Derfor må vi fortsatt bygge partiets organisasjon ut sånn at vi gjennom dens arbeid kan sikre at partiet alltid er et sant uttrykk for arbeidsfolket i landet vårt. Det er det eneste trygge livsgrunnlaget et sosialistisk parti kan ha".

⁶⁸⁵ J-A Seip, *op. cit.* ; V. Keul, K. Kjestadli (Ed.), *DNA - Fra folkebevegelse til statsstøtte*, Oslo, Pax Forlag, 1973 ; T. Hjellum, *op. cit.*, 1992.

modifiés dans l'environnement du parti⁶⁸⁶. L'analyse des transformations doit évidemment prendre en compte ces paramètres. Or, un défaut majeur de la thèse oligarchique, en cela toujours influencée par l'idée d'une loi d'airain atemporelle, consiste à mélanger insidieusement les deux référentiels, suggérant presque que l'on puisse considérer le parti et ses évolutions "toutes choses restant égales par ailleurs". Ce problème s'ajoute à celui que nous avons déjà signalé auparavant, à savoir le fait que l'on juge les tendances oligarchiques à l'aune d'un modèle relativement idéalisé et trompeur de la démocratie au sein des partis ouvriers : pour Roberto Michels, s'il était intéressant de faire le constat de l'oligarchie au sein des partis conservateurs, cela a encore plus d'intérêt dans les partis qu'il qualifie de "révolutionnaire" (lire socialistes) et qui font autant de cas d'une idéologie égalitaire et anti-hiérarchique⁶⁸⁷. Or, il s'agit ici d'une vision très discutable de la nature des dits partis, surtout si le terme "révolutionnaire" amène à considérer le parti communiste de type léniniste et sa doctrine ultra-centralisatrice de l'organisation politique⁶⁸⁸.

Dans une perspective proche mais sans doute un peu plus neutre ou mesurée dans son jugement critique, on a considéré que le DNA norvégien est devenu un "parti du public" (au sens de secteur public), assumant le double caractère de mouvement de masses et de réformateur principal de l'Etat norvégien. En cela, le parti aurait d'abord établi un lien historique entre pouvoir d'Etat et classes prolétaires⁶⁸⁹. Mais en exerçant ce rôle de médiateur, le DNA se serait graduellement fondu dans le système du corporatisme qu'il a considérablement aidé à développer, fondé sur l'institutionnalisation de la consultation et de la négociation entre la puissance publique et les grands intérêts organisés. Dans la continuité des thèses de Jens Arup Seip, le mouvement ouvrier (parti et syndicat) a effectivement eu accès à un grand nombre de postes bureaucratiques ou semi-bureaucratiques, à travers les multiples instances corporatistes que l'on pourrait appeler "paritaires" pour leur donner un sens français. En 1967, période faste de la politique industrielle, il n'y avait pas moins de 420 organes de ce type rattachés à l'administration centrale et LO était représenté dans environ 175 d'entre eux. Cette importante surface de contact avec l'appareil d'Etat est une cause majeure, selon certains

⁶⁸⁶ U. Torgersen, *op. cit.*, 1969, p. 10.

⁶⁸⁷ Cité dans H. Skjeie, *op. cit.*, p. 21.

⁶⁸⁸ Sur l'organisation du parti bolchevique, voir Philip Selznick, *The Organizational Weapon. A Study of Bolshevik Strategy and Tactics*, New York, McGraw-Hill, 1952.

⁶⁸⁹ V. Keul, K. Kjestadli, "DNA - fra folkelig bevegelse til herskeapparat", p. 95-124, dans V. Keul, K. Kjestadli (Ed.), *DNA - Fra folkebevegelse til statsstøtte*, Oslo, Pax Forlag, 1973, p. 98.

auteurs, de la bureaucratisation croissante dès l'après-guerre. Nous reviendrons en détail sur ces problèmes dans le chapitre huit⁶⁹⁰.

Une dernière approche, encore plus nuancée, se démarque plus nettement de l'oligarchie comme conséquence de l'exercice du pouvoir. Elle s'attache en effet à rendre compte de l'institutionnalisation du DNA en tant que parti de gouvernement, notamment à travers l'émergence d'une théorie et d'une pratique du pouvoir qui entrent parfois en résonance avec les règles ou normes traditionnelles d'organisation du parti lui-même. En premier lieu, l'organisation du parti politique n'est pas hiérarchique, en principe, dans la mesure où la "délégation" d'autorité représentative s'opère du collectif (congrès, unités locales) vers les instances centrales⁶⁹¹. Ces instances disposent bien de pouvoirs de décision mais ceux-ci restent limités et ne sont pas censés contraindre le reste de l'organisation sans passer, d'abord, par le congrès. Ceci se révèle particulièrement bien dans la difficulté que la direction rencontre pour imposer des sanctions disciplinaires ou d'exclusion à des membres individuels ou des unités de base. En cela, il ne faut pas perdre de vue qu'un parti politique repose essentiellement sur la manifestation dans le temps de loyautés et d'allégeances volontaires, certes plus ou moins passives, mais néanmoins différentes de celles qui s'expriment dans le cadre de la démocratie représentative⁶⁹². Il existe évidemment d'autres formes d'autorité des chefs, dérivées, informelles et renforcées par le temps et par l'occupation des positions de direction. C'est cette forme de délégation, dans un système apparemment ouvert (c'est-à-dire compétitif), qui a amené bien des sociologues à comparer la relation entre représentants et électeurs avec la relation entre dirigeants et membres d'un parti, pour finalement souligner les tendances oligarchiques : en d'autres termes, les serviteurs du peuple ou du parti deviennent leurs gouverneurs, en vertu d'une spécialisation et d'une professionnalisation qui transforment bien souvent leurs mandats en règne constant. La majorité perd le contrôle de la minorité⁶⁹³. Pourtant, il y a bien d'autres façons de reconstituer l'image du parti, par exemple comme une succession de sphères d'activité collective vis-à-vis desquelles la fonction et le devoir des dirigeants ressembleraient un peu à ceux d'un chef d'orchestre, c'est-à-dire une représentation⁶⁹⁴ au sens double du terme et sur différentes variations du thème de l'action et de l'identité collective : représentation de la cohésion, de l'unité mais aussi jeu de composition

⁶⁹⁰ *Ibid.*, p. 112.

⁶⁹¹ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 20.

⁶⁹² Dans les régimes représentatifs, il n'y pas d'adhésion volontaire des citoyens. L'allégeance est considérée comme un donné en échange de droits politiques.

⁶⁹³ *Ibid.*

entre les différentes tendances au sein d'un même véhicule idéologique, représentation de la légitimité à gouverner, orchestration du débat comme dans l'enceinte tout à fait symbolique du congrès. Le leadership a effectivement un certain nombre de devoirs et d'engagements, un peu à la manière du chef de tribu présenté par Pierre Clastres dans son ouvrage classique d'anthropologie politique, *La société contre l'état* ; dans l'interprétation de Clastres, l'autorité et la légitimité du chef dépendent effectivement de sa capacité à représenter, c'est-à-dire à conférer du sens au collectif jusque dans la confection et la transmission de récits, voire dans le rôle d'amuseur public. C'est en vertu de ce principe qu'il est investi d'un certain pouvoir de décision et jouit de privilèges particuliers⁶⁹⁵. La comparaison peut sembler un peu lointaine mais elle n'est pas sans pertinence. Dans le cas du parti, ceci nous ramène aussi quelque peu vers l'idée de stratarchie proposée par Samuel Eldersveld et qui avait été évoquée dans le premier chapitre. Rappelons-le, Eldersveld s'intéresse à plusieurs images concurrentes de l'organisation partisane mais ce qui prédomine, c'est la notion de coalitions multiples d'individus et ce qui peut les tenir ensemble dans une organisation tout en produisant une sorte de fiction unitaire⁶⁹⁶. Il n'est du reste pas surprenant que l'auteur se soit inspiré des acquis de la sociologie des organisations de son époque, en particulier les travaux d'Herbert Simon sur la firme. Bien sûr, "stratarchie" implique aussi une forme de leadership ou de direction à chaque niveau, une prolifération du groupe dominant et une "diffusion des prérogatives et de l'exercice du pouvoir", selon les propres termes d'Eldersveld :

"Le parti doit s'adapter à de grandes variations des milieux locaux, en fonction de leurs opinions, de leurs traditions et de leur structure sociale ; et cela encourage la reconnaissance et l'acceptation des *leaderships* et pouvoirs locaux ainsi que de leurs stratégies"⁶⁹⁷.

En ce sens, il faut reconnaître que les arènes centrales du parti fonctionnent aussi comme une sorte de super "milieu local", de par la proximité de tous les "exécutifs" (parti et district de la capitale, gouvernement, groupe parlementaire). La localisation dans la capitale - les membres du cabinet et du parlement devant parfois observer des contraintes de résidence - les routines de l'organisation centrale et ces réseaux multiples concentrant un pouvoir important façonnent inévitablement un contexte particulier et surplombant. Face à cette concentration,

⁶⁹⁴ Que nous préférons au vocable plus constructiviste de "mise en scène".

⁶⁹⁵ P. Clastres, *La Société contre l'état*, Paris, Minuit, 1974, chapitre sept.

⁶⁹⁶ S. J. Eldersveld, *op. cit.*, 1964, p. 4-7.

⁶⁹⁷ *Ibid.*, p. 9. "The party must cope with widely varying local milieus of opinion, tradition, and social structure, and this encourages the recognition and acceptance of local leadership, local strategy, local power".

mais aussi du fait de l'inévitable distanciation dans laquelle se construit le pouvoir, il n'est pas étonnant que l'on cède facilement à des raccourcis associant cette nébuleuse à des visions en termes de "haut et bas", de complot des élites et d'oligarchie. Bien sûr, nous n'excluons pas le phénomène oligarchique dans son entièreté, loin de là, et les contextes nationaux fournissent une multitude de variations sur ce même thème. Mais cette notion n'épuise pas la réalité partisane, elle tend à l'obscurcir, et il devient difficile de formuler une alternative pour comprendre ce qui n'est pas de son ressort dans la structure des organisations, surtout dans le cas de partis de gouvernement très stables.

Pour développer cette troisième approche, nous nous sommes ici librement inspirés des thèses de Hege Skjeie⁶⁹⁸, comme base de réflexion, après les avoir sommairement présentées au cours du chapitre précédent ; nous allons maintenant revenir plus en détail sur cette perspective de recherche qu'elle a appliquée au cas norvégien.

5.3.3 Retour sur la culture de gouvernement

(a) Le phénomène minoritaire-majoritaire en Norvège

Si les thèses oligarchiques doivent être sévèrement nuancées en tant qu'approches systématiques du changement partisan, que nous reste-t-il pour appréhender le rôle de l'Etat, du gouvernement et du pouvoir en tant que vecteurs de ces changements ? Hege Skjeie ambitionne de "montrer comment une insistance monotone sur le présupposé d'une direction politique autonome et manipulatrice hypothèque la compréhension du sens concret des ordres normatifs"⁶⁹⁹. En termes moins abstraits, la thèse de la classe politique oligarchique, bien

⁶⁹⁸ Elle aussi s'inspirant d'autres auteurs tels que N. Brunsson, *op. cit.*, 2002 ; D. Held, *Models of Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1987 et des travaux divers de J. P. Olsen. Nous agréons ici nos propres réflexions à son schéma général, après avoir discuté avec elle des problèmes de la comparaison Suède-Norvège. Nous allons suivre son raisonnement de très près dans les développements qui suivent, tant il est vrai qu'ils sont heureusement complémentaires de nos propres recherches sur le cas suédois ; Skjeie est ainsi la seule à avoir effectué un travail d'analyse assez similaire des protocoles des instances dirigeantes du parti social-démocrate norvégien. Elle a même bénéficié d'un passe-droit pour consulter les documents plus récents et théoriquement non-accessibles au public.

⁶⁹⁹ Sous-entendu, qui sous-tendent l'organisation des partis (H. Skjeie, *op. cit.*, p. 27). "å vise hvordan et monotont insisterende premiss om autonome og manipulerende politiske lederskap ødelegger for forståelsen av normative ordeners konkrete betydning".

qu'elle ne soit pas sans aucun fondement, tend à limiter notre connaissance de la complexité partisane en la réduisant à une logique unique.

En premier lieu, ce qui rapproche les expériences contemporaines suédoise et norvégienne, c'est cette spécificité des gouvernements minoritaires sociaux-démocrates que l'on a pu voir comme des "majorités déguisées"⁷⁰⁰. Après la période faste de l'ère Gerhardsen, les années 1960 inaugurent un nouveau schéma d'instabilité parlementaire et les premières expériences d'alternance de l'après-guerre. Plus intéressant, si la gauche conserve une majorité au Storting sous les gouvernements sociaux-démocrates de Tryggve Bratteli et Oddvar Nordli, dans les années 1970, ce n'est plus le cas pour les cabinets de Mme Gro Harlem Brundtland (voir tableau 5.1 ci-dessous). En ce sens, il s'agit donc de véritables gouvernements minoritaires. Plus encore que le SAP, le DNA norvégien peut se prévaloir d'une expérience de gouvernement jusqu'ici complètement libre de coalition⁷⁰¹. Comme en Suède, cette absence de partage formel des fonctions exécutives que le parti occupe très fréquemment, après les avoir vraiment monopolisées, facilite sans nul doute la formation d'une identité spécifique de parti de gouvernement. Certes, les partis bourgeois, en particulier la droite, les chrétiens populaires et le centre ont acquis une expérience de ces responsabilités plus importante que leurs homologues suédois, tandis que les alternances se sont multipliées au début des années 1980 et depuis la fin des années 1990. Ceci s'est accompagné d'un affaiblissement certain du parti social-démocrate sur la scène politique norvégienne et nous avons déjà décrit une partie du contexte plus général de ce déclin relatif.

⁷⁰⁰Voir le chapitre trois.

⁷⁰¹ Si l'on excepte la coalition rouge-verte fondatrice, mais de courte durée, dans les années 1930. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une coalition parlementaire sans participation. Peu de partis peuvent se prévaloir d'avoir autant gouverné sans coalition, même si les nombreuses expériences minoritaires et la tradition parlementaire requièrent des accords informels au sein du *Storting*.

Tableau 5.1 *Formation, composition et force des gouvernements norvégiens, 1945-2001*

cabinet	durée	parti(s)	mandats	% des sièges
Gerhardsen II	1945-1949	DNA	76	50,6
Gerhardsen III	1949-1951	DNA	85	56,6
Torp I	1951-1953	DNA	85	56,6
Torp II	1953-1955	DNA	77	51,3
Gerharsen IV	1955-1957	DNA	77	51,3
Gerhardsen V	1957-1961	DNA	78	52
Gerhardsen VI	1961-1963	DNA	74	49,3
Lyng	28 août-21 sept. 1963	H	29	49,3
		Sp	16	
		V	14	
		KrF	15	
Gerhardsen VII	1963-1965	DNA	74	49,3
Borten I	1965-1969	SP	18	53,3
		H	31	
		V	18	
		KrF	13	
Borten II	1969-1971	SP	20	50,6
		H	29	
		V	13	
		KrF	14	
Bratteli I	1971-72	DNA	74	49,3
Korvald	1972-73	KrF	14	26,0
		Sp	20	
		V	5	
Bratteli II	1973-1976	DNA	62	40,0
Nordli I	1975-1977	DNA	62	40,0
Nordli II	1977-1981	DNA	76	49,0
Brundtland I	1981	DNA	76	49,0
Willoch I	1981-1983	H	53	34,2
Willoch II	1983-1985	H	53	51,0
		KrF	15	
		Sp	11	
Willoch III	1985-1986	H	50	49,7
		KrF	16	
		Sp	12	
Brundtland II	1986-1989	DNA	71	45,2
Syse	1989-1990	H	37	37,6
		KrF	14	
		Sp	11	
Brundtland III	1990-1993	DNA	63	38,2
Brundtlandt IV	1993-1996	DNA	67	40,6
Jagland	1996-1997	DNA	67	40,6
Bondevik	1997-2000	KrF	25	25,4
		Sp	11	
		V	6	
Stoltenberg	2000-2001	DNA	65	39,3
Bondevik	2001-	KrF	22	26,6
		H	38	
		V	2	

DNA (*Det Norske Arbeiderparti* / parti ouvrier norvégien) ; H (*Høyre* / droite) ; KrF (*Kristelig Folkeparti* / parti chrétien-populaire) ; Sp (*Senterparti* / parti du centre), V (*Venstre* / parti libéral) [liste non exhaustive des partis parlementaires]

Sources : H. Skjeie, *op. cit.*, p. 33 ; H. M. Narud et K. Strøm, "Norway", p. 158-191 dans K. Strøm et W. C. Müller (Ed.), *Coalition Government in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 162, 171 ; www.stortinget.no

Malgré ces difficultés et la remise en cause d'une certaine hégémonie, il faut constater que l'idée de gouverner en coalition avec d'autres partis n'a eu qu'un succès assez modeste chez les sociaux-démocrates, du moins jusque très récemment. A l'orée des années 1970, la justification officielle vis-à-vis des partis du centre et de droite était essentiellement de nature idéologique, le DNA évoquant toujours un objectif de "société socialiste" qu'il fallait déjà interpréter dans un sens assez large et dilué⁷⁰². Comme en Suède, les sociaux-démocrates semblent manifester une sorte de méfiance viscérale, mêlée d'une certaine dose de rancœur, à l'égard des autres partis de gauche qui sont largement issus de scissions du mouvement ouvrier lui-même ; à cela s'ajoute le fait que ces partis sont à plusieurs reprises des pivots du jeu électoral et contribuent à la perte de la majorité absolue, en 1961, puis à la formation des premiers gouvernement bourgeois d'après-guerre en 1963 et 1965⁷⁰³. En 1969, le parti passe à côté de la majorité absolue pour quelques centaines de voix et se trouve contraint de poursuivre quelque temps sa longue "traversée du désert", bien que l'on puisse parler de victoire électorale. Ceci rappelle, à l'instar des élections suédoises de 1976, que les alternances peuvent se jouer sur une marge minimale et qui appelle à nuancer la notion de défaite électorale. Bien entendu, la question de la coopération avec d'autres partis n'est pas sans avoir été discutée à cette époque mais il est intéressant de constater que le rejet dans l'opposition n'entame pas la volonté de gouverner seul. Assez rapidement, le parti s'est aussi montré prêt à faire des compromis avec une idée traditionnelle du pouvoir fondé sur une majorité parlementaire incontestable. Notamment dès lors que l'alternative est la perte des fonctions exécutives, comme cela se produit à deux reprises dès le début des années 1960. Trygve Bratteli a donc la lourde tâche d'hériter des fonctions de leader d'un parti retranché dans l'opposition et sur lequel continue longtemps de planer l'ombre paternaliste du chef historique, Einar Gerhardsen. Celui-ci joue en effet un rôle non-négligeable dans les coulisses du pouvoir et il aurait aussi bien vu quelqu'un d'autre que Bratteli à sa place. A cette époque, la doctrine en matière de coopération avec la gauche est énoncée assez clairement :

⁷⁰² H. Skjeie, *op. cit.*, p. 35. L'auteur précise que le DNA aurait pu contrevenir à cette doctrine lorsqu'il échoua à quelques courtes encablures de la majorité absolue en 1969 et aurait pu proposer une coopération avec le parti socialiste (SF). Mais celui-ci n'avait justement pas réussi à se maintenir au parlement.

⁷⁰³ *Ibid.*, p. 34.

"Il n'y a de fondement ni pratique ni de principe pour une coopération organisée avec le SF [gauche socialiste] ou le NKP [communistes]. Notre objectif de long terme doit être de reconquérir le plus possible des 120 000 électeurs qui ont soutenu le SF"⁷⁰⁴.

Eu égard à cette forte volonté de gouverner, il peut sembler surprenant que le premier cabinet Bratteli mette sa responsabilité en jeu dès 1972, lors du référendum sur les Communautés européennes, et démissionne à l'annonce du résultat en refusant de former un nouveau gouvernement. Le Premier Ministre n'était guère favorable à cette abdication et elle ne peut se comprendre que si l'on fait état des divisions très profondes associées à la question européenne. D'une part, la seule chance pour la direction du parti de faire prévaloir ses vues, y compris au sein même de son organisation, est de mettre la survie du gouvernement dans la balance. C'est aussi une manière de reconnaître la légitimité démocratique du choix des citoyens, dont un certain nombre de partisans sociaux-démocrates, en se retirant dans le cas d'une majorité négative.

A partir de 1973, on peut reconnaître les caractéristiques familières du gouvernement minoritaire que nous avons identifiées en Suède, dans le cadre d'un système proportionnel très similaire : abstention de coalitions formelles, y compris avec les autres partis de gauche, mais négociation d'alliances parlementaires *ad hoc*. Cette fois, les conflits au sujet de la stratégie à adopter se révèlent plus manifestes et conduisent à une petite révolution au sein du DNA. En 1975, le leadership est en effet partagé entre un nouveau chef du parti, Reiulf Steen et un Premier Ministre distinct, Oddvar Nordli ; on peut même parler d'un triumvirat si l'on considère que Bratteli devient le leader du groupe parlementaire. Ce fractionnement des rôles ne sera que temporaire et l'unité traditionnelle de la direction sera rétablie dans les années 1980 avec Brundtland ; c'est toutefois un nouvel écart important par rapport à la pratique habituelle du parti de gouvernement ainsi qu'une manifestation de plus des divisions internes. Ces faiblesses n'entraînent pourtant pas d'*aggiornamento* en matière de stratégie électorale et parlementaire. Si les partis de droite parviennent plus souvent aux fonctions exécutives, il faut cependant noter qu'ils sont confrontés à un dilemme similaire à celui du DNA, du moins à partir des années 1980 ; à la difficulté de former des coalitions stables, s'ajoute le problème de la dépendance vis-à-vis d'un nouveau parti-pivot, le très populiste Parti du progrès. Fondé en

⁷⁰⁴ DNA, *Comité Directeur*, 1965, cité dans J. Nyhamar, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 6 : Nye utfordringer (1965-1990)*, Oslo, Tiden Norsk Forlag, 1990, p. 33. "Hverken praktisk eller prinsipielt foreligger det et grunnlag for organisatorisk samarbeid med SF eller NKP. Vårt langsiktige mål må være å vinne flest mulig av de 120 000 velgere som gikk til SF (...)".

1973, à l'initiative du trouble-fête Anders Lange, ce parti a connu un succès immédiat sur la base d'un programme anti-fiscal, d'une critique populiste des élites et de la personnalité pour le moins atypique de son fondateur. Après bien des vicissitudes, des querelles de chefs incessantes et la mort de son leader, le Fp parvient à se reconstruire autour du leadership de Carl Ivar Hagen⁷⁰⁵, tout en cultivant une image moins sulfureuse. Le parti du progrès n'en reste pas moins un voisin dérangeant pour la droite, mais aussi un soutien de plus en plus inévitable pour des gouvernements de coalition. Nous avons dit que les tendances les plus récentes suggèrent même un renversement historique des hiérarchies politiques par lequel le Fp serait devenu le premier parti de droite.

Les années 1980 consacrent donc une nouvelle ère d'alternances entre minorités social-démocrates et coalitions de centre-droit sans pour autant que le climat traditionnel de coopération informelle entre les partis ne disparaisse. Malgré cette transformation qui semble se poursuivre dans la deuxième moitié des années 1990, l'acharnement social-démocrate à "gouverner seul" ou ne pas gouverner ne peut manquer de nous interpeller. A ce phénomène, on peut trouver trois raisons principales : d'une part, l'influence continue des doctrines unitaires au sein du parti ainsi que la prétention à l'hégémonie à gauche et dans le mouvement ouvrier ; d'autre part, l'héritage majoritaire des gouvernements d'après-guerre et de la pratique solitaire du pouvoir exécutif ; enfin, la persistance de clivages profonds et renouvelés, les divisions au sujet de l'Europe en étant la meilleure illustration. Ceux des acteurs qui ont pu souhaiter une stratégie plus ouverte se sont finalement résignés (parfois contraints) à accepter la logique du parlementarisme minoritaire entrecoupé d'alternances plus fréquentes. Dans ses mémoires, l'ex-Premier Ministre Brundtland ne pouvait pas exprimer avec plus de clarté la force de cette norme :

"Car le Parti ouvrier n'avait de majorité ni sous Gerhardsen, ni sous Bratteli, après 1961. Et beaucoup oublient qu'il était important pour eux de ne pas être dépendant du Parti socialiste populaire, plus tard Parti socialiste de gauche. Même si, avec eux, le Parti ouvrier disposait d'une majorité, il y avait des domaines dans lesquels on ne voulait pas être contraint de définir des solutions sur la base de cette majorité. Le principe du Parti ouvrier comme acteur central, parti de gouvernement et centre de gravité, mais capable de gouverner avec des majorités flexibles, a donc une longue tradition"⁷⁰⁶.

⁷⁰⁵ Lequel est toujours à la tête du parti près d'un quart de siècle plus tard.

⁷⁰⁶ Gro Harlem Brundtlandt, 1998 ; cité dans H. Skjeie, *op. cit.*, p. 48. "For eller ikke under Gerhardsen og Brattelli var Arbeiderpartiet et flertallsparti etter 1961. Og mange glemmer at det var viktig for dem ikke å gjøre seg avhengig av Sosialistisk Folkeparti, senere Sosialistisk Venstreparti. Selv om Arbeiderpartiet hadde flertall sammen med dem, var det saker der man ikke ønsket at løsningene skulle utformes slik at man var tvunget til

Certes, avec le temps, les tensions se sont amenuisées entre les différents partis de gauche tandis qu'elles se radicalisaient à droite, en raison des nouveaux enjeux de l'alternance et des succès du Parti du progrès. Il n'y a pas de loi politique éternelle et l'on peut légitimement penser que ces doctrines finiront par s'épuiser, comme le suggèrent certaines évolutions récentes, à moins que ce ne soit le parti lui-même. Il ne nous importe pas ici de juger de leur pertinence stratégique ou de leur caractère rétrograde. L'érosion inquiétante du capital électoral au cours de ces dix dernières années, l'éloignement du pouvoir et la sclérose idéologique, la difficulté à produire une nouvelle dynamique de leadership sont préoccupants ; mais le facteur de changement le plus important pourrait être la concurrence de plus en plus menaçante du Parti du progrès, cette sorte d'antithèse "monstrueuse" de la tradition social-démocrate.

(b) Les réseaux du pouvoir

S'il devait y avoir une raison et une seule pour expliquer la continuité d'une culture de gouvernement dans l'organisation des partis sociaux-démocrates, ce serait le fait que les fonctionnaires et dirigeants de l'État en constituent l'armature : ils sont formés en contact avec les milieux exécutifs, continuent de peupler l'organisation et d'influencer ses décisions après leur "retraite" ou en période d'alternance et les nouvelles générations partagent ainsi cet héritage en côtoyant les plus anciennes. Finalement, un certain nombre d'acteurs cumulent plusieurs mandats importants à différents niveaux, capitalisant ainsi ressources et pouvoir de contrôle⁷⁰⁷. Entre 1971 et 1996, le nombre de ministres en charge (sans parler des anciens titulaires) représentés au comité directeur est entre trois et six, lorsque le parti gouverne⁷⁰⁸. En 1996, Thorbjørn Jagland se distingue en nommant ministres les quatre plus hauts dirigeants du parti. Or, il est concevable et normal que ce type de culture et d'expérience résiste dans une certaine mesure à l'épreuve des alternances, surtout quand elles sont si courtes. Quand bien même celles-ci deviendraient la norme, ce qui semble de plus en plus être le cas en Norvège, on ne se débarrasse pas d'un tel héritage en peu de temps et les sociaux-démocrates continuent de regarder vers le passé comme une source de légitimité politique de premier ordre. S'ils

bare å bygge på dette flertallet. Prinsippet om Arbeiderpartiet som hovedredaktør, regjeringsparti og tyngdepunkt, men med evne til å styre gjennom skiftende flertall, har derfor lang tradisjon".

⁷⁰⁷ Voir T. Hjellum, *op. cit.*, 1992, p. 48.

⁷⁰⁸ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 100.

refusent toujours de considérer leur force politique comme un "parti normal", du point de vue de l'organisation de masses, ceci vaut aussi dans le rapport à l'Etat et au gouvernement de la chose publique. Dans le cas du DNA, il n'est d'exemple plus frappant du rôle des anciens chefs que celui d'Einar Gerhardsen après 1965. Bien qu'il abandonne le leadership du parti, il reste membre du comité directeur jusqu'en 1969 et conserve une influence tout à fait primordiale dans les affaires du parti. Son avis est particulièrement important lorsqu'il s'agit de renouveler le personnel aux postes-clés et ses prises de position sont difficiles à ignorer.

En Norvège, l'exercice continu et l'importante concentration du pouvoir dans l'après-guerre a même bouleversé une séparation assez récurrente entre les hommes de l'appareil, d'une part, et les parlementaires. Dans le chapitre deux, on a dit que l'organisation avait longtemps été dominée par les "syndicalistes" autour de Martin Tranmæl tandis que le groupe parlementaire était peuplé de personnalités différentes, pas nécessairement représentées dans les instances centrales. Cette tendance s'était accentuée à la faveur de la radicalisation et des scissions du parti dans les années 1920 et le cumul de mandats devait même être interdit. Elle se manifestait encore bien dans la division des rôles assez claire lors des premières expériences de gouvernement, à partir de 1928. Le premier ministre Johan Nygaardsvold était ainsi un représentant de ce "socialisme d'Etat" issu du parlement et souvent ancré dans la culture urbaine (Oslo). Sa mise à l'écart, après la guerre, marque le début d'une plus grande intégration des centres de pouvoir, qui doit servir les ambitions de planification et les grands projets de réforme. La base du pouvoir devient aussi plus clairement centrée autour du cabinet, de la bureaucratie, du comité directeur et du comité de coopération avec LO⁷⁰⁹. Le cumul des postes devient la norme. La loyauté et la discipline du groupe parlementaire font cependant problème alors que les cadres du gouvernement sont largement choisis en dehors de celui-ci. C'est particulièrement marqué dans le domaine de la politique étrangère, principal facteur de zizanie, et le parlement résiste à ce qu'il perçoit comme une marginalisation⁷¹⁰. On assista au crépuscule de cette époque des grands amateurs éclairés de la politique, dont Martin Tranmæl était le meilleur exemple :

"Le temps du combat était alors passé. Les dirigeants ouvriers étaient parvenus dans la forteresse. La nouvelle Jérusalem allait être construite, non par des hérauts soufflant dans leur trompes, mais par des planificateurs, des architectes, des ingénieurs. Des hommes rationnels étaient requis - économistes, experts, techniciens, tacticiens

⁷⁰⁹ *Ibid.*, p. 49.

⁷¹⁰ C'est plutôt l'inverse, le groupe parlementaire est colonisé par les hommes de l'appareil, du gouvernement, voire de LO.

(...) Tranmæl savait qu'il ne s'agissait pas de son univers et que cela ne pourrait jamais le devenir. Il était assez intelligent pour comprendre ses propres limites, et pour apprécier les qualités de ceux qui étaient prêts à relever ces défis. La force de Martin Tranmæl n'avait jamais résidé dans la connaissance académique et théorique"⁷¹¹.

Selon Torstein Hjellum , l'éclipse de Tranmæl, dans les années 1950, marque la transition vers un monde de politiciens professionnels et la transformation du parti en conséquence. Ainsi, en 45 ans de service au sein du comité directeur (1918-1963), Tranmæl n'avait jamais eu de rôle direct important au parlement ou au gouvernement. C'était d'abord un homme du mouvement (ou de l'appareil), un idéologue, un polémiste, bref, un organisateur. Du point de vue de la professionnalisation, l'ère Gerhardsen (1945-1965) est néanmoins problématique dans le sens où elle est profondément marquée par une idéologie de la planification rationnelle qui a un impact sur le recrutement du personnel ministériel ; Gerhardsen s'entoure ainsi d'un nombre d'experts, d'économistes, de professeurs et, plus généralement, de personnalités parfois relativement indépendantes de la direction du parti. Ces choix accentuent probablement l'image d'une professionnalisation de la classe politique mais la composition des ministères redeviendra une affaire plus concertée au sein du parti avec Trygve Bratteli⁷¹². L'attention portée à la représentation des différentes branches du parti et du mouvement ouvrier ainsi que, plus récemment, à la proportion de femmes devait constamment guider les sélections ministérielles social-démocrates depuis lors. Le cumul des fonctions dirigeantes, parlementaires et ministérielles est aussi devenu plus habituel. En Norvège comme en Suède, le parlement a graduellement regagné en importance comme arène centrale, lieu de spécialisation et comme manifestation de la décision politique dans la sphère publique⁷¹³. A la fin des années 1980, les parlementaires se sont trouvés mieux représentés dans les gouvernements sociaux-démocrates de Brundtland et on a pu constater un plus grand recoupement entre les compétences acquises dans les comités du *Storting* et le recrutement des ministres⁷¹⁴. A cet égard, il est concevable que les gouvernements réellement minoritaires ainsi que les alternances plus fréquentes aient entraîné et nécessité un ancrage plus stable au

⁷¹¹ H. Lie, *Martin Tranmæl - Veiviseren*, Oslo, Tiden 1991, p. 473-474, cité dans T. Hjellum, *op. cit.*, 1992, p. 63. "Nå var den het kamptiden forbi. Arbeiderhæren var på innsiden av festningen. Det nye Jerusalem skulle bygges, ikke av hærførere som blåste i basuner, men av planleggere, arkitekter og ingeniører. Sindige menn var det som trengtes - økonomer, eksperter, teknikere, taktikere...Tranmæl visste at dette ikke var hans verden. Kunne aldri bli det heller. Han var stor nok til å se sin egen begrensning, og til å vurdere egenskapene hos de menn som sto klar til å gå løs på oppgavene. Martin Tranmæls styrke hadde aldri ligget i boklig lærdom og teori".

⁷¹² Cette hétérodoxie est aussi le résultat de la rupture occasionnée par la guerre, l'occupation et la formation d'un gouvernement en exil. On constate un changement de génération même si le Premier Ministre Gerhardsen est loin d'être nouveau au parti.

⁷¹³ E. Damgaard, *Parliamentary Change in the Nordic Countries*, Oslo, Scandinavian University Press, 1992.

⁷¹⁴ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 93.

sein du parlement tout en renforçant le rôle des comités dans le processus de préparation et de négociation des politiques. D'une certaine manière, la recrudescence de coalitions bourgeoises a dû avoir un effet similaire en ce qu'elles reposent sur la discipline parlementaire de plusieurs groupes et parce que le grand parti de gouvernement se trouve alors relégué dans l'opposition au *Storting*.

Si le Comité directeur⁷¹⁵ reste une instance centrale de coordination ainsi qu'une plaque tournante entre les différents niveaux du parti et du gouvernement (orientations), le Comité de coopération avec LO est au moins aussi important à cet égard. Il rassemble souvent, outre la direction syndicale et ses économistes, des ministres, le secrétaire du parti et leader du groupe parlementaire, lesquelles fonctions peuvent parfois se recouper ainsi que nous l'avons suggéré. Par exemple, dans le cadre du gouvernement Nordli entre 1979 et 1981, on avait dans la même salle un économiste de LO-Ministre des Finances (Ulf Sand) et un ancien Premier Ministre encore responsable du groupe parlementaire (Bratteli) même si le chef du gouvernement n'exerçait pas, chose alors exceptionnelle, les fonctions de chef du parti. Cette tendance du Comité à se transformer en séminaire de gouvernement, manifeste pendant les années 1970, a été limitée au cours de la décennie suivante bien que le Ministre des Finances reste un membre permanent⁷¹⁶. Toutefois, la pratique des sondages et d'une concertation intrapartisans large en amont de la prise de décision a continué d'être la règle, pour autant que les délais le permettent et que le parti soit appelé à gouverner. Ce phénomène ne doit pas être confondu avec ce qu'il est convenu d'appeler "néo-corporatisme" et qui désigne plus généralement les formes institutionnalisées de concertation et de représentation des intérêts organisés dans la sphère de l'État.

5.4 Le temps du parti fragile

Finalement, il est important d'essayer de distinguer les facteurs essentiels qui ont contribué à l'affaiblissement organisationnel et institutionnel du parti social-démocrate en Norvège, afin de pouvoir évaluer la capacité de résistance d'un parti dominant confronté à l'alternance. Nous avons brièvement évoqué certains de ces facteurs, la difficile gestion de la

⁷¹⁵ Et, dans une moindre mesure, le comité national qui est une sorte de modèle réduit du congrès et que l'on peut convoquer plus fréquemment.

⁷¹⁶ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 113.

politique étrangère et la fragmentation plus manifeste du champ partisan depuis les années 1960. Nous revenons ici sur ces problèmes ainsi que sur la question de la nouvelle manne énergétique dans le cadre d'un "régime" social-démocrate.

5.4.1 *Opposition et divisions*

(a) Les difficultés de l'adversité

Le passage dans l'opposition, brièvement en 1963, puis de 1965 à 1971, ne devait pas être chose facile pour un parti ayant monopolisé les fonctions exécutives pendant près de vingt années consécutives. Le DNA perdait ainsi les ressources et moyens associés à l'administration publique et aux ministères ; pour compenser, il est décidé de mettre en place plusieurs comités de façon à maintenir la capacité d'expertise et le rôle central du parti sur la scène politique. Dès les premières réunions du comité directeur, cette question de l'adaptation du parti est discutée et Gerhardsen propose la constitution d'une unité d'études (*utredningsavdelning*), projet qui reçoit le soutien de LO. Du reste, cette unité est organisée sur une base commune avec les syndicats, au printemps 1966, sous la direction du futur ministre Per Kleppe. Son rôle est important pour soutenir et informer les prises de position du parti et pour donner une impulsion au renouvellement du programme⁷¹⁷. L'idée est aussi que la social-démocratie doit se donner les moyens d'une opposition responsable et crédible en s'abstenant le plus possible de surenchère démagogique. Le parti doit être prêt à assumer la responsabilité du gouvernement à tout moment, si par exemple la coalition en place venait à se dissoudre. Mais la difficulté principale provient justement du fait que le gouvernement bourgeois de Per Borten propose des orientations budgétaires et une politique très fidèle à celle que menait traditionnellement le DNA, ne remettant en cause ni les méthodes de planification, ni les fondements de l'État providence. Francis Sejersted a même suggéré que le régime social-démocrate avait atteint son heure de gloire durant cette période, le cabinet Borten lui témoignant ainsi son allégeance et sa bénédiction directes⁷¹⁸. Ironiquement, l'alternance ne fait que rendre plus manifeste le consensus latent ou, du moins, la difficulté de s'en démarquer.

⁷¹⁷ J. Nyhamar, *op. cit.*, p. 37-41.

⁷¹⁸ F. Sejersted, *art. cit.*, p. 8.

En dix années à la tête du parti, Trygve Bratteli aura passé moins de quatre ans au pouvoir. Ce serait honorable dans bien des pays, mais c'est presque dramatique à l'échelle d'un parti social-démocrate norvégien et du successeur de Gerhardsen ! L'annonce de son intention de quitter sa fonction lors du congrès de 1975 se fait très discrètement, dans une interview donnée aux médias. Bien que cette décision intervienne trois ans après le référendum sur l'Europe, elle apparaît comme une conséquence directe d'une crise de légitimité du leadership. Bratteli restera cependant responsable du groupe parlementaire jusqu'en 1981. Mais le style de cet homme n'avait jamais été aussi charismatique que celui de son prédécesseur, dans l'ombre duquel il avait grandi. Bratteli est en effet un chef tranquille et introverti ; sa légitimité apparaît moins massive et il doit composer avec les nouveaux clivages au sein du parti ainsi qu'avec la présence de Gerhardsen lui-même en coulisse. Ce dernier sera de presque toutes les intrigues lors du choix des dirigeants, jusque dans les années 1980, et son autorité reste très forte au sein du parti. Ainsi joue-t-il un rôle central dans la séparation inhabituelle des fonctions de Premier Ministre et de chef du parti après le retrait de Bratteli : de façon ironique, l'homme qui avait tant symbolisé le monolithisme du parti de gouvernement présidait maintenant à sa division *de facto*, au partage des dépouilles. Gro Harlem Brundtland recevra aussi son soutien déterminant pour accéder à la direction du DNA en 1981. Aussi peut-on dire que Gerhardsen est resté le leader spirituel du parti et a contribué à rendre moins éminente la légitimité de ses successeurs directs, qu'ils jugeait du reste de façon assez critique.

La seconde phase d'opposition commence en 1981 avec la formation d'un premier gouvernement bourgeois qui ne soit pas une coalition. Le parti de la droite (*Høyre*) a réalisé une excellente performance électorale et Kåre Willoch peut constituer un gouvernement minoritaire homogène. Si la tendance idéologique est plus nettement au néo-libéralisme, comme ailleurs en Europe, cette alternance et la coalition qui la prolonge à partir de 1983 ne représentent pas de changement radical tel que l'on peut en constater en Grande Bretagne à la même époque.

Cependant, il s'agit d'une victoire électorale tout à fait unique de la droite, tant en termes de voix (un score quasiment social-démocrate) que dans la possibilité de former un gouvernement d'un seul parti. Tor Bjørklund et Bernt Hagtvet envisagent alors que la droite soit en passe de briser les deux barrages qui ont historiquement limité sa progression : la subculture du mouvement ouvrier, d'une part, et la contre-culture périphérique des pays du

sud-ouest et de l'ouest identifiée par Stein Rokkan⁷¹⁹. En 1977, c'est du reste un homme de l'ouest, pratiquant le *Nynorsk* (deuxième langue officielle) qui accède à la vice-présidence du parti conservateur. Dans ces régions, la progression de la droite se fait surtout au détriment des "partis du milieu", libéraux, centristes et chrétiens. Quant au rééquilibrage entre droite et gauche, il est intéressant de noter que l'alternance norvégienne se démarque considérablement de la "vague" néo-libérale caractéristique de cette époque. D'une part, les partis conservateurs scandinaves se sont tardivement convertis à une idéologie de la dérégulation/privatisation que certains de leurs homologues européens et la droite norvégienne a longtemps continué de porter un bagage "étatiste" non-négligeable en tant qu'héritière du parti de la bureaucratie et des hauts dignitaires de l'État au 19^{ème} siècle ; cette tradition s'est aussi aisément convertie en une loyauté relativement importante à l'égard de l'État social après 1945. Le véritable chantre du nouveau discours néo-libéral et anti-fiscal, depuis les années 1970, c'est le Parti du progrès. Une traduction tout à fait cruciale de la position de *Høyre* peut se lire dans le soutien important que lui accordent les fonctionnaires de l'administration publique dans la phase qui conduit à l'alternance : s'ils sont 28% en 1971 et 1975, contre plus de 30 % au DNA, la tendance s'inverse en 1979 avec près de 40 % pour la droite et 22 % pour les sociaux-démocrates. Dans l'éducation nationale, *Høyre* stagne mais dispose d'un crédit équivalent à celui du DNA. Globalement, la progression de la droite est distribuée à travers tous les secteurs socio-professionnels (de même que le déclin social-démocrate)⁷²⁰. Or, ces tendances suggèrent le caractère ambivalent des alternances en Norvège, qui se traduisent par des dilemmes comparables pour la droite classique et la gauche social-démocrate : la première est contrainte de modérer ses emprunts à la rhétorique et aux programmes néo-libéraux et à la critique du secteur public tandis que la seconde doit jouer un rôle d'opposition dans un contexte finalement marqué par une importante continuité de l'action du gouvernement.

⁷¹⁹ T. Bjørklund, B. Hagtvat, "de bleknende skilljelinjer. Arbeiderkultur og motkultur som bølgebrytere mot høyre", p. 23-62 dans Tor Bjørklund, Bernt hagtvat, *Høyrebølgen - epokeskifte i norsk politik ?*, Oslo, Aschehoug, 1981. Cette contre-culture est un phénomène complexe dont les traits principaux sont le piétisme, l'importance des ligues de prohibition de l'alcool, la prédominance des dialectes et du *Nynorsk* et l'opposition historique à la centralité urbaine d'Oslo. Cela s'est longtemps traduit par un vote pour les partis du milieu (Centre, *Venstre* et Chrétiens-populaires).

(b) Gérer l'héritage des divisions internes

On a dit que la perte de l'initiative politique coïncide avec, et se trouve être en partie la conséquence des divisions en matière de politique étrangère au sens large : l'OTAN d'abord, ou plutôt la question du stationnement de têtes nucléaires en Norvège, le Vietnam ensuite, puis l'Europe. Ces questions ne semblent plus se conformer à la carte traditionnelle des clivages politiques, considérée comme temporairement "gelée" en Scandinavie par Lipset et Rokkan⁷²¹. Elles contribuent du reste à la complexification de ces clivages en activant la formation de nouveaux acteurs politiques. Enfin, c'est sur le problème de l'adhésion à la CEE que le parti social-démocrate se met en demeure d'abdiquer volontairement le pouvoir, en 1972. La Suède a réussi, trois décennies durant, à neutraliser ce dernier enjeu en arguant des incompatibilités du statut européen avec la doctrine de neutralité ; même si les clivages régionaux et culturels y sont moins vivaces que chez le voisin, elle a tout de même été rattrapée par des polémiques très similaires au sujet de l'Europe et notamment de la Monnaie unique. Des divisions importantes se sont manifestées au sein du SAP, notamment au début des années 1990, mais les circonstances semblent avoir épargné le parti : d'une part, la crise économique qui sévissait alors a permis de désigner l'adhésion comme une sortie de secours opportune ; d'autre part, le SAP traversait alors sa deuxième phase d'opposition de l'après-guerre et a pu ainsi laisser les autres partis faire face aux difficultés tout en permettant un degré important de désaccord interne lors de la campagne en vue du référendum de 1994⁷²². A l'inverse, le DNA était au pouvoir la majeure partie du temps au moment des débats sur l'adhésion, en 1972 et entre 1988 et 1994. Sans l'obstacle de la neutralité, la Suède n'aurait vraisemblablement pas échappé à des querelles de famille plus traumatiques, que ce soit au sujet de l'Europe ou de l'OTAN. En Norvège, ces conflits ont sérieusement mis à mal les trois doctrines importantes du parti et des gouvernements sociaux-démocrates (on pourrait parler de doctrine des "trois unités"), à savoir l'unité du mouvement ouvrier, la discipline et l'unité du parti et l'unité du leadership. Afin d'éviter toute nouvelle scission, le DNA doit dorénavant composer avec ses factions internes jusque dans les choix des équipes ministérielles ; en effet, certains sociaux-démocrates ont fait état de préférences trop marquées pour être nommés aux

⁷²⁰ L. Gulbrandsen, U. Torgersen, "Høyre - Den offentlige sektorens parti ?" ,p. 265-269, dans *ibid.* Les données sont celles de l'Institut Gallup.

⁷²¹ S. M. Lipset, S. Rokkan, *op. cit.*, 1964, p. 50.

⁷²² Mais le SAP devait avoir à gérer l'épineuse question de l'UEM à partir de 1997. En interprétant assez largement le traité d'adhésion, le congrès du SAP et le gouvernement de Göran Persson ont décidé d'accorder un moratoire à leur pays alors qu'il aurait dû rejoindre l'UEM "automatiquement", une fois les conditions

affaires étrangères, par exemple⁷²³. Ces précautions prennent une nouvelle dimension lors du retour de la question européenne, à la fin des années 1980. En réalité, celle-ci n'a jamais vraiment disparu mais il fallait laisser passer un certain temps avant d'espérer pouvoir relancer un débat aussi explosif. La direction du DNA mise sur un maximum de démocratie interne, met en place, dès 1986, un comité sur l'Europe qui comprend des représentants des deux camps, organise des forums de discussion mais, surtout, autorise l'existence d'une fraction formelle au sein du parti, sous réserve de sa dissolution à l'issue du référendum⁷²⁴. Ce "contrat de désunion" contredit à la fois les règlements statutaires et la pratique antérieure ; l'article I paragraphe 11 des statuts précise en effet que "L'adhésion au parti ouvrier norvégien engage la solidarité complète et active de tous les membres. Le parti ne peut permettre que des fractions organisées se créent et travaillent contre lui et ses décisions". Mais, dans le contexte du débat européen, il en va de la survie et de l'organisation et les précédents ont amplement permis d'évaluer les risques du manque de flexibilité ou bien d'un engagement trop unilatéral du parti en faveur de l'Europe. Toute cette attention au processus de consultation, plus qu'au résultat lui-même, et les efforts pour éviter une nouvelle crise politique étaient nécessaires pour pouvoir assurer la continuité des gouvernements de minorité de Brundtland ; mais cela se faisait au détriment de la formation d'une véritable opinion social-démocrate quant au sens du projet européen. Pour un commentateur, l'institutionnalisation d'un conflit aussi important au sein d'un parti tendrait à démontrer le caractère archaïque et sclérosé de l'organisation en question⁷²⁵ ; mais on doit aussi reconnaître la volonté de créer un grand espace de délibération, quand bien même l'objectif primordial est de préserver l'avenir du parti avant toute autre chose. Ainsi, selon Tian Sørhaug, l'intelligence de Brundtland serait d'avoir reconnu que l'unité et le rôle historiques du parti étaient menacés si l'on ne reconnaissait pas un tel espace légitime à la désunion circonstancielle⁷²⁶.

économiques remplies. Il s'agissait à la fois d'une période d'observation du fonctionnement de l'UEM et de donner à la population le loisir d'exprimer son opinion par référendum, le moment venu (septembre 2003).

⁷²³ Le cas se produit lors de la mise en place du second cabinet Bratteli, en 1973 (J. Nyhamar, *op. cit.*, p. 256).

⁷²⁴ E. Lie, "Ørnens vinger. Arbeiderpartiets vilje og evne til regjeringsmakt", *Nytt Norsk Tidsskrift* n° 3-4, 1996, cité dans H. Skjeie, *op. cit.*, p. 130.

⁷²⁵ F. Sejersted, *art. cit.*, p. 13.

⁷²⁶ T. Sørhaug, "Maktens vaner", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 2000, p. 35.

5.4.2 "Le spectre du progrès"

Si l'on veut identifier les facteurs d'affaiblissement du DNA les plus évidents, il semble assez clair que les divisions en matière de politique étrangère et les scissions qui en sont issues doivent être mises au premier plan ; L'ancien secrétaire du parti, Ronald Bye, a décrit le premier épisode du conflit à propos de l'Europe comme une révolution dans la culture de l'organisation⁷²⁷, vers la reconnaissance d'une désunion interne latente, et tant la concurrence d'un pôle de gauche que la question européenne restent encore d'actualité.

L'autre dimension inévitable est le succès croissant du Parti du progrès, qui n'est pas seulement dû à l'émigration des électeurs bourgeois traditionnels, le jeu électoral étant devenu généralement plus volatil. Si elles ne manifestent pas non plus qu'un report des voix social-démocrates, les avancées récentes de ce parti constituent par contre une remise en question radicale du régime et de la culture politiques promus par le DNA. Cette opposition n'a pas d'équivalent en Suède, où ce type de parti n'a fait qu'une apparition très courte, et constitue un facteur de différenciation primordial à l'heure actuelle. Quand bien même le style du Fp est nettement moins populiste qu'à ses débuts, les formes de l'organisation et le message de ce parti sont construits par opposition à la social-démocratie et à son modèle de société, dans une large mesure. Mais le populisme n'a pas disparu pour autant et se reconnaît dans un certain nombre de traits typiques : l'anti-élitisme d'un parti dont le leadership est pourtant monolithique et relativement autoritaire⁷²⁸ ; l'anti-intellectualisme et le choix de messages politiques simplistes, brutaux et en rupture avec ce qui est dénoncé comme l'ordre établi ; l'appel direct au peuple dont on flatte la spontanéité et l'innocence toujours victimes des partis établis et de l'appareil bureaucratique du pouvoir ; et, surtout, les ressources inépuisables d'un discours fondé sur la dénégation et la victimisation. Dans le cas norvégien, il faut ajouter que ce type de populisme est assorti d'un ressort anti-fiscal original⁷²⁹ et ne s'adresse donc pas seulement aux "petits", au peuple d'en bas contre les "gros"⁷³⁰ ou les nantis. Il s'agit d'un populisme néo-libéral qui sied bien à la Norvège pétrolière tout en visant une clientèle large et diverse, jusque parmi les déçus de la social-démocratie.

⁷²⁷ R. Bye, *Sersjanten*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1987, p. 129.

⁷²⁸ Le parti n'a eu que deux véritables chefs en trente ans d'existence, Anders Lange dont le "mandat à vie" est rapidement interrompu par son décès précoce (1974), et Carl Ivar Hagen depuis 1977 (après une transition confuse). L'enjeu du leadership reste tel que toute concurrence pose des problèmes importants pour ce parti.

⁷²⁹ Le Fp est né sous la dénomination explicite de "Parti d'Anders Lange en faveur de réductions fortes des impôts, cotisations et interventions publiques" (*Anders Langes parti til sterk nedsettelse av skatter, avgifter og offentlige inngrep*).

Dans ce contexte, le drame du DNA n'est pas tant de perdre du terrain que de le perdre au profit du Fp. A cet égard, la campagne et les élections de 2001 ont été un moment particulièrement difficile dans la mesure où certains sondages donnaient parfois le Parti du progrès comme vainqueur ou, en tout cas, comme première force de droite ; au final, ses résultats ont été décevants et l'ont placé troisième (15 %) mais le DNA a néanmoins atteint un plancher historique (25 %) et la nécessité de construire des alliances politiques avec d'autres partis paraît dorénavant moins lointaine. De fait, le reste de la gauche semble être assez ouvert à cette perspective. Le mot d'ordre du fondateur du Fp, Anders Lange, était "pour toi contre l'État tutélaire"⁷³¹ et n'a pas beaucoup évolué : c'est aujourd'hui le "système" qui est dénoncé et l'on entend par là un conglomérat de prélèvements obligatoires, de bureaucratie, de secteur public, d'État providence, bref, de social-démocratie. Dans ce mauvais film, le DNA peut toujours avoir la consolation d'être encore le point de mire de l'opposition, "l'ennemi à abattre", c'est-à-dire un acteur important et considéré comme représentatif du régime entier. Or, ce régime, à la fois comme mode historique de distribution du pouvoir et d'intervention publique (régulation), a encore des ressources ainsi qu'une certaine légitimité et le parti social-démocrate semble prêt à en défendre certains acquis fondamentaux. Mais lorsque c'est le Fp qui se fait le défenseur du petit peuple face au parti des grands intérêts de l'État, comme au sujet de la retraite exorbitante du directeur de *Statoil*, la défense est difficile ; le public est plus susceptible de ne voir que la question du salaire des grands commis de l'État, sans débattre des objectifs réels du Parti du progrès, à savoir la privatisation complète de l'entreprise. C'est par ce type de message que se crée un réservoir de vote protestataire, un vote "contre" qui ne se soucie guère du désordre et des contradictions manifestes au sein du Fp lui-même ; en effet, si le parti s'est notablement assagi et institutionnalisé, il n'échappe pas aux démons qui semblent tourmenter toutes les formations de droite populiste en Europe : instabilité, rôle essentiel d'un leadership autoritaire pour le succès et l'unité, querelles de succession, purges récurrentes et dilemmes de la normalisation. A cet égard, le Parti du progrès a dû reconnaître certains avantages de son adversaire principal en termes d'organisation, notamment sur le plan de la discipline interne ; celle-ci a constitué un problème latent pour le Fp qui s'est même récemment doté d'un comité délégué à la "culture d'organisation" afin de limiter son factionnalisme permanent ; dans les années 1990, un but

⁷³⁰ Sur cette image, Cf. P. Birnbaum, *Le peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1995 (1979) ; Sur le populisme, voir la récente synthèse de Guy Hermet, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2001.

⁷³¹ "För deg mot formynderstaten" ; nous avons reproduit le tutoiement d'usage. Cité dans T. Hjellum, "Hagen og Jagland - systemet er problemet", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 2001, p. 88-91.

proclamé était de bâtir un vrai "mouvement du progrès" reposant sur une organisation stable et ramifiée dont le modèle ne pouvait être que le DNA lui-même⁷³². Au bout du compte, et dans une perspective presque darwiniste, le capital organisationnel et l'expérience du gouvernement des social-démocrates est perçu comme un avantage important qui leur confère des chances de longévité supérieures dans une compétition politique qui n'est pas seulement affaire de différenciation programmatique. Lors de la campagne électorale de 2001, un journaliste commentait les problèmes internes du Fp en suggérant que la culture du parti indiquait tout autre chose que le progrès⁷³³ ; si ce type d'organisation populiste peut se convertir en parti de gouvernement, comme l'indiquerait une certaine normalisation du FPÖ autrichien, cela semble être au prix de la mise à l'écart des personnalités charismatiques qui, en même temps, sont un des ressorts essentiels du succès de ces partis. De même, l'alliance et les compromis avec les partis établis sont lourds de contradictions et les recherches concluant à l'institutionnalisation de ces trublions politique semblent passer à côté de ce fait essentiel⁷³⁴ : comme on le voit, il est en effet possible que certaines formations bénéficient d'une relative continuité, accèdent à des postes de responsabilité ou intègrent des alliances politiques mais alors le risque de contrecoup électoral et de dissensions internes s'aggrave sérieusement. A cet égard, un gouvernement de coalition comme celui de Berlusconi en Italie est la moins pire des configurations, dans la mesure où il est un concentré de formations populistes dans un contexte de refonte globale du système partisan. Le contexte norvégien est bien différent, compte tenu du degré d'isolement du Parti du progrès.

5.4.3 *La configuration du régime social-démocrate : une esquisse et quelques conclusions*

Le tableau que nous avons dressé dans ce chapitre prend une dimension nouvelle et plus complexe dès lors que l'on s'intéresse à la nature du "régime" dans sa globalité et non plus seulement au parti dans sa relation avec l'État. Si ce thème sera l'objet principal du chapitre neuf, il convient d'en évoquer quelques aspects dès maintenant. En admettant que le DNA ressemble de plus en plus à un parti normal, un candidat parmi d'autres dans la compétition politique, il laisse derrière lui la trace de réalisations exceptionnelles, quoiqu'on ne puisse pas

⁷³² K. Heidar, J. Saglie, *op. cit.*, 2001, p. 8, 11.

⁷³³ H. Narum, "Tilbakeskrittspartiet", *Aftenposten*, 23-01-01 (www.aftenposten.no).

⁷³⁴ Par exemple A. Pedhazur, A. Brichta, "The Institutionalization of Extreme Right-Wing Charismatic Parties: A Paradox?", *Party Politics*, vol. 8, n° 1, p. 31-49. Si l'institutionnalisation est réduite à la participation stable d'un parti aux élections, comme les auteurs le laissent penser, on approche le degré zéro du concept.

toujours lui en attribuer la seule responsabilité. En effet, si nous avons choisis de décrire le SAP et le DNA comme des partis d'État, c'est une chose bien différente que de postuler l'existence d'un État social-démocrate. Que faut-il entendre par là, du reste ? L'influence du parti sur la forme des institutions de la sphère publique ? La politisation de la bureaucratie ? Un mode de gouvernance spécifique fondé sur le néo-corporatisme ? Le développement d'un État social complexe et généreux ? Ou bien encore des politiques d'emploi et de restructuration industrielle innovatrices, facilitées par la forte syndicalisation et la solidarité entre le parti et LO ? Comme on le verra bientôt, ces questions sont à peu près les mêmes qu'il s'agisse de la Suède ou de la Norvège et l'on pourrait probablement établir une liste plus longue tant la nature des "modèles" scandinaves de partis dominants a suscité de polémiques et d'interprétations diverses. Or, ce problème dépasse de loin la seule question traditionnelle de la politique publique, c'est-à-dire dans quelle mesure un parti peut "faire une différence" dans le cadre d'un système complexe de gouvernement et réussir à imposer sa marque spécifique ; en effet, cela touche aussi à la politique institutionnelle (la formation des institutions), à l'idée d'hégémonie et à la possibilité de l'institutionnalisation d'une culture politique social-démocrate (ainsi qu'à sa définition) au sein de l'État.

Nous avons déjà envisagé certaines des théories à ce sujet dans notre discussion des thèses de Jens-Arup Seip, au début de ce chapitre. Mais il n'y a pas d'accord sur cette "nature" de l'État en Norvège et, dans un article récent, Torstein Haaland a répertorié onze perspectives différentes parmi les plus marquantes. On peut en mentionner quelques unes, outre celle de Seip : le politologue américain William Lafferty a posé l'existence d'un "État social-démocrate" (*sosialdemokratiske stat*) fondé sur les politiques sociales ; Francis Sejersted considère, lui, qu'il est plus juste de parler d'un État de droit démocratique (*demokrati og rettstat*), lequel aurait une longue tradition ; Tore Grønlie a insisté sur le corporatisme en proposant le concept d'un État fondé sur la négociation et la coopération (*samarbeids- og forhandlingsstaten*) et , tout récemment, Rune Slagstad a mis en avant une vision foucauldienne de l'État social-démocrate, fondée sur le contrôle de la culture publique et de la connaissance (*arbeiderpartistaten som kunnskapsregime*). Stein Rokkan est aussi un participant notable dans ce débat, notamment depuis son travail de 1966 *Norway: Numerical Democracy and Corporate Pluralism*⁷³⁵. Les approches varient selon le choix des dimensions essentielles (État providence, capitalisme, classe, culture, corporatisme, etc.) mais aussi en

⁷³⁵ T Haaland, *Statssyn - om etterkrigsstatens etos*, Bergen, LOs senter notat 9941, 1999. Certaines de ces approches seront discutées et référencées plus en détail dans le chapitre neuf.

fonction de l'époque étudiée ; il faudrait donc s'interroger non seulement sur la pertinence de ces catégories, leur complémentarité mais aussi sur leur durée de vie et sur leur capacité de synthèse des différents aspects de la dominance social-démocrate au cours du temps. Or, deux transformations importantes ont récemment modifié le paysage, pour le rendre encore plus brouillé : les alternances plus fréquentes, d'une part et la forte implication de l'État dans le secteur énergétique (pétrole et gaz) depuis les années 1970, d'autre part. Le DNA est évidemment hautement impliqué dans la définition des premières politiques d'exploitation et de gestion des nouvelles mannes, la création du consortium *Statoil* et de la direction du pétrole en 1972. L'ancien ministre Jens Christian Hauge devient le premier administrateur de *Statoil*, société par action placée sous la tutelle du Ministère de l'industrie, bientôt accusée par l'opposition d'être un petit "état dans l'État". L'enrichissement exceptionnel de la Norvège ne peut pas être considéré comme une mauvaise chose en soi, mais l'utilisation et la valorisation de ces excédents sont des questions propres à exciter les passions, même en Norvège, et présentent un certain nombre de dilemmes pour un parti social-démocrate. Une caricature politique déjà ancienne illustre bien ceci en décrivant un dialogue fictif entre deux sociaux-démocrates. L'un demande à l'autre :

-*"Dis moi, tous ces milliards que l'on va dériver du pétrole, à quoi va-t-on les utiliser ? Et l'autre de répondre :*

-*A rechercher encore plus de pétrole"*⁷³⁶.

L'un des dilemmes tient donc à la redistribution au cours du temps par rapport à la maîtrise (toujours difficile) des prix en Norvège⁷³⁷, à la prévision des coûts de restructuration et de démantèlement de certaines infrastructures ainsi qu'à l'extinction des ressources. Les problèmes conjoncturels et macroéconomiques d'une économie pétrolière rencontrent aussi la question européenne, dans la mesure où une adhésion de la Norvège à la Monnaie unique serait plus difficile à rendre crédible ; en effet, les évolutions conjoncturelles et les politiques monétaires sont susceptibles d'être radicalement opposées pour une économie pétrolière. En 2001, près de 600 milliards de couronnes (soit environ dix fois le budget annuel⁷³⁸) étaient placées au titre d'un fonds pétrolier en vue d'une utilisation future mais, si les norvégiens possèdent le niveau de vie le plus élevé de la planète, c'est toujours un raisonnement en moyenne et d'aucuns considèrent que l'on se dirige vers de nouvelles divisions de classe très

⁷³⁶ J. Nyhamar, *op. cit.*, p. 279. "Si meg, alle disse milliardene vi vil tjene på oljen - hva skal vi egentlig bruke dem til ? - Til å lete etter mer olje".

⁷³⁷ Il suffit de passer la frontière suédoise pour se rendre compte des différentiels spectaculaires des prix de détails, la Suède n'étant pourtant pas connue comme un pays bon marché. Pour certains articles, dans toutes les catégories, les différences peuvent aller du simple au double.

inquiétantes. La grande pauvreté est loin d'avoir été éradiquée, la soupe populaire de l'Armée du salut existe toujours, les listes d'attente dans les services sociaux et de santé continuent d'être un problème chronique ; en parallèle, une classe de nouveaux riches s'est développée à grande vitesse et n'hésite plus devant une consommation ostentatoire de grand luxe - voire devant l'expatriation - dont la presse à sensation se font l'écho avec un grand succès. Or, il va sans dire que cette catégorie sociale est la moins disposée à payer ses impôts en Norvège tout en ayant le plus de facilité à se donner les moyens de l'évasion fiscale. Ce type d'enrichissement et de consommation atteint parfois des proportions aussi ridicules que les carences que l'on constate par ailleurs dans la société norvégienne⁷³⁹. Dans le contexte, il n'est pas étonnant que la gestion du fonds spécial d'investissement des dividendes énergétiques soit devenu un des nerfs de la guerre. Le Parti du progrès a habilement mis à profit ce vent de mécontentement propre à alimenter toutes les spéculations.

Ces questions infiniment complexes de l'État et du régime seront l'objet d'un chapitre spécifique dans lequel nous nous efforcerons de poursuivre la comparaison Suède-Norvège. Pour conclure provisoirement, après son "abdication" volontaire du pouvoir en 1997, le Premier ministre et Porte-parole Thorbjørn Jagland a du faire face à une crise de légitimité du leadership inhabituelle dans cette machine à gouverner qu'est le DNA. On lui a préféré le jeune et fringant Jens Stoltenberg, pur produit de la haute fonction publique social-démocrate et arborant un credo presque blairiste de modernisation de l'Etat. Ce dernier était du reste le candidat préféré de Gro Harlem Brundtlandt à sa succession comme porte-parole du DNA, en 1992 ; mais LO s'était interposé en faveur de Jagland. Une nouvelle division des rôles allait intervenir lorsque Stoltenberg, surnommé le Kennedy norvégien⁷⁴⁰, devient Premier ministre en 2000, tandis que Jagland reste à la tête du parti (et prend la charge des affaires étrangères). La popularité de "Jens" est à son comble, mais artificiellement servie par l'image de jeune premier moderne, talentueux communicateur et économiste de son état⁷⁴¹. Son gouvernement est représentatif d'un changement de génération et d'une certaine volonté de rupture avec la tradition : plus jeune, sans réelle participation de LO et marqué par la présence d'administrateurs de grandes entreprises d'État ou semi-publiques. Mais le succès a été de courte durée et le parti se trouve toujours en panne de leader, partagé ainsi entre la

⁷³⁸ *Hvem hva hvor*, Oslo, Schibsted, 2002, p. 191.

⁷³⁹ M. Alselind, "Det svarta guldet har delat Norge", *Expressen*, 1-9-2001.

⁷⁴⁰ "Kvinnornas hedersgutt styr Norge", *Dagens Nyheter*, 21-5-2000.

⁷⁴¹ Il est aussi le fils du social-démocrate Thorvald Stoltenberg, plusieurs fois ministre et ancien médiateur de l'ONU en Bosnie.

vieille garde un peu moralisatrice de Jagland et le réformisme incertain de Stoltenberg⁷⁴². Bien sûr, le DNA ne traverse pas qu'une crise de "position" institutionnelle, liée à son rôle dans le gouvernement du pays ; dans une Norvège de plus en plus riche, mais aussi de plus en plus diverse et où les inégalités sociales ne sont pas inexistantes, le parti cherche encore sa place et peine à renoncer à être l'incarnation de la nation entière, le représentant de cette "classe moyenne" hégémonique dont les frontières sont en train d'exploser.

A ces difficultés identitaires et idéologiques s'ajoute l'éternelle pomme de discorde européenne qui risque de continuer à nourrir les vieilles tensions entre les élites du parti et une fraction non négligeable de ses soutiens traditionnels. Si l'intégration économique ou militaire de la Norvège dans l'UE n'a pas attendu l'assentiment de la population par référendum, l'issue formelle de ce long désamour européen n'est pas encore connue et revêt peut-être moins d'importance que les griefs qu'elle ne manquera pas de créer de part et d'autre. Le temps viendra probablement pour une troisième tentative de référendum et il est concevable que la balance penche du côté positif cette fois-ci. Mais cela ne marquera pas pour autant la disparition du clivage et le choix de la Monnaie unique devrait poser encore plus de difficultés qu'en Suède, au Danemark ou en Grande-Bretagne, pour des raisons de cycle économique liées au cours des énergies. En effet, la Norvège du pétrole et du gaz est devenue un pays très différent à gouverner, sur le plan des choix macroéconomiques, de la politique industrielle et énergétique ainsi que de l'écologie.

Toutefois, on a essayé de montrer que l'héritage du parti dominant n'était pas encore complètement effacé au sein du DNA ainsi que dans le système de partis, et ce malgré toutes les difficultés que l'on a pu constater par ailleurs. Certes, l'idée d'une coalition de gauche, ou bien avec le centre, fait son chemin mais il n'est pas nécessaire que cela prenne la forme d'une alliance formelle avec participation ministérielle à la clé. Le type de rapport de force qui prévaut en Suède pourrait inciter le DNA à refuser l'idée d'un cabinet véritablement mixte, surtout si l'on considère que les partenaires les plus probables sont aussi les plus ouvertement eurosceptiques.

⁷⁴² En réalité, ce dualisme n'est peut-être pas la meilleure expression des divisions dans la mesure où les deux hommes ne sont pas si éloignés et sont tous deux favorables à l'UE.

TROISIEME PARTIE

Images de l'organisation et formes de légitimité

Chapitre Sixième

Survivance, contradictions et mythologies du parti de masses⁷⁴³

Sommé d'expliquer le concept de "structuralisme" en quelques mots, dans une émission de télévision grand public, l'anthropologue Claude Lévi-Strauss avait eu recours à cette analogie brillante avec le peintre et graveur allemand de la Renaissance, Albrecht Dürer ; l'artiste en question avait atteint une telle maîtrise du portrait qu'il prétendait pouvoir déceler les grands principes de l'anatomie des visages, selon lesquels il existe une grande ressemblance au-delà des caractéristiques individuelles infinies, des structures communes en somme. Ceci permettrait de transformer assez facilement un portrait en un autre. Lévi-Strauss en concluait que le structuralisme est une entreprise intellectuelle du même ordre et qui, consciente de la multitude de phénomènes humains et sociaux, cherche à reconstituer les grands traits ou principes qui sous-tendent l'organisation des sociétés. En ce sens, son objectif est donc essentiellement comparatiste⁷⁴⁴. Dans le cadre de cette thèse, l'intérêt de l'analogie avec le maître allemand du portrait se situerait plutôt dans cette zone de transition entre différents types individuels de visages qu'il décrit comme un espace de création et de métamorphose. En toute logique, si l'on peut supposer que plusieurs anatomies peuvent être réduites à quelques grands traits qui les rassemblent, la réciproque est que l'on peut déceler les caractéristiques du multiple chez un même individu. Ce n'est peut-être pas aller chercher si loin que de faire un lien entre ces propositions et les identités multiples des partis politiques, non seulement figures de transition entre plusieurs espaces du politique mais aussi

⁷⁴³ Une version antérieure de ce chapitre a été présentée dans le cadre de l'atelier "Social democracy in times of change" au congrès annuel de l'Association américaine de science politique (APSA, Boston, 2002). Nous tenons à remercier Sheri Berman, responsable de la division "European Politics" de ce congrès, pour nous avoir donné cette occasion de présenter des recherches en cours. Les commentaires et critiques des différents participants ont montré qu'il existe une ambiguïté liée à la notion de parti de masses : aux États-Unis où il n'a pas eu d'existence, ce phénomène a tendance à être perçu comme un reliquat d'un certain discours néo-marxiste, du moins dans le monde anglo-saxon. Evoquer la possible survie de ce modèle d'organisation revient donc à se positionner dans ce champ. Comme la séparation entre l'ordre du descriptif et du normatif est souvent très fine dans la science politique américaine, cela revient aussi à proposer que le modèle de masses reste l'idéal.

⁷⁴⁴ Ces propos sont tirés d'une interview de Claude Lévi-Strauss par Bernard Pivot, dans une émission du début des années 1980, sans doute *apostrophe*. Nous n'avons ni la date exacte, ni le verbatim des propos de l'anthropologue que nous reproduisons ici de mémoire.

composition ou résumé de trajectoires historiques plurielles qui aspirent en même temps à l'idée d'unicité du politique, sinon originelle, du moins de synthèse.

Depuis longtemps, la majeure partie de la recherche sur le thème de la social-démocratie s'est concentrée sur son profil idéologique et son programme original de politiques sociales et économiques⁷⁴⁵. On a classiquement envisagé ces éléments comme formant un modèle de régulation spécifique mais il s'est avéré plus difficile de démontrer les liens effectifs entre certains résultats spécifiques, certaines réformes sociales par exemple, et l'initiative ou l'action déterminante d'un seul parti⁷⁴⁶. Cependant, non moins exceptionnel et pourtant plus évident à documenter, les partis sociaux-démocrates constituent un autre modèle, à savoir celui du parti de masses européen ; un phénomène qui peut être vu comme le parallèle "organisationnel" de la contestation idéologique du capitalisme libéral ou du désir de le réformer. Or, si la première dimension du modèle - le régime social-démocrate - présuppose une position dominante dans la conception des politiques et la structure du gouvernement, la seconde a toujours été plus difficile à réconcilier avec les institutions de l'État, quand bien même celles-ci devaient être altérées dans un sens démocratique ou parlementaire. En d'autres termes, il semble exister une contradiction difficilement évitable entre l'identité historique du parti de masses et la direction des affaires de l'État, contradiction dont nous savons maintenant qu'elle est au cœur du projet social-démocrate.

Ce chapitre tente de comprendre comment certains des partis sociaux-démocrates les mieux implantés ont géré le dilemme du parti de masses au pouvoir du point de vue de leur identité organisationnelle. Pour le dire autrement, qu'est-il advenu du parti de masses, s'il a

⁷⁴⁵ Pour une compilation des sources à ce sujet, voir par exemple H. Keman, "Theoretical Approaches to Social Democracy", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 5, n° 3, 1995, p. 291-316 ; G. Esping Andersen et K. Van Kesbergen, "Contemporary Research on Social Democracy", *Annual Review of Sociology*, n° 18, 1992, p. 187-208.

⁷⁴⁶ Sur ce thème, les contributions les plus importantes sont dans F.G. Castles, *The Social Democratic Image of Society. A Study of the Achievements and Origins of Scandinavian Social Democracy in Comparative Perspective*, London, Routledge, 1978 ; P. Baldwin, *The Politics of Social Solidarity: Class Bases of the European Welfare States, 1875-1975*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; G. Esping-Andersen, *Politics Against Markets: The Social Democratic Road to Power*, Princeton, Princeton University Press, 1985 et, du même auteur, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 1990, Tr. fr. : *Les trois mondes de l'État-providence : essai sur le capitalisme moderne*, Paris, PUF, 1999. L'interrogation récurrente a été de savoir si la couleur du parti au pouvoir faisait une différence (*do parties make a difference?*), pour reprendre la question classique de Richard Rose. Si l'on a très intuitivement envie de répondre par l'affirmative, encore faut-il administrer la preuve que les politiques publiques peuvent être contrôlées par une force politique et ne sont pas la résultante de coalitions hétéroclites, de traduction bureaucratiques imparfaites ou d'un processus de "garbage can" ; R. Rose, *Do Parties Make a Difference?*, Chatham, Chatham House, 1980 ; M. D. Cohen., J. G. March, J. P. Olsen, "A Garbage Can Model of Organizational Choice", *Administrative Science Quarterly*, n° 1, 1972.

jamais existé et pourquoi aurait-on intérêt à se préoccuper de sa pérennité ? Sans ambitionner de trop grandes généralisations, l'exemple scandinave pourrait encore nous servir de "niveau intermédiaire"⁷⁴⁷ pour tenter de répondre à ces questions. Une hypothèse principale étant que certains éléments de la forme originelle ont gardé du sens du point de vue structurel, culturel et normatif, et cela en dépit d'une érosion graduelle et considérable ou d'autres transformations majeures de l'organisation et de son environnement⁷⁴⁸. Au-delà, ces éléments constituent encore une "histoire" et un horizon qui informent et sont susceptibles d'influencer les entreprises de rénovation des partis ; et ce d'autant plus dans une période où de nouveaux mouvements sociaux cherchent à conquérir des territoires traditionnels d'une gauche politique en souffrance, mouvements qui ont l'avantage de proposer une structure d'engagement et de mobilisation plus flexible et "nouvelle". La pénétration précoce et réussie d'ATTAC⁷⁴⁹ en Scandinavie en est un exemple. En somme, s'il existe des tensions inévitables qu'il nous faut appréhender entre parti de masses et pouvoir d'État, il n'est pas obligatoire que l'un ait complètement disparu au profit de l'autre et l'on pourrait même penser que ces deux identités sont négociables. Ce constat est possible, dès lors que l'on adopte une définition passablement désenchantée de ce que le parti de masses a signifié dans l'histoire, en évitant certains travers par trop idéalistes. Il est évident que des idéaux tels que la participation démocratique, l'intégration sociale des individus sont très souvent entrés en conflit avec les ambitions de l'État moderne et de la volonté de gouvernement. La social-démocratie a dû confronter ce problème, bien que les partis eussent parfois aimé à croire ou laisser croire que leur pays était dirigé par "de bons amis assis autour d'un feu crépitant joyeusement en forêt"⁷⁵⁰, selon une caricature de l'ancien Premier Ministre norvégien Einar Gerhardsen.

⁷⁴⁷ Voir la notion de "middle-range theories" de Robert Merton, qui définit cet espace intermédiaire entre les hypothèses de travail et la "grande théorie" à prétention généraliste. Cf. R. K. Merton, *Social Theory and Social Structure*, Glencoe, Free Press, 1957, p. 5-10 ; A. Straus, B. Glaser, *op. cit.*, p. 32.

⁷⁴⁸ Ceci se rapproche des théories de l'institutionnalisme historique qui insistent sur les phénomènes de "path dependency". Comme le suggère Paul Pierson, la signification collective actuelle d'un groupe qui rassemble 40% de ses adhérents potentiels n'est pas sans rapport avec le fait que le groupe ait atteint 100% ou 10% de ce potentiel auparavant. En ce sens, il ne s'agit pas seulement de dire, assez naïvement, que "l'histoire compte". Ce n'est pas non plus l'hypothèse d'un développement inexorable, prédéterminé mais plutôt de contraintes représentées par les choix ou évolutions antérieures ; ces "contraintes" ne se rapportent pas nécessairement à quelque chose de négatif et peuvent être liées à la continuité forte d'une identité ancienne (P. Pierson, "Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics", *American Political Science Review*, vol. 94, n° 2, June 2000, p. 251).

⁷⁴⁹ Association pour la Taxe des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens. En Suède, Il semblerait du reste que cette association ait largement recruté dans les milieux des "déçus de la gauche", des anciens communistes, en particulier la génération du baby boom. Les plus jeunes seraient moins attirés par cette plate-forme.

⁷⁵⁰ J.-A. Seip, *op. cit.*, 1963, p. 33. C'est ainsi que l'historien décrit le charisme populaire de Gerhardsen. "Det føles naturlig å tenke seg dette land under hans regime styrt av gode venner rundt en rolig flammende peis inne på skogen".

Cela suppose également que nous acceptions un certain "travail de deuil", comme nous l'avons déjà amplement suggéré, vis-à-vis d'idéals-types à prétention trop unitaire ou linéaire du changement organisationnel. Non qu'ils soient sans intérêt mais notre approche part du principe qu'il est nécessaire de les combiner et que des identités multiples peuvent coexister, ce qui entraîne des interférences ou contradictions que trop de modèles théoriques ignorent finalement⁷⁵¹. La discussion à ce propos en vient à prendre un tour un peu absurde lorsque la communauté des chercheurs, elle-même victime de l'illusion des idéals-types et négligeant les particularités de cette construction intellectuelle, fait comme si l'on devait nécessairement arbitrer entre le modèle et ce qu'il prétend aider à interpréter. Une bonne illustration se trouve peut-être dans les débats récents autour du parti-cartel : les critiques de ce modèle assez "préliminaire" (de l'aveu même des auteurs) ont ainsi fait feu de tout bois pour rendre compte de l'existence sociale des partis, de leur implantation locale et de tant d'autres preuves d'enracinement qui rendraient inepte cette idée de cartel ; cependant, cette contre-attaque - aussi justifiée soit-elle - ne s'est pas toujours positionnée au même niveau que Katz et Mair, c'est-à-dire celui des transformations du rapport à l'État des partis⁷⁵². Par ailleurs, s'il est entièrement légitime de tester empiriquement le modèle, il faut aussi tenir compte du degré d'abstraction et de généralisation nécessaire à la construction de types-idéaux du changement partisan. S'il s'avère possible d'aboutir à des visions tellement différenciées des partis politiques, c'est sans doute parce que 1) les contextes nationaux divergent bien sûr toujours fortement et, surtout, 2) la "forme-parti" est en elle-même si complexe et ramifiée qu'elle ne peut se réduire à un modèle sur une période donnée, autorisant ainsi des spéculations variées pour pouvoir en appréhender toutes les nuances. En effet, quand nous nous tournons vers les études de cas, les catégories relativement discrètes de "parti de masses", "parti de professionnels" et autres tendent à se confondre dans des composites dont on se doit aussi de rendre compte. L'ambition de construire des modèles d'interprétation généralistes n'est pas pour autant condamnable, en soi, et c'est aussi probablement la diffusion et l'usage trop peu rigoureux de ces constructions qui sont en cause. Ainsi, Otto Kirchheimer n'a-t-il jamais suggéré que son idée de "*catch-all party*" (parti attrape-tout) pouvait s'adapter à tous les partis et à tous les contextes, ne serait-ce qu'occidentaux. Au contraire, il le dérivait plutôt de

⁷⁵¹ Et nous ne rejetons pas ici la notion de type-idéal, bien qu'il faille constamment discuter de la pertinence de ces constructions. C'est ainsi le cas de typologies des régimes politiques où la catégorie "démocratie" est devenue quasiment téléologique, comme nous le notions en introduction.

⁷⁵² Voir par exemple "L'arbre social-démocrate", *Actuel Marx*, n° 23, 1998, p. 21-148 ; H. Kitschelt, *art. cit.*, 2000 ; La critique de Ruud Koole reste la plus cohérente à cet égard (R. Koole, *art. cit.*, 1996).

l'observation récente de quelques grands partis socialistes d'Europe de l'ouest, la SFIO en particulier⁷⁵³.

De quelque façon que l'on définisse le parti de masses, il semble condamné à se transformer dans ce monde de financement public croissant des partis, de déclin des adhérents et de désaffiliation politique apparente. Il est certain que les partis politiques ne sont pas les seuls responsables de cette situation, qu'il faudrait du reste nuancer. Les sociétés changent, entre autres du fait des politiques social-démocrates et le pouvoir d'attraction des grandes organisations politiques traditionnelles s'est érodé, peut-être au bénéfice d'un tourisme politique plus manifeste. Mais on oublie que les organisations en question peuvent être plus résistantes que leur clientèle et les partis de masses ont tout de même réussi à mobiliser bien au-delà des cohortes de travailleurs prolétaires qui constituaient leur ressource initiale. Cette résistance se manifeste aussi dans une volonté d'entretenir ou de préserver le capital spécifique des partis sociaux-démocrates, et l'on retrouve encore ici le parallèle entre les problèmes de continuité idéologique et de l'organisation : d'un côté, le désir du réformisme social perpétuel et, de l'autre, un certain culte de la démocratie de masses et de l'adhésion spontanée. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'on n'entretient pas aussi un certain nombre de mythes et de croyances, tant sur l'histoire du parti de masses qu'à propos de sa subsistance contemporaine. Mais ces récits ont un rôle et une importance symbolique qu'il ne faut sans doute pas négliger non plus.

Après avoir tenté d'approcher le concept et les usages du parti de masses, ainsi que sa signification historique, on s'intéressera de plus près aux dimensions de sa pertinence actuelle en posant que Suède et Norvège se présentent comme des cas particulièrement intéressants pour comprendre la "résistance" des mouvements de masses, et ce à deux niveaux : 1) bien qu'il n'y ait pas à contester l'ampleur des changements structurels et précisément au regard de ces changements, on ne peut qu'être étonné par le degré de continuité dans certaines formes et dans la culture des organisations des mouvements ouvriers ainsi que par la volonté apparente de préserver les images et certains répertoires identitaires spécifiques de ces mouvements. Ceci est une observation qui ne prend tout son sens que *relativement*, c'est-à-dire dans le contexte plus large du socialisme européen et de ses évolutions au cours du siècle passé. Nous pensons que cette "homéostasie" importante, du point de vue comparatif, a été très mal

⁷⁵³ O. Kirchheimer, *op. cit.*, 1966. La conception et le style de cet essai n'en font du reste pas un travail de "grande théorie" ou bien visant à produire des modèles abstraits.

comprise et surtout trop peu étudiée, laissant souvent la place à de grands discours un peu monotones sur le thème du déclin pur et simple des social-démocraties scandinave et européenne 2) deuxièmement, ces partis sociaux-démocrates ont dû relever le défi, un peu paradoxal, de réconcilier des mouvements extraordinaires avec une dominance politique elle aussi extraordinaire. Pour ces organisations qui se sont initialement développées en tant que mouvements de masses, le risque de la "normalisation" est au moins aussi problématique que l'éclipse du réformisme social-démocrate dans le champ de la production politique. En ce sens et afin de contrebalancer leur identification trop intime avec le pouvoir d'État, les partis devaient logiquement essayer de préserver et de mettre en exergue leur héritage "populaire". D'autre part, les différents renouveaux du populisme et des mouvements sociaux au cours des deux dernières décennies, un peu à la manière des fascismes et du communisme de l'entre-deux guerres, ont constitué un problème pour les partis sociaux-démocrates qui ont traditionnellement cherché à recruter les mêmes classes prolétaires et moyennes comme clientèle de base.

6.1 Le tableau composite de la social-démocratie comme parti de masses

Il est probablement utile de rappeler que les partis socialistes ou social-démocrates n'ont pas tous pu prétendre à l'appellation de "parti de masses" alors que certaines organisations communistes ont été beaucoup plus proches de ce modèle à certaines époques. L'exemple français est celui qui vient immédiatement à l'esprit, après le congrès de Tours de 1920 et la scission de la gauche. Ceci pose alors la question de savoir si certains partis confessionnels ou fascistes ont pu aussi correspondre à la définition que l'on voudra donner du parti de masses. C'est bien ici la cohérence de cette notion qui fait problème.

L'origine des organisations de masses est liée à ce que Maurice Duverger appelle les partis de légitimation externe, par référence à leur avènement hors des institutions parlementaires et, dans une large mesure, en opposition avec le pouvoir établi⁷⁵⁴. Toutefois, ce pedigree n'est pas une condition suffisante pour devenir un parti de masses et leur croissance est intimement associée à l'explosion de la classe laborieuse industrielle et prolétarisée, au développement des idéologies marxiste, travailliste (et les variantes socialistes) ainsi qu'à la connexion plus ou moins réussie avec les mouvements syndicaux. Pour autant, aucune de ces dimensions

⁷⁵⁴ M. Duverger, *op. cit.*, 1976, p. 32 ; K. A. Eliassen, L. Svåsand, "The Formation of Mass Political Organizations: An Analytical Framework", *Scandinavian Political Studies*, n° 10, 1975, p. 98.

prise isolément ne constitue un facteur explicatif de taille critique, comme en témoignent les exemples scandinaves et britannique : dans le premier cas, la première salve industrielle significative est venue après l'implantation des idées socialistes, d'un parti et des syndicats, ainsi que nous l'avons montré dans le premier chapitre ; en Angleterre, bien que les idéologies en question aient été présentes, la révolution industrielle précoce et que le problème ouvrier fût brûlant, la formation d'un parti devait être tardive et contrôlée par les syndicats. Sans entrer dans des typologies par trop sophistiquées, on peut penser que le développement de partis de masses était plus probable là où le processus était plus extérieur aux institutions établies et parvenait à établir un lien organique avec les syndicats⁷⁵⁵. Mais il est vrai que ce degré "d'extériorité" voire de "ghettoïsation" dépendait aussi beaucoup de la nature plus ou moins autoritaire du régime de l'État. Ce dernier point peut sans doute contribuer à expliquer certaines des particularités de la trajectoire britannique. En effet, pour le parti travailliste, le chemin de l'intégration politique était moins semé d'embûches et l'obstacle principal était le mode de scrutin qui favorisait les deux grands partis établis.

6.1.1 *La pertinence et l'usage des vieilles catégories*

Dès lors qu'il s'agit d'arriver à une définition convenable du parti de masses, trois stratégies possibles se présentent : 1) adopter une équivalence intuitive, mais partielle, entre le phénomène de masses et le nombre des adhérents⁷⁵⁶ d'un parti, ce que font plus d'auteurs que l'on ne croit, pour ne pas dire la majorité 2) s'appuyer sur les deux définitions classiques de la science politique, celles de Duverger et de Neumann ou 3) combiner 1 et 2 avec d'autres observations historiques pour construire une approche plus analytique, mais non moins exigeante. C'est cette troisième voie (sans jeux de mot) que nous emprunterons

1) Il est certain que la notion de "parti de masses" est utilisée légèrement, presque de façon convenue, souvent en rapport implicite avec le nombre des membres d'un parti⁷⁵⁷. Non sans raison, il peut sembler douteux qu'aucun parti ayant de maigres effectifs puisse jamais être considéré comme une organisation de masses. Pourtant, si l'on se fie à la typologie duale

⁷⁵⁵ Pour une excellente typologie des relations partis-syndicats dans le cadre de la formation des partis de masses européens, voir la thèse de Bernhard Ebbinghaus, *op. cit.*, 1993.

⁷⁵⁶ Nous parlerons d'adhérents au sens strict, sans établir de nuances avec les militants ou les sympathisants.

⁷⁵⁷ Cette tendance est observable dans les meilleurs travaux comme dans une synthèse majeure sur les partis norvégiens. Cf. K. Strøm, L.Svåsand (1997: 107).

parti de masses/parti de cadres, au sens de Duverger, on s'aperçoit que le critère décisif de différenciation n'est pas la taille mais la structure ; les organisations de masses se construisent autour de leurs adhérents qui reçoivent une éducation politique à travers leur engagement et, par dessus tout, permettent de soustraire le parti aux "servitudes capitalistes" en assurant son financement démocratique sous la forme des cotisations :

"On peut comparer l'invention du parti massif à celle des bons de la défense nationale en 1914 : autrefois, les Bons du Trésor étaient de grosses coupures, placées auprès de quelques grosses banques qui prêtaient à l'État ; en 1914, l'idée géniale fut de multiplier les petites coupures et de les placer dans un public aussi nombreux que possible"⁷⁵⁸.

On l'oublie souvent, la définition du parti de masses par Duverger repose d'abord sur une distinction de financement des activités politiques. Certes, celle-ci n'oblitére pas l'importance du nombre, dans la mesure où les contributions monétaires sont d'autant plus essentielles que l'effectif des adhérents est grand. Cependant, la structure particulière du parti de masses, fondée sur la mobilisation précoce d'une population souvent privée de droits politiques fondamentaux comme le droit de suffrage, en fait une organisation très différente de celle du fameux *caucus* politique décrit par Moseï Ostrogorski comme le premier parti de franchise de masse⁷⁵⁹. En prenant les définitions au sens large, c'est-à-dire essentiellement numérique, R.T McKenzie pouvait considérer les partis conservateur et travailliste britanniques comme des "organisations de masses" alors qu'elles fonctionnaient surtout comme des agences de *canvassing*, des banques de votes, s'appuyant en cela sur un large réservoir d'activistes dévoués⁷⁶⁰. La différence principale, selon Duverger, c'est que le parti de masses est né parfois avant, du moins pour la promotion de la franchise électorale et du suffrage universel autant que pour protester contre les inégalités économiques et sociales liées à la condition travailleuse ; alors que dans la perspective d'Ostrogorski et de McKenzie, le phénomène serait presque appréhendé comme une conséquence de l'élargissement sans précédent de l'assiette électorale et des volontés politiques de captation de cette nouvelle clientèle. Ces différences proviennent largement du fait qu'Ostrogorski a concentré son attention sur le cas anglo-saxon et ne s'est pas réellement interrogé sur l'avènement contemporain des partis de masses continentaux de type socialiste. Dans l'approche de Duverger, il est aussi important de noter la considération de la structure "pyramidale" des partis, centralisée mais reposant aussi sur des

⁷⁵⁸ M. Duverger, *op. cit.*, 1976, p. 120.

⁷⁵⁹ M. Ostrogorski, *op. cit.*, éd. 1993, chapitre trois, p. 104 et suivantes.

branches régionales et municipales ainsi que sur un congrès responsable de l'élection des dirigeants nationaux⁷⁶¹.

2) Pour donner plus de profondeur au concept de parti de masses, il faut ajouter la dimension essentielle de *l'intégration sociale*. Sigmund Neumann considérait que cette forme de parti d'intégration sociale avait émergé par opposition aux organisations de type libéral, fondées sur le principe de la représentation individuelle et la légitimité des distinctions élitaires. Le symbole qui est resté en mémoire est celui de l'enrôlement socialiste "du berceau à la tombe"⁷⁶². Neumann précise toutefois qu'il existe une différence notable avec les partis "d'intégration totale", de type fasciste et dans les régimes totalitaires - qui requièrent un dévouement inconditionnel des membres au leadership du parti tout en leur refusant toute liberté de choix⁷⁶³. Dans le cas de certains partis socialistes, ou plus tard communistes⁷⁶⁴, l'intégration sociale devait prendre la forme de véritables subcultures spécifiques et relativement closes, tout particulièrement dans le cadre des régimes autoritaires les plus résistants⁷⁶⁵. Mais cette forme d'organisation séparée de la vie sociale allait s'effacer graduellement dans le procès de démocratisation, de croissance économique et d'acquisition de droits politiques et sociaux. Après 1945, la majorité des partis développèrent une culture d'intégration sociale plus ouverte mais jamais dans la même mesure que les expériences socialistes et communistes antérieures. Bien que le parti-société ait largement disparu, des formes de solidarité et des cultures d'organisation différentes peuvent encore être repérées, sortes de résidus ou de survivances qui jouent encore un rôle politique et symbolique important.

3) Jusqu'ici, il apparaît que le parti de masses est caractérisé par un effectif d'adhérents qui contribuent financièrement, mais aussi directement, aux activités d'une organisation offrant des sous-produits d'intégration politique et sociale. Toutefois, il manque vraisemblablement quelques éléments à cette définition pour la rendre historiquement plus complète. Le premier d'entre eux se trouve dans le rôle du congrès, de la structure en branches

⁷⁶⁰ R. T McKenzie, *op. cit.*, 1963, p. 636. L'auteur conclue cependant volontiers que les deux grands partis britanniques sont avant tout contrôlés par leur élite parlementaire.

⁷⁶¹ M. Duverger, *op. cit.*, p. 127.

⁷⁶² "from the cradle to the grave" ; selon une autre rime, on utilise parfois "from womb to tomb".

⁷⁶³ S. Neumann, *op. cit.*, 1956, p. 404-405.

⁷⁶⁴ Ainsi que certaines organisations confessionnelles.

⁷⁶⁵ Voir l'ouvrage classique de Guenther Roth, *The Social Democrats in Imperial Germany*, Totowa, The Bedminster Press, 1963 ainsi que R. N. Hunt, *German Social Democracy 1918-1933*, New Haven, Yale University Press, 1964.

décrite par Duverger et de la représentation politique sur les lieux de travail. Le second est essentiellement lié aux conditions de la mobilisation des classes travailleuses : c'est d'abord la relation intime entre parti et syndicats, qui remonte à l'origine des partis, puis les formes de solidarité variées de l'organisation politique avec un réseau d'entités "affiliées", une sorte de constellation social-démocrate complexe⁷⁶⁶. Dans un troisième temps, ceci aboutit à une culture de l'organisation spécifique et que nous avons déjà mentionnée ; elle est fondée sur une forte loyauté au parti, une discipline également importante et elle met en exergue les valeurs collectives. En Suède, cette culture a eu la chance de pouvoir se brancher sur une longue tradition de "mouvements populaires" (*folkrörelser*) reconnue comme éminente, presque "mythique" et favorisant en tout cas les mobilisations sociales. En d'autres termes, les produits de l'idéologie socialiste et marxiste ont été importants mais n'ont jamais constitué qu'un aspect des partis de masses social-démocrates, une autre dimension se manifestant dans des pratiques et des activités qui sont allées bien au-delà de ce que l'on appelle - en science politique - un "parti"⁷⁶⁷. Dans un certain sens, on peut même avancer que les spécificités organisationnelles, même très affaiblies, ont mieux résisté que les particularités idéologiques. Dans cette perspective, toutes ces composantes font du parti de masses une créature assez exceptionnelle dans l'histoire politique de l'Europe, et ses variantes les plus sophistiquées se sont développées dans les régions germanique et scandinave du continent⁷⁶⁸.

6.1.2 Grandeur et décadence de l'organisation de masses

Partant de cette définition exigeante du phénomène, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que la plupart des caractéristiques que nous venons d'énumérer aient connu des

⁷⁶⁶ Dans une certaine mesure, ce réseau est le véhicule historique de l'intégration sociale dont on vient de parler, mais pas seulement. Ces organisations sont soit catégorielles (jeunes, femmes, branche professionnelle), soit "fonctionnelles", au sens où elles s'occupent d'activités éducatives, culturelles ou économiques diverses. Certaines d'entre elles peuvent avoir été créées à l'initiative du parti ou des syndicats ou bien graduellement colonisées, contrôlées par eux à différents degrés. Plus tard, un processus inverse de distanciation et d'autonomisation a eu lieu, sans pour autant que les liens complexes disparaissent complètement. Ceci rend évidemment le tableau de famille particulièrement difficile à dessiner et il n'existe guère de cartographie de ces relations. Une exception est peut-être le travail de Erik Anners (*Den socialdemokratiska maktapparaten*, Stockholm, Askild & Kärnekull, 1975) qui, bien que daté et idéologiquement orienté, tente d'approcher ce qu'il appelle l'appareil de pouvoir social-démocrate ; voir aussi G. Olofsson, *op. cit.*, 1979 et J. Engberg, *Folkrörelserna i välfärdssamhället*, Avhandling (Thèse de doctorat), Umeå Universitet, 1986

⁷⁶⁷ H-F. Dahl, " 'Fra nød til sejr' ", dans V. Keul and K. Kjestadli, *DNA - Fra folkebevegelse til statstøtte*, Oslo, Pax Forlag, 1973, p. 129

⁷⁶⁸ Le parti travailliste est un cas-limite du fait de son orientation parlementaire très précoce et de son intégration rapide dans un régime constitutionnel-libéral. Certains partis communistes et confessionnels peuvent aussi s'apparenter à ce modèle en raison de leur subculture très développée (France, Italie post-fasciste, Pays-Bas).

changements majeurs ou se soient même effacées complètement. Il n'est pas dans notre intention de nier ces transformations mais plutôt d'explorer certaines dimensions de la résistance des organisations de masses dans le contexte de sociétés fortement individualistes ainsi que leurs contradictions au regard de l'exercice du pouvoir. Par souci de clarté, nous proposons de survoler d'abord le processus par lequel les partis de masses européens sont devenus des "dinosaures" politiques.

Après 1945 et l'éviction des organisations de type fasciste, le parti de masses devait se présenter sous un jour de respectabilité nouvelle et comme un modèle démocratique à imiter pour bien des partis. C'est pourquoi on postulait alors un important degré de convergence entre les organisations politiques. Il est vrai que Duverger lui-même envisageait une telle tendance dans la mesure où les partis devenaient plus ouverts et cherchaient plus activement à recruter des adhérents et membres actifs. En Suède, cette conversion est assez marquée pour le parti conservateur qui initie un système de cotisations individuelles au début des années 1960 avant de changer sa dénomination, de "Droite" (*Höger*), pour "Parti de rassemblement modéré" (*Moderata Samlingsparti*). Mais Duverger n'en souligne pas moins la nature ambivalente des adhérents eu égard à leur rôle effectif dans les partis de cadres traditionnels. En effet, la plupart des partis dits "bourgeois" ont généralement moins besoin de ces cotisations pour perdurer et mener leurs activités⁷⁶⁹, les procédures formelles pour l'enregistrement des adhérents peuvent être floues et instables et ces partis n'ont guère de ressemblance avec les "partis-communautés" d'intégration sociale et politique que l'on trouve plus à gauche. Il est certain que l'organisation collective et cette sorte de culture de ghetto fondée sur l'encadrement des classes prolétaires sont relativement étrangères aux traditions libérale et conservatrice, bien que ce soit moins net en Scandinavie dans le cas des libéraux⁷⁷⁰. Quoiqu'il en soit, certaines de ces différences se sont amenuisées depuis les années 1960 et plusieurs grands partis de droite européens revendiquent dorénavant un plus grand nombre d'adhérents formels que les sociaux-démocrates, malgré l'évolution constante et les problèmes de fiabilité des statistiques⁷⁷¹.

⁷⁶⁹ Les partis agrariens scandinaves constituent probablement une autre exception. Ils s'appuyaient assez largement sur un système de cotisations et de nombreux adhérents.

⁷⁷⁰ Le libéralisme scandinave a été, plus qu'ailleurs, un rassemblement divers de réformateurs politiques et sociaux, de partisans du libre-échange, de ligues de tempérance et de prophètes de la liberté religieuse ; voir T. Nilsson, "Scandinavian Liberalism - Prophets instead of profits", p. 206-230 dans Ø. Sørensen, B. Stråth (Ed.), *The Cultural Construction of Norden*, Oslo, Scandinavian University Press, 1997.

⁷⁷¹ Pour des statistiques récentes, voir P. Mair et I. Van Biezen, "Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000", *Party Politics*, vol. 7, n° 1, 2001, p. 5-21.

Par ailleurs, nous avons vu que l'introduction de systèmes de financement public des partis, notamment en Scandinavie où ils sont très généreux, a considérablement modifié la nature de ces organisations politiques. Dans ce contexte, il est naturel que les contributions des adhérents deviennent relativement moins importantes et que les partis soient plus dépendants de l'État, une des raisons qui tendraient à favoriser l'émergence du parti-cartel, selon Katz et Mair. Il faut aussi noter que les pratiques d'affiliation indirecte d'un grand nombre de syndiqués aux partis sociaux-démocrates suédois et norvégien ont été abandonnées au cours de la décennie passée, ce qui s'est traduit par une réduction soudaine et très frappante du nombre des membres. Est-ce à dire que les structures et les cultures d'adhésion et d'activisme sont maintenant semblables dans tous les partis? Dans les cas des sociaux-démocrates, leur dominance à la tête de l'État est un facteur de plus qui pourrait favoriser, à première vue, la distanciation relative des élites vis-à-vis des adhérents. En effet, l'institutionnalisation au centre du système de pouvoir permet sans doute de faciliter la réalisation des préférences politiques, mais la contrepartie se trouve dans une exacerbation des tensions avec l'identité traditionnelle du parti de masses, et ce malgré une constante centralisation de ces partis. Ainsi, l'intégration des élites dans le cadre d'un système de représentation corporatiste très développé et les contraintes de l'ordre du jour du gouvernement sur le fonctionnement et l'influence du parti sont des phénomènes reconnus et problématiques. En même temps, il semblerait que le SAP ait relativement mieux réussi à gérer ces contraintes et contradictions que d'autres partis européens du même type:

Enfin, la relation privilégiée entre les branches politique et syndicale des vieux mouvements ouvriers n'est plus ce qu'elle était, aux dires de la plupart des commentateurs ; cette forme d'échange a subi les effets de la libéralisation économique, de la diversité croissante des intérêts catégoriels et du paysage syndical⁷⁷² On associe souvent ces évolutions aux désaccords en matière de politique économique et aux clivages structurels au sein des syndicats dans le contexte de la mondialisation de l'économie, certains secteurs étant plus "exposés" que d'autres à la concurrence des pays à bas salaires. Or, ce type d'explication a une connotation déterministe qui rappelle le raisonnement connu de Przeworski et Sprague à propos du déclin programmé du socialisme : dans les années 1980, ces auteurs prophétisaient un retrait électoral inéluctable de ces forces politiques en raison de la déstructuration de leur

⁷⁷² G. Hernes, "The dilemmas of Social Democracies : The Case of Norway and Sweden", *Acta Sociologica*, n° 34, 1991, p. 239-260 ; P. Swenson, "Union politics, the Welfare State, and Intra-class Conflict in Sweden and Germany", p. 45-76 dans M. Golden, J. Pontusson, *Bargaining for Change : Union Politics in Britain and Sweden*. Ithaca, Cornell University Press, 1992 ; J. Piazza, "De-linking labor. Labor Unions and Social

clientèle de prédilection, la classe ouvrière⁷⁷³. Ils négligeaient ainsi certaines logiques institutionnelles en vertu desquelles les syndicats d'origine ouvrière ont continué à jouer un rôle crucial dans la négociation salariale tout en restant sur un terrain de dialogue et d'échange privilégié avec les sociaux-démocrates, et ce en dépit de phases de crise importantes. Cette relative continuité doit aussi être comprise au regard du fait que les syndicats des employés de la fonction publique (État et collectivités) sont devenus majoritaires dans les fédérations ouvrières LO, au cours des trente dernières années. Par conséquent, l'imbrication de l'État, des organisations syndicales et des partis sociaux-démocrates a gagné en complexité. En outre, les autres organisations associées telles que les mouvements de jeunes, de femmes, les cercles d'éducation, ne remplissent plus la même fonction d'intégration, et d'exclusivité, pour les sympathisants du parti bien que certaines d'entre elles continuent d'exister. La nature des solidarités entre ces entités et le parti ayant souvent reposé sur un réseau de contacts peu formels et une circulation des personnes entre ces organisations, il est difficile d'établir une cartographie précise des continuités et peu de chercheurs se sont aventurés sur ce terrain.

Pour conclure ce tableau succinct, les signes de la transformation et d'une tendance à la normalisation des partis de masses sont indéniables, ce qui n'est guère surprenant dans la mesure où la stabilité complète est rare dans le champ des organisations et que les observateurs scientifiques privilégient la recherche du changement social⁷⁷⁴. Cela ne veut pas dire qu'il faille abandonner la catégorie de "parti de masses" comme une coquille vide, sans intérêt pour comprendre les systèmes partisans contemporains. On observe, d'une part, des continuités de type structurel et une certaine tendance à la conservation dans les organisations ; d'autre part, l'importance à la fois politique et symbolique de l'ancrage social d'un parti, de son audience et de sa représentativité, de sa sphère d'influence sont quelques éléments qui ne se démodent pas et qui rendent l'organisation de masses séduisante encore aujourd'hui.

Democratic Parties under Globalization", *Party Politics*, vol. 7, n° 4, 2001 ; En français, Y. Aucante, *op. cit.*, 1998.

⁷⁷³ A. Przeworski, J. Sprague, *Paper Stones. A History of Electoral Socialism*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.

6.2 Les résidus structurels et culturels

Il y a trente ans, l'historien norvégien Hans Fredrik Dahl rappelait avec discernement que le parti social-démocrate norvégien ne s'est jamais considéré comme un "parti" au même titre que les autres. Il ne s'agit pas, en premier lieu, d'un rassemblement d'hommes et de femmes partageant les mêmes buts et conceptions de gouvernement :

"Au contraire, le parti s'est défini en tant que *l'expression politique d'une mobilisation sociale ou d'un mouvement*. Le mouvement ouvrier a toujours été central et le parti s'est considéré comme un élément parmi d'autres dans ce mouvement. Le parti *sert* son mouvement, mais il est en même temps son *leader*. Sans mouvement, nul parti. Mais aussi sans parti, nul mouvement"⁷⁷⁵.

Ce genre de rhétorique peut sembler quelque peu désuet aujourd'hui mais on doit néanmoins remarquer que la Suède et la Norvège sont parmi les seuls pays européens où il est encore courant de faire référence au "mouvement ouvrier", dans les débats publics, pour désigner le parti social-démocrate et les syndicats de LO⁷⁷⁶. Et la question s'est effectivement posée de savoir si cela a encore un sens quelconque de nos jours. Quoi qu'il en soit, cela fait partie du répertoire politique commun, particulièrement lorsqu'il s'agit du discours social-démocrate lui-même. Une autre dimension prégnante de l'imagerie politique fait référence aux mouvements populaires ou *folkrörelse*⁷⁷⁷, selon laquelle le mouvement ouvrier social-démocrate serait partie prenante de cette contre-culture de mouvements sociaux née au 19^{ème} siècle (Eglises libres, ligues de tempérance, mouvement d'éducation populaire, coopératives). Ce qu'il reste aujourd'hui est bien différent des organisations d'antan, bien que 90 % de la population soit membre d'au moins une organisation (contre à peine 10 % en 1920)⁷⁷⁸. Si le sens et l'intensité de l'adhésion se sont notablement transformés et que certains de ces mouvements ont des caractéristiques qui les rapprochent de groupes d'intérêts ou de simples clubs de loisirs, ces traditions ne sont pas sans avoir conservé leur empreinte dans la culture et la symbolique de gauche, dans les syndicats et dans certaines autres organisations proches du

⁷⁷⁴ Tout comme la distinction, dans le métier scientifique, s'opère prioritairement selon une logique d'innovation et de construction de concepts ou d'approches différenciés.

⁷⁷⁵ H.F Dahl, *op. cit.*, 1973, p. 128. "Partiet har tvert imot definiert seg som *det politiske uttrykk for en sosial reising eller bevegelse*. Arbeiderbevegelsen har alltid vært det sentrale, og partiet har sett seg selv som en blant flere faktorer idenne bevegelse. Partiet *tjener* sin bevegelse, men er i like høy grad dens *leder*. Uten bevegelse, intet parti. Men også, uten parti, ingen bevegelse".

⁷⁷⁶ Que ce soit *arbetarrörelse* en Suède ou *arbeiderbevegelse/arbeidsrørsla* en Norvège. Et l'on désigne encore les partis du centre et de la droite suédois comme les "bourgeois".

⁷⁷⁷ *Folkrörelse* (suédois) ou *folkbevegelse / folkerørsla* (norvégien).

parti social-démocrate. Elles constituent encore des facteurs de légitimité importants dans l'univers politique contemporain. Dans un contexte européen plus large, ces continuités de la culture politique sont assez remarquables. On s'intéressera ici à la question de l'adhésion puis aux formes de l'organisation.

6.2.1 L'éclipse des adhérents et le problème de l'affiliation collective

(a) L'abandon de l'affiliation collective

Durant les années 1990, les effectifs du SAP et du DNA ont connu une chute vertigineuse, mais qui reflète essentiellement la fin de l'affiliation collective d'un grand nombre de syndiqués de LO. Ce système permettait à chaque syndicat des fédérations d'enregistrer ses membres auprès du parti, tout en permettant aux individus qui en faisaient la demande d'être exemptés⁷⁷⁹.

Tableau 6.1 *Effectifs des partis sociaux-démocrates (1990-2000)*

Suède	838 822 (1990)	229 095 (1991)	162 578 (1998)
Norvège	128 109 (1990)	72 557 (1995)	66 813 (2000)

Source : J. Pierre, A. Widfeldt, *op. cit.*, 1992, p. 792 ; P. Mair, I. Van Biezen, *art. cit.*, 2001 ; statistiques des partis⁷⁸⁰.

Ce système d'affiliation collective avait été la cible des attaques véhémentes des partis d'opposition, surtout dans l'après-guerre. Ce n'était pas tant l'inflation un peu artificielle du nombre des adhérents, via l'enrôlement souvent passif de travailleurs syndiqués, qui était en cause, que le problème de la liberté de choix des adhérents et, sous couvert de cet argument, la contribution financière indirecte aux activités du parti social-démocrate. Or, il faut noter que cette solidarité financière et politique entre syndicats et parti n'était que partiellement liée

⁷⁷⁸ P. Antman, "Det livsfarliga föreningslivet", dans P. Antman (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993, p. 84.

⁷⁷⁹ Il s'agissait en premier lieu des personnes ayant déjà une affiliation à un autre parti. Quoi qu'il en soit, les demandes d'exemption étaient relativement rares et le système était devenu relativement impopulaire parmi les syndiqués, en raison de son manque de transparence. Toutefois, lorsque les membres du syndicat choisissaient cette formule d'exemption, leurs cotisations ne pouvaient plus être utilisées pour payer les droits d'adhésion au parti social-démocrate.

⁷⁸⁰ On trouvera des variations importantes des statistiques suivant que l'on intègre ou pas les effectifs des organisations des jeunes et des femmes. Ces données représentent une évaluation basse des tendances et ne semblent pas tenir compte de ces mouvements affiliés.

à l'affiliation collective et s'est largement poursuivie après l'abandon de cette dernière. Pour les sociaux-démocrates, il n'était pas secret que le nombre d'adhérent était gonflé artificiellement, mais l'affiliation collective constituait un des derniers "liens organiques" entre parti et syndicats ainsi qu'un legs important des origines du mouvement ouvrier. Car il ne faut pas oublier que les syndiqués représentaient une majorité au sein du parti durant les premières décennies de l'organisation politique. La LO suédoise avait même accepté le principe d'une affiliation collective obligatoire de tous ses membres (*tvångsanslutningen*) lors du congrès fondateur de la fédération des syndicats, en 1898⁷⁸¹. Certes, cet arrangement allait être controversé et, si Hjalmar Branting qualifiait cette affiliation comme "l'obligation d'être libre" ("*tvång till frihet*"), Axel Danielsson la comparait aux méthodes de l'Église de Suède qui accueillait automatiquement toute nouvelle naissance dans son giron. Pour l'exécutif du parti, l'enjeu était aussi électoral et financier : car si le SAP se trouvait alors constitué à 90 % par les membres affiliés des syndicats, il n'y avait en revanche guère plus d'un cinquième des syndicats qui disposait d'une majorité social-démocrate à la fin du 19^{ème} siècle⁷⁸². Le principe devait finalement être abandonné dès 1900 au profit de l'affiliation volontaire des syndicats, qui a perduré durant près d'un siècle, le droit de réservation individuelle (exemption) étant adopté en 1908. Ultérieurement, un intérêt considérable de l'affiliation devait être la possibilité de contenir, en Norvège comme en Suède, les poussées communistes et leurs tentatives d'infiltration au sein des syndicats. Ce système a toujours été plus ou moins critiqué, y compris au sein du SAP, et le parlement suédois a discuté à plusieurs reprises de l'infraction à la liberté de choix qu'il pouvait représenter⁷⁸³. Mais la défense a constamment reposé sur la solidarité organique et historique du mouvement ouvrier, ainsi que sur les prérogatives individuelles d'exemption. Pour nombre de sociaux-démocrates, il s'agissait de refuser ce qui était perçu comme un diktat de l'opposition bourgeoise au sujet de leur propre forme d'organisation et de la coopération intime avec les syndicats :

"L'échange politique avec les syndicats est une épine dans le pied des bourgeois. Ils savent très bien que la force du mouvement ouvrier repose sur cette coopération. Les attaques bourgeoises concernent autant le contenu que

⁷⁸¹ De plus, il avait alors été décidé que trois des cinq dirigeants de LO seraient nommés par le parti (G Gidlund, "Folkrörelsepartiet och den politiska styrelsen. SAP:s organisationsutveckling", dans K. Misgeld, K. Molin, K. Åmark, *Socialdemokratins samhälle. SAP och Sverige under 100 år*, Kristianstad, Tiden, 1988, p. 289).

⁷⁸² D. J. Blacke, *Trade Unions and the Social Democratic Party : The Formative Years*, Uppsala, Almqvist & Wicksell, 1961 ; Y. Aucante, *op. cit.*, 1998, p. 49.

⁷⁸³ Ironiquement, l'appartenance automatique à l'Église de Suède n'a pas autant été controversée à notre connaissance et les débats ont été moins passionnés à ce sujet.

la forme de cette entente. Mais la manière dont nous nous organisons est en réalité inintéressante pour nos opposants. C'est la coopération en tant que telle qu'ils veulent démonter !"784

En 1986, le Parti de la gauche étant sur le point d'apporter son soutien au reste de l'opposition pour légiférer contre l'affiliation collective, le SAP devait se résoudre à annoncer des changements importants. Une phase de transition est organisée en vue d'aboutir à l'adhésion individuelle unique en 1990. Entre-temps, la possibilité existe toujours, pour les syndicats, de voter en leur sein sur un statut d'association avec le parti. Il est certain que bien des sociaux-démocrates n'étaient pas enthousiastes à l'idée d'abandonner ce principe de l'affiliation collective, en acceptant ainsi une chute brutale des effectifs officiels du parti. Il n'était pourtant pas secret que ces grands nombres d'adhérents étaient en majorité la résultante de ce montage controversé ; mais cette affiliation conservait une place centrale dans la double symbolique de la continuité du parti de masses et du mouvement ouvrier. En même temps, les nombreuses campagnes de dénigrement, la menace latente d'une législation hostile s'était ajoutées au passé des querelles internes à ce sujet, à commencer par les vieilles polémiques du début du siècle dont nous avons déjà fait état ; dans ces conditions, les bénéficiaires du système avaient fini par être occultés par ses aspects négatifs et les sociaux-démocrates souhaitaient à tout le moins garder l'initiative et le choix de leur structure organisationnelle plutôt que de se voir imposer une législation humiliante. Le DNA allait aussi abandonner l'affiliation collective dans le courant des années 1990.

Contrairement à certains présumés, l'affiliation collective n'a pas toujours été une valeur sûre pas plus qu'elle n'aurait compris une majorité des effectifs des fédérations LO en Suède et en Norvège. En Norvège, notamment, il y a eu beaucoup de fluctuations et le DNA perdit ainsi 25 000 membres (environ 10 %) entre 1949 et 1951, à la suite des mobilisations communistes contre l'affiliation collective⁷⁸⁵. En Suède, ce système semble avoir réussi à attirer entre 30 et 40 % de LO, à son étiage maximal, mais guère plus de 20 % en Norvège (plutôt entre 15 et 20 %). En Suède, comme peu de gens faisaient usage de leur droit d'exemption individuelle, on peut supposer qu'un certain nombre de syndiqués qui ne votaient

⁷⁸⁴ SAP, *Protocole du Congrès de 1984* (Bo Toresson), cité dans G. Gidlund, *op. cit.*, 1988, p. 299-300. "Den Fackligpolitiska samverkan är en nagel i ögat på borgerligheten. De vet mycket väl att arbetarrörelsens styrka beror på dess samverkan. De borgerliga attackerna gäller både det politiska innehållet och formerna för samverkan. Men det är egentligen ointressant för våra motståndare hur vi organiserar oss. Det är samverkan som sådan man vill bryta upp !".

⁷⁸⁵ A. Zachariassen, *Det kollektive medlemskap*, Oslo, Tidens Tema, 1966, p. 51.

pas pour les sociaux-démocrates ont été affiliés, à un moment ou à un autre, au SAP⁷⁸⁶. Ces éléments tendent à suggérer qu'un pan entier du parti de masses reposait en fait sur une mécanique peu transparente et qui permettait de laisser planer un certain doute sur son degré de légitimité. En cela, la volonté de préserver la valeur faciale de l'affiliation collective, c'est-à-dire le lien organique avec les syndicats par l'intermédiaire des adhérents ainsi que leur existence comptable en tant que membres du parti, était vraisemblablement aussi important que les sources de financement induites⁷⁸⁷. De plus, cette forme d'affiliation a toujours été gérée à l'échelon local, les syndicats étant rattachés aux cellules de base du parti ; elle touchait donc à toute une imagerie populaire ainsi qu'aux origines ouvrières et locales des premiers groupements sociaux-démocrates. Il n'est donc pas étonnant que ce soit la branche politique qui ait le plus insisté sur la nécessité de continuité d'un tel système. Pour Gullan Gidlund, la question était de savoir si ce type d'affiliation a créé un "mythe du parti de masses" qui, à travers la fiction du nombre et la réalité des revenus induits, a surtout empêché la création d'un véritable parti populaire appuyé sur ses adhérents⁷⁸⁸.

(b) Nature et structure de l'adhésion

L'exemple scandinave montre évidemment qu'il serait abusif de considérer la réduction drastique des effectifs sociaux-démocrates, au début des années 1990 comme une indication de la faillite du parti de masses, ou bien d'une "normalisation" organisationnelle pure et simple. Il est vrai que cette transformation s'inscrit en marge d'une tendance assez nette au déclin numérique du nombre d'adhérents dans la plupart des partis occidentaux et dont la social-démocratie n'est pas exempte⁷⁸⁹. Quel que soit le mode de calcul que l'on adopte, les partis suédois ont perdu environ 250 000 adhérents entre 1992 et 1999, affiliation collective non-comprise, avant d'atteindre un étiage à peu près stable⁷⁹⁰. Le parti du centre compte pour

⁷⁸⁶ Les études empiriques ou statistiques du phénomène sont rares, voire inexistantes. Des comptages précis ont été effectués par les partis en 1963 (Norvège) et en 1957-58 (Suède). Les estimations ultérieures montrent un déclin graduel en pourcentage des effectifs de LO. Voir O. Gerard, *Studier i riksdagens behandling av kollektivanslutningen till det socialdemokratiska partiet, 1981-1983*, Stockholm, Mimer, 1983 ; P. Mair, I. Van Biezen, *art. cit.*, 2001.

⁷⁸⁷ On en veut pour preuve le fait que le soutien financier des syndicats ne devait pas cesser, quoi qu'il arrive.

⁷⁸⁸ G. Gidlund, *op. cit.*, 1988, p. 302.

⁷⁸⁹ Demokratirådet, *Demokrati utan partier ?*, Stockholm, SNS Förlag, 2000 ; S. Scarrow, "Parties without members. Party Organizations in a Changing Electoral Environment", dans R. J. Dalton, M. P. Wattenberg (Ed.), *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, New York, Oxford University Press, 2001.

⁷⁹⁰ G. Gidlund, T. Möller, *Demokratis trotjänare. Lokalt partiarbete förr och nu*, Demokratiutredningens forskarvolym X, Stockholm, SOU : 130, 1999, p. 26.

35 % de cette perte, le SAP, 32% et les modérés, 20 %. Il faut cependant noter deux nuances importantes : d'une part, les partis sociaux-démocrates scandinaves conservent encore une densité organisationnelle relativement plus importante que leurs homologues directs, dans les pays ayant une tradition socialiste, certes assez loin derrière l'Autriche. Ceci apparaît dans le tableau 6.2 ci-dessous. D'autre part, des campagnes de recrutement d'adhérents individuels ont été menées après la dissolution de l'affiliation collective, souvent avec l'aide des syndicats eux-mêmes. Leur succès a été limité, dans l'ensemble mais elles ont probablement permis d'endiguer une trop grande hémorragie. Si toutes les formations politiques consacrent un minimum d'efforts pour conserver leurs membres ou en gagner de nouveaux, il semble que la valeur marginale de l'adhérent soit toujours placée un degré plus haut dans la culture partisane social-démocrate.

Tableau 6.2 *Densité organisationnelle comparée des partis (sept pays européens)*

pays	ratio adhérents sociaux-démocrates / électorat	ratio adhérents / électorat (tous partis, sociaux- démocrates inclus)
Autriche	6,85 (1999)	17,66
Suède	2,46 (1998)	5,54
Norvège	1,95 (1997)	7,31
Danemark	1,49 (1998)	5,14
Allemagne	1,24 (1999)	2,93
Angleterre	0,88 (98/97)	1,92 (1997)
France	0,38 (99/97)	1,57 (1999)

Source: calculé à partir de P. Mair, I. Van Biezen, *art. cit.*, p. 15-16.

Il est vrai qu'une minorité de membres sont réellement actifs ou engagés, à des degrés divers, dans l'activité de leur parti. A cet égard, les partis socialistes ne semblent pas mieux lotis que les autres. Selon Anders Widfeldt, l'avantage comparatif du SAP sur ses compétiteurs, en termes d'activisme partisan, a été perdu durant les années 1980⁷⁹¹ ; mais son échantillon d'étude est si réduit qu'on peut avoir certains doutes sur la validité des conclusions. Dans une autre enquête portant sur la Norvège, et fondée sur un plus grand nombre de cas, Knut Heidar montre que plus de la moitié des adhérents des partis déclaraient n'avoir assisté à aucune réunion de leur formation en 1990. Il existait cependant des différences importantes entre le parti de la gauche (37 %), les sociaux-démocrates (43 %) et la droite classique (69 %). Cependant, si les sociaux-démocrates obtiennent de meilleurs résultats que le parti de la droite dans la plupart des mesures de l'activisme, les libéraux les

⁷⁹¹ A. Widfeldt, 1999: 144. Dans son recueil de données, le seuil de l'activisme est déterminé par la présence à plusieurs réunions de cellule ou meetings politiques chaque année. Un problème majeur de cette approche, cependant, c'est que Widfeldt compare les ratios de militants sur le nombre de membres du parti, y compris ceux qui dépendaient de l'affiliation collective.

surpassent généralement sans avoir jamais prétendu à l'appellation de parti de masses⁷⁹². En tout état de cause, l'adhésion passive n'est pas un phénomène politique nouveau et le manque de données plus anciennes rend difficile l'évaluation du changement au cours du temps. Par ailleurs, on a certaines raisons de croire que ce sont d'abord les membres les moins engagés qui quittent le navire et contribuent à la chute des effectifs⁷⁹³. Ceci n'est pas une excuse pour sous-estimer l'ampleur et les possibles conséquences de ce déclin, particulièrement lorsqu'il s'agit de partis qui ont leurs origines dans des grands mouvements populaires. Mais on pourra remarquer deux phénomènes importants qui concernent la pérennité du parti de masses comme modèle. D'abord, les organisations politiques ne restent pas complètement inactives face à la désaffection de leurs forces vives. Récemment, de nouvelles stratégies de mobilisation ont été mises en place, notamment au sein des partis de gauche. En Norvège, l'existence de "réseaux et branches thématiques", regroupés en fonction d'intérêts pour certaines questions politiques spécifiques, a été entérinée dans les statuts du DNA, en même temps que des "branches virtuelles" (par l'intermédiaire d'internet). Certes, les adhérents virtuels ne sont probablement qu'un palliatif commode, mais ces évolutions sont une confirmation de tendances et d'expérimentations qui ne sont pas limitées aux partis sociaux-démocrates et peuvent être poursuivies⁷⁹⁴. Ceci suggère aussi que le modèle du parti fondé sur le recrutement d'adhérents et leur intégration politique reste difficile à abandonner purement et simplement. En Suède, la fin de l'affiliation collective a partiellement été compensée par la croissance des clubs syndicaux sociaux-démocrates sur les lieux de travail : si les syndicats ne venaient plus au parti, ce serait le parti qui irait aux syndicats.

⁷⁹² K. Heidar, "The Polymorphic Nature of Party Membership", *European Journal of Political Research*, vol. 25, 1994, p. 61-86.

⁷⁹³ Demokratirådet, *op. cit.*, p. 68-69.

⁷⁹⁴ K. Heidar, J. Saglie, *op. cit.*, 2001, p. 12.

Tableau 6.3 *Statistiques organisationnelles des partis suédois (1994-95)*

	Membres	Dont org. auxiliaires	Branches électorales	Branches communales	Cellules locales	Autres divisions*	Clubs syndicaux
SAP	259 108	121 499	26	290	2227	2372	613 (1995)
M	109 435	41 993	28	159	786	541	-
C	150 675	62 686	29	296	1925	2007	-
Fp	38 301	15 145	25	127	573	255	-
Vp	23 634	12 978	23	-	268	156	-
Mp	6 650	1 116	27	-	257	30	-
Kd	34 314	9 593	27	17	335	132	-

*cette colonne fait références aux cellules locales des "organisations auxiliaires" (jeunes, femmes, etc.). Les adhérents de ces organisations ne sont pas comptés deux fois lorsqu'ils auraient une affiliation directe en tant que membres du parti.

Sources : J. Johansson, *Hur blir man riksdagsledamot ? En undersökning av makt och inflytande i partiernas nomineringsprocesser*, Hedemora, Gidlunds Förlag, 1999, p.59 ; SAP, *Rapport annuel d'activité (Verksamhetsberättelse)*, 1995.

Deuxièmement, comme l'illustre bien le tableau 6.3, le paysage organisationnel des partis suédois et les structures encadrant l'adhésion demeurent encore assez variés dès qu'on les observe au-delà de leur dimension électorale ; en effet, si les découpages électoraux et administratifs ont imposé une nécessaire convergence des niveaux d'organisation, ceci n'empêche pas la persistance de spécificités très importantes, bien qu'en déclin rapide. A cet égard, les deux partis qui se détachent clairement sont le SAP et le parti du centre qui, en dépit de leurs scores électoraux absolument opposés, restent toujours les héritiers structurels du parti de masses. On oublie ainsi souvent que le parti du centre, qui lutte constamment pour franchir le seuil de la représentation (4 %), est encore le deuxième plus grand parti suédois du point de vue de son organisation. Certes, ses effectifs ont été en chute libre au cours des années 1990 et sont maintenant plus proches de ceux du parti modéré, mais la hiérarchie n'a pas encore fondamentalement changé et on constate une relative stabilisation depuis quelques années. Il est possible que cette continuité soit formelle, dans une large mesure, c'est-à-dire qu'elle reflète avant tout la force des habitudes et des traditions ; mais elle requiert néanmoins une capacité de mobilisation et de persévérance ainsi qu'une implantation locale assez peu communes, quand bien même celle-ci ne relèverait pas de l'activisme spontané.

Tableau 6.4 *Activités des partis dans les districts électoraux, communes et cellules locales, Suède (1992-1994)*

	SAP	M	Cp	Fp	Vp	Mp	Kd
réunions des comités directeurs	64 067	15 614	19 286	10 085	6 499	4 865	6 979
réunions d'adhérents	51 183	10 402	13 019	8 648	4 068	3 680	3 470
meetings publics	21 582	6 802	8 667	5 431	1 604	1 244	2 522
cercles d'étude	12 879	2 755	2 888	2 641	616	450	1 422
campagnes de recrutement	3 728	1 570	514	361	161	118	635

Source : J. Johansson, *op. cit.*, 1999, p. 62.

Le tableau 6.4 montre toutefois que les activités décentralisées au sein du SAP ne sont pas sans rapport avec le format organisationnel (et les ressources) de ce parti. Ces données ne dressent qu'un portrait statistique insuffisant, reconnaissons-le. D'une part, on pourrait raffiner les mesures en les pondérant par rapport au nombre de subdivisions et d'adhérents de chaque organisation ; on constaterait alors probablement que les plus petits partis ont un degré d'activité important relativement à leur taille. D'autre part, il serait certainement nécessaire d'entreprendre une exploration comparative des formes pratiques de l'activité partisane. Enfin, nous ne disposons pas de données fines plus récentes, dans un contexte de fluctuations importantes. Compte tenu de l'hémorragie dont ont été victimes les partis suédois depuis 1990, toutes ces mesures sont certainement à revoir à la baisse, même s'il est aussi assez probable que la hiérarchie n'ait pas été fondamentalement bouleversée. Toutefois, notre objectif n'est pas d'aboutir à un panorama détaillé de l'adhésion sous toutes ses formes mais d'observer les tendances structurelles de l'évolution du parti de masses.

(c) La question du financement des partis

Cette section sera brève car nous avons déjà amplement étudié les modes de financement dans le chapitre trois. Nous y revenons simplement dans le cadre de la définition du parti de masses. Si l'on accepte l'approche de Duverger au sens strict, le développement d'un système de financement public généreux des partis devrait avoir vidé le parti de masses de son sens premier, dans la mesure où les cotisations individuelles ne représentent plus une nécessité de premier ordre. La justification social-démocrate, nous l'avons dit, était que le financement politique avait un caractère plus équitable et démocratique : il permettrait aux partis bourgeois de refuser la tentation des subventions privées tout en accordant des chances

plus égales dans la compétition politique. Cependant, cette approche ne considérait pas que les subsides syndicaux au SAP soient équivalents à des donations privées en bloc, dans la mesure où ils provenaient largement des cotisations de membres (dont certains affiliés au parti), via leurs syndicats. Sous cette justification, la manne financière ne s'est pas tarie et a permis que le SAP soit le parti le moins dépendant des fonds publics, en particulier durant les campagnes électorales⁷⁹⁵. Bien que nous ne disposions pas des données les plus récentes, il est vraisemblable que l'argent public représente environ 40 % des revenus du SAP, soit deux fois moins que ses concurrents directs⁷⁹⁶. L'introduction du financement, dès les années 1960, a rendu les entreprises privées moins désireuses de subventionner la politique, et les partis plus réticents à accepter les soutiens de ce type. On a ainsi noté que le parti conservateur (Modérés) suédois initia une procédure de cotisations individuelles à peu près conjointement à l'avènement de l'aide publique. Or, cette forme de cotisation devait perdurer et son poste semble même avoir atteint une proportion légèrement plus élevée dans le budget des modérés que dans celui du SAP

Cela dit, les partis de droite restent toujours susceptibles de recevoir un certain nombre de donations privées irrégulières ou indirectes, en particulier dans le cadre du financement des campagnes électorales. En 1989, par exemple, la Fédération patronale norvégienne pouvait encore appuyer le parti conservateur à hauteur de 5,5 millions de Couronnes et ce n'est pas là un phénomène isolé. La différence principale entre ce type de subsides et les contributions des LO aux partis sociaux-démocrates se trouve dans le fait que les syndicats rassemblent encore des centaines de milliers d'adhérents qui contribuent au budget de l'organisation et financent ses activités. Peut-on pour autant interpréter le soutien syndical dans la continuité du "financement démocratique" du parti de masses, au sens de Duverger, lorsque les partis ne sont plus fondamentalement dépendants des cotisations individuelles par ailleurs ? si l'on accepte que les partis de la droite continuent de bénéficier de soutiens divers - tant idéologiques que matériels - de la part de milieux d'affaires puissants et concentrés, les choix politiques de LO peuvent être vus comme une expression légitime de solidarité et d'intérêts communs avec les sociaux-démocrates. Par ailleurs, ces choix reflètent les orientations politiques d'une majorité des adhérents de ces syndicats, même s'ils ne sont pas non plus sans poser un problème pour la minorité. Il faut toutefois être conscient que cette minorité a toujours existé et que les contributions syndicales ou privées aux partis, sous diverses formes,

⁷⁹⁵ Bien que le SAP soit le récipiendaire de la plus grande partie du financement public, en raison de sa distribution proportionnelle aux résultats électoraux.

⁷⁹⁶ Pour les chiffres détaillés, se reporter au tableau 3.3, p. 163.

ont eu un caractère assez discrétionnaire et peu transparent. Le parti de masses a sans doute été lié à la possibilité d'une base de financement étendue et atomisée, mais il est moins certain que sa nature ait été aussi démocratique que Duverger le supposait. La plupart du temps, il existe en effet différentes classes de membres, comme en témoignait l'affiliation collective, et un certain nombre d'entre eux peuvent se trouver rattachés au parti par des liens assez complexes ou indirects.

6.2.2 *Sur quelques évolutions structurelles de l'organisation*

C'est un fil directeur de cette thèse que les études récentes des organisations partisans se sont trop souvent concentrées sur les dimensions "formelles" de la stabilité ou du changement. A la recherche de données susceptibles d'être codifiées à l'échelle de plusieurs pays, les organisations ont souvent été prises à leur valeur faciale. En ce qui concerne la Scandinavie, la conclusion principale de ce type d'étude est que les partis ont graduellement évolué vers une imitation des structures fondamentales des partis sociaux-démocrates⁷⁹⁷. Or, si l'on peut sans doute accorder qu'il existe une convergence et une standardisation formelle très élevée des organisations partisans, il est pour le moins paradoxal de constater qu'il existe en réalité des éléments de différenciation tout à fait remarquables et qui doivent justement beaucoup au caractère doublement exceptionnel de la social-démocratie : en tant que parti de masses et en tant que parti dominant de gouvernement.

(a) Formes de solidarité au sein des mouvements ouvriers

Sur la question fondamentale des relations parti-syndicats en Suède et en Norvège, il y aurait matière à consacrer un livre entier qui, il faut le regretter, attend toujours son auteur⁷⁹⁸.

⁷⁹⁷ L. Svåsand, K. Strøm, B. E. Rasch, "Change and Adaptation in Party Organization", dans K. Strøm, L. Svåsand (Ed.), *Challenge to Political Parties. The Case of Norway*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997, p. 102.

⁷⁹⁸ Cette constatation a servi de point de départ à notre mémoire de D.E.A d'Etudes Politiques dans lequel on trouvera une bibliographie importante (Y. Aucante, *op. cit.*, 1998) ; sur un plan comparatif, il existe quelques sources de grande qualité dont B. Ebbinghaus, *op. cit.* ; sur l'origine de la solidarité entre parti et syndicats, voir le petit opuscule de D. J. Blacke, *op. cit.* ; les autres sources classiques sont presque toutes en suédois ou bien concernent uniquement la politique économique et la négociation salariale. Pour quelques analyses en Français, voir Alain Bergounioux, "Typologie des rapports syndicats-partis en Europe occidentale", *Pouvoirs*, n°26, 1983, p. 17-30 et Patrick Hassenteufel, "Partis socialistes et syndicats : l'autonomisation réciproque", p. 513-553 dans M. Lazar (Dir.), *La gauche en Europe depuis 1945*, Paris, Puf, 1996.

Il n'est pas dans notre objectif de donner beaucoup de détails historiques à ce sujet et nous renvoyons aux quelques sources mentionnées en notes. S'il ne fait aucun doute que les relations entre les branches politique et syndicale du vieux mouvement ouvrier se sont détériorées au cours des deux ou trois dernières décennies, en même temps qu'elles changeaient de caractère, elles n'en restent pas moins une composante centrale de la politique scandinave⁷⁹⁹. La philosophie de classe qui les a historiquement sous-tendu est assez bien résumée par Göran Therborn, pour la Suède, et peu s'applique sans trop de difficulté à la Norvège :

"La politique de classe sans intermédiation est rarement au centre des entreprises social-démocrates après 1933. Cela ne doit pas vouloir dire que le parti, ses leaders et ses ministres ont rejeté les éléments travaillistes ou ouvriéristes du parti ; mais cela signifie que les intérêts de classe sont compris en des termes filtrés par la fédération des syndicats, LO. La politique de classe devient la politique de LO"⁸⁰⁰.

Certes, cette interprétation a été mise à rude épreuve dans les années 1980, en Suède comme en Norvège. Dans le premier cas, les dissensions importantes au sujet de l'orientation de la politique économique, notamment la question cruciale des fonds d'investissement salariaux mais aussi la gestion de la récession au début des années 1990 ont constitué le nerf de ce qu'on a appelé la "guerre des roses"⁸⁰¹ entre syndicats et parti ; dans le second, se sont ajoutées l'érosion plus importante des effectifs de LO en proportion de la syndicalisation totale ainsi que les défaites électorales plus fréquentes du parti ; logiquement, l'échange politique entre les deux acteurs s'en est trouvé affaibli. On voudrait toutefois commenter une opinion encore répandue et qui consiste à considérer comme "néo-marxiste" ou "classiste" (comprendre "réactionnaire" ou "passéiste") toute approche qui insiste sur la continuité ou la persistance de liens importants entre LO et social-démocratie. Sous prétexte de documenter la crise de la social-démocratie européenne, bien des observateurs ont perdu de vue ce qui pouvait subsister des organisations. Or, on ne peut se satisfaire d'une vision commode en

⁷⁹⁹ Il faut noter que les formes de solidarité avec le parti social-démocrate ont été historiquement bien moins élaborées au Danemark et en Finlande. Nous nous concentrons donc toujours sur les cas suédois et norvégien.

⁸⁰⁰ G. Therborn, "A Unique Chapter in the History of Democracy: The Social Democrats in Sweden", dans K. Misgeld, K. Molin, K. Åmark, *Creating Social Democracy*, Philadelphia, Pennsylvania State university Press, 1992, p. 20. "Unmediated class politics is hardly to be found in the center of social democratic actions after 1933. This should not be taken to mean that the party and its leaders and ministers have relinquished the party's labor or workers' party features; but it does mean that class interests are understood in terms filtered through the Federation of Trade Unions, the LO. Class politics becomes LO politics".

⁸⁰¹ "*Rosornas krig*". C'est le sobriquet qui servait à caractériser les conflits fratricides entre LO et le SAP. Voir R. Englund, *Rosornas krig*, Stockholm, Timbro, 1984 ; D. Arter "The war of the roses: conflicts and cohesion in the Swedish Social Democratic Party", p. 70-95 dans D. S. Bell, E. Shaw, *Conflict and Cohesion in Western European Social Democratic Parties*, London, Pinter, 1994.

termes de crise permanente de la social-démocratie. A cet égard, la citation de Göran Therborn que nous venons de donner insiste sur un point essentiel des transformations longues qui sont à l'œuvre : la politique de classe est devenue la politique de LO et, en ce sens, les bouleversement socio-professionnels ou autres qui ont déstructuré la classe ouvrière et les discours de classe ont trouvé un relais, une médiatisation, dans la continuité de l'organisation. Certes, les LO sont aujourd'hui dominées pas les grands syndicats de la fonction publique de base, divisées entre intérêts des secteurs "exposés" (à la concurrence) et "protégés", et récemment affectées, en Suède, par les défections patronales dans le cadre du système corporatiste et de la négociation centralisée des salaires⁸⁰². Ce ne sont ici que les problèmes les plus centraux mais ils n'ont pas pour autant entraîné la faillite complète de l'échange politique entre syndicats et partis. Du point de vue organisationnel qui nous intéresse, la coopération entre les deux branches n'a pas non plus disparu après la mise en berne de l'affiliation collective. Au-delà des aspects financiers, déjà mentionnés, plusieurs formes d'échanges peuvent être identifiées, qui doivent contribuer à une meilleure compréhension de la nature des partis sociaux-démocrates.

- Une union personnelle qui se manifeste à l'échelle des élites mais aussi à travers le réseau de clubs sociaux-démocrates sur les lieux de travail. La double affiliation LO-SAP est loin d'être un phénomène révolu et il est toujours usuel pour un certain nombre de représentants ou cadres syndicaux de briguer des postes équivalents au sein du parti, y compris au plus haut niveau. En 1998, quatre dirigeants de LO étaient encore représentés au sein du comité exécutif national du DNA (*Sentralsstyre*) qui comptait vingt membres. Cette proportion se compare avec l'étiage maximal de sept représentants sur vingt-et-un en 1961. En Suède, il y a eu un recul plus important de ce type de chassé-croisé dans les cercles du pouvoir, tout particulièrement après les tensions considérables de 1990-1991. Toutefois, les trois derniers porte-paroles de la centrale syndicale (avant l'actuelle), ont siégé au comité directeur du SAP ainsi que certains autres poids-lourds des grands syndicats⁸⁰³. Ces personnalités ont souvent eu une influence politique considérable. Ces pratiques cachent le fait qu'un certain nombre de dirigeants sociaux-démocrates, à tous les niveaux, ont fait leurs classes au sein des syndicats.
- Les cadres de LO ont aussi été des candidats pour les postes ministériels, et ce à intervalles réguliers. Faute d'être effectivement nommés, ils font généralement partie du jeu de la

⁸⁰² Voir le chapitre huit à ce sujet.

⁸⁰³ Pour prendre des exemples relativement récents, Bert Lundin et Leif Blomberg des métaux, Bertil Whinberg, du bâtiment.

sélection. Les élus ont occupé des fonctions aussi importantes que les finances, l'industrie, le gouvernement local ou le commerce. Ce phénomène a été plus manifeste en Norvège mais il n'est pas absent en Suède : dans le second cabinet Brundtland (1986-1989), des syndicalistes occupaient trois ministères importants et ils ont été constamment représentés depuis 1945. Finalement, il est logique que la voie parlementaire ne soit pas exempte de tendances similaires, bien qu'il faille encore se faire élire. En Suède, la tradition voulait que le porte-parole de LO brigue un tel mandat. Stig Malm (1983-1993) a cependant rompu avec cette pratique et a décrit dans ses mémoires la difficulté d'occuper plusieurs fonctions de responsabilité parfois très contradictoires dans le parti, le syndicat et au sein de l'État⁸⁰⁴.

- Tant en Suède qu'en Norvège, des instances communes ont toujours existé, afin de mieux coordonner les programmes et l'action des syndicats et des partis. Cet échange est devenu particulièrement institutionnalisé en Norvège, à travers un "Comité de coopération" (*Samarbeidskomité*) dont l'acte de naissance remonte à 1927⁸⁰⁵ ; l'ancien secrétaire du parti, Ronald Bye, allait jusqu'à dire que "si le pouvoir a une adresse concrète sur la place Young, ce doit être le comité de coopération entre LO et le parti travailliste"⁸⁰⁶. En Suède, les plates-formes se sont renouvelées et ont plus souvent été *ad hoc* bien qu'un certain nombre de comités conjoints (*facklig-politisk*) aient existé. Mais l'influence de LO sur les décisions publiques s'est transmise par différents canaux et a sans doute été moins "centralisée" que chez le voisin.

Ces formes d'échange que nous venons de circonscrire à grands traits ont largement pris place au niveau des cercles dirigeants des organisations et au plan de la politique publique. Mais elles ne forment que la partie émergée de l'iceberg. Il est assez clair que cette coopération a été victime des tendances habituelles à la centralisation, à la concentration de l'autorité tout comme elles ont exploité la culture de "discipline" et de loyauté du mouvement ouvrier ; mais elles s'appuient également sur un potentiel de mobilisation toujours exceptionnel, les activités et la légitimité d'un grand nombre de militants et d'élus locaux, un appareil de fonctionnaires étendu et capable ainsi que des effectifs d'adhérents encore importants de nos jours. En Suède, en tout cas, le taux de syndicalisation est resté très élevé et si LO a perdu du terrain par rapport aux autres centrales, elle reste la principale et ses effectifs

⁸⁰⁴ S. Malm, *13 år*, Stockholm, Utbildningsförlaget Brevsskolan, 1994

⁸⁰⁵ H. Skjeie, *op. cit.*, 1999.

⁸⁰⁶ Ronald Bye, *op. cit.*, 1987, p. 103.

se sont accrus jusque récemment. Une raison importante est de nature institutionnelle, c'est le rôle des syndicats dans la gestion de l'assurance-chômage.

Bien plus qu'ailleurs en Europe, le syndicalisme a gardé sa couleur politique quand bien même il s'agit aussi de grandes machines bureaucratiques. On retrouve ici la pluralité des facettes d'un même système : pour prendre un exemple, les modèles de régulation scandinaves ont ainsi été à la fois "institutionnels", au sens des institutions formelles de représentation des intérêts dans l'État mais ils sont aussi sociaux-démocrates et, de ce fait, "partisans"⁸⁰⁷ Ce réservoir de mobilisation a constamment été un atout de premier ordre dans les campagnes électorales et il est fréquent de voir les syndicalistes et les représentants du parti faire tribune commune. Au cours des dernières années, LO a délégué jusqu'à 4000 de ses fonctionnaires lors de campagnes électorales en Suède. Dans bien des villes et villages, les deux organisations ont leurs bureaux dans la même "maison du peuple" (*folkets hus*) ou partagent tout au moins les mêmes locaux et de nombreuses activités sont organisées conjointement, tels que cercles d'études, campagnes d'éducation, manifestations ou simples festivités. Dans le cas norvégien, un ancien secrétaire du parti évoque la "place du pouvoir", cette agrégation curieuse dans un même bâtiment des syndicats, du parti, d'une organisation culturelle et éducative (AOF), de la presse politique et d'un groupe d'édition (*Tiden Norskforlag*), pour ne citer que les éléments les plus importants de ce puzzle⁸⁰⁸. On peut bien sûr choisir de regarder ce paysage comme une sorte de vestige d'un temps presque révolu, un résidu en suspens. Mais on néglige alors l'enracinement profond de ces formes de solidarité.

Ce tableau a volontairement fait abstraction des multiples sources de tension et de conflit qu'une relation aussi intime a suscitées au cours du temps. Nous en avons brièvement évoquées quelques exemples tout en soulignant la tendance générale à une relative distanciation des deux sphères d'organisation dans l'espace des dernières décennies du 20^{ème} siècle. Toutefois, ces difficultés sont loin d'avoir anéanti une solidarité privilégiée et tout à fait unique entre partis et syndicats de LO. L'opposition est toujours là pour dénoncer ce "système de pouvoir" (*maktsystem*) "par lequel le parti prend les décisions politiques en prenant compte des intérêts des syndicats, tandis que les syndicats financent les campagnes électorales du parti et le soutiennent avec une armée d'activistes"⁸⁰⁹. Or, la réponse à cette critique insiste

⁸⁰⁷ C'est l'idée mise en avant par Hugh Compston, "Union Participation in Economic Policy-Making in Scandinavia: Reflections on the Politics of Small Nations", *Contemporary Political Studies*, vol. 2, 1994, p. 828-841.

⁸⁰⁸ R. Bye, *op. cit.*, p. 12.

⁸⁰⁹ S. Nycander, "Facklig-politisk-statlig samverkan", dans *Finns arbetarrörelsen ? 16 inlägg om facket och politiken*, Stockholm, Hjalmarsson & Högberg, 2000, p. 65. " (...) där partiet genomdriver politiska beslut enligt de fackliga intresserna, medan facket finansierar partiets valrörelse och ställer upp en armé av valarbetare".

souvent sur la légitimité que confèrent encore des taux de syndicalisation élevés, surtout en Suède où l'adhésion à ces organisations est longtemps restée centrale pour l'accès à l'assurance-chômage. Si les LO ne sont plus aussi dominantes qu'elles ont été dans leur domaine, elles représentent toujours une majorité des ouvriers et petits employés ou fonctionnaires, dont les catégories socioprofessionnelles relativement moins privilégiées. On n'a pas nécessairement besoin de recourir au vocable de classe pour comprendre que ces relations partis-syndicats fournissent à la social-démocratie un peu de la légitimité et des ressources associées à ces effectifs nombreux et intrinsèquement liés aux lieux de travail. Il y aurait beaucoup à dire sur les carences de la démocratie interne des syndicats, ici comme ailleurs, et bien des membres de chaque organisation considèrent cette machinerie comme pesante et rétrograde. On peut aussi penser, avec Göran Therborn, qu'elle reflète une certaine continuité de la culture d'organisation dans ces pays :

"Cette tradition met en évidence les traits typiques de la politique suédoise : faible spontanéité ou militantisme des discours et des actions mais des organisations compétentes, une préparation forte, prudence, volonté de négocier, assiduité et persévérance"⁸¹⁰.

(b) Qu'est-il advenu de la "constellation social-démocrate" ?

L'ensemble d'organisations plus ou moins affiliées ainsi que le tissu de solidarités diffuses qui constituait la subculture social-démocrate a cessé d'être un système cohérent depuis longtemps. L'intégration sociale et politique "du berceau à la tombe", fondée sur le réseau d'écoles populaires, de coopératives et d'associations de loisirs s'est partiellement dissoute dans l'exercice du pouvoir et la croissance de l'État-providence, bien que la plupart de ces organisations subsistent encore aujourd'hui. D'un point de vue formel, les partis politiques ont imité la structure des partis de masses, avec des mouvements de femmes, de jeunes et d'étudiants qui ont prospéré dans les années 1950-1960. Toutefois, ces produits d'importation se sont généralement révélés moins résistants ou moins implantés. En 1994, par exemple, le parti conservateur norvégien a fermé son organisation de femmes. D'autres différences importantes sont à noter, qui tiennent à la fois de la structure et de la position du

⁸¹⁰ G. Therborn, *op. cit.*, 1992, p. 15. "This tradition suffuses the typical features of Swedish class politics : little spontaneity or militancy in word and action, but competent organizations, thorough preparation, caution,

parti. Ainsi, phénomène peu étudié, les mouvements de jeunes et d'étudiants sociaux-démocrates sont devenus de véritables écoles du pouvoir⁸¹¹. Si ce n'est pas réservé à la social-démocratie, les circuits de recrutement de ce parti manifestent un haut degré d'internalisation des carrières. Nous y reviendrons ultérieurement plus en détail mais on peut en dire quelques mots dans ce contexte. Les mouvements ouvriers ont fourni à leurs membres un nombre inégalé de fonctions salariées et de postes de responsabilité ou de représentants. Le financement politique des partis est venu s'ajouter à l'accès privilégié aux carrières publiques de l'État et du gouvernement local⁸¹². Dans une étude déjà assez ancienne, Gunnar Olofsson suggérait que le rôle des jeunes du parti suédois (SSU) en termes de recrutement soit évalué par rapport au "marché social-démocrate" dans son intégralité : syndicats, coopératives de logement et de consommation, institutions éducatives ou culturelles et autres entités historiquement proches de cette sphère politique ont traditionnellement constitué des viviers d'emploi et de formation des cadres politiques, tout en constituant un réseau important de solidarités diffuses⁸¹³ et d'adhésions croisées. Ces suggestions doivent être prises avec précaution car elles n'ont guère fait l'objet de tests empiriques renouvelés. Toutefois, les autobiographies ou mémoires de certains cadres du parti nous aident à mieux comprendre, au cas par cas, ce système de reproduction complexe mais il est difficile d'en suivre les évolutions récentes⁸¹⁴. L'enrôlement et la politisation précoces des futurs cadres, leur formation et la circulation à l'intérieur des organisations du mouvement semblent toujours être des marqueurs importants bien que le niveau d'éducation universitaire de la plupart des recrues ait certainement augmenté, comme pour le reste de la population. Ceci se double, et nous y reviendrons, de l'apparition de véritables "dynasties" social-démocrates issues de certaines familles.

willingness to negotiate, stubbornness and perseverance". Sur le gouvernement des syndicats, cf. L. Lewin, *Hur styrs facket: om demokratin inom fackföreningsrörelsen*, Stockholm, Rabén & Sjögren, 1977.

⁸¹¹ Dans les années 1960-1970, l'université de Stockholm, sa branche social-démocrate et ses associations d'étudiants étaient considérées comme une véritable "couveuse" du parti.

⁸¹² Ici encore, les années 1960 ont été un tournant important. Auparavant, les ministères étaient relativement pauvres, peu dotés en personnel et la bureaucratie restait assez fermée aux nominations politiques. Les choses ont évolué avec la stabilisation de gouvernement sociaux-démocrates homogènes et le financement public des partis.

⁸¹³ G. Olofsson, "SSU- socialdemokratins rekryttskola ?", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 1, 1972.

⁸¹⁴ Voir entre autres R. Bye, *op. cit.* (Norvège) ; T. G. Petersson, *Resan mot Mars. Anteckningar och minnen*, Stockholm, Albert Bonniers Förlag, 1999 (Suède).

6.3 L'entretien de l'image et les répertoires symboliques du mouvement ouvrier

Nous abordons maintenant plus précisément une dimension qui va être au centre du chapitre suivant et que l'on qualifie souvent de symbolique. Après s'être efforcé d'évaluer empiriquement ce qu'il reste du parti de masses, ce qui n'est pas tâche facile, il faut s'interroger sur l'importance que cette forme d'organisation peut revêtir dans la mémoire, la culture et les symboliques de la social-démocratie contemporaine ; ceci comprend aussi les stratégies plus ou moins explicites qui ont recours à cet instrument, et en abusent parfois, à des fins de légitimation. Or, ces aspects des discours publics et des liturgies politiques sont généralement négligés par le comparatisme d'aujourd'hui, tant il est vrai qu'ils sont indociles et ne se réduisent pas à des mesures standardisées, à des variables opératoires. La Suède fournit un exemple superbe de ce type de ressources et de ses utilisations, voire de ses perversions, à travers la tradition des "mouvements populaires" (*folkrörelse*) comme référence et comme enjeu de débats. A cet égard, les dimensions symboliques sont à la fois un signifiant et une modalité d'exercice du pouvoir fondée sur la différenciation. Les origines de cette tradition ont été présentées dans le chapitre deux et n'ont donc pas besoin d'être reprises.

6.3.1 *Mouvement ouvrier, mouvements populaires...*

Au début de ce chapitre, il était fait allusion au vocabulaire et à la rhétorique du mouvement ouvrier et à leur persistance assez remarquable dans le lexique politique. On pourrait spontanément rejeter ce type de discours comme une habitude sans conséquence pour notre objet, mais ce serait oublier qu'il continue d'informer les débats publics et les clivages, notamment lorsqu'il s'agit de réfléchir aux formes appropriées des organisations et des institutions. D'une certaine manière, il est vrai que l'on essaie souvent de faire passer ces polémiques pour rétrogrades, vieilles et dépassées ; il y a pourtant un certain nombre d'indices qui laissent penser qu'elles sont toujours porteuses de sens. Les symboles traditionnels du 19^{ème} siècle et du début du suivant, mouvements populaires (*folkrörelse/folkbevegelse*), mouvement ouvrier (*arbetarrörelse/arbeiderbevegelse*) ou *folkhem* ("foyer du peuple") sont encore des répertoires communs dont la signification et la valeur réelles sont débattues, alors que la société évolue et se transforme. Bref, ils sont porteurs d'une tradition politique au sens propre. D'aucuns suggèrent volontiers que cette référence à la "société civile" n'est que d'un alibi commode du parti social-démocrate pour

camoufler son association intime, sa fusion avec la bureaucratie de l'État, sous des atours populaires. Et pourtant, on a le sentiment qu'il existe plusieurs classes de partis et que certains auraient le droit, acquis de haute lutte, de se présenter comme des partis populaires. Cette obsession du "peuple" traverse du reste tout le paysage politique scandinave dès lors que l'on observe le nombre d'organisations politiques qui ont fait mention de ce vocable dans leur dénomination officielle, parfois à la suite de révisions récentes. C'est d'ailleurs plus visible au centre-droit, chez les libéraux et les démocrates-chrétiens et jusqu'à l'extrême-droite du parti du peuple danois (*Dansk Folkeparti*), comme s'il y avait un "complexe du peuple" à droite. En ce qui concerne les mouvements populaires, le politiste Gunnar Heckscher envisageait avec clairvoyance certaines des ambivalences d'une telle catégorisation ; car, lorsque l'on traite de syndicats ou de coopératives, qu'est-ce qui permet de distinguer ces mouvements d'autres groupes d'intérêts, surtout dans la longue durée de ces organisations ?⁸¹⁵ C'est finalement toujours une définition par les origines, par le moment fondateur, qui prévaut et qui permet d'établir cette catégorie à part, ni mouvements sociaux, ni associations, ni véritables groupes d'intérêts. Mais cette spécificité est aussi basée sur les mêmes qualités traditionnellement associées au parti de masses, à savoir la structure de l'adhésion, le nombre, la capacité d'intégration sociale :

"Des millions de Suédois ont eu pour cadre de vie le syndicat, le parti, l'association sportive, les cercles d'études, la congrégation des églises libres, la loge de tempérance, *konsum*, la coopérative laitière ou quelque autre association"⁸¹⁶

Par "cadre de vie", l'auteur suggère ici bien plus que l'activité associative des individus ; il fait aussi référence au travail salarié ou bénévole, aux loisirs et aux modes de consommation. L'exemple des coopératives laitières, élément de la subculture agrarienne, peut être intéressant car il permet d'illustrer le problème majeur dont Gunnar Heckscher se faisait l'écho, c'est-à-dire la transformation de ces organisations en rapport avec l'État et le corporatisme⁸¹⁷. Il

⁸¹⁵ G. Heckscher, "Folkrörelser och intresseorganisationer : några problemställningar", p. 324-336 dans *Skrifter utgivna av Statsvetenskapliga Föreningen i Uppsala Genom Axel Brusewitz*, XX, Uppsala, Almqvist & Wicksell, 1944.

⁸¹⁶ Cité dans H. Johansson, *Folkrörelser, folkstyre, folkhem*, Stockholm, Sober förlag, 1993. "Miljoner svenskar har haft som livsform facket, partiet, idrottsföreningen, studiecirklar, frikyrlosamlingen, nykterhetslogen, konsum, mejeriföreningen, bostadsföreningen eller någon annan sammanslutning". *Konsum* est l'enseigne de la grande coopérative de consommation qui dispose d'une chaîne de magasins de détail.

⁸¹⁷ Pour réduire les ambiguïtés, on peut parler de "corporatisme libéral" ou "démocratique" au sens d'Heckscher, lequel se différencie des formes autoritaires connues dans d'autres pays européens. Le critère de différenciation tient précisément à l'influence croissante que les organisations exercent sur l'État et qui contribue à rendre très imprécises leurs frontières avec la puissance publique. Dans les dictatures, on constate le phénomène inverse, à

rappelait que, lorsque la réglementation des prix du lait fut instaurée, il y a environ 60 ans, l'autorité n'en fut pas confiée à l'État ou aux communes mais à l'organisation qui y avait le plus d'intérêt, l'Association Nationale des Coopératives laitières (*Mejeriernas Riksförening*). Par là même, cette association obtenait le droit de lever des cotisations auprès de ses membres mais aussi auprès des autres producteurs : elle empruntait ainsi l'autorité de l'État tout en conservant le caractère d'une organisation autonome. En conséquence, la plupart des agriculteurs devaient finir par adhérer formellement à la centrale laitière⁸¹⁸. Cet exemple est prototypique des phénomènes d'hybridation des grandes organisations dites "populaires" avec le pouvoir d'État et nous y reviendrons plus amplement dans le chapitre huit. Mais ce qu'il faut dire ici, c'est que la puissance publique a en quelque sorte coopté des éléments de la tradition des mouvements populaires, elle s'en est aussi renforcée tout en déléguant une fraction de son autorité dans le cadre du corporatisme.

De manière plus générale, le débat sur les "mouvements populaires" s'est renouvelé, dans les années 1980-1990, autour des idées de "société civile" et de capital social. Comme le suggère Lars Trägårdh, l'idée de société civile était relativement étrangère au répertoire politique suédois et s'est trouvée en partie promue par la droite et les idéologues néo-libéraux comme une offensive contre le secteur public et contre les caractères distinctifs des mouvements populaires dans la société⁸¹⁹. L'alternative semblait se cristalliser entre un marché atomisé de citoyens supposés libres de leurs choix ou de leurs affiliations et une société organisée sous la tutelle de l'État et de grandes organisations corporatistes. A la droite et aux libéraux qui pensent que les individus, le marché et le secteur privés devraient être plus libres de déterminer leurs conditions d'existence et de pourvoir aux services dont ils ont besoin (en échange de réductions fiscales), une fraction des sociaux-démocrates a jugé bon de répondre - sans doute un peu naïvement - qu'une partie de la charge publique pourrait être transférée vers le réseau décentralisé de *folkrörelser*, vers des associations de citoyens responsables et organisées sur le modèle des coopératives. En essayant de justifier sa mission de réforme, le nouveau Ministre du Secteur public, Bo Holmberg (1982-1988) proposait que l'on ouvre le champ des services sociaux aux mouvements de ce type, afin de déconcentrer ce

savoir l'influence pratiquement sans limite de l'État sur les organisations de la société (G. Heckscher, *op. cit.*, 1944, p. 332).

⁸¹⁸ *Ibid.*, p. 330. L'empreinte de ce système quasi-monopolistique sont encore tout à fait visibles aujourd'hui. Il suffit d'aller visiter le rayon des produits laitiers dans n'importe quel magasin suédois. On aura de la peine à y trouver plus d'une ou deux marques, lesquelles ont sans doute aussi réussi à s'imposer par la spécificité nationale de leurs produits. Il n'y a guère plus étonnant que la structure du marché de l'alimentation en Scandinavie.

secteur de l'État-providence ; comme il le rappelle lui-même, il ne suggérait aucunement que la croix rouge s'occupe des soins de santé ou que ABF (la grande organisation de formation des adultes) prenne en charge le secteur de l'éducation. Il s'agissait d'une vision en termes de décentralisation et de rapprochement des services vis-à-vis de leurs utilisateurs⁸²⁰. Mais cette réponse aux offensives de la droite contre l'État-providence n'a ni évalué la solidité des fondements d'une telle entreprise, ni n'a fait l'unanimité au sein du parti social-démocrate lui-même. Pourtant, la solution coopérative a continué à se développer lentement, comme dans le secteur de la garde d'enfants (*dagshem*) où l'offre publique est généralement trop faible.

On voit bien que le modèle traditionnel d'intégration sociale des partis de masses a été bouleversé dans le contexte de l'État social et du développement de l'individualisme. Les collectifs d'éducation et de loisirs attirent depuis longtemps des groupes plus nombreux et moins politisés. En termes absolus, les effectifs des vieux mouvements populaires ont presque toujours continué de croître (mais pas nécessairement en proportion de la population. Mais cette croissance, en elle-même, ne donne guère d'indications sur les transformations de la nature et du rôle de ces organisations, d'autant plus que les statistiques ont également été gonflées en raison des adhésions collectives ou croisées⁸²¹. Par ailleurs, ces différentes organisations ne nous intéressent pas toutes au même chef lorsqu'il s'agit d'étudier les relations avec le parti social-démocrate. Les associations sportives ont sans doute été un mode important d'émancipation sociale des classes populaires, vers le milieu du 20^{ème} siècle, mais on ne peut guère leur accorder la même signification aujourd'hui. Il en va de même pour les ligues de tempérance en matière de consommation d'alcool tandis que les églises libres n'ont jamais vraiment été au centre de la constellation social-démocrate, sauf indirectement⁸²². Sans aucun doute, les plus résistants sont le mouvement éducatif (ABF⁸²³) et les syndicats. Mais il semble que les ressources du premier soient dorénavant surtout mises à profit par les classes moyennes et guère par les plus déshérités, ce qui était la vocation initiale⁸²⁴ ; ABF n'en reste pas moins un instrument culturel et éducatif important qui contribue probablement à poursuivre certains idéaux d'intégration sociale. En ce qui concerne LO, nous avons déjà

⁸¹⁹ L. Trägårdh, "I strid med de tio budorden", dans P. Antman (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993, p. 35.

⁸²⁰ B. Holmberg, "Vår väg är lika aktuell idag", dans *ibid.*, p. 146.

⁸²¹ Pour cette raison, nous n'avons pas pu aboutir à de évaluations plus récentes et réalistes pour les ligues de tempérances et association sportives, dont les adhésions sont vraisemblablement croisées.

⁸²² En Norvège, elles en auraient été plus proches, jusque dans les années 1960.

⁸²³ AOF en Norvège.

amplement étudié son rôle. Et Peter Antman a probablement raison d'ajouter que les syndicats constituent la dernière grande pierre d'achoppement de la "société organisée", quelles que soient ses carences par ailleurs⁸²⁵. S'il y a des raisons de s'inquiéter au sujet de l'avenir de certaines de ces organisations, survivances d'un autre siècle, il ne faut pas non plus négliger les innovations qui se développent sur ce terrain fertile. L'idéal d'une subculture collective, sans être un ghetto, a parfois des continuités intéressantes ; un bon exemple serait le *samklang* norvégien, un nouveau type de centre culturel coopératif, autour de la musique, et qui implique à la fois le parti, l'organisation de jeunes et les syndicats⁸²⁶. Comme n'importe quelle autre organisation, celles-ci ne sont pas simplement les victimes passives des changements sociaux et elles réalisent aussi des choix quant au modèle de microcosme qu'elle propose et à sa place dans la collectivité. Toutefois, la spécificité du vocable de *folkrörelse* est en passe de se dissoudre dans les usages communs, tant on l'emploie de plus en plus comme synonyme de n'importe quel mouvement social. Dans une certaine mesure, il garde encore une connotation protestataire, oppositionnelle mais il y a des chances qu'elle soit revendiquée par de nouveaux mouvements sociaux qui peuvent, plus librement, s'affirmer indépendants des pouvoirs établis. Il est vrai qu'il existe encore une sorte de nostalgie social-démocrate qui semble cultiver l'idéal d'un engagement civique spontané et auto-entretenu dans le cadre de ces mouvements populaires traditionnels. Ce faisant, les héritiers contemporains du mouvement ouvrier négligent l'élément majeur qui a constitué son identité et sa puissance historiques, à savoir la mobilisation des classes sociales prolétarisées sur des bases radicales qui les concernent directement. Or, ce problème n'est évidemment pas seulement de nature organisationnel, il est aussi idéologique et programmatique. De la même façon, les statistiques apparemment remarquables de l'adhésion aux associations, en Suède, prédisposent à une léthargie bienheureuse ; mais la proportion d'engagement actif, ne serait-ce que la participation épisodique aux réunions ou meetings, serait apparemment aussi faible que dans les autres pays européens⁸²⁷.

⁸²⁴ Antman fonde ce jugement sur un rapport déjà ancien au Ministère des Finances (Ds Fi 1984: 2). P. Antman, "Vem huserar bland Molnen, Alsing ?", dans P. Antman (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993, p. 98.

⁸²⁵ *Ibid.*

⁸²⁶ P. Selle, "Parties and Voluntary Organizations: Strong Ties or Weak Ties?", dans K. Strøm, L. Svåsand (Ed.), *Challenge to Political Parties. The Case of Norway*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997, p. 165.

⁸²⁷ P. Antman, *op. cit.*, 1993 (3), p. 85-86.

6.3.2 *Les vertus de l'action collective*

En 1985, le politiste Knut Heidar donnait un rapport sur les congrès des partis norvégiens, dans lequel il rappelait comment, selon Jens Arup Seip, utiliser le terme générique de "parti" revenait à placer les poules et les faucons dans la même catégorie des "oiseaux"⁸²⁸. Dans cette perspective, le parti social-démocrate serait le faucon, en raison de la force de son organisation, de la discipline interne et de la capacité à intégrer ses membres. Entre-temps, le Parti du progrès (*Fremskridtspartiet*) a montré que d'autres types d'organisations politiques, moins massives mais dotées d'une vocation de combat, pouvaient réussir à bouleverser la scène politique. Ironiquement, ce "parti-parasite" dispose d'un quartier général mitoyen de celui du DNA à Oslo ; il est assez drôle d'observer cette petite maisonnette rose bonbon accolée à l'immense bâtisse stalinienne en brique rouge, qui héberge le parti social-démocrate sur la place Young.

Pour Heidar, les congrès offrent toujours un point de vue intéressant sur la persistance de différentes cultures ou traditions partisans. Outre le fait que les Chrétiens-démocrates commenceraient plutôt par des prières et une quête, la gauche socialiste par une parodie de la famille royale et, la droite, par un toast (*skål*) à la santé du monarque ainsi que d'autres liturgies, l'organisation pratique des congrès diffère aussi sensiblement. Au congrès du DNA, les organisations affiliées et les syndicats ont un rôle important et avancent souvent des propositions ou motions qui peuvent diviser tandis que la droite s'efforce de régler les différents en amont, de façon à permettre des meetings plus courts et consensuels. Ce ne sont que quelques exemples des cultures distinctes qui perdurent et il faut admettre, par ailleurs, que les congrès se sont uniformisés en raison du nombre croissant de questions à traiter et de la couverture médiatique. Cette dernière, autorisée dans l'enceinte des congrès depuis les années 1970, incite à présenter une image de rassemblement et d'accord autour d'un programme.

Au titre des liturgies politiques, la célébration annuelle du 1^{er} mai depuis 1890 est un autre exemple de rassemblement des syndicats et du parti qui conserve une signification politique notable. Dans une certaine mesure, ces manifestations annuelles donnent à voir le mouvement ouvrier comme une machine politique ossifiée et enfermée dans ses rituels mais cette sorte de tradition laisse aussi un espace pour l'innovation, le renouvellement et

⁸²⁸ K. Heidar, " 'Landsmøtet er partiets høyeste myndighet' ", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 3, 1985, p. 75 ; J-A Seip, *op. cit.*, p. 24

l'expression du mécontentement au sein des organisations. Jonas Engman rappelle comment August Palm, n'ayant pas obtenu la permission de manifester à Stockholm dès 1887, eut l'idée de passer une annonce dans son journal (*Le Social-démocrate*) en invitant quiconque le souhaitait à se joindre à une "promenade" au son de la fanfare⁸²⁹. En Suède et dans d'autres pays européens, le 1^{er} Mai était à l'origine une fête traditionnelle associée à l'arrivée du printemps et dont les codes étaient largement dictés par la société de cour et l'aristocratie. Transformer ce moment en une manifestation pour la journée de huit heures et en une fête des travailleurs n'était pas forcément chose aisée ; sa ritualisation en tant que rassemblement populaire de masses a fini par endosser des aspects de commémoration parfois ambivalents. En même temps, si la liturgie est marquée par un certain conservatisme, propre à tout rituel, elle est toujours restée en prise avec les enjeux politiques de son temps et s'est également prêtée gracieusement à des détournements populaires de ses codes. Le choix de différents slogans, logos, costumes ou musiques, les discours et les personnalités à honorer ainsi que les formes de la couverture médiatique sont autant de dimensions qui ont soutenu la résonance symbolique et politique de l'événement depuis plus d'un siècle. Mais c'est grâce à l'ironie que le 1^{er} mai a parfois redonné ses couleurs de mouvement social aux appareils vieillissants. En 1988 par exemple, les jeunes sociaux-démocrates avaient fait imprimer sur des tee-shirts un logo représentant une semelle de chaussure portant des lunettes et la mention "*fotfolket*" (le peuple à pied) ; selon Jonas Engman, les interprétations de cette création pouvaient être multiples : il y avait d'abord l'idée simple de la capacité de manifestation, de la marche comme ressource dans l'espace public ; ensuite, on pouvait surtout y voir l'expression de la base et la volonté de détourner les hiérarchies établies, de critiquer les distances entre les élites du parti et du gouvernement - aux affaires 365 jours par an - et l'infanterie d'un seul jour, le 1er mai ; pourtant, ce logo était aussi utilisé comme une caricature teintée de solidarité du leader Ingvar Carlsson, le successeur d'Olof Palme, qui cherchait à bâtir une image humble de simple soldat de pied malgré ses airs de bureaucrate frileux. Cette heureuse métonymie du pied pour le parti devait être recyclée au cours des années 1990, en particulier dans les défilés du 1er mai⁸³⁰. En de rares occasions, les syndicats ont aussi souhaité exprimer leur réprobation vis-à-vis des orientations du parti en organisant des manifestations séparées au niveau local, particulièrement au milieu des années 1990. Dans cette perspective certainement fragmentaire, le parti de masses a survécu en tant qu'expression polymorphe d'une culture

⁸²⁹ J. Engman, *Rituell process, tradition och media. Socialdemokratins första maj i Stockholm*, Avhandling (Thèse de doctorat), Stockholms Universitet, 1999, p. 51 (d'après les mémoires d'August Palm).

⁸³⁰ *Ibid.*, p. 131-133.

collective de gauche dont le mouvement ouvrier s'est voulu le principal représentant. Il ne s'agit pas de soutenir que l'idée de collectif est un monopole de la gauche en politique mais elle en reflète certainement mieux les affinités sans pour autant toucher au culte de la foule informe et inorganisée.

6.4 L'hybridité des formes d'organisation : une conclusion

En s'interrogeant sur ce qu'il reste du parti de masses, il ne faut pas perdre de vue les expériences différentes d'exercice du pouvoir des partis en question. A cet égard, les records de longévité des sociaux-démocrates scandinaves, particulièrement en Suède, produisent indubitablement des tensions, des ambivalences et un travail identitaires que l'on peut détecter, tant du point de vue du programme politique que de celui de l'organisation elle-même. Intuitivement, il semblerait que cette forme de parti soit plus difficile à réconcilier avec une dominance politique aussi manifeste que dans le cas d'une force d'opposition telle que le parti communiste français dans les décennies postérieures à 1945. Certes, ce conflit d'identités entre mouvement de masses et pouvoir d'État n'a pas été sans créer de multiples dilemmes et des contradictions de rôles au sein des partis sociaux-démocrates. En outre, de nouveaux mouvements sociaux ou partis politiques ont parfois cherché à exploiter ces faiblesses en se présentant comme plus démocratiques et moins bureaucratiques ou bien plus proches des aspirations de la société civile, du peuple. C'est le cas de l'écologie politique qui n'a pourtant pas réussi à s'imposer dans des pays où le souci de l'environnement ne semble guère pouvoir être monopolisé par un seul parti⁸³¹ ; plus récemment, c'est aussi le cas de nouveaux mouvements sociaux qui ont eu un certain succès en Scandinavie comme ailleurs, notamment auprès des éléments de la vieille gauche, ennemis anciens ou simples déçus de la social-démocratie, mais probablement aussi parmi les membres de ces partis.

Knut Heidar et Joe Saglie ont récemment très bien répertorié les possibles explications de ces continuités importantes dans l'organisation de masses. Premièrement, il ne fait aucun doute que le monde politique a une très forte tendance à l'inertie et au conservatisme, n'en déplaise aux éternels chasseurs du changement radical. Les partis se sont à la fois adaptés et

⁸³¹ La vague écologiste avait même précédé de longtemps la création d'un parti vert au début des années 1980. C'est l'ancien parti agrarien, profitant de son rapport à la terre et aux pays profonds, qui avait propulsé ce thème au devant de la scène, plus d'une décennie auparavant. En Norvège, l'écologie politique s'est dispersée encore plus manifestement sur l'ensemble de l'échiquier politique.

modelés en fonction d'un système administratif et électoral en étages au sein duquel il n'y a pas d'incitation particulière à la concentration mais où la couverture de l'ensemble du territoire représente un avantage décisif ; comme le suggèrent les auteurs, bien des adhérents s'identifient d'abord avec leur communauté, leur municipalité. Deuxièmement, la forme du parti de masses n'est pas sans receler quelques qualités démocratiques fondamentales, bien qu'elle ait aussi tendance à être pervertie ou corrompue : définition et distribution du pouvoir de décision, égalité formelle des membres, système du congrès en sont quelques exemples. En fin de compte, Heidar et Saglie concluent à la pérennité de partis de masses sans adhésion massive⁸³². Cela ne signifie pas que la distinction établie par Duverger entre partis de cadre et de masses soit suffisante, loin de là, pour approcher la transformation des systèmes partisans modernes. Ainsi que nous l'avons proposé dans ce chapitre, cela nécessite aussi d'accepter une vision moins romantique de l'organisation du parti de masses et de ses évolutions. Pourtant, elle n'est pas sans garder d'attrait comme modèle ou comme "horizon", au sein des systèmes de partis contemporains. A l'heure du financement public de la politique,

"aucun parti n'apparaît terriblement désireux de maintenir son caractère de parti de masses simplement parce que les cotisations des adhérents constituent une source de revenu principale ; plus important, les partis semblent plutôt vouloir préserver l'image du parti de masses, avec une évolution positive de leurs effectifs comme preuve que le parti est perçu comme un canal viable de la représentation politique"⁸³³

Dans sa critique de la notion de parti-cartel, Herbert Kitschelt soulignait le manque de fondations micrologiques des hypothèses de Katz et Mair, bien qu'il s'agisse précisément d'hypothèses en attente de confirmation empirique⁸³⁴. Si notre vision des partis politiques est altérée de façon significative selon que l'on prête plus d'attention à la base ("*party on the ground*"), aux cercles dirigeants ("*central office*") ou aux responsabilités publiques ("*party in public office*")⁸³⁵, il en sera de même si l'on met en avant les dimensions formelles/constitutionnelles de l'organisation ou si l'on s'attache aux pratiques, liens et réseaux moins codifiés. A cet égard, la science politique devrait être plus au clair quant aux objectifs théoriques poursuivis et au choix des supports empiriques dans le cadre de grandes enquêtes

⁸³² K. Heidar, J. Saglie, *op. cit.*, p. 24-26.

⁸³³ J. Pierre, A. Widfeldt, *op. cit.*, 1994, p. 342. "No party appears to be terribly anxious to maintain its mass party character simply because membership dues provide its principal financial input ; rather, and more importantly, the parties seem to want to maintain the *image* of a mass party, with a positive membership development being taken as proof that the party is perceived as a viable channel for political representation".

⁸³⁴ H. Kitschelt, *op. cit.*, 2000.

⁸³⁵ P. Mair, *op. cit.*, 1997.

comparatives, à moins de ne perdre de vue ce que sont vraiment les partis dans leurs environnements habituels. Pour emprunter encore aux constats lucides de Heidar et Saglie :

"Bien que la convergence des partis envahisse la littérature, c'est l'hétérogénéité qui prévaut dans le monde réel des partis (...) De vieux partis léninistes peuvent adopter des techniques de communication moderne tout en restant léninistes et les partis de masses peuvent engager plus d'experts en relations avec les médias tout en restant des partis de masses"⁸³⁶.

A la fin de cette histoire, on peut probablement voir la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine, suivant les facteurs que l'on privilégie. En insistant sur le déclin de l'intégration, de la participation et de l'adhésion, on aura tendance à proclamer la mort du parti de masses. Au contraire, en mettant en avant la structure, les échanges avec les syndicats et certains aspects de la culture collective, on peut considérer que plusieurs identités organisationnelles coexistent, dont celle de parti de gouvernement. Les partis sociaux-démocrates suédois et norvégiens ont relativement bien réussi à réconcilier les dimensions bureaucratiques du pouvoir, les campagnes électorales "attrape-tout" avec des mobilisations de masses dans le cadre de grands mouvements toujours très organisés. Une fois reconnues les tendances oligarchiques et bureaucratiques, on peut aussi penser qu'elles s'accompagnent d'effets conservateurs qui tendent à préserver des équilibres internes de longue date : il est en effet dans l'intérêt des élites de garantir une certaine stabilité et de prévisibilité de leurs cadres organisationnels, par exemple la structure pyramidale en branches telle que décrite par Duverger, les modes de recrutement ainsi que les sources traditionnelles de légitimité populaire. S'il faut donc se méfier d'une approche trop simpliste en termes de crise permanente de la social-démocratie et du parti de masses qui finit par perdre tout pouvoir explicatif, il n'est pas non plus question de faire abstraction des risques qui obscurcissent son avenir. En ce sens, les partis sociaux-démocrates scandinaves semblent stationner à un carrefour depuis longtemps. Mais, contrairement aux idées reçues, l'alternative n'est pas seulement entre l'acharnement à préserver des structures jugées lourdes et rétrogrades, d'une part, et le changement radical vers une nouvelle modernité politique. Il existe non seulement des ressources et des formes d'organisation originales qui méritent d'être préservées, dans un souci de différenciation politique, et il y a aussi une marge de manœuvre pour renouveler les

⁸³⁶ K. Heidar, J. Saglie, *op. cit.*, p. 2. "Even though party convergence recurs in the literature, party heterogeneity prevails in the actual party world (...) Old Leninist parties may adopt modern communication techniques while remaining Leninist, and mass parties may hire more expert in media handling while remaining mass parties".

modes de participation et d'intégration politique des membres. On aimerait à penser que cette entreprise puisse et doive de nouveau s'étendre en direction des clientèles les plus aliénées politiquement et socialement, mais cela ne se fera pas non plus indépendamment d'un aggiornamento idéologique et programmatique manifeste de ces partis ou hors de tout renouvellement des formes de mobilisation et d'encadrement traditionnelles. Il n'est pas non plus impossible que nous restions piégés par cette vision idéaliste de la mobilisation collective et que le modèle de recrutement en masse au sein des partis continue à se transformer radicalement dans le sens d'une adhésion de plus en plus réduite à une seule base militante, ce qui risquerait d'accentuer l'image d'organisations coupées du peuple.

Chapitre Septième

Logiques de l'identification, leadership et travail symbolique

"Au cours des soixante-quatre dernières années, le parti ouvrier social-démocrate a été au pouvoir pendant cinquante-cinq ans. Nous avons construit la Suède, porté une grande responsabilité et sommes en cela un parti unique parmi les démocraties du monde. Je suis fier d'être social-démocrate"⁸³⁷

Il est d'usage de considérer l'État moderne selon deux grandes dimensions, à la fois comme appareil bureaucratique du pouvoir sur un territoire donné et comme manifestation historique et politique de l'unité nationale, de la patrie : "l'État comme forme de vie" selon l'expression du politiste suédois Rudolf Kjellén dans un de ses manuels du début 20^{ème} siècle⁸³⁸. C'est précisément vers ce niveau de l'unité nationale que notre interrogation se porte maintenant, toujours en relation avec les transformations des partis sociaux-démocrates. La question que l'on veut poser, pour le dire simplement, c'est celle de la consécration nationale de ces partis, au-delà même de leur seule intégration politique ; il serait en effet intéressant de pouvoir constater qu'un parti, l'expression initiale de la division et de l'opposition dans la communauté politique, l'esprit de faction fissurant le "bel ouvrage" de la nation, qui plus est un parti de classe, puisse devenir une sorte de ciment de l'État-nation par une série de détours de l'histoire. La grande stabilité politique de la Suède et de la Norvège au 20^{ème} siècle, à l'exception de l'occupation de cette dernière pendant la 2^{ème} guerre mondiale, a sans aucun doute créé des conditions favorables à une telle évolution, sans déterminisme aucun. Pour autant qu'il soit plausible, ce type de développement met en jeu des forces complexes qui ne tiennent pas seulement de la stratégie consciente des acteurs mais intègrent aussi les héritages et la transmission d'une mémoire politique, des processus de reconstruction, d'écriture et de mise en scène de l'histoire qui peuvent prendre des dimensions plus ou moins mythiques, des

⁸³⁷ Ingvar Carlsson, leader du SAP, dans son adresse au congrès du 15 mars 1996. Cité dans J. Engman, *op. cit.*, 1999, p. 157. "Av de senaste 64 åren har det socialdemokratiska arbetarepartiet varit i regeringsställning i 55 år. Vi har byggt Sverige, tagit ett stort ansvar och är nog med detta ett unikt parti bland världens demokratier. Jag är stolt över att vara svensk socialdemokrat".

⁸³⁸ R. Kjellén, *Politiska handböcker, vol. IV, Sverige*, Stockholm, Hugo Gebers Förlag, 1917, préface.

liturgies et célébrations impliquant les grands "architectes" de l'État et de la nation dans des trames évolutives et bigarrées. C'est le décodage de ces formes extrêmement mélangées, imbriquées, la grande forge de "l'imaginaire national"⁸³⁹, le réinvestissement permanent (la ré-invention) des répertoires de la communauté politique qui méritent d'être appréhendés dans leur rapport avec les acteurs dominants de la scène politique.

En France, le socialisme s'est largement démarqué de la social-démocratie en se construisant sur la tradition républicaine, tout en préservant un fond de commerce "prolétarien" sans doute nécessaire aux luttes avec un Parti communiste puissant⁸⁴⁰. Cette grande loyauté au régime de la république bourgeoise explique dans une certaine mesure le rôle secondaire, voire la marginalisation pure et simple de l'organisation partisane face au pouvoir et les difficultés à réconcilier les scènes politique et syndicale de la première heure. Par ailleurs, il s'agissait d'un héritage difficile car éminemment partagé, sans être pour autant un thème de rassemblement suffisamment incontesté au sein de la famille socialiste. Si les scissions continentales du socialisme allaient permettre d'assumer plus pleinement le républicanisme humaniste et la doctrine de l'État de droit, la formation de partis communistes forts compliquait notablement le travail de construction d'une idéologie populaire de rassemblement, d'une vision socialiste du peuple légitime. C'est dans le contexte d'une guerre doctrinale souvent très artificielle ou factice, prétexte aux luttes de factions, que l'idée social-démocrate allait prendre une connotation de plus en plus péjorative, synonyme d'abandon de la classe ouvrière et du prolétariat, de transformation bourgeoise et d'alliance avec les intérêts capitalistes. Après la Seconde Guerre Mondiale, Guy Mollet est l'exemple le plus frappant de ce numéro d'équilibriste très précaire, qui instrumentalise la rhétorique ouvriériste-marxiste au service de la prise du pouvoir dans le parti et au gouvernement ; arrivé au socialisme par une tradition guesdiste peu affinée, animateur de la Revue socialiste sous les auspices d'Engels et du socialisme scientifique⁸⁴¹, Mollet installe son hégémonie sur la base d'une stratégie de commémoration d'une exigence révolutionnaire, mais d'une exigence seulement et qui s'accommode très confortablement des institutions rouillées de la IV^e République. Comme le note Fabrice D'Almeida, "la tradition devint le mode d'expression de l'identité politique des

⁸³⁹ Voir B. Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Tr. fr., Paris, Découverte, 1996 (1983).

⁸⁴⁰ C. Botopoulos, *op. cit.*, 1992, p. 108-109 ; F. d'Almeida, "Socialisme et démocratie. Sur l'allergie française à la social-démocratie", *Mots*, n° 59, juin 1999, p. 9-25 : Almeida montre comment une certaine orthodoxie marxiste a longtemps survécu dans le discours dominant de la SFIO.

⁸⁴¹ F. d'Almeida, *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple des socialistes 1945-1983*, Rome, Ecole française de Rome, 1998, p. 176-177.

socialistes français"⁸⁴², la République restant cependant l'horizon indépassable, le commencement et l'aboutissement de la seule révolution politique nationale. La social-démocratie de Weimar, quant à elle, débarrassée dans le sang de la fraction communiste la plus radicale, devait toutefois faire face à la concurrence autrement véhémente du national-socialisme et de ses conceptions raciales du peuple et de la nation germaniques.

En Suède, la force des querelles doctrinales et idéologiques s'est trouvée nettement atténuée par comparaison avec les expériences qui viennent d'être évoquées. Cela ne veut pas dire, comme ont voulu le faire croire certains sociaux-démocrates, que le SAP se serait vite désintéressé de la diversité idéologique du socialisme pour forger sa propre norme de conduite dans la pratique du réformisme au gouvernement. Il est vrai que le court Manifeste du parti communiste a été une référence plus constante que les volumes du Capital et que les premiers pionniers ont surtout emprunté à la production allemande (d'abord via le Danemark), de Lassalle, aux grands congrès fondateurs du SPD, tel celui de Gotha qui est précisément influencé par les idées lassaliennes⁸⁴³. Le programme de l'Association Social-démocrate de Stockholm (*Socialdemokratiska föreningen i Stockholm*), élaboré et publié en 1885, illustre assez bien une orientation pragmatique qui se concrétise sous la forme de demandes politiques concrètes visant à l'amélioration immédiate de la condition ouvrière :

"Le but ultime du socialisme ne peut nullement être réalisé d'un seul coup. Mais le socialisme ne peut non plus être seulement une théorie, une spéculation quant à l'organisation potentielle de la société à venir ; il doit être une réalité vivante, il doit être concerné par les efforts pratiques de la classe ouvrière, ses besoins actuels, ses combats quotidiens contre ceux qui monopolisent le capital de la société et, par là même, le pouvoir social et politique"⁸⁴⁴.

Néanmoins, la Suède a aussi eu sa part de grands débats théoriques sur la question de la socialisation des moyens de production, en particulier au lendemain des deux guerres mondiales. Les disputes idéologiques ont été plus manifestes en Norvège, en particulier quant au rôle du syndicalisme et à l'attitude vis-à-vis de la révolution bolchevique, problèmes que

⁸⁴² *Ibid.*, p. 184.

⁸⁴³ Stefano Bartolini rappelle, fort à propos, que la critique du programme de Gotha par Marx ne sera publiée que quinze ans plus tard, et ne perturbe en rien l'influence doctrinale de ce programme sur la formation des partis socialistes (S. Bartolini, *op. cit.*, 2000, p. 74).

⁸⁴⁴ H. Tingstén, *Den svenska socialdemokratiens idéutveckling, vol. 1*, Stockholm Tidens förlag, 1941, p. 140.

"Sosialismens yttersta mål kan ingalunda med ett slag förverkligas. Men sosialismen bör heller icke vara blott en teori, en spekulation över det framtida samhällets sannolika organisation, utan det bör vara en levande verklighet, den bör sysselsätta sig med arbetarklassens faktiska strävanden, dess närvarande behov, dess dagliga

nous avons déjà vus précédemment. De façon intéressante, dans ces deux pays, les sociaux-démocrates ont développé une conception distincte de celle du *peuple-classe* communiste ou du *peuple-race* national-socialiste et fasciste. En Suède comme en Norvège ou au Danemark, l'écart entre la victoire d'une solution réformiste et celle du fascisme dans l'entre-deux-guerres est cependant moins grand qu'on le croit et les stratégies agressives de l'Allemagne nazie ont aussi beaucoup fait pour saper les bases du fascisme scandinave. Ce "nationalisme démocratique", pour ne pas dire nationalisme de la démocratie, ne saurait pas non plus être catalogué comme le pur produit d'un seul parti, selon le même raccourci qui consiste à associer toutes les grandes réformes à la social-démocratie. Il est par exemple le fruit d'emprunts multiples et de reconstruction de la tradition, d'inscription du parti et de ses acteurs dans le panthéon national ; dans ce processus, l'organisation politique ne s'appartient plus, en quelque sorte, elle perd le contrôle de l'image et des symboles qu'elle a contribué à créer ou réinventer mais elle est du même coup affectée dans sa propre perception de sa nature et de son rôle historiques.

Ce chapitre s'articule autour de deux thématiques complémentaires et étroitement imbriquées : celle de la "nationalisation" du collectif social-démocrate, à travers certains aspects nécessairement fragmentaires du processus mais en mettant l'accent sur les stratégies de l'organisation elle-même ; ensuite, le phénomène du leadership partisan en démocratie et l'incarnation du pouvoir d'État dans la continuité social-démocrate. A ce sujet, des travaux récents ont offert des perspectives de synthèse rares et longtemps attendues sur lesquelles nous pouvons prendre appui⁸⁴⁵.

7.1 L'inscription nationale de la social-démocratie

Afin d'éviter toute ambiguïté, précisons d'emblée qu'il n'est pas question de faire un inventaire de tous les sous-produits d'une "culture social-démocrate" en Scandinavie, en essayant de distinguer ce qui est "autochtone" de ce qui est rapporté, ce qui est spécifique au mouvement ouvrier de ce qui est emprunté au répertoires d'autres traditions politiques. Nous

strider mot dem, som monopoliserat samhällets kapital och därmed på samma gång den sociala och politiska makten i samhället".

⁸⁴⁵ Nous pensons, entre autres, à la thèse récente d'Åsa Lindeborg, *op. cit.*, 2000 ; voir aussi E. Åsard (Ed.), *Makten, medierna och myterna. Socialdemokratins ledare från Branting till Carlsson*, Stockholm, Carlssons, 1996et, sur la Norvège R. Slagstad, *op. cit.*, 1998.

poursuivons ici notre réflexion sur l'idée d'hégémonie politique et d'institutionnalisation des "partis d'État" mais il faut reconnaître que les préconditions de cette transformation sont à chercher dès avant la stabilisation des sociaux-démocrates aux pouvoirs ; ceci amène à modifier la perspective temporelle que nous avons privilégiée jusqu'ici pour revenir sur les premiers édifices d'une liturgie nationale social-démocrate. L'ambition n'est pas de démontrer jusqu'à quel point la social-démocratie, par l'intermédiaire de ses valeurs, ses mobilisations et ses politiques, a pénétré et structuré l'ensemble de la sphère sociale. Nous sommes conscients de n'observer ainsi que la "partie émergée" de l'iceberg.

On pourrait déceler une étrange similitude entre l'obsession de l'unité du mouvement ouvrier - des travailleurs et de leur parti - et le désir de présider au rassemblement de la nation, en dépit des divisions sociales et politiques. Du reste, la première dimension ne repose-t-elle pas sur une lutte historique pour confirmer l'hégémonie social-démocrate dans le mouvement ouvrier en question ? Le communisme et le syndicalisme révolutionnaire étaient ainsi parfois comme "étrangers" (non-suédois), à la solde de puissances extérieures et anti-démocratiques⁸⁴⁶. Or, on peut constater un certain degré de translation de ces passions unitaires à l'échelle nationale, la volonté de dissoudre les clivages, de rassembler le peuple entier (*folket*) sous le même étendard ; cette dernière ambition ne s'exprime pas mieux que dans la rhétorique désormais bien connue du *folkhem*, le "foyer" du peuple suédois, que Per Albin Hansson emprunte à un répertoire hétéroclite de la droite à la fin des années 1920 et qui devient la première d'une série de métaphores social-démocrates de la solidarité nationale en tant que volonté de dépasser la société de classes. La grande coalition de rassemblement national, durant la seconde guerre mondiale, est une autre instance importante dans ce processus de canonisation politique du leadership social-démocrate ; la Norvège, occupée, connaît des conditions différentes mais le DNA dirige toutefois le gouvernement en exil à Londres. Par ailleurs, nous nous trouvons inévitablement confrontés à une "mise en récit" historique de la social-démocratie à travers une importante production littéraire, historique et bibliographique, souvent teintée d'hagiographie mais qui a pourtant saturé l'espace des interprétations pendant longtemps. Comme en témoignent certains travaux récents qui ont examiné comment les partis écrivent leur histoire, il est intéressant d'étudier les récits du pouvoir⁸⁴⁷ et la contribution essentielle des discours au processus d'institutionnalisation.

⁸⁴⁶ Å. Lindeborg, *op. cit.*, p. 162-163.

⁸⁴⁷ Rogers Smith a récemment analysé ce type de récits ; voir R. Smith, *Stories of Peoplehood: The Politics and Morals of Political Membership*, New York, Cambridge University Press, 2003.

7.1.1 Autour du 'Folkhem' : l'imagerie social-démocrate de la nation

En premier lieu, il est essentiel de faire remarquer à quel point la parole social-démocrate a imposé sa marque dans le discours politique. Plus que toute autre force politique, du moins dans le contexte qui nous intéresse, ces partis se sont construits sur le style oratoire en installant leurs tribunes hors des cénacles habituellement étroits et clos du pouvoir établi, en visant une audience de masse destinée à être convaincue, captivée et paradoxalement libérée par le discours socialiste. Ce nouveau registre de combat politique s'est graduellement imposé dans la compétition électorale et les tribulations des orateurs à travers le pays, sillonnant le territoire à la manière des missionnaires itinérants des nouvelles églises, au 19^{ème} siècle et pouvaient du reste compter sur les sympathies ou les contributions directes de certains de ces mouvements et de leurs prédicateurs attirés. En cela, les partis s'inscrivaient bien dans la continuité des mouvements populaires scandinaves. Anders Isaksson décrit parfaitement cette rupture dans sa monumentale biographie de Per Albin Hansson :

"L'agitation et l'appel au peuple n'étaient pas considérés comme vraiment appropriés dans l'ancienne génération de politiciens de rang parlementaire, ministériel et autres dirigeants. C'était un emploi de bas étage occupé par des orateurs itinérants et indépendants. Ils étaient les prédicateurs des temps nouveaux, payés trois Francs six Sous, battant la campagne avec leur imposant bagage de livres et brochures, logeant dans des gîtes d'étape bon marché, subsistant sur les ventes de billets et de livres et rédigeant - à leur retour à Stockholm - leurs rapports monotones et presque douloureux de leurs épreuves avec des ouvriers frustes et des notables endurcis"⁸⁴⁸

Cette culture politique d'agitateurs, de prédicateurs et d'incitation à la participation électorale⁸⁴⁹ n'avait guère d'équivalents dans les rangs conservateurs, du moins avant qu'une réaction ne s'organise et que les autres partis s'adaptent à la nouvelle configuration de la compétition électorale. Elle allait aussi être promise à une carrière exceptionnellement longue

⁸⁴⁸ A. Isaksson, *Per Albin, vol. 3 : Partiledaren*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 1996, p. 176. "Agitation och folktaleri ansågs inte riktigt fint i den äldre generationen politiker på riksdagsmänna-, statsråds- och talmansnivå, det var av tradition en syssla med låg rang och ombesörjdes i både partier och folkrörelser av frilansande resetalare. De var den nya tidens folkliga predikanter, de hade två, tre kronor i traktamente, kånkade runt i landet med väldiga bok- och broschyrpaket, bodde på billiga resanderum, försörjde sig på biljett- och försäljningsintäkterna och skrev vid emkomsten i Stockholm sina nästan plågsamt enahanda rapporter om vedermödorna med tröga arbetare och förstockad överhetspersoner".

⁸⁴⁹ Moseï Ostrogorski a bien montré comment l'Angleterre avait été précurseur en la matière ; le style de mobilisation social-démocrate diffère cependant notablement en ce qu'il peut s'appuyer sur les relations plus

en Scandinavie, malgré les changements de position institutionnelle des partis et malgré l'envahissement de la sphère politique par les médias modernes. Per Albin Hansson était l'un de ces orateurs insatiables et infatigables, tant dans l'enceinte parlementaire qu'en tournée à travers le pays (*talarturnéer*). Il est aussi le grand artisan d'une idéologie du syncrétisme national qui, si elle est lancée un peu avant l'ancrage du SAP au pouvoir, ne connaît véritablement son essor qu'une fois Hansson devenu chef du gouvernement au début des années 1930.

(a) La construction du "foyer du peuple".

L'idée de *folkhem* a déjà reçu tellement d'attention, sans pour autant être une réalité familière hors de Suède, qu'il peut sembler difficile d'en faire un nouveau commentaire. On peut sans doute retracer les origines de son adoption par les sociaux-démocrates dans la nécessité précoce, pour le parti, de négocier avec une base sociale hétérogène et qui s'accommode bien mal de la qualification de "classe ouvrière" ; la première étape est donc la reconnaissance du SAP en tant que "parti populaire" et une grande polémique fait rage pour savoir si l'on doit remplacer le terme "classe ouvrière" par celui de "peuple travailleur" dans le programme. Le choix final se porte sur "classes exploitées" en 1911, ce qui constitue un aggiornamento fondamental par rapport au lexique marxiste⁸⁵⁰. Avant de devenir le parti de la nation entière, le préposé aux fondations d'une nouvelle Suède, le SAP cherche ainsi à devenir un parti du peuple. Quatre "traumatismes" d'envergure peuvent contribuer à expliquer ces changements :

- Le premier, qui touche alors à sa fin, est l'émigration de masse que subissent les pays scandinaves au profit des Etats-Unis, dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle et jusqu'aux premières décennies du siècle suivant. Cette crise profonde contribue à orienter les préoccupations nationalistes dans un sens intégrateur et populaire et touche une proportion si considérable de la population qu'il est difficile de la réduire. En 1904, le scalde K. G. Ossiannilsson écrivait ce poème, qui illustre bien le registre rural du drame national de l'émigration et la remise en question douloureuse de la patrie dans sa dimension essentielle d'hospitalité :

élaborées avec un ensemble d'organisations associées lors des campagnes électorales (M. Ostrogorski, *op. cit.*, 1903).

⁸⁵⁰ T. Jonsson, *op. cit.*, 2000, p. 121.

Mille gouttes rouges, Suède
Comme de l'eau,
Et aujourd'hui comme hier,
Mille, mille, encore mille...!
Qui allumera dans la chaumière ?
Les petites maisons vides sont dans la nuit -
Toute ta vie s'évide, Suède,
La vie s'écoule
*Par ta plaie béante*⁸⁵¹

Au reste, l'accès à la petite propriété rurale devait être mis en avant comme une des solutions au problème, notamment par la réaction conservatrice et nationaliste dans l'Association nationale contre l'émigration (*Nationalföreningen mot emigrationen*, 1907). Or, ceci accentue les dilemmes habituels des partis sociaux-démocrates scandinaves dont la base est constituée d'éléments ruraux très nombreux et prolétariés, quand bien même certains peuvent être considérés comme des ouvriers attachés à une petite industrie des campagnes. En effet, il faut non seulement faire des compromis avec l'idée de classe mais aussi avec certaines conceptions socialistes de la propriété privée.

- Le second événement, plus circonscrit, est le grave échec de la stratégie de grève générale, en 1909, qui se solde par des pertes lourdes dans les effectifs du parti et des syndicats. La direction du SAP s'oriente alors plus résolument dans la voie parlementaire et en faveur d'alliances avec les libéraux, au risque de la scission d'une fraction gauche du parti, laquelle intervient effectivement en 1917. Cette "épuration", car il s'agit bien d'une expulsion et non d'un séparatisme purement volontaire, n'a pas que des désavantages car elle permet de renforcer la cohésion d'une coalition dominante dont nous avons déjà parlé, autour de Branting et d'autres de ses lieutenants tel Per Albin Hansson.

- Troisièmement, les divisions au sujet de la défense nationale et de la guerre font que le parti social-démocrate doit subir certaines accusations d'anti-patriotisme qui s'ajoutent à la critique

⁸⁵¹ Nous traduisons ce poème du suédois. La version originale est extraite de Patrick Hall, *Den svenskaste historien. Nationalism i Sverige under sex sekler*, Stockholm, Carlsson, 2001, p. 226). *Stuga/stugor*, alternativement traduit par "chaumière" et "petites maisons" n'a pas d'équivalent français mais désigne les célèbres maisonnettes en bois suédoises, souvent rouge-cuivre. Ce passage est assez directement emprunté à un travail précédemment publié dans un ouvrage collectif (Y. Aucante, *op. cit.*, 2002 (2)). "Tusen röda droppar,

traditionnelle de l'internationalisme socialiste et, bientôt, de la trahison bolchévique de Brest-Litovsk, en 1917.

- Enfin, et il s'agit moins d'un traumatisme à proprement parler mais plutôt d'un choc, l'après-guerre marque le parachèvement de l'œuvre du suffrage universel et transforme ainsi la nature de la participation politique. Pour le parti qui a combattu depuis la première heure afin d'atteindre cet objectif, il serait contradictoire de ne briguer que les suffrages typiquement "ouvriers", érigeant ainsi de nouvelles distinctions qualitatives entre les électeurs légitimes et les autres.

Ces quatre éléments incitent à repenser la doctrine de classe du parti et le rapport à la nation, chose que la social-démocratie norvégienne mettra beaucoup plus de temps à réaliser. Cependant, en marge de la stratégie se trouve aussi un espace pour les innovations relativement spontanées. Ainsi, la récupération et l'élaboration du *folkhem* par les sociaux-démocrates semble appartenir à la catégorie des miracles de la mobilisation politique. Anders Isaksson rappelle comment Per Albin Hansson, encore jeune orateur du parti, eut l'idée de conclure l'un de ses discours en comparant la Suède avec une maison ; c'était à Stockholm, en 1921, et la métaphore allait être filée une décennie durant avant d'être véritablement consacrée dans l'iconographie politique suédoise.

"Nous ne cherchons pas à établir une quelconque dictature de la classe ouvrière ou remplacer une ancienne oppression par une nouvelle. Sur le sol démocratique stable, avec le soutien de la majorité populaire, nous avançons pour élever vers l'égalité les classes sociales jusqu'ici reléguées, abroger les classes, faire de la Suède un bon foyer pour tous les suédois (...) Nous sociaux-démocrates avons souvent été taxés d'apatrides. Mais je dis : il n'y a pas de parti plus patriotique que les sociaux-démocrates, aussi vrai que la plus grande des mesures patriotiques est d'organiser notre pays de façon à ce que chacun s'y sente comme chez lui. Il n'y aura pas d'enfants mal-aimés et d'enfants préférés dans le grand foyer"⁸⁵².

Sverige, / liksom vatten, / o, i morgon som igår, / tusen, tusen, åter tusen - -! / Vem skall tända stuguljusen? / Tomma stugor stå inatten - / allt ditt liv förinner, Sverige, / livet rinner / ur ditt öppna sår".

⁸⁵² Reproduit dans Anders Isaksson, *op. cit.*, 1996, p. 184-185. "Vi gå fram icke för att etablera någon arbetarklassens diktatur, icke för att ersätta ett gammalt förtryck med ett nytt. Vi gå fram för att på demokratins fasta grund, med stöd av folkets flertal, lyfta upp till likställighet de hittills tillbakahållna samhällsklasserna, för att avskaffa klasserna, för att göra Sverige till ett gott hem för alla svenskar (...) Man har ofta kallat oss socialdemokrater fosterlandslösa. Men jag säger: det finns intet mera fosterländsk parti än det socialdemokratiska, så sant som den största fosterländska gärningen är att så ordna vårt land att alla känna sig där ha ett hem. Det skall icke i det stora hemmet finnas styvbarn och kelbarn".

Hansson aborde aussi le registre du patriotisme en retournant complètement les accusations souvent proférées à l'encontre des familles socialistes tout en redéfinissant la vision classique du patriotisme comme une sorte de "familialisme" égalitaire ; il évite ainsi le terrain piégé du nationalisme associé à la guerre ou à la mémoire frustrée de la grandeur impériale suédoise, dont les stigmates ne sont pas encore complètement effacés. Per Albin réussit le tour de force qui consiste à réfuter les trois formes de "division" que la droite impute généralement au socialistes : la division de l'État et de la sphère publique du fait des partis, la division du peuple en classes et la division de la patrie à travers l'internationalisme. En cela, l'idée de "foyer" rétablit heureusement l'unité et se trouve en parfaite harmonie avec l'idéologie majoritaire qui s'impose graduellement au sein du SAP en des temps de parlementarisme instable et de grèves sauvages. Il faut cependant noter que la synthèse entre le peuple et son foyer (*folk/hem*) n'est pas encore opérée par les sociaux-démocrates et ne sera adoptée que vers la fin des années 1920 ; mais les ingrédients essentiels sont bien là⁸⁵³. Ils offrent de nouvelles perspectives pour renforcer la légitimité du parti social-démocrate en même temps qu'ils proposent une base idéologique simple de ralliement à un projet de société. On peut ainsi considérer que Per Albin Hansson contribue à réaliser le vœu du politologue conservateur Rudolf Kjellén, pour lequel il apparaissait essentiel d'intéresser le mouvement ouvrier social-démocrate à l'idée et aux desseins de la nation⁸⁵⁴. Kjellén semble lui-même avoir recours à cette image du *folkhem* dans ses écrits, tout comme d'autres conservateurs au début du 20^{ème} siècle. Mais, même dans cette version antérieure et plus marquée à droite, on n'observe pas de connotation nationaliste agressive manifeste ni de rhétorique raciale particulière. Comme l'a bien montré Lars Trägårdh, la conception germanique du peuple et de la nation, à la même époque, est déjà très clairement exclusive et aryaniste et la voie scandinave diverge notablement à cet égard. Du reste, il est intéressant de rappeler que les traductions de Kjellén en allemand, particulièrement ses traités de géopolitique, sont censés avoir contribué à inspirer le national-socialisme et son pangermanisme. En Allemagne, le discours de la nation semble monopolisé par la droite autour de la conception du *Volkstaat*, laquelle exclut les éléments "non-nationaux" et, tout particulièrement, la culture socialiste internationaliste⁸⁵⁵. Si Per-Albin Hansson apparaît comme une figure emblématique et

⁸⁵³ *Ibid.*, p. 188, 191. Dans la généalogie de la métaphore, il semble que le premier préfixe que Hansson choisisse, en 1928, peu avant son élection à la tête du parti, soit celui de "citoyen" (*medborgare*) et non de peuple.

⁸⁵⁴ T. Jonsson, *op. cit.*, p. 22 ; voir aussi M. Hallberg, T. Jonsson, "Per Albin Hansson och folkhemsretorikens framväxt", p. 125-174 dans E. Åsard (Ed.), *Makten, medierna och myterna. Socialdemokratins ledare från Branting till Carlsson*, Stockholm, Carlssons, 1996.

⁸⁵⁵ L. Trägårdh, *op. cit.*, 1993, p. 286. (D'après R. Koselleck).

essentielle, en vertu de la position dominante qu'il acquiert au sein du parti, il n'est cependant pas le seul à articuler cette thématique populaire et néo-patriotique ; au milieu des années 1920, le journaliste et idéologue Nils Karleby publie ainsi un ouvrage important intitulé *Le socialisme face à la réalité (sosialismen inför verkligheten)*⁸⁵⁶ : d'abord plaidoyer réformiste, l'ouvrage approche aussi le socialisme dans sa dimension spécifiquement nationale alors que l'épisode de la guerre mondiale a considérablement affaibli l'internationalisme⁸⁵⁷. Les années 1920-1930 s'inscrivent dans la continuation d'une bataille entre conservateurs et sociaux-démocrates pour accéder à la véritable "âme du peuple" (*folksjäl*), la véritable tradition nordique ; en cela, les alliances rouges-vertes entre sociaux-démocrates et paysans, au Danemark, en Suède et en Norvège, marquent le succès final de la gauche et de ses conceptions d'un nationalisme démocratique du reste intimement associé à la figure paysanne, alors même que ces partis agrariens et les milieux ruraux étaient les principaux foyers de tendances parfois racialistes ou proto-fascistes. Ce tournant prend une direction inverse en Allemagne avec l'accession des nazis au pouvoir au même moment. Cette relative synchronie n'est pas qu'une coïncidence et la menace fasciste est un moteur important des stratégies d'alliance et du discours national des sociaux-démocrates⁸⁵⁸. A l'occasion du jour du paysan, en 1935, Hansson revient amplement sur la représentation politique du paysan vieille de 500 ans. Grâce au soutien du quatrième état (la paysannerie), le cinquième (la classe ouvrière) a conquis sa part de pouvoir⁸⁵⁹.

Après la mort de Hjalmar Branting, en 1925, P-A Hansson vit une sorte de traversée du désert et se trouve même exclu du journal "Le social-démocrate" pour le compte duquel il travaillait. Dans cette phase de relatif isolement, marquée par le retour au bercail de certains de ses vieux ennemis de la gauche radicale, Hansson continue de promouvoir sa vision du parti populaire et du *folkhem*. La réaction du camp bourgeois est de resserrer les rangs mais aussi de représenter les sociaux-démocrates comme bien plus radicaux et dangereux qu'ils ne le sont vraiment ; cette stratégie culmine, et réussit provisoirement, lors de "l'élection des cosaques" (*Kosackvalet*) de 1928. S'il y a une recrudescence de la propagande contre "l'homme au couteau entre les dents", conservateurs et libéraux exploitent néanmoins les ambivalences permanentes du discours social-démocrate dont Hansson n'est pas exempt. En effet, le chapitre de la socialisation de l'économie n'est pas clos, les divisions à l'intérieur du

⁸⁵⁶ N. Karleby, *Sosialismen inför verkligheten*, Stockholm, 1926.

⁸⁵⁷ Pour une présentation en anglais des principales thèses de Karleby, voir T. Tilton, *The Political Theory of Swedish Social Democracy*, Oxford, Clarendon Press, 1990, p. 70-102.

⁸⁵⁸ Y. Aucante, *op. cit.*, 2002 (2).

⁸⁵⁹ L. Trägårdh, *op. cit.*, 1993, p. 207-208.

mouvement ouvrier sont encore importantes et il n'est pas question d'évacuer totalement le discours de classe. Toutefois, c'est bien en 1928 que la métaphore se consolide et revêt parfois des allures de prophétie de l'État-providence à venir :

"La politique social-démocrate vise à la fondation d'un ordre nouveau tel que nous puissions vraiment parler du bon foyer. Quant il s'agit de la famille privée, nous pensons qu'il est mieux que tous les membres soient égaux et jouissent du même droit de développer leur particularité. La grande famille du peuple doit être soumise à la même exigence. C'est un programme patriotique qui rassemblera, un jour, la majorité populaire dans la coopération pour le bien être et le bonheur commun"⁸⁶⁰.

Pour qui dispose d'une certaine familiarité avec la lexique politique suédois, cette dernière citation se présente comme un véritable concentré des thèmes et du vocabulaire les plus typiques. Mais les idées de Per-Albin Hansson sont encore loin d'être consensuelles au sein de son parti ; elles ne triompheront vraiment qu'avec l'exercice du pouvoir, dans les années 1930, et à travers la grande coalition nationale durant la Seconde Guerre Mondiale, dont il sera le Premier Ministre. La décennie qui précède cette grande déflagration est le cadre d'une communion de plus en plus intense entre les sociaux-démocrate, l'État et la patrie (*fosterlandet*), qui s'appuie désormais sur une identification plus concrète avec une vision romantique de l'histoire nationale⁸⁶¹, sur la continuité supposée du caractère essentiellement démocratique et pacifique du peuple suédois. Comme nous le verrons plus loin, ces transformations se doublent bientôt d'un paternalisme associé à la figure de Per Albin Hansson, dans ses fonctions de chef du gouvernement, un charisme populaire qui prendra revêtira finalement une dimension quasi-mythique à la fois par et malgré la Seconde Guerre Mondiale.

⁸⁶⁰P-A Hansson, *Skånska Social-demokraten*, 5-9-1928 ; cité dans T. Jonsson, *op. cit.*, p. 239.

"Socialdemokratins politik syftar till grundandet av en sådan nyordning, att vi allt skola kunna tala om det goda folkhemmet. Då det gäller den enskilda familjen, anse vi det bäst, att de olika medlemmarna bli jämställda och att alla få samma rätt att utveckla sin egenart. Samma krav måste vi ställa på den stora folkfamiljen - det Är ett fosterländsk program, som en gång kommer att samla folkets majoritet till samarbete för gemensamt välstånd och gemensam lycka".

⁸⁶¹ *Ibid.*, p. 315.

(b) La place centrale de l'habitat en politique⁸⁶²

En relation avec le "foyer du peuple", il n'est pas besoin de chercher très loin pour s'apercevoir de l'importance du thème de la "construction", des métaphores bâtisseuses dans le discours et la propagande social-démocrates. Elle est évidente dans la citation d'Ingvar Carlsson en exergue de ce chapitre. "*Vi bygger landet*" (nous bâtissons le pays), titre choisi par Yvonne Hirdman pour son volume illustré sur l'histoire du mouvement ouvrier depuis ses fondateurs⁸⁶³ est un slogan récurrent et qui fleurit sur les affiches électorales après la Première guerre mondiale et surtout dans les années 1930⁸⁶⁴. On ne peut s'empêcher de mettre ce thème en relation avec l'influence des nouvelles idées fonctionnalistes, la volonté de rationaliser l'habitat en même temps que l'approche des politiques sociales ; ce mouvement culmine avec la fameuse exposition de Stockholm (*Stockholms utställningen*), en 1930, véritable manifeste fonctionnaliste dans l'architecture et le design des objets et vitrine internationale de l'avant-gardisme suédois. Un examen du catalogue de l'exposition mais aussi de la coopération entre architectes et économistes souvent proches de la social-démocratie dans la phase de préparation, illustre aussi la recherche de l'économie maximale afin de construire des logements familiaux à des prix plus abordables. Le slogan de la section "logement" de l'exposition est "construisons les logements dont on a besoin à des prix qui nous conviennent" (*Bygga de bostäder vi behova till de pris som passa oss*)⁸⁶⁵ et l'architecte Sven Markelius résume bien cette préoccupation :

"Le problème est de construire en grande quantité des logements bon marché sans exclure les besoins justifiés en matière d'hygiène, de confort et de bien-être. Les coûts de la construction doivent être abaissés par l'organisation économique et l'utilisation efficace des ressources techniques modernes"⁸⁶⁶.

Ainsi, le fonctionnalisme suédois naît-il largement de la rencontre entre les questions cruciales d'organisation urbaine, une nouvelle raison technicienne et économiste ainsi que la

⁸⁶² Les développements de cette section empruntent à une de mes précédente publication, elle-même issue d'un mémoire de D.E.A réalisé à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (E.H.E.S.S, Paris, 1999) : Y. Aucante, *art. cit.*, 2000, p. 113-154.

⁸⁶³ Y. Hirdman *Vi bygger Landet : den svenska arbetarrörelsens historia från Per Götrek till Olof Palme*, Stockholm, Tiden, 1990 (1979).

⁸⁶⁴ Un précurseur est le mouvement pour la propriété individuelle (*egnahemsrörelsen*) d'avant-guerre, qui constitue une réponse à l'hémorragie de l'émigration. Ce mouvement jette les bases d'une idéologie du "foyer" mais il est aussi plus nettement orienté vers la petite propriété rurale.

⁸⁶⁵ Uno Åhren ; cité dans P. Råberg, *Funktionalismens genombrott i Sverige 1925-1931*, Stockholm, Arkitektur Museet, 1970, p. 153.

volonté de dégager l'architecture d'une emprise purement esthétique⁸⁶⁷. L'architecte Uno Åhrén est un de ceux qui ont le mieux exprimé cette nouvelle perspective :

"La ville n'est pas une sculpture que nous pourrions, à l'occasion, admirer sous tous ses angles, mais un appareil organisé de façon à correspondre au mieux aux besoins de notre vie"⁸⁶⁸

De même, le logement n'est-il plus destiné à être admiré sinon à être habité, ce qui a des implications importantes quant à la manière de considérer la conception et la production de logements. Les architectes commencent donc à s'intéresser à l'habitat ordinaire, en location, qui peut être l'objet d'une production standardisée dans la mesure où il s'agit de logements destinés au plus grand nombre, qui correspond à des besoins à caractère urgent. Selon Åhrén, l'architecte doit être à même de développer une science de la construction détachée des considérations esthétiques d'ensemble, mais consciente des réalités économiques et sociales, des capacités industrielles.

Si les objectifs de l'exposition ne sont pas complètement atteints en matière de logements bon marché, elle contribue à donner une nouvelle visibilité, un nouvel écho à ces problèmes et la nécessité de politiques sociales radicales dans ce secteur. Plusieurs jeunes sociaux-démocrates, en particulier deux économistes qui vont jouer un rôle important, Alf Johansson et le futur prix Nobel Gunnar Myrdal, sont intimement impliqués dans cette réflexion sur le logement et les politiques sociales. En février 1933, Myrdal et Uno Åhrén publient Une Enquête concernant le besoin d'un développement des statistiques du logement ainsi que certaines questions sociales en rapport. Cette enquête officielle est plus connue sous le titre de sa version publiée peu après, à compte d'auteur, pour atteindre une plus large distribution : La question du logement comme problème de planification sociale. Pendant la crise et à plus long terme⁸⁶⁹. Si ce travail n'est alors qu'une contribution discrète de jeunes experts récemment ralliés au SAP, il peut être considéré comme le précurseur de la grande Commission du

⁸⁶⁶ S. Markelius, "Smälägenheternas planslösningsproblem", dans *Special Katalog över bostadsavdelningen*, Stockholm, 1930, p. 31.

⁸⁶⁷ Le "style décoratif" scandinave que d'aucuns auraient tendance à associer à l'étiquette du géant commercial Ikéa n'est véritablement qu'un melting pot qui a mélangé la simplicité du fonctionnalisme avec l'esthétique rustique du design intérieur dont les peintres-décorateurs Carl et Karin Larsson (fin 19^{ème}/début 20^{ème} siècle) sont les grands représentants.

⁸⁶⁸ Cité dans E. Rudberg, *Uno Åhrén : en föregångsman inom 1900-talets arkitektur och samhällsplanering*, Gävle : Statensråd för Byggnadsforskning, 1981, p. 55.

⁸⁶⁹ G. Myrdal, U. Åhren *Undersökning rörande behovet av en utvidgning av bostadsstatistiken jämte vissa därmed förbundna bostadspolitiska frågor*, Stockholm, Statens Offentliga Utredningar 1933 : 14 ; également imprimé sous le titre *Bostadsfrågan såsom planlägningsproblem, under krisen och på längre sikt*, Stockholm, Kooperativa förbundets Bokförlag, 1933.

logement qui donnera laborieusement naissance aux politiques de logement social social-démocrates, entre 1935 et l'après-guerre⁸⁷⁰. Selon Yvonne Hirdman, les années 1930 déplacent ainsi l'accent mis sur le couple traditionnel travail-capital (arbete-kapital) vers un nouveau couple travail-habitat (arbete-hem)⁸⁷¹, rappelant ainsi la métaphore du folkhem. Le logement avait longtemps été considéré comme le lieu de la consommation passive mais son association au travail en fait un vecteur important de production, de création potentielle d'emplois, notamment par l'intermédiaire de la construction de logements de meilleure qualité. Cette qualité de vie est à son tour considérée comme la condition d'une implication personnelle plus réussie dans la sphère du travail. Ce déplacement traduit également une nouvelle conception "rationalisée" des questions sociales qui va être au centre du réformisme social-démocrate. On en trouve un autre exemple dans le néo-familialisme d'Alva Myrdal, approche alternative et séparée de la famille de l'éducation des enfants, dont l'influence réelle reste néanmoins discutée⁸⁷².

Toutefois, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de dérives racialistes et hygiénistes ont pris appui sur les mêmes références au foyer commun et constituent une autre branche issue du concept d'abord conservateur de folkhem. Or, entre ces deux branches, certains rapprochements se sont opérés, qui ont fait l'objet d'un grand nombre d'études récentes, autour de l'eugénisme et de la biologie raciale notamment. Il n'y a pas lieu de rendre compte de ces débats complexes dans le cadre du présent travail mais précisons du moins que notre approche ne suggère pas une séparation stricte entre deux répertoires qui ne se rencontrent pas ; on gagnera cependant à ne pas faire l'amalgame dans la mesure où la conception racialiste et exclusive de la nation s'est largement construite par opposition au socialisme perçu comme "corps étranger"⁸⁷³.

⁸⁷⁰ Commanditée par le Ministère des Finances, cette étude illustre aussi les nouvelles théories de Myrdal et d'autres économistes selon lesquels la production et la demande globale peuvent être stimulées par des politiques sociales ambitieuses et une action contra-cyclique du budget public. Il y a une grande controverse au sujet des origines de cette nouvelle pensée en Suède (ou en Angleterre) ainsi que sur l'influence réelle qu'elle a pu exercer sur les politiques des premiers gouvernements sociaux-démocrates.

⁸⁷¹ Y. Hirdman, *op. cit.*, 1990, p. 92.

⁸⁷² Voir la critique de Hirdman dans B. Rosthein, Gustav Möller *op. cit.*. Pour Rosthein, il ne suffit pas de documenter la popularité d'une idéologie ou d'un courant de pensée pour en déduire son influence dans le circuit des politiques publiques. Il faut ensuite établir les connexions réelles avec les prises de décision des acteurs politiques et la mise en place de la législation.

⁸⁷³ En 1997-1998, plusieurs articles de presse parus dans le quotidien *Dagens Nyheter* ont déclenché une polémique sans précédent autour du phénomène trop négligé des programmes de stérilisation humaine dans l'entre-deux-guerre. Tout soudain, les sociaux-démocrates étaient devenus les nouveaux bourreaux de l'histoire suédoise et les controverses suscitées par cette attaque idéologique, relayée par un journalisme à sensation, se sont poursuivies dans une série d'études. Cf. G. Broberg et N. Roll-Hansen, *Eugenics and the Welfare State: Sterilization Policy in Denmark, Sweden, Norway and Finland*, East Lansing, Michigan State University Press,

(c) Variations sur les métaphores de la société social-démocrate

Un trait particulier du vocabulaire suédois ou scandinave se trouve dans la grande proximité sémantique, pour ne pas dire équivalence, entre "État" (*stat*) et "société" (*samhälle*). Cette affinité se renforce et devient un outil essentiel dès lors qu'un parti de masses accède durablement aux positions de pouvoir et cherche à limiter les contradictions inhérentes à ce nouveau rôle politique. Encore une fois, la figure de la "maison commune" s'harmonise relativement bien avec l'image d'une conjonction État-société et permet de réduire l'impression d'asymétrie résultant de la figure habituelle de la séparation et du dualisme. Ainsi, le parti ne se fait-il pas "intermédiaire", lieu de passage ou entre-deux inconfortable mais se présente plutôt comme simple expression de la communauté politique par l'entremise d'un discours et d'un désir égalitaristes. Les sociaux-démocrates ont cherché à capitaliser sur cette forme de double identification comme force dominante de gouvernement et tête de pont de la "société organisée". Cela ne signifie pas que la rhétorique de classe disparaît complètement ; elle reste en effet à l'arrière-plan avec des résurgences intermittentes, parfois non voulues comme lors des élections de 1928, quand la propagande bourgeoise décrit grossièrement le SAP comme un adepte de la socialisation par la force. Cette inquiétude reviendra à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, alors que le programme social-démocrate de 1944 manifeste une tonalité assez radicale et que les communistes sont en progression rapide ; mais l'anticommunisme est suffisamment fort au sein du SAP, notamment chez Per Albin Hansson, pour que le discours de classe orthodoxe ait beaucoup de prise.

Au début de ce chapitre, nous évoquions l'importance de la "parole social-démocrate". On en retrouve un exemple typique dans la confection et la prédominance de "mots d'ordre", de slogans très visibles qui dépassent le simple niveau de la propagande. Il s'agit en effet de capturer l'esprit du temps, sinon de contribuer à sa constitution à travers un petit nombre de thèmes de rassemblement. Ceux-ci apparaissent ainsi dans les intitulés des programmes et des congrès du parti et sont en général reproduits sur les affiches électorales⁸⁷⁴. Quelques uns de ces slogans ont atteint l'objectif de représenter l'unité du peuple suédois, les valeurs censées

1996 ; M. Runcis, *Steriliseringar i folkhelmmet*, Stockholm, Ordfront, 1998 ; M. Zaremba, *Det rena och de andra. Om tvångssterilisering, rashygien och arvsynd*, Stockholm, Bokförlaget DN, 1999.

⁸⁷⁴ On en trouvera quelques exemples de ces affiches dans l'annexe iconographique de ce travail.

l'animer, avec sa direction politique. Ces métaphores ou "images" de la nation ne remplacent pas l'idée de *folkhem* mais viennent le renforcer ou lui donner un regain de sens. On pourrait du reste suivre les tribulations du concept de "peuple" tant il reste une pierre d'achoppement du discours politique. Sur ce terrain, la social-démocratie a partiellement réussi à compenser son infériorité traditionnelle en matière d'influence sur les grands organes de presse et l'information des citoyens. En même temps, le parti ne peut pas éviter son identification de plus en plus forte avec la bureaucratie et les sommets de l'État. Dans un certain sens, elle doit même être revendiquée, surtout lorsqu'il s'agit de démontrer une capacité politique, la réalisation d'un programme et la responsabilité assumée des intérêts du pays ; mais elle réintroduit aussi le principe d'asymétrie entre "ceux d'en haut" (*Dem där uppe*) et "ceux d'en bas" (*Dem där nere*)⁸⁷⁵. Ces dilemmes seront au centre du chapitre suivant.

Les slogans qui parviennent à s'installer dans l'espace public après 1945 sont en général assez intimement associés aux grandes orientations en matière de réformes économiques et sociales que le SAP met en avant : il ne s'agit pas que de lancer des mots d'ordre, il faut aussi construire la société qui leur correspond. Ceci nécessite une adaptation conjoncturelle importante qui est bien expliquée dans une séance du comité directeur, à la fin des années 1960 :

"Ce n'est pas que nos principes généraux aient été jugés trop légers dans le cadre de cette autocritique interne. Nous croyons que les vieux slogans continuent de recouvrir une réalité, les slogans de liberté, justice, égalité, sécurité, coopération et solidarité, mais dans une société en changement, le renouvellement des principes doit pratiquement être constant. La politique doit s'adapter et être reconsidérée par rapport à l'évolution technique"⁸⁷⁶.

En ajoutant démocratie et travail à cette liste de principes, on aura un petit lexique social-démocrate relativement exhaustif. Au-delà de ce vocabulaire fragmentaire, l'image d'ensemble qui rivalise avec le *folkhem*, après la guerre, c'est celle de la "société forte" (*det starka samhället*). Elle est au diapason d'une certaine euphorie réformiste⁸⁷⁷ propre à l'époque de la planification, du plein emploi, des grandes manœuvres en matière de politique sociale ; c'est aussi le temps des projets ambitieux qui nous ramènent à la thématique de la "construction",

⁸⁷⁵ B. Elmbrant, *Dom där uppe, dom där nere. Om demokrati i Sverige*, Stockholm, Atlas, 1997.

⁸⁷⁶ SAP, *Protocole du Comité Directeur* (Tage Erlander), 3 janvier 1967. "Det förhåller sig självfallet inte så, att våra allmänna principer under den här självkritiken befunnits vara för lätta. Vi tror att de gamla slagorden alltjämt täcker en realitet, slagorden om frihet, rättfärdighet, jämlikhet, trygghet, samverkan och solidaritet, men i ett föränderligt samhälle måste principernas omsättning i praktisk handling ständig förändra sig. Politiken måste anpassas och omprövas efter den tekniska utvecklingen".

⁸⁷⁷ A. Lindeborg, *op. cit.*, p. 356.

avec l'objectif du million de nouveaux logements au début des années 1960⁸⁷⁸, par exemple. La société forte coïncide avec le long règne de Tage Erlander (1946-1969), dont l'apparence physique de force tranquille s'accorde bien avec l'esprit du temps. Encore une fois, il ne s'agit pas de démontrer que ce processus d'identification explique la permanence des sociaux-démocrates au pouvoir à cette époque : c'est plutôt la proposition inverse que nous suggérons dans la mesure où cette permanence favorise une telle identification tout en conférant un caractère positif à ce qui est facilement considéré comme une "situation de monopole". Il est vraisemblable que la nationalisation réussie de la social-démocratie, en renforçant sa légitimité, vient ensuite orienter les comportements électoraux en faveur de ce parti mais ceci ne tient que d'une supposition à grande échelle que nous n'avons pas entrepris de tester systématiquement dans le cadre du présent travail. D'autre part, il faut bien souligner que l'exercice continu des responsabilités publiques n'agit que comme une sorte de transformateur d'une production symbolique qui émane du parti et qui peut connaître les mêmes vicissitudes que la volonté de réformes : les deux dimensions ont des limites et, tout comme le réformisme peut s'essouffler et se transformer en une défense d'un ordre établi (l'Etat social), l'identification nationale et sa panoplie de métaphores en viennent parfois à se teinter d'un certain conservatisme. Certes, la proximité des répertoires de l'État et de la société permet d'évoluer entre ces deux dimensions du peuple-nation et du peuple-société, tout en se réservant la possibilité de faire référence au peuple-classe.

L'image de la société forte s'est trouvée largement sapée à partir de 1969 à travers la critique des grands programmes inachevés ou mal conçus (logement), une recrudescence des conflits au travail⁸⁷⁹ et la politique monétaire restrictive de lutte contre l'inflation. Dans cette phase de contestation sociale forte, la nouvelle direction politique du SAP (Olof Palme) est prise entre les feux de la critique de gauche, y compris en son propre sein, de l'offensive inattendue du centre sur le terrain de l'écologie et des attaques classiques de la droite contre l'État fiscal. Viennent ensuite les chocs pétroliers et la récession économique qui rendent l'assise du gouvernement encore plus fragile.

Sous l'impulsion de LO, la réponse est organisée sur le front des conditions de travail et l'idée de "démocratie industrielle" devient le nouveau thème de mobilisation des années 1970. Celui-ci s'articule plus précisément autour de deux grands projets de législation censés lui

⁸⁷⁸ Le programme du "million" (1965) avait pour but de construire un million de nouveaux logements, essentiellement dans de grands ensembles, sur une période de dix ans. L'objectif devait être atteint mais il devait se faire au prix d'une hausse des coûts de construction ainsi que d'une ségrégation urbaine accrue, dont les conséquences se lisent encore aujourd'hui.

⁸⁷⁹ Une grève de mineurs dans le nord du pays mobilise environ 5000 personnes au tournant 1969-1970

donner un contenu concret ; il s'agit de la loi sur la sécurité de l'emploi (1974), établissant des garanties contre les licenciements arbitraires, et de la loi sur la co-décision au travail (*Medbestämmandelagen*, 1977)⁸⁸⁰. Un troisième projet cher à LO, prévoyant la mise en place de fonds salariaux (*löntagarfonder*) dans les entreprises et visant ainsi à accroître le contrôle des employés et des syndicats sur le capital et les décisions d'investissement, hypothèque finalement tout consensus réel autour de la "démocratie industrielle"⁸⁸¹ et suscite des divisions assez similaires à celles que la question européenne a produit en Norvège. La différence est que c'est de l'intérieur du mouvement ouvrier que sont lancés ces nouveaux projets et ils manifestent un retour de la rhétorique de classe au sein de syndicats dont la direction est contestée ; on pourrait aller jusqu'à penser que l'unité historique du parti est heureusement servie par l'alternance qui intervient en 1976, alors que la question des fonds salariaux a un véritable potentiel explosif. Ce projet restera toutefois une source majeure de discordance entre parti et syndicats, ainsi que dans la société entière, jusqu'à un compromis sur une version aménagée et édulcorée (1987).

Des images de la nation qui ont émergé en prolongement de la dominance social-démocrate, c'est sans aucun doute celle du *folkhem* qui a le mieux résisté à l'épreuve du temps et du pouvoir, sans qu'elle soit pour autant entièrement préservée d'un important dépérissement. Nous avons évoqué, dans le chapitre précédent, comment les partis bourgeois ont investi dans l'idée de "société civile" au cours des années 1980, afin de contester l'emprise de l'État social-démocrate dans la sphère publique. C'est là un des rares exemples de contre-offensive idéologique qui s'organise autour d'une vision de la collectivité, quand bien même celle-ci dissimule une conception prioritairement individualiste du social. Il s'agit en tous les cas d'une tentative pour réaffirmer la séparation entre État et société civile, entre État et marché mais aussi pour désagréger cet espace continu d'identification entre social-démocratie et pouvoir politique, cette sorte de holisme latent. Il est du reste intéressant de rappeler comment l'idée de société civile s'est manifestée notamment par opposition à l'État totalitaire, y compris dans les transitions démocratiques récentes en Europe de l'Est ; ces dernières ont ainsi constitué un point de référence dans le débat suédois⁸⁸². Au-delà des seuls partis, c'est un conflit classique entre valeurs et solutions collectives, d'une part, et une approche plus

⁸⁸⁰ Ces deux grands axes sont accompagnés de plusieurs autres mesures de protection des droits des employés, notamment des handicapés et des responsables syndicaux (S. Hadenius, *Swedish Politics During the 20th Century*, Trelleborg : Svenska Institutet, 1997, p.115).

⁸⁸¹ B. Stråth, *op. cit.*, 1998.

⁸⁸² Lars Trägårdh, *op. cit.*, 1993 (1), p. 36.

individualiste et libérale, d'autre part, qui a continué de s'exprimer clairement au cours des années 1990, bien que ces deux dimensions ne soient pas aussi hermétiques qu'on le pense parfois (il n'est pas besoin de choisir entre l'une et l'autre)⁸⁸³. Par conséquent, le territoire et les registres de l'identité nationale, également conçue en tant que régime d'action ou de régulation publique, ont été bien plus disputés depuis deux ou trois décennies. Dans ces conditions, le concept de *folkhem* n'a plus qu'une importance marginale et relativement nostalgique bien qu'il reste étrangement présent dans le discours, tel un meuble familial ; si son contenu reste imprécis, sa signification trop convenue pour qu'on l'explique encore, c'est sans doute parce qu'il confine à une perception intégrale et internalisée - dans la conscience collective - de la communauté politique et de ses continuités. On pourrait envisager cette résistance en rapport avec le problème de l'institutionnalisation : le *folkhem*, ce serait alors la manifestation du passé et de l'héritage de la social-démocratie dans le temps présent, qui tire précisément sa force de cette expérience passée et de ses représentations ou traductions actuelles⁸⁸⁴. Ainsi, la social-démocratie d'aujourd'hui peut-elle toujours distiller une certaine dose de légitimité de ce capital antique tout en continuant de revendiquer partiellement certains des idéaux et des valeurs traditionnellement associés au *folkhem* et à la "société forte". Mais il semble que le parti ait de plus en plus de difficulté à réconcilier la dimension symbolique de son identification à la culture nationale avec la dimension institutionnelle ou "bureaucratique" du régime social-démocrate. L'appauvrissement idéologique de ce dernier, le tarissement du réformisme et la domination d'un discours économique néo-libéral ont aussi forcé le SAP au retrait dans une position "gestionnaire" qui se veut pragmatique mais qui confirme surtout ses propres doutes quant à son rôle historique. Le slogan de la "troisième voie" (*den tredje vägen*), lancé au début des années 1980 lors du retour aux affaires, n'a déjà plus la même résonance nationale alors que le SAP sort d'une longue traversée du désert. En déclarant que la réforme de l'État et des services publics/sociaux est le seul moyen de leur conserver une légitimité, les sociaux-démocrates sont contraints d'adopter un pan entier du discours néo-libéral alors en pleine effervescence ; tout ce qui relève d'une idéologie du "public" se doit d'être justifié, "audité" et se trouve, a priori, suspect d'être un réservoir

⁸⁸³ Contrairement à ce que pense Philip Schmitter qui établit une différenciation très stricte entre démocratie "pré-libérale" (celle d'un républicanisme idéaliste et collectiviste) et "libérale" (individualiste). La difficulté de réconcilier ces deux versions le conduit à envisager un horizon "post-libéral" dont on voit mal comment il pourrait être radicalement différent des deux versions précédentes (P. Schmitter, "More liberal, Pre-liberal or Post-liberal?", p. 328-335 dans L. Diamond, M. Plattner, *The Global Resurgence of Democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996).

⁸⁸⁴ Notons par exemple le discours de la "maison du peuple écologique" (*Det gröna folkhemmet*) dans la campagne électorale du SAP en 2002. Voir par exemple "Välfärd viktigare än skattesänkningar", *Dagens Nyheter*, 1-10-2002 (www.dn.se).

d'inefficacité. Toutefois, en dépit de cette large influence du néo-libéralisme, il faut admettre que celui-ci n'a pas réussi à s'imposer comme véhicule d'identification nationale ; il semble ainsi condamné à rester un programme de démantèlement forcé, une idéologie de la négativité et de la sphère individuelle privée, qui s'accommode mal des figures collectives du parti, de l'État et de la nation.

7.1.2 *Le parti et l'histoire nationale*

A ce stade, on ne voudrait que sommairement se faire l'écho et discuter de certaines études récentes qui ont utilement contribué à la connaissance des rapports entre partis socialistes et construction d'une histoire nationale, notamment les stratégies d'écriture et de réinterprétation de ce corpus historique. Un parti de gouvernement, *a fortiori* un "parti d'État" devrait bénéficier d'un ancrage solide dans les représentations politiques des citoyens-électeurs. A cet égard, le champ historique se présente comme une ressource idéologique de premier ordre. Longtemps, l'écriture de l'histoire du mouvement ouvrier lui-même a été monopolisée par ses propres participants, ce qui donnait bien souvent une grande profusion de détails assortie d'une nette tendance hagiographique. Mais il s'agissait de répondre à ce qui était vu comme une écrasante domination d'une histoire des élites par les élites. Cette tradition n'a du reste pas complètement disparu et l'intervention de sociaux-démocrates, parfois étranger au domaine académique professionnel, dans le débat historique reste fréquente. Ceux-ci peuvent se prévaloir d'une autre forme de légitimité que scientifique (parfois des deux)⁸⁸⁵, légitimité de l'observateur, du témoin direct, du participant ou du protagoniste, du partisan ou tout simplement de l'héritier d'une culture sanctionnée par l'adhésion formelle au parti. A cela s'ajoutent les possibilités du genre autobiographique ou des mémoires en tant qu'ils sont partie prenante du discours historique. Une dernière dimension à considérer est celle des récits, d'une propagande à caractère historique ou d'une histoire populaire qui mettent en scène la genèse du socialisme dans le cadre reconstitué de l'État-nation. Cette histoire-là n'est qu'un méta-récit émergent, pas nécessairement écrit, qui transparaît dans différents contextes de la vie partisane tel que les choix de commémoration, l'espace des prises de position et des discours, l'iconographie et la propagande ; c'est aussi, et avant tout, la manifestation d'une conscience historique de l'organisation qui dépasse l'horizon du seul

⁸⁸⁵ Mais il faut tout de même faire la différence entre les partisans-historiens et ceux qui peuvent avoir des sympathies ou engagements plus ou moins forts en faveur de la social-démocratie.

mouvement ouvrier en prenant une dimension nationale. Tous ces supports contribuent, à des degrés variables, aux représentations du parti et de son œuvre et peuvent s'articuler grossièrement autour de deux axes : d'une part, l'histoire de l'organisation politique elle-même, dans son contexte temporel spécifique ; d'autre part, la réinterprétation d'un passé plus ancien à la lumière de l'expérience social-démocrate, selon une approche parfois presque téléologique des continuités et des disjonctions.

(a) Histoires socialistes

Ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, c'est ce que Fabrice d'Almeida appelle fort justement la "syntonie" entre histoires nationale et partisane et, par conséquent, la résonance des deux identités⁸⁸⁶. Il souligne par exemple comment les socialistes italiens se sont souvent inscrits dans la continuité de l'insurrection populaire du *Risorgimento* et de l'aspiration à l'unité du peuple et de la nation. Cette rhétorique est manifeste après 1945 et participe d'une évolution du PSI vers les alliances et le pouvoir tout en donnant des gages de patriotisme au socialisme⁸⁸⁷. Cette période, et l'opposition au gouvernement "réactionnaire" de Fernando Tambroni (1960), marque aussi le renouveau d'une importante historiographie socialiste qui magnifie l'idée de libération nationale. Le cas italien suggère que, si cette exaltation d'un discours national et patriote n'est pas sans lien avec de nouvelles ambitions politiques (à l'instar du SAP des années 1920), elle reste antérieure à la réalisation de ces ambitions et non pas conditionnée par cette dernière⁸⁸⁸. On peut néanmoins considérer que ce discours sera porté à un autre niveau dans l'exercice du pouvoir, en tant qu'instrument de légitimation du socialisme d'État ou de certaines alliances politiques apparemment contre-nature.

En France, les traditions républicaine et socialiste peuvent s'affronter autour de l'interprétation et de l'héritage de la Révolution, des révolutions devrait-on dire, car il faudrait aller dans le sens de la périodisation révolutionnaire proposée par François Furet, qui inclut jusqu'à la Commune de Paris⁸⁸⁹. Mais ce legs semble moins difficile à assumer que d'autres

⁸⁸⁶ F. d'Almeida, *op. cit.*, p. 278.

⁸⁸⁷ *Ibid.*, p. 282-283.

⁸⁸⁸ En Italie, elle a également une dimension oppositionnelle plus forte à travers la contestation d'une conception fasciste de la nation et dans l'identification à la résistance contre le régime de Mussolini et ses "héritiers" (MSI). Par ailleurs, la force du communisme italien empêche le PSI d'exercer la même hégémonie sur les idéaux de gauche qu'en Scandinavie.

⁸⁸⁹ F. Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1985 (1978), p. 17.

formes plus aristocratiques de construction nationale. Il est évidemment une référence continue du socialisme français depuis le 19^{ème} siècle et, notamment, avec les histoires de la Révolution Française de Louis Blanc ou Jean Jaurès : ce dernier pense ainsi que la Révolution contient "le socialisme tout entier"⁸⁹⁰. L'hybridation avec les courants républicains est aussi ancienne et guère surprenante, la République étant généralement conçue comme une étape sur la voie du premier socialisme, du moins avant la révolution bolchevique qui fait se télescoper les événements à travers l'histoire⁸⁹¹. Déjà en 1910, dans "L'armée nouvelle", Léon Blum expliquait que non seulement les travailleurs avaient aussi une patrie mais que l'État ne devait pas être considéré comme l'expression de la volonté d'une seule classe mais d'un rapport de force entre différentes classes. Lors de son pèlerinage au Panthéon, après la victoire de 1981, François Mitterrand dépose des fleurs sur les tombes de Victor Schoelcher, Jean Jaurès et Jean Moulin⁸⁹², dépassant ainsi largement le cadre de l'héritage socialiste à la fois dans le choix du lieu et de celui des monuments à honorer⁸⁹³. En 1977, déjà, l'abandon de l'Internationale comme hymne du congrès du P.S marquait un tournant dans la stratégie de représentation symbolique du parti. Certains épisodes de résistance populaire autrefois célébrés comme la Commune, tendent alors à disparaître au profit de la seule matrice républicaine et de la Révolution française faite uniforme et unitaire, mythe fondateur et matrice nationale.

On pourrait sans aucun doute documenter des tentatives similaires de légitimation par l'histoire et les commémorations dans la plupart des expériences socialistes mais leur interprétation du nationalisme semble être influencée par les degrés d'intégration et les chances de promotion politiques de ces partis. L'amplitude de la réconciliation de la gauche avec la nation devrait être un indicateur important de l'ancrage de cette force politique.

(b) Sélection et reconstruction

En Suède, l'avènement du suffrage véritablement universel ainsi que les premiers gouvernements sociaux-démocrates font des années 1920 un premier tournant non seulement

⁸⁹⁰ D. Lindenberg, "Le débat marxiste au tournant du siècle", dans P. Ory (Dir.), *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 1997, p. 352.

⁸⁹¹ F. Furet, *op. cit.*, p. 19 et 141.

⁸⁹² F. d'Almeida, *op. cit.*, p. 427, note 178.

⁸⁹³ Mais la nation avait déjà rencontré le socialisme lors du transfert des restes de Jean Jaurès au Panthéon, en Novembre 1924, sous le Cartel des gauches. Le premier transfert ordonné sous la présidence de Mitterrand fut

de l'intégration politique de la gauche mais aussi de ses conceptions historiques. Lars Björnin observe ainsi un changement d'orientation vers une moindre attention au socialisme comme phénomène international et une concentration plus évidente sur les problèmes nationaux⁸⁹⁴. Il y a aussi un mouvement en direction d'un intérêt plus marqué pour les grandes figures du parti plutôt que pour la classe ouvrière, alors que la génération des fondateurs disparaît. La mort de Hjalmar Branting, en 1925, déclenche une très longue série de polémiques et de disputes quant à la publication de ses discours et écrits ainsi que d'une œuvre biographique. Il est à noter que le décès d'August Palm, "véritable" père-fondateur devenu éternel opposant du parti bureaucratique, passe relativement inaperçu en comparaison, alors qu'il intervient à la même époque (1922) ; bien sûr, il s'agit d'une personnalité indépendante et controversée, dont la présence est éclipsée par celle de Branting, et qui ne jouera pas de rôle dans la construction d'un grand parti. Il représente l'agitateur tandis que Branting pose dans le rôle du chef de parti et de gouvernement⁸⁹⁵. Si l'on entreprend l'étude des différents niveaux de l'organisation, en particulier de la place du syndicalisme dans le mouvement ouvrier, la classe ouvrière reste comme la grande absente de ce tableau, à l'opposé de l'historiographie du travaillisme britannique qui semble se concentrer sur cet aspect social⁸⁹⁶. Nul doute que le SAP entretient une relation ambivalente avec sa base sociale, à l'instar de nombreuses forces politiques, et redoute particulièrement les "instincts" de masse ou de foule inorganisée qui sont considérés comme les ferments de l'anarchisme. Dans ces conditions, syndicats et partis (organiquement liés) apparaissent comme les médiateurs, transmetteurs mais aussi les éducateurs des masses et un des grands traits de l'histoire social-démocrate est dans la surdétermination de l'harmonie sociale, à l'éclipse des clivages et des oppositions radicales : l'unité des classes prolétaires, qui préfigure celle du peuple sous la houlette social-démocrate, ne semble pas faire problème et l'on s'abstient d'évoquer les phases d'épuration, les mesures destinées à marginaliser et contrôler anarchistes puis communistes⁸⁹⁷. Les grèves industrielles de 1945, largement soutenues par ces derniers, et qui mobilisent plus de 120 000 ouvriers pendant plusieurs mois contre la politique salariale n'ont guère été documentées par les historiens du

celui du juriste René Cassin, républicain radical, compagnon de la libération et père de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

⁸⁹⁴ Lars Björnin, "Politik och historia. Kring den socialdemokratiska historieskrivningen", *Arbetarhistoria. Meddelande från Arbetarrörelsens arkiv og bibliotek*, vol. 1, n° 2-3, 1977, p. 2-33, p. 10.

⁸⁹⁵ L'intitulé des mémoires de Palm est *fragments d'une vie d'agitateur*. (A. Palm, *Ur en agitator lif*, Stockholm, Björck & Börjesson, 1904).

⁸⁹⁶ Cf. Mary Hilson, *art. cit.*, 2001, p. 103-121.

⁸⁹⁷ Certains travaux récents ont tenté d'approcher cette construction problématique de l'unité ainsi que les ambitions éducatives et disciplinaires. Voir par exemple B. Schüllerqvist, *op. cit.*, 1992 ; S. O. Karlsson, "Bilder av socialdemokratin", Linköping, Tema-T arbetsnotat n° 138, mars 1995 ; Å. Lindeborg, *op. cit.*, chapitre quatre.

parti et de LO ou leur échec est décrit comme une bonne leçon pour les partisans de la lutte de classe⁸⁹⁸.

S'il est donc possible et cohérent de considérer la société suédoise comme plus homogène et moins profondément clivée que la plupart des autres nations d'Europe, y compris la Norvège, et si le compromis de classe y a indubitablement trouvé un terrain propice à son épanouissement, il en est allé de même pour une certaine mythologie du consensus social-démocrate dont le développement a été relayé depuis l'étranger. C'est en effet dans ce regard extérieur que les raccourcis ont été les plus fréquents ; La Suède nous a ainsi été longtemps présentée comme le laboratoire où la social-démocratie aurait finalement accompli sa tâche historique, posant les fondations d'un système d'assurance et de redistribution en vertu de principes strictement universalistes ou égalitaires. L'image idéalisée, ou diabolisée⁸⁹⁹ de la fusion démiurgique entre parti, État-nation et réformisme social a nourri une importante mythologie qui s'est étendue bien au delà de la politique sociale, faisant de la Suède l'archétype, le "modèle" d'une réussite économique égalitaire. Loin de fonctionner seulement à l'échelle internationale, à coups de simplifications et de survols, ces mythes ont aussi eu un important pouvoir mobilisateur à domicile. Le meilleur exemple est dans l'invention du "modèle suédois", vocable initialement avancé par le Français Jean-Jacques Servan-Schreiber⁹⁰⁰ et qui s'est ensuite diffusé dans le discours national, y compris scientifique. Ces raccourcis ont contribué à former une vision souvent unitaire ou moniste de la société politique, assimilant le parti et le régime, la Suède et la social-démocratie ; ceci venait s'ajouter au fait que la représentation en politique extérieure est véritablement le domaine où le parti au pouvoir bénéficie le plus d'un "crédit hégémonique".

(c) L'incorporation à la mythologie nationale : la première vague

Bien des commentateurs ont souligné l'importance de Nils Karleby en tant qu'idéologue essentiel, certes esseulé dans ce rôle, d'un nationalisme réformiste qui fait écho aux discours de Per Albin Hansson⁹⁰¹ ; il s'agit d'une contre-offensive qui vise à contester le monopole des élites conservatrices sur l'histoire nationale et le patriotisme, monopole qui

⁸⁹⁸ *Ibid.*, p. 166.

⁸⁹⁹ R. Huntford, *The New Totalitarians*, Allen Lane, Londres, 1975 (1971), Tr. fr. : *Le nouveau totalitarisme*, Paris, Fayard, 1975.

⁹⁰⁰ "Le modèle suédois n'est ni américain, ni japonais" (1967) ; cité dans B. Stråth, *op. cit.*, 1993, p. 56. Voir aussi Y. Aucante, *art. cit.*, 2002 (1). Certains de ces aspects seront repris dans le chapitre suivant.

s'appuie alors sur la préférence pour une défense nationale forte aux alentours de la Première Guerre Mondiale. Cette entreprise passe par une confrontation sur le terrain de l'histoire médiévale et moderne, des institutions qui règlent son enseignement ainsi que de sa commémoration. Il est nécessaire non seulement de restituer au petit peuple des travailleurs sa valeur dans le façonnement de la nation mais aussi de réaffirmer le caractère proprement "suédois" (et non apatride) de la social-démocratie. Pendant longtemps, le parti était resté dans une position défensive et on considère, tel Fredrik Ström en 1913, que l'histoire du mouvement ouvrier reste à faire⁹⁰². Le défi consiste à redonner une place légitime, dans la mémoire nationale, à la filiation du parti et des syndicats en insistant sur les continuités avec les "mouvements populaires" des époques antérieures. Cela passe aussi par une certaine forme de révérence au Panthéon national, qui laisse une certaine marge de manoeuvre, de hiérarchisation et d'interprétation des héros les plus fréquentables. En ce sens, il n'y a pas de révision radicale de l'histoire nationale par la social-démocratie et il s'agit plutôt d'un travail de rapprochement des traditions, de réhabilitation.

En outre, la place du peuple et de ses grands "défenseurs" a déjà été reconsidérée par le libéralisme politique et une fraction sociale du conservatisme. Il existe aussi un certain consensus autour de la figure centrale du "paysan libre" ou de franc alleu (*odalsbonde*), dont le mythe a patiemment été construit au 19^{ème} siècle. En Scandinavie, le paysan est en effet le symbole de l'homme libre mais est aussi le porteur d'une haute culture scandinave, en partie antérieure à la christianisation et aux idées féodales, qui mettait à l'honneur une forme ancienne de "démocratie rurale", des institutions originales de parlements locaux (*thing*) et la figure héroïque du guerrier-paysan-marchand viking. Le courant romantique national se nourrit ici des sources littéraires de la mythologie nordique, notamment les sagas islandaises (*odel* signifie "propriété" en islandais), pour envisager le processus de construction nationale à l'aune de cette tradition agrarienne⁹⁰³. En Suède, l'autonomie politique survit de façon fragmentaire dans la constitution d'un état paysan à la diète (*Riksdag*) à partir du 16^{ème} siècle et jusqu'à la dissolution de ce parlement quadricurial en 1866. Ses représentants y sont

⁹⁰¹ Å. Lindeborg, *op. cit.*, p. 195.

⁹⁰² Ström insiste alors sur le combat historique du moment, qui engage les ouvriers contre le militarisme ; cité dans *ibid.*, p. 266-267.

⁹⁰³ La réalité de la propriété foncière et de l'émancipation de la main d'œuvre rurale est autrement plus complexe et variable en Scandinavie, même s'il faut constater que la catégorie intermédiaire des paysans-proprétaires a joué un rôle important dans l'évolution économique et politique. Pour plus de détails et de références à ce sujet, voir Ø. Østerud, *Agrarian Structure and Peasant Politics in Scandinavia: A Comparative Study of Rural Response to Economic Change*, Oslo, Universitetsforlaget, 1978. Les développements qui suivent sont issus de Y. Aucante, *op. cit.*, 2002 (2).

longtemps subordonnés mais leur affirmation politique leur permet de se préserver des différentes réactions monarchiques⁹⁰⁴. La constitution de 1809 consacre un véritable culte de "l'honorable ordre paysan", même si la réalité politique est bien moins reluisante. C'est à cette époque que la société de pensée *Götiska förbundet*⁹⁰⁵ commence son grand travail de mythologie nationale. D'abord influencée par les idées de Herder, elle ne tarde pas à prendre un virage populaire pour développer les thèmes que nous venons de recenser, mettant en exergue l'alliance historique entre le monarque élu (Gustav Vasa) et la caste paysanne contre la haute noblesse. Le retour vers l'âme profonde du pays rural pouvait aussi être observé dès la fin 18^{ème}, en Norvège, à travers le renouveau religieux lié au piétisme et au mouvement des prédicateurs itinérants (haugianisme). L'historiographie patriotique norvégienne a voulu voir dans cette défense d'un christianisme primitif idéalisé la première affirmation d'une contre-culture communiste⁹⁰⁶. Mais elle sous-estimait le conservatisme social et le paternalisme de ce mouvement. Néanmoins, il aura une influence culturelle et politique dans la contestation du luthéranisme d'État et dans la représentation de l'élément paysan au *Storting* (parlement) de 1814. Vers 1830, l'agitateur John Neergaard parcourt ainsi le pays pendant deux ans et enjoint de voter pour les candidats paysans⁹⁰⁷. Enfin, il faut peut évoquer cet événement philologique exceptionnel par lequel la Norvège s'invente une nouvelle langue, la vraie "langue du pays" (*landsmål*), par opposition à la "langue des livres" (*bokmål*) et des élites, considérée trop pervertie par l'influence danoise. Le rôle du paysan autodidacte et instituteur Ivar Aasen dans le travail d'archéologie et de reconstruction des parlers et des dialectes régionaux, dont il pense extraire les survivances de l'ancien norvégien, est assez exemplaire à cet égard. D'abord une construction intellectuelle et philologique, le nouvel idiome est récupéré par le mouvement norvégianiste et s'imposera statutairement sous le nom de néo-norvégien (*Nynorsk*). Il reflète encore aujourd'hui la contre-culture d'une certaine périphérie rurale que Stein Rokkan avait placée au centre de sa carte conceptuelle des clivages.

Par conséquent, le petit peuple des campagnes occupe déjà une place de choix dans l'histoire et la symbolique nationale, ce qui n'empêchera pas les vagues d'émigration rurale

⁹⁰⁴ E. Simon, *op. cit.*, 1960, p. 440.

⁹⁰⁵ Association götiste. La traduction n'est pas évidente, qui fait référence aux origines germaniques (gothiques) de la Scandinavie. Il est intéressant de noter que la géographie complexe des migrations européennes et l'incertitude des connaissances à ce sujet ont permis tour à tour aux scandinaves de mobiliser une "haute tradition germanique" comme mythe originaire, puis au nationalisme allemand d'établir la pureté de son ascendance issue de la rive nord de la Baltique. Voir P. Hall, *op. cit.* ; B. Stråth "Poverty, neutrality and Welfare: Three Key Concepts in the Modern Foundation Myth of Sweden", p. 375-401, dans B. Stråth (Ed.), *Myth and Memory in the Construction of community. Historical Patterns in Europe and Beyond*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2000.

⁹⁰⁶ H. Koht, *Norsk bondereising : fyrebuing til bondepartietten*, Oslo, 1926, p. 192.

⁹⁰⁷ Ø. Østerud, *op. cit.* p. 234.

vers les Etats-Unis à la fin du 19^{ème} siècle. Cette mystique paysanne est pourtant cruciale dans la mesure où la classe rurale est amenée à jouer un rôle politique de premier plan, de l'ordre paysan au parti agrarien mais aussi comme adjuvant d'une classe ouvrière soit moins précocement développée, soit expression hybride d'une industrie dispersée dans ces contrées nordiques étendues. Ainsi, libéralisme et socialisme scandinaves ont-ils été fortement mâtinés d'agrarianisme. Dans les années 1930, la lutte contre les groupuscules fascistes aura les campagnes pour théâtre décisif, tout particulièrement en Norvège, et l'on sait comment le national-socialisme allemand a bâti son succès électoral en réorientant son message vers les milieux ruraux, vers la fin des années 1920⁹⁰⁸. En Suède, la social-démocratie doit donc composer avec cet élément de la tradition nationale, que certains de ses idéologues ont toujours reconnu comme légitime, mais qui ne fait pas consensus⁹⁰⁹. L'évolution sera à la fois opportuniste, inspirée par la peur de la prolifération brune et par les stratégies de lutte contre la crise économique ; elle mène ainsi vers les coalitions rouges-vertes de 1933-1935 au Danemark, en Suède et en Norvège. Si ces alliances politiques sont de durée et d'intensité variable, elles consacrent un pacte symbolique indéniable entre les figures de l'ouvrier et du paysan, la social-démocratie et la mythologie de l'*odalbonden*. Le Premier Ministre suédois Per Albin Hansson est la meilleure caution de cette interprétation. A l'occasion du jour du paysan, en 1935, il revient amplement sur la représentation politique du paysan vieille de 500 ans. Grâce au soutien du quatrième état (la paysannerie), le cinquième (la classe ouvrière) a achevé son intégration politique⁹¹⁰. La réconciliation avec la nation véritable, elle-même réinventée, se cristallise à ce moment ; le gouvernement social-démocrate s'inscrit volontiers dans la continuité des institutions médiévales de représentation populaire ; il s'agit en particulier d'assemblées locales primitives et d'une forme de "démocratie paysanne" telles qu'on se les représente alors, y compris chez les historiens du droit et dans les rangs conservateurs⁹¹¹. Le tour de force du SAP consiste à se représenter en tant que nouveau légataire universel de cette haute culture populaire et des luttes qui ont contribué à sa formation.

⁹⁰⁸ Voir L. Trägårdh, *op. cit.*, 1993 (1) ; S. Berman, "Civil Society and the Collapse of the Weimar Republic", *World Politics*, vol. 49, April 1997, p. 401-429.

⁹⁰⁹ Fredrik Ström, personnalité centrale du SAP, écrit en 1905 le "Livre du paysan et du socialiste" (*Boken om bonden och socialismen*) dans lequel il dénonce le dogmatisme de l'opposition socialiste à la propriété privée. Si la terre est socialisée, ce sera la fin des petits paysans qui sont aussi victimes de l'exploitation capitaliste, malgré leur maigre dotation. Dans la doctrine marxiste, cependant, les classes paysannes sont généralement suspectées d'être les auxiliaires fidèles du conservatisme et de la réaction. Marx en veut pour preuve leur soutien au coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte en 1851 (K. Marx, , *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Messidor, 1984).

⁹¹⁰ L. Trägårdh, *op. cit.*, 1993, p. 207-208.

⁹¹¹ Å. Lindeborg, *op. cit.*, p. 305.

(d) Le culte des idoles

Un tournant se trouve néanmoins dans la déchéance d'un militarisme encore associé à la nostalgie de la grandeur impériale suédoise, d'un romantisme fin de siècle que la perte de la Norvège (1905) affecte profondément (l'effet étant en partie inverse en Norvège⁹¹²). Ces conceptions conservatrices sont en effet sur le déclin au début du 20^{ème} siècle. L'opposition social-démocrate à toute forme de culte des grands rois (Gustav Vasa, 1523-1560 ; Gustav II Adolf, 1611-1632 ; Karl XII, 1697-1718), des batailles illustres et d'autres icônes guerrières devient de moins en moins manifeste à mesure que l'intégration politique se poursuit, mais continue d'être virulente jusqu'à la Première Guerre Mondiale et l'exclusion de la fraction radicale de gauche. L'antimilitarisme est le plus caractérisé au sein de ce dernier groupe. L'hostilité à la monarchie et le sentiment républicain restent forts dans le parti même après la guerre, on ne constate d'abord que les symptômes d'une adaptation circonstancielle au cérémonial de l'État et à la pratique constitutionnelle, que la droite ne manque pas de railler et de caricaturer; mais cette adaptation se double graduellement d'un certain révisionnisme historique qui culmine probablement avec la grande coalition nationale de 1940-1945 et la domination charismatique de Per Albin Hansson. Comme le note l'historienne Åsa Lindeborg, il s'agit alors de garantir l'indépendance de la Suède contre les puissances étrangères, ce qui tend à raviver la mémoire des rois ayant œuvré pour la même cause⁹¹³ (quoiqu'à la force des armes). Toutefois, cette identification ne semble pas essentielle et les sociaux-démocrates se tournent généralement vers des personnages plus représentatifs du peuple, des héros nationaux tels qu'Engelbrekt, à l'origine du grand soulèvement populaire de 1434 et du premier "parlement" suédois ou le personnage mythique de Torgny Lagman, qui aurait empêché une guerre d'expansion vers l'ouest norvégien, au 11^{ème} siècle⁹¹⁴. Ici encore, le

⁹¹² Ceci nous ramène au problème du comparatisme que nous évoquions, dans la mesure où l'interdépendance forte des pays nordiques peut entraîner ce type d'effets associés mais inverses ; ainsi, on peut suggérer que le nationalisme et le patriotisme plus forts en Norvège après 1905, ou les tendances national-fascistes plus marquées, ne sont pas sans lien avec cette indépendance tardive après plusieurs siècles de domination étrangère. La recherche de l'homme providentiel, du leader charismatique y sera plus frénétique et trouvera un exutoire partiel dans les expéditions vers le grand nord, la conquête symbolique de territoires vierges, les disputes au sujet de la souveraineté sur le Groenland. Une cabale nationaliste tentera même de porter au pouvoir l'explorateur polaire et héros national Fritjof Nansen, à la fin des années 1920.

⁹¹³ Å. Lindeborg, *op. cit.*, p. 294.

⁹¹⁴ Lagman est un des personnages de la grande "saga" des rois de Norvège (*heimkrigsla*) de l'Islandais Snorri Sturluson (1178/79-1241) ; voir l'excellente traduction de F-X Dillmann : S. Sturluson, *Histoire des rois de Norvège*, Paris, Gallimard, 2000.

primordialisme paysan et protestant laisse son empreinte dans la mémoire et les idéaux collectifs de l'époque. Le parti social-démocrate n'est évidemment pas le seul acteur dans le champ du nationalisme à cette époque, y compris dans sa version populaire, mais la capacité du SAP à se réappropriier les thèmes du nationalisme intégrationniste tout en conservant une identité partisane forte est chose surprenante ; en effet, Patrick Hall a bien montré que ce type de nationalisme se développe d'abord à partir d'une conception organique et indivisible de l'État difficilement réconciliable avec l'avènement des premiers ferments de la vie partisane, tels les divisions entre "chapeaux" (*hattar*) et "bonnets" (*mössor*) du 18^{ème} siècle⁹¹⁵. Graduellement, ce nationalisme est adopté par des grandes figures d'obédience plutôt libérale et prend une inspiration nettement plus "populaire" dans les grandes fresques d'un Erik-Gustav Geijer avant de redevenir l'instrument de la répression conservatrice contre les tendances républicaines et socialistes. Dans cette perspective, l'orientation des sociaux-démocrates ne représente qu'une nouvelle fluctuation en faveur d'une lecture plus populaire et démocratique du nationalisme, alors que nombre de pays européens sont encore tentés par les conceptions organiques exclusives. Comme les emprunts de la gauche suédoise au lexique conservateur d'un Rudolf Kjellén l'ont montré, les transferts et métissages entre ces différentes écoles de pensée sont loin d'être inexistantes, d'où l'ambivalence profonde de la conversion social-démocrate au nationalisme. Toutefois, Kjellén et les sociaux-démocrates ont en commun une forme de collectivisme opposé à l'individualisme libéral et une vision corporatiste de l'État bien qu'ordonnée selon des modalités assez différentes ; ainsi est-il probable que Kjellén privilégiait une forme plus autoritaire de corporatisme, contrôlée par l'État et plus indépendante des intérêts de partis, mais il est aussi forcé de reconnaître la prééminence croissante des sociaux-démocrates en Suède et leur capacité à "discipliner" et encadrer les classes prolétaires dans de grandes organisations nationales. Il faut cependant préciser que le pays ne manque pas de cercles nationalistes plus radicaux et moins amiables vis-à-vis des sociaux-démocrates, en particulier avec la radicalisation du débat autour de la défense nationale. Dans ce contexte, on ne peut donc pas accorder trop d'importance aux seules idées de Kjellén ; mais elles constituent cependant un point de repère pour comprendre les voies possibles de l'hybridation socio-idéologique et politique du nationalisme social-

⁹¹⁵ P. Hall, *op. cit.*, p. 197-98. Le clanisme des "chapeaux" et "bonnets" est souvent considéré comme le premier système proto-partisan du *Riksdag*, vers le second tiers du 18^{ème}. Ces divisions sont largement fondées sur des stratégies divergentes en matière de diplomatie et de politique extérieure, les chapeaux représentant la position expansionniste d'une grande bourgeoisie d'affaires et de l'aristocratie face au déclin de l'empire suédois après la mort de Charles XII (1718) et dans la longue lutte de succession qui aboutit au coup d'État monarchique de 1772. Cette "ère de la liberté" parlementaire reste donc associée à un climat de luttes de classes intestines et de déclin

démocrate. Il est aussi intéressant de constater au passage que, à partir de conditions très différentes - voire opposées - les sociaux-démocrates norvégiens ont réussi à reconstruire une tradition assez similaire, bien que plus tardive et ancrée dans le passé spécifique de la Norvège. La longue histoire de la domination étrangère et les clivages culturels et linguistiques qui en sont indirectement issus ont favorisé un nationalisme lié à l'ambition d'indépendance et moins unitaire car culturellement fragmenté. On se contentera de suggérer, de façon très téméraire, que les effets d'imitation et les transferts entre partis-frères peuvent avoir leur importance si l'on cherche à construire une explication de cette convergence.

7.2 Figures tutélaires, légitimité et leadership

Lorsque l'on se penche sur la question de la direction politique des partis sociaux-démocrates suédois et norvégien, la continuité et la longévité des chefs ne peut manquer de frapper les esprits : le SAP n'a connu que six leaders en plus d'un siècle d'existence, la moitié d'entre eux étant décédés avant de se retirer formellement. En dépit d'une histoire plus mouvementée, le DNA norvégien n'en a eu que cinq depuis 1945 mais en a épuisé 15 de 1887 à 1945⁹¹⁶. Or, ce phénomène semble étroitement associé à la forte discipline partisane, d'une part, et à l'exercice du pouvoir, d'autre part. En vérité, il est difficile de déterminer les relations de causalité tant ces différentes dimensions sont imbriquées. Sont-ce les normes partisans qui ont favorisé cette forte continuité, y compris au gouvernement, ou bien est-ce la pratique et les apports du pouvoir politique qui l'ont renforcée ? Il serait bien artificiel de vouloir isoler l'un ou l'autre de ces facteurs afin d'identifier un lien de causalité unique et l'hypothèse d'une interdépendance, d'une agrégation reste la plus vraisemblable à nos yeux : au lieu d'être affaiblis et remis en cause dans l'exercice du pouvoir, comme le suggèrent certaines hypothèses sur l'érosion de la légitimité au gouvernement⁹¹⁷, les leaders sociaux-démocrates ont développé une carrure et un prestige nationaux dans ces fonctions, qu'ils n'avaient pas nécessairement auparavant. A cela, la prudence voudrait qu'on ajoute la capacité assez inexplicable à extraire des acteurs ayant le potentiel et la volonté (la longévité) de diriger un parti et le gouvernement démocratique pendant de si longs mandats. Il faudrait donc

suédois en Baltique. Pour un exposé synthétique en français, voir J-P. Mousson-Lestang, *Histoire de la Suède*, Paris, Hatier, 1995, p. 93-102.

⁹¹⁶ La stabilisation n'intervient qu'à partir de 1923, avec le mandat d'Oscar Torp (1923-1945).

essayer d'analyser les rapports complexes entre pouvoir d'État et organisation partisane au niveau du leadership considéré à la fois dans sa dimension "présente" - dans ses logiques de pouvoir, y compris symboliques - et dans sa construction rétrospective - c'est-à-dire comme mémoire et représentation, comme incarnation du parti et de la démocratie à l'échelle nationale. A cet égard, on se trouve en présence d'un processus double de figuration de l'unité nationale à travers ces quelques chefs sociaux-démocrates qui cumulent les fonctions les plus importantes, d'une part, et paraissent combler l'horizon historique de la nation démocratique, d'autre part.

7.2.1 *Unité, autorité et légitimité*

Sur cette première dimension, nous avons déjà dit un certain nombre de choses importantes au cours des chapitres précédents. Notamment, nous nous sommes appuyés sur le travail d'Hege Skjeie qui met en évidence non seulement l'unité et la continuité manifestes du leadership social-démocrate, mais aussi l'ambition de gouvernement étonnante. L'auteur considère comme presque paradoxal qu'il n'y ait pas de procédure formelle pour désigner, au sein du parti, celui ou celle qui sera habilité à exercer les responsabilités nationales. Y compris vis-à-vis des congrès, dans une large mesure, les chefs sont élus par acclamation et se retirent par abdication⁹¹⁸. Certes, ces traditions semblent avoir des racines profondes dans la culture du parti mais il faut constater que le leadership de ces partis s'est considérablement transformé au gouvernement, en dehors des difficultés suscitées par les questions de politique étrangère et européenne (Norvège). Il y a aussi une différence assez nette en termes de stabilité entre les partis sociaux-démocrates, en termes de stabilité et de continuité, à l'exception notable du parti du progrès norvégien (seulement apparu en 1973). On peut supposer que l'exercice du pouvoir érode la performance électorale mais il n'en va pas nécessairement de même pour la légitimité des chefs ; dans les partis dominants, ils semblent ainsi être moins vulnérables aux reculs ou défaites électorales que leurs confrères au sein des partis d'opposition. Encore une fois, il ne s'agit pas ici d'une observation systématique et le parti du progrès suggère que la longévité des dirigeants, en dehors de facteurs biologiques, repose aussi sur d'autres ressources.

⁹¹⁷ R. Rose, T. T.Mackie *op. cit.*, 1983. Il semble qu'il faille distinguer l'érosion de la légitimité des cabinets, en tant qu'événements circonscrits dans le temps, d'avec la légitimité des chefs de partis, qui ne suit pas nécessairement la même évolution.

⁹¹⁸ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 16.

Tableaux 7.1 *Continuité du leadership : DNA 1946-2003*

	Gauche soc. (1975) (SV)	Soc.-dém. (DNA)	Libéraux (V)	Centre (SP)	Droite (H)	Chrétiens- populaires (KrF) 1933	Progrès (1973) (Frp)
Nombre de leaders	5	5	13	10	13	9	4

SAP 1946-2003

	Gauche (Vp)	Soc.-dém. (SAP)	Libéraux (Fp)	Centre (C)	Droite (M)	Chrétiens- dém. (Kd) (1964)	Verts (Mp) (1981/84)
Nombre de leaders	5/6	4	8	6/7	8	2	6*

* Le parti écologiste élit deux porte-paroles (*språkrör*) que nous comptons comme une seule personne dans ces statistiques. Bien que le parti soit fondé dès 1981, la première direction formelle n'apparaît qu'en 1984.

Sources : sites internet des partis

On remarquera également une importante "routinisation" du charisme avec le temps qui accompagne probablement la normalisation des règles du jeu démocratique et partisan. Nous mêlerons ici construction symbolique du leadership et structuration des logiques du pouvoir dans une approche nécessairement très sélective.

(a) Fragments d'un itinéraire du pouvoir social-démocrate

◇ Branting et Tranmæl : la légitimité fondatrice

Le portrait de famille se doit de commencer avec Hjalmar Branting, tant celui-ci fait figure de père-fondateur et incorpore les caractéristiques assez prototypiques de l'élite dirigeante au sein des partis de masses européens. Issu d'un milieu aisé, étudiant brillant puis journaliste, venu au socialisme par la critique libérale de l'autoritarisme, gagné au marxisme puis au révisionnisme dans une perspective jaressiste, Branting ravit le flambeau social-démocrate à son premier "importateur" suédois, le tailleur et agitateur August Palm ; plus qu'un théoricien, dont l'originalité de l'œuvre reste discutée⁹¹⁹, il est l'organisateur par excellence, un des artisans essentiels de cette union des deux branches du mouvement ouvrier : le parti et le syndicat. C'est aussi un orateur hors-pair, infatigable défenseur du suffrage universel et premier (unique) représentant social-démocrate à la chambre basse, dès avant 1900, il symbolise ainsi de son vivant l'unité possible du parti en lui prêtant sa voix et sa

⁹¹⁹ Pour un travail de synthèse, voir T. Tilton, *op. cit.*, chapitre 2.

présence physique. Certes, le personnage n'est pas sans être contesté et il existe aussi une figure classique de "l'opposant radical", que ce soit un August Palm, un Axel Danielsson⁹²⁰, un Hinke Bergegren ou un Zetha Höglund ; Ceux-là ont aussi leur part de crédit populaire, mais il faut remarquer que cette figure là disparaîtra graduellement après les exclusions de 1908-1917, avec les premiers cabinets de gauche et le long mandat de Per Albin Hansson. Expulsé en 1917 avec la fraction des jeunes socialistes, l'opposant Höglund scellera sa réconciliation avec le SAP, à la fin des années 1920, en publiant deux volumes biographiques sur Branting et en devenant l'éditeur officiel de ses oeuvres et discours, avec la bénédiction de la famille du défunt. Hjalmar Branting devient aussi le premier porte-parole du SAP lorsque cette fonction est tardivement instaurée, en 1907. De son vivant, il doit déjà assumer le titre ronflant de "*hövdingen*" (le chef), dont la connotation à la fois populaire et martiale sied assez bien à ses airs de grand général en retraite, cheveux courts et brossés, épaisse moustache en berne, épais sourcils broussailleux renforçant une attitude de patriarche sévère. Ce qualificatif est autant utilisé par ses détracteurs, ceux qui fustigent la concentration du pouvoir au sein du parti, que par les autres qui acceptent cette trinité de "l'unité, l'unicité et l'unanimité" du mouvement ouvrier que symbolise Branting⁹²¹. Les 50 ans du leader, en 1910, sont l'occasion de célébrations qui résonnent symboliquement avec celles qu'on offre généralement aux monarques dans ce pays et Per Albin Hansson lui-même confirme la métaphore martiale dans un ode en l'honneur des armées ouvrières et de leur général :

"J'ai toutefois voulu, en quelques mots, exprimer le souhait de la jeunesse généreuse que toi, cher commandant, encore de nombreuses années tu puisses mener cette armée qui comprend les bataillons de la jeunesse social-démocrate et que tu sois pour nous jeunes - par ton courage et ton sens du sacrifice - un modèle vivant"⁹²².

Lors de ses soixante ans, en 1920, Branting a acquis une dimension politique nationale - à travers sa participation au gouvernement libéral de 1917 - mais aussi internationale, dans son engagement pour la paix et le désarmement ; il est du reste à Genève, à ce moment précis, alors qu'on le célèbre en Suède jusque dans les journaux d'obédience libérale ; le quotidien

⁹²⁰ Danielsson, sérieux prétendant à la direction du parti, depuis son fief du sud de Suède, meurt précocément, en 1900.

⁹²¹ "*Enhet, enhetlighet, enighet*" ; F. Ström, *Arbetarbladet* 23-11-1910 ; cité dans K. Johannesson, "Hövdingen är fallen!" Om Hjalmar Branting som politisk symbol", dans E. Åsard (Ed.), *Makten, medierna och myterna. Socialdemokratins ledare från Branting till Carlsson*, Stockholm, Carlssons, 1996, p. 31.

⁹²² P-A. Hansson, *Social Demokraten* 24-11-1910 ; reproduit dans *ibid.*, p. 32. "Jag har dock velat i få ord uttrycka den goda ungdomens önskan, att du, käre hövding, ännu många år måtte föra an den armé, som inom sig sluter den socialdemokratiska ungdomens bataljoner och att du länge med din tapperhet och offergivande uthållighet måtte för oss unga vara en levande förebild".

Göteborgs Handelstidning, par exemple, n'hésite pas à le qualifier de "figure monumentale"⁹²³. On ne peut manquer d'avancer la comparaison avec Jaurès, ce que fait d'ailleurs Bernard Shaw, mais d'un Jaurès qui vit assez longtemps pour sceller l'unité du parti, certes au prix de quelques purges locales. La forte identification du mouvement et de son chef est peut-être facilitée par la disparition précoce des prétendants directs mais le charisme de Branting et les succès politiques qui lui sont associés durant son mandat sont aussi des éléments essentiels : premier représentant à la chambre, puis premier chef de parti et, enfin, premier chef de gouvernement, tels sont les jalons d'une carrière qui renforce la légitimité et l'autorité du leader et d'une coalition dominante⁹²⁴, le "système Branting".

Le mythe Branting et le culte de la personnalité sont déjà en construction de son vivant, par exemple dans l'ouvrage de Gerard Magnusson, *la social-démocratie en Suède* (1920), qui paraît lors du 60^{ème} anniversaire de l'intéressé, et dans lequel Branting apparaît comme l'incarnation véritable du mouvement ouvrier⁹²⁵. Les funérailles du chef historique, en 1925, prennent aussi une dimension nationale alors que les sociaux-démocrates venaient de former le troisième gouvernement de leur histoire: un cortège de 15 000 personnes défile devant une foule rassemblant 100 000 citoyens, une véritable cérémonie royale. L'homme Branting lègue au parti un capital unitaire que Per Albin Hansson, devenu fidèle lieutenant, va s'efforcer de consolider alors que diverses factions de gauche "rentrent au bercail" et menacent la cohésion de l'organisation.

Les sociaux-démocrates norvégiens ne rencontrent pas les mêmes succès à cette époque et leur direction politique prend un tour très différent avec la tendance syndicaliste de Martin Tranmæl. Il est toutefois difficile de savoir si ce groupe prend le pouvoir à la faveur des difficultés d'intégration politique du DNA, ou bien à la seule force de ses options idéologiques. Les deux dimensions ne paraissent nullement indissociables mais il faut remarquer que le DNA est confronté à un vide d'autorité par comparaison avec le SAP du début du siècle : faible ancrage institutionnel en dehors de la scène locale, et absence d'une coalition dominante qui se développe en occupant ces postes publics et de représentation. L'équilibre entre la branche politique et les différentes tendances syndicales se construit donc différemment, Tranmæl ayant lui-même été formé au syndicalisme révolutionnaire à l'étranger. Au bout du compte, s'il est possible d'identifier des répertoires du leadership dans

⁹²³ "Monumentalt gestalt" ; cité dans Z. Höglund, *Hjalmar Branting och hans livsgärning*, vol. II, *Statsmannen*, Stockholm, Tiden, 1929, p. 331.

⁹²⁴ A. Panebianco, *op. cit.*, 1988.

⁹²⁵ G. Magnusson, *Socialdemokratien i Sverige*, Stockholm, Nordstedts, 1920-1924.

certains contextes, l'émergence de chefs et leur rencontre avec l'organisation est trop complexe pour être réduite à quelques variables.

◇ L'ancrage au pouvoir : Per Albin et Einar Gerhardsen

Nous avons déjà évoqué la figure centrale de Per Albin Hansson et sa relation au nationalisme par l'intermédiaire du *folkhem*. Dans sa monumentale biographie du personnage, le journaliste Anders Isaksson précise que son projet initial était d'écrire une histoire de la transition démocratique suédoise depuis l'État royal (*kungastat*) jusqu'à l'État de partis (*partistat*)⁹²⁶ ; en choisissant de retracer la vie et la carrière de P. A. Hansson, cet objectif pouvait être partiellement satisfait tant ce dernier symbolise la transformation radicale des élites politiques suédoises au 20^{ème} siècle ainsi que l'avènement du gouvernement de partis. Car si Branting était dans une certaine mesure un fondateur, Hansson est un pur produit du parti social-démocrate et de son appareil original. Issu d'un milieu très modeste, il exerce différents petits métiers et fait ses classes politiques précoces dans les organisations de gauche à Malmö, notamment dans le club des jeunes socialistes et en tant que journaliste. Il se construit une réputation de jeune agitateur autoritaire et d'orateur infatigable⁹²⁷ à travers des séries de tournées politiques qui resteront une de ses ressources majeures jusque dans les années 1920. Des 1907, il cumule les plus hauts postes de direction au sein de l'Association des Jeunes sociaux-démocrates qui tient un bastion dans le sud du pays, en Scanie. A cette époque, l'organisation en question disposait d'une autonomie très importante vis-à-vis du parti social-démocrate et s'était transformée en une grande plate-forme contestataire qui faisait un certain ombrage à la direction nationale du SAP de Stockholm. Elle allait largement soutenir l'ambition des grandes grèves de 1909 contre les cadres du parti qui avaient alors très clairement opté pour la voie parlementaire. Mais Hansson devait finalement se rallier au camp de Branting, dans les années 1910, tandis qu'une fraction des jeunes socialistes poursuivait la stratégie oppositionnelle, jusqu'aux exclusions de 1917. Fonctionnaire discipliné et rédacteur au "Social-démocrate", propulsé ministre de la guerre dans le premier cabinet du parti en 1920, Per Albin Hansson alterne ou cumule ce type d'emplois avant de devenir le porte-parole du SAP en 1928. Nous avons déjà décrit le contexte et les stratégies qui lui permettent

⁹²⁶ A. Isaksson, *Per Albin, vol. 4 : Landsfadern*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 2000, p. 12.

⁹²⁷ A. Isaksson, *op. cit.*, 1990, p. 89-90.

d'atteindre la tête de l'organisation mais le plus intéressant est peut-être dans la transfiguration du fonctionnaire zélé et opportuniste en chef de parti et en homme d'État.

Au pouvoir, Per Albin Hansson devient bientôt "Per Albin" tout court, ce personnage hautement populaire qui dispute à Branting la primauté social-démocrate d'une consécration en tant que "père de la nation". Anders Isaksson constate et décrit bien l'évolution dans la caractérisation de Per Albin qui se produit entre 1935 (les premières années de son gouvernement) et 1945, à la fin de la guerre et de la grande coalition nationale, un an avant sa mort : de "guide du peuple" (*folkledare*), "camarade", "socialiste", "fils d'ouvrier" (*arbetssonen*) ou "chef du petit peuple" (*småfolkets ledare*) - au milieu des années 1930 - les qualificatifs communs employés en 1945 sont devenus "capitaine de navire" (*mästerskepparen*), "guide au service de la patrie" (*ledare i fosterlands tjänst*), "le bon général de l'armée démocratique" (*den gode generalen i demokratins kämpande armé*)⁹²⁸. En l'espace d'une longue décennie, marquée par les circonstances exceptionnelles de la guerre à l'échelle mondiale, Per Albin a donc pris une tout autre stature et qui ne semble pas ternie par certaines compromissions douloureuses avec l'armée allemande ; à cet égard, on retient d'abord que le gouvernement a sauvé la politique de neutralité ou de non-alignement en temps de guerre⁹²⁹. Son décès rapide coupera court aux attaques sur ce chapitre. En présidant le premier cabinet d'union nationale, Per Albin atteint à une sorte d'unanimisme politique, créant un "système planétaire suédois où la social-démocratie est le soleil et les autres partis en sont les éternels satellites", selon l'expression d'Herbert Tingstén⁹³⁰.

A cet égard, l'équivalent norvégien est sans aucun doute Einar Gerhardsen dont la trajectoire a d'étranges ressemblances avec celles de Per Albin : des origines sociales similaires, une longue carrière partisane en tant qu'agitateur, rédacteur, fonctionnaire et représentant ; mais aussi une éducation politique sous la protection du principal inspirateur du DNA, Martin Tranmæl, tout comme Hansson bénéficiera un temps de celle de Branting. Il faut ici remarquer à quel point ce rapport de protection et de filiation entre les leaders successifs est important dans les deux pays, comme souvent en politique. Ces deux personnages imposent leur autorité dans des périodes d'incertitudes politique (1928-32 et

⁹²⁸ A. Isaksson, *op. cit.*, 2000, p. 24. Nous avons pris quelques libertés avec ces traductions afin d'en rendre la meilleure expression française.

⁹²⁹ Ceci fait bien sûr référence à l'autorisation accordée par la Suède pour le transit des divisions allemandes "Engelbrecht" de la Norvège vers la Finlande et le front russe (1941). L'absence d'engagement militaire aux côtés des alliés a souvent été justifiée par la difficulté d'une alliance contre le voisin finlandais. Mais l'encercllement stratégique du pays ne laissait guère de marge de manoeuvre, quoi qu'il en soit.

⁹³⁰ Cité dans *ibid.*, p. 30.

1945) et acquièrent une stature nationale inédite pour un chef de parti et de gouvernement. L'un des secrétaires du DNA, Ronald Bye, évoquait ainsi les croyances de son propre père, lui-même fonctionnaire du parti :

"Père allait sur la place animé d'un profond respect. Le comptable et pompier Gunnar Bye croyait en deux choses : le soleil, qui nous donne la chaleur, et Einar Gerhardsen, qui nous donne le pain quotidien"⁹³¹.

L'influence d'Einar Gerhardsen sur son parti et dans l'imaginaire national sera même plus grande que celle de Per Albin dans la mesure où sa longue existence devait lui permettre de rester en coulisse, longtemps après sa retraite formelle en 1967. Si son avis ne prévaut pas toujours, il continue d'intervenir, souvent de façon informelle, pour placer ses favoris aux postes de direction ou s'opposer à certaines candidatures controversées. La période des années 1970, très idéologiquement chargée, devait être le théâtre de cabales multiples autour de la succession de Bratteli et jusqu'à l'avènement de Brundtland en 1981. Il est sidérant de voir à quel point l'autorité d'un seul homme peut-être développée au sein d'un parti opérant dans le cadre démocratique et au-delà de l'organisation elle-même. Ce n'est vraiment qu'en prenant la mesure de ce phénomène que l'on peut comprendre certaines des thèses de Jens Arup Seip à propos de "l'État d'un seul parti"⁹³², Gerhardsen étant sans aucun doute la principale incarnation de ce type de pouvoir, s'il en est.

(b) La routinisation du charisme

La normalisation de la politique démocratique semble favoriser ce que Max Weber appelait la légitimité bureaucratique et la plus grande rareté des "mandats extraordinaires". Ceci dépend aussi de la personnalité et de l'autorité naturelle ou acquise des prétendants au pouvoir et il ne s'agit pas d'une évolution linéaire ou déterministe. Par ailleurs, la longévité des chefs nous ramène à cette contradiction d'une légitimité qui se renforce dans le temps et se nourrit des ressources du pouvoir, mais qui peut se banaliser voire être diminuée pour les mêmes raisons. Dans le cas des social-démocraties que nous étudions, l'expérience du pouvoir

⁹³¹ R. Bye, *op. cit.*, 1987, p. 13. "Far gikk over torget med en viss ærefrykt. Kassesrekker og brannman Gunnar Bye trodde på to ting : sola som ga oss varme og Einar Gerhardsen som ga oss det daglige brød".

⁹³² Voir le chapitre cinq.

a cependant contribué à transformer des acteurs parfois peu charismatiques en hommes (ou femmes⁹³³) d'Etat très respectés.

◇ Le maître et le disciple : Erlander , Palme et Carlsson

Tage Erlander (1946-1949) est un bon exemple de ce type de transformation. Le nouveau porte-parole du SAP, Premier Ministre et leader du groupe parlementaire succède à Per Albin Hansson en 1946, sans bénéficier d'un soutien unanime au sein des instances dirigeantes⁹³⁴. Il n'a guère d'expérience gouvernementale, ne possède pas de légitimité particulière au sein du SAP et son bagage universitaire le met en porte-à-faux dans un mouvement ouvrier où cela ne constitue pas toujours une ressource primordiale ; finalement, son aspect physique un peu ingrat et une certaine réserve naturelle ne le prédisposent pas à être un grand communicateur. Pourtant, Tage Erlander va réussir à s'imposer non seulement dans un parti qui réunit encore des grands "fondateurs" et ministres illustres tels que Gustav Möller, Per Edvin Skjöld ou Ernst Wigforss, mais aussi en tant qu'un des artisans de la prospérité suédoise des années 1950 -1960⁹³⁵. En ce sens, il n'y a pas besoin de savoir quelles responsabilités exactes l'homme et son parti ont réellement exercées dans cette dynamique de croissance économique et de réformes, car c'est là le propre du pouvoir que de permettre une association simple et directe entre les détenteurs de la charge exécutive et les conditions socio-économiques du moment, ou du moins l'image que l'on en donne. Certes, Erlander n'atteindra jamais la popularité de ces prédécesseurs, du moins de son vivant, et encore que ces mesures soient difficiles à comparer. Mais, comme Per Albin, il réussit à s'appuyer sur une coalition avec le parti agrarien, divisant le camp bourgeois et rassemblant à son tour le paysan et l'ouvrier ; sa contribution politique propre est de parvenir à lancer le SAP comme parti de gouvernement autonome, accaparant ainsi de la légitimité entière du réformisme économique et social. Mais il est aussi un temps associé à la "démocratie d'Harpsund"⁹³⁶ dans la propagande assez virulente de l'opposition, c'est-à-dire à la tentation du pouvoir discrétionnaire et de tractations peu transparentes avec le patronat ; Si ces consultations

⁹³³ La parenthèse signifiant simplement que la féminisation du poste de Premier ministre a été limitée à Gro Harlem Brundtland, bien que les autres postes ministériels soient dorénavant bien mieux distribués entre hommes et femmes.

⁹³⁴ La succession est disputée entre Tage Erlander, jeune et relativement méconnu, et Gustav Möller, un des chefs historiques du parti et Ministre des Affaires Sociales.

⁹³⁵ Sur Erlander, il existe une excellente biographie en traduction anglaise : O. Ruin, *Tage Erlander. Serving the Welfare State, 1946-1969*, Tr. angl., Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1990.

informelles avec les milieux d'affaires dans la résidence du Premier Ministre (Harpsund) - elle même offerte par le patronat pour servir au chef du gouvernement - ne constituaient probablement pas une base sérieuse pour de telles accusations, elles illustrent la recrudescence des offensives du camp bourgeois à partir de la fin des années 1950, contre le SAP et Erlander, par exemple dans le débat constitutionnel que nous avons étudié ; si cela tranche avec un portrait de la Suède du consensus souvent associé à cette époque, il faut dire aussi qu'il y existe un écart important entre le discours de l'opposition dans les médias et en campagne, d'une part, et l'esprit de compromis qui continue de prévaloir dans le cadre parlementaire, d'autre part. Ainsi, lorsque Tage Erlander annonce son retrait de la vie politique en 1969, le camp bourgeois n'hésite-t-il pas à lisser l'image du Premier Ministre tout en poursuivant la même campagne de dénigrement personnalisé contre son successeur, Olof Palme⁹³⁷. Erlander croit voir, dans ce type de stratégie, la révélation du succès de la social-démocratie dans sa tâche historique et son ancrage au-delà d'une seule classe sociale :

"Cela donne aussi une explication de la force de la social-démocratie et de la faiblesse des bourgeois. C'est ainsi que bien des politiques pour lesquelles la social-démocratie se battait seule dans le passé ont été mises en œuvre et, ainsi, au bénéfice des citoyens. Au bénéfice, non seulement du groupe et de la classe dont la social-démocratie considérait devoir être le premier représentant, mais aussi des autres"⁹³⁸.

Mais ce type d'interprétation tient déjà plus d'un regard rétrospectif d'Erlander sur un bilan de près de 25 ans à la tête du gouvernement ; ce faisant, il confirme l'image idyllique de son parti comme seul initiateur et porteur des réformes de l'après-guerre

La figure d'Olof Palme est certainement la plus connue en dehors de Suède, souvent même la seule, comme si le leader assassiné portait à bout de bras le "modèle suédois". Dans ce type de perspective, Palme apparaît comme situé hors du temps, sans passé, mais aussi sans parti. Or, il faut rappeler qu'Olof Palme est un prototype du cadre partisan moderne, passé par tous les échelons - des jeunes et des étudiants sociaux-démocrates au parlement puis comme ministre. Dans les années 1950, il était devenu le secrétaire personnel de Tage Erlander et nombre de photos ou de caricatures le représentent comme une sorte de scribe ou de conseiller

⁹³⁶ Voir le chapitre quatre.

⁹³⁷ Erlander, *Sjuttioatal*, Stockholm, Tidens Förlag. 1979, p. 37.

⁹³⁸ *Ibid.*, p. 38. "Det ger också en förklaring till socialdemokratins styrka och borgerlighetens svaghet. Det förhåller sig nämligen så att många av de saker för vilka socialdemokratins ensam kämpade i det förflutna har blivit genomförda och därvid till gagn för medborgarna. Till gagn inte bara för den grupp och den klass som socialdemokratins ansåg sig bära i första hand företräda utan också för andra".

privé du Premier Ministre, les contrastes physiques de ces deux hommes aidant. Palme réalise une carrière très rapide dans l'appareil du parti et du gouvernement, tout en veillant à ne jamais séparer ces deux niveaux ; ainsi, lorsque se profile la succession d'Erlander, Palme est-il le candidat incontesté des Jeunes sociaux-démocrates (SSU) et leur voix n'est pas sans importance en cette fin troublée des années 1960.

Dauphin apparemment adoubé par Erlander lui-même, formé aux nouveaux ressorts du discours et de la présentation politique dans l'ère nouvelle de la télévision, parfaitement initié aux rouages des fonctions exécutives, il est cependant considéré par certains comme une machine politique un peu trop bien usinée, d'autant plus qu'il est issu d'un milieu social très favorisé. S'il n'a pas de concurrent direct lors de sa désignation, Palme devient par contre le leader social-démocrate le plus controversé de l'histoire du parti et un objet de haine sans précédent pour l'opposition. Il est aussi celui qui mène le SAP à ses premières grandes défaites de l'après-guerre, en 1976 et 1979. Ses mandats sont marqués par des difficultés économiques et des conflits sociaux et idéologiques très importants : les violentes grèves minières de 1969-1970, l'affaire des fonds salariaux qui divisent le parti et LO et entraîne des grandes manifestations d'opposants en 1982, le débat sur l'énergie nucléaire dans le contexte des crises énergétiques ainsi que les polémiques concernant des opérations de contre-espionnage. Tous ces événements obscurcissent sévèrement l'horizon politique des gouvernements Palme et rendent plus compréhensibles les critiques internes et extérieures dont ils sont victimes. Ce contexte et les accusations d'arrogance, de mépris ou de fausseté orchestrées par ses opposants bourgeois⁹³⁹ contrastent pourtant fortement avec une image posthume sur laquelle nous reviendrons. Car les circonstances très particulières et tragiques de la mort d'Olof Palme ont modifié considérablement la représentation du personnage dans l'imaginaire national suédois. Assassiné en 1986, pour des raisons qui restent encore obscures à ce jour, Palme disparaît en effet rapidement du champ social-démocrate en devenant le grand martyr de la Suède démocratique. Il n'est pas possible de considérer cet événement hautement "anormal" et tragique au même titre que les autres dans notre réflexion sur la nationalisation du leadership social-démocrate, mais il pourra être intéressant de s'arrêter quelques instants sur la construction posthume du "mythe Palme".

Ingvar Carlsson est l'autre "fils spirituel" d'Erlander mais il est aussi recruté directement par Palme, en 1958, pour travailler au secrétariat du Premier Ministre. Il a 23 ans et lui aussi

⁹³⁹ G. Bohman, *Maktskifte*, Stockholm, Bonniers, 1984, p. 340-350 ; Å. Lindeborg, *op. cit.*, p. 108.

se trouve être un pilier du SSU ; du reste, il évoquera avec pertinence l'importance de l'éducation organisationnelle "standard" qui façonnent les cadres sociaux-démocrates :

"Notre école a été le SSU, les organisations étudiantes et partisans, les syndicats et le cabinet. Le résultat est un style de leadership presque identique (...)"⁹⁴⁰.

Ce "style" auquel il se réfère n'est peut-être pas si homogène, lorsqu'on contraste les personnalités de Palme et Carlsson ; il est bien sûr un produit mixte intégrant le facteur de la personnalité, mais cette citation insiste justement sur les éléments communs aux trajectoires de la plupart des élites du parti, qui accumulent un capital organisationnel spécifique. De la même façon, on peut dire que Carlsson succède à Palme dans la même perspective quasi-dynastique qui caractérisait le précédent passage de flambeau. Ceci est encore plus manifeste dans les circonstances inhabituelles et douloureuses qui président à l'avènement du nouveau leader en 1986. Carlsson dispose en effet de la "légitimité de proximité", en tant qu'il est considéré comme le plus proche collaborateur d'Erlander et de Palme. Mais c'est aussi une personnalité beaucoup plus discrète que son prédécesseur direct, ce qui le rapproche d'Erlander.

Les mandats d'Ingvar Carlsson de 1986 à 1996, n'ont pas été beaucoup moins troublés que ceux de Palme : crise économique, renouveau de la question européenne, démission en 1990 suite à un projet d'austérité rejeté par LO, défaite électorale de 1991 et nouvelle phase d'opposition. Mais comme lors des précédentes alternances, le SAP peut opportunément laisser le nouveau gouvernement porter la responsabilité des décisions les plus difficiles : c'était le cas du nucléaire à la fin des années 1970 ; c'est dorénavant le choix de l'adhésion à l'Europe et de l'organisation d'un référendum ainsi que la gestion d'une crise monétaire et d'un chômage inédits entre 1991 et 1994. Pour ces raisons, il est difficile de dire ce que l'image de Palme ou de Carlsson serait devenue s'ils avaient eu à gérer l'ensemble de ces crises plus directement. Contrairement à leurs prédécesseurs, ces deux leaders ne semblent avoir été "canonisés" qu'après leur retrait de l'avant-scène et d'une façon nettement plus ambivalente qui semble attester la perte de repères de ces partis et la routinisation du charisme que nous évoquions.

⁹⁴⁰ Ingvar Carlsson, "30 år i regeringskansliet", dans Departementshistoriekommissionen, *Att styra riket : regeringskansliet 1840-1990*, Stockholm, Allmänna Förlaget, 1990, p. 374. "Vår skola har varit SSU, studentförbund, partiorganisationer, fackförbund och regeringskansli. Resultatet har blivit en så gott som identisk ledarstil (...).

Cette tendance semble s'être confirmée lors de la succession difficile d'Ingvar Carlsson en 1996. La candidate la plus probable, Mona Sahlin, étant provisoirement discréditée par une affaire surmédiatisée de dépenses personnelles effectuées aux frais du parti⁹⁴¹, il règne alors un grand vide politique au sein du SAP et qui contraste avec toutes les expériences antérieures. Göran Persson, Ministre des Finances et encore peu connu du public, accepte, avec une certaine mauvaise volonté, la tâche ingrate de présider à la politique de rigueur budgétaire nécessaire pour résorber les déficits et remplir les critères de convergence du cadre européen. Neuf années plus tard, il est toujours présent et semble avoir acquis un capital de confiance ainsi qu'un statut politique dignes d'un dirigeant du SAP. La différence est ainsi frappante avec le portrait du bureaucrate dénué de charisme et maladroit qui lui était réservé à ses débuts. Cette alchimie secrète du leadership social-démocrate échappe encore à toute rationalisation hâtive mais nous avons évoqué quelques pistes en insistant sur la dimension de l'héritage, de la longue identification du parti aux destinées nationales et du travail de production symbolique de messages unitaires.

Enfin, certains ministres ont aussi occupé une position quasi-hégémonique et accumulé un pouvoir considérable aux cours de règnes interminables. Il y aurait sans doute plusieurs exemples à évoquer⁹⁴² mais le plus immédiat est celui de Gunnar Sträng, ministre suédois de 1945 et 1976 et grand argentier pendant 21 ans, de 1955 à 1976. Cette carrière exemplaire et l'importance du Ministre des Finances comme second du gouvernement, devait permettre à Sträng de gagner une certaine indépendance vis-à-vis de la bureaucratie du parti ; les ressources de ce ministère et l'ingratitude des politiques anti-inflationnistes qu'il devait longtemps imposer, allait aussi façonner cette indépendance. Pourtant, il faut remarquer la présence stable et forte de Sträng dans les réunions du parti, notamment les comités directeur et exécutif, et le respect mêlé de crainte que sa parole inspirait. A lire les protocoles de ces réunions, il apparaît clairement que Sträng est toujours le plus ouvertement critique et ne mâche pas ses mots, par contraste avec le caractère assez diplomatique de ces instances. Ceci illustre une des connexions entre l'expérience gouvernementale et l'appareil partisan, dans la mesure où beaucoup de ministres ou grand commis de l'État continuent généralement à participer à la direction du parti et impriment la marque de leur seniorité. Ce phénomène semble avoir été moins prononcé dans le cadre d'autres expériences gouvernementales,

⁹⁴¹ Peu après les opérations de terrassement de la politique italienne, la résonance publique de ce petit "larcin" donnait la mesure des décalages des perceptions en matière de corruption de la classe politique.

⁹⁴² Par exemple, Östen Undén, Ministre des Affaires Etrangères (1924-26 et 1945-62), Ernst Wigforss, Ministre des Finances (1936-1949). Voir l'annexe biographique.

comme en France de 1981 à 1992, où les ministres sont nettement plus déconnectés de l'appareil partisan ; l'existence d'un parti doté d'une forte cohésion semble donc être une condition. De par sa position privilégiée, Sträng avait aussi les contacts les plus réguliers, aux côtés de LO, avec le grand patronat et sa figure la plus représentative de l'époque, Marcus Wallenberg ; à son propos, le ministre aurait dit un jour "voici le patron de la Suède privée"⁹⁴³, suggérant ainsi qu'il était lui-même responsable du versant public et social du pays⁹⁴⁴. Conscient du pouvoir de ce ministre, le successeur d'Erlander, Olof Palme, choisira de renforcer le secrétariat du gouvernement de façon à limiter l'ascendant du Ministère des Finances⁹⁴⁵.

◇ Les vicissitudes du leadership en Norvège après Gerhardsen

Dans le chapitre cinq et les développements précédents, nous avons déjà étudié certains des aspects qui différencient ou rapprochent les configurations du leadership en Suède et en Norvège ; ceci ne serait que le degré zéro du comparatisme s'il ne s'agissait aussi de mieux contribuer à la l'intercompréhension des deux expériences hégémoniques. En effet dans le cas norvégien, il semble difficile de déterminer si c'est avant tout l'alternance politique plus courante, les nouveaux clivages issus de la politique étrangère ou européenne, la personnalité des chefs ou une combinaison de ces éléments qui peut mieux expliquer l'instabilité de la direction politique durant les années 1970. Quoi qu'il en soit, ces trois variables nous paraissent déterminantes pour autant que l'on puisse rationaliser ces processus complexes.

Le successeur de Gerhardsen, Trygve Bratteli doit ainsi non seulement hériter d'un parti dans l'opposition mais, malgré sa position d'héritier apparent, il n'est pas réellement adoubé par son prédécesseur qui souhaitait visiblement lui adjoindre une sorte de second. Bratteli favorise aussi une ligne moins autoritaire et une certaine démocratisation du parti⁹⁴⁶ qui rendent possible la division historique du leadership en trois pôles, en 1975-1976⁹⁴⁷. Reiulf Steen, son successeur à la tête du DNA, n'exercera ainsi jamais les fonctions de Premier Ministre ou de leader du groupe parlementaire. Cette rupture du "césarisme" et d'une tradition

⁹⁴³ Par référence à l'empire industriel et commercial de la famille Wallenberg et à l'influence de Marcus Wallenberg dans les milieux patronaux.

⁹⁴⁴ Axel Waldemarsson, "En studie i Gunnar Sträng", *Nordisk Tidskrift*, vol. 69, n° 5, 1993, p. 432.

⁹⁴⁵ *Ibid.*, p. 436.

⁹⁴⁶ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 54.

⁹⁴⁷ Rappelons ici que Bratteli restera responsable du groupe parlementaire tandis que Reiulf Steen prendra la direction de l'organisation et Odvar Nordli, celle du gouvernement.

unitaire qui s'était renforcée depuis l'avènement du parti au pouvoir n'est ni immédiate, ni seule fonction de l'alternance. Etant donné que le parti se trouve aux affaires durant la majeure partie des années 1970, il est plus logique de regarder du côté des divisions idéologiques et des conséquences du référendum sur l'Europe (1972), si l'on veut comprendre ces problèmes de cohésion interne à ce moment précis ; comme nous l'avons précisé dans le chapitre cinq, le triumvirat de 1975-1981 est en partie l'expression de la radicalisation des clivages internes après l'échec du référendum et la démission du premier gouvernement Bratteli. Dans ces conditions, il paraît difficilement concevable que la direction politique du DNA puisse projeter une image unitaire et l'identification à la nation se trouve hypothéquée dans la mesure où cette dernière est tout simplement coupée en deux. En cela, le choix de la consultation populaire en 1972 et l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur cette question sont l'aveu d'une incapacité inhabituelle à représenter l'ensemble du pays. L'image de Bratteli sera affectée par cet échec, une courte expérience de gouvernement bien que sa personnalité plus en retrait, parfois même extrêmement réservée entre aussi en jeu⁹⁴⁸.

L'unité du leadership est cependant rétablie à partir de 1981, avec l'accession de Gro Harlem Brundtland aux postes exécutifs, même si elle ne gouverne que très peu de temps avant une nouvelle phase d'alternance. Avant sa promotion, Brundtland est la vice-présidente du parti et c'est le congrès qui décide finalement de réunifier les fonctions de chef du gouvernement et de parti⁹⁴⁹ ; selon cette dernière expression, on comprend comment seul les sociaux-démocrates disposent véritablement du pouvoir de traiter le poste de Premier Ministre comme s'il s'agissait d'une affaire purement interne. Si ce n'est pour la féminisation du pouvoir central et une moindre emprise sur l'exécutif national, l'ère Brundtland a des similitudes importantes avec le style Gerhardsen. On constate la même volonté de gouverner, la même indivisibilité du leadership, la relative absence de compétition directe au sommet de la hiérarchie jusqu'à l'abdication finale : en 1992, "Gro" cède la direction partisane (pour raisons personnelles) et, en 1996, quitte le gouvernement, laissant ses places à Thorbjørn Jagland qui n'aura pas la même constance. Malgré les alternances des années 1980 et le retour en force de la droite, il faut remarquer que "Gro", comme on l'appelle sur le même mode qu'un "Per Albin" en Suède, reconquiert une stature nationale unique qui la différencie clairement des autres dirigeants politiques de son époque. En cela, le parti social-démocrate

⁹⁴⁸ Bratteli est à l'opposé de la figure de l'orateur charismatique et certains de ses proches collaborateurs ont rapporté ses silences profonds lors de discussions de travail. *Cf.*, R. Bye, *op. cit.*

⁹⁴⁹ H. Skjeie, *op. cit.*, p. 60-61.

norvégien n'a pas encore perdu cette capacité à produire ce type d'identification, par delà les expériences d'opposition et malgré une désaffection importante à l'égard de la caste politique en général. Pour citer de nouveau Hege Skjeie, qui reste la source la plus pertinente à ce sujet :

"C'est le Parti ouvrier qui nous a donné un père et une mère de la nation : sans la faculté du parti à se laisser inspirer, il n'y aurait pas eu de telles images du leadership"⁹⁵⁰.

En reconnaissant et en acceptant la division formelle de son parti (et du pays) autour de la question européenne, Brundtland réussit mieux que Bratteli à préserver le leadership et sa dimension nationale, afin de passer l'épreuve d'un second référendum. Sous cet angle, les années 1970 apparaissent comme une sorte de régime d'exception, bien qu'elles trouvent encore une résonance dans la séparation renouvelée des différentes fonctions dirigeantes depuis 1992 et la succession difficile de Gro Harlem Brundtland, qui traduisent une certaine crise de légitimité⁹⁵¹. Mais l'absence toujours étonnante de véritable compétition pour les postes de responsabilité, un certain principe d'unanimité et sa reproduction partielle à l'échelle nationale sont des éléments stables de la culture politique du DNA qui ne peuvent manquer de retenir l'attention.

7.2.2 Quelques réflexions à propos du panthéon social-démocrate

Dans *Le mythe de l'État*, Ernst Cassirer rapporte cette scène du Faust dans laquelle ce dernier a une vision enchantée devant un miroir magique ; Méphisto se moque de sa fascination pour une simple création de son esprit⁹⁵². Cassirer se réfère à cet épisode pour illustrer une ancienne conception de la pensée mythique comme produit de la simplicité (de la stupidité ?) d'un esprit humain primitif aux prises avec le déluge de ses expériences sensibles et collectives. Mais selon Cassirer, le mythe est une forme symbolique qui peut s'attacher à

⁹⁵⁰ *Ibid.*, p. 15. "Det er Arbeiderpartiet som har gitt oss både en landsfader og en landsmoder: uten partiets vedvarende evne til å la seg begeistre, hadde heller ikke slike lederbilder blitt til".

⁹⁵¹ Après le binôme Brundtland-Jagland (1992-1996), qui est le résultat d'une décision souveraine de Brundtland, Jagland et Jens Stoltenberg se sont partagés les différentes fonctions. Rappelons que c'est en partie à cause de l'abdication de Jagland (1997), sur un mode rappelant celle de Bratteli en 1972, qu'une même division des rôles est réapparue. Autre similitude, ces décisions interviennent en rapport avec les divisions liées aux consultations populaires sur l'Europe de 1972 et 1994 et aux campagnes de mobilisation.

⁹⁵² E. Cassirer, *op. cit.*, 1974 (1946), p. 5.

tout objet et dont la substance est moins importante que sa fonction dans la vie socio-culturelle⁹⁵³. Il ne s'agit plus de s'attacher à la "fausseté" première du récit mythique ou, par contraste, aux opérations psychologiques qui en feraient une expression radicale de la vie émotionnelle mais plutôt de comprendre la contribution du mythe à la fondation et à la continuité de la vie collective. Un des moments essentiels de ce processus se trouve dans le désir de personnification en tant que simplification et transfiguration symbolique d'une organisation sociale complexe. Comme le mythe peut avoir plusieurs degrés d'imagination, il offre aussi une multiplicité de répertoires permettant de remodeler et de cristalliser le legs communautaire dans une dimension de nature culturelle et croyante. A cet égard, les choix du matériau du mythe et de ses rapports avec l'expérience collective en question paraissent infinis.

Selon Bo Stråth, la construction mythique de la société social-démocrate en Suède repose sur trois concepts qui structurent la mémoire et l'oubli collectifs : pauvreté, neutralité et *welfare* (*välfärd*)⁹⁵⁴. Si cette image de soi n'est pas qu'un pur produit de la social-démocratie, ses grands médiateurs historiques sont largement issus de ce parti ; quand il ne le sont pas, on s'est efforcé de retracer des lignes généalogiques pour faire émerger des affinités parfois étranges entre les différentes traditions nationales. Pour une part, ce travail généalogique tient d'un folklore bon marché, toujours très pittoresque, et qui n'a plus guère cours de nos jours ; mais les icônes social-démocrates continuent pourtant de saturer le paysage historique de la Suède moderne.

(a) Le grand récit des origines

Le culte des "pères-fondateurs", nous l'avons déjà remarqué, est initié de leur vivant et mobilise une sélection de figures emblématiques de l'histoire politique suédoise ; à la mort de Branting, la socialiste Ellen Key prophétisait que, lorsque le socialisme entrerait dans les livres d'histoire, les élèves croiseraient le nom du leader social-démocrate installé dans le même panthéon que ceux des Vasa, des Sture ou d'Engelbrekt⁹⁵⁵. L'histoire social-démocrate du parti a largement contribué à canoniser l'œuvre de quelques grands héros dont la

⁹⁵³ *Ibid.*, p. 34.

⁹⁵⁴ B. Stråth, *op. cit.*, 2000.

⁹⁵⁵ Z. Höglund, *op. cit.*, p. 337. Sten Sture, Administrateur du Royaume (1470-1497 et 1501-1503) ; Svante Nilsson Sture (1504-1512) ; Sten Sture Le Jeune (1512-1520) ; Gustav Eriksson Vasa, Administrateur puis Roi (1521-1560) et sa dynastie (1560-1644).

dominance historique est difficilement contestable, du reste ; vers la fin des années 1920, peu avant son élection à la tête du parti, c'est Per Albin Hansson lui-même qui est chargé d'écrire une histoire officielle du mouvement ouvrier qu'il n'achèvera pas et cette période de l'entre-deux-guerres voit fleurir les récits de la geste social-démocrate. La concurrence est aussi forte pour le contrôle de la biographie de Branting, qui échoit ironiquement à son vieil ennemi Zetha Höglund ; ce dernier cherchant alors à reprendre pied dans un parti qui l'avait exclu, d'aucuns ont spéculé que la biographie du leader historique relevait d'une stratégie de réhabilitation et de repositionnement dans la phase de succession encore ouverte ; néanmoins, Höglund préside aussi à l'édition monumentale des discours et écrits de Branting et semble animé d'ambitions qui dépassent le cadre de la compétition politique immédiate⁹⁵⁶. Bien que nuancée et détaillée, la perspective qui émerge est néanmoins celle d'un Hjalmar Branting ayant eu une trajectoire cohérente et une position dominante incontestée, presque messianique, au sein du mouvement ouvrier ; à cet égard, on ne met en avant ni les débuts du leader du côté du libéralisme modéré, ni le fait que, malgré sa longue domination de facto, il n'atteigne à la direction du parti que dix-neuf ans après la formation de celui-ci⁹⁵⁷. Le conflit ne peut-être qu'extérieur, contre la bourgeoisie, le conservatisme et l'État autoritaire, tandis que l'harmonie prévaut entre le parti et ses chefs. A lire le portrait de Höglund, cette harmonie se vérifie jusque dans la sphère familiale où les époux Branting sont comparés au couple mythique de Philémon et Baucis, dont Zeus aurait fait deux arbres portés par un seul et même tronc : père de famille exemplaire, il peut aussi l'être pour son parti et la nation entière⁹⁵⁸. A mesure que le culte se préserve et se transmet, c'est finalement une image extrêmement lissée et presque réduite à une pure dimension symbolique, qui semble nous parvenir aujourd'hui, si l'on excepte le renouveau critique de certains travaux historiques plus récents. Il s'agit d'une sorte de concentré épique de l'unité historique du parti et de son accession au pouvoir, l'esprit qui met les masses en mouvement (*mens agitat molem*), selon le titre d'un dernier chapitre très emphatique dans la biographie écrite par Höglund :

"Il était l'âme du mouvement ouvrier suédois et il était le rénovateur de l'Internationale socialiste après le déclin de celle-ci pendant la guerre mondiale. Mais il s'éleva, par sa geste, au statut de personnalité nationale, plus

⁹⁵⁶ L. Björlin, *art. cit.*, p. 15.

⁹⁵⁷ Å. Lindeborg, *op. cit.*, p. 83. De la part de l'ancien opposant Höglund, on aurait pu s'attendre à une plus grande attention à la phase de conflit des années 1910, entre le "système Branting" et la fraction radicale des jeunes socialistes, dont l'auteur est un protagoniste.

⁹⁵⁸ Z. Höglund, *op. cit.*, p. 485-486. Il n'est d'ailleurs pas besoin de remettre en cause une telle description du chef de famille et de l'homme Branting ; c'est le parallèle entre l'harmonie familiale et le consensus politique qui

rassembleur et unificateur que n'importe lequel de ses contemporains, rassemblant et unifiant autant que cela fût possible dans le cadre des oppositions de classes persistantes. Il fut plus que cela ; durant ses dernières années, il apparut comme le leader du monde, le plus sincère et courageux représentant de la paix et du désarmement à la Société des Nations"⁹⁵⁹.

S'il ne fait aucun doute que Branting était animé d'une volonté et doué d'une force de travail très au-dessus de la moyenne, et s'il n'eut plus de concurrent direct à sa hauteur après la mort de Danielsson et Sterky, les traits du personnage sont ici radicalement accentués et la part des controverses s'efface pour ne laisser place qu'à une reconstruction statuaire imposante, telle celle qui se trouve sur *Norra Bantorget* à Stockholm ; ce monument de Carl Eldh, commencé dès 1928 et achevé en 1952, représente un Hjalmar Branting d'une taille démesurée, le bras levé et flanqué d'une troupe d'ouvriers, de paysans et de quelques autres personnalités politiques. On aperçoit ainsi August Palm et Axel Danielsson en marge du cortège de bronze⁹⁶⁰. Au bas du piédestal, on peut lire la légende suivante :

"La social-démocratie suédoise a dressé ce mémorial en l'honneur de son chef, Hjalmar Branting. Il a consacré sa vie aux ouvriers de la Suède. Il réveilla des forces inexploitées dans le peuple et dirigea son combat pour la liberté et la justice. L'avenir repose dans son œuvre"⁹⁶¹.

A quelques pas de là, devant le siège national des syndicats de LO, le tailleur August Palm dispose d'une modeste statue esseulée.

Le même type de concentré symbolique et de sélection historique est caractéristique de la figure de Per Albin, qui jouit par surcroît de son association bien plus intime au pouvoir d'État⁹⁶² et représente l'heure de gloire de la social-démocratie. Si bien que toute sa personne se trouve résumée dans cette dernière décennie, de 1935 à 1946, et le passé réinterprété à

est intéressant. Il est assez évident que le couple Branting n'était pas plus idéal qu'un autre et avait son lot de problèmes.

⁹⁵⁹ *Ibid.*, p. 510. "Han var den svenska arbetarrörelsens själ, och han var förnyaren av den socialistiska internationalen efter dess sönderfallande genom världskriget. Men han växte genom sin verksamhet till en nationell gestalt, mer samlande och enande än någon annan av sina samtida landsmän, samlande och enande så långt detta var möjligt under ännu bestående klassmotsättningar. Han blev mer än så ; under sina sista år framstod han som världens ledare, den uppriktigate och modigaste representanten i folkförbundet för fredens och avrustningens sak".

⁹⁶⁰ J. Engman, *op. cit.*, p. 136-137.

⁹⁶¹ "Svensk socialdemokrati reste detta äreminne över sin hövding, Hjalmar Branting. Sitt liv vigde han åt Sveriges arbetare. Han väckte slumrande krafter hos folket och ledde dess kamp för frihet och rättvisa. Framtiden göms i hans verk".

⁹⁶² Bien que son aura internationale n'atteignit jamais à celle de son prédécesseur, bien au contraire.

l'aune de cette expérience fondatrice. A la mort du Premier Ministre, le 6 octobre 1946, *l'Expressen* titre avec enflure "Le Roi en larmes", comme si Gustav V pleurait la perte de celui qui avait tenté de réconcilier son parti avec l'institution monarchique⁹⁶³. Il est frappant de constater que Per Albin est passé à la postérité bien plus comme figure nationale que comme porte-parole d'un parti social-démocrate qui ne l'a, du reste, pas toujours porté aux nues. Comme Branting, plus encore peut-être, Hansson a dû se tailler un chemin étroit entre radicalisme et opportunisme, avant de réclamer le sceptre à forces de manœuvres politiques variées ; au moins, cette dimension complexe n'a pas complètement disparu dans l'histoire social-démocrate ou dans certains volumes de mémoires, car certaines rancunes restaient parfois vivaces ; ce portrait de carriériste tenace est confirmé dans les récents travaux biographiques d'Anders Isaksson. Mais cette perspective reste marginale face au panégyrique généralement réservé au père de la nation et cette dimension tacticienne est souvent occultée ou reléguée à l'arrière-plan. La rencontre entre l'homme et le pouvoir est affaire de destinée, de prédisposition naturelle et de continuité avec l'œuvre de Branting. A l'opposé des querelles de chef et des ambitions concurrentes, c'est l'image de l'harmonie qui prévaut encore quand il s'agit de qualifier les mandats politiques de Per Albin ; certes, il est un artisan essentiel des coalitions rouges-vertes et du gouvernement d'union nationale pendant la guerre de 1939-1945, mais les limites de ces formes de compromis sont éludées au profit d'une peinture souvent très idyllique de la "maison du peuple" et du chef de famille⁹⁶⁴. La dimension de la dévotion à la cause du peuple, du mouvement ouvrier et, accessoirement parfois, du socialisme est un autre trait caractéristique de ces reconstructions. Branting avait ainsi abandonné une carrière professorale grande ouverte et prometteuse ainsi que la sécurité économique pour se dédier à la cause ouvrière. Souvent très endetté (bien que marié à une riche héritière), il peut cependant compter sur des revenus de sources diverses dans ses emplois de journaliste, député et chef de parti, jusqu'à la réception du prix Nobel de la Paix (1921). Per Albin ne pouvait prétendre à une semblable carrière hors de la politique nationale mais, chez lui, c'est cette permanence de la simplicité du train de vie d'une humilité toute populaire qui est mise en avant. Il resterait bien sûr à confronter plus cyniquement cette vision avec l'existence réelle des "hauts fonctionnaires" sociaux-démocrates. Enfin, pour ce qui est de la figure du père, du géniteur et guide national, il convient de rappeler que Per Albin avait

⁹⁶³ A. Isaksson, op. cit., 2000, p. 29.

⁹⁶⁴ *Ibid.*, p. 90.

une vie privée passablement compliquée, qu'il partageait avec deux femmes en même temps et des enfants naturels des deux côtés⁹⁶⁵.

(b) La lourde charge de l'héritage

Après 1945, les dirigeants sociaux-démocrates n'ont pas été l'objet d'un culte aussi manifeste, et les raisons en sont multiples ; En dehors de la personnalité des acteurs, la période fondatrice est largement révolue, l'historiographie social-démocrate et populaire est rattrapée par son équivalent universitaire (parfois mélangées) et se tarit considérablement, puis viennent les premières phases de remise en question du régime social-démocrate et l'alternance. Mais les héritiers de Branting et de Per Albin continuent néanmoins d'occuper une grande part de l'espace politique ; en effet, à toutes les époques, ce qui peut surprendre le plus est l'occultation de la concurrence politique et de ses représentants directs ; non qu'ils soient parfaitement inconnus, parfois à travers d'autres fonctions prestigieuses, les Bertil Ohlin (libéral), Gunnar Heckscher, Gösta Bohman et Carl Bildt (conservateurs), Gunnar Hedlund et Thorbjörn Fälldin (paysans/centre), pour ne citer que les plus mémorables. Dans leurs fonctions politiques, en dépit de l'accès aux responsabilités ministérielles - directes ou en association avec le SAP pendant la guerre - pour quelques-uns, ils semblent tous réduits à un lointain premier accessit, lorsqu'il s'agit de leur place dans le panthéon national.

Erlander est, en quelque sorte, une figure de transition qui occupe encore une place de choix dans la mémoire collective et la galerie des grands serviteurs de la nation. Il est moins évident de déceler une véritable dimension mythique en dehors de l'association intime entre le personnage et la construction du grand édifice de l'État social et de la croissance économique suédois, dans les années 1950-1960. Il incorpore ainsi les éléments de la recette miracle du "modèle suédois" à base de négociation centralisée entre partenaires sociaux, de consensus entre une classe ouvrière encore dominante et une classe moyenne en plein essor ; tout comme Per Albin en son temps avait présidé à une politique anti-crise dont on sait maintenant qu'elle était bien trop modeste pour avoir un véritable effet contra-cyclique⁹⁶⁶. De même, le fameux

⁹⁶⁵ Ces vicissitudes de l'homme Per Albin apparaissent avec un luxe de détails dans la biographie déjà citée d'Anders Isaksson.

⁹⁶⁶ Ceci a fait l'objet de trop de débats pour qu'on puisse y revenir. Voir entre autres K. G. Landgren, *Den nya ekonomien i Sverige. J.M. Keynes, E. Wigforss, B. Ohlin och Utvecklingen 1927-1939*, Stockholm, Almqvist & Wicksell, 1960 ; O. Steiger, "Backgrunden till socialdemokratins krispolitik", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelse*,

modèle est un assemblage hétéroclite dans lequel il convient de faire le tri et qui a souvent été un raccourci facile pour caractériser les succès économiques apparents de la Suède, depuis l'étranger. On a tout à fait le droit d'utiliser ce vocable mais encore faut-il en préciser le sens et la réalité, ce qui n'est généralement pas le cas ; or, comme pour les glorieuses années 1930, les succès des deux décennies d'après-guerre ont aussi leurs limites (inflation, carences du logement, etc.) et les programmes de la gauche n'ont pas toujours été mis en place : la restructuration industrielle de grande ampleur, promue par LO, sera finalement restreinte et le modèle finit par reposer sur la capacité à imposer une modération salariale, la paix au travail, en échange d'une garantie de plein emploi. Il serait plus juste d'y associer certaines grandes réformes sociales dans le champ des retraites et des allocations familiales ainsi que le perfectionnement de certaines assurances (maladie, chômage). Ici encore, on observe cette occultation partielle de la part conflictuelle, qu'elle soit interne au parti ou le produit des stratégies d'opposition de gauche et de droite, et l'exaltation de l'harmonie politique et sociale. Il ne peut y avoir qu'un seul bâtisseur, qu'un seul ingénieur en chef et les contributions des autres forces politiques à cette œuvre, notamment dans le cadre parlementaire, doivent s'effacer. Les mémoires d'Erlander n'ignorent certes pas cet aspect du conflit mais elles réaffirment toutefois l'identification du maître et de son œuvre présumée ; il déclare ainsi que l'essentiel ne tient pas dans les trop nombreuses attaques dont il a été victime 25 années durant mais dans son "combat pour la société forte"⁹⁶⁷. Ces volumes de mémoires, relativement uniques en leur genre, sont la contribution personnelle de Tage Erlander à sa propre canonisation, même s'il ne s'y représente pas comme une figure exceptionnelle.

La disparition tragique d'Olof Palme, en 1986, ouvrait naturellement la voie à une canonisation d'un type particulier dans la mesure où l'assassinat d'un homme politique est un événement d'une violence complètement étrangère à l'expérience de la Suède moderne ; le seul cas présentant quelque ressemblance dans l'histoire récente est sans doute la disparition inexpiquée du diplomate Raoul Wallenberg pendant la seconde guerre mondiale ; mais si les deux instances restent mystérieuses, la seconde pouvait au moins se comprendre à travers les circonstances troublées de la fin du conflit et les risques que prenait Wallenberg pour protéger des juifs. La mort violente d'un Premier Ministre en exercice, dans une artère centrale de

n° 1, 1972, p. 4-28 ; L. Jonung (Ed.), *The Stockholm School of Economics Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991. On s'accorde souvent pour dire que de nombreuses initiatives social-démocrates des années 1930 ne devaient être réellement suivies d'effet et consolidées qu'après 1945 et dans un contexte économique alors très différent. Dans le même ordre d'idée, le rôle effectif des autres partis politiques dans la construction des réformes d'après-guerre a été très discuté, comme on le verra dans le chapitre suivant.

Stockholm - alors qu'il sortait d'un cinéma accompagné de son épouse - et sans aucun mobile apparent, sans même un criminel, constitue un traumatisme compréhensible pour la société et la démocratie suédoises ainsi que pour le SAP. Il est également compréhensible qu'une certaine réconciliation nationale avec ce personnage complexe ait été favorisée par ces circonstances. Car il n'y a aucun doute que Palme fut la figure la plus polémique de l'histoire du leadership social-démocrate ; ses prises de position radicales en politique étrangère, notamment pendant la guerre du Vietnam ainsi qu'en opposition aux régimes dictatoriaux et à la course aux armements en faisait l'avocat parfait d'une politique de neutralité active permettant à la Suède de jouer un nouveau rôle international ; mais cet engagement et le conflit avec les États-Unis qu'il devait provoquer n'étaient pas toujours bien reçus, en particulier dans les rangs de l'opposition où l'on rejetait souvent cet aventurisme et une certaine "arrogance" de Palme. L'assassinat et les enquêtes interminables et infructueuses pour en déterminer les responsabilités ont finalement réduit l'espace du débat sur les véritables contributions du Premier Ministre⁹⁶⁸, autant qu'elles ont mis un terme aux campagnes de dénigrement massives - de ses gouvernements et de sa personne - orchestrées par la droite et les milieux d'affaire. Le parti social-démocrate s'est aussi trouvé en charge d'un martyr et d'un deuil étranges, dans la mesure où le crime devait rester inexpliqué et les coupables indéterminés ; dans ces conditions, l'héritage n'a pas toujours été entièrement assumé et la mémoire de Palme s'est fondue dans le mystère associé à sa disparition : c'est en quelque sorte l'icône plutôt que l'œuvre qui est restée émergée.

Ingvar Carlsson avait grandi dans l'ombre de Palme et devait rester une personnalité beaucoup plus discrète que ce dernier. Peut-être est-il encore trop tôt pour juger de la place que Carlsson occupera dans l'imagerie social-démocrate et nationale. Mais il s'inscrit pourtant dans cette tradition de leaders apparemment proches du peuple, accessibles et incarnant le mythe égalitaire du *folkhem*. A la fin de l'année 1990, marquée par la crise économique, la démission du gouvernement et la confrontation avec les syndicats, il est décidé de mettre en exergue l'image de Carlsson dans un film qui précéderait les élections de 1991. Le film, intitulé très sobrement "Le Premier Ministre" (*Statsministern*) débute par la naissance de l'intéressé en 1934, dans une famille modeste, quelque part dans les profondeurs de la Suède (*Borås*). Commentant cette réalisation assez rare, Erik Åsard montre comment on insiste sur cette représentation du chef qui naît sous les auspices du projet égalitaire social-démocrate,

⁹⁶⁷ T. Erlander, *op. cit.*, 1979, p. 37.

⁹⁶⁸ P. Ahlmark, *Det öppna såret : om massmord och medlöperi*, Stockholm, Timbro 1997, p. 153-162.

dans les années 1930, et gravit un à un tous les échelons qui mènent aux responsabilités politiques nationales, tout en préservant son appartenance populaire⁹⁶⁹. C'est une sorte de mode fusionnel de la direction politique qui s'est trouvé radicalisé avec l'adoption étonnante du tutoiement généralisé dans la société suédoise, depuis les années 1960, et qui force l'humilité. Dans le film, la communion d'Ingvar Carlsson avec les symboles de la Suède-nation et de la social-démocratie est mise en avant : rapport à la nature sauvage et préservée (écologie), solidarité avec l'ensemble des citoyens et sécurité sociale forte, qui sont autant de marqueurs d'une certaine exceptionnalité⁹⁷⁰. Les moments centraux du film se concentrent clairement sur l'héritage entier de la social-démocratie et la contribution essentielle de ce parti au travail d'abolition de l'ancienne société de classes qui divisait la nation. Le devoir est dorénavant d'exporter ce modèle, à l'heure de l'intégration européenne et par solidarité avec les peuples qui vivent encore les divisions sociales, économiques et politiques profondes. Certes, ce film électoral n'est pas resté dans les annales malgré une diffusion relativement importante à l'époque. Il est toutefois une bonne évocation des ressources symboliques qui restent disponibles, encore aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de mettre en scène l'unité de la nation et de la social-démocratie.

A cet égard, les représentations du leadership dans la mémoire collective norvégienne ne sont guère différentes et semblent avoir suivi une évolution parallèle. La classe politique norvégienne a été très productive et un certain nombre d'autobiographies, de biographies et de mémoires⁹⁷¹ ont été publiés, ouvrant ainsi un large espace de reconstruction et d'interprétation subjectives des figures du pouvoir au sein du parti. Il existe aussi d'importantes variations en termes de charisme et de popularité mais on remarque la même fascination rétrospective, et largement justifiée, pour cette extraordinaire unité et la faculté à projeter une personnalité, d'abord issue d'une organisation politique, dans une dimension nationale où l'autorité peut, sinon s'émanciper de sa tutelle partisane, du moins la dépasser. Rune Slagstad a récemment analysé la continuité des "stratégies de la nation", pour reprendre son expression, et qualifie ironiquement le DNA de parti social-démocrate le plus léniniste d'Europe occidentale⁹⁷². A la différence de la Suède, la commémoration du Panthéon national en Norvège n'a toutefois pas

⁹⁶⁹ E. Åsard, " 'Statsministern.' 1991 års Ingvar Carlsson-film i jämförande perspektiv", dans E. Åsard (Ed.), *Makten, medierna och myterna. Socialdemokratins ledare från Branting till Carlsson*, Stockholm, Carlssons, 1996, p. 314.

⁹⁷⁰ *Ibid.* p. 319.

⁹⁷¹ Notons ainsi les mémoires de Gerhardsen, Brundtland, Oddvar Nordli, Haakon Lie, Reiulf Steen, Ronald Bye ; Egalement la biographie de Martin Tranmæl par Haakon Lie (H. Lie, op. cit., 1991).

⁹⁷² R. Slagstad, "Arbeiderstaten - maktens bruk og misbruk", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 1996, p. 17.

autant fait abstraction de la complexité du contrôle politique, des tentations autoritaires et de la part de manipulation ou des tendances dynastiques repérables au sein de n'importe quelle élite dirigeante⁹⁷³.

⁹⁷³ Les transformations récentes de la presse écrite à la mode "britannique", c'est-à-dire la prolifération de "tabloïds" s'est inscrite en prolongement de la critique traditionnelle du pouvoir mais selon une déformation inquiétante : le populisme et le mépris à l'égard du système politique, sont les traits essentiels de ce type de presse qui affectionne les rejets inoffensifs de la tradition monarchique.

QUATRIEME PARTIE

Les partis dans l'État

Chapitre Huitième

Le "Léviathan" social-démocrate, mythes et réalités

S'il existe une problématique complémentaire, presque inévitablement adjacente, de l'institutionnalisation du parti dominant, c'est celle de l'État social-démocrate. En effet, à force d'une telle primauté politique, on peut légitimement se demander si l'appareil d'État n'est pas devenu une "succursale" du parti, dans quelle mesure la bureaucratie et les ressources de l'État se sont trouvés inféodés à une seule et même force politique. Cette question de l'État captif est latente et pourtant, nous avons choisi de ne pas l'aborder de front ni d'en faire l'hypothèse à la base de ce travail. Mais nous avons aussi pris soin de souligner l'interdépendance et la conjonction forte des espaces partisan et étatique, sans qu'il soit possible d'opérer des distinctions toujours très strictes. Par exemple, en examinant les débats et les réformes constitutionnels, il était inévitable de dépasser le cadre de la transformation des partis et d'entrevoir l'influence de ceux-ci dans la construction et la légitimation institutionnelle de l'État ; en évoquant la place prépondérante des figures historiques de la social-démocratie et de leurs oeuvres dans l'imaginaire national, la complexité des transferts entre parti et État apparaissait de nouveau ; enfin, la question de l'hégémonie politique est restée lancinante dans notre travail. Cependant, c'est un postulat d'une nature bien différente qui consiste à envisager la colonisation généralisée de l'appareil central du pouvoir par un seul parti, une sorte de monopole qui s'étendrait jusque dans le contrôle de l'administration, des politiques publiques et d'autres instances telles que les entreprises ou les organisations culturelles, éducatives dépendantes de l'État⁹⁷⁴. On comprend alors qu'il s'agit d'un sujet d'une tout autre ambition et qui semble plus difficile à documenter dans un contexte démocratique que dans celui d'un régime autoritaire très centralisé. Plus fondamentalement, nous pensons que l'influence de l'État sur l'organisation et la culture du parti a été plus forte que celle du parti sur les institutions de l'État, bien que les frontières soient souvent difficiles à tracer et qu'il y ait une interdépendance des deux processus.

C'est toutefois un des raccourcis favorisés d'une analyse politique commune ou à fin de propagande, qui peut commodément spéculer au sujet d'une collusion importante des différentes sphères dirigeantes⁹⁷⁵. Or, s'il semble a priori incontestable que des partis comme le SAP ou le DNA aient laissé une empreinte significative dans l'organisation de l'État, ces spéculations ont le champ libre tant que l'on ne s'interroge pas plus sérieusement sur les dimensions et la profondeur de l'empreinte en question. Ceci nécessite de pénétrer un peu plus avant dans la "boîte noire" de l'État qui continue d'être observé sous l'angle étroit de sa séparation avec les différentes instances de la société. La définition weberienne du monopole de la violence légitime sur un territoire donné est ici moins utile à notre propos qu'une vision plus structurelle et décomposée du complexe étatique. Sans établir de distinctions entre régimes démocratiques ou non, il s'agit d'un appareil bureaucratique et politique de gouvernement centralisé, de maintien de l'ordre social et d'extraction/distribution sélective de ressources publiques. En d'autres termes, la question de l'État social-démocrate doit être abordée sous l'angle de la pénétration (politisation) et de la transformation institutionnelle de l'appareil de pouvoir, ainsi que des productions politiques publiques qui requièrent et prennent appui sur cette architecture institutionnelle.

Étant donné la complexité et la difficulté d'accès de ce sujet, il n'est pas étonnant qu'on dispose de plus d'accusations que d'analyses fines de l'emprise des partis dans la sphère d'État. Comme le note Luc Rouban dans un autre contexte, on reconnaît deux grands modèles d'interprétation ou d'inculpation :

- Le modèle paranoïaque qui, face aux responsabilités politiques diffuses des régimes pluralistes et bureaucratiques, cherche à identifier un groupe, un parti, une organisation susceptibles de porter la responsabilité *a priori*.
- Le modèle schizophrène qui ne cherche plus de causalité et se borne à constater la grande cacophonie des intérêts, le désenchantement du monde, dont la scène médiatique se fait le haut-parleur⁹⁷⁶.

Il faudrait ajouter un troisième modèle, très répandu dans la discipline des sciences du politique, et qu'on pourrait qualifier d'hyperpluraliste ; il s'agit en quelque sorte de la vision

⁹⁷⁴ L'armée et la police sont moins importantes dans les démocraties, mais il ne devrait pas y avoir de raison de ne pas les inclure, si l'on avance cette thèse de la colonisation.

⁹⁷⁵ Cette conception se démarque passablement de la thèse d'une "classe politique" unique, voire d'une solidarité entre élites économiques et politiques, l'élite du pouvoir de C. Wright Mills en quelque sorte. Du reste, ces différentes représentations ne sont pas mutuellement exclusives et participent d'une théorie modulable de la domination. Ainsi, la loi d'airain de l'oligarchie chez Michels n'est pas censée s'appliquer seulement aux élites social-démocrates mais à toute forme d'organisation. Voir C. W. Mills, *op. cit.*, 1956.

inverse de celle de C. Wright Mills, fondée sur la collusion généralisée des élites à travers les différentes sphères de pouvoir, et qui postule un éclatement et une segmentation de l'État tels qu'il est difficile pour une coalition dominante quelconque de s'installer durablement au commandement. Le relatif dédain actuel à l'égard de toute forme d'analyse critique de la classe politique en démocratie semble être lié à la prédominance de cette perspective. Dans le cas des partis dominants, le premier modèle ne rencontre pas de difficulté lorsqu'il s'agit d'assigner les responsabilités : c'est l'État, bien entendu, mais dans sa forme colonisée, assimilée à une seule force politique, un parti. Cette critique se double d'une dimension idéologique lorsqu'elle est l'expression d'une vision (néo-)libérale qui fustige l'intrusion trop forte de l'État dans la sphère privée et les prélèvements fiscaux élevés favorisés par la gauche social-démocrate. Ces critiques se sont multipliées à partir des années 1960-1970 et dans un contexte que certains ont qualifié de "crise fiscale de l'État"⁹⁷⁷ ; le renouveau des doctrines économiques libérales battait alors son plein et, bien que ce credo n'ait pas autant d'écho en Suède, il ne faut pas oublier que le chef du parti libéral n'était autre que le futur prix Nobel d'économie Bertil Ohlin (1977) ; il est aussi le pourfendeur le plus notoire du régime social-démocrate à cette époque. C'est à partir de ce moment que se développe une littérature qui tranche avec le panégyrique traditionnel du modèle suédois ou scandinave ; dans sa version la plus caricaturale, il s'agit par exemple du livre de Roland Huntford, "Le nouveau totalitarisme", paru en 1971⁹⁷⁸, qui fustige la social-démocratie et les moeurs suédoises avec une rare violence. D'autres tentatives de photographie de l'appareil de pouvoir, cette "hydre social-démocrate" suivront et ont contribué à établir cette ambivalence d'un État-parti tentaculaire au sein d'une démocratie par ailleurs remarquable. Le travail important de l'historien Jens Arup Seip sur "l'État d'un seul parti" (1963)⁹⁷⁹ a déjà été évoqué et représentait une contribution précoce et assez unique d'un universitaire à ce débat longtemps dominé par des journalistes ou pamphlétaires politiques. A partir des années 1980, quelques études ont partiellement remédié au manque d'intérêt académique pour ce problème, et nous allons nous arrêter sur certaines d'entre elles. Toutefois, ce qui ne peut manquer d'étonner, c'est l'absence presque totale d'attention à la question des élites social-démocrates et à leurs mutations dans le cadre de l'exercice continu du pouvoir exécutif. Dans ce champ spécifique, les trajectoires des élites partisans ont été délaissées au profit de celles des hauts fonctionnaires de

⁹⁷⁶ L. Rouban, *La fin des technocrates*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1998, p. 123-124.

⁹⁷⁷ J. R. O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, New York, St Martin's Press, 1973.

⁹⁷⁸ R. Huntford, *op. cit.*, 1975 (1971).

⁹⁷⁹ J. A. Seip, *op. cit.*, 1963.

l'administration et il n'existe que peu de données sur la différenciation des carrières et la politisation des différents secteurs au sein de l'appareil d'État.

Ces lacunes ne peuvent pas être comblées dans l'espace d'un chapitre et notre objectif se limitera essentiellement à un état des lieux et une ouverture sur les horizons de recherche. C'est d'abord la rhétorique et les fondements du réquisitoire contre l'État social-démocrate qui retiendra notre attention et dont nous voudrions restituer certains traits originaux. Dans un deuxième temps, un tour d'horizon des théories de l'État social-démocrate sera axé autour de trois domaines essentiels:

- Les traditions d'indépendance de l'administration centrale et la question de sa politisation
- Le néo-corporatisme et le rôle des intérêts organisés au sein de l'État
- L'État-providence et l'architecture du réformisme social-démocrate

Enfin, nous proposerons une réflexion ouverte et préliminaire sur la nature de la "classe politique" et sur ses modes de différenciation interne.

8.1 Le "vrai visage" du pouvoir

La fin des années 1950, que nous avons identifiée comme une période-charnière dans l'histoire de la dominance social-démocrate en Suède, correspond également à la montée d'une critique plus radicale de l'État et du régime social-démocrates. Le débat autour des pensions et la dissolution de la coalition entre la gauche et le parti du centre facilitent l'assimilation du parti et de l'État dans un double sens : d'une part, le SAP aide à promouvoir le principe des retraites complémentaires obligatoires dans le cadre de la solidarité collective et, d'autre part, il est dorénavant seul au gouvernement. La gestion des systèmes de retraite (ATP) attribue au public la gestion de fonds appelés à devenir très importants. Au début des années 1960, certaines consultations déjà évoquées entre le grand patronat et le SAP, dans la résidence personnelle du Premier Ministre, fournissent à l'opposition un alibi pour critiquer une prise de décision en coulisses, la "démocratie d'Harpund". On évoque alors un rapprochement historique entre social-démocratie et intérêts capitalistes qui marquerait l'apogée du système néo-corporatiste, du règne des experts et des technocrates. La nomination de représentants de l'État et des syndicats auprès des comités de direction d'entreprises et de banques, puis le programme de "démocratie industrielle" axé sur la co-décision au travail et les fonds d'investissement salariaux deviennent les cibles suivantes d'un discours orchestré par la droite

et les libéraux. Dans les années 1980, c'est l'ensemble du secteur public et l'État-providence qui sont plus systématiquement visés et le patronat (SAF-Suède) subventionne plusieurs offensives idéologiques sur ce terrain, dont l'aboutissement est son retrait des conventions de négociation centralisée des salaires. A cette évolution correspond aussi une transformation idéologique majeure du vieux conservatisme en un nouveau parti de culture néo-libérale qui fustige l'inefficacité de l'État et du secteur public, la fiscalité démesurée et la culture collectiviste passive imprimée par la social-démocratie. Cette transformation entraîne la seconde marginalisation historique du vrai parti libéral : déjà battu sur son terrain du parlementarisme, du suffrage universel et de la philanthropie sociale par la gauche, au début du 20^{ème} siècle, il perd à nouveau le privilège du libéralisme économique au profit de la droite traditionnelle en rénovation⁹⁸⁰.

8.1.1 *Le regard de l'étranger*

L'ouvrage de Roland Huntford, "Le nouveau totalitarisme", constitue un point de départ commode pour envisager les thèmes principaux de ce discours sur l'État social-démocrate. Huntford, correspondant de l'*Observer* britannique en Scandinavie dans les années 1960, place son récit sous le signe du meilleur des mondes d'Aldous Huxley⁹⁸¹ : les Suédois ont appris à aimer leur douce servitude en échange de la sécurité économique et sociale ; le pouvoir social-démocrate repose sur la maîtrise et le discours technologique, la révérence de l'expertise et de la planification, le contrôle de la télévision et de l'éducation et un nouveau culte de l'État au service de la société⁹⁸².

Le problème des arguments de Huntford n'est pas qu'ils soient totalement dépourvus de fondement mais il tient au grossissement culturaliste et à des interprétations parfois assez étranges de l'histoire de l'État en Europe ; ainsi, on peut lire que le féodalisme aurait tempéré la centralisation et l'absolutisme des États continentaux et britannique, permettant l'émergence d'un contrat social et du libéralisme politique, alors que son absence en Suède serait la cause d'une tradition autocratique centralisée plus ancienne et moins contrainte. La longue histoire

⁹⁸⁰ Toutefois, les deux partis de centre-droit (libéraux et centristes) n'ont pas dit leur dernier mot. Alors qu'ils semblaient presque condamnés à disparaître de l'arène parlementaire, ils ont prouvé que leurs ressources n'étaient pas encore épuisées et le parti libéral suédois a effectué une remontée spectaculaire lors des dernières élections de 2002. Ceci confirme la flexibilité électorale étonnante du système de partis suédois dans le cadre d'une structure de compétition finalement assez stable.

⁹⁸¹ A. Huxley, *Le meilleur des mondes* (*Brave New World*), 1932

de la représentation par états au *Riksdag*, l'existence d'une paysannerie plus libre en dehors des périodes de remembrement des domaines royaux et, précisément, certaines limitations du pouvoir aristocratique décentralisé sont négligées dans ce tableau sommaire⁹⁸³. S'il est vrai que le libéralisme suédois s'est développé tardivement et sous une forme hybride, il est loin d'être complètement inexistant et s'est même fortement renouvelé après la seconde guerre mondiale. Au moment où Huntford publie son ouvrage, il est surprenant qu'il ne prenne guère en compte la montée des tensions et des revendications sociales qui touchent aussi la Suède à la fin des années 1960. Cette thèse est donc la version négative du consensus et du compromis scandinave, plutôt généralement encensés à l'étranger depuis la publication de *Sweden: The Middle Way*, par Marquis Childs⁹⁸⁴. Ces deux options opposées identifient sans aucun doute des tendances séculaires de la société suédoise mais elles oblitèrent en même temps les dimensions du conflit et du pluralisme qui subsistent en parallèle du corporatisme et de la dominance d'un parti. L'idée avancée par Huntford que l'individualisme est largement étranger aux mœurs suédoises⁹⁸⁵ est aussi un pont-aux-ânes et n'a guère de fondement solide ; au contraire, l'anthropologie sociale a démontré que cet individualisme est plutôt radicalement développé et qu'il ne correspond pas nécessairement aux normes collectives dominantes de la politique en Scandinavie⁹⁸⁶. Cette insistance sur le collectif apparaîtrait alors plutôt comme une tentative d'exorcisation, de conjuration des tentations individualistes extrêmes.

Il n'est pas nécessaire de commenter plus longtemps le tableau historique grossièrement simplifié de Huntford⁹⁸⁷, d'ailleurs tout entier inspiré par la supériorité supposée du modèle

⁹⁸² Nous faisons référence à la deuxième édition anglaise (1975), hormis pour les traductions qui sont issues de la traduction.

⁹⁸³ Si l'expansion territoriale suédoise et l'économie de guerre - de la fin du 16^{ème} au début du 18^{ème} siècle - avaient renforcé le rôle politique d'une caste de noblesse guerrière, l'emprise de l'aristocratie foncière connaît des variations régionales importantes : le sud de la Suède - comme le Danemark - reste longtemps l'apanage de grands domaines proches d'un féodalisme que l'on dit absent de cette aire géographique. Huntford applique les mêmes stéréotypes rapides en décrivant un État britannique limité dans ses capacités du fait de la pluralité des pouvoirs féodaux, aristocratiques ou bourgeois ; cette conception a été remise en cause et n'est certainement plus valable à partir du 19^{ème} siècle lorsque les ressources bureaucratiques et répressives (contrôle social) de l'État britannique sont bien supérieures en proportion. Stefano Bartolini a proposé un indicateur d'étatisme qui confirme bien cette hiérarchie. S. Bartolini, *op. cit.*, 2000, chapitre sept, notamment p. 316-320.

⁹⁸⁴ M. Childs, *op. cit.*, 1936.

⁹⁸⁵ R. Huntford, *op. cit.*, p. 34.

⁹⁸⁶ Voir les travaux de Åke Daun (*Strategi för gemenskap : essäer om boendets och samvarons villkor*, Stockholm, Tiden, 1976 ; *Egennyttan och det sociala medlemskapet*, Stockholm, Tiden, 1982 ; *Svensk mentalitet : ett jämförande perspektiv*, Stockholm, Rabén & Sjögren, 1989) dont certains sont traduits en anglais ; également, L. Trägårdh, "Svenskhet och civilitet : om dygd, kärlek och oberoende i svensk politisk kultur", p. 11-34 dans L. Trägårdh, P. Aronsson (Ed.), *Civilt samhälle kontra offentlig sektor*, Stockholm, SNS, 1995 ; sur la Norvège, O. Brox, M. Gullestad, *På norsk grunn*, Oslo, Ad Notam, 1989.

⁹⁸⁷ Il ne faut pas chercher loin pour mettre à jour ces simplifications ; par exemple, Huntford pose que l'échec de la grève générale de 1909 allait dissuader les travailleurs et les syndicats de recourir à cette arme de la grève, d'où la pacification légendaire du marché du travail. C'est bien sûr oublier que la Suède devait connaître plus de

britannique et la monstruosité du développement politique et social suédois⁹⁸⁸. Il est cependant intéressant de recenser rapidement les différents secteurs dans lesquels l'auteur identifie la marque de la fusion du parti et de l'État. Le premier indicateur est qu'aucune séparation n'est établie entre le SAP et l'appareil d'État ou le système représentatif en général ; il n'est jamais fait mention des autres forces politiques et du parlement autrement que comme opposition stérile et comme "compagnie de transport" législative, selon une expression célèbre employée pour désigner le *Riksdag*. Le parti social-démocrate aurait ainsi hérité des structures de l'État bureaucratique dirigiste, pratiquement inchangées, et se serait contenté d'y ajouter sa philosophie de la planification industrielle ainsi qu'une participation accrue des grands intérêts organisés. La continuité du pouvoir aurait permis de nommer un grand nombre de sociaux-démocrates et de syndicalistes aux postes de haute responsabilité dans l'administration publique et les commissions spécialisées⁹⁸⁹.

"Avec les années, les sociaux-démocrates ont pris le contrôle de l'administration, leur bureaucratie privée infiltrant le service public afin de développer une forme de gouvernement qui court-circuite le processus parlementaire. La route du pouvoir n'est pas celle de l'Assemblée mais celle de la bureaucratie"⁹⁹⁰.

En d'autres termes, ce parti n'a fait que renforcer une tradition étatique forte et préexistante, tout en s'y identifiant intimement. Il a également associé à la sphère publique un certain nombre d'organisations historiquement liées au mouvement ouvrier si bien que certaines d'entre elles ont acquis une position institutionnelle reconnue. Le rôle considérable des syndicats, selon Huntford, est difficile à concevoir hors d'un référentiel "totalitaire"⁹⁹¹.

Tous ces éléments sont importants car ils correspondent assez bien à la description standard de l'État captif social-démocrate⁹⁹², description qui n'a jamais véritablement été la résultante d'enquêtes approfondies mais qui relève plutôt d'une perception assez spontanée d'un ordre apparemment hégémonique et de réflexions d'ensemble sur la culture politique.

conflits du travail que n'importe quel autre pays d'Europe durant les années 1920. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

⁹⁸⁸ Car Huntford reconnaît par ailleurs la réussite économique et égalitaire du pays (*op. cit.*, p. 69-70).

⁹⁸⁹ *Ibid.*, p. 78.

⁹⁹⁰ *Ibid.*, p. 135. "With the years, the Social Democrats have acquired possession of the bureaucratic establishment, their private bureaucracy infiltrating the civil service to foster a mechanism of government that by-passes the parliamentary process. The road to power lies, not through the Diet, but in the bureaucracy".

⁹⁹¹ *Ibid.*, p. 136. L'usage du concept de totalitarisme est un peu cavalier. Il semble que l'auteur identifie surtout des tendances corporatistes qu'il ne compare jamais directement au corporatisme de l'Italie fasciste. L'intrusion de l'État à tous les niveaux de la vie sociale, la participation massive, parfois obligatoire, aux organisations et la réduction consécutive de la sphère privée sont les trois autres similitudes importantes.

Hormis toutes les erreurs, exagérations et approximations qui émaillent l'analyse de ce "nouveau totalitarisme", les causalités génétiques hâtivement construites et les interprétations fortement culturalistes ou déterministes, l'ouvrage de Roland Huntford n'établit que des généralisations systématiques à partir de certains phénomènes dont l'amplitude reste à vérifier. Cela dit, l'objectif de ce livre étant ouvertement polémique, il ne s'agit pas ici d'en faire une critique rigoureuse. En outre, la caractérisation du système politique qu'il établit est relativement commune à tous les discours, plus ou moins raffinés, plus ou moins scientifiques de l'État social-démocrate.

Ce genre narratif a eu quelques séquelles, quoique jamais de la même envergure que l'essai original⁹⁹³. La sensibilité habituelle des Suédois aux représentations étrangères de leur pays ne semble pourtant pas avoir été interpellée par ces disqualifications des années 1970, après le concert de louanges qui leur était traditionnellement réservé. Selon un autre correspondant de presse, Guy de Faramond, le degré d'exagération et de caricature a probablement limité le champ du débat⁹⁹⁴. Par ailleurs, ces critiques se trouvaient relayées par la virulence accrue des offensives de l'opposition en Suède, dans un climat politique considérablement plus polarisé ; dans ce contexte, quelques auteurs autochtones se lancent à l'assaut du "Léviathan social-démocrate" tandis que la première phase d'opposition de l'après-guerre ouvre probablement de nouveaux horizons à la critique idéologique.

8.1.2 *Le retour de la droite*

(a) Démontez la machine social-démocrate

Ce genre d'enquêtes qui se veulent "réalistes" quant à la véritable distribution du pouvoir s'est développé très lentement en Suède. En dehors de la propagande politique des partis bourgeois, on en décèle les premières traces prudentes à l'orée des années 1970, dans un

⁹⁹² A la différence que l'auteur considère la longue tradition de l'État comme principale responsable. D'autres y voient d'abord le rôle transformateur de la social-démocratie.

⁹⁹³ Voir par exemple R. A. Weber, "Sweden Inc. The Total Institution", *Worldview*, vol. 18, n° 3, Mars 1975, p. 20-30 ; une référence antérieure est l'ouvrage de Kathleen Nott, *A Clean, Well-Lighted Place: A Private View of Sweden*, London, Heinemann, 1961.

⁹⁹⁴ G. de Faramond, "Un pays totalitaire ? Réponse à Roland Huntford", dans *Suède : la réforme permanente*, Paris, Stock, 1977, p. 283-305.

ouvrage d'Åke Ortmark (titre) qui s'interroge entre autres sur les causes de la longue hégémonie social-démocrate⁹⁹⁵. Ortmark est aussi journaliste et la tonalité de son discours tranche notablement avec les représentations habituelles de la politique suédoise ; c'est parce qu'il envisage différemment le rôle et les motivations des élites du pouvoir, d'abord comme une compétition pour la distribution des offices et du prestige, bref en leur restituant et en soulignant leur dimension carriériste, leurs ambitions et les jeux de pouvoir. Il prétend aussi dire tout haut ce que les sociaux-démocrates pensent tout bas, par exemple lorsqu'il s'agit du manque de charisme de Tage Erlander et des différents groupes qui souhaiteraient son remplacement. Ortmark déplore la forte concentration du pouvoir intervenue - en parallèle - au sein de l'État et du secteur privé. Il évoque aussi certaines contradictions de l'intervention de l'État dans le cadre des régimes démocratiques, telle que les activités de la police secrète ou la censure tacite⁹⁹⁶. Mais sa chronique politique n'est pas centrée uniquement sur le rôle du parti social-démocrate et de l'État.

En 1975, un an avant l'alternance historique, Erik Anners - actif au sein de l'institution d'éducation populaire proche du parti modéré (*Medborgarskolan*) - publie une étude beaucoup plus ambitieuse et qui cherche à établir une morphologie de "L'appareil de pouvoir social-démocrate"⁹⁹⁷. Malgré son caractère partisan, il faut avouer que cet ouvrage est resté presque unique en son genre tant il accumule les détails au sujet du fonctionnement "effectif" de cette machine colossale. D'une certaine manière, il s'agit d'une approche complètement opposée à celle de Roland Huntford, en ce qu'elle s'acharne sur les dimensions empiriques du phénomène en s'abstenant largement de considérations et de jugements moraux. C'est un portrait froid, sans concession et très détaillé, du mouvement ouvrier et de sa fusion dans l'État. Au final, il dresse aussi une galerie de portrait de cette élite mobile qui circule à travers les multiples réseaux de la constellation social-démocrate, des ministères et de l'administration publique. L'idée centrale est celle d'une interpénétration généralisée des différents niveaux de pouvoir ; certes, il existe toujours des organisations formellement distinctes et des hiérarchies mais la stratégie ancienne de "prise de participation" du SAP dans un certain nombre de mouvements populaires (syndicats, coopératives, associations éducatives, etc.) s'est reproduite à l'échelle de l'État et dans le cadre corporatiste. Si le travail d'Erik Anners devait être considéré comme partie prenante de la propagande bourgeoise, on

⁹⁹⁵ Å. Ortmark, *op. cit.*, 1968.

⁹⁹⁶ *Ibid.*, p. 110.

⁹⁹⁷ E. Anners, *op. cit.*, 1975.

ne trouvera nulle part ailleurs un aussi grand luxe d'informations sur ce système de relations politiques complexes, qui sont toujours utiles à l'observateur étranger non initié. En réalité, l'auteur est loin d'être seulement critique et reconnaît très fréquemment les contributions importantes de la social-démocratie et de ses nombreuses organisations affiliées. Mais en questionnant la sincérité des objectifs officiels ou l'indépendance partisane déclarée de certaines de ces entités, en identifiant une politisation forte de l'administration publique - elle aussi réputée pour son autonomie unique vis à vis du gouvernement - et, finalement, en accusant le SAP d'accumuler des ressources disproportionnées dans la compétition politique, Annars pratique une sorte d'anathème qui ne peut pas être bien reçue.

Dans sa perspective, il est plus justifié de parler de "système" ou "d'appareil" que d'État car il s'agit d'un ensemble d'instances ramifiées et qui sont liées entre elles dans une sphère social-démocrate. En recevant des subsides publics importants pour financer leurs activités, certaines de ces organisations historiquement proches du parti en viennent à se voir investir de fonctions parapubliques qui s'ajoutent à leur participation fréquente au processus de consultation néo-corporatiste. Annars montre ainsi que l'association éducative ABF, déjà évoquée, reçoit des subventions sectorielles particulières de la part d'organes de l'État en vue de faire de l'information auprès des consommateurs ou des salariés, d'organiser des activités destinées aux personnes handicapées et d'autres formes de prestations de services génériques qui font abstraction des affinités et objectifs politiques d'ABF⁹⁹⁸. Ce type de relations est considéré comme exemplaire d'un grand nombre de structures inégalitaires :

"Le programme social-démocrate pour la Suède des mouvements populaires consiste simplement à intégrer l'appareil politico-économique social-démocrate dans des secteurs importants de l'administration publique, selon les mêmes principes qui ont déjà servi à associer l'appareil partisan au pouvoir d'État, entre autres au sein du Secrétariat du gouvernement"⁹⁹⁹.

Annars souligne aussi l'importance du pouvoir de nomination du gouvernement au sein des ministères, de l'administration et des directions de région (*Landshövding/Länsstyrelser*).

⁹⁹⁸ *Ibid.*, p. 70. Les autres centres éducatifs plus proches de l'opposition reçoivent aussi des subventions publiques, quoique généralement considérablement moins élevées et systématiques. A ceci s'ajoute l'apport significatif des "clients" du mouvement ouvrier et des syndicats, à la fois en termes de contributions directes mais aussi de "contrats" éducatifs. L'État ayant consacré le rôle des syndicats dans la formation initiale et le recyclage des nouveaux immigrants, ABF reçoit automatiquement tous les clients de LO. A défaut d'être une situation de monopole, il s'agit néanmoins d'un système de privilèges (*Ibid.*, p. 73).

⁹⁹⁹ *Ibid.*, p. 234. "Det socialdemokratiska programmet för folkrörelse-Sverige innebär helt enkelt att man skulle integrera den socialdemokratiska politiskt-ekonomiska maktapparaten med viktiga delar av det allmännas

Même s'il y a des limites, ces nominations de fidèles s'étendent au sein des entreprises d'État, restées somme toute peu nombreuses en Suède, dans les commissions publiques et dans certains organes ou comités de surveillance, en lien avec les médias nationaux (radio) par exemple¹⁰⁰⁰. Ce phénomène est à la fois facile à identifier et difficile à mesurer car les nominations politiques ne se ressemblent pas toutes. D'une part, la sélection politique tient souvent compte d'autres critères de compétence et ne signifie pas que le candidat n'a pas le profil de l'emploi ; il ne signifie pas non plus que la loyauté politique soit incompatible avec un exercice responsable et efficace de ces fonctions, voire avec une autre forme de loyauté envers l'institution d'affectation. D'autre part, il existe des variations nombreuses sur le thème de l'affiliation à un parti, comme nous le verrons, ce qui pose des problèmes considérables de définition de la "politisation" : il existe ainsi des fidèles qui ne sont pas membres et des membres qui le sont avant tout devenus par carriérisme. Que dire enfin des effets de l'interaction continue -à l'échelle de décennies - entre un corps de hauts fonctionnaires et un même parti? Il semble inévitable que de nombreux rapprochements s'établissent, par-delà la tradition d'indépendance de l'administration suédoise. Nous allons revenir sur ces problèmes un peu plus loin.

(b) Le contre-réformisme libéral

A partir des années 1980, et notamment avec le retour au pouvoir du SAP en 1982, la propagande de la droite s'intensifie notablement, avec l'appui plus marqué des milieux industriels. C'est le temps des grandes victoires apparentes du néo-libéralisme, du gouvernement Thatcher à la présidence Reagan¹⁰⁰¹ et, même si la gauche remporte des victoires historiques en France, au Portugal ou en Espagne, l'idéologie de la dérégulation et de la privatisation semble tenir le haut du pavé. Les gouvernements socialistes vont d'ailleurs devoir s'accommoder de cette conjoncture et de la nouvelle pression idéologique ; l'État n'est plus à la mode, du moins dans sa version social-démocrate, et l'idée de réforme change aussi de contenu : il s'agit de réformer le secteur public, de décentraliser, de dégraisser, de favoriser l'initiative privée et la liberté de choix des citoyens dans une société de services. En Suède, à la suite des six années d'alternance, de 1976 à 1982 et sans pour autant que l'on ait pu

myndigheter och organ efter samma principer som man redan integrerat partiapparatet och statsmakt bl. a i statsrådsberedningens kansli".

¹⁰⁰⁰ *Ibid.*, p. 221.

constater un changement radical de politique, l'image du secteur public s'est considérablement ternie et se trouve associée à la dépense (déficit), l'inefficacité chronique, l'impôt et la croissance de ses effectifs¹⁰⁰².

Le renouveau du discours de droite est aussi une réponse aux grandes offensives de gauche des années 1970 et s'accompagne d'un certain nombre de projets concrets qui requièrent une théorie de l'État, à la fois dans sa nature présente et à venir. Cette réflexion oscille entre propagande et ambitions d'analyse plus rigoureuse. La maison d'édition suédoise *Timbro* devient également le centre de diffusion de ces publications qui sont ainsi "marquées" du sceau de leur affinité avec la droite. Des économistes et philosophes étrangers influents sont aussi traduits dans ce cadre, tel Friedrich Hayek Robert Nozick, James Buchanan ou Ronald Coase. L'idée principale est que le modèle suédois est dorénavant dépassé et ne convient plus aux exigences d'une société post-industrielle basée sur la technologie, les services et l'information. Le dirigisme et le planisme centralisés, la forme de négociation des salaires dans une économie très exposée (exportatrice) et le poids de la fiscalité ne peuvent plus continuer¹⁰⁰³. La "société civile" doit réaffirmer son identité, son autonomie et ses capacités par rapport à l'État, bien que la définition de cette société en question reste un sujet de débat : selon l'approche du groupe de prospective du parti modéré, dirigé par le sociologue Hans Zetterberg, la société civile se manifeste plutôt à travers une reconquête des territoires de l'individu et de la famille¹⁰⁰⁴, de leurs réseaux de proximités ; cette vision "privée", très proche du concept de capital social selon Robert Putnam, a été critiquée pour son manque d'attention à la dimension proprement politique de la société civile, au rôle de la "sphère publique" et de ses institutions dans la création d'une capacité critique et d'opposition constructive¹⁰⁰⁵. Très probablement, l'ancien parti conservateur rencontrait au moins autant de difficultés à concilier ses éléments conservateurs traditionalistes et sociaux (parfois étatistes) avec le néo-libéralisme, que les sociaux-démocrates avec leurs propres courants ; et le

¹⁰⁰¹ En Scandinavie, la Norvège et le Danemark passent à droite.

¹⁰⁰² B. Czarniawska, "The Ugly Sister: On Relationships between the Private and the Public Sectors in Sweden", *Scandinavian Journal of Management Studies*, November 1985, p. 83-103.

¹⁰⁰³ Voir le programme du parti modéré entériné au congrès de 1987 : *Förändring och förankring - ett manifest om framtiden*, cité dans S-B. Ljunggren, *Folkhemskapitalismen. Högers programutveckling under efterkrigstiden*, Stockholm, Tiden, 1992, p. 376-377.

¹⁰⁰⁴ *Ibid.*, p. 384.

¹⁰⁰⁵ R. D. Putnam, *Bowling alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000. Pour quelques critiques du concept de société civile chez Putnam, voir Michael W Foley et Bob Edwards, "The Paradox of Civil Society", *Journal of Democracy*, vol. 7, n° 3, 1996, p. 38-52 ; L. Diamond, "Three Paradoxes of Democracy", p. 111-123 dans L. Diamond, M. Plattner (Ed.), *The Global Resurgence of Democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996. L'importance accordée au groupe familial ne semblait pas même faire l'unanimité au sein de la droite libérale suédoise, certains éléments souhaitant mettre l'accent sur l'initiative et l'autonomie individuelle avant toute autre chose.

positionnement par rapport au rôle de l'État apparaissait alors comme la principale pomme de discorde. S'il existe une forte spécificité et légitimité suédoises ou scandinaves de l'État-providence, il semble normal que la droite cherche à développer une critique tout aussi spécifique de ce système, tout en reconnaissant à demi-mot qu'elle a pris part à leur procès de construction. Dans les années 1990, Hans Zetterberg et son équipe s'attellent ainsi à un vaste projet plus académique de réflexion autour de ce thème de l'État social, qui marque la volonté de restructurer la perspective libérale sur un plan plus "scientifique" ou historique¹⁰⁰⁶.

Dans une des publications de *Timbro*, Jan Wallenberg exposait avec clairvoyance la nécessité d'une connaissance plus approfondie de la social-démocratie et de son "régime" :

"La connaissance de la social-démocratie est importante pour deux raisons. Premièrement, il n'y a pas besoin de chercher très loin pour réaliser que la social-démocratie suédoise continuera d'avoir une importance capitale dans le développement social suédois, qu'elle dispose ou non d'une majorité parlementaire (...) Deuxièmement, la social-démocratie reste en partie difficile à comprendre pour de nombreux observateurs bourgeois, en dépit de sa longue occupation du pouvoir"¹⁰⁰⁷.

Wallenberg met ainsi en exergue les ambivalences du parti social-démocrate en tant qu'employeur, par l'intermédiaire du service public, et représentant des intérêts de cette classe fonctionnaire étendue, au travers de ses relations avec la centrale LO à laquelle ils sont affiliés. Ces grands syndicats de la fonction publique nationale et locale sont aussi des banques de votes essentielles du parti et ont largement supplanté les centrales ouvrières traditionnelles par leur croissance récente¹⁰⁰⁸. Il refuse cependant de considérer le SAP comme un "superorgane rationnel gouvernant chaque section de la société" : il existe des conflits et des lignes de fracture au sein et dans les parages de cette organisation disciplinée et c'est, du reste, justement la prédominance de cette classe fonctionnaire dans la clientèle et l'organisation social-démocrate qui est le révélateur d'un certain nombre de dilemmes identitaires liés à la longue association avec l'État¹⁰⁰⁹. En d'autres termes, la préservation de cette large sphère de services publics et sociaux et de ses intérêts constitue une contrainte institutionnelle forte pour l'avenir de la social-démocratie :

¹⁰⁰⁶ Voir H. Zetterberg, *Den svenska socialstaten - Ett forskningsprojekt*, Stockholm, City University Press, 1992 et les volumes suivants dans cette même collection.

¹⁰⁰⁷ Jan Wallenberg, *op. cit.*, 1987, p. 67. "Kunskap om socialdemokratin är viktig av två skäl. För det första krävs ingen djup analysis för att förstå att svensk socialdemokrati kommer att ha utomordentligt stor betydelse för svensk samhällsutveckling, oavsett om den har majoriteten i riksdagen eller ej (...) För det andra så är socialdemokratin trots sitt långa maktinnehav delvis svårförståelig för många borgerliga iakttagare".

¹⁰⁰⁸ *Ibid.*, p. 34.

¹⁰⁰⁹ *Ibid.*, p. 45-47.

"L'ancienne organisation de combat autonome devient de plus en plus intégrée au sein de la bureaucratie publique et de plus en plus institutionnalisée selon les codes de la société établie"¹⁰¹⁰.

Par ailleurs, cette imbrication forte rend la fonctionnalité d'une alternance politique problématique, en raison de la culture politique des personnels bureaucratiques déjà évoquée. C'est toutefois à ce niveau que les différents auteurs se limitent à des considérations d'ordre très général, tant il est difficile de cerner l'ampleur et les conséquences réelles de ce phénomène. Quand bien même on serait capable d'identifier précisément l'emprise des sensibilités social-démocrates au sein de l'appareil d'État, cela ne donnerait qu'une idée très imparfaite du degré de contrôle effectif de ce parti.

A la fin des années 1990, l'exhumation de cadavres dérangeants a permis de nourrir l'offensive contre l'étatisme social-démocrate. Après avoir longtemps débattu des activités anticommunistes des services spéciaux suédois (*Intelligensbyrån*), c'est la question de l'eugénisme et de l'implication du gouvernement à cet égard, pendant l'entre-deux-guerres, qui a soudainement refait surface¹⁰¹¹. En adoptant une attitude conciliatrice et plus ouverte vis à vis de l'examen de leur passé, les sociaux-démocrates ont réussi à limiter les effets de disgrâce ; comme souvent, une expertise a été commanditée pour examiner les soubassements historiques et politiques de l'eugénisme, ce qui permet à la fois de différer une partie du débat dans l'attente des conclusions des enquêtes, d'une part, et de déplacer le centre de gravité de cette polémique vers le champ académique, d'autre part.

8.2 L'ingénierie publique social-démocrate : un état des lieux

Si les quelques études que nous venons de passer en revue soutiennent généralement la thèse hégémonique, la littérature dite "scientifique" ou historique a curieusement développé la tendance inverse : il a longtemps régné, et encore aujourd'hui dans une certaine mesure, un silence étonnant autour des rapports institutionnels entre la social-démocratie et l'État, à l'exception de son rôle moteur en matière de politique sociale. L'accent a constamment été

¹⁰¹⁰ *Ibid.*, p. 53. "Den gamla självständiga kamporganisationen blir alltmer integrerad i den offentliga byråkratin och alltmer institutionaliserad på det etablerade samhällets villka".

placé sur le caractère unique de l'organisation du mouvement ouvrier, le réformisme économique et social et le rôle des syndicats, l'importance de la solidarité salariale et des négociations entre partenaires sociaux dans le succès de la politique industrielle. Par exemple, lors du centenaire de la naissance du SAP, plusieurs historiens proches du mouvement ouvrier publiaient un livre de référence intitulé "La société social-démocrate", récapitulant un siècle de l'histoire du parti ; comme le suggère déjà le titre, la question de l'État n'apparaît qu'en négatif, telle une sorte d'ombre chinoise, dans cet ouvrage pourtant collectif¹⁰¹². En examinant la littérature disponible pour construire cette recherche, il est apparu évident que le choix et le traitement des sujets ayant trait à l'œuvre social-démocrate négligeaient cette dimension institutionnelle où la considéraient comme marginale. Par ailleurs, l'étude de la bureaucratie s'est généralement détournée du problème complexe de la politisation, en soulignant essentiellement les continuités dans la tradition "d'indépendance" de agences administratives. Ces carences ne sont pas sans importance car elles nourrissent finalement les thèses inverses de la conspiration des élites, de l'infiltration social-démocrate des milieux universitaire et intellectuel qui musellerait la critique, bref d'une large censure tacite imposée par le pouvoir et largement refoulée dans la conscience collective.

En Norvège, ce "silence" semble avoir été brisé plus précocement avec la publication de l'ouvrage très polémique de Jens Arup Seip¹⁰¹³. Sans aucun doute, la nature de ce travail est plus proche du pamphlet, mais le fait qu'il était écrit par le plus grand historien politique norvégien modifiait vraisemblablement les conditions de sa réception et de son influence dans le milieu académique. Nous avons dit que Stein Rokkan, contemporain de Jens-Arur Seip et issu d'une discipline voisine, avait critiqué les "terribles simplifications" qui consistaient à envisager "l'État d'un seul parti"¹⁰¹⁴. En avançant le concept de "pluralisme corporatiste" (*corporate pluralism*), Rokkan cherchait vraisemblablement à se démarquer de cette perspective par trop unitaire et affirmer le caractère intrinsèquement mixte et ouvert de l'État dans les régimes parlementaires et démocratiques modernes. Son approche insiste sur la pluralité des canaux d'influence et de participation directe - au-delà du seul parlement - pour les différents intérêts organisés. Les modes complexes de consultation, la diversité des

¹⁰¹¹ A cet égard, le journaliste et essayiste Maciej Zaremba s'est imposé comme l'un des critiques les plus actifs de l'héritage social-démocrate. Voir M. Zaremba, *op. cit.*, 1997.

¹⁰¹² K. Misgeld, K. Molin, K. Åmark (Ed.), *Socialdemokratins samhälle. SAP och Sverige under 100 år*, Kristianstad, Tiden, 1988, Tr. angl. *Creating Social Democracy*, Philadelphia, Pennsylvania State University Press, 1992. Remarquons le choix du titre (en suédois, "*socialdemokratins samhälle*" veut dire "la société social-démocrate"), même si les termes de société et d'État sont utilisés de façon relativement interchangeables en suédois.

¹⁰¹³ J. A. Seip, *op. cit.*

¹⁰¹⁴ Cité dans H. Skjeie, *op. cit.*, p. 23.

acteurs, le nombre important d'adhérents dans ces différents groupes ainsi que l'absence de régulation autoritaire de ces activités par l'État suggèrent que l'on n'a pas affaire à un système corporatiste fermé¹⁰¹⁵. Malgré l'essai provocateur de Seip, c'est cette dernière perspective qui l'a emporté et s'est développée à travers une grande "spécialité" norvégienne, la sociologie des organisations et des institutions ; Johan P. Olsen en est le représentant le plus connu et il est intéressant de constater que son approche de l'État est radicalement opposée à celle de Seip. Dans un ouvrage classique, il envisage l'État comme une structure où diverses coalitions d'élites représentant des intérêts sectoriels sont en confrontation pour la définition de règles, valeurs et la distribution légitime de ressources dans différentes arènes. L'accent est placé sur les négociations complexes entre groupes d'intérêts sanctionnée dans le cadre du néo-corporatisme¹⁰¹⁶.

En Suède, il a fallu attendre la fin des années 1980 pour que soit initiée une réflexion différente sur la marque institutionnelle de la social-démocratie dans l'appareil d'État. Un des moments importants de cette évolution est la publication de la thèse de Bo Rothstein qui, si elle est intitulée "l'État corporatiste" en Suédois, sera ensuite traduite en anglais par "l'État social-démocrate"¹⁰¹⁷. Ce travail s'éloigne en effet d'une approche souvent trop dépolitisée du concept de (néo-)corporatisme, facilitée par l'apparent partage fonctionnel et les circuits très standardisés des responsabilités dans ce type de système. Rothstein est donc loin d'avoir été le premier à se pencher sur les modes de participation formalisée des organisations dans le cadre de l'État¹⁰¹⁸, mais il va cependant plus loin dans l'analyse des stratégies institutionnelles social-démocrates à cet égard. Etant donné que ces perspectives relativement nouvelles interviennent tardivement, à une époque où tant la dominance social-démocrate que les arrangements néo-corporatistes sont soumis à de fortes pressions, il est possible qu'elles restent des efforts isolés et sans suite. Quoi qu'il en soit, le discours scientifique a continué de se distinguer d'une rhétorique de l'hégémonie en privilégiant plus volontiers la notion de "régime social-démocrate"- soit un ensemble de caractères stables hérités des idées et politiques promues par ce parti - plutôt que l'assimilation presque organique de l'État et du parti.

¹⁰¹⁵ S. Rokkan, *op. cit.*, 1966.

¹⁰¹⁶ Voir J. P. Olsen, *op. cit.*, 1983.

¹⁰¹⁷ B. Rothstein, *op. cit.*, 1996.

¹⁰¹⁸ Parmi les plus connus, il faut citer les travaux pionniers de Gunnar Heckscher, *op. cit.*, 1946 et Nils Elvander, *Intresseorganisationerna i dagens Sverige*, Lund, Gleerup, 1966. Nous avons rappelé que l'ouvrage célèbre de Marquis Childs sur la voie moyenne suédoise s'attache avant tout au rôle important des coopératives dans ce pays (M. Childs, *op. cit.*)

8.2.1 La politique institutionnelle : approches de la bureaucratie et du néo-corporatisme

Nous allons mélanger ici plusieurs dimensions qui ne sont pas facilement séparables et qui relèvent toutes de la construction de l'édifice institutionnel de l'État et du gouvernement modernes : la nature, l'agencement et le contrôle de l'administration publique, l'incorporation des intérêts organisés dans le processus de décision politique et la structure ministérielle. La question commune à ces trois dimensions est celle des transformations réelles imprimées par le parti social-démocrate au cours de ses mandats successifs ; car, si les politiques publiques sont en général des produits très mixtes d'initiatives, d'amendements et de délibérations impliquant gouvernement et opposition - sans parler de leur mise en application à l'échelle d'une société - les politiques institutionnelles peuvent souvent plus directement être attribuées à l'exécutif comme son œuvre propre.

(a) Entre deux modèles scandinaves : bureaucratie et politique

◇ La question des spécificités scandinaves

Avant que l'on parle d'un modèle social-démocrate de régulation publique en Scandinavie, un des traits communs et remarquables de ces expériences politiques était la forte spécificité de la bureaucratie, organisée en "agences" centrales (*verk*) relativement autonomes vis à vis d'un pouvoir ministériel tardif et fortement limité. Cette tradition de l'*ämbetsmannastat*, le modèle commun d'État bureaucratique qui culmine au 19^{ème} siècle et dont nous avons déjà parlé, est défini par le norvégien Francis Sejersted comme un gouvernement de hauts fonctionnaires et dont l'essentiel de la légitimité se situe dans le bastion de l'administration publique ainsi que dans une certaine prétention à la détention de l'expertise et des capacités du gouvernement raisonné. Ironiquement, Sejersted suggère qu'il existe finalement des similitudes intéressantes avec l'ancrage de la social-démocratie scandinave moderne dans la même fonction publique d'État, à près d'un siècle d'intervalle¹⁰¹⁹. Cependant, l'*ämbetsmannastat* était avant tout une forme de gouvernement pré-partisan, sans idéologie politique déclarée autre que la volonté de modernisation de certains grands cadres de l'État. En Norvège, le cabinet bénéficie sans doute d'une plus grande marge de manœuvre

qu'en Suède vis à vis d'un pouvoir royal diminué, car exercé indirectement dans le cadre de l'union avec le voisin ; mais la caractéristique dominante reste finalement la séparation assez nette entre les ministères et les agences administratives. Cette distinction fonctionnelle a longtemps été considérée comme un marqueur d'une spécificité importante en Scandinavie, les ministères ou "départements" étant de taille relativement restreinte et placés dans une relation de collaboration plutôt que de hiérarchie stricte¹⁰²⁰ vis à vis de la bureaucratie. Comme le dit bien Olof Petersson, "La relation entre le cabinet et l'administration centrale est l'un des grands mystères de la vie publique suédoise"¹⁰²¹. Ce dualisme ne devait pas faciliter la supervision et la direction centralisée de l'administration par le gouvernement et le(s) parti(s) au pouvoir, ce qui a suggéré un certain nombre de tentatives de réformes dès avant l'arrivée des sociaux-démocrates. En Suède, aucune de ces tentatives n'avait vraiment abouti avant l'avènement définitif du parlementarisme, au début des années 1920. Par exemple, au lieu de construire un grand ministère des affaires sociales, en 1912, le Premier Ministre libéral Karl Staaf devait créer une nouvelle Direction des Affaires Sociales (*Socialstyrelsen*), appelée à jouer un rôle très important dans ce secteur-clé¹⁰²². Ces carences de la direction proprement politique du gouvernement sont critiquées par certains à une époque où il semble nécessaire d'encourager le développement industriel par des mesures volontaristes¹⁰²³.

Cette division du travail assez particulière explique aussi la faible politisation de la bureaucratie, non que les fonctionnaires n'aient pas d'opinion politique, mais plutôt dans le sens où le recrutement sur une base expressément partisane n'était pas pratique courante ; au contraire, ce type de système aurait, dit-on, favorisé la survivance et la reproduction dynastique d'une caste de grands commis de l'État, initialement recrutés dans les rangs serrés de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie. Cette présence des hauts fonctionnaires est aussi longtemps marquée, y compris au sein des personnels ministériels, et il est même assez compréhensible qu'elle n'ait pas connu de transformation radicale au début des cabinets sociaux-démocrates : d'une part, le SAP a besoin de certaines des compétences accumulées, en particulier dans les domaines où ses cadres ne sont pas les mieux aguerris, l'expertise juridique et les finances, par exemple, ou bien la diplomatie. D'autre part, le parti a aussi fait la preuve de son approche très légaliste depuis ses origines et cela s'est renforcé au cours de

¹⁰¹⁹ F. Sejersted, *op. cit.*, 1997, p. 5.

¹⁰²⁰ La lettre constitutionnelle n'a jamais été très claire à ce sujet, évoquant une responsabilité de l'administration vis-à-vis du gouvernement mais sans préciser leur rapport avec les ministères individuels.

¹⁰²¹ O. Petersson, *op. cit.*, 1989, p. 66. "Förhållandet mellan regeringskansliet och ämbetsverken hör till de stora mysterierna i svenskt offentligt liv".

¹⁰²² *Byråkrati och demokrati. Problem kring den offentliga förvaltningen*, Lund, Studentlitteratur, 1971, p. 9.

son intégration politique ; la mise à l'écart des revendications républicaines et l'acceptation de la monarchie à la suite des compromis sur le suffrage et le parlementarisme en sont les meilleurs exemples et il semble que l'attitude vis à vis du personnel administratif tienne du même principe. Comme nous allons le voir, cela ne signifie pas qu'il n'y a eu aucun effort pour changer la structure du gouvernement et de la bureaucratie, mais l'esprit général de recrutement en fonction des compétences, sur une base largement méritocratique, n'est pas remis en cause. Certes, ce système méritocratique est parfois contesté, comme en témoignent certaines récriminations dans les motions au congrès du SAP jusque dans les années 1960 :

"Dans le processus général de démocratisation que notre pays a connu au cours des dernières décennies, un secteur a été négligé : l'accès à certains hauts emplois de l'État. Alors que, dans le secteur privé et aux postes de représentation, une grande place est réservée aux personnes ayant des compétences pratiques pour les emplois concernés, la sphère de l'État s'est trouvée fermée, tout à fait comme dans le passé. Des exemples peuvent être avancés, qui montrent que les possibilités d'avancement étaient, dans certains cas, plus nombreuses auparavant qu'aujourd'hui. Le léger assouplissement qui a récemment eu lieu est louable mais nous semble loin d'être suffisant (...) Nous ne disputons pas qu'il soit important d'avoir des personnels compétents dans les administrations de l'État. Mais ceci ne nécessite pas d'exclure tous ceux qui ne disposent pas de la compétence formelle"¹⁰²⁴.

L'idée exprimée ici est que les modes de recrutement favorisent les compétences formelles sanctionnées par des examens auxquels l'accès n'est toujours pas considéré comme égalitaire. Si la Suède ne dispose pas d'institutions très sélectives de formation à la haute fonction publique, contrairement à la France, il n'en reste pas moins que d'importantes inégalités face à l'éducation perdurent. Après 1945, cette critique ne stigmatise pas seulement l'inégalité des chances mais elle vise régulièrement ce qui apparaît comme un monopole d'une classe sur la haute administration, dont l'influence pourrait faire barrage à la mise en œuvre d'un programme social-démocrate. Il ne s'agit pas de dénoncer ouvertement le manque de loyauté ou de discipline des bureaucrates mais on peut suspecter des problèmes latents d'intercompréhension dus aux différences de dispositions sociales, pratiques et

¹⁰²³ Ce type de critique est présenté par Rudolf Kjellén, entre autres. Voir O. Petersson, D. Söderlind, *Förvaltningspolitik*, Stockholm, Publica, 1993, p. 28.

¹⁰²⁴ SAP, *Congrès de 1956, motion 49* (kompetens och befördringsfrågor). "den allmänna demokratiseringsprocess som vårt land genomgått de senaste årtionderna har ett område blivit eftersatt : tillträdet till vissa högre statliga tjänster. Medan i det privata näringslivet och till de förtroendevalda posterna i samhället stort utrymme lämnats för folk med praktiska kunskaper för det arbete som avses, har det statliga fältet varit stängt, alldeles som i äldre tider. Exempel kan framdras, som visar att möjligheterna till avancemang i vissa fall var större förr än i dag. Den lilla uppmjukning som nyligen skett är tacknämlig men synes oss långt ifrån

psychologiques¹⁰²⁵. Or, ce type de discours dans le camp social-démocrate s'est nettement atténué depuis la fin des années 1960 et cela pourrait suggérer que des évolutions se sont produites, qui auraient passablement modifié les rapports avec l'administration centrale ou régionale. C'est à partir de ce moment que l'on commence à parler d'une colonisation social-démocrate des postes plutôt que de leur infériorité dans ce domaine¹⁰²⁶. C'est toutefois la mesure de ces transformations et de leur effet réel qui pose des difficultés majeures, car il est problématique de s'appuyer sur la notion très ambivalente de "politisation"¹⁰²⁷. Cette dernière présente en effet une polysémie déroutante : s'agit-il d'une référence à un recrutement directement politique et partisan, à une évolution plus graduelle des attitudes et allégeances (des préférences partisans au vote) des personnels fonctionnaires ? Ou bien d'un renforcement du contrôle des ministères dorénavant "politisés" sur les agences administratives ? La troisième alternative est-elle une conséquence naturelle des deux précédentes ou bien peut-elle être réalisée indépendamment ? Il ne fait pas de doute que cette troisième forme de politisation a reçu plus d'attention dans le contexte scandinave, du débat déjà ancien sur la "politique ministérielle" contre la "politique bureaucratique", en passant par le néo-corporatisme et jusqu'aux réflexions plus récentes sur la réforme du service public¹⁰²⁸. Le problème qui se pose alors est de savoir si cette dernière forme de politisation constitue un renforcement des prérogatives du cabinet et des ministères en général ou bien si elle crée ses propres logiques et agences de pouvoir. En d'autres termes, ces différentes visions ne s'excluent pas nécessairement et peuvent au contraire se renforcer selon des modes très fluides, individuels et collectifs, et dont ni la mesure ni les effets attendus ne sont évidents.

◇ Les indices de la pénétration partisane

Dans ce paysage particulièrement complexe, il est possible de faire quelques constats relativement indiscutables ; le premier est que le nombre de postes directement et ouvertement

tillräcklig (...) Vi bestrider inte att det är viktigt att de statliga verken har kompetent folk. Men detta behöver inte utestänga alla som saknar den formella kompetensen".

¹⁰²⁵ U. Christoffersson et al., *Byråkrati och politik. En studie av den svenska statstjänstemannakåren*, Stockholm, Bonnier, 1972, p. 16.

¹⁰²⁶ En 1967, l'ouvrage de Åke Ortmark, "Le jeu du pouvoir en Suède" (*op. cit.*), suscite un débat - du reste peu objectif - autour de ces questions. Cf. *Byråkrati och demokrati, op. cit.*, p. 37-48.

¹⁰²⁷ Nous utilisons ce terme, non pas dans le sens habituel de formation et sensibilisation politique des citoyens mais dans celui de l'extension du domaine politique et partisan au sein de l'État.

¹⁰²⁸ Dans cette perspective, les références sont trop nombreuses et éparpillées pour être énumérées. Citons néanmoins, sur le cas norvégien, un récent ouvrage de synthèse historique qui adopte cette ligne de pensée : T. Grønlie (Ed.), *op. cit.*, 1999.

soumis à un recrutement partisan a augmenté, en priorité au sein de la structure ministérielle, avec la prolifération de secrétaires d'État¹⁰²⁹ et de conseillers politiques tandis qu'il est devenu possible de trouver un plus grand nombre de partisans ayant les qualifications de juristes souvent préférées pour un certain nombre d'emplois. Les Directeurs généraux d'administration, les préfets (*Landshövdingar*) et diplomates sont aussi devenus de candidats naturels à ce type de nomination partisane, pas nécessairement social-démocrate dans les deux derniers cas qui sont aussi un terrain de "compensation" pour les politiciens d'une opposition privée d'alternance. En 1971, le groupe des secrétaires d'État était constitué d'un mélange de hauts fonctionnaires traditionnels et de partisans ; en 1990, l'ensemble de ces fonctions était devenues "politiques" ; dans le même temps, l'affiliation partisane des directeurs généraux d'administration passe de 30 à 49 %, selon les mêmes sources¹⁰³⁰. Certes, ces types de nominations ne sont pas une nouveauté radicale et leur caractère plus clairement partisan est aussi la conséquence du développement inédit des organisations partisans dans le champ politique au 20^{ème} siècle. Par ailleurs, cette base partisane ne signifie pas pour autant que les candidats court-circuitent la hiérarchie des carrières et ne disposent pas du bagage légitime pour exercer le type de fonction qui leur est confiée ; leur expérience ou affiliation politique n'est du reste pas toujours susceptible d'être la plus nécessaire ou pertinente dans l'exercice de ces responsabilités¹⁰³¹. Il y a donc des limites à ce qu'on pourrait considérer comme un recrutement de faveur, un patronage, tandis que les sociaux-démocrates ont continué de bénéficier d'un large vivier d'emploi para-public à l'intérieur même du mouvement ouvrier. Mais il est aussi tout à fait compréhensible que la longévité social-démocrate au gouvernement ait eu pour effet de "convertir" un certain nombre de personnels administratifs, comme le suggère Peter Ehn :

"La longue dominance social-démocrate pendant la période de construction de l'État-providence a sans doute contribué à créer un climat de travail positif et créatif au sein des ministères. Dans ce contexte, il est à peine

¹⁰²⁹ A noter que cette fonction n'est pas équivalente au Secrétaire d'État dans la hiérarchie française. Il s'agit essentiellement d'un travail de concrétisation des propositions du gouvernement et de gestion des relations avec le parlement. L'avènement de ce poste, contemporain du parlementarisme en Suède, est une indication de l'évolution vers le gouvernement de partis.

¹⁰³⁰ P. Ehn, *Maktens administratörer: ledande svenska statstjänstemäns och politikernas syn på tjänstemannarollen i ett förändringsperspektiv*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Stockholm Universitet, 1998, p. 77.

¹⁰³¹ K. Holmgren, "Byråkrater och politruker", dans *Byråkrati och demokrati*, op. cit., p. 44. L'auteur, lui-même ancien conseiller du gouvernement, rappelle qu'une grande proportion des projets de loi ne suscite pas de débat ou de conflit politique notable.

surprenant que des fonctionnaires initialement "apolitiques" se soient orientés ensuite vers le parti de gouvernement"¹⁰³².

Pour mettre un peu d'ordre dans cette géométrie très variable, quelques études ont tenté de distinguer différents rôles typiques au sein de l'administration ; par exemple, la distinction d'Anders Mellbourn entre les agents traditionnels (*klassiska verkställare*), les fonctionnaires politiques (*politiska tjänstemän*) et les experts (*experter*)¹⁰³³. L'importance de ces deux dernières catégories s'est accrue sous les gouvernements sociaux-démocrates tandis que la primauté des compétences juridiques, généralement associées au premier type de rôle, s'est trouvée diminuée au profit des formations économiques, politiques et sociales, technologiques (ingénierie) et psychologiques. Si le parti social-démocrate a visiblement favorisé ce panachage, il est bien entendu plus difficile de le considérer comme la cause directe et unique d'une évolution sociologique longue et qui touche tous les niveaux de la sphère publique. Par ailleurs, il est vraisemblable que ces différents rôles puissent être revendiqués conjointement ou successivement, selon la nature du travail ou le contexte.

Ce degré de politisation ne permet pas de conclure à une hégémonie social-démocrate et les partis d'opposition ont finalement poursuivi une même stratégie normale de remplacement limité de certains personnels lors des rares alternances. Ces expériences de gouvernement bourgeois sont donc peut-être de bons terrains d'enquête pour mieux appréhender l'étendue de la mainmise social-démocrate sur l'appareil d'État. Quand l'alternance se produit, en 1976, c'est tout de même après 44 ans d'un système qui ne peut raisonnablement pas ne pas avoir laissé de traces. Il est aussi naturel que la nouvelle direction souhaite marquer une certaine rupture et s'attacher des collaborateurs qui partagent ses convictions, ses valeurs, ses ambitions ; la diversité interne d'une coalition nécessite aussi un certain "partage des dépouilles" même s'il n'a pas les proportions du *spoils system* américain. Mais comme presque tous les gouvernements d'alternance ont été des coalitions larges, il est difficile de savoir si le taux de remplacement des personnels publics aurait été le même dans d'autres conditions¹⁰³⁴.

¹⁰³² P. Ehn, *op. cit.*, p. 88. "Den långvariga socialdemokratiska dominansen under välfärdsstaten uppbyggnadsperiod bidrog säkerligen till att åstadkomma ett positivt och kreativt arbetsklimat på departementen. Det är knappast förvånande om från början 'opolitiska' tjänstemän i denna miljö efterhand orienterar sig i riktning mot regeringspartiet".

¹⁰³³ A. Mellbourn, *Byråkratins ansikten : rolluppfattningar hos svenska högre statstjänstemän*, Stockholm, Liber Förlag, 1979.

¹⁰³⁴ Le gouvernement est contraint d'instaurer un comité de coordination (*samordning*) au sein du cabinet, de façon à gérer les tensions entre ces éternels frères ennemis que sont les partis bourgeois. Les statistiques dont on dispose sur l'origine des personnels recrutés au sein de la chancellerie du gouvernement par rapport à la

D'autre part, à cette date, un bon nombre d'officiels sociaux-démocrates ou apparentés ont atteint l'âge de la retraite, ce qui facilite leur remplacement définitif ou leur transfert vers des postes honorifiques. Enfin, certains refusent tout simplement de travailler pour le nouveau gouvernement et choisissent la voie de la démission¹⁰³⁵. Un nombre important de commissions publiques sont alors mises en place, pour préparer la concrétisation des programmes politiques, et sont généralement dominées par les partis bourgeois au pouvoir. Sur les 288 commissions héritées, 66 (23%) avaient une direction social-démocrate évidente mais les changements qui se produisent affectent surtout les secteurs politiquement sensibles à court terme¹⁰³⁶. Étant donné les accusations répétées des partis bourgeois envers la politisation rampante de l'État par les sociaux-démocrates, et si l'on considère à la fois le très long monopole de ces derniers ainsi que la nature coalitionnelle du nouveau gouvernement, les restructurations de 1976-1982 restent finalement assez limitées, mais il s'agit aussi d'une période relativement courte. Ceux des acteurs qui ont témoigné de ces expériences accentuent, du reste, plus volontiers les problèmes du manque de pratique des fonctions exécutives, de la gestion d'une coalition et d'une politique qui parvienne à garder le meilleur de la social-démocratie tout en apportant un changement assez manifeste ; à ceci s'ajoutent les difficultés des relations avec les intérêts organisés, y compris ceux du secteur privé, ainsi qu'avec les médias :

"Dans une large mesure, ils [les partis bourgeois] ont eux-mêmes à blâmer, en raison de leur prudence qui se traduit par la crainte d'affirmer un point de vue propre, une volonté de ne pas déplaire et de conduire une politique plus social-démocrate que celle des sociaux-démocrates"¹⁰³⁷

Ce complexe d'infériorité de l'opposition traditionnelle correspond finalement mieux à ce que nous avons tenté de documenter dans les chapitres précédents, à savoir que les rôles des partis se forment différemment à travers les expériences de l'exécutif et de l'opposition et dans la durée du pouvoir. La mémoire de la coalition entre le SAP et le parti du centre était déjà trop lointaine et pour être utile à ce dernier lors de l'alternance. Les carences des réseaux de

composition du gouvernement sortant n'ont rien de surprenant. On constate une plus grande représentation partisane due à la coalition, une moindre présence des syndicats et une affirmation du secteur privé (A. Borg, T. Larsson, *Regeringsskiftet 1976. Personer, utredningar, propositioner*, Stockholm, Stockholm Universitet, Forskningsrapport n° 2, 1977, p. 21).

¹⁰³⁵ *Ibid.*, p. 11.

¹⁰³⁶ *Ibid.*, p. 41.

¹⁰³⁷ B. Rydén, *op. cit.*, 1983, p. 21. "I ett väsentlig avseende hade de sig själva att skylla, nämligen i deras försiktighet som yttrade sig som en ängslan att stå för en engen ståndpunkt, i en vilja att vara till lags och driva en mer socialdemokratisk politik än socialdemokraterna själva".

contacts avec les groupes d'intérêts, la volonté de chaque parti de préserver son image médiatique indépendamment de celle des autres partenaires ne facilitent pas le travail d'un gouvernement qui fait face à une crise économique et budgétaire alors très sérieuse. Selon Gösta Bohman, alors chef du parti modéré et un temps Ministre de l'Économie, le parti social-démocrate et Olof Palme ont habilement joué des différends entre les partis bourgeois au pouvoir¹⁰³⁸. Au sujet des remplacements de hauts fonctionnaires, par exemple, il semble que le gouvernement sortant ait clairement désigné ses auxiliaires politiques qui méritaient d'être recyclés, tout en leur faisant certaines promesses précises ; le nouveau Premier Ministre, Thorbjörn Fälldin aurait accepté ce principe de compensation peut être un peu précocement et, lorsque les tractations au sein de la coalition empêchèrent d'honorer toutes les promesses dans les termes, Fälldin fut apparemment sévèrement critiqué par les sociaux-démocrates¹⁰³⁹.

En fin de compte, la croissance numérique des ministères et des instances de coordination du gouvernement, en bonne partie due à l'inflation de la "matière" à traiter, s'est surtout opérée au profit des experts et conseillers politiques, des spécialistes de l'information et de divers rédacteurs de propositions législatives dont la plupart sont susceptibles d'être plus marqués par leur appartenance (ou préférence) partisane qu'auparavant. L'influence du parti sur les agences administratives centrales a été essentiellement indirecte, en fonction de leur proximité des ministères apparentés et de leur importance stratégique. Il faut cependant examiner un autre aspect, tout aussi ambigu, de la politisation, qui concerne la direction proprement politique de l'administration au service d'un programme, voire la transformation structurelle des centres décisionnels de l'État à cet effet.

(b) Corporatisme démocratique et transformations institutionnelles

Il ne fait pas de doute que la politisation au sens plus strict de "gouvernement" de l'administration, toute indépendante que cette dernière s'affirme en principe, est largement un état de fait. Mais c'est toutefois la dernière étape d'une évolution complexe et non linéaire, qui ne peut pas être interprétée dans le seul sens de l'hégémonie d'un parti. A cet égard, il faut préciser une ambivalence supplémentaire de l'idée de politisation quand elle est mise en

¹⁰³⁸ G. Bohman, *op. cit.*, 1984, p. 21.

¹⁰³⁹ *Ibid.* p. 154-155.

relation avec ce qu'il est convenu d'appeler le néo-corporatisme¹⁰⁴⁰ ; en effet, cette dernière forme de représentation des intérêts organisés au sein de l'État a très souvent été étudiée comme un processus fonctionnel, neutre ou paritaire, et presque vidé de tout attachement politique : en d'autres termes, il s'agissait d'un aboutissement du compromis de classe médiatisé par les syndicats, le patronat et d'autres formes d'organisations participant à des négociations relativement consensuelles sur le contenu des politiques publiques et la fixation des salaires. En ce sens, cela représentait une évolution fonctionnelle de l'État pour s'adapter aux transformations du capitalisme avancé, ce qui n'explique pas les grandes différences en la matière entre les pays industriels. Cette perspective a cependant été considérablement amendée, notamment dans l'étude des systèmes politiques scandinaves, et il nous paraît important de la considérer dans ses rapports avec la transformation institutionnelle de l'appareil d'État. On s'attachera d'abord à cette dimension du néo-corporatisme avant de la relier aux évolutions de la structure ministérielle et administrative.

◇ L'innovation institutionnelle et le parti dominant

Le néo-corporatisme a été un sujet important dans la science politique scandinave¹⁰⁴¹ alors qu'il reste souvent une matière obscure dans d'autres pays européens qui ont connu des expériences très différentes. Par conséquent, il n'est guère étonnant qu'un voile d'incertitude enveloppe encore cette notion. Pour alléger le propos, maintenant que les spécificités du néo-corporatisme ont été précisées, nous parlerons de "corporatisme". Il est d'ailleurs reconnu que cette culture du corporatisme précède l'avènement de la démocratie parlementaire en Scandinavie et constitue ainsi un fondement précoce du système politique. Dans le cas suédois, les premières institutions de ce type datent vraisemblablement de 1903, avec l'instauration de bourses du travail publiques dont les directions sont gérées de façon mixte ou paritaire, à moitié par les employeurs et par les travailleurs, sous la direction d'un représentant

¹⁰⁴⁰ Nous avons déjà, à plusieurs reprises, donné quelques indications sur cette notion dont la paternité revient probablement à Philip C. Schmitter, "Still the Century of Corporatism", *The Review of Politics*, 36, 1974. Le préfixe "néo" est utilisé pour distinguer cette version du corporatisme de celle qui fut attachée aux régimes fascistes. Toutefois, des références plus anciennes au "corporatisme libre ou démocratique" (G. Hecksher, *op. cit.*, 1946, p. 252) et au "pluralisme corporatiste" (S. Rokkan, *op. cit.*, 1966) font référence au même phénomène. Voir aussi G. Lehmbruch, P. C. Schmitter, *op. cit.*, 1982.

¹⁰⁴¹ Même si certains politologues scandinaves soutiendraient que la recherche sur ce terrain est encore peu développée. Il est vrai qu'une lecture très constitutionnaliste du pouvoir a longtemps eu cours. Voir J. Hermansson, *Politik som intressekamp. Parlamentariskt beslutsfattande och organiserade intressen i Sverige*, Stockholm, Nordstedts Juridik, 1993, p. 19-21.

de l'État¹⁰⁴². Ce principe, clairement antilibéral et participatif dans son esprit et ses intentions, est également antérieur à la grande poussée social-démocrate mais il recueille toutefois une adhésion assez large dans le champ partisan de l'époque. Selon, Knudsen et Rothstein, trois grands types d'institutions sont créés dans le cadre corporatiste : des commissions consultatives, des organes de décision publique et des agences empruntant aux compétences des tribunaux¹⁰⁴³. Trois motivations de ces formes institutionnelles sont aussi mises en avant : la flexibilité des politiques publiques, qui peuvent ensuite être suivies et adaptées ; la légitimité de ces productions publiques auprès des organisations et de leur clientèle ; enfin, l'encouragement d'une culture de l'intérêt général et du compromis qui limite les conflits dans les secteurs les plus exposés¹⁰⁴⁴. Il est important de souligner que l'ambition de ce premier corporatisme n'est pas toujours de contribuer à l'amélioration des problèmes économiques et sociaux par des réformes, mais plutôt de développer de nouvelles compétences spécialisées de l'État tout en utilisant les ressources des organisations d'intérêts ; c'est ainsi que la figure dominante du juriste généraliste, dans l'administration, se trouve concurrencée à la fois par les experts et par des représentants d'organisations et des citoyens que l'on nomme *lekmän*¹⁰⁴⁵. Toutefois, avant l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir, ces formes de recrutement restent encore limitées et seules certaines administrations sont gérées sur ce modèle. Mais il ne faut pas sous-estimer leur impact sur la transformation des relations entre patronat et organisations syndicales. Il existe bien sûr des variations dans les différents pays du nord, mais l'objectif n'est pas d'en faire état ici ; rappelons simplement que la variante suédoise est certainement la plus stable et celle qui a le plus été favorable au développement des organisations syndicales et à leur grande unité.

¹⁰⁴² T. Knudsen, B. Rothstein, "State-building in Scandinavia", *Comparative Politics*, vol. 26, n° 2, 1994, p. 203-220. Il semble qu'une commission publique de 1888 sur l'assurance des ouvriers (Arbetsförsäkringskommittén) - et visant à étudier les accidents du travail ainsi que les pensions - fut la première instance à proposer la mise en place d'un organe corporatiste. A plusieurs reprises, entre 1888 et 1902, ce projet sera refusé par les conservateurs. On voit bien ici la parenté du corporatisme suédois avec la législation sociale et les initiatives de régulation publique du capitalisme. (B. Rothstein, "Sociala klasser och politiska institutioner: Den svenska korporatismens rötter", *Arkiv för arbetarrörelsens historia*, n° 40, 1988, p. 30).

¹⁰⁴³ T. Knudsen, B. Rothstein, *art. cit.*, p. 213. Ces différentes fonctions peuvent parfois être exercées dans le cadre d'une même institution.

¹⁰⁴⁴ B. Rothstein, *art. cit.*, 1988, p. 3

¹⁰⁴⁵ *Laymen* en anglais. Il semble que la tradition administrative française soit trop différente pour avoir eu un équivalent. Mais ce type de recrutement s'apparente au jury populaire, quoique sur une base plus stable. Il s'agissait initialement, dès la fin du 19^{ème} siècle en Suède, de renforcer la participation citoyenne dans les administrations. Plus généralement, cela permet de distinguer les fonctionnaires à part entière des autres personnels.

L'aspect le plus étrange et le plus intéressant de ce développement corporatiste est, comme le souligne Stein Rokkan dans son examen du système politique norvégien, qu'il s'est effectué très largement en dehors du cadre constitutionnel formel :

"La constitution ne reconnaît qu'un seul type de représentation : la représentation fonctionnelle et territoriale est canalisée implicitement via les partis et, explicitement, par l'intermédiaire de directions et de conseils subordonnés à l'administration centrale ; mais il n'y a pas de procédure de légitimation instituée de ces représentants, pas de cadres constitutionnels en vue de la définition d'électorats fonctionnels, des règles de leur nomination et des procédures d'élection"¹⁰⁴⁶.

Ceci s'ajoute donc aux carences de la régulation des activités partisans, dont nous avons déjà fait état précédemment, et permet de mieux comprendre pourquoi il est finalement si difficile de conceptualiser et de comprendre les procédures de formation des politiques publiques, le rôle et l'interdépendance des différents niveaux d'acteurs à cet égard. De là vient la maxime célèbre de Rokkan selon laquelle "les votes comptent mais les ressources décident"¹⁰⁴⁷. La science politique scandinave a passé beaucoup de temps à analyser ce problème mais le plus important pour ce travail, c'est de se concentrer sur le niveau macrologique et institutionnel où l'on peut essayer de décrypter une grille de lecture historique du pouvoir et de son inscription dans la durée. Il ne s'agit pas tant de savoir qui gouverne et comment, que d'évaluer l'influence des forces politiques sur l'infrastructure, le cadre du gouvernement. Toutefois, il faut rappeler que ces "ressources" dont disposent les organisations valent surtout en ce qu'elles sont sanctionnées par l'État dans le cadre de la représentation corporatiste ; les premières initiatives en la matière montrent bien que l'État et l'administration souhaitent intervenir de façon durable, contenir et réguler les conflits sociaux potentiels ainsi que se forger une compétence et une légitimité en tant qu'acteur et médiateur spécialisé dans les différents secteurs-clés des activités sociales.

A cet égard, les travaux récents de Bo Rothstein ont restructuré la réflexion scientifique de manière radicale. Pour résumer une thèse complexe et qui s'est construite en plusieurs étapes dans l'analyse de nombreux objets, on peut dire que le mouvement ouvrier suédois a

¹⁰⁴⁶ S. Rokkan, *op. cit.*, 1966, p. 113. "The constitution recognizes only one type of representation: the territorial-functional representation is channelled implicitly through the parties and explicitly through boards and councils under the central administration, but there is no instituted procedure of legitimation for such representatives, no constitutional provisions for the definition of functional electorates, for rules of nomination, and for procedures of election".

¹⁰⁴⁷ *Ibid.* "Votes count but resources decide".

progressivement réussi - des années 1930 aux années 1970 - à mettre en place des institutions de type corporatiste, certes parfois limitées dans leur capacité initiale, mais qui se sont largement auto-renforcées par l'entremise des intérêts organisés qui en constituent la base. Cet ancrage institutionnel a aussi largement contribué à garantir la résistance de l'organisation du mouvement, par delà les transformations importantes de la structure sociale¹⁰⁴⁸. Par extension, on peut aussi considérer que ce cadre institutionnel - fut-il relativement bien accepté par les autres partis et le patronat - a considérablement entravé la stratégie de l'opposition et la possibilité d'alternances politiques effectives. Car, en dépit de la nature mixte ou paritaire de la plupart de ces institutions, un biais important s'est aussi développé en faveur des syndicats de LO et des organisations proches de la sphère social-démocrate. Ces transformations se sont produites sur la longue durée et en parallèle d'une continuité relative des structures et de la culture administratives de l'État¹⁰⁴⁹. Il reste qu'il faut pouvoir pratiquement illustrer cette thèse, évaluer l'ampleur des changements et comprendre les mécanismes qui entretiennent ou préservent la dominance d'un parti.

Dans un de ses travaux, Rothstein analyse deux cas de politiques publiques, sur le marché du travail (succès) et la réforme de l'école (échec), en essayant de montrer que le résultat est largement dépendant des environnements bureaucratiques de chaque secteur. S'inspirant notamment de la thèse de Philip Selznick qui étudiait la *Tennessee Valley Authority* (TVA) pendant le *New Deal* américain, Rothstein souhaite montrer que l'ambition transformatrice des réformes a plus de chances d'aboutir si le personnel responsable de la mise en œuvre est non seulement loyal, mais aussi convaincu de la légitimité de la cause¹⁰⁵⁰. Or, il se trouve que l'administration liée au marché du travail est le domaine où le mouvement ouvrier a le mieux réussi son œuvre de restructuration. Nous l'avons vu, la politique proactive du marché du travail, après 1945, constitue une des fortes spécificités de ce qu'il est convenu d'appeler le "modèle suédois" : historiquement, il s'agit d'un compromis entre limitation des demandes salariales et garantie de plein emploi, auquel s'ajoute une batterie de mesures d'activation du marché du travail, d'incitation à la mobilité, de formation professionnelle et d'égalisation des revenus salariaux entre secteurs. La nouvelle Commission du Marché du Travail (*Arbetsmarknadskommissionen*, *AMK*), contrôlant les bourses du travail désormais

¹⁰⁴⁸ Voir B. Rothstein, "Labor-market institutions and working-class strength", p. 33-56 dans K. Thelen, S. Steinmo, F. Longstreth, *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992

¹⁰⁴⁹ B. Rothstein, *op. cit.*, 1996.

¹⁰⁵⁰ *Ibid.*, p. 39. Voir aussi P. Selznick, *TVA and the Grassroots: A Study in the Sociology of Formal Organization*, Berkeley, University of California Press, 1949.

nationalisées (*Arbetsförmedlingen*¹⁰⁵¹), devient l'axe moteur de cette politique à partir de 1940 et le terrain d'expérimentation privilégié du nouveau corporatisme ; les branches régionales sont constituées sur une base paritaire et les représentants syndicaux ont un accès de choix aux carrières internes. Cette arme de guerre social-démocrate deviendra la Direction du Marché du Travail (*Arbetsmarknadsstyrelsen, AMS*), en 1948, consacrant ainsi son ancrage au cœur de l'État¹⁰⁵². Par contraste, la politique de l'école unique et l'ambition de démocratiser l'accès à l'éducation et aux carrières traditionnellement réservées à une élite, sa été un échec relatif. Certes, l'éducation des adultes a connu de grands progrès grâce aux écoles populaires mais ces dernières n'ont pas véritablement renversé les inégalités devant l'école. Selon Rothstein, les résistances issues de la Direction Supérieure de l'Enseignement Public (*Skolöversstyrelsen*) ont contraint le champ des réformes possibles dans ce domaine. C'est donc un tableau mitigé que l'auteur présente et qui semble prévaloir.

En analysant l'avènement tardif de l'assurance-chômage, en 1934, Bo Rothstein met en exergue le rôle-clé du ministre social-démocrate des affaires sociales, Gustav Möller. Reconnaissant la difficulté de réformer un système de traitement du chômage extrêmement réactionnaire car fondé sur l'emploi dégradé dans des camps de travail depuis les années 1920¹⁰⁵³, Möller accepte de limiter le "contenu" - le niveau d'indemnisation - de la nouvelle assurance contre des garanties sur sa forme institutionnelle : l'assurance-chômage sera ainsi administrée par les syndicats, selon le système de *Ghent*, ce qui constitue un pari de long terme ; en effet, les organisations syndicales ont peut-être mis un certain temps à investir dans ce type de principe, mais il est graduellement devenu un pilier de la forte syndicalisation, étant donné que l'incitation à l'adhésion est forte¹⁰⁵⁴. Indirectement, cela a aussi été une ressource majeure des syndicats dans le jeu proprement corporatiste de la négociation salariale ; en conférant ce monopole aux syndicats, la direction du SAP voyait bien son intérêt

¹⁰⁵¹ Une sorte d'équivalent de l'ANPE française.

¹⁰⁵² La Direction a été fortement critiquée par l'opposition, au point qu'une commission d'enquête sur son indépendance fut nommée en 1965. En 1982, le parti du Centre soutenait encore que les 24 directeurs régionaux étaient tous membres du SAP.

¹⁰⁵³ Ce système est guidé par la puissante Commission du Marché du Travail (*Arbetsmarknadskommissionen, AK*) et cette "politique" de traitement du chômage est une des causes de la grande instabilité ministérielle dans les années 1920. En vertu de ce régime, les "bénéficiaires" reçoivent un salaire qui ne peut excéder 70% du plus bas prix de marché et sont, du reste, utilisés à loisir comme briseurs de grève. Plusieurs gouvernements sociaux-démocrates se casseront les dents sur cette bureaucratie très influente. Le processus d'institutionnalisation de l'AK (1914-1940) illustre comment un organe initialement consultatif peut s'arroger des compétences exécutives et devenir une quasi-administration publique.

¹⁰⁵⁴ Même si l'accès à l'assurance-chômage est techniquement possible hors de toute appartenance syndicale, il existe des obstacles pratiques.

pour renforcer la légitimité de la social-démocratie, Gustav Möller étant aussi le secrétaire à l'organisation du parti¹⁰⁵⁵.

Le portrait de la Suède social-démocrate qui émerge de ces nouvelles analyses n'est pas celui d'une transformation fondamentale des structures de l'État à l'initiative d'un parti et pour consolider sa dominance politique. Il n'en ressort pas non plus un immobilisme et une absence d'initiatives importantes en la matière. Mais les fondations du corporatisme sont initiées bien avant l'arrivée du SAP au pouvoir et les transformations qui prennent place graduellement, à partir des années 1930, ont déjà une base de légitimité nationale et interpartisane assez large. Rothstein rappelle que c'est même le dernier cabinet libéral de 1932 qui institue un système de régulation des prix du lait dont la responsabilité est déléguée à une grande organisation agricole¹⁰⁵⁶. Il s'agit là du même type d'arrangement corporatiste mais qui bénéficie à des intérêts différents de la sphère social-démocrate.

◇ La Norvège et la reconstruction économique d'après-guerre

Par contraste, les restructurations de l'État norvégien sont beaucoup plus vastes et rapides après 1945, mais le contexte de reconstruction du pays après la guerre et l'occupation est aussi plus favorable à cette stratégie, étant donné la majorité absolue du DNA et l'aide du plan Marshall qui facilitent la mise au point d'une planification dirigiste de grande envergure. Dans ce contexte, la tentation est grande de se représenter le parti ouvrier, à travers les gouvernements successifs de Einar Gerhardsen, comme un démiurge disposant des pleins pouvoirs, d'autant plus que les lois-cadres votées en 1947 ("*Lex Brofos*") vont dans le sens d'un contrôle exceptionnel. Mais les tendances corporatistes s'étaient également manifestées antérieurement, un compromis historique entre patronat et syndicat (*hovedavtalen*) intervenant même en avance par rapport à la Suède, en 1935. D'un point de vue quantitatif, on note une recrudescence très nette du nombre d'organes de type corporatiste après la guerre ; pour 261 comités, directoires et conseils publics en 1936, en compte 503 en 1951 et 954 en 1966¹⁰⁵⁷. Les plus importants sont les conseils de secteurs (*bransjerådene*), les comités de production (*produksjonsutvalgene*) et le Conseil de Coordination Economique (*Det Økonomiske samordningsråd*). Le programme économique et industriel s'accompagne aussi

¹⁰⁵⁵ B; Rothstein, *op. cit.*, 1992 (1).

¹⁰⁵⁶ B. Rothstein, "Explaining Swedish Corporatism: The Formative Moment", *Scandinavian Political Studies*, vol. 15, n° 3, 1992, p. 177-178.

¹⁰⁵⁷ T. Nordby, *op. cit.*, 1994, p. 27.

de la pénétration de nouveaux experts de ces matières dans l'État, la rationalité économiste prenant le dessus sur la rationalité juridique ; de nombreux et influents conseils d'experts tels que l'influent Conseil de la Monnaie et des Finances (*Penge- og finansrådet*) sont créés¹⁰⁵⁸. Toutefois, si l'on observe l'écart entre les ambitions et les réalisations effectives, ne serait-ce qu'au niveau institutionnel, il est évident que les sociaux-démocrates n'ont pas le champ libre et le pouvoir conféré aux organisations dans le cadre corporatiste constitue bien souvent la première contrainte qui pèse sur les projets de réforme du gouvernement et sur les façons de structurer l'appareil d'État. En effet, les nouveaux organismes sont souvent trop pluriels et représentent trop d'intérêts pour faciliter l'émergence d'une capacité décisionnelle¹⁰⁵⁹. Et c'est peut-être à cet égard que la notion rokkanienne de "corporatisme pluraliste" prend tout son sens. Or, les buts proclamés étaient de faire de ce moment corporatiste une transition plus marquée vers une économie plus socialisée¹⁰⁶⁰. LE DNA et LO étaient des moteurs incontestables d'un volontarisme politique et économique renouvelé et ils ont certainement produit quelques administrateurs visionnaires - tel les ministres Erik Brofoss, Jens Christian Hauge ou le puissant et indétrônable Directeur de la Santé, Karl Evang¹⁰⁶¹ - ainsi que les conditions d'un ancrage solide dans l'appareil d'État. Mais, sur le plan des instances corporatistes, en tout cas, le bilan n'est pas moins mitigé qu'en Suède, en dépit d'une marge de manœuvre apparemment beaucoup plus importante. D'un côté les sociaux-démocrates bénéficient d'une conjoncture exceptionnelle qui contraste avec les impasses du parlementarisme minoritaire et de la bureaucratie traditionnelle d'avant-guerre ; mais les tâches à accomplir requièrent précisément des mesures exceptionnelles tandis que les moyens disponibles sont limités ; le DNA est en outre le parti qui a développé le programme économique le plus général. De l'autre côté, les forces d'oppositions sont conscientes de la nécessité d'un volontarisme politique affirmé en vue de la reconstruction rapide de l'économie ; elles ont été associées à un gouvernement d'union nationale au lendemain de la guerre - cosignant un "programme politique commun" - mais elles acceptent aussi l'écart qui les sépare

¹⁰⁵⁸ Sur ces détails, voir T. Bergh (Ed.), *op. cit.*, 1989.

¹⁰⁵⁹ Bergh donne l'exemple du Conseil de Coordination Economique qui aurait dû, dans les projets du DNA et de LO, avoir cette capacité décisionnelle. Handicapé par cette fragmentation interne, il fut surtout une tribune de confrontation avant d'être dissout en 1954. Les Conseils de secteurs tripartites, supposés présider à la rationalisation du tissu industriel, devaient aussi connaître des difficultés considérables en partie dues à l'opposition des milieux industriels à ce qui était perçu comme une socialisation rampante. (T. Bergh, "Norsk økonomisk politikk", dans *ibid.*, p. 39-40).

¹⁰⁶⁰ *Framtidens Norge. Retningslinjer for gjenoppbyggingen*, Stockholm, AFL of Norsk Sjømannsforbund, 1945.

¹⁰⁶¹ Erik Brofoss (1908-1979) est le premier Ministre des Finances de Gerhardsen (1945-47), puis Ministre au Commerce (1947-1954) et Directeur de la Banque de Norvège (1954-1970) ; Jens Christian Hauge (1915-), juriste, occupa la Défense (1945-52) puis la Justice (1955) ; Karl Evang (1902-1981), médecin, fut Directeur de la Santé de 1938 à 1970.

du DNA dans les résultats des élections populaires. Cet écart n'équivaut pas à l'annihilation du pluralisme, du parlementarisme et de l'opposition même si le gouvernement à la haute main sur l'ordre du jour et le choix des priorités. Dès 1946, la droite s'oppose avec véhémence aux tendances trop manifestes en direction de l'économie dirigée, qui feraient de l'État un concurrent puissant du secteur privé. Elle est le principal rempart "constitutionnaliste" face à un gouvernement social-démocrate qui dispose un temps des pleins pouvoirs législatifs (*fullmaktslovene*). En 1947, la fondation *Libertas* est créée à l'initiative des milieux d'affaires et contribuera financièrement à la contre-offensive et à la vigilance idéologique, soutenant le renforcement des secrétariats parlementaires de l'opposition et la mise en place d'un Institut de Statistique et d'Économie des Industries, sorte de *think tank* d'opposition¹⁰⁶². Durant les années 1950, les polémiques se concentrèrent autour des prises de participation de l'État dans l'industrie et les banques ainsi que des programmes de rationalisation structurelle. Toutefois, l'important degré de continuité politique lors de la première véritable alternance, à partir de 1965, signalait qu'un consensus relatif s'était établi quant aux grandes orientations et structures de l'État. Avec l'apparition du Parti socialiste du peuple (*Sosialistisk folkeparti*) en 1961, l'opposition se manifestait plus nettement sur le front gauche, contre un certain déclin du radicalisme au sein du DNA.

Au bout du compte, on peut affirmer que l'accent sur le corporatisme faisait partie d'un programme explicitement établi pendant la guerre, notamment à l'initiative du gouvernement en exil à Londres, et qu'il s'agit d'un système qui est pensé dans ses variantes "démocratiques", par opposition au corporatisme des régimes fascistes :

"Le nouveau corporatisme devait combiner démocratie et efficacité. Par l'intermédiaire de positions de responsabilité, les organisations d'intérêts devaient être poussées et incitées à penser et à agir comme le gouvernement, c'est-à-dire en accord avec des visions globales de la société"¹⁰⁶³.

Dans un deuxième temps, les sociaux-démocrates avaient une conception du socialisme démocratique que ce type de représentation corporatiste était censé servir, en permettant une restructuration de l'économie capitaliste et de l'État bourgeois. Sur ce plan, le parti a importé

¹⁰⁶² T. Bergh, *op. cit.*, 1989, p. 57.

¹⁰⁶³ T. Bergh, "Arbeiderpartiet og statens styrende hånd", dans T. Nordby, *op. cit.*, 1992, p. 38. "Den nye korporatismen skulle kombinere demokrati med effektivitet. Gjennom ansvarsposisjoner skulle organisasjonene tvinges og motiveres til å tenke og handle som regjeringen, det vil si i samsvar med de samfunnsmessige helhetsbetrakninger".

de nouveaux modes de gouvernement et d'administration et enraciné le pouvoir des intérêts organisés dans le cadre d'une "économie négociée", ce qu'Edvard Bull appelait presque cyniquement un "partenariat des élites dans le capitalisme organisé"¹⁰⁶⁴ ; Mais tout ceci ne s'est évidemment pas réalisé au simple bénéfice d'un parti politique et de ses positions institutionnelles. Nous l'avons dit, d'une certaine manière, le corporatisme est une arme à double tranchant en ce qu'il entretient l'idéal d'une représentation fonctionnelle et harmonieuse des intérêts, une sorte de coopération dépolitisée et fondée sur la discipline interne, la centralisation de ces organisations, leur cooptation au sein de la bureaucratie. Ce système corporatiste, couplé aux entreprises nationalisées nombreuses en Norvège, est un vecteur puissant d'autonomisation d'intérêts et de rationalités multiples au sein d'un appareil d'État plus complexe et ramifié. L'apparition de la ressource pétrolière ne fera qu'accentuer des tendances similaires : dominance d'un parti et de ses cadres, certes, mais développement d'une bureaucratie spécifique à l'économie publique dans le même temps.

◇ L'idéologie de la réforme de l'État

Tant en Suède qu'en Norvège, les années 1980 ont constitué un tournant important, quoique pas de la même manière. Dans le premier cas, il s'agit du retour des sociaux-démocrates après six années "d'exil", tandis que le Parti de la droite forme son premier gouvernement homogène en Norvège. Mais les deux contextes sont marqués par la conjoncture économique et idéologique internationale et la forte poussée du néo-libéralisme, la crise de l'endettement public dans les pays en voie de développement comme dans un bon nombre de pays industrialisés et le contrecoup des chocs pétroliers de la décennie précédente. L'État et les services publics ou sociaux ne sont plus à la mode et le (néo-) corporatisme - à peine redécouvert dans les sciences sociales - est au cœur de la tourmente. Pour le SAP de retour aux affaires, ce contexte représente un défi, d'autant plus que l'épineuse question des fonds d'investissement salariaux (*löntagarfonder*), projet hérité des années 1970, est toujours au devant de l'actualité. L'analyse qui est faite de la défaite historique de 1976 met l'accent sur l'association trop intime entre le parti et la bureaucratie, du moins dans l'opinion publique :

"Selon l'analyse électorale officielle de 1976, il y avait la prise de conscience que notre parti était enchaîné à la bureaucratie à tous les niveaux. Nous-mêmes avons élevé toutes les institutions de l'État. Tout, depuis la

¹⁰⁶⁴ Cité dans T. Gran, *op. cit.*; 1994, p. 273.

Direction Supérieure de l'Enseignement Public jusqu'à l'Office National de la Consommation, était le produit de notre propre réflexion"¹⁰⁶⁵.

Les gouvernements d'alternance, décidés à laisser une trace, avaient mis en place plusieurs commissions d'enquête sur le gouvernement de l'administration, dont la plus importante donnera son rapport en 1983¹⁰⁶⁶. De ce contexte dérive une nouvelle stratégie qui consiste à changer l'esprit du réformisme social-démocrate. Aux thèmes de la construction et de la transformation est préféré celui de la préservation de l'héritage : la réforme devient la condition de cette conservation des acquis. En même temps, le SAP ne peut pas se permettre de donner l'image d'un retour passif et son programme politique doit avoir une dimension "spectaculaire", à la hauteur d'une organisation qui a présidé aux destinées de l'État suédois pendant plus de quarante ans avant d'être rejetée dans l'opposition. En d'autres termes, si l'État doit être réformé, autant que ce soit les sociaux-démocrates qui dirigent les opérations. Ces événements ont reçu une assez grande attention dans les sciences sociales mais il peut être utile d'en faire un nouveau commentaire succinct.

En amont, il y a bien sûr une importante préparation au sein du parti et des élites associées aux anciens gouvernements pendant les phases d'opposition. Nous avons déjà évoqué ce travail dans le cadre du chapitre quatre. Plus concrètement, on peut distinguer trois niveaux de changement : celui du discours et de la légitimation, celui de la politique économique et monétaire et, enfin, celui des institutions de l'État. Lorsque les sociaux-démocrates reviennent, ils héritent d'un déficit budgétaire de 68 millions de Couronnes (13 % du PIB). Si les partis bourgeois avaient échoué dans leur ambition de limiter la croissance du secteur public - c'est le contraire qui se produit - ils avaient par contre réussi à en faire le coupable idéal des déficits en insistant sur son improductivité et son inefficacité toutes bureaucratiques¹⁰⁶⁷. Ils avaient néanmoins impulsé un grand mouvement de décentralisation. Dans une certaine mesure, les sociaux-démocrates allaient reprendre cette rhétorique de la nécessité d'une réforme administrative de grande ampleur, même si la condamnation du secteur public était évidemment plus nuancée dans leur discours. Rune Premfors a raison de

¹⁰⁶⁵ B. Toresson, 1982, cité dans A. Mellbourn, *Bortom det starka samhället. Socialdemokratisk förvaltningspolitik 1982-1985*, Stockholm, Carlssons, 1986, p. 13. L'ouvrage de Mellbourn est la meilleure introduction à la politique institutionnelle du SAP dans les années 1980. Voir aussi R. Premfors, "Reshaping the Democratic State: Swedish Experiences in a Comparative Perspective", *Public Administration*, vol. 76, Spring 1998, p. 141-159. "Under den officiella valanalysen 1976 låg insikten att vårt parti var fastkedjat i byråkratin på alla nivåer. Vi själva hade byggt upp alla statliga institutioner. Allt från Skolöverstyrelsen till Konsumentverket var produkter av vårt eget tänkande".

¹⁰⁶⁶ Förvaltningsutredningen, *Politisk styrning - Administrativ självständighet*, Stockholm, SOU : 39, 1983.

¹⁰⁶⁷ B. Czarniawska, *art. cit.*, p. 86.

souligner que ce n'est raisonnablement pas ces seules déclarations d'intentions qui ont déterminé l'issue du vote de 1982, mais il est symptomatique que le parti social-démocrate souhaite se profiler comme un bon gestionnaire¹⁰⁶⁸. En même temps, plusieurs logiques concurrentes sont à l'œuvre pour tenter de représenter l'esprit de la réforme. En premier lieu, il y a sans doute un fonds commun de discours managérial et entrepreneurial, de "glorification" du secteur privé, mais ceci est moins l'apanage des sociaux-démocrates que de l'opposition, du patronat et de certains hauts fonctionnaires ou directeurs d'administration. On semble vouloir remettre en cause certaines garanties de statut fonctionnarial, faciliter un recrutement stratégique qui s'oppose aux contraintes de la représentation corporatiste ; pendant leur mandat, les partis bourgeois avaient ainsi modifiée l'assise corporatiste de la Direction Supérieure de l'Enseignement Public au profit de parlementaires et d'administrateurs classiques. L'argument "démocratique" est même brandi contre cette représentation corporatiste : pourquoi certains citoyens, de par leur appartenance organisationnelle, bénéficieraient-ils de plusieurs "droits de vote" ?¹⁰⁶⁹ La réduction des effectifs est une autre priorité mais, dans ce domaine, les gouvernements sortants n'ont pas donné le meilleur exemple. Finalement, cette philosophie managériale participe manifestement du changement de rhétorique dans l'air du temps mais il est difficile d'en évaluer l'impact réel. Deuxièmement, il y a la logique économique et budgétaire représentée par un Ministère des Finances qu'Olof Palme a voulu moins puissant qu'avant l'alternance, profitant du départ à la retraite de l'insubmersible Gunnar Sträng. Kjell-Olof Feldt est le nouveau titulaire de la charge et défend une ligne rigoriste censée être la voie unique (la "troisième voie") pour sortir de la crise des finances publiques tout en consolidant l'État-providence. Un des adversaires principaux du ministère est l'inflation, en particulier l'inflation salariale. Les syndicats du public étant désormais parmi les plus puissants au sein des centrales LO et TCO¹⁰⁷⁰, ils n'ont plus l'intention d'accepter une progression salariale moins favorable que celle du secteur privé, ce qui a longtemps été le cas. La politique de solidarité salariale, si prisée dans le "modèle suédois", n'était pas faite pour un secteur public en grande croissance et elle dévoilait ses contradictions profondes, y compris institutionnelle : le double rôle de l'État comme employeur principal et comme arbitre potentiel des conflits par exemple¹⁰⁷¹. Ce problème nous amène à la troisième logique importante, celle de la réforme structurelle qui se

¹⁰⁶⁸ R. Premfors, *art. cit.*, 1998, p. 150.

¹⁰⁶⁹ N. G. Åsling, *Maktkamp eller samförstånd*, Stockholm, LTs Förlag, 1983, p. 211.

¹⁰⁷⁰ *Tjänstemanna Centralorganisationen* (TCO) étant la grande centrale des employés et fonctionnaires, essentiellement de catégorie intermédiaire.

concrétise dans la création assez inhabituelle d'un nouveau ministère "concurrent" du Ministère des Finances. Le Ministère Civil hérite en effet de la division du budget chargée du personnel et des traitements des fonctionnaires d'État ainsi que des affaires communales et régionales, entre autres compétences. Le nouveau ministre, Bo Holmberg, est étiqueté comme un décentralisateur convaincu et il doit aussi s'occuper de la rationalisation de l'administration et du service public en général. Selon l'intéressé :

"Ce devait être un ministère des citoyens contre les autorités administratives. Ma mission était de défendre ce qui était bon dans le modèle suédois"¹⁰⁷².

On retrouve ici, jusque dans la dénomination du ministère, l'idée de société civile, la primauté du service aux citoyens, qui sont des thèmes alors scandés par la droite, quand bien même il n'y a pas de raison qu'ils en soient le monopole. Mais leur définition pose problème, dès lors qu'ils sont utilisés comme arme de guerre contre la conception social-démocrate traditionnelle de l'État. En ce sens, le nouveau gouvernement poursuit et prolonge la réflexion sur la bureaucratie publique, entamée par ses prédécesseurs, mais à son compte. "Services", "leadership", "objectifs", "simplification des règles" (plutôt que dérégulation), "liberté de choix" et "influence des usagers", tels sont les éléments récurrents du nouveau répertoire. La dimension symbolique du changement de discours est au moins aussi importante que le chantier des réformes : il s'agit non seulement de se réapproprier l'initiative, d'affirmer sa présence sur un champ de manoeuvre sensible et déjà bien remué mais aussi de donner une couleur décentralisatrice à la social-démocratie des années 1980. Pour Helena Wockelberg, il s'agit sans doute aussi de la traduction de luttes de pouvoir entre différentes tendances au sein du parti, arbitrées par Olof Palme et son second, Ingvar Carlsson¹⁰⁷³. Dans ce tableau, les grands laissés-pour-compte semblent être les syndicats de LO et le projet des fonds salariaux qui appartient déjà à une autre époque, celle des grandes idées de la démocratie industrielle et économique.

¹⁰⁷¹ S-H. Ryman, *Staten som arbetsgivare: Ett problem med dubbla roller på högsta nivå: En uppsats om medlingen i TCO-S konflikten 1985*, Stockholm, Stiftelsen Arbetsrättslig Tidskrift, 1995.

¹⁰⁷² B. Holmberg, cité dans A. Mellbourn, *op. cit.*, p. 20. "Det skulle bli ett departement för medborgarna mot myndigheterna. Min uppgift skulle vara att försvara det som är bra i det svenska modellen".

¹⁰⁷³ H. Wockelberg, *Departementsreformer som politisk strategi. Om regeringskansliets organisatoriska indelning*, Uppsala, Uppsala Universitet, 2000, p. 18. Les opinions de Palme ne sont pas faciles à saisir à ce sujet mais il est à l'origine du choix de Bo Holmberg, qu'il assume et renouvellera en 1985. En ce qui concerne Carlsson, il est classé comme un "modernisateur", la cheville ouvrière du gouvernement. Sans portefeuille au début et responsable de la prospective, on le surnomme un temps "ministre de la liberté" en raison de ses références à un thème qui sonne un peu trop comme libéralisation aux oreilles de nombreux sociaux-démocrates.

Si l'administration est en même un instrument, un acteur et un champ de contraintes d'une politique publique, on peut imaginer qu'une réforme de l'administration elle-même doit rencontrer un grand nombre d'obstacles, surtout s'il existe une tradition d'indépendance de ces agences comme en Suède. Sans compter également les limites évidentes du mandat, du temps, du budget et des concurrences ministérielles. La pratique des commissions publiques est la première contrainte d'ordre temporel et les sociaux-démocrates ne pouvaient s'appuyer uniquement sur les rapports de commissions nommées sous les gouvernements précédents, en dépit d'une grande continuité des analyses¹⁰⁷⁴. Au niveau local, des expériences furent tentées comme celle des "communes libres", c'est à dire dispensées de régulation centralisée. Mais un manque d'évaluation devait rendre la tentative en partie caduque¹⁰⁷⁵. En fin de compte, cette "méta-réforme" était difficile, les ambitions très élevées, peu conventionnelles et portées à bout de bras par un ministre trop indépendant, les intérêts sectoriels trop sensibles. Comme nous l'avons vu dans le chapitre six, Holmberg était aussi accusé de vouloir brader l'État-providence sous couvert de décentralisation et d'assouplissement des règles, bien que le ministre ait nié avoir jamais eu de telles intentions. Mais en fin de compte, l'entreprise n'allait pas être un grand succès, même s'il elle avait ouvert de nouvelles réflexion sur le rôle et les formes de la bureaucratie publique.

La refonte des ministères est un autre versant d'un même problème, celui des cadres institutionnels de l'action politique. Il est peut-être intéressant de noter que la stratégie de restructuration ministérielle a pris d'autant plus d'importance qu'elle a été distillée avec parcimonie. Mais elle est devenue un vecteur d'identification positive du SAP avec l'État. Préparées avec beaucoup de soin dans le cadre des campagnes sur la démocratie industrielle, les créations d'un Ministère de l'Industrie et d'un Ministère du Marché du Travail, en 1969 et 1974, étaient l'aboutissement de débats de fond au sein du mouvement ouvrier en même temps qu'elles représentaient des pierres de touche d'un édifice institutionnel censé renforcer la capacité d'action du parti. Le Ministère Civil, nous venons de le voir, fut peut-être une moins grande réussite mais il s'inscrivait dans une perspective de gestion volontariste de la réforme de l'État, quand bien même il n'y avait pas d'accord sur le contenu de cette refondation. Dans les années 1970, le SAP avait aussi laissé l'initiative sur le terrain de

¹⁰⁷⁴ Le grand rapport sur la gouvernance de l'administration est terminé en 1985 : Verksledningskommittén, *Regeringen, myndigheterna och myndigheternas ledning*, Stockholm, SOU : 40, 1985. Les directives précisent que l'administration publique "fonctionne comme un instrument efficace pour la réalisation des intentions du Riksdag et du gouvernement" (p. 237).

¹⁰⁷⁵ A. Mellbourn, *op. cit.*, p. 50-51.

l'écologie au parti du centre qui n'avait pas réussi ses projets d'arrêt radical du programme nucléaire. Or, c'est encore au parti social-démocrate qu'il revient de mettre en place le premier Ministère de l'Environnement et de l'Énergie (*Miljö- och Energidepartementet*), en 1987. Le référendum sur l'énergie nucléaire et l'apparition d'un parti écologiste au début de cette même décennie ouvrent la voie vers une réponse institutionnelle et les sociaux-démocrates savent justement que la dimension environnementale est difficile à réconcilier avec une tradition "industrialiste" au sein du mouvement ouvrier¹⁰⁷⁶. La refonte ministérielle offre ainsi une visibilité, une capacité d'action spécifique et se trouve implicitement associée à l'héritage social-démocrate, alors que ce parti n'est pas celui qui a le plus mobilisé sur ces questions¹⁰⁷⁷. Avec la disparition subite d'Olof Palme, Ingvar Carlsson devait pouvoir développer un profil de Premier Ministre écologiste, bien que le doute semble avoir subsisté jusqu'au bout quant à l'opportunité de créer un ministère spécifique.

8.3 La persistance du régime social-démocrate

8.3.1 *La fin du corporatisme ?*

La culture politique suédoise et sa variante corporatiste ont été caractérisées par la négociation centralisée et un haut degré de compromis partisan. Il n'est pas trop risqué de penser que ces éléments ont été affaiblis même si les thèses institutionnalistes incitent à croire qu'ils sont loin d'avoir disparu du paysage. Selon Olof Petersson, le modèle de décision en politique publique est passé d'un type négocié fondé sur l'implication, la consultation et l'accord d'un grand nombre de parties, à un type plus restreint et stratégique¹⁰⁷⁸ qui est aussi justifié par l'accroissement rapide de la charge de travail et des secteurs d'activité du gouvernement. Vers 1920, les ministères étaient divisés en deux sections, le Secrétaire d'État en charge des affaires politiques et le Chef de Cabinet qui gérait les relations avec l'administration. En 1965, une grande réforme introduisit un système hiérarchique et intégré

¹⁰⁷⁶ H. Wockelberg, *op. cit.*, p. 22. Voir aussi J. Anshelm, *Socialdemokraterna och miljöfrågan : en studie av framstegstankens paradoxer*, Stockholm, Stehag, 1995. Le parti du centre avait un problème similaire en raison de ses racines agrariennes et de ses relations avec la clientèle des grands agriculteurs. Le parti est d'ailleurs l'un des principaux opposants au principe d'un nouveau ministère.

¹⁰⁷⁷ Ce qui n'empêche pas que sa clientèle est largement sensibilisée et considère que l'environnement est la priorité de cette époque.

¹⁰⁷⁸ O. Petersson, *op. cit.*, p. 57-58.

qui mettait fin à cette division entre politique et administratif tandis que le nombre de conseillers et experts politiques, secrétaires à l'information et autres fonctions non hiérarchiques augmentait, entraînant une diversification importante. De 830 employés en 1967, les ministères en comptaient plus de 2000 en 1982¹⁰⁷⁹. La sphère du gouvernement s'est donc considérablement renforcée dans un système où elle fut longtemps en retrait par rapport à l'administration et au parlement. Mais le corporatisme a au moins deux visages, qu'il faut considérer dans leurs spécificités : il y a effectivement ce que l'on peut appeler un corporatisme administratif, qui se traduit par la participation des intérêts organisés à la conception des politiques publiques ; l'autre forme est "économique" ou "industrielle" et concerne les modes de négociation entre partenaires sociaux ainsi que la fixation des salaires, entre autres. Les deux dimensions ne sont, bien entendu, pas exclusives mais cette distinction permet de mieux appréhender la complexité des régimes corporatistes.

(a) Les transformations du paysage syndical

En 1991, le patronat (SAF) faisait part de sa décision brutale et unilatérale de quitter l'exécutif de la Direction du Marché du Travail (AMS), centre nerveux de la politique de l'emploi et pivot important dans les relations entre partenaires sociaux. Dans un document du SAF, ce choix était décrit comme un "au revoir au corporatisme"¹⁰⁸⁰ qui devait faire couler beaucoup d'encre. La mise en scène de cet assassinat était donc bien programmée et le patronat militait depuis assez longtemps pour une décentralisation des accords salariaux et les revendications de certains syndicats des secteurs dits "exposés" vont dans le même sens. Depuis les années 1960, on assiste en effet à une pluralisation graduelle de la scène syndicale qui déstabilise l'assise relativement unitaire du corporatisme, ainsi que le montre le tableau 8.1 ci-dessous

La remise en cause de l'hégémonie de LO a généré des tensions considérables au niveau des revendications salariales, la centrale ouvrière s'étant astreinte, tant bien que mal, à une politique de solidarité salariale depuis les années 1950. TCO et SACO mirent à profit les vingt premières années d'après-guerre pour développer leurs structures, leurs effectifs et des caisses de grève (le droit de grève ne leur ayant été acquis que dans le courant des années 1960 !). La norme des négociations salariales était imposée par alors LO et le patronat.

¹⁰⁷⁹ *Ibid.*, p. 42-45.

¹⁰⁸⁰ Svenska Arbetsgivareföreningen, *Farväl till korporatismen*, Stockholm, SAF, 1991.

Tableau 8.1 *Evolution des effectifs syndicaux par centrale (1964-1994)*

Effectifs	LO	TCO	SACO-SR*
1964	1 563 273	489 359	73 636
1979	2 089 390	1 012 797	213 954
1992	2 261 492	1 308 379	356 012
1994	2 230 834	1 304 785	333 813

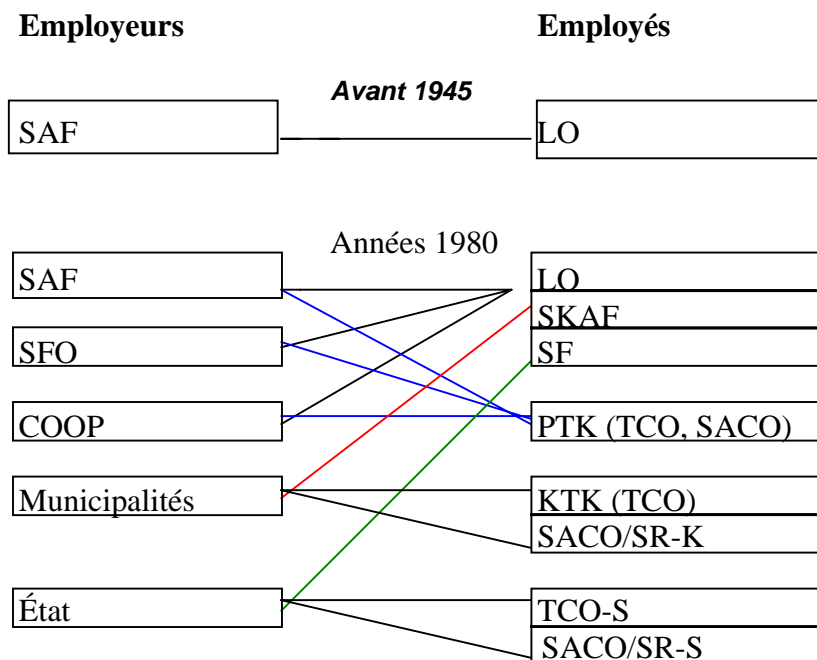
*SACO-SR : Svenska Akademikers Centralorganisationen

Sources : *Statistisk Årsbok För Sverige*, Stockholm, Statistiska Centralbyrån, 1960, 1980 et 1994 ; *Cadres CFDT*, n° 369, octobre 1995, p.27-39.

Cette situation change profondément à partir de la fin des années 1960, lorsque les membres de SACO entament une grève pour demander des hausses de salaires de 20 % ; en faisant valoir que l'égalisation imprimée par LO a été trop forte, ils obtiennent finalement 19 %¹⁰⁸¹. Cet événement marque le début d'une concurrence salariale plus intense, qui va parasiter les arrangements sociaux-démocrates, en particulier le système de négociations bilatérales et centralisées. On ne peut pas revenir sur tous les détails de ce processus, qui implique des cartels de négociations au sein de TCO et SACO (ces organisations étant plus lâchement fédérées que LO). Pour avoir un panorama de cette nouvelle pluralité, nous proposons une représentation schématique de l'évolution des négociations salariales dans la figure 8.1 ci-dessous.

¹⁰⁸¹ G. Hernes, *art. cit.*, 1991.

Figure 8.1. Représentation simplifiée de la négociation salariale avant 1945 et dans les années 1980



SAF : Association des Employeurs suédois ; SFO : organisme de négociation salariale de l'État ; COOP : Coopératives ; SKAF : employés municipaux dans LO ; SF : agents de l'Administration publique (dans LO) ; PTK : cartels de négociation des employés (TCO/SACO) ; KTK : fonctionnaires municipaux (TCO) ; SACO/SR-K : membres de SACO négociant avec les municipalités ; TCO-S : membres de TCO négociant avec l'Etat ; SACO/SR-S : membres de SACO négociant avec l'Etat

Source : adapté de G. Hernes, *art. cit.*, 1991, p. 248.

Ce graphique met bien en évidence la complexification des relations entre employeurs et employés, la différenciation des statuts professionnels et les problèmes de frontières inévitables entre les centrales syndicales qui en dérivent. La taille relative jouant incontestablement dans l'établissement d'un rapport de force, ces organisations se sont beaucoup disputées sur des problèmes de délimitation de leurs effectifs : les critères sont parfois difficiles à déterminer pour décider de l'appartenance de certaines professions à LO ou TCO, à TCO ou à SACO, notamment dans les professions très diverses des services et du secteur public tentaculaire. Or, en raison des pratiques de négociation salariale différenciées, certains groupes peuvent éventuellement préférer telle ou telle centrale. Les confédérations ont progressivement passé des accords de délimitation, mais cela n'a pas empêché des transferts ou des défections. Entre 1980 et 1984, Metall (LO) devait perdre environ 10 000 membres au profit de SIF (*Svenska Industriförbundet*), le plus grand syndicat des cols-blancs

de l'industrie au sein de TCO¹⁰⁸². Dans cette compétition pour la captation des travailleurs, TCO et SACO comme leurs équivalents norvégiens n'ont pas hésité à mettre leur "neutralité politique" en exergue tout en stigmatisant les relations intimes entre les LO et les partis sociaux-démocrates¹⁰⁸³. Ces éléments extérieurs ont aussi incité à une distanciation relative entre ces derniers.

Les évolutions vers la société post-industrielle touchent inévitablement LO au premier chef, dans ses effectifs et sa structure. Si elle est restée d'assez loin la plus grande des centrales, c'est parce qu'elle organise au delà des rangs strictement ouvriers/manuels. De 1922 à 1987, ses effectifs ont constamment augmenté, passant de moins de 300 000 membres à plus de deux millions. Si l'on regarde l'effectif cumulé de quatre syndicats industriels parmi les plus traditionnels (métallurgie, mines, construction et papier), on s'aperçoit qu'ils représentent une proportion relativement stable dans LO : 34 % en 1945, 35 % en 1971, 30 % en 1982, 26 % en 1996¹⁰⁸⁴. La centrale a donc gardé un caractère ouvrier incontestable par comparaison avec TCO ou SACO, ou du moins la logique de distribution veut que les employés non-manuels les moins qualifiés (généralement les moins bien rémunérés) intègrent LO. C'est pourquoi on trouve depuis longtemps des professions de l'assurance, du commerce/hôtellerie et, surtout, des employés de l'administration ou des services publics. Or, ces deux derniers secteurs ont connu une croissance très importante depuis 1945, notamment en raison du développement de l'État-providence social-démocrate, au point que le syndicat des employés communaux (*Kommunalarbetareförbundet*) est devenu le plus grand à l'intérieur de LO dès 1978. Cette évolution bouleversait une hiérarchie séculaire dominée par le grand syndicat de lamétallurgie (*Metall*). La croissance très rapide de l'emploi public a donc généré le clivage le plus fort au sein de LO : les deux syndicats du secteur public (*kommunal* et *Stats/SEKO*), comptaient pour 24 % de l'effectif total en 1971, 37 % en 1987. Cette proportion est relativement stable depuis lors, mais cette progression n'a pas été sans conséquence pour l'unité de LO.

L'organisation s'est en effet trouvée aux prises avec des dissensions internes ayant trait à la solidarité salariale et l'organisation de certaines professions, notamment entre secteurs public et privé. En 1987, un syndicat de LO (*Transport*) demandait pour la première fois l'exclusion d'un autre affilié (*Kommunal*) qui utilisait des méthodes sauvages pour capter de nouveaux membres. On a déjà évoqué les rivalités entre LO (ou certains de ses affiliés) et les autres

¹⁰⁸² R. Mahon, "Wage-Earners and/or Co-Workers ? Contested Identities", *Economic and Industrial Democracy*, vol. 15, 1994, p. 365.

¹⁰⁸³ G. Hernes, *art. cit.*, p. 257.

¹⁰⁸⁴ Landsorganisationen, *Rapport d'activité (Verksamhetsberättelse)*, 1945-1995.

centrales, qui ont provoqué des surenchères en termes de revendications salariales. A partir de ce moment, la politique de solidarité salariale ne pouvait pas tenir longtemps. Comme le notait un syndicaliste de *Metall* en 1986 :

"Dans un tel système salarial, qui inclut des techniciens et des ingénieurs, nous devons accepter des plus grandes différences entre les extrémités de l'échelle. Si nous sommes prêt à aller dans ce sens, je crains que beaucoup de ceux qui sont nos membres aujourd'hui s'exileront vers des organisations qui ont des contrats plus propres à satisfaire leurs besoins"¹⁰⁸⁵.

D'autre part, les syndicats du secteur public n'ont obtenu le droit de grève que très tardivement et devaient demander des rattrapages salariaux importants au cours des années 1980. Dans un contexte d'internationalisation des échanges, cette situation a suscité des tensions entre secteurs protégés et secteurs plus exposés à la concurrence (ces derniers devant préserver à la fois leur compétitivité et leurs salaires). L'exaspération était à son comble lors du congrès de LO en 1986, quand le secrétaire de *Metall* accusa les affiliés publics d'avoir des revendications irresponsables et d'être "le coucou dans le nid syndical"¹⁰⁸⁶. En arrière-plan de ces querelles, il y a aussi le fait que le secteur public ne dispose pas de système d'intéressement aux bénéficiaires, contrairement au secteur privé. Du reste, les employeurs ont eu une attitude très opportuniste, dans le sens où ils ont favorisé les divisions et l'éclatement des négociations salariales centralisées. On peut parler d'opportunisme puisque c'est le patronat qui avait imposé - largement dans son intérêt - ce principe de centralisation à une LO réticente, après 1945¹⁰⁸⁷. Au début des années 80, *Metall* avait été incité par Volvo à quitter unilatéralement la structure de négociation LO/SAF¹⁰⁸⁸ ; même si cette situation ne devait pas durer, elle présageait les difficultés de LO à préserver son unité et sa centralisation. Les implications pour la relation avec le parti sont évidentes et à double tranchant : d'une part, si LO n'est plus à même d'imposer une autorité légitime sur les affiliés, de trancher les différents, alors les capacités de mobilisation unitaire et l'échange politique (notamment autour du principe de solidarité salariale) s'en ressentent ; d'autre part, on a évoqué le fait que l'alignement sur le parti soit devenu difficile à assumer quand il s'agit de gagner de nouveaux affiliés. Enfin, les oppositions public/privé ont engendré de nouvelles "coalitions" et des rapports de force

¹⁰⁸⁵ Cité dans G. Hernes, *art. cit.*, p. 248. "In such a wage system, which is to include technicians and engineers, we have to accept greater differences between top and bottom. If we are not willing to embrace this, I am afraid that many of those who are our members today will elope to organizations that have contracts which satisfy the needs they have".

¹⁰⁸⁶ *Ibid.*, p. 255

¹⁰⁸⁷ P. Swenson, *op. cit.*, 1992.

¹⁰⁸⁸ R. Mahon, *art. cit.*, p. 367-68.

complexes : jusqu'ici, le secrétaire de LO a toujours été issu des milieux ouvriers et des syndicats industriels traditionnels : Gunnar Nilsson (1965-1983) et Bertil Jonsson (1993-2000) venaient de l'industrie du bois (*Träindustriarbetareförbundet*) tandis que Stig Malm (1983-93) avait fait sa carrière dans l'industrie métallurgique et l'administration de *Metall*¹⁰⁸⁹. Il a fallu attendre l'an 2000 pour que le porte-parole soit issu d'un des grands syndicats du public, qui plus est la première femme à ce poste, Wanja Lundby-Wedin.

Par conséquent, les fondations traditionnelles sur lesquelles reposait le corporatisme économique suédois se sont fragilisées et les intérêts des différents acteurs à la préservation de ce système ont aussi évolué.

(b) Le contexte de crise autour de 1990-1991

Si le thème de la crise de la social-démocratie est devenu récurrent au cours des deux ou trois dernières décennies - au point de perdre un peu de sa pertinence - le tournant des années 1990 constitue véritablement une sorte de catharsis de crises multiples et profondes dont il convient de retracer les grandes lignes.

- Après une période de croissance économique et de stabilité des fondamentaux depuis le milieu des années 1980, qui placent la Suède à part dans le contexte de la crise économique larvée en Europe, le plein emploi est remis en question : le chômage augmente très rapidement à partir de 1990 (il était en dessous de 2 %) pour atteindre 9% en 1993 et 14% en 1994¹⁰⁹⁰. Historiquement, le parti social-démocrate a été associé à l'avènement et à la persistance du plein emploi en Suède ; or les politiques de contrôle du niveau des prix menées dans les années 1980 sont montrées du doigt par les syndicats comme étant l'expression d'un arbitrage par trop défavorable à l'emploi.
- Comme nous l'avons souligné, 1990 est aussi l'année où le SAF décide de se retirer des négociations salariales centralisées. En janvier 1991, l'organisation annonce qu'elle ne nommera aucun représentant au directoire de l'AMS, entraînant la dislocation de tout un système de représentation régionale des intérêts organisés, soit plus de 10 000

¹⁰⁸⁹ K.-O. Andersson, "LO:s elva ordförande", *Arbetshistoria. Meddelande från Arbetarrörelsen Arkiv och Bibliotek*, n° 85-86, 1998, p. 3-10.

¹⁰⁹⁰ S. Wilks, "Class Compromise and the International Economy : The Rise and Fall of Swedish Social Democracy", *Capital and Class*, n° 58, 1995, p. 93.

représentants¹⁰⁹¹. Ce faisant, le patronat sait bien qu'il aggrave les difficultés et les tensions qui tiraillent le mouvement ouvrier, tout particulièrement en ce qui concerne les modalités de fixation des salaires.

- Dans le chapitre six, il a aussi été précisé que le système d'affiliation collective des membres de LO au parti social-démocrate prend fin en 1990. Cela a été décidé à partir du congrès de 1987 et une campagne conjointe LO/SAP doit permettre de gagner des adhérents individuels directs.
- A l'automne 1990, le parti au gouvernement décide, lui aussi assez brusquement, de soumettre une requête d'adhésion à la Communauté Economique Européenne. Il semble assez clair que les difficultés économiques, en particulier la fuite des capitaux, soient à l'origine de cette décision qui n'implique pas de consultations avec les syndicats.
- Enfin, les élections de 1991 marquent finalement la déroute de SAP - à la suite d'un feuilleton de déconvenues - l'entrée au *Riksdag* de deux nouveaux partis et la nomination d'un Premier Ministre issu de droite, le premier depuis 1928.

Ces ruptures sont relativement imbriquées et peuvent permettre de comprendre l'évolution des relations entre le SAP et LO. La politique économique de la "troisième voie" aboutit, en 1988, à une réduction significative des déficits publics et on peut alors penser que le parti va renouer avec des orientations moins monétaristes ; c'est d'ailleurs ce qu'on laisse penser au moment des élections en promettant à LO de mettre en place la sixième semaine de congés payés et de développer le congé parental au cours de la législature¹⁰⁹². Cependant, le gouvernement va faire du zèle en initiant ce qui est resté sous le nom de "la réforme fiscale du siècle", juste après que les négociations salariales ont été conclues pour une période de deux ans¹⁰⁹³. Ce projet inclut notamment une hausse sensible de la TVA et des inflexions favorables aux entreprises. Dans le climat délétère des rivalités salariales, cette initiative fait l'effet d'une bombe et envenime sérieusement les relations avec LO.

Les clauses de rattrapage salarial provoquant des tensions inflationnistes, un plan de crise exceptionnel est proposé par le Ministre des Finances Feldt, en février 1990 : il comprend un gel total des salaires et des dividendes sur deux ans ainsi qu'une mesure qui s'apparente à une suspension temporaire du droit de grève assortie d'amendes sévères pour les contrevenants

¹⁰⁹¹ G. Åhrne, W. Clement, "A New Regime ? Class Representation Within the Swedish State", *Economic and Industrial Democracy*, vol. 13, 1992, p. 455-479 ; B. Rothstein, J. Bergström, *Korporatismens fall och den svenska modellens kris*, Stockholm, SNS, 1999.

¹⁰⁹² K. Åmark, "Afterword : Swedish Social Democracy on a Historical threshold", dans K. Misgeld, K. Molin, K. Åmark, *Creating Social Democracy*. Pennsylvania State university Press, 1992, p. 439.

¹⁰⁹³ *Ibid.*, p. 435.

éventuels. Le projet est mis sur la table alors que les employés du secteur bancaire sont en grève et que les employés communaux sont en passe de suivre le même chemin¹⁰⁹⁴. Ce qui est très intéressant c'est que le parti parvient à convaincre les autorités centrales de LO (mais aussi de *Metall*) du bien fondé ou, du moins, de la nécessité impérieuse de ces mesures extraordinaires ; la direction de la centrale ne parvenant plus à imposer ses arbitrages aux affiliés - en particulier aux syndicats du secteur public - on peut penser qu'une solution radicale de ce type n'est pas inacceptable¹⁰⁹⁵. Ce plan de crise est aux antipodes des principes traditionnels de l'échange politique parti-syndicats et, même s'il y a des polémiques sur le sens du vocabulaire utilisé (s'agit-il d'une interdiction de grève, d'une suspension temporaire du droit de grève, etc. ?), le caractère autoritaire des mesures est hors de doute. Le président de Volvo, Gyllenhammar recommande aux partis bourgeois de voter pour le plan de crise mais ces derniers ne vont pas le suivre¹⁰⁹⁶ : la raison principale semble venir du fait que les directions de LO et de *Metall* sont également prêts à s'y rallier. L'opposition la plus ferme provient de *Kommunal* (syndicat des communes) qui rejette l'éventualité d'un tel arbitrage. Dans un premier temps le SAP choisit la modération en formulant des excuses auprès des syndicats lésés et en proposant de remplacer l'interdiction de grève par une médiation obligatoire¹⁰⁹⁷. Sans le soutien de l'opposition, le gouvernement est finalement contraint de démissionner. Mais les sociaux-démocrates ne convoquent pas de nouvelles élections et reviennent avec l'appui de la gauche (Vp) ; concédant habilement quelque chose à toutes les parties en présence, ils écartent Feldt des finances, remplacé par Allan Larsson, mais lancent une nouvelle réforme fiscale en octobre 1990, qui courtise les employeurs, obtient le soutien des libéraux mais qui repousse aux calendes grecques les promesses faites à LO en 1988 : congés payés et congé parental. C'est au même moment qu'est annoncée la décision de reconsidérer l'adhésion à la CEE, souvent vue comme un "club de riches" au sein de LO¹⁰⁹⁸. Dès lors, la tension entre parti et syndicats atteint son comble et le porte-parole Stig Malm critique la politique du SAP à plusieurs reprises et dans des termes très durs: l'accord avec les libéraux a été très mal reçu, d'autant que le parti libéral se plaît à ironiser que l'on va pouvoir affilier collectivement les membres du SAP à sa propre organisation¹⁰⁹⁹. Dans une longue

¹⁰⁹⁴ *Ibid.*, p.436.

¹⁰⁹⁵ En ce qui concerne *Metall*, la rivalité qui l'oppose à *Kommunal* est une bonne raison de vouloir geler les salaires pendant un temps.

¹⁰⁹⁶ P. Swenson, *op. cit.*, p. 61

¹⁰⁹⁷ K. Åmark, *op. cit.*, p. 437.

¹⁰⁹⁸ S. Hadenius, *op. cit.*, 1997, p. 143

Le parlement votera le début des négociations à une large majorité en décembre 1990, même si le SAP ne présente pas un front uni face au projet d'adhésion

¹⁰⁹⁹ S. Malm, *op. cit.*, 1994, p. 201.

interview, en décembre, Malm attaque les responsables sociaux-démocrates des affaires sociales, Mona Sahlin et Doris Håvik ainsi qu'Allan Larsson pour avoir procédé à des coupes sombres dans l'assurance sociale et pour ne s'intéresser qu'au niveau des prix, dans un contexte de chômage très élevé. La réaction du gouvernement est rapide puisque Ingvar Carlsson déclare qu'il quittera ses fonctions de Premier Ministre et de secrétaire du parti si LO soutient les propos de Malm ; Carlsson ne présente pas cela comme un ultimatum, mais il explique assez finement qu'un secrétaire qui ne peut plus "tenir ensemble" LO et le parti doit en tirer toutes les conséquences¹¹⁰⁰. Allan Larsson, de son côté, demande des excuses publiques du porte-parole, sans quoi il démissionnera à son tour¹¹⁰¹. Malm s'exécute finalement, ce qui lui vaut cette fois les critiques de LO où s'engage une véritable guerre de succession (le porte-parole ayant été accusé de soutenir le plan de crise extraordinaire de février 1990)¹¹⁰².

Nous n'irons pas plus loin dans cette chronique des événements qui jalonnent ces crises mais elle permettra peut-être de comprendre que la plate-forme électorale commune LO/SAP de 1991 n'est qu'une réconciliation de façade¹¹⁰³. Le parti est tombé à moins de 30 % d'intentions de vote dans les sondages de l'institut SIFO, ce qui s'apparente à un véritable désastre électoral. D'autre part, les responsables syndicaux pour la campagne d'affiliation individuelle des membres de LO au parti auraient parfois été surpris en flagrant délit de dissuasion des candidats éventuels, ce qui pourrait expliquer certains mauvais résultats initiaux de cette entreprise. Toutefois, le parti n'a sans doute besoin de personne pour se discréditer auprès des syndiqués, à cette époque.

(c) La remise en cause de la représentation corporatiste

Avec les décisions du patronat de 1991, ce n'est pas le système corporatiste dans ses différentes dimensions qui se décomposait mais une de ses composantes centrales, la politique du marché du travail et des salaires, qui devenait orpheline. Pour les employeurs, les enjeux étaient multiples et l'un des problèmes tenait au mandat de ses représentants qui, une fois

¹¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 208 : la citation originale est "Ingvars avgörande argument för sitt beslut var att om man som partiordförande inte kan hålla ihop LO och partiet, bör man ta konsekvenserna av detta".

¹¹⁰¹ *Ibid.*, p. 209

¹¹⁰² *Ibid.*, p. 210

¹¹⁰³ K. Åmark, *op. cit.*, p. 437.

placés dans la sphère corporatiste, tendaient à construire des allégeances complexes vis à vis du système qui les nourrissait¹¹⁰⁴. Un certain nombre de raisons ont été avancées pour expliquer le choix des employeurs. Certes, le retrait était soudain mais l'offensive contre la centralisation des négociations salariales avait commencé dès les années 1970 ; les évolutions de la structure économique, décrites plus haut, fournissent des indices pour comprendre certains des problèmes de la solidarité salariale et une interprétation plus fine des événements de 1991-1992 est hors de propos¹¹⁰⁵. Il faut noter par ailleurs que le SAF ne se retire pas d'un certain nombre d'organes consultatifs et n'abdiquait donc pas complètement une influence considérable, par l'intermédiaire des institutions corporatistes. Il s'agit alors d'une stratégie ciblée, d'un électrochoc ; pourtant, en 1992, ce sont toutes les secteurs de l'administration centrale qui sont concernés par le retrait du SAF, laissant les syndicats sans interlocuteurs et paralysant tout le système de représentation corporatiste. Le nouveau gouvernement de coalition dirigé par Carl Bildt (modéré), prenant acte de cette défection sans précédent, entame alors la conversion des anciens directoires en organes essentiellement consultatifs. Il n'est pas totalement innocent que cette rupture intervienne pendant une phase d'alternance, sous l'égide d'un gouvernement qui fait explicitement de l'adhésion à l'Union Européenne le cheval de Troie de la libéralisation économique en Suède. Néanmoins, l'hypothèse idéologique ne semble pas suffisante et cache un certain nombre d'évolutions précédemment évoquées, qui vont dans le sens d'une fragmentation sectorielle, d'un affaiblissement des capacités de compromis et d'une volonté de refonte de l'administration.

Si l'État corporatiste a eu une grande importance dans la doctrine social-démocrate, nous avons vu qu'il ne faut pas pour autant en faire un synonyme d'État social-démocrate, dans la mesure où les relations entre les différents niveaux de pouvoir - parlement, gouvernement, administration et représentants des intérêts organisés - restent très complexe, marquées par l'enchevêtrement des rôles multiples et des conflits recrudescents. Le patronat a sans doute repris un ascendant au début des années 1990 mais il a dû admettre qu'il s'agissait d'une demi-victoire et qu'on n'abolit pas les institutions par décret unilatéral : les marques de cette culture sont restées très présentes et il a fallu par exemple réfléchir à des nouveaux modes de négociations salariales afin d'éviter l'affrontement ouvert et de retrouver le chemin

¹¹⁰⁴ Voir P-O. Öberg, *Särinrtresse och allmänintresse - Korporatismens ansikte*, Stockholm, Almqvist & Wicksell international, 1994. Certains représentants des employeurs communaux, par exemple, pouvaient aussi être des sociaux-démocrates convaincus ; Cf. B. Rothstein, J. Bergström, *op. cit.*, p. 69.

¹¹⁰⁵ J. Pontusson, P. Swenson, "Varför har arbetsgivarna övergivit den svenska modellen", *Arkiv för Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 52-53, 1992, p. 37-66.

d'une croissance économique saine. Ce problème était si central à la fin des années 1990 que le gouvernement social-démocrate de Göran Persson devait faire de son règlement une des conditions avant toute entrée possible de la Suède dans l'Union Economique et Monétaire (UEM). Rothstein et Bergström notent aussi incidemment que la représentation dans les organes administratifs désormais consultatifs semble parfois s'être modifiée au profit des partis politiques et des parlementaires¹¹⁰⁶ ; ceci viendrait alors s'ajouter au regain probable d'influence des partis sur la direction de l'administration, du fait de la transformation du système de représentation corporatiste. Finalement, tant ce modèle de représentation que le processus et l'ancrage des politiques publiques sont encore dans une phase de transition à l'heure actuelle, qui ne semble pas pouvoir faire l'économie d'une polarisation plus manifeste des intérêts¹¹⁰⁷. Le développement d'une culture du lobbying, indéniablement favorisée dans le cadre des relations économiques au sein de la nouvelle Europe unie, pose toutefois des problèmes de transparence et d'identification des responsabilités qui contrastent avec les traditions de négociation scandinaves.

8.3.2 *De l'État providence au régime social-démocrate*

Nous abordons maintenant le domaine qui a sans doute reçu le plus d'attention, à savoir l'État social considéré implicitement comme le cœur du "régime" social-démocrate. Il n'est pas nécessairement justifié de traiter cet aspect séparément de la politique institutionnelle tant les deux sont liés, sinon par souci d'alléger la présentation. En effet, il n'est pas possible d'étudier très en détail la question qui a le plus occupé les politologues en rapport avec la nature de la social-démocratie et l'on devra se contenter de poursuivre la synthèse analytique proposée dans ce chapitre¹¹⁰⁸. On s'en tiendra donc à la question de l'occupation du pouvoir

¹¹⁰⁶ B. Rothstein, J. Bergström, *op. cit.*, p. 130. Ce constat demanderait à être étayé par une analyse plus systématique. Ceci semble valoir pour le niveau central et n'est pas confirmé dans le cas des branches régionales et locales de l'administration.

¹¹⁰⁷ De nouvelles transformations ont encore eu lieu depuis 1996, qui ont fait l'objet d'un certain nombre de polémiques. Il n'y a pas lieu d'entrer dans le détail mais la tendance est à la pluralisation des formes organisationnelles des différentes administrations. Certaines ont retrouvé une ergonomie plus proche de l'ancien modèle corporatiste, quoique le parti social-démocrate au pouvoir n'ait pas directement été à l'origine de cette restauration (*Ibid.*, p. 155-156). D'autre part, on réfléchit à la meilleure forme de médiation dans les conflits salariaux, au-delà de la seule intervention de l'État comme arbitre.

¹¹⁰⁸ Pour un exposé plus complet et en français sur la philosophie de l'État social suédois, on pourra se reporter à mon article : Y. Aucante, *art. cit.*, 2002 (1). Il serait ennuyeux d'avoir à reproduire toutes les réflexions qui se trouvent déjà publiées dans ce texte.

par les sociaux-démocrates et de ses conséquences, essentiellement dans le champ de la politique sociale.

(a) L'État providence comme champ de lutte

Lorsqu'on parle de "régime social-démocrate", voire de social-démocratie tout court, on fait bien souvent abstraction du parti et le risque est d'en faire le maître d'œuvre *a priori*, canonisé, de l'ensemble de l'édifice de l'État-providence. Il y a donc un certain nombre d'ambiguïtés qui font problème à cet égard et qui n'ont été que partiellement levées. L'analyse se trouve d'abord constamment tiraillée entre la volonté de rendre à César ce qui lui appartient - c'est-à-dire de faire état des contributions exceptionnelles des partis sociaux-démocrates à la politique sociale moderne - et la tentation normale d'un certain révisionnisme qui serait attentif aux rôles de chacun, aux différents acteurs en présence sur la scène éminemment complexe des politiques publiques :

"D'un côté, l'État-providence peut être vu comme la satisfaction des demandes économiques du mouvement ouvrier. De l'autre, il peut être conçu comme l'expression du compromis historique entre capital et travail quant à l'organisation du capitalisme, un système étatique complexe en vue d'un mode plus pratique de distribution et de régulation du fond salarial dans la société"¹¹⁰⁹.

Dans le cas suédois - et même scandinave - les confusions se sont retrouvées sous le vocable d'abord importé de "modèle", faisant référence à un ensemble très (trop) divers de spécificités économiques, sociales ou d'autre nature¹¹¹⁰. Si cette terminologie a eu un certain succès pour désigner localement le compromis entre patronat et syndicats ainsi que la politique active du marché du travail qui semblait garantir le plein emploi, le volet social fait essentiellement référence au caractère universel - c'est à dire non-sélectif - d'un certain nombre de prestations sociales. En Suède, il est associé à la réforme des retraites suivant le

¹¹⁰⁹ T. Gran, *op. cit.*, p. 333. "On the one hand, the welfare state can be seen as a fulfilment of economic demands of the labour movement. On the other, it can be seen as an expression of the historical compromise between capital and labour on organizing capitalism, a complex statist system for a more workable way of distributing and regulating the wage fund in society".

¹¹¹⁰ *Ibid.*, p. 117-118.

référendum de 1957¹¹¹¹, dont nous parlions déjà dans le chapitre trois. Pourtant, chez les sociaux-démocrates suédois, l'idée que l'État puisse être le garant d'un revenu et de services minima ne se développe que tardivement, tant la légitimité de cette protection sociale issue d'une logique assurantielle est initialement associée au lieu de travail et à l'organisation syndicale. En Allemagne, Bismarck ne voulait pas d'assurance, préférant un système assis sur les revenus généraux d'un État patriarcal ; mais ces revenus fiscaux n'étant pas assez importants, le chancelier dut se résoudre à adopter le principe assurantiel pour la vieillesse et l'invalidité¹¹¹². L'histoire de l'État-providence est donc plus proche d'une suite de compromis, d'évolutions hybrides et de luttes idéologiques, que la manifestation d'une volonté politique cohérente. Nous avons déjà parlé de l'assurance-chômage suédoise de 1934, organisée selon le système de Ghent qui confère un pouvoir important aux syndicats ; or, pour cette raison, les partis bourgeois favorisent une assurance obligatoire financée par l'État, ce qui semble être à contre-courant d'une vision qu'on a des libéraux et des conservateurs¹¹¹³. De même, conservateurs et agrariens soutiennent-ils les retraites universelles sans condition de revenu de 1948, qui bénéficient alors à leur clientèle rurale¹¹¹⁴. Dans ce contexte, le parti social-démocrate fait figure de moteur d'une machine interpartisane qui travaille assez lentement, dans le cadre des grandes commissions publiques, pour accoucher de projets sur lesquels il faut encore légiférer. Malgré le biais masculin et des formes de conditionnalité implicites liées aux inégalités du marché du travail, certaines réformes vont dans la direction d'une plus grande égalité et restent associés à la social-démocratie, telles les allocations familiales de 1948, qui sont versées aux mères. Les conflits idéologiques autour des choix de système n'étaient pas non plus réservés à l'opposition entre le SAP et les partis bourgeois ; les tensions au sein du parti et du mouvement ouvrier, entre quelques personnalités influentes comme le Ministre des Affaires Sociales Gustav Möller et d'autres courants ont été nombreuses. Le référendum de 1957 permet une polarisation plus nette des différents partis, les sociaux-démocrates se rassemblant autour du principe des retraites obligatoires et universelles : elles

¹¹¹¹ Une première variante -complexe et limitée - de pension de base populaire était apparue dès 1913. Après une réforme partielle en 1935, les retraites populaires, universelles et financées par l'État sont introduites en 1946-1948. Mais c'est encore un universalisme minimum et largement masculin, qui sera corrigé dix ans plus tard.

¹¹¹² A-L. Seip, "Velferdsstaten - En nordisk modell ?", *Arbeiderhistorie*, 1991 (annuel), p. 171.

¹¹¹³ U. Lundberg, K. Åmark, "Social Rights and Social Security: The Swedish Welfare State, 1900-2000", *Scandinavian Journal of History*, n° 26, p. 157-176.

¹¹¹⁴ Peter Baldwin a critiqué une approche trop "travailleuse" de la formation des politiques sociales, symbolisée par certains travaux de Gøsta Esping-Andersen, Walter Korpi, John D. Stephens ou Sven E. Olsson. Elle négligerait le rôle important d'autres forces politiques et sociales, notamment celui de la droite. Voir P. Baldwin, *op. cit.*, 1990 et du même auteur, "Hur socialistisk är den solidariska socialpolitiken", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 50, 1991, p. 2-26. La réponse de Sven E. Olsson dans la même livraison ("Arbetarnas makt och 1946 års pensionsreform", *ibid.*, p. 27-47).

englobaient alors la classe en croissance des employés en intégrant le principe de pensions complémentaires dépendantes du revenu. La Norvège devait suivre le même chemin mais en faisant l'économie des controverses¹¹¹⁵.

Au-delà des exégèses académiques, nous avons montré que le champ restait ouvert pour l'identification des partis avec cet héritage social et, à ce jeu là, la longue occupation des lieux du pouvoir par les sociaux-démocrates leur confère sans doute un avantage. Par ailleurs, même si le consensus reste large, la distanciation plus marquée de l'opposition de droite et libérale vis à vis d'une fiscalité élevée. Contrairement à ce que certaines des thèses sur l'évolution postmatérialiste de la société avaient mis en avant, l'opposition aux services sociaux universels assis sur cette base fiscale ne s'est pas manifestée radicalement, même si la critique de leur efficacité a pu être forte¹¹¹⁶. L'institutionnalisation d'une nouvelle classe très importante de fonctionnaires publics, comme en témoigne leur poids dans les effectifs syndiqués, a créé une base de légitimité solide bien qu'elle ait aussi activé de nouveaux conflits transversaux entre public et privé. Le discours sur la protection de ces acquis sociaux fondamentaux a été mis en avant par les sociaux-démocrates pour justifier certaines politiques de rigueur budgétaire et monétaire, depuis les années 1980. Torsten Svensson a défendu la thèse que le choix de l'universalisme était partie prenante d'une stratégie social-démocrate "multiclassiste", visant à consolider l'ancrage du "parti populaire" en courtisant les employés et leur syndicat, TCO¹¹¹⁷. Svensson cherche à restaurer la dimension intentionnelle et rationnelle, qu'elle soit idéologique, organisationnelle ou politique, dans la conception du réformisme social. Pour lui, il existe bien des contraintes, une "structure de choix", mais elles n'oblitérent pas l'action délibérée et stratégique des acteurs, le parti en l'occurrence¹¹¹⁸. En ce qui concerne l'élargissement et le renouveau de la base électorale, des soutiens et de la légitimité du SAP, Svensson a raison et l'on entrevoit ici certains facteurs essentiels de la

¹¹¹⁵ A-L. Seip, *art. cit.*, p. 179.

¹¹¹⁶ Voir S. Svallfors, "The end of Class Politics ? Structural Cleavages and Attitudes to Swedish Welfare Policies", *Acta Sociologica*, vol. 38, n° 1, 1995, p. 101-112 ; Bo Rothstein, *Just Institutions Matter. The Moral and Political Logic of the Universal Welfare State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. Rothstein montre l'intérêt de prestations universelles pour stimuler le soutien et la solidarité des classes qui en ont moins besoin tout en évitant la stigmatisation des "assistés". C'est la logique inverse du système de *welfare* américain qui n'a pu asseoir sa légitimité aux yeux des classes moyennes. Toutefois, il faut noter que l'État social suédois est lié à l'intégration sur le marché du travail. Ceux qui n'y sont jamais entrés se trouvent captifs d'une assistance dont les critères de recevabilité sont par ailleurs très stricts.

¹¹¹⁷ T. Svensson, *op. cit.*, 1994. C'est dans la ligne des thèses défendues par Esping-Andersen ; voir par exemple G. Esping-Andersen, "Single-Party Dominance in Sweden. The Saga of Social Democracy", dans T. J. Pempel (Ed.), *Uncommon Democracies. The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, p. 48 et suivantes.

¹¹¹⁸ *Ibid.*, p. 23-24.

longévité du parti au pouvoir, qui remettent en cause les thèses classiques de Przeworski et Sprague quant aux contraintes sociologiques indépassables des partis de gauche¹¹¹⁹. Mais est-ce là le produit d'une stratégie explicite et réussie visant à construire un État social pour la classe moyenne ou bien ces deux éléments doivent-ils être découplés? Que les sociaux-démocrates aient délibérément cherché à élargir leur base électorale est presque une non-question étant donné l'ancrage social pluriel du parti depuis ses origines et son caractère "populaire" assumé ; le problème est plutôt de savoir si la réforme de l'État était avant tout pensée dans ces termes stratégiques et si le parti disposait de la marge de manœuvre politique pour atteindre cet objectif. De ce point de vue, le principe de l'universalité des prestations ayant déjà connu des avancées concrètes dans les années 1940 - et dans un esprit de compromis parlementaire large - il n'est pas évident pour les sociaux-démocrates d'utiliser l'État-providence comme arme de conquête d'une classe employée qui possédait déjà souvent des plans de retraites complémentaires avant la réforme obligatoire de 1958-1959. De plus, si seul le SAP propose des retraites complémentaires publiques et obligatoires, tous les partis sont d'accord pour élever considérablement le niveau des retraites de base dans les années 1950¹¹²⁰. Les premières réflexions en la matière avaient même commencé dès la fin de la décennie précédente et l'on peut penser que la réforme des retraites en était l'aboutissement qui n'avait pas été initialement pensé dans une optique électorale ou de captation de la classe moyenne, même si le résultat final bénéficiait à ce type de clientèle¹¹²¹. Bref, il n'est pas facile de situer cette réforme dans la droite ligne d'une stratégie visant à conquérir une banque de vote mais elle pourra être instrumentalisée en ce sens. Dans le courant des années 1960, il devait même revenir à la droite de motionner en faveur d'une hausse des pensions pour les personnes isolées hors d'un régime universel qui maintenait des poches d'exceptions et aucune objection ne devait entraver la baisse ultérieure de l'âge de la retraite¹¹²². Il n'y a cependant pas de doute que le SAP avait joué une carte symbolique importante en se positionnant plus

¹¹¹⁹ A. Przeworski, J. Sprague, *op. cit.*, 1986 ; ces auteurs envisageaient un "trade off" ou compromis idéologique inévitable des partis socialistes face à la montée des classes moyennes, qui expliquerait le déclin de ces forces politiques. Diane Sainsbury et d'autres ont bien montré que la définition trop stricte et électorale de la "classe" dans cette perspective contredisait l'insistance des auteurs sur les modalités historiques de formation et d'organisation de cette classe : ainsi, il est clair que ce sont les syndicats - plutôt qu'une classe sociale prédéterminée - qui ont constitué la base légitime du parti et encadré les évolutions de la structure socioprofessionnelle (D. Sainsbury, "Party Strategies and the Electoral Trade-off of Class-based Parties", *European Journal of Political Research*, vol. 18, n°1, 1990, p. 29-50).

¹¹²⁰ E. Uddhammar, *op. cit.*, 1993, p. 183. En réalité, les libéraux sont d'accord sur le principe mais proposent un droit d'exemption individuel.

¹¹²¹ Comme le reconnaît Svensson, les retraites complémentaires (ATP) étaient initialement un projet destiné à améliorer les pensions ouvrières, ce qui explique le soutien continu de LO à cette entreprise, en dépit de ses évolutions ultérieures. En intégrant la classe moyenne à ce système plus proportionnel de remplacement du revenu, on s'assurait de sa loyauté à long terme (T. Svensson, *op. cit.*, p. 241).

nettement en faveur de l'universalisme, lors du référendum de 1957 et en prenant ses distances vis à vis du parti agrarien. Tout ces éléments contribuent à forger une image de l'État providence comme pilier du compromis (et non du consensus) interpartisan ; même si les sociaux-démocrates ont fait figure de moteur et d'affiche de la réforme sociale dès les années 1930, le mode de production de la législation et les conditions économiques favorisent indéniablement ce degré de compromis. Pour Emil Uddhammar, il faut aller plus loin et il suggère l'existence d'une "doctrine étatiste latente" (*dold statsdoktrin*) qui traverse le paysage politique et se manifeste clairement des années 1930-1940 à 1960. Ceci est en accord avec un développement particulier du libéralisme économique en Scandinavie, plus proche d'un rationalisme planificateur, et qui n'est pas sans influencer la pensée social-démocrate elle-même¹¹²³. Ce type d'explication, sensible à la culture politique, n'est pas incompatible avec une approche des stratégies d'acteurs, ainsi que le montre l'inventaire que fait l'auteur des prises de position nuancées de chaque parti dans le processus législatif. Elle se démarque simplement de l'analyse des idéologies manifestes ou explicites et peut contribuer à la compréhension de l'expansion rapide et exceptionnelle de la sphère publique en Suède. Ce qui n'empêche pas que le type de parti au gouvernement soit une variable importante, ne serait-ce que dans une perspective d'impulsion et de choix des priorités. En effet, il ne s'agit pas de nier le rôle éminent des sociaux-démocrates dans la promotion d'une société plus égalitaire mais bien de leur redonner une place plus en accord avec leur capacité d'action dans l'espace politique. Cela suppose aussi de prendre la mesure des héritages plus anciens et des contributions des autres forces politiques, "seules" ou dans la relation interpartisane, qui permettent de contraster la logique de "corrélation" agrégée privilégiée par les études comparées : ce type d'approche fait implicitement équivaloir gouvernement social-démocrate et réalisations politiques par le seul truchement de la comparaison des expériences nationales¹¹²⁴.

Depuis la radicalisation d'une certaine idéologie néo-libérale et la transformation consécutive de l'opposition suédoise, le SAP s'est présenté systématiquement comme le meilleur garant d'un régime de protection et de services sociaux des plus sophistiqués. Dans ce contexte, les fondements de l'État social restent une ressource essentielle en termes d'identification et de légitimité, aussi parce que la social-démocratie a plus de facilité à s'en

¹¹²² E. Uddhammar, *op. cit.*, p. 185-187.

¹¹²³ *Ibid.*, p 5, 10 et *passim*.

¹¹²⁴ C'est la conclusion de G. Therborn et al., "Sverige före och efter socialdemokratin: en första överblick", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 15-16, 1979, p. 29.

attribuer les titres de propriété. D'un point de vue plus spécifiquement institutionnel, les débats et polémiques concernant les niveaux pertinents d'administration des politiques sociales sont un révélateur des enjeux dans le domaine de la réforme de l'État-providence ; à cet égard, la concentration des communes comme unités de gestion (1962-1973), dans l'optique d'un meilleur contrôle central, était un projet défendu par les sociaux-démocrates tandis que l'opposition plaidait pour une décentralisation plus en accord avec son implantation dans les exécutifs locaux : au mot d'ordre de "services publics efficaces" s'opposait celui de "contrôle citoyen décentralisé"¹¹²⁵. Pendant la première alternance, cette question du gouvernement local était au centre des préoccupations, avec une nouvelle loi communale allant dans le sens d'une moindre régulation centrale. Le local devenait le point de convergence de toutes les oppositions au monolithe social-démocrate. Avec le retour du SAP en 1982, nous avons dit que la stratégie consistait à adopter une partie du discours et de l'action décentralisateurs "au service" de la préservation de l'État-providence ; mais il s'agissait d'une décentralisation avant tout administrative, pas politique¹¹²⁶. C'est peut-être dans la radicalisation de positions partisans à propos de la privatisation ou la dérégulation de ces services sociaux que s'exprime le mieux une vision de l'État social-démocrate¹¹²⁷ ; ce conflit s'est même symboliquement cristallisé, à la fin des années 1990, dans l'opposition entre l'administration néo-libérale de la ville de Stockholm, vitrine du parti modéré, et le gouvernement social-démocrate qui lui faisait face sur l'île voisine de la capitale. Avec les projets de privatisation provocateurs comme celle des bibliothèques, les élections municipales de 2002 avaient pris une dimension nationale particulière, se soldant finalement par la victoire du SAP à Stockholm.

Enfin, la question du rôle des sociaux-démocrates en tant qu'acteurs de la construction de l'État-providence nécessiterait sans doute que l'on morcelle ce dernier objet, aux dimensions colossales, pour prendre en compte ses différentes dimensions. Hans Keman a ainsi proposé une distinction à trois niveaux :

- L'État-providence social, fondé sur la redistribution et la "décommodification"¹¹²⁸.

¹¹²⁵ M. Dahlkvist, U. Strandberg, *op. cit.*, 1999, p. 291.

¹¹²⁶ *Ibid.*, p. 294-295.

¹¹²⁷ Dahlkvist et Strandberg montrent néanmoins que le projet de la droite n'équivaut plus à une revendication d'indépendance du gouvernement local ; il s'agit de revendiquer un cadre central commun, mais dans le but de mettre l'ensemble de la production de service sociaux dans une position de concurrence (*Ibid.*, p. 298).

¹¹²⁸ Au sens qu'Esping-Andersen donne à ce terme, celui de la démarchandisation de certaines relations sociales dominées par le rapport contractuel travail-salaire. Les logiques de l'assurance et de la protection sociales se situent dans cette sphère (G. Esping-Andersen, *op. cit.*, 1999 (1990)).

- L'État-providence économique, c'est-à-dire la régulation du marché et des conditions de travail, l'encadrement des négociations salariales et la politique de l'emploi.
- L'État-providence culturel et éducatif, de la formation générale et professionnelle des citoyens aux services et biens culturels¹¹²⁹.

Cette compartimentation pourrait permettre de mieux évaluer les programmes et l'intervention des différents partis dans chaque secteur, en évitant de traiter l'État-providence comme un monolithe descendu du ciel.

(b) L'idée de régime social-démocrate

Avec le temps et la multiplication des tentatives d'interprétation, l'ambiguïté principale entre modèle scandinave et régime social-démocrate est restée, les deux dimensions étant implicitement liées. Comme le notait laconiquement Thorsten Nybom, ce sujet est progressivement devenu "une spécialité du journalisme culturel"¹¹³⁰, faisant un peu écho aux tableaux anciens et essentialistes sur le caractère et les mentalités nationales. A cela s'ajoute une thématique affectionnée par tous, celle du déclin (ou de la résistance) de la social-démocratie dans le contexte d'économies en transformation rapide¹¹³¹. Le spectre ou l'horizon du "changement de système" (*systemsiftet*) reste un sujet de débat, en Suède du moins, sans qu'on s'accorde vraiment sur le contenu du système lui-même. Au centre de ces débats se trouve la perception diffuse d'une stabilité des modèles politiques qui va bien au-delà de l'héritage social-démocrate ; il y a ainsi la célèbre hypothèse du "gel" des clivages partisans de Lipset et Rokkan, selon laquelle un système spécifique à cinq partis s'était fixé depuis les années 1920¹¹³² tandis que l'autre pôle du modèle rassemblait une pléiade de constats sur la domination social-démocrate, le compromis interpartisan, la représentation des intérêts, la performance économique et l'État-providence égalitaire¹¹³³.

¹¹²⁹ H. Keman, *art. cit.*, 1995, p. 309.

¹¹³⁰ T. Nybom, "Den socialdemokratiska staten - Exemplet Sverige", *Nytt Norsk Tidsskrift*, 1988, n° 1, p. 24-38.

¹¹³¹ Une des références les plus connues est Fritz Scharpf, *Crisis and Choice in European Social Democracy*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

¹¹³² S. M. Lipset, S. Rokkan, *op. cit.*, 1964 ; S. Bartolini, P. Mair, *Identity, Competition and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates 1885-1985*, Cambridge, CUP, 1990, p. 287. Sur l'évaluation du changement partisan, Cf. Jan-Erik Lane et al., *art. cit.*, 1993, p. 195-230.

¹¹³³ La liste pourrait être plus longue, si l'on introduisait l'indépendance de l'administration, la neutralité suédoise et le pacifisme, le tiers-mondisme affirmé ou certaines caractéristiques culturelles (liberté sexuelle par exemple).

Finalement, on trouve peu de tentatives pour appréhender cette question du régime dans son ensemble, encore moins de façon critique. Quelques très rares essais relativement récents font exception à cet égard, en s'interrogeant plus sérieusement sur cette anomalie des partis dominants en démocratie et de leur impact global.

Diane Sainsbury a identifié cinq innovations historiques majeures, dans le cas suédois, qui composeraient l'identité du régime social-démocrate ; ce sont :

- L'Etat social (*social service state*)
- La politique active du marché du travail, le plein emploi
- Le système de solidarité salariale
- Le système universel des retraites
- La politique d'éducation¹¹³⁴

Comme on le voit, cette liste n'évite pas certains recoupements, les retraites pouvant être rattachées à la sphère de l'État social, et pose encore le même problème des responsabilités du parti dans la réalisation de ces différentes politiques. C'est l'extraordinaire longévité du SAP au pouvoir qui permet de faire l'économie de ce travail d'association ; en réalité, cette idée de régime suggère peut-être qu'il n'est pas nécessaire de penser ce parti comme agent principal et que l'identification idéologique - même rétrospective - de l'organisation avec ce conglomerat de politiques économiques et sociales suffit. Le parti, sans nul doute, devient alors une sorte de centre de gravité du régime ; même lorsqu'il n'est pas à l'origine d'une initiative de réforme, il en est le point de passage presque obligé, la démocratie se fondant dans la social-démocratie¹¹³⁵. C'est probablement dans cette acception qu'un régime social-démocrate a le plus de sens, dans une sorte d'infusion lente, d'assimilation de différentes cultures et idéologies politiques ; en ce sens que la Suède n'est social-démocrate que dans la mesure où il existe une variante de social-démocratie qui est suédoise, qui s'est adaptée à une tradition de l'État et qui interagit avec d'autres forces politiques et sociales organisées. On peut alors identifier des tendances du changement impulsé par la social-démocratie qui sont aussi inévitablement des produits mixtes de ces interactions, des continuités et des transformations

¹¹³⁴ D. Sainsbury, "The Swedish Social Democrats and the Legacy of Continuous Reform : Asset or Dilemma ?", *West European Politics*, vol. 16, n° 1, 1993, p. 43.

¹¹³⁵ A cet égard, on pourra remarquer l'invention, dans les années 1990, d'un Ministère suédois de la Démocratie, inauguré par le SAP.

de la société. En ces termes, le débat sur l'agence et la structure perd une partie de son importance, dès lors que l'on cherche à observer un objet aussi complexe qu'un régime¹¹³⁶.

Dans le cas norvégien, William Lafferty a également proposé une liste assez longue de caractéristiques de l'État social-démocrate (*den sosialdemokratiske stat*), sur lesquelles on peut s'arrêter un instant. Il met en avant le pouvoir des salariés, un système électoral proportionnel, le pluralisme corporatiste, la sécurité sociale, un secteur public fort et en croissance, la démocratisation du travail et du capital ainsi que la culture étatiste. Comme le reconnaît l'auteur, cette critériologie a essentiellement une valeur descriptive et empirique ; ce sont là des valeurs et choix institutionnels qui se sont particulièrement développés sous les gouvernements sociaux-démocrates et dont il est raisonnable de supposer qu'ils sont en cohérence avec les intentions de cette force politique:

"L'État social-démocrate est la formation sociale que la social-démocratie - à la fois comme idéologie et comme pratique - a joué un rôle central à construire"¹¹³⁷.

Le présupposé institutionnaliste voudrait aussi que, si un certain nombre d'éléments de ce modèle sont fragilisés ou disparaissent, les années de dominance du parti et la permanence de cette force politique à l'avant-scène ont durablement influencé les cadres d'exercice du gouvernement et même d'autres secteurs de l'édifice social. Dans une certaine mesure, on peut discuter le choix des différentes caractéristiques du régime, leur plus ou moins grande solidité, mais il n'est pas possible de contourner cette présence historique massive d'une volonté de pouvoir. Le tableau suivant ne laisse transparaitre qu'un aspect, mais sans doute très important, des continuités par-delà les changements au pouvoir ; il s'agit des statistiques indiquant le poids de la dépense publique et de la fiscalité, dont on voit qu'elles connaissent une grande stabilité au cours des trente dernières années.

¹¹³⁶ L'ancien secrétaire du DNA, Haakon Lie, résumait bien cette approche dans ces mémoires : "Le plus important était aussi bien que, par nos initiatives, nous ayons été aux avant-postes de la construction d'une société qui était tellement meilleure, solidaire et riche que celle dans laquelle nous avons grandi" (H. Lie, *op. cit.*, 1980, p. 9). "Det avgjørende var likevel at vi gjennom vår egen innsats hadde stått i spissen for oppbyggingen av et samfunn som var så mye bedre, tryggere og rikere enn det vi hadde vokst i".

¹¹³⁷ W. Lafferty, "Den sosialdemokratiske stat", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 1986, p. 24 et 26. "Den sosialdemokratiske stat er den samfunnsformasjon som sosialdemokratiet, både som ideologi og praksis, har spilt en sentral rolle i å utforme".

Tableau 8.2 *Evolution des dépenses publiques et de la fiscalité* (Norvège, 1935-1995)

Dépenses publiques (% du PiB)		Impôts (% du PiB)	
1950	27,6	1935	16,4
1970	37,9	1950	27
1980	48,3	1970	39,3
1990	51,3	1980	42,7
1995	49,3	1995	41,5

Source : K. Heidar, *Norway - Elites on Trial*, Boulder, Westview, 2001, p. 99.

Récemment, Rune Slagstad a approfondi une perspective de recherche intéressante sur l'idée d'un régime social-démocrate comme culture publique fondée sur une certaine forme de valorisation de la connaissance technique plutôt que sur l'idéologie socialiste. Ce dont on parle ici, c'est de l'âge d'or de la pensée planificatrice et technocratique, qui est atteint après 1945. Cette période est la troisième du découpage historique établi par Slagstad et succède à l'État bureaucratique du 19^{ème} siècle (*embetsmannastat*) et à l'État "libéral et parlementaire" (*venstrestat*), par référence à l'autre grand parti qui domine la vie politique norvégienne de 1884 aux années 1910-1920. Chaque époque présente des caractéristiques spécifiques mais il existe indéniablement des ponts et des héritages complexes dans le cadre d'une tradition de construction nationale et d'indépendance tardive qui différencie la Norvège de la Suède. Ce qui distinguerait l'époque social-démocrate, selon Rune Slagstad, c'est l'investissement dans la raison corporatiste et technicienne, d'une part, et la définition d'un compromis entre socialisme et capitalisme qui est le résultat d'une réorientation idéologique et stratégique, au tout début des années 1950, d'autre part¹¹³⁸. La mobilisation d'une nouvelle technocratie au service de la réforme économique et sociale devait être une dimension initiale centrale de cette entreprise : économistes, ingénieurs, pédagogues, sociologues et médecins étaient ce experts qui allaient pénétrer l'appareil d'État et représenter sa nouvelle modernité¹¹³⁹. La nomination d'Erik Brofoss, économiste presque inconnu et disciple de Ragnar Frisch, au Ministère des Finances, dès 1945, ouvre ainsi la porte à de nombreux économistes et à une idéologie du gouvernement rationnel, planifié. Bien que cette composition socio-professionnelle ait évolué, notamment au niveau du personnel ministériel, elle est un élément de distinction du régime norvégien par rapport à la Suède voisine où la transformation de l'élite politique a été moins radicale. Mais Slagstad montre bien que ce moment formateur aura des répercussions jusque dans les années 1980, avec la valorisation du même type d'experts dans les gouvernements Brundtland. Il ne s'agit pas d'identifier une permanence absolue mais plutôt un fond commun de valeurs et de cultures qui, du reste, s'inscrit dans la

¹¹³⁸ R. Slagstad, "Då Arbeiderpartiet fant seg selv", dans T. Nordby (Ed.), *Arbeiderpartiet og planstyret 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1992, p. 49.

continuité d'une tradition étatiste forte. Le régime en lui-même est issu d'un mélange de doctrines et d'initiatives qui reformulent les relations entre social-démocratie et État dans le sillage de la déradicalisation des années 1930 : planisme, nationalisme et socialisme populaire de l'historien Halvdan Koht et du Premier Ministre Johan Nygaardsvold, idéologie de la régulation économique et du réformisme social, technocratie centralisatrice du gouvernement Gerhardsen. Cette matrice ne doit pas être pensée comme la propriété indivise du parti mais précisément comme le résultat de l'intégration de la social-démocratie dans le système partisan et de sa rencontre avec l'État dans la crise des années 1930 et dans la reconstruction de l'après-guerre. Ainsi, comme le souligne Esping-Andersen, l'État-providence de ce type est un mixte de libéralisme et de socialisme, une forme d'universalisme étroitement associée au collectivisme¹¹⁴⁰. En même temps, ce parti qui était peut-être le plus "soviétique" dans la social-démocratie européenne de l'entre-deux guerres était devenu le plus "américain" dans les années 1950¹¹⁴¹, signalant ainsi la difficulté à concevoir la cohérence de cette expérience politique et présageant les tensions internes de la décennie suivante entre atlantistes et neutralistes. L'intérêt de l'étude de Slagstad est d'essayer de restituer ce tableau composite en tenant compte des "usages et mésusages du pouvoir (*maktens bruk og misbruk*) : par exemple le développement d'un hygiénisme corporel à travers l'idéalisation de la compétition sportive, la conception "léniniste" du parti non comme espace de discussion mais comme organe discipliné et soumis à l'autorité discursive des chefs¹¹⁴², l'anticommunisme parfois viscéral et la "chasse aux sorcières" à la façon norvégienne ou bien certaines tendances à la reproduction dynastique des élites, que nous aborderons dans la section suivante. A travers ce régime social-démocrate, c'est souvent une certaine idée de l'ingénierie sociale et d'une vision surplombante du réformisme comme transformation de l'homme qui sont dénoncées¹¹⁴³

On pourrait poursuivre longtemps cette réflexion sur les contours du régime, notamment en évoquant la face sombre du pouvoir social-démocrate, maintenant mieux documentée. Encore que se posent ici les mêmes problèmes de savoir quel degré de coopération ou de consentement les autres forces parlementaires ont accordé dans ces domaines. Par exemple dans le cas des activités anticommunistes, de renseignement, de fichage et de répression. S'il

¹¹³⁹ R. Slagstad, *art. cit.*, 1996, p. 13.

¹¹⁴⁰ G. Esping-Andersen, *op. cit.*, 1990 (1999), p. 28 ; cité dans R. Slagstad, *op. cit.*, 1998, p. 210.

¹¹⁴¹ *Ibid.*, p.274.

¹¹⁴² *Ibid.*, chapitre sept.

¹¹⁴³ Sur ce type de vision, voir C. Topalov, "Social Policies from Below: A Call for Comparative Historical Studies", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 9, n° 2, 1985, p. 254-271 et Y Hirdman, *op. cit.*, 1990.

s'agissait d'une vieille bataille au sein des mouvements ouvriers pour contenir les tendances trop radicales, et en particulier leur progression dans les syndicats, l'appui des ressources de l'État dans le contexte de la guerre froide est devenu un sujet de débat et de révélations, notamment eu égard au degré d'implication des partis¹¹⁴⁴. En 1973, un scandale avait éclaté en Suède, en lien avec la découverte d'une cellule de renseignements et de contre-espionnage dont les groupes révolutionnaires semblaient être une des cibles (*IB affären*). Plus généralement, il faudrait s'interroger sur les rapports du parti à l'intérêt national ou de l'État, aux dilemmes éthiques et considérations morales qui affectent un parti social-démocrate, notamment sur le plan de la politique internationale, stratégique ou économique¹¹⁴⁵. Pour caricaturer, ce dilemme s'exprime bien dans la juxtaposition de l'aide au développement et des ventes d'armes à destination du tiers monde et de certains régimes potentiellement prédateurs. C'est ainsi le sujet d'un des nombreux débats au sein du comité directeur du SAP, le 23 janvier 1969 ; Gunnar Lange explique qu'il comprend les frustrations d'une position éthique qui voudrait que l'on utilise le commerce extérieur afin d'affaiblir des régimes dictatoriaux et violents. Mais cette politique risque d'être inutile et coûteuse tant qu'elle n'est pas subordonnée à des mesures de rétorsions adoptées conjointement par plusieurs États¹¹⁴⁶. Hans Hagnell va plus loin en insistant sur la nécessité d'une relative division du travail moral entre parti et "raison d'État". Son propos mérite d'être reproduit et traduit, car il résume bien les contradictions :

"Nous pouvons compter sur une recrudescence des enjeux éthiques de ce genre à l'avenir. Certains groupes mettent en avant de belles valeurs morales et nous essayons de rester à l'écoute de l'opinion dans ce domaine. Mais lorsqu'on est lié à un État et à son développement, il est possible qu'il soit difficile d'atteindre les réalités qui correspondent aux belles paroles (...) on pourrait peut-être essayer de distinguer un peu mieux les niveaux en ayant des perspectives d'État dans le cadre du gouvernement et des points de vue moraux au sein du parti. Il existe des pays qui s'y essaient plus que nous. Nous ne réussissons pas, pour autant que je comprenne, si nous empruntons le chemin de la moralité tout en assumant les responsabilités de l'État"¹¹⁴⁷.

¹¹⁴⁴ Voir T. Bergh, K. E. Eriksen, *Den hemmelige krigen. Overvåking i Norge 1914-1997*, 2 volumes, Oslo, Cappelen, 1998 ; T. Kanger, J. Gummesson, *op. cit.*, 1990.

¹¹⁴⁵ Voir par exemple le travail d'Ann-Sofie Nilsson (*Den moraliska stormakten : en studie av socialdemokratin internationella aktivism*, Stockholm, Timbro, 1991) qui aborde certains de ces problèmes liés à la politique internationale.

¹¹⁴⁶ SAP, *Protocole du CD* (Gunnar Lange), 23 janvier 1969.

¹¹⁴⁷ *Ibid.* (Hans Hagnell). "Vi får räkna med mer av moraliskt spel av den här arten i framtiden. Vissa grupper spelar ut vackra moraliska värden och vi försöker hinna med opinionen på det hållet. Men om man är knuten till en stat och dess utveckling kanske man inte kan åstadkomma realiteter som svarar mot de vackra orden (...) Man skulle kanske försöka hålla isär det lite mer och ta statssynpunkterna fr regeringshåll och det moraliska från

Ces formes subversives de l'activité de l'État étant bien souvent les plus difficile à documenter, elles restent le parent pauvre des théories de l'État et des partis au pouvoir. Par conséquent, l'idée de régime est polysémique et difficile à saisir. C'est peut-être là aussi sa richesse car elle autorise une association moins rigoureuse du parti avec la réalisation de son programme politique ; alors que le réformisme social-démocrate s'est essoufflé depuis longtemps, il reste cependant un héritage important qui lui est associé et que le parti revendique et reconstruit. Il y a également un système de valeurs et de choix sociétaux profondément ancrés et qui nourrissent encore un large consensus citoyen et interpartisan. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ces phénomènes de légitimité complexe soient finalement si difficiles à déchiffrer.

8.4 Une classe politique social-démocrate ? Sur quelques logiques de la professionnalisation du pouvoir

C'est parce qu'il est possible que cette dimension de la classe politique soit une des pistes de recherche les plus considérables que nous avons souhaité y consacrer une section qui sera trop brève et ne pourra constituer qu'une introduction au problème ; c'est en tout cas l'une des moins parcourue, si bien que les sources sont rares. Il semble régner, à ce sujet, un silence profond, une sorte de tabou dont parlait déjà C. Wright Mills dans son ouvrage célèbre sur l'élite du pouvoir aux États-Unis, si ce n'est que l'auteur y déconstruisait les fondements de la théorie pluraliste en postulant une collusion généralisée, un "entrecroisement" des classes dirigeantes des secteurs privé et public/politique¹¹⁴⁸. Il faut sans aucun doute rester très prudent et critique vis à vis de la position absolutiste qu'adopte Mills dans cet ouvrage classique, mais il faut reconnaître que la vision hyperpluraliste qui campe à l'autre extrême n'est parfois guère plus crédible, aux États-Unis comme ailleurs¹¹⁴⁹. Avec l'arrivée au pouvoir

partihåll. Det finns länder som försöker göra det mycket hårdare än vi. Vi kommer inte at lyckas, såvitt jag förstår, om vi kör den moraliska vägen och samtidigt sitter med statsansvaret".

¹¹⁴⁸ C. W. Mills, *op. cit.*, 1956 ; dans cette perspective "moniste", les partis sont finalement marginalisés au profit de lobbies qui pénètrent l'appareil d'État et tirent les ficelles du système représentatif.

¹¹⁴⁹ Dans un article de 1973, Pierre Birnbaum critiquait déjà l'absence de reconnaissance par Mills, d'une autonomie d'un personnel bureaucratique développant ses propres logiques internes de reproduction dans l'État. Si certaines administrations, comme celle d'Eisenhower, avaient été marquées par une grande pénétration des professionnels du secteur privé, le recrutement a connu beaucoup de variations (P. Birnbaum, "La place des hauts fonctionnaires dans l'élite du pouvoir aux États-Unis. A propos de la théorie de C. W. Mills", *Revue française de science politique*, vol. 23, n° 4, 1973, p. 771-778.). La vision pluraliste est moins la propriété de quelques auteurs particuliers qu'une tendance qui traverse une majeure partie de la science politique actuelle et qui consiste à négliger, voire à nier, les phénomènes de reproduction et de concentration élitaires.

de Georges W. Busch, en 2001, un simple passage en revue des trajectoires des Secrétares d'État montre bien qu'on se trouve dans un système qui additionne les ressources privées, publiques et politiques, et dans des proportions que les formes de la culture capitaliste américain favorisent ; à la logique de spécialisation professionnelle qui peut orienter certains choix de personnel politique, s'ajoute un problème de collusion quand les hasards des alternances ont placé ces grands cadres de l'État dans des entreprises du même secteur que les départements qu'ils sont amenés à diriger ultérieurement¹¹⁵⁰. Les profils des élites républicaines du gouvernement fédéral, entre hautes responsabilités privées et sommets de l'État, rappellent combien il est important de s'intéresser à ce phénomène d'accumulation des ressources¹¹⁵¹. Malgré cela, il existe aujourd'hui une sorte de stratégie perpétuelle de l'évitement, voire de la négation ; on se réfugie dans le doux confort des convictions démocratiques et parlementaires : l'alternance, la rotation, la sainte sanction du vote, en méconnaissant ou en trivialisant les dimensions de la permanence, de l'accumulation et de l'institutionnalisation. Aux États-Unis, Les proportions gigantesques des effondrements récents des firmes *Enron* ou *Worldcom* n'ont pas non plus attiré une attention proportionnée sur l'immixtion problématique de certains commis de l'État dans ces sphères du grand capital¹¹⁵². On reste ici dans le cadre d'une société qui magnifie le succès, la fortune et l'accumulation extrêmes et qui ne lave les soupçons que dans un recours schizophrénique à la justice pénale et aux condamnations individuelles.

En Suède, plus qu'en Norvège, c'est la vision pluraliste qui a prévalu, sans qu'une étude sérieuse et systématique des carrières social-démocrates n'ait jamais été entreprise. Nous avons choisi d'aborder ce sujet dans ce chapitre car il est à la croisée des chemins entre la transformation du parti et celle de l'État ; en effet, on doit s'interroger à la fois sur les évolutions sociales des hauts dirigeants publics, d'une part, et sur la structuration des carrières

¹¹⁵⁰ Dans son best-seller récent, le réalisateur Michael Moore passe en revue les rapports directs des Secrétares d'État avec les intérêts privés du secteur qu'ils supervisent : Ann Veneman (agriculture) a siégé au comité d'administration de Calgene (Monsanto) ; Spencer Abraham (énergie) vota, en 2000, pour le retrait du département d'État qu'il dirige actuellement après avoir reçu plus de subventions de la part des industries automobiles que n'importe quel autre candidat au congrès ; Tommy Thompson (santé) a entretenu des relations très étroites avec Philip Morris et la liste pourrait être plus longue. Les soutiens financiers des grandes compagnies ne sont bien entendu pas réservés aux Républicains mais ces connexions systématiques, intimes et souvent institutionnelles de l'administration Bush vont au-delà du recrutement ploutocratique ; la source d'information que nous utilisons suggère aussi que peu de politistes s'intéressent à ce phénomène (M. Moore, *Stupid White Men and Other Sorry Excuses for the State of the Nation*, New York, Regan Books, 2001, p. 16-25).

¹¹⁵¹ Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de modèles de recrutement contrastés aux échelons inférieurs de responsabilité. Sur les caractéristiques de la professionnalisation politique outre atlantique ; voir O. Ihl, "Deep pockets. Sur le recrutement ploutocratique du personnel politique aux États-Unis, p. 333-356 dans M. Offerlé (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

de l'élite partisane, d'autre part. Il s'agit bien d'un carrefour complexe, dans la mesure où nous avons vu que les cumuls de postes de direction au sein de l'État et du parti - ou du mouvement ouvrier plus largement - sont monnaie courante ; les personnalités sont donc susceptibles d'être les mêmes des deux côtés de la barrière. A ce stade, le manque de données d'enquête s'avère à peu près complet et l'ambition de cette dernière partie doit être très mesurée ; il n'est pas question de s'aventurer ici dans une sociographie de la classe politique suédoise ou norvégienne, en essayant de comparer systématiquement les origines et carrières des dirigeants des différents partis. Le classement du personnel politique selon ses propriétés sociales est sans doute un passage presque obligé¹¹⁵³ mais il est néanmoins possible de proposer quelques réflexions et interprétations que nous tirons de la fréquentation assidue des "réseaux de biographies", c'est à dire d'un certain nombre de trajectoires d'acteurs politiques que nous avons suivies sans nécessairement les coder de façon standardisée¹¹⁵⁴. Quelques données et analyses éparses sur ce phénomène pourront aussi être mises à profit afin de compléter cette présentation du problème. L'accent sera placé sur ce qui nous intéresse dans le cadre de cette étude, à savoir les effets de position institutionnelle et les ressources spécifiques des organisations politiques.

8.4.1 *Marché, règles et reproduction*

Très curieusement, s'il existe un certain nombre d'études des élites bureaucratiques, une des très rares enquêtes sur les cadres sociaux-démocrates en Suède est un article de 1986 écrit par le journaliste politique Anders Isaksson. Se basant sur des interviews de 209 dirigeants du parti à plusieurs niveaux¹¹⁵⁵, les conclusions de l'enquête sont résumées en des termes lapidaires :

¹¹⁵² Malgré le contexte international particulier, il est stupéfiant de voir avec quelle rapidité ces faillites et leurs conséquences économiques et sociales ont disparu de l'actualité.

¹¹⁵³ F. Sawicki, "Classer les hommes politiques", dans M. Offerlé (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 136. Cet aspect du financement des campagnes américaines est sans doute le mieux documenté et celui qui retient le plus l'attention des journalistes avides de gros chiffres.

¹¹⁵⁴ Nous avons établi un recueil de données sur les origines et carrières de tous les ministres suédois depuis 1945 mais l'échantillon est de petite taille et les choix de composition de notre étude ont empêché un travail approfondi de traitement statistiques de ces données.

¹¹⁵⁵ Cabinet et Ministères (dont membres dirigeants du parti), Associations des communes et des régions, Mouvements des jeunes et des femmes ; nombre de ces interviewés occupent également des emplois annexes au sein des syndicats de LO, de la grande Coopérative du logement (HSB) ou de la presse social-démocrate.

"Une nouvelle classe s'est développée en Suède. Elle dispose d'intérêts économiques communs, d'origines familiales similaires, d'alliances matrimoniales, et de trajets de carrière spécifiques"¹¹⁵⁶.

En ce sens, la classe politique social-démocrate présenterait des caractéristiques semi-dynastiques, un recrutement souvent très précoce, un degré élevé de reproduction intergénérationnelle et familiale, des circuits de carrière spécifiques associant les réseaux du mouvement ouvrier et ceux du secteur public et offrant une surface de contact très limitée avec les emplois du secteur privé ainsi qu'une grande longévité politique liée à la position privilégiée du parti dominant. Isaksson commence par répertorier les exemples nombreux de dynasties familiales, qui ne peuvent être ignorés du public ; en soi, ceci n'a rien d'un phénomène nouveau dans l'histoire du pouvoir politique et de sa reproduction mais ce qui est véritablement nouveau, c'est qu'un parti de la gauche en fasse la preuve. La durée de l'exercice du pouvoir est un facteur qui peut jouer en ce sens pour n'importe quel type de parti mais la structuration effective de ces schémas de reproduction est aussi dépendante de la nature de l'organisation en question et de ses réseaux de connexions, comme le suggère Pierre Bourdieu en évoquant le rôle des "appareils" :

"Cette patrimonialisation des ressources collectives s'observe aussi lorsque, comme c'est le cas dans les pays scandinaves, une "élite" social-démocrate est au pouvoir depuis plusieurs générations : on voit alors que le capital social de type politique qui s'acquiert dans les appareils de syndicats et de partis se transmet à travers les réseaux de relations familiales, conduisant à la constitution de véritables dynasties politiques"¹¹⁵⁷

Bien entendu, ces constats mériteraient d'être comparés de façon systématique avec les trajectoires au sein des partis d'opposition mais les effets de reproduction "politique" liés à la famille et au milieu de socialisation semblent être particulièrement forts dans le cas social-démocrate. Toutefois, on voit bien ici que l'origine sociale ne fonctionne pas autant comme productrice d'inégalités des carrières dirigeantes, dans la mesure où elle est médiatisée par l'organisation exceptionnelle du parti politique. La caractéristique de ces expériences social-démocrates est donc qu'il n'y ait pas d'homologie manifeste entre les inégalités socioprofessionnelles initiales et les inégalités de distribution des carrières de l'élite politico-administrative. Ou, du moins, le filtre du parti s'est graduellement interposé comme un correctif important permettant un accès plus large des classes sociales moins dotées aux postes

¹¹⁵⁶ A. Isaksson, *art. cit.*, 1986, p. 3. ". "En ny politisk klass har vuxit fram i Sverige. Den har gemensamma ekonomiska intressen, likartad familjebakgrund, äktenskapliga allianser och egna karriärvägar".

¹¹⁵⁷ Pierre Bourdieu, *op. cit.*, 1994, p. 33-34.

de direction publique¹¹⁵⁸. Il faudrait cependant veiller à ne pas faire de cette ascension sociale une sorte de norme stable et systématique du recrutement social-démocrate. D'une part, il existe un phénomène connu "d'aristocratie socialiste" qui a historiquement produit des leaders issus des classes supérieures et intellectuelles ; d'autre part, la structure sociale et le niveau d'éducation évoluent et la base de recrutement du parti avec elles, si bien qu'il devient plus difficile de distinguer les composantes d'une classe moyenne salariée dominante ; enfin, il convient encore de distinguer entre fonctions "politiques" et "administratives", comme nous l'avons expliqué plus tôt dans ce chapitre, en raison d'une certaine préservation des traditions de recrutement dans la haute administration, qui favorise toujours indéniablement les classes les plus aisées et éduquées¹¹⁵⁹. Même si les frontières entre les deux espaces sont considérablement plus poreuses que par le passé, si le nombre de fonctions politiques a augmenté, on est encore loin des échanges et croisements observés dans le cas français ; en France, en effet, des parcours comme ceux de René Monory, Charles Pasqua, Charles Fiterman, Jacques Delors ou Pierre Berégovoy restent atypiques et minoritaires, même au sein des coalitions dominantes successives du P.S.¹¹⁶⁰, alors qu'en Suède et en Norvège, elles sont plus normales. En dehors de la possibilité d'ascension dans le parti, il reste néanmoins une filière qui permet encore à un certain nombre de professions de base, ouvriers, petits employés et fonctionnaires, d'accéder aux hautes fonctions politiques : c'est la filière syndicale, la montée des échelons de LO vers la direction de ses différentes branches et qui ouvre sur plusieurs modalités de transferts possibles, en vertu des relations avec le parti : soit des allers-retours entre les organisations syndicale et politique, soit l'élection sur un mandat social-démocrate, soit enfin la rémunération de carrières syndicales réussies par une élection dans l'exécutif du parti ou un poste ministériel¹¹⁶¹.

Nous l'avons dit, les multiples niveaux de socialisation politique par l'organisation, des clubs d'enfants aux associations étudiantes et à l'organisation des Jeunes sociaux-démocrates

¹¹⁵⁸ Ceci pourrait être rapproché de la position d'Ezra Suleiman qui tend à montrer que le cadre institutionnel de la formation, par exemple les logiques de corps et les réseaux tissés dans les grandes écoles, est plus important que l'origine sociale. En d'autres termes, ces institutions transfigurent les stigmates de l'origine sociale et permettent une adaptation à de nouveaux rôles socioprofessionnels (E. Suleiman, *op. cit.*, 1979, p. 17).

¹¹⁵⁹ A ce sujet, voir la grande étude de P. Ehn (*op. cit.*) Les juristes sont toujours en nombre important, ainsi que les économistes et représentants d'autres disciplines des sciences sociales. Lorsque les profils sont plus atypiques, on peut penser que les nominations ont eu un caractère politique plus marqué.

¹¹⁶⁰ P. Mathiot, "Elite politico-administrative", p. 66-69 dans N. Haudegand, P. Lefébure, *Dictionnaire des Questions Politiques*, Paris, L'atelier, 2000 ; M. Offerlé, "Professions et profession politiques", dans M. Offerlé (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 29-30. Ici, c'est plutôt l'étrangeté de la trajectoire politique et/ou de la profession initiale qui sont des marqueurs, la méritocratie ayant permis une certaine promotion sociale en France. Comme le suggère Offerlé, ces originalités peuvent être un atout, une ressource autant qu'un handicap, suivant le contexte et les stratégies individuelles de valorisation.

(SSU) constituent donc un maillage très dense et dans lequel les "héritiers" sont encore plus susceptibles d'être pris très précocement. Il n'est pas interdit d'atteindre les plus hautes fonctions tout en étant issu de familles sans antécédents sociaux-démocrates ou ouvriers particuliers, comme dans le cas d'Olof Palme, mais un passage par l'une de ces organisations - tout spécialement SSU ou l'une de ses branches régionales - est une étape presque conditionnelle ; malgré ses origines sociales bourgeoises, Palme affiche des sympathies social-démocrates à l'université de Stockholm et il est repéré alors qu'il a des responsabilités dans l'Union des associations étudiantes de Suède (*Sveriges Förenade Studentkårer*) ; S'il est presque directement recruté comme homme à tout faire du Premier Ministre Tage Erlander, en 1953, il n'en cultivera pas moins soigneusement les légitimités organisationnelles au sein du SSU, lequel sera un soutien essentiel dans son ascension vers la tête du parti et du gouvernement ; dans les rangs de l'opposition, il était d'usage de considérer Palme comme un apparatchik qui n'aurait finalement choisi la voie social-démocrate qu'en raison de sa prédominance politique. Si cette accusation est difficile à confirmer ou infirmer, il ne fait pas de doute que le marché de l'emploi potentiel dans cette constellation publique social-démocrate est très étendu et constitue un univers de ressources extrêmement diversifié et ramifié. Cet univers comprend à la fois les organisations traditionnelles de la sphère social-démocrate, avec différents degrés d'apparement et de proximité : une inspection sommaire des registres de présence collective lors des congrès sociaux-démocrates permet finalement d'avoir une assez bonne idée des participants du marché en question¹¹⁶² ; certaines de ces organisations ont même acquis un statut quasi-public (privé, pour d'autres) et elles sont généralement structurées sur un modèle bureaucratique qui fournit un nombre relativement important de postes de fonctionnaires ; le parti lui-même propose également de tels postes, les principaux étant décidés par des élections internes. Le second palier est celui des fonctionnaires administratifs et des experts nommés dans les nombreuses commissions publiques ; comme nous l'avons vu, s'il ne s'agit pas d'une chasse gardée ou d'un territoire protégé des sociaux-démocrates, leur implantation y a été au moins proportionnelle à la taille du parti et favorisée par l'initiative en matière de création de ces commissions ; malgré cela, elles ont continué de représenter la diversité partisane, en tant que plate-forme du compromis politique. Le dernier niveau recouvre l'espace des positions électives publiques, à tous les échelons du gouvernement local puissant (*Kommun*), des régions (*Län*) et du parlement (dont

¹¹⁶¹ Il va de soi que ce sont là des trajectoires simplifiées et qui peuvent être combinées selon différentes modalités.

¹¹⁶² Pour s'en faire une idée, on consultera les listes fournies par Gunnar Olofsson (*Klass, rörelse, socialdemokrati. Essäer om arbetarrörelsens sociologi*, Lund, Arkiv, 1995) et Erik Anners (*op. cit.*).

les commissions parlementaires), positions qui sont souvent cumulées avec d'autres affiliations non élues. Ce qui ressort de ce tableau, c'est que les frontières ne sont pas toujours bien dessinées entre élection et nomination, le gouvernement étant le principal exemple de ces ambivalences. Une deuxième spécificité se trouve dans les rapports complémentaires, additionnels, de la sphère publique et du mouvement ouvrier, qui suggèrent l'existence de nombreux points de passage, d'un va-et-vient entre les deux espaces. Le principe d'une certaine proportionnalité dans l'attribution de nombreux postes soumis à la concurrence des partis, comme dans les commissions permanentes du parlement, fait que l'avantage électoral du SAP a mécaniquement étendu la surface du marché politique pour ce parti. Pendant ces longues années, le maintien de la position dominante a sans doute aussi permis de limiter les conséquences d'un recul électoral relatif ; Joseph Schumpeter pensait ainsi que

"toute classe qui a auparavant bénéficié d'une position élevée est largement favorisée pour saisir de nouvelles fonctions car les avantages de sa fonction antérieure survivent quelques temps"¹¹⁶³.

En rapport avec la taille du marché de l'emploi et le territoire protégé d'un parti, il est compréhensible que des liens personnels, matrimoniaux et familiaux particuliers se tissent, qui peuvent devenir un problème politique. C'est le cas en Norvège et, dans une certaine mesure, en Suède. Ceci n'est ni un phénomène spécifique à ces pays ni même exclu en démocratie si ce n'est que son intensité y est apparemment plus élevée. Bien sûr, la taille démographique réduite, la concentration des responsabilités dans les milieux étroits de la capitale favorisent sans aucun doute ce type de développement qui se retrouve dans les différents partis ; mais il est incontestablement plus marqué au sein de l'organisation dominante et c'est là que les déterminants sont imbriqués : origine et milieu social sont alors presque indissociables du milieu politique qui devient un cadre de vie¹¹⁶⁴. Dans son échantillon de 209 cadres du SAP, Isaksson montre ainsi que 49 % d'entre-eux ont été élevés dans un milieu familial qui votait pour le parti et que 27 % ont eu au moins un parent travaillant dans la sphère social-démocrate ; si la première statistique n'est pas très surprenante, la seconde interpelle et l'on n'évoque ici que les activités du père et de la mère. Sous cet aspect, les fonctions électives publiques (parlement et exécutifs locaux) et dans la direction des organisations, les postes de fonctionnaires au gouvernement, dans le parti et LO,

¹¹⁶³ Cité dans E. N. Suleiman, *op. cit.*, p. 16.

¹¹⁶⁴ E. Berntzen, "Organizational background counts but family networks decide? The Norway case of the DNA in the 1990s", dans G. Colomé (Ed.), *Socialist Parties in Europe II: Of Class, Populars, Catch-All?*, Barcelona ICPS, 1992, p. 225-226.

le marché du conseil et des médias politiques forment un territoire "protégé" qui a généralement été plus conséquent pour le DNA ou le SAP que pour leurs concurrents. En même temps, ces affinités électives peuvent prendre une tournure personnaliste problématique dans le sens où elles court-circuitent parfois l'organisation partisane ; c'est le cas lorsque un conjoint ou membre d'une famille est coopté directement sans être passé par la filière du parti, quand les réseaux de connaissances se substituent aux modes de recrutement traditionnels plutôt qu'ils ne s'y ajoutent¹¹⁶⁵.

8.4.2 *Logiques de la différenciation sur la scène partisane*

Une des conséquences vraisemblables de cette structuration des carrières partisanes tient dans la relative réduction des espaces offerts aux dirigeants de l'opposition ainsi que dans une certaine désincitation au métier politique pour ceux qui n'ont pas d'affinité avec le parti social-démocrate ou qui ambitionnent d'atteindre les plus hauts postes de responsabilité publique. En s'installant durablement au sommet de l'État, la social-démocratie a finalement renforcé l'orientation collectiviste qui l'opposait déjà à une certaine forme d'individualisme libéral et aux classes sociales qui défendaient plus particulièrement les grands intérêts privés contre une économie fondée sur un haut niveau de prélèvements obligatoires couplés à un haut niveau de redistribution et de protection sociales. Certes, nous avons montré à plusieurs reprises que les sociaux-démocrates n'ont pas été les seuls à défendre ces valeurs, mais ils ont certainement été parmi les plus précoces et radicaux dans leurs revendications. Du point de vue du recrutement, la traduction a été une modification substantielle de la composition sociale des élites "politiques" au sommet de l'État, ce qui ne revient pas à dire que seuls les sociaux-démocrates en ont bénéficié, ni qu'une politisation accrue s'est produite en faveur de ce parti. Du reste, cette évolution doit aussi être mise en relation avec les transformations socioprofessionnelles au sein de l'ensemble de la société, dans le même temps. Néanmoins, la sphère publique agit comme un rouage supplémentaire d'une "sélection sociale différentielle" des dirigeants que l'on impute généralement aux seuls partis dans le champ politique ; pour revenir un instant vers le cas français, Gaxie et Offerlé notent que

¹¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 227. Cela ne signifie pas que les personnes sélectionnées ne sont pas compétentes mais la connexité familiale des cadres dirigeants pose alors certains problèmes potentiels en termes de légitimité, de concentration du pouvoir et de conflits de rôles. Selon l'auteur, cette importance des réseaux de parenté est aussi un signe que le parti ne parvient plus à produire des cadres et leaders compétents et de sang neuf. Cette interprétation n'est pas

"(...) chaque parti fonctionne comme champ de relations concurrentielles spécifiques produisant des effets de sélection sociale différentiels. Les dirigeants du Parti socialiste ont par exemple une origine sociale et occupent des positions sociales à la fois moins élevées, plus intellectuelles et plus proche du secteur public que ceux des partis conservateurs plus souvent issus des milieux économiques, des classes moyennes et surtout des classes supérieures"¹¹⁶⁶.

En ce sens, s'il existe des différences sociologiques importantes et bien connues entre les différents partis politiques, la position dans le système est aussi un élément important à prendre en compte. Les sociaux-démocrates ont ainsi développé une affinité très profonde avec la carrière publique au point que ces élites n'ont pratiquement aucune expérience dans le secteur privé et effectuent la majeure partie de leur carrière à plein temps dans la sphère du mouvement ouvrier et dans des emplois publics ou électifs. En d'autres termes, si l'origine et la position sociales initiales de ces cadres politiques sont des marqueurs importants qui les prédestinent moins que d'autres à de brillantes carrières dans le secteur privé et les entreprises, le rôle du parti intervient également comme médiateur au niveau de la position sociale acquise et des choix de carrières ultérieurs. Dans certains cas, c'est même cette expérience, le prestige et les compétences acquises grâce à la politique, qui permettent à quelques uns - assez exceptionnellement - de briguer un emploi de conseil ou de direction dans le secteur privé, en fin de carrière. Cela ne veut pas dire que les dirigeants des autres partis n'ont pas accès aux positions publiques, mais il semble assez clair que leurs orientations professionnelles sont beaucoup plus mixtes ; elles s'ordonnent aussi différemment selon les partis, chacun ayant des modèles de recrutement et d'intérêts spécifiques et qui continuent de se distinguer. Le Parti du centre a longtemps conservé un profil agrarien typique malgré son changement de nom, profil qui a évolué vers la prédominance des carrières régionales/communales, l'administration décentralisée et en relation avec l'économie locale, le secteur primaire et l'environnement. A l'inverse, le Parti modéré a toujours incorporé un capital social de départ bien plus important, recrutant des cadres comparativement plus diplômés, ancrés dans le secteur privé ou bien fonctionnaires de rang élevé ; par exemple, à une ou deux exceptions près dans les autres partis (sociaux-démocrates), les ministres modérés ont longtemps été les seuls à avoir fait de

tout à fait convainquante dès lors que la "compétence" n'est pas le seul critère de recrutement et qu'il admet que certains grands "noms" de la politique ont une visibilité naturelle qui confère un avantage à ceux qui les portent.
¹¹⁶⁶ D. Gaxie, M. Offerlé, "Les militants syndicaux et associatifs au pouvoir ? capital social collectif et carrière politique", dans P. Birnbaum (Dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. Les dirigeants socialistes face à l'État 1981-1985*, Paris, PUF, 1985, p. 119.

brillantes études commerciales et aux États-Unis, dans des établissements prestigieux¹¹⁶⁷ ; enfin, le Parti libéral a généralement représenté une sorte d'intermédiaire entre les deux modèles précédents, combinant une plus grande diversité d'origines socioprofessionnelles typique des professions libérales et de la classe moyenne. Proches par leurs sensibilités du Parti modéré rénové des années 1970-1980, les dirigeants libéraux ont toujours voulu s'en démarquer plus radicalement comme pour rappeler les origines du libéralisme politique et de son combat contre l'ancien Parti de la droite conservatrice. Toutes ces organisations ont aussi formé des cadres à plein-temps, parlementaires, fonctionnaires et dirigeants du parti, membres des exécutifs régionaux et locaux mais ils semblent être moins nombreux à faire l'économie de carrières secondaires, d'un retour lucratif ou simplement nécessaire vers le secteur privé. Il est clair que cette dernière perspective est une alternative logique pour ceux qui ont des connexions initiales et idéologiques avec ce secteur et pour qui les ambitions d'une carrière politique nationale sont limitées par la rareté des alternances et confinées dans l'enceinte parlementaire ou partisane.

Tous ces constats reposent à la fois sur une familiarité avec l'histoire politique des pays concernés ainsi que sur l'analyse systématique des biographies des ministres suédois depuis 1945. Nous avons pensé élargir l'échantillon à des membres du parlement tout en offrant un traitement statistique mais cette tâche aurait demandé de redéfinir les orientations de notre étude en privilégiant les parlementaires et leur spécificité d'élus, les données étant alors plus accessibles et parfois analysées¹¹⁶⁸. Intégrer une plus grande diversité de carrières partisanes en espérant comparer les trajectoires au sein des différentes organisations était au dessus de nos moyens. Finalement, nous proposons ici une simple ébauche de tri statistique des carrières des ministres, pour illustrer notre argument. Ces analyses sont nécessairement limitées par la taille de l'échantillon mais ce dernier est représentatif des trajectoires des plus hauts dirigeants nationaux des partis et du gouvernement. De façon à équilibrer la comparaison entre le SAP et les autres partis, nous n'avons retenu que les ministres sociaux-démocrates précédant

¹¹⁶⁷ Il s'agit dès la première alternance de 1976-1982, de l'École supérieure de commerce de Stockholm (*Handelshögskolan*), de l'Université Carnegie, de la Harvard Business School, de Columbia, de Stanford et de l'université de l'Arkansas. Ces données proviennent du dépouillement que nous avons effectué à l'aide des dictionnaires biographiques.

¹¹⁶⁸ Voir l'étude de K. Eliassen, M. Pedersen, "Professionalization of Legislatures: Long-Term Change in Political Recruitment in Denmark and Norway", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 20, 1978, p. 286-318. Également, K. Heidar, "Roles, Structures and Behavior: Norwegian Parliamentarians in the Nineties", *Journal of Legislative Studies*, n° 7, p. 91-109 ; H. Valen, H. M. Narud, *Professionalization, Political Representation and Geography*, Oslo, Institute for Social Research, 1998 ; E. Damgaard, *op. cit.*, 1992 ; P. Essaiasson, K. Heidar, *Beyond Westminster and Congress: The Nordic Experience*, Columbus, Ohio State University Press, 2000.

immédiatement l'alternance de 1976-1982 et tous ceux qui lui succèdent jusqu'à la seconde alternance de 1991-1994. Cela permet de mettre en rapport des générations relativement similaires tout en ayant assez de recul pour observer l'évolution des carrières. Cela permet aussi de soustraire les cas de ministres sociaux-démocrates de la première et deuxième génération, plus souvent d'extraction et de profession ouvrière ou apparentée, et qui se sont maintenus jusque dans les années 1970. Ces profils n'ont pas complètement disparu et on a même assisté - dans les années 1980 - à des nominations très atypiques et controversées dans un ministère d'élite comme celui de la Justice, habituellement réservé à des grands juristes qui n'ont pas toujours eu de profil partisan clair¹¹⁶⁹. Si les ministres de profession initiale ouvrière ont pratiquement disparu, à l'exception de quelques syndicalistes, il est resté une représentation importante de personnalités faiblement qualifiées eu égard soit à leur formation professionnelle initiale, soit au secteur ministériel dont elles sont chargées. En général, ce dernier handicap est souvent compensé par l'expérience acquise au sein des commissions parlementaires du secteur en question mais il peut arriver que des choix hétérodoxes soient effectués, par exemple dans un souci de "distribution équitable" des responsabilités gouvernementales¹¹⁷⁰. Le classement du personnel politique pose toujours des problèmes insolubles qui nécessitent des choix et arrangements compréhensibles, au vu de la population étudiée. Il s'agit en effet d'une activité qui est associée à une grande instabilité, à une grande diversité des emplois qu'ils soient liés au politique ou bien à des stratégies d'attente, de cumul, de reconversion ; c'est aussi un métier qui n'en n'est pas un dans le sens où il reste très lié à la figure du "représentant élu" qui s'accommode mal des effets de permanence ; on y vient aussi par des chemins de traverse qui ne mènent à des fonctions importantes qu'assez tardivement, ce qui incite le chercheur à s'interroger sur la formation ou la profession de départ de l'acteur politique : en ce sens, on s'interdit implicitement de penser la carrière politique comme un objectif professionnel à part entière, en vue duquel il y aurait des filières légitimes de formation, une stratégie explicite de l'aspirant. Ces problèmes rendent difficile l'établissement de schèmes de classification discrets tandis que les cultures éducatives et professionnelles spécifiques aux différents pays peuvent rendre nécessaire un codage particulier. Dans ce cas précis, nous avons préféré procéder à un classement qui tienne compte de ces particularités nationales et qui réponde aux besoins de cette étude, ce qui peut expliquer sa forme peu conventionnelle.

¹¹⁶⁹ C'est le cas des nominations d'Anna-Greta Leijon (1987-1988) et de Thage G. Petersson (1988).

¹¹⁷⁰ Sur ce point, voir K-O Feldt, *op. cit.*, 1993, p. 48-50.

Tableau 8.3 *Itinéraires socioprofessionnels des ministres suédois depuis 1976 (% de chaque sous-ensemble)*¹¹⁷¹

	SAP (1976 et 1982-91)	Bourgeois (1976-82 et 1991-94)
Education		
Université, école de commerce	51,4	69,8
Ecole populaire, syndicale, technique ou sociale*	14,3	16,3
Examen de base ou inférieur	34,3	14
Profession initiale		
Ouvrier	11,4	0
Secteur primaire (agricole, forestier)	2,9	21
Col-blanc ou cadre secteur privé	0	21
Emploi public (dont administration, enseignement)	34,3	23,3
Juriste	20	9,3
Journaliste	8,6	4,6
Parti	6	14
Syndicat	14	2,3
Autre (militaire, associatif)	2,9	4,6
Carrière post-ministérielle**		
Parti et/ou parlementaire	28,6	27,9
Publique (dont communes et international public)	42,9	46,5
Entreprises publiques et collectives	5,7	0
Entreprises privées	8,6	14
Autres (retraite, fondations, pas de données)	14,3	11,6
Expérience du secteur privé***	17,1	51,2

* Cette catégorie rassemble *Folkhögskola*, *LO-skola*, *Lantbruksskola*, *Socionomexamen*

** Dans les phases d'opposition

*** Distincte de la carrière initiale ; il s'agit surtout de postes de conseil (y compris conseils d'administration) et de direction

Source : base de donnée biographique compilée à partir de *Svensk biografisk lexikon*, 31 volumes, Stockholm, Nordstedt, 1918-2002 ; *Vem är det*, *Svensk biografisk handbok*, Stockholm, Nordstedt, diverses années.

Comme dans les études nationales dites "d'experts", que l'on commissionne par exemple pour positionner les partis sur un axe droite-gauche, c'est une certaine familiarité avec les biographies des personnalités politiques qui nous permet ici de trancher dans certains cas difficiles du codage, comme lorsqu'il s'agit de déterminer si la première profession est "partisane" ou bien autre : à cet égard, l'engagement précoce dans le mouvement de jeunes et l'exercice de responsabilités dans une organisation politique peuvent, le cas échéant, prendre

¹¹⁷¹ Une fois décomptées les redondances (personnes plusieurs fois ministres), l'échantillon n'est que de 35 sociaux-démocrates et de 43 ministres bourgeois. Toutefois, nous avons ici le cœur du personnel politique pendant l'unique période d'alternance de l'après-guerre.

le pas sur une autre forme de carrière déjà engagée mais la ligne de démarcation reste difficile à tracer. L'objectif est de relever des grandes tendances dans la gestion des carrières dans les différents partis.

On se doute que l'interprétation de ces résultats doit être modérée : en effet, l'échantillon est de taille réduite, même s'il rassemble les principaux dirigeants du gouvernement et des partis sur la période étudiée ; on n'opère pas non plus de distinction entre les partis de la droite et du centre bien que leur sociologie soit bien différenciée¹¹⁷² ; enfin, ces statistiques ne sont qu'un reliquat du matériau biographique disponible dont on ne tire qu'une distribution par secteurs, sans s'attarder sur les spécificités des professions exercées en marge de la trajectoire politique¹¹⁷³. Au-delà de considérations connues sur la forte polarisation des origines sociales entre les partis, c'est le bas du tableau qui fournit les données les plus intéressantes et qui corroborent certains constats effectués par Anders Isaksson à partir d'interviews. Il montre ainsi que seulement 22 % des cadres sociaux-démocrates interrogés ont eu des points d'attache stables dans le secteur privé et qu'ils n'y sont pratiquement jamais revenus¹¹⁷⁴. On voit effectivement qu'une faible proportion des ministres du SAP ont eu une expérience dans ce secteur au cours de leur carrière, y compris lorsque leur parti se trouve dans l'opposition. Par contraste, les ministres issus des autres formations, en particulier les modérés et libéraux, accèdent plus couramment à des postes de rang élevé de l'industrie ou de la banque. Comme nous n'avons pas pris en compte toutes les activités exercées par un même individu ni leur durée exacte, il est difficile d'apprécier le degré d'investissement personnel dans ces différents secteurs ; on voit ainsi que les partis bourgeois disposent tout de même d'un ancrage important dans l'univers des positions publiques mais le choix de l'échantillon est en cause : il est relativement évident pour un ancien ministre d'obtenir un poste équivalent à celui de préfet (*Landshövding*) ou bien une mission diplomatique. Ce qui retient l'attention, c'est plutôt la surface de contact très réduite des sociaux-démocrates avec le monde de l'entreprise, en dehors des rapports du politique à l'économie. Pour reprendre les termes d'Isaksson :

¹¹⁷² Ce sont par exemple les ministres centristes qui rendent compte de la proportion élevée de professions initiales dans le secteur primaire.

¹¹⁷³ Il serait intéressant de distinguer la différenciation en termes de niveau hiérarchique des professions dans chaque secteur. Par exemple, la fréquentation du secteur bancaire par les sociaux-démocrates ne va guère plus loin que les caisses d'épargne tandis que les dirigeants des autres partis accèdent à des postes importants au sein des grandes banques d'affaire.

¹¹⁷⁴ A. Isaksson, *art. cit.*, p. 58.

"Les élites économiques et social-démocrates vivent dans deux mondes différents, parallèles et coexistants, avec leurs règles du jeu propres, leurs stratégies de carrière et leurs aristocraties spécifiques"¹¹⁷⁵.

Certes, les sociaux-démocrates ont aidé à développer une "économie alternative" d'essence coopérative et collective, dont les réseaux fournissent des postes de direction et de gestion proches de leurs équivalents privés, et ce d'autant plus que ces entreprises ont évolué dans un sens capitaliste depuis leur création. Mais cela ne change pas le fait qu'une différenciation importante des territoires et carrières reste manifeste, même si le financement de la vie politique a permis un afflux de ressource favorisant une plus grande stabilité et la professionnalisation du personnel.

Dans ce chapitre, nous avons essayé de baliser les différentes voies d'une analyse de la pénétration partisane dans l'appareil d'État, cette "boîte noire" du système politique, tout en essayant de rapprocher la critique de l'hégémonie social-démocrate des éléments de vérification empirique parcellaires dont on peut disposer. Dans quelle mesure est-il justifié de parler d'État ou de régime social-démocrate ? Cela dépend bien sûr du sens que l'on attribue à ces termes et de l'attention aux limites de l'hégémonie dans les régimes pluralistes. Néanmoins, il y a matière à décoder des évolutions importantes qui peuvent être mises en relation avec le pouvoir social-démocrate, comme le développement du secteur public et la création de nouveaux ministères, même s'il n'y a pas réellement de grand "dessein" de restructuration institutionnelle ou administrative de l'appareil de l'État. L'idée d'une classe politique social-démocrate spécifique mériterait plus d'attention mais elle relève plus de la transformation des carrières partisans que d'un bouleversement structurel du recrutement des cadres de l'État. Dans certains domaines, il semble plus juste de parler d'affinités fortes entre les doctrines du parti et des cadres d'organisation déjà existants de la puissance publique, comme dans le cadre du corporatisme. Ce dernier exemple montre bien, du reste, que même lorsque les sociaux-démocrates conçoivent des réformes institutionnelles, cette "paternité" ne garantit pas un contrôle politique pur et simple sur ces réalisations ; les arrangements corporatistes entérinent ainsi pénétration des intérêts organisés dans l'administration et la légitimation formelle d'acteurs multiples dans la négociation publique. Par contre, il existe bien un programme réformiste et une volonté forte de s'identifier avec l'œuvre sociale de

¹¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 3. "Ekonomins och socialdemokratins eliter lever i två olika världar, paralleler och samexisterande

l'État-providence, avec les aspects positifs de la construction nationale égalitaire : or, dès qu'on touche au partage des responsabilités de l'action publique, on doit distinguer entre le pouvoir d'initiative des partis, les choix de mise à l'agenda (notamment médiatique), d'une part, et la longue chaîne législative et bureaucratique des politiques concrètes, d'autre part. Les systèmes de parti dominant ne sont alors souvent qu'une déclinaison particulière du pluralisme, et ce d'autant plus que l'on se trouve en présence de gouvernements minoritaires, de systèmes multipartisans ou de cultures du compromis¹¹⁷⁶. Cela ne veut pas dire que la dominance social-démocrate et - plus largement - celle du mouvement ouvrier ait été sans effet en matière de politiques publiques, loin de là, mais il convient alors s'interroger au cas par cas sur les modalités de leur mise en œuvre, ce qui n'était pas l'objectif du présent travail. Pour Esping-Andersen, on ne peut dépasser la tautologie selon laquelle la social-démocratie a dominé parce que la Suède ou la Norvège ont été "social-démocratisées" que si l'on s'attache à restituer les interactions, les différentes forces pouvant prêter leur concours, qui peuvent être influencées par la social-démocratie comme elles influencent aussi l'œuvre du gouvernement¹¹⁷⁷. Au final, le régime apparaît aussi inévitablement comme un champ de luttes symboliques autour de l'idée d'hégémonie et des simplifications qu'elle permet dans la compétition politique.

och med egna spellregler, egna karriärvägar och egna aristokratier".

¹¹⁷⁶ A cet égard, il faut distinguer les époques où les partis sociaux-démocrates ont disposé de majorités, seuls ou éventuellement en coalition.

¹¹⁷⁷ G. Esping-Andersen, *op. cit.*, 1990, p 57.

Chapitre Neuvième

Les partis et l'usure du pouvoir

Les partis politiques, nous le disions au début de ce travail, ont généralement été l'objet d'un mépris latent et vivace, voire d'une détestation farouche. Dans ce contexte, l'idée d'une crise des partis est un discours constamment renouvelé qui semble cristalliser les frustrations spécifiques aux différentes époques, tel un catalyseur des maux et angoisses des régimes politiques modernes fondés sur la représentation. L'idéal démocratique est particulièrement sujet à ce malaise permanent qui provient de la difficulté à réconcilier le peuple, formellement souverain, et les élites qui exercent pratiquement le pouvoir¹¹⁷⁸. Le parti s'étant lové au centre de cette relation problématique entre représentant et représentés, entre demande d'identification et velléités d'exercice direct d'un pouvoir en miettes.

Certaines sociétés politiques ont été plus exposées à cette méfiance viscérale vis-à-vis des partis politiques sous toutes leurs formes. La France est un bon exemple à cet égard, où l'expérience révolutionnaire avait servi de vitrine des contradictions vis-à-vis de cette forme de médiation ; Le 30 septembre 1791, la constituante avait ainsi interdit les sociétés populaires à vocation politique, Le Chapelier étant encore l'exécuteur en chef, après la législation sur les corporations. Deux ans plus tard, le 9 juillet 1793, c'est au contraire toute atteinte aux mêmes sociétés populaires qui devient passible de sanctions¹¹⁷⁹. A la lumière de ces origines troubles, il est plus facile de comprendre pourquoi l'histoire politique française moderne se présente comme un véritable cimetière de factions, de partis et autres formes d'associations politiques, au fil des multiples constitutions républicaines¹¹⁸⁰. Nulle surprise que le gouvernement de partis ait également eu des difficultés à s'imposer dans ce pays. Les États-Unis sont une autre illustration évidente de culture partisane problématique, bien que

¹¹⁷⁸ Voir P. Rosanvallon, *op. cit.*, 1998, p. 11.

¹¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 228-229.

¹¹⁸⁰ En témoigne les réticences parfois étonnantes à revendiquer l'appellation de "parti" ou à adopter une forme d'organisation standardisée pouvant lui correspondre. A ce sujet, voir Raymond Huard, *La naissance du parti politique en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996. On sait que la constitution de la Ve République tentait d'éviter l'écueil du "régime des partis" symbolisé par les deux précédentes (K. Reif, *op. cit.*, 1987).

deux grandes forces politiques aient finalement réussi à imposer une bipolarité artificielle mais durable. En Suède et en Norvège, l'institutionnalisation d'un système partisan stable a rencontré d'autres obstacles mais s'est effectuée plus naturellement, dans une coïncidence remarquable avec la grande continuité constitutionnelle. Ceci ne signifie aucunement qu'il n'y ait pas eu d'hostilité périodique à l'égard des organisations politiques. L'absence de grande révolution politique, contrairement aux deux cas précédents, n'a pas non plus empêché un développement original, fondé sur la domination exceptionnelle des sociaux-démocrates qui ont infléchi la culture politique et le système de gouvernement dans un sens favorable aux partis. Par conséquent, le SAP et, dans une moindre mesure, le DNA pourrait potentiellement être la cible des attaques conjointes de tous les mécontents : les détracteurs de "l'hégémonie" politique du mouvement ouvrier et de la rareté des alternances ainsi que les critiques de partis établis et sclérosés se partageant à l'amiable les charges officielles, voire ceux - aristocrates nostalgiques, démocrates idéalistes ou européens fédéralistes - qui pensent que cette forme d'organisation et de médiation politique reste fondamentalement viciée. Avec la poursuite du long règne du SAP, la réalisation d'un grand nombre de réformes voulues par la gauche, la conjoncture semble être ouverte à ce type de conjonction des oppositions depuis un certain temps. Pourtant, la comparaison avec l'exemple norvégien d'alternances plus fréquentes et de montée en puissance d'un "parti des mécontents" (Le Parti du progrès) suggère encore que les choses ne sont peut-être pas si simples, que le renouvellement des partis au pouvoir n'est pas suffisant et que la mesure de la crise des partis fait toujours problème : dans ce pays, la désaffection politique semble extrême et se trouve amplifiée par une presse largement dominée par les tabloïds. Médias et interprétation de l'opinion jouent un rôle certain dans l'amplification de ce thème de la crise politique qui n'est pas sans contradictions; dans l'art du sondage d'opinion, par exemple, comment interpréter le fait que les organisations partisans reçoivent nettement moins de crédit populaire en Suède que le gouvernement et le parlement, quand elles en sont l'axe essentiel depuis des décennies ?¹¹⁸¹ par ailleurs, la baisse de l'identification partisane ou des effectifs d'adhérents n'est pas synonyme de déclin des partis dans toutes leurs dimensions : au-delà des problèmes de mesure de ces tendances, la persistance de ces organisations ne saurait se limiter à ces seules dimensions.

¹¹⁸¹ Ces résultats sont commentés dans Demokratirådets rapport, *Demokrati utan partier ?*, Stockholm, SNS Förlag, 2000, p. 49. Dans une enquête SOM de 1999 et sur une échelle de confiance allant de -100 à +100, La Commission Européenne obtenait -52, le Parlement Européen -50, les partis -34, le gouvernement et les syndicats -18, les exécutifs locaux -16 et le *Riksdag* -4.

De même, la social-démocratie n'est pas sans ressources et ne subit pas sans réagir ce qui serait une érosion continue de ses scores électoraux ; d'une part, on remarquera que l'évolution est plutôt en dents de scie et, d'autre part, qu'un parti comme le SAP semble pouvoir compter sur un plus grand nombre de partisans convaincus - parmi ses sympathisants - que les autres forces politiques. Les nouveaux partis, par contraste, ceux qui ne se sont pas usés au pouvoir, ne bénéficient pas d'un tel capital de sympathisants endurcis¹¹⁸². Il faut donc s'interroger sur les conséquences de l'exercice prolongé du pouvoir et de l'identification d'un parti avec les sommets de l'État, qui ne sont peut-être pas aussi négatives qu'on pourrait l'imaginer intuitivement. L'objectif de cet ultime chapitre, en résonance avec le premier, est de démystifier la thématique de la crise des partis politiques, qui finit par ne plus avoir de sens tant elle se trouve asservie à une logique de l'opinion publique et médiatique ou du sondage permanent¹¹⁸³. En ce sens, l'idée récurrente de crise apparaîtrait plutôt comme un révélateur de l'importance de ces organisations dans l'ordre politique.

9.1 La social-démocratie : une histoire terminée ?

Cette question du déclin a déjà été évoquée à plusieurs reprises et présente plusieurs facettes. Le brouillage du profil idéologique et les problèmes liés à son renouvellement constituent la première d'entre elles. Les partis sociaux-démocrates auraient accompli leur tâche historique et seraient des spectres d'un âge révolu . Encore faut-il bien voir que ce débat a beaucoup perdu de son sens en devenant une sorte de phénomène de mode - entre commentaire journaliste et prescriptions chamaniques de la "troisième voie" - et, finalement, une réflexion confuse sur les stratégies et l'avenir des partis de centre-gauche. Selon Pierre Rosanvallon, il y a bien eu un vrai projet social-démocrate, une alternative à la révolution, et celui-ci est "définitivement achevé"¹¹⁸⁴. Par "achevé", il n'est pas évident de savoir si l'auteur entend "terminé", dans le sens d'accompli, ou bien "caduc". Si, comme il le suggère, la transformation continue des modes de production et du capitalisme - vers un horizon post-

¹¹⁸² *Ibid.*, p. 50-51.

¹¹⁸³ Elle est aussi un gagne-pain des politistes qui abusent copieusement du thème de la crise ; un bon exemple est l'ouvrage de Martin Wattenberg qui, au bout d'une dizaine d'éditions, s'intitule toujours "Le déclin des partis américains" ; Cf. M. P. Wattenberg *The Decline of American Political Parties*, Cambridge, Harvard University Press, 1998 (1984).

¹¹⁸⁴ Cf. P. Rosanvallon, "Le projet social-démocrate est définitivement achevé", *Le Monde*, 26-05-2002. Le débat autour de la "troisième voie" a connu un retour en grâce au milieu des années 1990, avec la conjonction de plusieurs gouvernements socialistes en Europe, la revendication d'une gauche "moderne" symbolisée par Tony

industriel et globalisé - a bouleversé les repères traditionnels des mouvements ouvriers, il n'en reste pas moins que les structures familières des syndicats, de la négociation collective et de l'État social ne sont peut-être pas aussi désuets et dépassés qu'il le pense, même s'ils ne sont appelés à évoluer. Lorsque des pays affichent entre 50 et 90 % de taux de syndicalisation, on ne peut pas simplement tirer un trait sur cette réalité organisationnelle et ses potentiels, autre trait historique important de la social-démocratie. Mais avec la fin d'une conjoncture "heureuse" de la gauche de gouvernement, au tournant du millénaire, c'était pourtant le même discours sur le déclin séculaire de la social-démocratie - et les leçons à en tirer - qui revenait au devant de la scène, discours qui avait déjà fleuri au tournant des années 1980. Comme si l'on ne pouvait avoir de développement que linéaire, comme si toutes les expériences nationales se fondaient dans le même moule et exprimaient le même rejet des électeurs, la même "misère idéologique", comme si la gauche était la seule à ne pas pouvoir - à ne pas devoir - perdre le pouvoir¹¹⁸⁵. On peut sans aucun doute constater des dilemmes communs à tous ces partis, mais il faut aussi remarquer que certains s'en tirent mieux que d'autres. La seconde facette, donc, c'est le déclin électoral qui est souvent regardé comme une conséquence mixte du dépérissement idéologique précédemment évoqué, du déracinement sociologique et, pour les partis de gouvernement, de l'usure du pouvoir.

9.1.1 Crise ou transformation ? Le patchwork des modèles de régulation

(a) La science politique au chevet de la social-démocratie

Il s'agit ici d'un débat piégé car traitant plus souvent de régimes d'économie politique au sens large, dont on attribuerait les caractéristiques à une inspiration social-démocrate ou même keynésienne. Etant donné l'abondance de la littérature à ce sujet, nous avons pris grand soin de nous tenir à l'écart de ces questionnements souvent très vastes, quand bien même ils concernent le rapport fondamental de l'idéologie social-démocrate avec le capitalisme et les variantes de "*policy-mix*" qui en résultent. Selon Hans Keman,

Blair et les exégèses médiatisées d'Anthony Giddens ; Cf. A. Giddens, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Malden, Polity Press, 1999.

¹¹⁸⁵ Voir le réquisitoire accablant (sauf pour Tony Blair) de Daniel Vernet, "Social démocratie en crise", *Le Monde*, 26-05-2002.

"La social-démocratie est apparue, dans une grande partie de la littérature en science politique, comme un paradoxe d'idées subjectives sur la manière de changer les sociétés libérales capitalistes et de recherches objectives pour savoir dans quelle mesure ceci a été ou est un objectif réalisable"¹¹⁸⁶.

Quelques études isolées ont cependant cherché à réinstaller le parti au centre des analyses du régime social-démocrate. C'est par exemple le cas du livre d'Herbert Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy* (1994) et des thèses plus récentes de Geoff Garrett sur la résistance des partis de gauche face à la mondialisation de l'économie¹¹⁸⁷. Kitschelt s'intéresse au degré de flexibilité stratégique et d'adaptation idéologique. Il se démarque d'une approche qui insiste avant tout sur la performance macroéconomique comme facteur explicatif du vote¹¹⁸⁸ et suggère que les processus et coalitions internes aux partis, qui définissent les orientations politiques, déterminent la capacité "d'attraction stratégique" (*strategic appeal*) de l'organisation. Or, les partis sociaux-démocrates classiques ont généralement hérité de structures lourdes et contraignantes qui favorisent le conservatisme, restreignent l'autonomie du leadership et tentent de maintenir une cohérence idéologique de façade. A cet égard, les partis socialistes du sud de l'Europe et leur factionnalisme plus important ont développé une plus grande flexibilité¹¹⁸⁹. Rétrospectivement, le bilan de la flexibilité dans les grands partis de gauche européens est cependant mitigé, si l'on s'en tient aux défaites électorales multiples de la fin des années 1990 et aux difficultés de la social-démocratie allemande. Derrière les postulats de Kitschelt, on devine implicitement que les contraintes d'une économie mondiale en changement rapide commandent une telle flexibilité stratégique, une capacité de réponse aussi élastique que les marchés. C'est en partie ce que réfute Geoffrey Garrett dans un ouvrage récent, en montrant que les politiques sociales traditionnelles et la régulation active du marché du travail restent des options capables de

¹¹⁸⁶ H. Keman, *art. cit.*, 1995, p. 291. "Social democracy has figured in much of political science literature as a paradox of subjective ideas on how to change liberal capitalist societies and of objective research as to what extent this has been, or may be, a feasible endeavour".

¹¹⁸⁷ H. Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; du même auteur, voir aussi "Austrian and Swedish Social Democracies in Crisis: Party Strategy and Organization in Corporatist Regimes", *Comparative Political Studies*, vol. 27, n° 1, avril 1994, p. 3-39 ; G. Garrett, *Partisan Politics in the Global Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998 ; F. F. Piven, *Labor Parties in Postindustrial Societies*, Cambridge, Polity Press, 1991.

¹¹⁸⁸ Voir M. S. Lewis-Beck, *Economics and Elections: The Major Western Democracies*, Ann Arbor, University of Michigan, 1988.

¹¹⁸⁹ H. Kitschelt, *op. cit.*, 1994 (1), chapitre cinq. "Pour rester gagnants, ces partis doivent s'affranchir des contraintes de la 'culture' vieillie du parti de masses ainsi que travailler à convertir ces organisations solidaires de masses en systèmes de conflits internes stratifiés qui tiennent compte des divergences mais qui permettent aussi aux leaders de gérer la pluralité des opinions politiques". "To remain politically successful, such parties must free themselves from the constraints of the old social democratic 'culture' of mass party organization (...) and

garantir un contexte plus stable pour le capital comme pour les salariés. Les partis de gauche continuent donc de disposer d'une plate-forme programmatique censée pouvoir maintenir leur cohérence et leur unité à plus long terme, en particulier dans les pays où les liens avec le syndicalisme et les traditions corporatistes sont forts. Il est donc aussi important que les institutions du marché de régulation du marché du travail et de la négociation salariale soient une priorité là où elles ont été ébranlées¹¹⁹⁰. Le même type de raisonnement sur la production d'un compromis favorable à l'investissement en même temps qu'à la redistribution sociale peut être appliqué à un certain nombre de secteurs d'activité.

Ces réflexions se sont prolongées avec l'adhésion de la Suède à l'Union Européenne en 1995 et l'échec du second référendum norvégien sur cette question¹¹⁹¹. Observé dans ce contexte de globalisation et de régionalisation imbriquées, le modèle social-démocrate national semble prendre l'eau de toutes parts. Mais cette incantation du déclin s'est inscrite dans une certaine conjoncture idéologique : la social-démocratie était d'abord le terrain médian des luttes entre néo-libéraux et paléo-marxistes, au début des années 1980¹¹⁹², puis le "dernier" bastion de résistance institutionnelle après l'apparente victoire des premiers mais sous le feu renouvelé d'une "gauche d'opposition" le plus souvent postmatérialiste (écologiste et/ou altermondialiste). L'enjeu principal qui rassemble tout ce monde, des plus idéologues aux plus scientifiques, tient dans la possibilité de réformer ou de réguler l'économie capitaliste dans un sens plus égalitaire et moins destructeur du liant social. Or, cette interrogation existe et continuera d'exister indépendamment de la place des partis sociaux-démocrates organisés : elle est présente dans la réflexion académique américaine, la science politique ayant privilégié ce type d'approche par l'économie politique, alors même que la gauche politique est faible dans ce pays, très disséminée et n'a jamais vraiment approché le gouvernement fédéral. Cette faiblesse est-elle responsable de la nature assez résiduelle de la protection sociale et de la sphère publique en général ? A regarder la plus grande universalité des prestations et l'interventionnisme plus marqué du voisin canadien¹¹⁹³ - pourtant dominé par le libéralisme

cope with the task of converting solidary mass organizations into stratified internal conflict systems incorporating constituencies, but permitting party leaders to manage the internal plurality of political voices".

¹¹⁹⁰ G. Garrett, *op. cit.*, p. 5.

¹¹⁹¹ Voir entre autres N. Aylott, *Swedish Social Democracy and European Integration. The people's Home on the Market*, Aldershot : Ashgate, 1999 ; R. Geyer, *The Uncertain Union. British and Norwegian Social democrats in an Integrating Europe*, Aldershot : Avebury, 1997 ; C. Ingebritsen, "Pulling in Different Directions : The Europeanization of Scandinavian Political Economies", p. 167-195 dans P. J. Katzenstein (Ed.), *Tamed Power. Germany in Europe*, Ithaca : Cornell University Press, 1997.

¹¹⁹² W. Merkel, "After the Golden Age: Is Social Democracy Doomed to Decline?", dans W. Merkel, G. Colomé (Ed.), *Socialist Parties in Europe. Of Class, Populists, Catch-All?*, Barcelona, ICPS, 1992, p. 192.

¹¹⁹³ Cf. Y. Vanderborght, "Quelles sont les chances politiques de l'allocation universelle ? Hypothèses à partir des exemples canadiens et néerlandais", *Raisons politiques*, n° 6, mai 2002, p. 53-66.

politique - on peut penser qu'il ne s'agit pas d'une explication suffisante. Les partis font certainement une différence mais en interaction les uns avec les autres, dans des configurations variables de capacité institutionnelle, de culture politique et de performance économique. Bien sûr, ces conditions structurelles ne sont pas simplement données mais plus ou moins évolutives et transformables ; elles reflètent, dans la durée, des rapports de force mais aussi des modes de négociation, compromis et systèmes de valeurs qui peuvent faciliter la dominance d'une des forces politiques nationales. Comme le suggère Fritz Scharpf,

"La rationalité de l'action est définie par des identités, buts et perceptions historiquement contingentes d'une situation, qui résistent à la réduction aux hypothèses universelles utilisées dans l'analyse économique"¹¹⁹⁴.

La mise en pratique d'un programme partisan doit donc passer par le filtre d'un système de contraintes très complexe et qui s'est renforcé avec le mouvement vers une plus grande indépendance des institutions bancaires centrales, par exemple¹¹⁹⁵.

En ce qui concerne le fond idéologique qualifié de "social-démocrate", on trouve une bonne dose de keynesianisme, parfois vulgarisé, mais dont l'influence a transcendé tous les clivages politiques après 1945 ; et le pouvoir de cette synthèse n'est pas non plus épuisé. Mais son érosion nécessite de repenser la théorie économique favorite de la gauche modérée. Ceci a même une résonance particulière en Suède, avec les polémiques d'historiens de l'économie au sujet des origines intellectuelles des politiques anti-crise, dans les années 1930 ; en effet, il est toujours question de déterminer si les économistes suédois ont inventé le keynesianisme avant Keynes, à travers ce que Bertil Ohlin appellera rétrospectivement "l'école de Stockholm" et ses relations avec le mouvement ouvrier¹¹⁹⁶. Aujourd'hui, une grande partie de la réflexion sur le projet social-démocrate s'intéresse donc presque exclusivement à la marge de manœuvre dans le domaine de la politique économique et monétaire. Mais il faudrait veiller à ne pas trop faire systématiquement l'amalgame entre les difficultés des modèles de régulation du capitalisme et le sort des partis sociaux-démocrates, qui ne leur est pas inéluctablement

¹¹⁹⁴ F. W. Scharpf, *op. cit.*, 1991. "The rationality of action is defined by historically contingent, institutionally shaped identities, goals, and perceptions of a situation that resist reduction to the universal assumptions used in economic analysis".

¹¹⁹⁵ Voir H. Kitschelt, "European Social Democracy between Political Economy and Political Competition" p. 317-345 dans H. Kitschelt et al. (Ed.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, New York, Cambridge University Press, 1999.

¹¹⁹⁶ Voir B. Ohlin, *op. cit.*, 1972, chapitre XIII ; K. G. Landgren, *op. cit.*, 1960 ; et la polémique avec O. Steiger, *art. cit.*, 1972.

attaché. En période de vaches maigres, au milieu des années 1990, le gouvernement suédois de Göran Persson a ainsi pratiqué une politique d'austérité relativement orthodoxe - notamment en vue de se mettre en accord avec les critères de convergence européens - et semble avoir passé le cap au prix d'un recul électoral en 1998¹¹⁹⁷. Une politique similaire de rigueur avait aussi été pratiquée au début des années 1980 sans que le parti y perde tout son crédit. De fait, si l'on y regarde de plus près, la réussite de certains grands partis de gauche semble avoir été aidée par cette capacité à imposer un certain nombre de "sacrifices", tels que la modération salariale, afin d'accéder à plus d'égalité tout en préservant la croissance. Derrière le slogan de la "troisième voie", récemment remis au goût du jour en Allemagne et en Grande-Bretagne, la même ambition de reprendre à la droite la légitimité du bon gestionnaire économique, bien que les contraintes structurelles n'aient pas permis une aussi grande marge de manœuvre dans les deux pays. Philip Manow a suggéré, dans le cas de l'Allemagne, que la plus forte indépendance de la banque centrale associée à un régime de financement bismarckien de l'État providence (par contributions) entraînait une moindre capacité de différenciation des politiques partisanes. Les difficultés du gouvernement Schröder après le retour des sociaux-démocrates en 1998 en seraient une traduction¹¹⁹⁸. Finalement, il n'y a pas de raison pour que le dosage complexe entre capitalisme et social-démocratie devienne un donné stable et il est logique qu'il soit dans un état de tension en fonction des aléas de la conjoncture et des transformations du système économique mondial. En dépit de certains succès de popularité de Tony Blair, la "troisième voie" ne restera que comme un programme confus aux allures de campagne promotionnelle car ceux qui sont à l'origine de ces nouveaux succédanés d'idéologie sont rarement responsables de la méthode qui servirait à les mettre en œuvre.

(b) Un "changement de système" en Suède et en Norvège ?

La décennie 1990 a été une période de changement exceptionnelle en Scandinavie, en raison de l'impact spécifique de la fin de la guerre froide et de la division Est-Ouest ; la Suède

¹¹⁹⁷ Notons au passage que Göran Persson était le premier ancien ministre des finances à devenir Premier Ministre de son pays.

¹¹⁹⁸ P. Manow, "German Social Democracy between Political Economy and Electoral Competition", présentation à l'atelier *Social Democracy in Times of Change*, Conférence annuelle de l'Association Américaine de Science Politique (APSA), Boston, 2002. Pour l'auteur, le financement à dominante fiscale de l'État-social confère un levier politique plus important pour faire face aux pathologies économiques qui proviennent de la structure

et la Finlande devaient logiquement être les plus affectés, du fait de leur "neutralité". Le renouveau du débat sur le rapport à l'Europe et aux alliances internationales coïncidait aussi avec une période de difficultés économiques considérables, dans toute la région, et une alternance historique en Suède. Par conséquent, ce contexte de grandes transformations et de renouveau des questionnements fondamentaux sur les frontières de l'Union Européenne ont fourni beaucoup d'arguments à tous les opposants de la social-démocratie. On pourrait aller jusqu'à dire que les clivages politiques se sont compliqués, même si cela était depuis longtemps un fait pour la Norvège, étant donné la précocité des polémiques sur l'OTAN et l'Europe. Comme son homologue norvégien, mais avec retard, le SAP a dû reconnaître ses divisions internes profondes dès le début des campagnes sur l'adhésion et jusqu'à aujourd'hui, à travers le feuilleton des indécisions au sujet de l'Union Economique et Monétaire. En effet, la décision souveraine d'ajourner *sine die* l'adhésion à l'UEM (1998), qui aurait dû être automatique une fois respectés les critères de convergence, était la conséquence d'une controverse nationale assez spectaculaire¹¹⁹⁹ qui s'est poursuivie en 2003 avec l'organisation d'un référendum consultatif et la victoire du non populaire par 56 %¹²⁰⁰. Ces événements ont montré que les choix stratégiques des partis sociaux-démocrates s'étaient considérablement compliqués dans cette phase "d'ouverture" sans précédent, du fait du potentiel de mobilisation et de division de ces questions. Or, on a parfois eu tendance à considérer ces difficultés comme une autre preuve du déclin généralisé de la social-démocratie, ce qui est abusif. Quoiqu'il en soit, le discours social-démocrate est toujours pris en tenaille entre l'investissement traditionnel dans l'État providence - qualifié de rétrograde par l'opposition libérale - et les thèmes de l'adaptation aux contraintes d'une économie financière globalisée, de la mise en concurrence de certains services, disqualifiés à gauche. Ce dilemme est loin d'être nouveau mais il a pris plus d'importance¹²⁰¹. En Norvège, comme au Danemark, nous l'avons dit, il est accompagné d'une opposition de droite populiste qui vilipende la fiscalité trop élevée, fustige

même de cet État-social (p. 7.) ; or, les pays scandinaves se situent plus nettement sur ce versant fiscal et leurs banques centrales ont eu une tradition de moindre indépendance.

¹¹⁹⁹ Ce "deuxième tour" des eurosceptiques, qui s'étaient sentis floués par les inégalités de la campagne du premier référendum de 1994, a mobilisé une variété d'arguments assez étonnante, surtout quand on pense à l'absence presque totale de débat démocratique sur l'UEM en France ou dans d'autres pays. Des interprétations juridiques des obligations du Traité de l'Union aux conséquences économiques, en passant par l'avenir de la démocratie et des spécificités suédoises, tout est passé à crible des sondages, expertises et débats d'opinion.

¹²⁰⁰ Les premières analyses dont on dispose confirment que les électeurs du parti social-démocrate se sont divisés en deux camps de poids égal dans ce vote consultatif. Par contre, les employés du secteur public (57 %) et les syndiqués de LO (64,8 %) - catégories importantes pour l'assise du SAP - ont majoritairement voté contre l'UEM, ainsi que l'électorat des deux autres partis de gauche. Voir Valutrednigen 2003, *Dagens Nyheter*, 16-09-2003.

¹²⁰¹ La question de la privatisation des télécommunications a été un révélateur, notamment lors de l'échec patent des stratégies d'alliance entre *Telia* (Suède) et *Telenor* (Norvège), en 1999.

les élites bureaucratiques coupées du peuple et invoque un nationalisme d'exclusion, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'un pléonasme¹²⁰². Derrière ces polémiques sur l'Europe, d'autres se profilent, qui sont potentiellement aussi importantes. C'est le cas de la question des alliances militaires, la Suède ayant jusqu'ici privilégié leur attachement au système des Nations-Unies ; avec la marginalisation de l'ONU dans le cadre de la dernière crise irakienne de 2003, le premier déploiement de l'OTAN hors d'Europe - sur le terrain afghan - et l'organisation d'une défense européenne, la donne stratégique continue d'évoluer à grande vitesse. Or, il s'agit là d'une question particulièrement sensible dans les mentalités suédoises.

En Suède, le débat sur le "changement de système" est présent depuis une bonne vingtaine d'années et ne fait que rebondir en fonction de la conjoncture. Au fondement, il s'agit d'une très vieille opposition entre conceptions individualistes et collectivistes de la liberté et du contrat social, bien qu'il n'y ait pas besoin de choisir l'un ou l'autre extrême : l'existence atomistique et concurrentielle du marché, d'un côté, et la sécurité sous la protection paternaliste et autoritaire de l'État, de l'autre¹²⁰³. S'il fallait placer la Suède dans une catégorie, aucune des deux ne conviendrait à elle seule. Par contre, il semble difficile de nier un certain travail d'adaptation des sociaux-démocrates - tant suédois que norvégien - à la rhétorique et à la boîte à outil néo-libérale, depuis les années 1980¹²⁰⁴. La conjoncture idéologique, le climat de libéralisation des mouvements de capitaux et d'autres secteurs ainsi que l'endettement public ont favorisé cette évolution ; les notions de "service", "usagers", "clients" se sont infiltrées jusqu'au centre de l'activité publique. L'expérience norvégienne est un peu plus marquée dans cette direction car c'est un parti de droite (Willoch) qui accède, seul, au gouvernement en 1981 ; mais aussi parce que l'emprise de l'État y avait été plus étendue dans les années 1970 : socialisation de banques et d'assurance, mise en place de *Statoil* comme consortium dominant et comme instrument politique, utilisation des revenus pétroliers pour développer les activités industrielles du secteur d'État¹²⁰⁵. La droite de Kåre Willoch allait donc initier un vaste chantier de "modernisation" de l'administration et de dérégulation qui s'ancrait dans un mouvement international dans ce sens. Réduction de la part du secteur public, libéralisation partielle de la politique de crédit, démantèlement de certains monopoles

¹²⁰² Voir le chapitre cinq.

¹²⁰³ B. Rothstein, "Valfrihet kan bli dyrt", dans P. Antman, *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993, p. 58.

¹²⁰⁴ Voir, E. O. Eriksen, *art. cit.*, 1992, p. 241-253 ; W. Lafferty, "The Political Transformation of a Social Democratic State. Neoliberalism as Modernism in Norway", dans R. Slagstad, T. Nordby (Ed.), *Fagstyre og sosialdemokratisk politikk*, Oslo, LOs publikasjoner, 1990 ; P. Antman, "När folkhemmet drömdes bort", p. 123-141 dans P. Antman, *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993.

d'État¹²⁰⁶. En revanche, il n'y eut pas de rupture significative dans la sphère de l'État social. Le gouvernement social-démocrate de Gro Harlem Brundtland devait néanmoins en tirer quelques leçons et opter pour un profil plus libéral sur le plan économique, mettant par exemple une touche finale à certains des projets de Willoch. Cette orientation est justifiée, en Suède comme en Norvège, par l'idée qu'il faut "réformer pour conserver" les principaux acquis sociaux. La bonne conjoncture du début des années 1990, en Norvège, permet même une nouvelle expansion des services sociaux, en particulier dans le domaine de la scolarisation et du soin aux personnes âgées¹²⁰⁷. Finalement, l'entreprise historique de régulation d'un capitalisme polymorphe - via le développement de l'État et de la sphère publique - est encore d'actualité et continue de nourrir la légitimité d'une culture social-démocrate diffuse dans les sociétés nordiques que nous étudions. Le temps de la planification industrielle nationale, des rationalisations structurelles et de la socialisation du crédit est certes révolu mais les relations de relative concorde entre l'État et l'appareil de production - y compris les empires économiques suédois que la Norvège n'a jamais connu - perdurent et les partis sociaux-démocrates jouissent de façon stable d'un crédit enviable dans les milieux d'affaire¹²⁰⁸. Ce n'est plus la glorieuse époque où les délégations étrangères venaient étudier, en Suède, cette politique bénie par le plein emploi tandis que patronat et syndicalistes de LO partaient ensemble en tournée internationale pour expliquer la recette du consensus social¹²⁰⁹. Mais la Norvège s'est découverte une nouvelle et exubérante prospérité énergétique qui influence considérablement ses choix et contraintes économiques, tandis que la Suède a récemment renoué avec une meilleure croissance économique, et ce en dépit d'une situation bancaire dans l'Union Européenne¹²¹⁰. Malgré l'affaiblissement des structures corporatistes, plus marqué en Suède qu'en Norvège, les régimes d'économie mixte de ces pays se trouvent encore dans une situation où des choix politiques très différents peuvent être faits. Quant à l'opinion publique, Stefan Svallfors a bien montré que les attitudes à l'égard de la puissance publique peuvent varier très notablement suivant qu'on mettra en avant la dimension administrative de l'État, considérée comme une charge, un coût, ou bien la dimension des

¹²⁰⁵ Cf. F. Sejersted, "Norge under Willoch", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 3-4, 1994, p. 234-245.

¹²⁰⁶ E. O. Eriksen, *art. cit.*, p. 246.

¹²⁰⁷ K. Hagen, "Sosialpolitikk - fra norsk velferdsstat til europeisk velferdsstat ?", dans D. H. Claes, B. S. Tranøy, *Utenfor, annedes og suveren ? Norge under EØS-avtalen*, Oslo, Fagbokforlaget, 1999, p. 112.

¹²⁰⁸ Ceci ne veut pas dire que la gauche gouvernementale fait selon les désirs des patrons mais la négociation entre État et partenaires sociaux a été plus poussée et institutionnalisée dans ces régimes.

¹²⁰⁹ B. Stråth, "Sweden: The Emergence and Erosion of a "Model", dans P. Pasture, J. Verbeckmoes, H. de Witte, *The Lost Perspective ? Trade Unions between Ideology and Social Action in the New Europe*, vol. 1 : *Ideological Persistence in National Traditions*, Aldershot, Avebury, 1996, p. 258.

¹²¹⁰ Un argument fréquemment invoqué pour accélérer l'entrée dans l'UEM était celui du risque d'isolement et de dépréciation aux yeux des investisseurs étrangers. Ces craintes n'ont pas été confirmées.

services, prestations, et redistributions ; d'un côté, on souhaite des réductions des budgets de fonctionnement et des impôts mais, à l'autre bout de la chaîne, le consensus règne pour que l'État et les communes continuent de garantir un niveau égal ou supérieur de services¹²¹¹. C'est apparemment cette contradiction de société que la social-démocratie essaie de gérer au mieux, non sans difficulté du reste, en se taillant un nouveau costume plus strict de "*manager* de l'État social". Certes, ce n'est pas encore la stratégie du néo-travaillisme blairiste, qui cherche à battre une droite traditionnellement autoritaire sur ses terrains favoris de la sécurité, de l'immigration tout en reprisant une protection sociale au mieux délaissée pendant quinze ans par les conservateurs ; mais tant la social-démocratie suédoise de Göran Persson que celle de Jens Stoltenberg, tous deux anciens Ministres des Finances de leur pays respectifs sont décrites comme de lourdes machines peuplées de bureaucrates et d'experts, habiles en communication mais vidées de leur idéologie¹²¹². L'accusation n'est cependant pas très nouvelle, elle était déjà exprimée dans les années 1950-1960¹²¹³ et elle est resté un refrain familial depuis lors ; entre-temps, les années 1970 ont pourtant été marquées par un retour du radicalisme, les grandes avancées sur le terrain de la démocratie économique, ce qui tendrait à prouver que l'évolution idéologique n'a pas de caractéristique linéaire.

9.1.2 *Le rejet des partis dominants ?*

(a) la gauche de gouvernement en Europe : état des lieux

L'antienne du déclin dans le domaine de la politique économique et sociale, que nous venons de commenter, aurait pour corollaire un recul important de la performance électorale des sociaux-démocrates. Ceci s'inscrirait également dans le cadre du "dilemme" sociologique et programmatique auquel ces partis seraient confrontés, dans la perspective de Pzeworski et Sprague : ce dilemme du socialisme électoral, rappelons-le impliquaient non seulement la rétraction d'une classe ouvrière qui n'avait jamais été véritablement hégémonique, d'une part, et le risque d'aliénation de cette classe à mesure que la gauche se tournait inéluctablement vers le réservoir en croissance des classes moyennes ou développaient un message plus

¹²¹¹Voir S. Svallfors, *Vem älskar välfärdsstaten? Attityder, organiserade intressen och svensk välfärdspolitik*, Lund, Arkiv (Thèse de Doctorat), 1989 et du même auteur, *Välfärdsstatens moraliska ekonomi : välfärdsopinionen i 90-talets Sverige*, Umeå, Boréa, 1996.

¹²¹² Voir par exemple, "Persson och enpersonspartiet" *Dagens Nyheter*, 27-08-2002 ; "Det stora partiet drar i gång", *Dagens Nyheter*, 28-08-2002.

large¹²¹⁴. Le verdict du déclin était formel. Wolfgang Merkel souligne que cette approche, souvent classée parmi les théories du choix rationnel, se distingue pourtant par son déterminisme sociologique très évident : quoiqu'ils fassent, la structure de choix des partis sociaux-démocrates est inévitablement étroite, voire fermée¹²¹⁵. Non seulement les auteurs ont négligé le poids de leurs propres variables stratégiques mais également l'importance des cadres institutionnels et de leurs effets conservateurs. D'autre part, pour être publié au milieu des années 1980, l'ouvrage portait un regard assez clos sur un siècle d'évolutions des partis sociaux-démocrates, faites d'adaptations constantes à leur environnement sociologique et institutionnel, d'innovation dans leurs structures de mobilisation et d'organisation ou leur message idéologique. En cela, il reste comme l'idéal-type de cette littérature prolifique et relativement présentiste qui cultive le déterminisme à partir d'évolutions conjoncturelles limitées.

La mesure effective des performances électorales de la social-démocratie pose crûment le problème que nous évoquions de choix des partis : s'agit-il de tous les grands partis de gauche modérée ou socialiste ? Convient-il d'établir des distinctions d'ordre typologique, de familles ? Faut-il mettre à part les partis d'Europe du Sud qui ont accédé au pouvoir tardivement, après la chute des régimes autoritaires ? A ces questions, deux réponses peuvent être apportées, qui nous semble dictées par le bon sens. Premièrement, au-delà des distinctions typologiques possibles, lorsque l'on a commencé à évoquer le déclin, il s'agissait évidemment de ces partis qui étaient habitués à des scores électoraux très élevés et, pour une majorité de ces cas, à une expérience gouvernementale de premier plan : en dehors de trois pays d'Europe du Nord (Suède, Norvège, Danemark), l'Autriche, l'Allemagne et éventuellement les Pays-Bas et la Belgique¹²¹⁶. Le corollaire est qu'on ne peut pas user de la notion de déclin dans le même référentiel temporel, en ce qui concerne les nouveaux régimes démocratiques et qu'il faudrait interpréter les évolutions électorales de la gauche dans ces pays comme un phénomène nouveau et particulier. Deuxièmement, France, Italie, Suisse, Irlande et Finlande constituent un marais qui a en commun une présence électorale et institutionnelle de la gauche plus faible ou instable, sans compter l'implosion du système de partis italien au début des années 1990. Les traditions de gauche y sont aussi plus hybrides et fragmentées, hormis en Finlande qui apparaît comme un cas intermédiaire à bien des points de vue. Ces distinctions ne prétendent

¹²¹³ Voir H. Tingstén, *Från Idéer til Idyll*, Stockholm, Nordstedts, 1966 ; J-A Seip, *op. cit.*, 1963.

¹²¹⁴ A. Przeworski, J. Sprague, *op. cit.*, 1986.

¹²¹⁵ W. Merkel, *op. cit.*, p. 193.

pas être définitivement établies pas plus qu'elles ne constituent une typologie solide. Une troisième remarque pourrait être faite, qui concerne la nécessité de combiner les mesures de performance électorale et d'exercice du pouvoir gouvernemental pour permettre une vision plus objective ; en effet, l'incidence des modes de suffrage et de formation des cabinets étant une variable fondamentale, il est important d'être attentif à l'une et l'autre de ces dimensions¹²¹⁷. Nous choisissons ici de nous occuper essentiellement de la première catégorie que nous avons proposée et qui comprend huit pays. Nous reprenons la périodisation de Merkel en la prolongeant dans le temps ; cela donne un découpage en deux phases d'environ trente ans chacune : "l'âge d'or" qui va de 1945 à 1973, puis le supposé déclin, de 1974 à nos jours¹²¹⁸.

Le tableau qui émerge est celui d'un recul électoral mais dont l'amplitude est finalement très contrastée à travers le paysage de la gauche européenne et selon les périodes que nous avons distinguées¹²¹⁹. La tendance est la plus évidente au Royaume-Uni, du moins jusqu'au "retour d'exil" des travaillistes (1997), ainsi qu'en Norvège. Ailleurs, il semble exagéré de parler d'un véritable déclin même si les fluctuations électorales sont plus grandes depuis les années 1970 ; dans certains cas (Autriche, Allemagne), c'est plutôt la stabilité, voire une amélioration qui doit être constatée.

¹²¹⁶ Les partis néerlandais, Belge et allemand ont globalement moins dominé les fonctions exécutives que leurs consorts. Mais leur étiage électoral, leur stabilité ainsi que leur tradition relativement unitaire peuvent justifier de les faire figurer dans cette catégorie.

¹²¹⁷ C'est ce que tente de faire Wolfgang Merkel en s'appuyant sur des indicateurs multiples et raffinés, notamment une mesure du quotient de pouvoir exécutive qui ne tienne pas seulement compte de la situation dans l'opposition ou au gouvernement (W. Merkel, *op. cit.*, p. 216). Nous nous inspirons de son travail tout en renouvelant les mesures pour la période postérieure à 1989.

¹²¹⁸ Nous avons également recalculé et actualisé toutes les moyennes établies par Merkel, dans un souci d'exactitude et d'honnêteté. Il s'avère ainsi que les élections-charnières de 1973 au Danemark et en Norvège, étaient intégrées aux moyennes de la période 1945-1973. Etant donné qu'elles marquent justement le premier recul important des sociaux-démocrates, il paraissait légitime de les compter dans la période suivante. Les éventuelles scissions sont mises au compte du déclin général et le cas belge nécessite une interprétation prudente, en raison de la scission régionaliste des partis en 1978 (les résultats ultérieurs sont traités comme une moyenne des scores des deux partis socialistes). Enfin, un découpage en deux de la période 1945-2000 est proposé afin d'apprécier plus finement les tendances récentes.

¹²¹⁹ Ces calculs ne prennent pas en compte les succès électoraux du socialisme français dans les années 1980-1990.

Tableau 9.1 *Présence électorale du socialisme en Europe (% moyens 1945-2002)*¹²²⁰

	1945-2002	1945-1973	1974-1989	1974-2002
Allemagne	37,6	36,2	41,3	38,7
Autriche	40,3	44,2	48	42
Belgique	29	32,1	27,2	25,8
Danemark	35,6	38,6	31,8 (1973-)	32,6 (1973-)
Norvège	40,3	45,4	37,9(1973-)	35,8 (1973-)
Pays-Bas	28	27,7	31,5	28,2
Royaume-Uni	41,2	46	34,3	35,6
Suède	44,2	46,6	43,9	42,1
Moyenne	37	39,6	36,5	35,1

Sources : W. Merkel, *op. cit.* ; B. Ebbinghaus, *op. cit.*, date, p. 269 ; P. Webb, *The Modern British Party System*, London, SAGE, 2000, p. 6 ; Adam Carr's elections archives (<http://psephos.adam-carr.net>) ; *Parties and Elections in Europe* (<http://www.parties-and-elections.de>) ; nos calculs.

Tableau 9.2 *Présence gouvernementale (quotient de pouvoir) du socialisme en Europe (1945-2002)*¹²²¹

	1945-2002	1945-1973	1974-1989	1990-2002
Allemagne	1,2	0,6	1,8	1,5
Autriche	2,5	2,1	3,9	1,5
Belgique	1,4	1,4	0,8	2
Danemark	2,2	2,6	1,8	1,9
Norvège	3,2	3,7	2,5	2,7
Pays-Bas	1,1	1	0,5	1,9
Royaume-Uni	2	2,1	1,5	2,3
Suède	3,2	3,8	2,6	3,1
Moyenne	2,1	2,2	1,9	2,1

Sources : Calculé à partir de W. Merkel, *op. cit.* ; P. Webb, *op. cit.*, p. 8. ; W. C. Müller, K. Strøm (Ed.), *Coalition Government in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; *Parties and Elections in Europe* (<http://www.parties-and-elections.de>) ; nos calculs.

Enfin, si les socialistes belges et les travaillistes néerlandais ont connu des reculs très importants, respectivement en 1999 et 2002 (19,8 et 15,1 %), ils ont reconquis le terrain perdu en 2003¹²²². Dans ces contextes de volatilité importante, les moyennes que nous avons établies peuvent servir de points de repère : pour l'ensemble des pays, le recul est d'environ trois points durant la période 1974-89 et par rapport à "l'âge d'or" (1945-73). Toutefois, pour avoir une idée plus juste du poids réel des partis socialistes, il faudrait sans doute prendre en compte les résultats des organisations issues des scissions (voire de la gauche en général),

¹²²⁰ Première élection à dater de 1945 et la dernière, année 2002 comprise.

¹²²¹ Le quotient de pouvoir se calcule ainsi, au pro rata du nombre d'années : 5 pts, gouvernement social-démocrate homogène majoritaire ; 4 pts, gouvernement social-démocrate homogène minoritaire ; 3 pts, sociaux-démocrates partenaires dominants dans une coalition gouvernante ; 2 pts, sociaux-démocrates partenaires égaux dans une grande coalition ; 1 pt, sociaux-démocrates partenaires juniors dans une coalition ; 0 pts, opposition (W. Merkel, *op. cit.*, p. 216). Ce système pose le problème des alternances en cours de mandat, que nous résolvons un peu arbitrairement en ne considérant que les cabinets d'un an ou plus lorsqu'ils ne débouchent pas la reconduction d'un gouvernement du même type aux élections suivantes (6 mois pour Belgique, Danemark, Pays-Bas).

¹²²² Ces reculs étaient dus au succès des verts, en Belgique, et à celui de la liste Pim Fortuyn, aux Pays-Bas.

dans la mesure où celles-ci continuent souvent d'être un appoint parlementaire important, comme nous l'avons montré dans le cas suédois ; ceci rejoint le phénomène d'alliance de la "gauche plurielle" en France et le même type de coalition entre social-démocratie et écologie en Allemagne, à la fin des années 1990¹²²³. Certes, les indicateurs électoraux que nous proposons sont très dépendants du mode de découpage chronologique retenu, surtout dans les années 1990 et 2000 qui sont marquées par des alternances plus nombreuses et fréquentes. Notre découpage occulte ainsi un net recul du SPÖ autrichien entre 1994 et 2002, ou bien les difficultés des sociaux-démocrates danois en 2001.

L'indicateur composite de présence gouvernementale fournit un complément intéressant à l'interprétation des tendances électorales. A deux exceptions près, on remarque que le repli des partis socialistes est manifeste au cours de la période 1974-1989 ; il est total au Royaume-Uni de 1979 à 1997. En Autriche, c'est l'inverse qui se produit tandis que le SPD allemand est au pouvoir de 1969 à 1982. Ici encore, nous ne prenons pas en compte les succès de la gauche socialiste dans le sud de l'Europe, pendant les années 1980. La deuxième moitié de la décennie suivante est caractérisée par un retour en grâce de ces partis mais, finalement, les moyennes d'ensemble sont très stables sur toutes les périodes examinées et ne donnent certainement pas une impression de déclin généralisé. L'émergence de nouveaux partis protestataires a effectivement induit une plus grande instabilité des systèmes partisans et des performances électorales mais on peut tout aussi bien être surpris, étant donné ce nouveau contexte, par l'important degré de permanence des vieilles organisations social-démocrates.

(b) Suède et Norvège : quelles spécificités ?

L'expérience particulière de la Suède et de la Norvège transparait déjà dans les développements et statistiques qui précèdent. Il est néanmoins intéressant de s'attarder sur quelques spécificités des partis les plus dominants. Pour reprendre le questionnement de Rose et Mackie, on peut se demander si l'exercice durable des fonctions exécutives représente un avantage ou un inconvénient en termes de continuité électorale. Pour répondre à cette question, il faudrait cependant pouvoir révéler un lien de causalité direct entre cet exercice des responsabilités nationales et l'érosion électorale. Ce qu'identifient Rose et Mackie est une corrélation de nature statistique et macrologique, à l'échelle d'un certain nombre de cas : 18

¹²²³ Dans les deux cas, les ententes ont été accompagnées d'une évolution importante du système partisan et du potentiel de coalition.

pays, entre 1948 et 1979. Les partis de gouvernement sont supposés être plus exposés en tant que responsables du cours des choses et les modalités de la compétition partisane sont telles que le changement d'administration est présenté comme une solution, selon la logique poudjériste du "sortez les sortants". Le test statistique montre que les partis au pouvoir perdent des voix dans 65 % des cas ; mais les reculs électoraux de ces formations s'accompagnent dans une moins grande proportion (42 %) du rejet dans l'opposition¹²²⁴.

Si l'on regarde la série de résultats électoraux concernant la Norvège et la Suède depuis 1945 (tableaux 9.3 ci-dessous), il apparaît que l'occupation des fonctions exécutives est corrélées avec une performance électorale croissante pour le parti au pouvoir pendant les périodes de gouvernement social-démocrate de 1945-1957, 1973-1977, 1989-1993 (Norvège) et 1945-1968 (Suède). Le reste du temps, la corrélation est inverse et pas toujours significative. Ainsi, les résultats du SAP sont-ils très stables durant les années 1980. Si le vote doit être interprété comme un baromètre de la confiance des électeurs ou bien l'expression d'une sanction, il est difficile de tirer une conclusion claire dans ces contextes. D'un point de vue électoral, ces organisations dominantes d'un type particulier apparaissent plutôt moins handicapés par leur passif que d'autres partis de gouvernement moins exceptionnels. Un des objectifs de Rose et Mackie est de montrer que la notion de "majorité naturelle" est par essence fragile dans un jeu partisan : ainsi, de 1951 à 1964, le Parti conservateur britannique était-il considéré comme le parti naturel de gouvernement ; de 1964 à 1979, c'était le parti travailliste. S'il n'y a pas de mal à admettre que l'alternance régulière est la norme dans les démocraties parlementaires, il faut néanmoins faire avec ces modèles particuliers de stabilité fondés soit sur un certain degré d'hégémonie d'un seul parti, soit sur des arrangements "consociatifs" qui reconduisent de larges coalitions au pouvoir pendant une longue durée. Dans le second cas, Arend Lijphart a développé un modèle d'analyse des spécificités sociopolitiques et culturelles et de leurs traductions dans un ordre institutionnel, au sein des petites démocraties fortement clivées¹²²⁵ ; la même démarche pourrait avoir sa justification à l'égard des systèmes de parti dominant, à partir du moment où on ne les considère pas simplement comme un stade atypique et nécessairement temporaire de la compétition politique¹²²⁶. En d'autres termes, il ne s'agit pas nécessairement d'identifier des causes ou conditions communes aux différents régimes de parti dominant mais plutôt de prendre au

¹²²⁴ R. Rose, T. T. Mackie, *op. cit.*, 1983, p. 122, 133.

¹²²⁵ Voir, A. Lijphart, *The Politics of Accommodation: Pluralism and Democracy in the Netherlands*, Berkeley, University of California Press, 1968 et *Democracy in Plural Societies: A Comparative Exploration*, New Haven, Yale University Press, 1977.

sérieux l'idée que ces expériences particulières du pouvoir créent certaines des modalités favorables à leur reproduction : on peut penser à la continuité d'un rapport parti-syndicats privilégié alors que la base socioprofessionnelle des LO se renouvelait fondamentalement en direction d'un secteur public dorénavant majoritaire ; certes les LO ont perdu du terrain mais les sociaux-démocrates ont aussi développé des soutiens importants dans les syndicats de cols-blancs qui ont capté une part de la croissance de l'emploi public. Il est intéressant que cet ancrage à la fois syndical et public soit encore tout à tour considéré comme une contrainte, un handicap ou comme une ressource dans la compétition électorale¹²²⁷. Il faut pourtant noter que la Suède est un des rares pays où les taux de syndicalisation ont progressé pour dépasser 90 % au milieu des années 1990. A l'inverse, la désyndicalisation plus marquée en Norvège - notamment due à un système d'incitations moins favorable qu'en Suède - ainsi que les bouleversements socioprofessionnels induits par la "révolution" énergétique ont produit un contexte passablement différent pour l'imbrication du parti, des syndicats et du secteur public.

¹²²⁶ A. Arian, S Barnes, *art. cit.*, 1974, p. 592. Les auteurs ont des intuitions intéressantes qui vont dans ce sens mais n'ont pas été poursuivies.

¹²²⁷ Pour la première perspective, voir G. Hernes, *art. cit.*, 1991 ; T. Koelble, "Recasting Social Democracy in Europe: A Nested Game Explanation of Strategic Adjustments in Political Parties", *Politics and Society*, vol. 20, n° 1, 1992, p. 51-70 ; H. Kitschelt, "Class structure and social democratic Party Strategy", *British Journal of Political Science*, vol. 23, n° 3, 1993, p. 299-337 ; pour la seconde, Cf. C. Kunkel, J. Pontusson, "Corporatism versus Social Democracy: Divergent Fortunes of the Austrian and Swedish Labour Movements", *West European Politics*, vol. 21, n° 2, 1998, p. 1-31.

Tableaux 9.3 *Le système scandinave à cinq partis : continuité et changements (1945-2002)**Norvège (% des suffrages exprimés)*

Année	bloc historique			Total	libéraux et communistes			autres	
	DNA	Sp	H		V	NKP	Total	Tous	N*
1945	41,0	8,0	17,0	66,0	13,8	11,9	25,7	8,3	2
1949	45,7	7,9	18,3	71,9	13,1	5,8	18,9	9,2	1
1953	46,7	9,1	18,6	74,4	10,0	5,1	15,1	10,5	1
1957	48,3	9,3	18,9	76,5	9,7	3,4	13,1	10,4	1
1961	46,8	9,4	20,0	76,2	8,8	2,9	11,7	12,1	2
1965	43,1	9,9	21,1	74,1	10,4	1,4	11,8	14,1	2
1969	46,6	10,3	19,7	76,6	9,4	1,0	10,4	13,0	2
1973	35,4	11,0	17,4	63,8	3,5	-	3,5	32,7	4
1977	42,2	8,6	24,8	75,6	3,2	0,4	3,6	20,8	3
1981	37,1	6,7	31,7	75,5	3,9	0,3	4,2	20,3	3
1985	40,7	6,6	30,4	77,9	3,1	0,2	3,3	19	3
1989	34,4	6,5	22,1	63,0	3,2	-	3,2	33,8	4
1993	36,9	16,7	17,0	70,6	3,6	-	3,6	25,8	4
1997	35,1	8,0	14,3	57,2	4,4	0,1	4,5	38,2	4
2001	24,4	5,6	21,2	51,2	3,9	0,1	4,0	44,9	4
évolution	- 16,6	- 2,4	+ 4,2	- 14,8	- 9,9	- 11,9	- 21,8	+ 36,6	+ 2
moyenne	40,3	8,9	20,8	70,0	6,9	2,2	9,1	20,9	

Suède (% des suffrages exprimés)

Année	bloc historique			Total	libéraux et communistes			autres	
	SAP	C	M		Fp	Vp	Total	Tous	N*
1948	46,1	12,4	12,3	70,8	22,7	6,3	29,0	0,2	-
1952	46,0	10,7	14,4	71,1	24,4	4,3	28,7	0,2	-
1956	44,6	9,5	17,1	71,2	23,8	5,0	28,8	0,0	-
1958	46,2	12,7	19,5	78,4	18,2	3,4	21,6	0,0	-
1960	47,8	13,6	16,6	78,0	17,5	4,5	22,0	0,0	-
1964	47,3	13,2	13,7	74,2	17,0	5,2	22,2	3,6	-
1968	50,1	15,7	12,9	78,7	14,3	3,0	17,3	4,0	-
1970	45,3	19,9	11,5	76,7	16,2	4,8	21,0	2,3	-
1973	43,6	25,1	14,3	83,0	9,4	5,3	14,7	2,3	-
1976	42,7	24,1	15,6	82,4	11,1	4,7	15,8	1,8	-
1979	43,2	18,1	20,3	81,6	10,6	5,6	16,2	2,2	-
1982	45,6	15,5	23,6	84,7	5,9	5,6	11,5	3,8	-
1985	44,7	12,4	21,3	78,4	12,4	5,4	19,6	2,0	-
1988	43,2	11,3	18,3	72,8	12,2	5,8	18,0	9,2	1
1991	37,7	8,5	21,9	68,1	9,1	4,5	13,6	18,3	2
1994	45,3	7,7	22,4	75,4	7,2	6,2	13,4	11,3	1
1998	36,4	5,1	22,9	64,4	4,7	12,0	16,7	18,9	2
2002	39,8	6,1	15,2	61,1	13,3	8,3	21,6	16,7	2
évolution	- 6,3	- 6,3	+ 2,9	- 9,7	- 9,4	+ 2,0	- 7,4	+ 16,5	+ 2
moyenne	44,2	13,4	17,4	75,1	13,9	5,6	19,6	5,4	

*N est le nombre de partis représentés en dehors des cinq partis traditionnels

Source : d'après J. Sundberg, "The Enduring Scandinavian Party System", *Scandinavian Political Studies*, vol. 22, n° 3, 1999, p. 228-229 ; *Parties and Elections in Europe* (<http://www.parties-and-elections.de>) ; <http://www.Riksdagen.se> ; nos calculs¹²²⁸.

Un autre des sous-produits présumés des régimes de parti dominant serait la stabilité relative de la structure des systèmes de partis. Les tableaux 9.3 ci-dessus attestent aussi que le

¹²²⁸ La base de donnée électorale utilisée par Sundberg s'étant révélée remplie d'erreurs, nous avons dû recalculer tous les résultats et ajouter les élections postérieures à 1998.

système suédois de partis reste un des plus stables du monde démocratique, à la fois en terme de représentation et de continuité de chaque organisation ; les scissions y ont été rares et, entre 1921 et 1988, les cinq mêmes partis ont été représentés continuellement au *Riksdag*. Il existe bien un nouveau Parti chrétien-démocrate depuis 1964 mais il n'a pas franchi le seuil de 4 % avant les élections de 1991 ; le parti écologiste, qui existe depuis 1982, n'a été représenté qu'en 1988 et depuis 1994. Enfin, contrairement aux exemples norvégien et danois, la Suède n'a pas connu de développement important d'un parti populiste de droite¹²²⁹ : elle est ainsi encore le pays qui se trouve structurellement le plus proche du "modèle" scandinave à cinq partis¹²³⁰. Par contraste, et même si quatre des cinq partis traditionnels rassemblaient encore 55 % des suffrages en 2001, la scène partisane norvégienne donne une impression de fragmentation et de volatilité nettement plus importantes, à l'échelle des trois dernières décennies. Toutefois, la moyenne des scores obtenus par les cinq partis traditionnels depuis 1945 reste proche de 80 % (contre 95 % en Suède), ce qui est tout de même significatif¹²³¹ en dépit de l'érosion de l'identification partisane et de l'instabilité croissante des comportements électoraux communes aux démocraties modernes. Si la stabilité suédoise peut être interprétée comme un succès des organisations politiques qui ont réussi à conserver leur unité, à faire évoluer suffisamment leur offre politique tout en empêchant une trop grande fragmentation, elle semble aussi liée à quelques différences de conditions structurelles et à leur médiation politique : absence du clivage linguistique/culturel norvégien et moindre prégnance du clivage religieux (un parti chrétien apparaît dès 1935 en Norvège), choix précoce de la représentation proportionnelle mais maintien de certains seuils¹²³², tradition de neutralité qui permet un "gel" partiel des divisions en politique étrangère, jusqu'en 1989.

On ne peut nier une érosion certaine du capital électoral de la social-démocratie norvégienne et une plus grande instabilité du système de partis, ce qui place ce pays dans une situation d'incertitude politique considérable aujourd'hui. Néanmoins, il faut garder à l'esprit que des variations notables ont eu lieu depuis le grand changement partisan des élections de 1973 et qu'elles n'ont pas toujours été au détriment du DNA. Depuis lors, le Parti du progrès,

¹²²⁹ Nous l'avons mentionné, la plate-forme populiste de la "Nouvelle démocratie" (*Ny demokrati*) a connu un bref succès parlementaire lors des élections troublées de 1991, avant de succomber à ses divisions intestines.

¹²³⁰ Un bilan dressé par cinq experts nationaux dans la tourmente politique et économique du début des années 1990 avait tôt fait de déclarer ce modèle caduc ; or il semble qu'il n'ait pas perdu toute sa pertinence comme cadre d'interprétation des systèmes de partis scandinaves. Cf. J-E. Lane et al., *art. cit.*, 1993 ; J. Sundberg, *art. cit.*

¹²³¹ Compte tenu de l'insignifiance des communistes du NKP, on pourrait prendre en compte le Parti socialiste de gauche qui est proche du Parti communiste réformé en Suède. Dans ce cas, la part de ces cinq partis lors des dernières élections de 1997 et 2001 serait d'environ 68 % contre 82% en Suède (1998 et 2002).

principal fauteur de troubles, a atteint une position de pivot très gênante mais il a montré des signes d'instabilité chronique et n'a pas réussi à se faire accepter comme un partenaire véritablement légitime par les autres partis. Dans ces conditions, la réponse de ces derniers - et notamment du DNA - au Fp ainsi que l'évolution propre de cette organisation seront sans doute déterminantes.

Quoi qu'il en soit, la science politique ne dispose toujours pas d'explications suffisantes ou satisfaisantes des variations en termes d'allégeance au politique et aux partis, les deux étant souvent indistincts. Mais, dans une comparaison des États-Unis avec la Norvège et la Suède, Listhaug et Miller ont montré que le fait d'être en charge du gouvernement (*incumbency*) n'avait qu'un effet mineur sur l'opinion à l'égard de ce parti, dans ces deux derniers cas ; Les électeurs suédois, quant à eux, se déterminent tendanciellement par rapport aux actions et positions de leur parti de prédilection plutôt que par rapport aux orientations du parti au pouvoir¹²³³.

9. 2 L'éternelle crise du gouvernement de partis

9.2.1 Une symptomatique confuse

Nous avons entamé cette thèse en essayant de documenter les grandes difficultés qu'ont eu les partis politiques à imposer leur présence et leur ascendant dans les sociétés et le gouvernement modernes. Cet ordre des choses a des imperfections et il est probablement positif pour l'exigence démocratique qu'on en fasse la critique. Il est néanmoins frappant de voir à quel point l'organisation des partis catalyse encore toutes les frustrations et rancœurs dans le cadre des systèmes représentatifs. Cet état de chose est largement relayé par une production académique et journalistique qui ne semble rien aimer tant que l'art de la chronique nécrologique en ce qui concerne les partis Si bien qu'on est parfois en droit de se demander si la crise est nouvelle, si elle est l'expression d'un véritable malaise citoyen ou bien si elle n'est finalement qu'une expression de plus des difficultés de donner du corps à la démocratie moderne. Certes le discours varie selon les pays et est le reflet d'un important biais

¹²³² Le mode de scrutin est désormais similaire en Norvège mais la proportionnelle plus tardive eut aussi une forme plus intégrale ; lors des élections explosives de 1973, il n'y avait pas de seuil.

¹²³³ A. Miller, O. Listhaug, "Political Parties and Confidence in Government: A Comparison of Norway, Sweden and the U.S", *British Journal of Political Science*, vol. 20, n° 3, p. 357-386.

américain mais on peut en trouver des échos en Europe et, notamment, en Scandinavie¹²³⁴. C'est aussi un mélange d'opinions et d'analyses dont les rationalités sont très diverses : dans cette confrérie bigarrée des sceptiques du système de partis, on trouve aussi bien des expressions d'hostilités aux élites trop établies, qui peuvent être populistes, démocratiques ou aristocratiques, des critiques de l'inadaptation et de l'inefficacité des partis dans l'ordre de la représentation et des constats plus généraux du déclin de ces organisations. Ceci concourt à une impression de malaise dans la démocratie dont il n'est pas évident de saisir les symptômes hormis lorsqu'ils se révèlent dans une sorte de catharsis, comme lors du bouleversement complet du système politique et de la "partitocratie" italiens, dans les années 1990. Ce qui est notable, par contre, c'est que les partis politiques sont finalement "victimes de leur succès" ; c'est en effet alors qu'ils sont parvenus à s'établir de façon si stable et au sein des institutions de l'État et de la représentation que leur légitimité serait contestée. C'est en tout cas la thèse en pied-de-nez de Katz et Mair qui jugent que le pire ennemi du parti-cartel, c'est lui-même dans sa propre image d'élite politique atrophiée et coupée de la société :

"Les mécanismes auto-protecteurs que les partis-cartels ont créés ont donc leurs contradictions internes. Dans la mesure où les partis-cartels limitent la possibilité de dissensions internes à l'organisation, minimisent les conséquences de la compétition à l'intérieur du cartel et se protègent des conséquences de l'insatisfaction des électeurs, ils empêchent les élections de remplir leur fonction même minimale de réponse que le nouveau modèle de démocratie leur assigne"¹²³⁵.

Cette faiblesse intrinsèque facilite l'émergence d'oppositions, en particulier de type populiste, de "partis anti-partis" qui se positionnent entre autres sur ce créneau de la

¹²³⁴ Dans la vaste littérature existante, on peut poser quelques jalons, très souvent anglo-saxons : outre le célèbre rapport de l'APSA déjà cité (*art. cit.*, 1950), voir W. D. Burnham "The End of Party Politics", *Transaction*, vol. 7, n° 12, 1969, p. 12-22 ; D. S. Broder, *The party's over: The Failure of Politics in America*, New York, Harper & Row, 1972 ; A. Ranney, *Curing the Mischiefs of Faction: Party Reform in America*, Berkeley, University of California Press, 1975 ; W. J. Crotty, *American Parties in Decline*, Boston, Little Brown, 1980 ; K. Lawson, P. Merkl, *When parties Fail: Emerging Alternative Organizations*, Princeton, Princeton University Press, 1988 ; M. P. Wattenberg, *op. cit.* 1998 ; K. White, J. M. Mileur, *Challenges to Party Government*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 1992 ; G. J. Mulgan, *Politics in an Anti-Politics Age*, Cambridge, Polity Press, 1994. En Allemagne, il existe une expression pour manifester la frustration croissante à l'égard des partis (parteiverdrossenheit) ; sur ce phénomène, voir T. Poguntke, "Anti-party Sentiment. Conceptual Thoughts and Empirical Evidence: Explorations into a Minefield", *European Journal of Political Research*, n° 29, p. 319-344. Nous aborderons la littérature scandinave dans la section suivante.

¹²³⁵ R. S. Katz, P. Mair, *art. cit.*, 1995, p. 23. "The self-protective mechanisms that the cartel parties have created therefore have their own internal contradictions. To the extent that cartel parties limit the possibility of intra-organizational dissent, minimize the consequences of competition within the cartel and protect themselves from the consequences of electoral dissatisfaction, they prevent elections from performing even the minimal feedback function that the new model of democracy assigns to them".

contestation de l'*establishment* politique, de la caste des barons de l'État¹²³⁶. Sans doute Katz et Mair oublièrent-ils que même certains des partis établis peuvent, tour à tour, jouer un même type de jeu oppositionnel en s'insurgeant contre ceux qui sont encore plus établis qu'eux ; à cet égard, il est évident que les partis dominants constituent une cible de choix, ce qui confirmerait certaines de nos réserves déjà exprimées quant à la thèse de Katz et Mair¹²³⁷. Cependant, que cette fragilité intrinsèque des partis dominants, "colosses aux pieds d'argile", les conduise à l'échec, nous avons vu que cela n'est pas une fatalité et les tendances actuelles restent à confirmer sur le plus long terme pour un certain nombre de grands partis.

Du point de vue des analyses empiriques, il existe aujourd'hui toute une série d'hypothèses sur le déclin des partis qui sont autant de vues parcellaires du phénomène partisan. Il n'est ainsi pas surprenant que l'on s'intéresse beaucoup à la dimension du vote et aux comportements électoraux. L'abstentionnisme électoral est souvent au centre des préoccupations mais il ne s'agit guère d'un phénomène nouveau et l'on peut penser qu'il dépend plus des contextes nationaux ou du type d'élection. Sans doute, les expériences de gouvernement minoritaire et de coalition plus fréquentes conduisent-elles à un scepticisme accru des électeurs quand aux alternatives qui leur sont proposées ; si l'on observe le cas suédois, marqué par cette recrudescence de cabinets minoritaires et de coalitions bourgeoises, on constate bien un relatif affaiblissement de la participation mais seulement à partir de 1985 (de 89,9 à 86,8 en 1994 et 80,1 en 2002¹²³⁸) ; par contre, il faut noter que l'abstention aux premières élections européennes de 1995 était de près de 60 %, phénomène du reste assez largement similaire dans tous les États de l'Union. Comme le soulignent Thomas Poguntke et Susan Scarrow, lorsque l'on peut identifier des signes de désaffection politique claire, il n'est même pas évident de pouvoir les interpréter comme une marque de frustration à l'égard des partis politiques¹²³⁹. De même, lorsque les électeurs plébiscitent des nouveaux partis, fussent-

¹²³⁶ Cf. C. Mudde, "The paradox of the anti-party party", *Party Politics*, vol. 2, n° 2, 1996, p. 265-276. Quelles que soient les querelles scientifiques à propos de la nature de ces nouveaux partis de droite radicale, il est clair qu'ils se sont signalés au moins un temps par leur croisade populaire ou populiste contre les grands partis établis, la classe politique et bureaucratique, et ce tout en clamant leur ancrage social, expression d'un ordre spontané. Que leur programme, leur discours et leur organisation évolue ensuite considérablement n'est pas vraiment étonnant et l'entreprise de classification rigide et définitive de ces trublions n'est pas prête d'aboutir. Mais on peut toujours essayer de repérer des répertoires communs.

¹²³⁷ La Suède n'ayant eu qu'une brève expérience de parti populiste (*Ny demokrati*), elle offre plus de champ aux organisations établies pour capitaliser sur ce type de ressource : l'opposition au grand parti.

¹²³⁸ Le déclin n'est pas non plus linéaire.

¹²³⁹ T. Poguntke, S. Scarrow, "The Politics of Anti-party Sentiment: Introduction", *European Journal of Political Research*, vol. 29, 1996, p. 257-262.

ils populistes et critiques de la classe politique, ils forment pourtant une préférence de type partisan.

Selon Dalton et Wattenberg, défenseurs d'une des théories les plus connues en matière de déclin, l'affaiblissement des partis se révèle dans la dislocation des sentiments d'identification partisane, dans le ce qu'il est convenu d'appeler le dé-alignement des électeurs¹²⁴⁰. En d'autres termes, ce serait non seulement la stabilité des loyautés électorales envers un parti qui se serait affaiblie mais également l'importance de ces partis comme vecteur d'information ou structure de choix. Dans une optique fonctionnaliste, les partis ne rempliraient plus correctement leur rôle d'agrégation et d'encadrement des préférences, à supposer qu'il l'ait jamais rempli aussi bien que le voudrait cette théorie¹²⁴¹. Un certain nombre d'hypothèses micro- et macrologiques à ce sujet ont mis en avant l'autonomisation d'électeurs plus éduqués, informés par d'autres biais, plus stratégiques dans leurs choix mais aussi la possibilité d'une érosion de la confiance dans les élites, notamment dans le contexte de grandes affaires de corruption. Mais il n'est pas question ici d'entrer dans les détails d'une approche complexe des identités partisans dont les déclinaisons nationales sont trop nombreuses et hors de propos. On peut se limiter à constater, d'une part, que cette perspective réduit les partis politiques à des attitudes et comportements électoraux ou pré-électoraux qui ne forment qu'une dimension du problème et, d'autre part, que le biais américain ou anglo-saxon est attesté dans les études disponibles. Or, les tendances plus nettes à la concentration bipolaire du jeu partisan dans ces quelques pays rendent sans doute moins surprenante cette baisse de l'identification¹²⁴². En effet, un nombre important d'électeurs interrogés sont alors susceptibles d'être frustrés par un choix réduit en termes d'alternative partisans et de développer des identités négatives ou fragiles. Le succès étonnant du candidat indépendant Ross Perot aux présidentielles américaines de 1992, le plus significatif depuis Théodore Roosevelt en 1912, était un symbole de révolte contre le duopole artificiel démocrate-républicain plus que contre les partis en général, quand bien même Perot n'était pas issu d'une formation politique particulière. Aux États-Unis, il existe un réservoir souterrain d'activité partisane qui perce sporadiquement dans les élections décentralisées, avec les écologistes par exemple ; et même les efforts pour

¹²⁴⁰ Voir R. J. Dalton, *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?*, Princeton, Princeton University Press, 1984, R. J. Dalton, M. P. Wattenberg (Ed.), *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, New York, Oxford University Press, 2001.

¹²⁴¹ Voir S. B. Wolinetz, "Parties: Uncertain Aggregators", Paper for ECPR-IPSA Standing Group on Political Parties Workshop, Copenhagen, April 2000.

¹²⁴² Dans les premières études de Wattenberg, les systèmes centrés autour de deux grands partis, Autriche et Allemagne comprises, comptaient un plus grand nombre de sympathisants qui se disaient peu satisfaits de leur parti de prédilection. Ce contexte favorise vraisemblablement une fréquence plus grande des identités lâches

structurer le vote des nombreux "indépendants" semblent passer par l'organisation un peu paradoxale d'un "parti indépendant", comme les dernières élections municipales à New York l'ont montré (2001). Dans un pays où les partis ont souvent été jugés faibles et peu structurés - sur le mode de plates-formes électorales - et où les obstacles à l'organisation et à la compétition sont nombreux - il semblerait que les différentes forces politiques aient su développer des modes originaux et flexibles de présence, sous forme d'entreprises de campagne et d'expertise politique regroupées autour de réseaux d'élus¹²⁴³.

Il n'est pas nécessaire de poursuivre cette investigation des différents aspects possibles du déclin des partis, que ce soit à travers les évolutions de leurs effectifs, la volatilité électorale, l'émergence de nouvelles forces ou mouvements sociaux et politiques. Cette énumération témoigne simplement du fait que les dimensions à examiner sont multiples afin de parvenir à un véritable diagnostic. Plus important sans doute, on ne saurait considérer simplement ces organisations comme des victimes passives de phénomènes uniquement exogènes, qu'elles subiraient. La forme parti est une invention moderne qui a démontré sa flexibilité et sa grande adaptabilité. La capacité à réinventer l'opposition à travers l'alternance et des systèmes partisans en état de tension permanente en est un exemple. En outre, l'installation de ces organisations au centre de l'architecture du pouvoir, nous l'avons vu, leur donne un accès privilégié à certaines ressources stratégiques qui permettent de garantir une plus grande pérennité de certains d'entre elles, en même temps qu'elles peuvent créer des frustrations à l'égard de cette limitation de la compétition politique. S'il y avait une seule chose à retenir des propositions de Katz et Mair, ce serait probablement celle-ci. En soi, il ne s'agit pas d'une garantie contre toute opposition radicale comme cela ne signifie pas non plus une capacité équivalente à produire et mettre en œuvre des politiques légitimes et satisfaisantes. Mais la tendance historique est indéniablement à la cooptation au sein du système ou à la disparition des nouvelles oppositions, plutôt qu'à l'éviction des partis établis (même par delà les guerres et leur lot d'exils politiques)¹²⁴⁴.

voire négatives (M. P. Wattenberg, "Party Identification and Party Images. A Comparison of Britain, Canada, Australia, and the United States", *Comparative Politics*, vol. 15, n° 1, 1982, p. 24.).

¹²⁴³ Cf. J. P. Monroe, *op. cit.*, 2001 ; C. P. Cotter, J. F. Bibby "Institutional Development of Parties and the Thesis of Party Decline", *Political Science Quarterly*, 95, 1980, p. 1-27.

¹²⁴⁴ Le cataclysme italien du début des années 1990 fait figure d'exception à cet égard.

9.2.2 *Au-delà des partis : questionnements scandinaves*

Il existe une sorte de paradoxe qui traverse le paysage scandinave ; lorsqu'on séjourne dans ces pays nordiques, on y constate un intérêt assez manifeste pour la chose politique, par comparaison avec un pays comme la France. La place importante accordée aux débats politiques dans les grands médias et les discussions quotidiennes, une certaine prédilection pour la mise en scène de la compétition et des personnalités politiques ainsi que la conscience relativement claire de représenter des modèles avancés de démocratie voisinent pourtant avec une érosion de la confiance - voire un rejet manifeste - des élites et forces politiques actuelles. En tout cas, on perçoit une crise de légitimité assez nette pour qu'un certain nombre de tribunes et de rapports d'expertise, y compris au sein des partis eux-mêmes, se soient penchés sur le sujet au cours des dernières années. Dans un certain sens, ceci pourrait s'expliquer par le haut degré d'exigence et de participation démocratique auquel les citoyens sont habitués dans ces pays nordiques mais il existe aussi vraisemblablement une culture spécifique d'hostilité aux partis sur laquelle se sont accrochées différentes offensives idéologiques visant à renouveler les modalités de la représentation politique.

Sous un certain angle, les difficultés des partis semblent dériver des principes mêmes par lesquels on entend généralement donner corps à la démocratie moderne : premièrement, le pluralisme, à travers la compétition électorale ouverte, une forme proportionnelle de représentation, aboutit indéniablement à un morcellement du pouvoir et à des stratégies d'opposition parfois stériles. On en trouve de bonnes illustrations dans les nombreuses expériences de gouvernement minoritaires en Suède et en Norvège, qui ont marqué l'histoire du parlementarisme moderne. Les années 1920, en particulier, ont été un épisode marquant qui a produit une image de divisions et d'impuissance associée aux partis. Nous avons cité Per Albin Hansson qui parlait de "non gouvernement" pour qualifier cette période difficile des premiers cabinets sociaux-démocrates¹²⁴⁵. Dans le volume final de ces mémoires, Tage Erlander confirme que ce moment a profondément marqué les esprits et prédisposé à une plus grande hostilité à l'égard du gouvernement de partis : ces organisations n'apparaissaient pas à la hauteur de leurs promesses ni des attentes de leur clientèle ou des citoyens¹²⁴⁶, bien que les "attentes" en question soient infiniment variées et naturellement contradictoires. Après un intermède "majoritaire" qui correspondait finalement avec les mandats exceptionnels de la

¹²⁴⁵ Voir le chapitre deux.

¹²⁴⁶ T. Erlander, *op. cit.*, 1979, p. 118.

crise des années 1930 et de l'après-guerre, il est intéressant de constater que la Scandinavie est revenue à des gouvernements minoritaires, alors même que se sont opérés de nouvelles distanciations idéologiques entre partis qui rendent ce type d'arrangement problématique. Ce mode de gouvernement s'est longtemps reproduit au détriment de véritables alternances, atténuant la visibilité et l'importance des choix électoraux différenciés que les systèmes proportionnels favorisent pourtant. Deuxièmement, l'équilibre ou la séparation des pouvoirs accentue encore cet effet de fragmentation que nous évoquions et dont un exemple scandinave est dans les particularités d'une administration centrale traditionnellement puissante par rapport aux ministères respectifs. Par contre, afin de garantir une certaine cohérence de leur programme et une plus grande efficacité dans sa mise en œuvre, les partis incorporent indéniablement une mesure de hiérarchie dans leur modes de décisions internes, qui en a fait les cibles de nombreuses critiques au motif de déficit démocratique et de tendances oligarchiques. On entrevoit ici les contradictions latentes entre une exigence naturelle d'efficacité politique des partis et le temps de la délibération, entre des désirs unanimistes et la représentation ou l'articulation d'intérêts, d'attentes et d'opinions très diverses. Ceci est un fond commun des systèmes de partis et de représentation modernes. En prenant un peu de recul, le discours d'adieu de Tage Erlander au parlement, en 1973, avait déjà une tonalité foncièrement pessimiste quant à la confiance des citoyens envers leurs représentants, dans une conjoncture il est vrai marquée par les difficultés de l'économie mondiale.

Par ailleurs, la domination des partis sociaux-démocrates, de leurs valeurs collectivistes et de leur doctrine de gouvernement favorables aux partis n'a certainement pas annihilé les restes d'une méfiance ancienne vis-à-vis du système représentatif et de ses auxiliaires. A cet égard, la conversion complète du DNA, nous l'avons vu, devait être relativement tardive et par opposition aux tendances plébiscitaires - voire fascisantes - du nationalisme norvégien, dans les années 1930¹²⁴⁷. En même temps, les partis sociaux-démocrates ont pu également s'appuyer un temps sur un leadership fort et populaire, celui d'un Gerhardsen ou d'un Per Albin, qui permettait de combler un besoin d'identification personnelle au politique. Cette capacité à incarner et impulser un sens de la direction s'est ensuite faite plus rare mais peut-être aussi parce qu'elle était moins acceptée¹²⁴⁸. Néanmoins, la popularité encore manifeste des figures monarchiques, certes privées de pouvoir mais non de rôle politique et symbolique, est un de ces paradoxes qui traversent des sociétés par ailleurs dotées d'une doctrine ultra-

¹²⁴⁷ U. Torgersen, *art. cit.*, 1966, p. 4.

¹²⁴⁸ Gro Harlem Brundtland est certainement celle qui a été le plus proche de ce type de rapport au peuple.

démocratique, où le poids des hiérarchies a sévèrement diminué et où le tutoiement est devenu généralisé. Sans doute la transition entre l'ancienne culture d'État élitiste et les nouvelles normes plus égalitaires a-t-elle été assez graduelle pour permettre ces formes de cohabitations, un peu à l'image de l'Angleterre. La tradition d'indépendance de la bureaucratie subsistait en partie, héritage de l'*ämbetsmannastat*, ainsi que les vieilles constitution accommodées au goût parlementaire. Ces survivances reflétaient à n'en pas douter une certaine conception de l'ordre politique défendue par les courants conservateurs. Cependant, tout comme l'*ämbetsmannastat* consacrait l'ascendant d'une classe de hauts fonctionnaires à la direction des affaires publiques, les partis se sont installés dans "une démocratie de cadres auto-entretenu", en devenant les nouveaux entrepreneurs politiques et administrateurs polyvalents du gouvernement moderne¹²⁴⁹. A cet égard, on peut dire que la critique des partis, de tous les partis, est devenue plus manifeste que celle de la social-démocratie comme force dominante. Selon Francis Sejersted, ces systèmes partisans sont des antiquités, ils sont fondés sur des organisations dont les principales ont plus d'un siècle et dont on attend qu'elles soient porteuses de projets idéologiques et de volontés politiques constamment renouvelées ; l'écart entre ces modèles partisans et les problèmes contemporains est devenu trop important¹²⁵⁰. Pour Gudmund Hernes, sociologue et ancien ministre social-démocrate, les électeurs ne choisissent pas des projets alternatifs, ils sélectionnent un agent administratif d'un type particulier¹²⁵¹. Ce constat ne prétend pas décrire les raisons du choix de l'électeur, toujours multiples et variées, mais simplement son résultat pratique. Dans ce contexte, l'avènement de nouveaux partis à prétention parlementaire et la dynamisation de la compétition politique qu'ils entraînent pourraient être bénéfiques, comme au niveau local où l'on remarque une plus grande variété et un renouveau plus fréquent de l'offre politique. En Suède, lors des élections communales de 1994, 326 partis différents concourraient pour les suffrages dans les 288 communes et 123 eurent des élus¹²⁵². Ce phénomène n'est pas nouveau mais son ampleur s'est accrue même si bon nombre de ces organisations n'ont qu'une vocation locale. Quoi qu'il en soit, cet état de fait contraste avec la grande stabilité des alternatives lors des élections de rang national. En même temps, une similarité entre les niveaux local et national est que les partis,

¹²⁴⁹ A. Björnsson, P. Luthersson, "förord", dans A. Björnsson, P. Luthersson (Ed.), *Efter Partistaten*, Stockholm, Hjalmarsson & Högberg, 2000, p. 14.

¹²⁵⁰ F. Sejersted, *art. cit.*, 1997, p. 7-8. Les difficultés des partis politiques à gérer les divisions nées du débat sur l'Europe en seraient un exemple mais on peut penser, à l'inverse, que ces clivages et leurs traductions politiques sont une expression saine du pluralisme en démocratie. Toutefois, il est possible que le modèle de gouvernement proposé par l'Union Européenne en tant que système institutionnel soit finalement défavorables aux partis, en tant qu'expressions de spécificités et de types d'organisations nationaux.

¹²⁵¹ G. Hernes, "En framtid uten partier?", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 4, 2000, p. 365-375.

¹²⁵² M. Borgs, M. H. Rankka, *Politikens entreprenörer*, Stockholm, Timbro, 1996, p. 11.

quels qu'ils soient, monopolisent le territoire électif, laissant peu de place aux candidats indépendants, sans étiquette. Bien que la plupart de ces partis locaux soient probablement faiblement structurés autour de plate-formes restreintes, c'est pourtant l'idée partisane qui a été retenue. Mise en valeur d'une commune, renouvellement démocratique, populisme et xénophobie, gauche radicale, défense d'intérêts catégoriels ou mobilisation sur un enjeu particulier sont les principales orientations des partis locaux. Malgré la proximité citoyenne de ces mouvements, l'opposition assez généralisée aux partis établis, la grande diversité des motivations et l'instabilité inhérente à ces petites formations ne facilitent pas toujours leur crédibilité, en dépit des primes à la "nouveau"¹²⁵³ ; de plus, la diversification de l'offre ne modifie guère les cadres et modèles de participation et d'engagement, dans une culture politique scandinave très ritualisée et formelle.

Pendant longtemps, les revendications des mécontents se sont rassemblées autour de l'individualisation plus grande du choix électoral et le développement plus poussé du vote préférentiel dans un système dominé par les scrutins de liste¹²⁵⁴. Le Parti libéral suédois a été à la pointe de ce combat, affirmant ainsi son opposition aux principes collectivistes sous-jacents dans le gouvernement de partis moderne. Mauricio Rojas, promoteur infatigable d'une plus grande autonomie individuelle avait publié en 2001, un "manifeste pour le renouveau des partis politiques" dans le cadre d'un groupe de réforme du Parti libéral. Le rapport proposait l'ouverture plus grande des listes à des personnalités extérieures à la politique ou issues de mouvements sociaux non-représentés, ce qui nécessiterait de modifier les procédures de nomination ; une réduction des pratiques de nomination directe par les partis des membres des commissions locales spécialisées, au profit de modes d'élection "à l'américaine" de certains fonctionnaires ; une plus grande attention à la diversité et à la représentativité sociale pour lutter contre l'exclusion et la désaffiliation politique ; la mise en place de "réseaux thématiques" par les partis, afin de mobiliser les citoyens à la carte, en fonction de leurs affinités, compétences et centres d'intérêt. Le rôle du Parti libéral devait être celui de modèle et d'aiguillon de l'innovation en la matière¹²⁵⁵. D'autres voix ont insisté sur l'opportunité d'une réforme constitutionnelle et électorale, la mise en place d'instances médiatrices entre

¹²⁵³ Ibid., p. 45 ; les auteurs font référence à un sondage de 1994 qui montrait que les électeurs avaient plus confiance en leurs parlementaires qu'en leurs représentants au niveau local.

¹²⁵⁴ Ce droit de vote pour une personne (*personröst*) est maintenant inscrit dans la constitution (RF 3:1) ; aux élections de 1998, 70 % des électeurs ont omis d'en faire usage. Or, le niveau d'information requis pour exprimer une préférence individualisée qui ne soit pas moins arbitraire que le choix du parti semble conséquent. Dans cette optique, il revient au parti de faire un travail d'information mais, comme dans toute autre matière politique engageant les citoyens, la part d'effort consentie par ces derniers dans la préparation de ce choix reste problématique, notamment par rapport à la plus-value douteuse de ce mode de sélection quant à la relation représentant/représenté.

légitimité juridique et politique : une cour constitutionnelle pourrait aussi garantir les spécificités suédoises en cas de conflit avec l'application du droit européen, à condition toutefois de réformer la constitution dans un sens plus unitaire et cohérent ; le retour au bicaméralisme qui pourrait permettre un mode de représentation plus diversifié¹²⁵⁶. Si ces propositions peuvent restreindre le rôle des partis qui arbitrent aujourd'hui de la constitutionnalité de lois au *Riksdag*, elles peuvent aussi les renforcer suivant le mode d'élection et le recrutement pratique au sein d'une éventuelle deuxième chambre ; à tout le moins, il n'y a pas de raison de croire que les partis politiques se laisseraient déposséder de l'initiative dans une réforme institutionnelle qui concerne leur survie au premier chef. Dans ce débat, le jeune Ministère de la Démocratie instauré à l'initiative des sociaux-démocrates avait la responsabilité de recycler certaines des très nombreuses réflexions expertes sous forme de propositions concrètes de réforme, à leur tour susceptibles d'être critiquées par les mêmes experts. Comme de coutume, ces propositions (janvier 2002) faisaient suite à un important travail des Commissions publiques sur ces sujets (démocratie locale, participation citoyenne directe, etc.). Ainsi que le remarque Mikael Giljam, ces organes de réflexion sont largement constitués sur une base partisane et parlementaire, avec un soupçon d'expertise académique, et il est toujours curieux de voir se dégager un consensus de complaisance en faveur de la démocratie délibérative, qui ferait semblant d'en ignorer les contradictions. On aboutit ainsi à une proposition ministérielle qui souhaiterait placer l'initiative citoyenne individuelle au même plan que celle des élus dans les exécutifs locaux, dans une optique de délibération large, mais en laissant à ces seuls élus le soin de faire le tri. Cela revient implicitement à déclarer la représentation caduque tout en lui conférant les pouvoirs d'arbitrer entre leurs projets et les autres¹²⁵⁷. Ces impasses rappellent finalement, à une autre échelle, celles des congrès du parti social-démocrate où transitent un flot de motions diverses en marge des propositions programmatiques déjà largement avalisées par les dirigeants. Il reste alors la théâtralisation de la participation.

¹²⁵⁵ M. Rojas, "Partilösa räddningen för partierna", *Dagens Nyheter*, 5-06-2001.

¹²⁵⁶ Le politiste Olof Petersson, éditeur de l'audit annuel de la démocratie s'est fait le porte-voix de ces alternatives : Cf. O. Petersson, "Vitalisera Riksdagen med nya senat", *Dagens Nyheter*, 8-05-01 et "Vi behöver en helt ny grundlag", *Dagens Nyheter* 9-05-2001.

¹²⁵⁷ M. Giljam, "Falska löften om större inflytande", *Dagens Nyheter*, 24-01-2002. Giljam rappelle aussi le défaut principal de l'idéal délibératif qui, à l'instar de la théorie pluraliste, postule que tous les citoyens ont une capacité d'influence égale dans des processus de décisions formellement ouverts à la participation. Récemment, les systèmes de budgets municipaux dits "participatifs", sur le modèle de *Porto Alegre* (Brésil) se sont heurtés de plein fouet à ce problème d'inégalités capacitaires. Pour les plus faibles, la solution passe par des formes d'action collective qui ont beaucoup en commun avec la division du travail politique des organisations partisans.

Au terme de cette réflexion, il apparaît que les thèmes de la crise et du déclin ne sont ni très nouveaux ni dénués d'ambiguïtés lorsqu'il s'agit d'en trouver des preuves tangibles. Face à l'esprit de division et le développement du métier de politicien associés aux partis, les réactions ont toujours été passionnées et il existe une importante tradition intellectuelle de répudiation de ces organisations, dont on retrouve des éléments familiers dans certaines formes contemporaines de protestations, de certains courants libéraux ou populistes aux mouvements sociaux¹²⁵⁸. Mais cette critique est très souvent indissociable des formes du régime politique et de la transformation inévitable des modes de mobilisation : en effet, en tant qu'entrepreneurs politiques majeurs dans les démocraties parlementaires, les partis disposent en pratique de l'exercice de la volonté politique, ce qui est problématique tant du point de vue de la théorie démocratique que de celle de la représentation. En ce sens, ces organisations politiques évoluent en permanence dans un régime de crise latente ; si elles sont confrontées à la nécessité de rénover leurs programmes et leurs modes d'opération mais sans que les incitations soient proportionnelles. Enfin, il semble aussi qu'il y ait une sorte d'auto-entretien du discours de la crise des partis qui relève soit d'un amalgame des différents maux des démocraties, soit d'un fond de commerce dont la science politique est un des bénéficiaires. A bien des égards, le 20^{ème} siècle apparaît comme le siècle des partis politiques et de la social-démocratie en Europe. Cette évolution ne s'est faite ni de façon uniforme et linéaire, ni sans difficulté et elle reste un enjeu des luttes idéologiques quant à la forme et à la finalité du gouvernement démocratique. Envisagé ainsi, cet état du système politique ne semble pas montrer de signes incontestables de son épuisement.

¹²⁵⁸ Voir P. Ignazi, "The Intellectual Basis of Right-Wing Anti-partyism", *European Journal of Political Research*, vol. 29, 1996, p. 279-296.

Conclusion générale

L'ambition de ce travail était d'éclairer la transformation des organisations partisanes dans le cadre de l'État moderne, en partant du cas-limite que constituent les expériences de partis dominants dans la social-démocratie scandinave. Notre réflexion a été axée sur l'examen de différents secteurs pertinents pour comprendre et illustrer ces évolutions plutôt que sur un objet unique. Il s'agissait de proposer un cadre théorique pour analyser la généalogie, la nature et les enjeux de la pénétration et du rôle des partis politiques comme acteurs principaux du gouvernement de l'État. Dans une large mesure, il est important de reconnaître ce que Danilo Zolo appelle très justement l'auto-légitimation du système de partis (*self-legitimation / self-reference*)¹²⁵⁹ ; certes, la compétition entre les différentes forces politiques, les aléas de l'élection et la persistance de logiques socio-idéologiques plurielles dans les partis sont des limites à ce phénomène, que Zolo néglige quelque peu ; il suggère, sans trop s'étendre, que l'élément central des théories pluralistes de la démocratie, la compétition interpartisane, s'est considérablement atténué. A la lumière des années 1990, ce constat reste discutable mais, quoi qu'il en soit, il est tout de même étonnant que des organisations largement extra-constitutionnelles et qui ne sont pas nécessairement cohérentes avec l'idée démocratique aient acquis une si grande stabilité et une telle importance dans la gestion des affaires de la cité. Qui plus est, le développement sans précédent du financement public des activités politiques a clairement modifié la nature mixte des partis en les rapprochant de la sphère publique, bien que les différentes organisations conservent certaines spécificités de leurs structures de financement et de mobilisation. Contrairement aux thèses très stimulantes de Katz et Mair sur le parti-cartel (ou cartel de partis), ces évolutions longues n'impliquent pas nécessairement une séparation croissante des élites partisanes et de la société civile car les partis ont suffisamment de flexibilité pour continuer d'intervenir sur des terrains multiples de gouvernement et de recrutement ; par conséquent, la convergence des différentes forces politiques vers un modèle unique d'organisation ou bien leur association tacite dans un "cartel" ne semblent pas constituer un modèle analytique suffisant et assez cohérent pour englober la variété des dynamiques de transformation à l'œuvre. Cela ne conduit pas à rejeter

¹²⁵⁹ D. Zolo, *Democracy and Complexity: A Realist Approach*, Cambridge, Polity Press, 1992, p. 115-116.

en bloc toutes les idées avancées par Katz et Mair¹²⁶⁰, d'où notre insistance sur les dimensions institutionnelles du gouvernement de partis, pas plus que nous ne prétendons invalider ces propositions à partir du seul cas scandinave ; mais ce dernier fournit au moins quelques exemples importants pour nuancer et reconsidérer la façon dont on pense le rapport complexe des partis avec l'État à travers la diversité des expériences politiques occidentales. On remarquera que nous ne positionnons pas cette critique strictement sur le plan "inverse" de l'ancrage des partis dans la société, de la persistance du militantisme et des logiques décentralisées mais plutôt au même niveau que Katz et Mair, celui des exécutifs nationaux. Les auteurs ont par ailleurs bien précisé que leur schéma n'impliquait ni la déchéance de l'articulation parti-société ni le gel de la compétition politique¹²⁶¹.

Dans une perspective fonctionnaliste (et souvent normative), qui hante toujours des pans entiers de la science politique anglo-saxonne, les partis politiques seraient ou devraient être ces intermédiaires de la représentation chargés de l'agrégation des préférences et demandes sociales ordonnées à partir de programmes clairs et différenciés qu'ils devraient ensuite mettre en œuvre. La recherche américaine en la matière n'a eu de cesse de chercher à réconcilier cet idéal du gouvernement de partis responsable avec la conviction profonde que ces organisations restent des machines politiques fondamentalement intéressées à la conquête du pouvoir¹²⁶². Ceci correspond en même temps à une vision désenchantée du métier de politicien que Moseï Ostrogorski réservait aux États-Unis : la figure de l'entrepreneur électoral médiocre par son extraction sociale et ses qualités morales mais passé maître dans l'art du patronage et de l'exploitation des faiblesses de ses concitoyens¹²⁶³. Tout en cultivant également certaines tendances au fonctionnalisme, la science politique suédoise et scandinave a développé une conception moins négative de son personnel politique et de ses buts particuliers mais s'est curieusement désintéressée des conséquences institutionnelles du gouvernement de partis ; sans doute, les traditions "particulières" d'une administration puissante, de mouvements populaires très développés et le rôle des structures corporatistes

¹²⁶⁰ Du reste, nous ne les avons pas toutes examinées et nous nous sommes concentrés sur la question centrale de la convergence organisationnelle.

¹²⁶¹ R. S. Katz, P. Mair, *art. cit.*, 1996.

¹²⁶² Cf. G. M. Pomper, *op. cit.*, 1992, chapitre un. Ceci pourrait être une grille de lecture d'un grand nombre de conceptions des partis depuis Madison, à commencer par celle de Downs selon laquelle les partis formulent des programmes politiques pour gagner les élections plutôt qu'ils ne cherchent à gagner les élections pour mettre en œuvre ces programmes ; cité dans A. Panebianco, *op. cit.*, 1987, p. 6. Panebianco, à la suite de Michels, rétorque que de nombreux partis choisissent pourtant des stratégies qui les pénalisent électoralement et de façon durable (*ibid.*).

¹²⁶³ M. Ostrogorski, *op. cit.*, éd. 1993, p. 670 : "Aux types de bassesse que le genre humain a produits, de Caïn à Tartuffe, le siècle de la démocratie en a ajouté un nouveau : le politicien. Et ce n'est pas le moins vil" ; voir aussi D. Damamme, "Professionnel de la politique : un métier peu avouable", dans M. Offerlé (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 44-45.

entre ces deux niveaux ont-elles laissé penser que les partis n'étaient finalement que des acteurs parmi d'autres dans l'État moderne.

Plus surprenant est le manque d'attention à certaines dimensions de la dominance social-démocrate au-delà de son rôle éminent dans la production du réformisme économique et social. Nous avons tenté d'explorer quelques-unes de ces transformations liées à la longue durée du pouvoir et la manière dont elles résonnent parfois ou bien entrent en contradiction avec les fondements du parti de masses social-démocrate. C'est pour cette raison que nous en sommes venus à privilégier une approche de la longue durée de l'institutionnalisation plutôt qu'une vision en termes de rupture radicale - à un moment donné - dans l'évolution du parti, rupture dont on pourrait distinctement identifier les causes "indépendantes" ; pour le dire autrement, étudier les conséquences de l'exercice du pouvoir ne signifie pas que l'on puisse déterminer le nombre d'années à partir duquel les changements interviennent car ils sont continus ; d'autre part, les forces politiques ayant des identités organisationnelles et idéologiques contrastées dès le départ, ces transformations ne peuvent se comprendre que dans la relation spécifique entre un parti, avec sa perception historique du gouvernement et de l'autorité politique, et l'appareil d'État. Ceci amène aussi à concevoir un modèle dual du changement partisan : en effet, les partis ne s'adaptent pas à leur "environnement"¹²⁶⁴ selon le mode michelsien de "substitution des buts" ; la persistance de traditions d'organisation et d'idéologies, même sur un plan symbolique et identitaire, correspond mieux à ce que Panebianco appelle une "articulation des buts". Dans cette optique, les partis articulent en permanence un héritage avec la flexibilité requise par la compétition partisane, l'activité gouvernementale et l'engagement dans de nouvelles activités¹²⁶⁵. La question est alors de savoir dans quelles proportions ces articulations se réalisent. L'accent sur les particularités des itinéraires politiques des nations et des partis n'est pas nécessairement un obstacle au comparatisme, dans la mesure où les phénomènes de dominance, pour être rares, ne sont pas uniques. Nous l'avons mis en évidence à travers l'exemple très similaire de la Norvège mais l'investigation pourrait être poursuivie au-delà de cette aire culturelle. Le comparatisme dont nous parlons est avant tout soucieux de l'histoire et ne cherche pas à révéler des lois ou régularités causales trop décontextualisées ou encore des corrélations de nature statistique

¹²⁶⁴ Cette notion d'environnement est imparfaite car elle implique qu'on puisse clairement distinguer un intérieur et un extérieur et que l'environnement soit une catégorie passive.

¹²⁶⁵ A. Panebianco, *op. cit.*, p. 16-17. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire de considérer que la compétition interpartisane requiert uniquement de la flexibilité ; un certain degré de continuité, de cohérence intertemporelle et de discipline, tant au niveau organisationnel qu'idéologique, semble aussi nécessaire.

entre variables bien déterminées. Ce n'est pas que ces approches soient inutiles à nos yeux mais plutôt que leur méthodologie s'applique à un nombre limité de questionnements et d'ambitions de généralisation. Nous avons tenté de baliser d'autres voies possibles tout en proposant des hypothèses, des analyses et des points d'appui empiriques (plutôt que des "tests" ou "validations" de laboratoire) qui peuvent être soumis à des formes de vérification ou de "falsification", si tels sont les critères de la science à laquelle on aspire.

On pourra suggérer que la notion d'institutionnalisation empêche de penser l'érosion ou la fin de la dominance et c'est là une critique à l'égard du "néo-institutionnalisme" qui ne serait pas à même de penser le changement et se réfugierait dans une illusion de la permanence¹²⁶⁶. Dans leur article sur les tendances hégémoniques en Italie et en Israël, Arian et Barnes notaient que ces systèmes de parti dominant peuvent évidemment évoluer vers une autre forme politique mais cette possibilité concerne n'importe quel système partisan, n'importe quel phénomène politique ou social¹²⁶⁷. En cela, l'institutionnalisation n'est pas une logique indéfectible, la manifestation d'une permanence irréversible. Elle indique simplement que les collectivités humaines s'organisent dans des cadres qui acquièrent des degrés de stabilité variables mais qui ont tendance à se reproduire ; ces formes de reproduction ne sont pas la résultante d'un quelconque effet mécanique ou supra-humain mais si elles constituent en partie un sous-produit des stratégies individuelles et de groupe, elle ne sont pas pour autant gouvernées purement intentionnellement par les individus en question. La critique sociologiste "simpliste" de l'institutionnel selon laquelle tout ceci ne se réduit, en dernière instance, qu'à des actions humaines agrégées, est finalement mal placée ; elle ressemblerait presque, dans un autre domaine, au scientisme qui tient que la preuve ultime de la gravitation est administrée lorsqu'on se défenestre avec succès. Dans les deux propositions, la similitude se retrouve dans une sorte d'absolutisme du fait (ou de l'action) qui interdit de penser tout ce qui l'entoure, le précède, le prolonge et permet de lui donner un sens dans le cadre de la société. Bruno Latour pousserait sans doute cette réflexion jusqu'à son terme absurde en suggérant que la gravité, dans cet exemple précis, présuppose la fenêtre et une surface sur laquelle se termine la chute¹²⁶⁸. De même, pour autant que nous nous affranchissions de conceptions transcendantales de l'institutionnalisation, celle-ci apparaît alors comme un processus complexe de constitution et de reproduction de codes, normes, rôles sociaux et de la

¹²⁶⁶ Voir G. Sjöblom, *art. cit.*, 1993.

¹²⁶⁷ A. Arian, S. Barnes, *art. cit.*, 1974, p. 593.

¹²⁶⁸ Voir B. Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La découverte, 1999.

distribution inéquitable de ressources. Elle peut transiter par un investissement matériel, symbolique et temporel de lieux, de supports écrits, de protocoles variés ou, déjà plus abstraitement, par une division du travail et des fonctions relativement stable (création, reconnaissance et sanction de rôles, postes ou corps professionnels, par exemple). Dans le cas des partis, c'est aussi un mode éminemment relationnel qui passe par l'articulation de ces organisations à la sphère des institutions publiques, leur déploiement dans ce réseau de fonctions politiques et administratives qui contribuent à de nouvelles formes de différenciation et d'asymétrie entre les partis au sein d'un système de positions : en effet, la distribution inéquitable du pouvoir parlementaire et exécutif n'est pas neutre par rapport aux transformations de ces organisations et les partis investissent ces espaces différenciés du pouvoir politique ; dans la plupart des cas, l'alternance et les gouvernements de coalition sont assez fréquents pour permettre un certain équilibre mais on ne peut négliger les expériences démocratiques qui, plus ou moins exceptionnellement, posent la question de l'hégémonie et à travers lesquelles une force politique particulière peut apparaître comme au fondement d'un "régime". En fin de parcours, nous avons cherché à retracer certains contours de cette construction politique singulière dans le cas social-démocrate scandinave mais elle semble appartenir à cet ordre de choses fuyantes, phénomènes dont la nature et les frontières sont l'objet de disputes inlassables. Maurice Duverger, qui ne s'intéressait guère à ce problème dans son ouvrage classique, avait toutefois quelques réflexions notables sur cette économie de la dominance politique :

"Un parti est dominant quand il est identifié à une époque, quand ses doctrines, idées, méthodes, son style, pour le dire ainsi, coïncident avec ceux de l'époque (...) La domination est une question d'influence plutôt que de puissance ; elle est aussi liée aux croyances : un parti dominant est celui que l'opinion publique croit être dominant (...) Même les ennemis du parti dominant, même les citoyens qui refusent de lui accorder leur vote, reconnaissent son statut supérieur et son influence ; ils les déplorent mais les admettent"¹²⁶⁹.

Ces remarques ne sont pas dénuées d'ambiguïté ; elles suggèrent une sorte d'adéquation conjoncturelle entre un parti et une époque sans que l'on sache si l'un contribue à produire l'autre en quoi que ce soit. Néanmoins, on pourra retenir cette idée qu'un régime de parti

¹²⁶⁹ M. Duverger, *Political Parties*, éd. 1959, p. 308-309 ; cité et traduit d'après A. Arian, S. Barnes, *art. cit.*, p. 594. Le passage exact de l'édition française n'a pas été retrouvé. "A party is dominant when it is identified with an epoch; when its doctrines, ideas, methods, its style, so to speak, coincide with those of the epoch (...) Domination is a question of influence rather than of strength; it is also linked with belief: A dominant party is that which public opinion believes to be dominant...Even the enemies of the dominant party, even citizens who refuse to give it their vote acknowledge its superior status and its influence; they deplore it but admit it".

dominant est aussi un enjeu de luttes symboliques pour s'identifier à un héritage d'accomplissements, s'établir en légataire universel et préserver ainsi certains ressorts de la légitimité politique. En ce sens, l'autorité se nourrit d'elle-même et la souveraineté politique s'incarne dans un parti et dans ses chefs, plutôt qu'elle ne reste un lieu vide. Certes, les démocraties ne consacrent pas la fusion des différents modes de pouvoir en un seul et continuent d'entretenir ce malaise face aux tendances à l'incarnation ou au monopole trop manifestes de la direction politique. Ceci contribue à l'instabilité permanente des régimes pluralistes dont l'alternance apparaît comme la forme normale de l'équilibre. En même temps, ces contradictions entre incarnation et démocratie ne semblent pas être indépassables si l'on observe ces curieuses expériences scandinaves que l'on considère comme des modèles de démocratie tout en ayant produit les conditions d'une dominance politique exceptionnelle. Mais devant une telle longévité, la tentation est grande de concevoir la social-démocratie, selon une image tentaculaire, comme le seul administrateur du pouvoir, l'ordonnateur de la société et le responsable de tous ses maux.

En Norvège, les alternances entre gouvernements minoritaires sociaux-démocrates et coalitions minoritaires de centre-droit se sont multipliées et rapprochées depuis la fin des années 1990 tandis que les résultats amaigris du DNA ont incité à lorgner plus nettement en direction de possibles alliances dont la forme et la composition restent à déterminer. Le Parti du progrès (Fp), jusqu'ici toujours écarté des alliances formelles à droite, n'est pas passé loin d'une première accréditation ; il faut remarquer que les partis bourgeois ne disposent toujours pas d'une majorité de mandats, hors du soutien du Fp, et c'est de nouveau un cabinet minoritaire de centre-droit qui a été mis en place en 2001, sans participation des deux grands partis de droite. Dans ces conditions, l'équation du centre et de la droite est plus compliquée mais pas fondamentalement différente qu'avant la croissance du Fp, depuis 1989 : la distance idéologique est restée plus importante entre ces différents pôles que la volonté de former un gouvernement majoritaire ; de plus, les différentes combinaisons possibles nécessitent le concours du Parti du progrès aux côtés de la droite classique et d'au moins un parti centriste (les chrétiens-démocrates), ce qui paraît encore inacceptable. Comme les marges sont étroites, on peut supposer que la géométrie peut encore évoluer mais cela impliquerait sans doute que les sociaux-démocrates descendent en dessous de ce qui est déjà leur plus bas niveau historique ou que le Fp perde du terrain au profit des partis du centre et de la droite. S'il suffirait aujourd'hui de quatre sièges pour faire une coalition bourgeoise majoritaire sans le Fp, l'expérience montre qu'il y a un grand écart entre la possibilité mathématique et l'accord

de ces partis. Le même constat s'applique à la gauche et aux ententes éventuelles entre celle-ci et les autres forces politiques. Par conséquent, l'avenir du gouvernement minoritaire semble encore prometteur et les sociaux-démocrates peuvent continuer à jouer un rôle de premier plan sans nécessairement passer par une coalition formelle.

En Suède, malgré un plus grand degré de maintien électoral du SAP, les alliances parlementaires se sont faites plus formelles et les petits partis de gauche ont acquis un certain pouvoir de négociation. Les élections de 2002 ont été l'occasion d'une tragi-comédie sur le mode de la rupture entre la gauche, les verts et les sociaux-démocrates et relayée par les médias : le bilan économique et social était bon et les partis reprenaient opportunément leur autonomie en vue de la campagne¹²⁷⁰. Mais en Suède, les ententes se forment bien souvent après les élections, ce qui laisse plus de flexibilité. Quelques mois plus tard, les mêmes partis en étaient donc à négocier les conditions d'une poursuite de leur alliance. Les écologistes, pourtant très proches de la disqualification parlementaire mais occupant une position de pivot, souhaitaient une forme de participation ministérielle pour leur parti et menaçaient de passer un accord avec l'opposition ; les sociaux-démocrates brandissaient en retour l'arme des nouvelles élections très risquées pour les verts tout en se réservant le droit de réduire le nombre de sièges accordés aux petits partis dans les commissions parlementaires¹²⁷¹. Au le Parti de la gauche, on demandait un engagement plus formel quant aux objectifs communs d'une éventuelle coopération¹²⁷². Finalement, l'issue de ces tractations a encore été favorable aux sociaux-démocrates qui n'ont pas cédé sur le terrain de la participation gouvernementale. Malgré l'impression de stabilité, il faut reconnaître que le type d'alliance de "gauche plurielle" présente un degré de nouveauté et pourrait déboucher sur des concessions en termes de participation au gouvernement dès lors que les désaccords sur l'adhésion à l'UEM bénéficient d'une trêve après le non suédois au référendum de septembre 2003¹²⁷³. Mais il n'y a pas non plus de raison pour que les sociaux-démocrates montrent un quelconque zèle en la matière, hormis s'ils y étaient acculés par leurs résultats électoraux.

¹²⁷⁰ "Nu går vi skilda vägar inför valet", *Dagens Nyheter*, 20-12-2001. L'article est co-signé par les responsables des différentes formations.

¹²⁷¹ S'il n'y a pas eu de coalition gouvernementale formelle, une des formes de rétribution des petits partis a été le transfert de certains sièges attribués aux sociaux-démocrates dans ces commissions permanentes du *Riksdag*.

¹²⁷² Voir par exemple "Persson hotar med nyval", *Dagens Nyheter*, 01-10-2002. Le flux d'articles à ce sujet était alors quotidien.

¹²⁷³ Pour éviter la multiplication des consultations et pour respecter la volonté populaire, il n'y aura sans doute pas de nouvelle tentative avant l'horizon de 2010. Mais les différences de position de la gauche sur l'Europe unie on d'autres occasions de s'exprimer.

Par ce travail, il nous a semblé important de souligner l'intérêt et les directions possibles des études organisationnelles des partis et du gouvernement de partis. Il faut rappeler que c'était la voie empruntée par les précurseurs de l'analyse politique des partis et on pense bien sûr à l'ouvrage magistral de Moseï Ostrogorski, mais aussi à Roberto Michels et Maurice Duverger. Plus récemment, des contributions comme celle de Panebianco et les travaux de Katz et Mair ont contribué à la continuité de cette "tradition". Il ne s'agit pas d'étudier les organisations isolément ou de manière asociologique, comme le suggérait la critique de Georges Lavau à l'égard du travail de l'approche de Duverger, mais en tenant compte de la nature transitive essentielle du phénomène partisan et de sa situation au cœur même des contradictions des régimes de démocratie représentative. Malgré la tonalité très pessimiste de son œuvre, c'était déjà la préoccupation centrale d'Ostrogorski qui s'intéressait avant tout au rapport entre gouvernement démocratique et partis politiques, ainsi que l'indique le titre de son œuvre maîtresse. Dans sa conclusion il montre comment ces formes d'organisation extra-constitutionnelle sont au centre des contradictions de la théorie démocratique et qu'il est vain de réfléchir aux réformes institutionnelles si on néglige le rôle fondamentalement non-écrit mais essentiel des partis. Bien que sa formulation libérale et individualiste des solutions à ce problème de l'action collective fasse étrangement abstraction des conflits de classe et des grandes inégalités des capacités politique, elle anticipe avec une lucidité remarquable les facultés d'adaptation et le développement des partis politiques dans l'État moderne¹²⁷⁴.

¹²⁷⁴ M. Ostrogorski, *op. cit.*, conclusion.

ANNEXE 1

Lexique biographique

Un lexique n'a pas vocation à se substituer à un dictionnaire. Nous n'avons souhaité rassembler ici que des informations biographiques succinctes sur quelques-unes des personnalités importantes évoquées dans le corps de la thèse et dont le parcours mérite d'être connu. La familiarité avec l'histoire scandinave étant très limitée en France, cette annexe pourra sans doute apporter quelques repères utiles ou complémentaires. Les entrées sont classées par pays et par ordre alphabétique et concernent les principaux représentants du personnel politique au 20^{ème} siècle ainsi que quelques autres acteurs historiques importants et parfois antérieurs à cette époque. Il n'y a pas d'ambition de mentionner seulement les personnalités les plus importantes mais plutôt d'éclairer les parcours de celles que l'on évoque le plus fréquemment dans le corps du texte.

1. SUEDE

Bildt, Carl (1949-)

Originaire d'une grande famille scandinave, il étudie à l'université de Stockholm et devient précocement Secrétaire du Parti modéré (1973-1976). Lors de l'alternance de 1976, il est chargé des relations entre partis au sein de la coalition bourgeoise, entre au *Riksdag* en 1979 et devient le nouveau porte-parole du Parti modéré en 1986. Premier Ministre en 1991-1994, il doit faire face à la grave crise économique que traverse le pays tout en conduisant les négociations sur l'adhésion à l'Union Européenne. Médiateur de l'Union en Bosnie en 1995, il supervise les instances de reconstruction et de réconciliation civile dans la région et poursuit une carrière internationale.

Branting, Karl Hjalmar (1860-1925)

Issu d'une bonne famille bourgeoise, Branting reçoit une éducation conservatrice et se destine initialement à une brillante carrière scientifique dans l'astronomie. Étudiant à Uppsala où il manifeste des opinions radicales précoces, il est influencé par le libéralisme politique de Karl Staaf, lui-même professeur. Il entre en contact avec la social-démocratie en voyageant en Allemagne en 1882, puis se lance dans l'étude des philosophies et théories socialistes tout en débutant une carrière de journaliste vers journalisme. En 1886, il prend la tête de la rédaction de l'organe de presse d'August Palm, *Socialdemokraten*. Secrétaire du Congrès constitutif du SAP en 1889, il travaille à la confection du programme et devient la cheville ouvrière de l'organisation. Premier élu du parti (sous étiquette libérale) à la Deuxième chambre (1896), il dirige la branche de Stockholm d'un parti encore fédéralisé et ne devient porte-parole du SAP qu'en 1907, quelques années après la mort de son rival, Axel Danielsson. Il le restera jusqu'à sa propre mort et devient à la fois le leader social-démocrate charismatique, malgré les dissidences radicales des années 1910, ainsi qu'une importante figure nationale et internationale : Ministre des Finances dans la première coalition *lib-lab* de 1917, il contribue au couronnement du parlementarisme et du suffrage universel entre 1919 et 1921. Il forme ensuite le premier cabinet social-démocrate de l'histoire (1920) mais les expériences minoritaires de cette époque sont caractérisées par une certaine paralysie. Figure du socialisme international, il participe également aux travaux de la Société des Nations à Genève, notamment en vue du désarmement, et reçoit le prix Nobel de la paix en 1921. Il meurt en 1925 et le peuple suédois lui rend hommage lors de funérailles grandioses.

Carlsson Ingvar (1934-)

D'origine modeste, Carlsson fait des études de science politique à l'université de Lund et, ce qui est rare, aux États-Unis, tout en militant chez les Jeunes sociaux-démocrates (SSU) où il deviendra porte-parole (1961-1967). Il entre très tôt au Secrétariat du gouvernement (1958) par l'entremise d'Olof Palme dont il sera l'éternel dauphin et le soutien principal, via le SSU, lors de la succession de Tage Erlander (1969). Parlementaire et fonctionnaire de différents ministères, responsable de la cellule de prospective social-démocrate, il devient ministre sans portefeuille dans le gouvernement Palme de 1982 avant de succéder à ce dernier comme Premier ministre et chef du parti, après son assassinat (1986). Carlsson instaure un nouveau Ministère de l'environnement et doit faire face à la plus grande crise économique depuis celle des années 1930. Face aux problèmes d'un plan de rigueur mal négocié et combattu par les syndicats, il démissionne puis revient en 1990, avant d'être battu aux élections de 1991. Il laisse à son successeur le soin de gérer la négociation sur l'adhésion à la CEE dont le principe

avait été décidé dans l'urgence. De nouveau Premier Ministre en 1994, il se retire de la scène gouvernementale en 1995, non sans avoir peiné à trouver un remplaçant dans sa charge.

Danielsson, Axel (1863-1899)

Né dans la pauvreté, il s'inscrit néanmoins à l'université d'Uppsala mais n'a pas les moyens de continuer ses études. Il rencontre August Palm et le rejoint à la rédaction de l'organe *Socialdemokraten* (1885), qu'il quitte bientôt lorsque Branting en prend la tête. Il fonde le journal *Le travail* (Arbetet) et certaines tribunes incendiaires lui valent de la prison entre 1888 et 1890. Il devient ensuite le pilier du Parti social-démocrate de Scanie, puis du district sud du parti social-démocrate qui se démarque de Stockholm par son radicalisme syndicaliste. Mais Danielsson évolue vers le réformisme et le parlementarisme face à la concurrence de l'anarcho-syndicalisme de Hinke Bergegren. Pendant les dernières années de sa vie, il est diminué par la maladie et meurt à 36 ans après avoir contribué à la lutte pour le suffrage universel.

Erlander, Tage (1901-1985)

Une des grandes figures du Parti social-démocrate après 1945, Erlander a fait des études supérieures à Lund où il devient membre du SAP. Il entre au Ministère des affaires sociales de Gustav Möller à la fin des années 1930, devient Secrétaire d'État et s'occupe des problèmes d'immigration et de police pendant la guerre avant de devenir Ministre des affaires religieuses et de la culture (*Eklesiastminister*). A la mort de Per-Albin Hansson, en 1946, l'opposition de plusieurs membres influents du gouvernement à la nomination de Möller lui vaut de devenir un jeune porte-parole du SAP et Premier Ministre. Il le restera jusqu'en 1969, alternant coalitions rouges-vertes et cabinets homogènes minoritaires ou majoritaires. S'il échoue dans son projet d'Association nordique de défense, il préside à un grand nombre de réformes économiques et sociales qui sont restées au cœur d'un modèle suédois de régulation, paré d'atours mythiques. Il entérine aussi la première partie d'une réforme constitutionnelle qui supprime la chambre haute et modifie les règles électorales. Son ministère de 23 ans correspond avec l'âge d'or de la social-démocratie suédoise et du réformisme économique et social. Après avoir quitté ses fonctions en 1969, il publie ses mémoires qui sont le premier ouvrage de cette nature écrit par un ancien Premier Ministre.

Fälldin, Torbjorn (1924-)

Agriculteur de 1956 à 1991, Fälldin et sa bonhomie toute paysanne restent associés au renouveau et au succès du Parti du centre (ex-agrarien) dans la vague écologiste des années 1970. Fort des résultats en croissance de son parti, il devient Premier Ministre dans la grande coalition bourgeoise de 1976 à 1976 et, de nouveau, en 1979. Mais il s'était trop engagé dans des promesses d'arrêt des programmes nucléaires, qui ne peuvent être raisonnablement satisfaites et doit faire face aux nombreuses dissensions à l'intérieur de la coalition. Il reste ensuite à la tête du Centre jusqu'en 1985, participe à la commission d'enquête sur l'assassinat de Palme et prend des responsabilités dans le secteur des télécommunications.

Hansson, Per-Albin (1885-1946)

Formé à l'école populaire, garçon de course à Malmö, Hansson participe à la fondation de l'Association des Jeunes sociaux-démocrates (1903) qui fera de cette ville son bastion radical. Il en devient un membre important et s'occupe du journal *Fram*. Son évolution du pacifisme jusqu'à son premier poste de Ministre de la défense en 1920 porte la marque d'un opportunisme certain. Il se rapproche de Branting et travail au "Social-démocrate" à partir de 1909, dont il devient le rédacteur en chef en 1917 lorsque la rupture entre les Jeunes sociaux-démocrates et la vieille garde est consommée. Parlementaire puis ministre, il effectue une traversée du désert après la mort de Branting avant d'être finalement élu à la tête du SAP en 1928. Après la victoire aux élections de 1932, il devient Premier Ministre et un artisan du compromis avec les agrariens l'année suivante, qui est resté célèbre sous le nom de "marché aux bestiaux" (*kohandel*). Il préside ainsi aux destinées de gouvernements enfin majoritaires puis d'une grande coalition nationale pendant la guerre. Ses mandats sont associés à la politique anti-crise, toujours objet d'interprétations contrastées, ainsi qu'au progrès de la législation sociale, notamment en matière d'indemnisation du chômage et de soutien aux familles démunies. Malgré certaines concessions douloureuses à la puissance allemande pour maintenir la neutralité, en particulier à l'égard de la Finlande voisine et membre de l'axe, Hansson acquiert une popularité nationale inégalée depuis Branting, en capitalisant sur ce nationalisme démocratique du *folkhem* (le foyer du peuple). Personnalité autoritaire en politique, il eut une vie sentimentale très dissolue, se partageant entre deux familles pendant de nombreuses années. Il meurt en 1946.

Hecksher, Gunnar (1909-1987)

Fils du grand historien de l'économie Eli Heckscher, il embrasse aussi la carrière professorale, en science politique, à partir de 1958 et publie quelques ouvrages très intéressants sur le

corporatisme démocratique suédois et la politique comparée. Il devient le nouveau porte-parole du Parti de la droite de 1961 à 1965 mais sa carrière politique ne sera pas couronnée de succès. Il continue ensuite de publier tout en exerçant des fonctions diplomatiques.

Höglund, Carl Zeth (1884-1956)

D'une famille baptiste libérale, Höglund étudie à l'École supérieure de Göteborg avant de devenir collaborateur de l'organe de presse "Le temps nouveau" (*Ny tid*) en 1904-1905. Antimilitariste affirmé, il milite avec ardeur chez les Jeunes sociaux-démocrates de Malmö et écope de six mois de prison pour avoir publié un manifeste scandaleux en pleine crise de l'union suédo-norvégienne (1905). Rédacteur pour le nouveau journal radical *Stormklockan* à partir de 1908, figure de l'opposant intellectuel, il critique l'oligarchie du "système Branting". Élu à la Deuxième chambre en 1915, il est néanmoins inculpé de haute trahison pour avoir appelé à la grève et à la "paix à tout prix" en 1916 et condamné à une peine d'un an de bagnes, commuée en un an de prison. Exclu du SAP en 1917 avec la fraction gauchiste, il participe à l'aventure du Parti social-démocrate de gauche (Socialdemokratiska vänsterpartiet) dont il devient le porte-parole. Mais cette formation connaît des scissions diverses après 1921, dans le sillage des révolutions communistes ; Höglund suit le léninisme dans la fondation du Parti communiste (*Sveriges kommunistiska partiet*) mais pas pour longtemps. Il revient finalement au bercail en 1926, malgré son opposition très forte avec Hansson, et se consacre à l'écriture de mémoires ainsi qu'à l'édition des œuvres de Branting à propos duquel il publie deux volumes de biographie. Il est aussi un temps un habile chargé des finances au Conseil de la ville de Stockholm.

Kjellén, Rudolf (1864-1922)

Un des premiers professeurs de science politique à l'Université d'Uppsala, Kjellén est représentant à la Deuxième puis à la Première chambre, dans les premières années du 20^{ème} siècle. Il y représente ce qu'on appelle le "conservatisme professoral" et s'engage sur un nombre de grandes questions de l'époque. Nationaliste, il est néanmoins favorable à la dissolution de l'union avec la Norvège qui risque de menacer la stabilité de la couronne, par contagion du parlementarisme norvégien. Théoricien du nationalisme et du corporatisme, notamment dans ses travaux sur "l'État comme forme de vie" (*Staten som livsform*), Kjellén professe un darwinisme à l'échelle internationale sans doctrine raciste. Il est un des fondateurs de la géopolitique et sa pensée a eu une certaine influence sur certains éléments du national-socialisme allemand.

Möller, Fritz Gustav (1884-1970)

Garçon de courses et journaliste, Möller est un porte-parole précoce des Jeune Sociaux-démocrates (1907) ; il entre au journal *Tiden* en 1914 et fonde la Société marxiste deux ans plus tard. Plusieurs fois Secrétaire du SAP, parlementaire et éternel Ministre des Affaires Sociales, Gustav Möller est un élément incontournable de cette deuxième génération social-démocrate qui installe son parti au pouvoir et lance des trains de réformes. Il œuvre d'abord pour la mise en place de l'assurance-chômage, pour l'amélioration des pensions et la représentation professionnelle des travailleurs tout en initiant plusieurs commissions publiques dont les résultats et les conséquences s'étaleront sur plusieurs décennies. En 1946, il se présente à la succession de Per-Albin Hansson mais l'opposition du Ministre des Finances Ernst Wigforss et de quelques autres le marginalise.

Ohlin, Bertil Gothar (1899-1979)

Bertil Ohlin fait une carrière universitaire très rapide d'économiste : Docteur à 25 ans et professeur à Copenhague puis à l'École supérieure de commerce de Stockholm, il est l'un des précurseurs en matière de réflexion sur les politiques économiques pro-cycliques, avec Gunnar Myrdal et John Maynard Keynes. Rétrospectivement, il a suggéré que "l'école de Stockholm" aurait inventé le keynésianisme avant Keynes. Son engagement politique est au sein du Parti libéral, dans les années 1930 et il entre au Parlement en 1938. En 1944, il prend la tête du parti et devient Ministre du Commerce dans le gouvernement d'union nationale. Il manifeste son opposition déterminée à l'économie planifiée et reste comme le critique le plus incisif de la social-démocratie de Tage Erlander, jusqu'à la fin des années 1960. En 1977, il partage le Prix d'économie de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel.

Palm, August Theodor (1849-1922)

Tailleur, il voyage au Danemark et en Allemagne à l'issue de son apprentissage et entre en contact avec les mouvements ouvriers. Agitateur au Slesvig encore allemand puis au Danemark, il tient son premier discours suédois à Malmö où il fonde un comité de propagande. Il travaille à un programme d'action syndicale tout en parcourant le pays et s'attirant les foudres des autorités et même des libéraux. Fondateur du journal *Folkviljan* (La volonté du peuple) à Malmö, en 1882, il diffuse le premier programme social-démocrate d'après des traductions danoises du programme de Gotha. Il s'établit ensuite à Stockholm, prend la direction d'un club social-démocrate et la rédaction de *Social-demokraten* jusqu'à ce

qu'il entre en conflit avec des éléments plus libéraux tels que Branting. Ecarté, il participe toutefois à la direction du SAP mais n'est pas réélu en 1891. Il est aussi membre élu du parlement populaire de 1896. Eternel agitateur, il voyage en Amérique et participe aux grèves de 1902 avant de revenir en Suède. Il a écrit ses mémoires, "Fragments d'une vie d'agitateur" (*Ur en agitators lif*, 1904).

Palme, Sven Olof Joachim (1927-1986)

Issu d'une grande famille bourgeoise et aristocratique, il fait des études universitaires courtes en Suède et aux Etats-Unis et milite déjà dans le mouvement étudiant. Après un essai comme journaliste, il semble prédestiné à une carrière diplomatique. Ses responsabilités à la tête de la Confédération des comités étudiants sont un tremplin vers le recrutement au sein du gouvernement, où il devient le Secrétaire particulier de Tage Erlander dès 1953 et jusqu'en 1963. Il n'avait pas eu d'engagement social-démocrate très actif mais il s'implique ensuite aux jeunes du parti et entre à la Première chambre en 1958. Il occupe un poste de délégué auprès des Nations Unies en 1961 puis devient Ministre sans portefeuille (1963-1965) et gravit les échelons au sein du SAP. Ministre des Communications en 1965-1967 puis de l'Éducation, il succède à Erlander dans toutes ses fonctions en 1969, à l'âge de 42 ans. Il est Premier Ministre de 1969 à 1976 et doit gérer la détérioration des conditions économiques ainsi que la radicalisation des syndicats de LO. Son engagement en faveur du Tiers-Monde et contre la guerre du Vietnam est bien connu, qui aboutira au rappel de l'ambassadeur américain en Suède. Sur la scène partisane, il est cependant considéré comme un carriériste et un opportuniste. Dans l'opposition de 1976 à 1982, il redevient Premier Ministre jusqu'à son assassinat mystérieux dans une rue de Stockholm, en 1986, qui a fait l'objet de multiples commissions d'enquête sans jamais être élucidé.

Persson, Göran (1949-)

Né à Malmö dans une famille ouvrière, Persson fait de brèves études et milite aux Jeunesses social-démocrates au début des années 1970. Il occupe différentes responsabilités dans une Caisse d'épargne et le secteur coopératif, entre au *Riksdag* en 1979 et devient maire de Katrinholm. Ministre délégué à l'éducation primaire et populaire (1989-1991), député (1991-1994) et président de la Commission des finances, président de la Confédération des Maisons du peuple, il devient le Ministre des Finances du gouvernement Carlsson en 1994 et succède à celui-ci à la tête du parti et de l'exécutif l'année suivante. Persson, d'abord peu connu et chargé de remettre à flot une économie en crise, reste associé à des réformes de fond de l'État

social et du secteur public, qui lui ont permis d'installer sa légitimité partisane et nationale de gestionnaire et de communicateur habile. Malgré les remous produits par les désaccords au sujet de l'UEM, il a été reconduit dans ses fonctions depuis lors en développant une stratégie parlementaire de "gauche plurielle".

Staaf, Karl (1860-1915)

Etudiant en droit, membre de l'association libérale et de sobriété *Verdandi* en 1882, il entre dans un bureau d'avocat et sera aussi professeur de droit et de science politique. Il est élu au *Riksdag* en 1896 et participe à la fondation du Parti libéral de rassemblement (*Liberala samlingspartiet*) qui prône des réformes sociales et électorales. Il facilite les négociation et la solution pacifique de 1905, lors de la crise avec la Norvège. Défenseur de la proportionnelle, il forme le premier gouvernement libéral de l'histoire en 1905, puis un second en 1911 qui bénéficie d'une majorité libérale et social-démocrate à la Deuxième chambre. A la suite de la crise constitutionnelle, il démissionne en 1914. Porte-parole de la commission d'enquête sur la défense, il meurt l'année suivante.

Sterky, Fredrik (1860-1900)

Après des examens élémentaires, il entre à l'administration des postes puis devient gestionnaire dans la brasserie de son beau-père. En 1885, il devient comptable du journal *Social-demokraten*. Avec d'autre membre de "l'intelligentsia", il est évincé de l'Association social-démocrate à l'initiative de Palm, en 1886, mais revient avec Branting. Il séjourne ensuite au Danemark puis accède à la rédaction du "Nouveau temps" à Göteborg. Diabétique, il est contraint de se retirer en 1898 mais est pourtant élu Premier porte-parole de la confédération syndical LO la même année. Comme Danielsson, il disparaît précocement, ouvrant la voie à la dominance de Branting.

Tingstén, Herbert (1896-1973)

Professeur de science politique qui jouit d'un important succès avec ses premiers ouvrages, notamment aux États-Unis, il est aussi l'auteur d'une des plus magistrales études de l'histoire de l'idéologie d'un Parti publiées à ce jour, le Parti social-démocrate suédois (*Den svenska socialdemokratins idéutveckling*, 1941). Il évolue vers le libéralisme en devenant Rédacteur en chef du quotidien *Dagens Nyheter* de 1946 à 1960 où il signe des tribunes de plus en plus critiques du gouvernement. Il est ainsi partisan de l'Alliance atlantique et de l'acquisition de

l'arme atomique. Il soutient néanmoins la ligne social-démocrate sur la réforme des retraites de 1957 et quitte bientôt son journal.

Wigforss, Ernst (1881-1977)

Docteur et professeur de l'université en langues nordiques, Wigforss a le profil du grand intellectuel militant et il est élu à la Première chambre en 1919. Il restera parlementaire jusqu'en 1947. Membre de la rédaction de *Tiden*, vulgarisateur du marxisme et des théories économiques. Ministre sans portefeuille dans le dernier gouvernement de Branting et aux Finances sous son successeur, Sandler (1925-1926), il le restera dans tous les cabinets sociaux-démocrates jusqu'en 1949. Cette longue carrière de grand argentier peut expliquer en partie son opposition au Ministre des Affaires Sociales Möller, grand "dépensier". Il est un artisan de la politique anti-crise à partir de 1932, dont on a fait grand cas et reste comme un grand réformateur social. Il a publié d'importants volumes de mémoires.

2. NORVEGE

Bondevik, Kjell Magne (1947-)

Après des études de théologie, il est ordonné prêtre en 1979. Issu d'une famille politique chrétienne, il est secrétaire du Premier Ministre Lars Korvald en 1972-1973. Ministre de l'Église et de l'éducation dans la coalition de centre droit en 1983-1986, puis des Affaires Etrangères dans le cabinet de Jan-Peter Syse (1989-1990). Parlementaire depuis 1973, second du Parti Chrétien-populaire (*Kristelig Folkeparti*) en 1975, chef du groupe parlementaire à plusieurs reprises, il est le leader de cette formation social-chrétienne et profondément eurosceptique de 1983 à 1995. Il devient Premier Ministre dans le gouvernement de centre-droit en 1997-2000 mais se trouve contraint de démissionner en raison de la politique énergétique. Il est revenu à ce poste après les élections de 2001 et se présente comme l'auxiliaire consensuel de gouvernements minoritaires qui sont la règle en Norvège.

Bratelli, Trygve (1910-1984)

Ouvrier dans la construction, Bratelli entre aux Jeunesses social-démocrates et travaille aux presses du parti entre 1934 et 1940. Arrêté en 1942, il est détenu par les Allemands jusqu'en 1945. Responsable de l'organisation des Jeunes (1945-1946), parlementaire (1949-1981), plusieurs fois ministre, Secrétaire puis numéro deux du DNA jusqu'en 1965, il succède à

Einar Gerhardsen à cette date et préside aux destinées d'un parti dans l'opposition. Chef du groupe parlementaire (1964-1971 et 1976-1981), il devient Premier Ministre en mars 1971 mais démissionne à la suite du non au référendum sur l'adhésion aux Communautés Européennes de 1972, dont il ne se remettra pas. De retour en 1973, il laisse son poste à Odvar Nordli deux ans plus tard, entérinant la division du leadership social-démocrate en trois (il reste le chef du groupe parlementaire tandis que Reulf Steen prend la tête du parti).

Gerhardsen, Einar Henry (1897-1987)

Manœuvre et ouvrier des voiries de 1915 à 1922, Gerhardsen milite dans les syndicats et les Jeunesses ouvrières avant de devenir secrétaire du DNA en 1923-1926 puis de la branche d'Oslo (1926-1936). Fils spirituel de Martin Tranmæl, second du DNA à la veille de la guerre, il passe deux ans dans les camps de concentration. Leader du parti de 1945 à 1965, il est aussi Premier Ministre pendant presque toute la période et la tâche de la reconstruction du pays associée à une majorité parlementaire lui confère d'importants pouvoirs. Il renouvelle considérablement le personnel politique dans un sens plus technocratique et lance un grand chantier de planification industrielle. Contesté à la suite d'un accident dans les mines du Spitzberg, l'affaire de Kings Bay, il se retire au profit de Trygve Bratteli tout en conservant une influence très problématique dans un parti désormais plus divisé et condamné à de longues phases d'opposition. Il joue un rôle important dans la sélection de la direction politique, même après avoir quitté les instances exécutives du parti.

Hagen, Carl Ivar (1944-)

Economiste, dirigeant d'entreprise. Elu au *Storting* en 1974-1977 sous l'étiquette du Parti d'Anders Lange (populiste), il participe à la refondation de cette organisation qui devient le Parti du progrès (*Fremskrittspartiet*, Fp) en 1977 qu'il dirige sans discontinuer depuis 25 ans. De nouveau élu en 1981, il favorise une normalisation relative du Fp qui prône -entre autres choses - des réformes fiscales, un contrôle des flux migratoires et un meilleur usage des revenus énergétiques. Les succès électoraux plus nets depuis 1989 ont conféré un pouvoir de négociation parlementaire croissant à ce parti qui n'est cependant toujours pas invité à entrer dans une coalition formelle. Lors de la campagne de 2001, les sondages ont placé le Fp en tête jusqu'à ce que les divisions du leadership et un scandale politique le ramène à son étiage de 15 %. Hagen reste encore aujourd'hui un trouble-fête politique qui capitalise sur tous les fronts de mécontentement dans une société norvégienne en rapide changement.

Harlem Brundtland, Gro (1939-)

Fille de Gudmund Harlem, médecin et ministre social-démocrate, demi-suédoise, elle devient elle-même médecin après de brillantes études qui la conduisent à Harvard. Très tôt enrôlée dans la sphère du parti. Ministre de la protection de l'environnement en 1974, elle se taille une réputation internationale par son action lors de l'accident de la plate-forme Bravo en Mer du nord (1977). Elle n'est toutefois pas reconduite dans le cabinet Nordli de 1979, alors qu'elle est très populaire. Parlementaire depuis 1977, elle réunifie le leadership du parti en 1981 et devient la première femme chef de gouvernement et le premier chef de gouvernement à être appelé par son prénom dans la presse. Elle introduit une cinquième semaine de congés payés mais perd les élections la même année. Présidente de la Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement, elle est à l'origine de la notion de développement durable. Elle redevient Premier Ministre en 1986-1989 et 1992-1996, féminisant le gouvernement, favorisant les avancées en matière de politique familiale et de protection de l'environnement. Elle parvient aussi à gérer les divisions internes sur la question européenne. Elle quitte les fonctions de chef du parti à la suite d'un drame familial, en 1992. Après 1996, elle est nommée à la tête de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Jagland, Thorbjørn (1950-)

Après des études d'économie, Jagland effectue un parcours militant classique dans l'appareil du DNA, via l'organisation des jeunes dont il devient le porte-parole puis le secrétariat des études. Parlementaire, Secrétaire du parti en 1986, il succède à Gro Harlem Brundtland à la tête du DNA en 1992 et comme Premier Ministre en 1996. Il ne souhaite pas former un nouveau cabinet après les mauvais résultats de 1997, ce qui n'est pas très bien perçu. Une concurrence avec le jeune Jens Stoltenberg tourne finalement à l'avantage de ce dernier qui devient Premier Ministre en 2000-2001 alors que Jagland est aux Affaires Etrangères. Stoltenberg lui succède aussi comme leader du parti en 2002, après les élections catastrophiques de 2001. Il reste membre du *Storting* et Président de la Commission des Affaires étrangères, chargé des relations parlementaires avec l'OTAN et l'Union Européenne.

Lie, Haakon (1905-)

Forestier, Secrétaire de l'organisation éducative du mouvement ouvrier (AOF), de 1932 à 1940 puis rattaché au Secrétariat de LO en exil à Londres, il est délégué du mouvement ouvrier aux Etats-Unis en 1944 ; il gardera une ligne très atlantiste à la suite de ces expériences, qui lui vaudra bien des inimitiés pendant la guerre du Vietnam. Il est

l'indétrônable Secrétaire du DNA de 1945 à 1969, très proche de Gerhardsen et occupant une position d'autorité qui confine à l'autoritarisme ; c'est du moins ce qu'on lui reproche dans les années 1960, notamment au fameux congrès de 1967 où Gerhardsen le critique très durement. Il devient Secrétaire du Mouvement européen en Norvège (1970-1973) puis il publie de nombreux ouvrages, dont ses mémoires et une biographie de Martin Tranmæl.

Nordli, Odvar (1927-)

Contrôleur de gestion, membre des Jeunesses ouvrières et de la branche social-démocrate du Hedmark, il entre ensuite au comité fiscal du DNA et devient Ministre des Affaires Communales dans le premier cabinet Bratteli (1971-1972). Après le référendum sur l'Europe et dans le sillage des divisions qu'il provoque au sein du parti, Nordli est un candidat assez "neutre" pour arbitrer les conflits et il prend les fonctions de Premier Ministre entre 1976 et 1981 tandis que Reiulf Steen dirige le parti. Ses mandats sont marqués par les polémiques au sujet de la relation avec l'OTAN. Il retourne ensuite vers la politique locale.

Nygaardsvold, Johan (1879-1952)

Ouvrier dans l'industrie du bois de 1891 à 1901, il émigre vers les États-Unis et travaille dans les chemins de fer (1902-1907). Il s'engage ensuite dans la politique locale au DNA et effectue une brillante carrière parlementaire de 1916 à 1949, qui le mène à la vice-présidence du *Storting*. Nommé Ministre de l'Agriculture dans le cabinet mort-né de Hornsrud en 1928, membre du Conseil national du parti, il est la vitrine parlementaire du DNA ce qui lui permet de devenir Premier Ministre en 1935. Il le restera jusqu'en 1945, partant en exil à Londres pendant la guerre. Par sa carrière, Nygaardsvold est un symbole de l'intégration politique de la première génération de sociaux-démocrates.

Quisling, Vidkun (1887-1945)

Militaire de carrière, attaché à Petrograd, il travaille à des opérations humanitaires en URSS. il quitte l'armée en 1928. Il participe à un mouvement nationaliste, *Nordisk folkreisning* et devient Ministre de la défense dans le très réactionnaire gouvernement paysan de 1931-1933. Cette année-là, il fonde le "Rassemblement national" (*Nasjonal Samling*) qui n'obtient pas de succès électoral et se divise en 1936. La clientèle est un mélange de militaires, d'éléments fascistes et de paysans touchés par la crise. Dépourvu de charisme, Quisling entre en contact avec l'Allemagne nazie et suggère un plan d'occupation de son pays. Mais il est tenu à l'écart des opérations d'invasion de 1939-1940. Sans soutien allemand manifeste, il s'autoproclame

Premier Ministre. Il est d'abord tacitement reconnu puis formellement, en 1942, mais ne disposera jamais d'une grande autorité politique. Il se rend à la police en 1945, est traduit en justice et condamné à la peine capitale pour haute trahison.

Steen, Reiulf (1933-)

Ouvrier puis journaliste, Secrétaire puis leader des Jeunes sociaux-démocrates (1958-1963), Steen devient le second de Bratteli en 1965 et le chef du parti entre 1975 et 1981. Parlementaire, ministre à deux reprises dans les gouvernements Bratteli et Nordli, il est ambassadeur au Chili de 1992 à 1996.

Stoltenberg, Jens (1959-)

Fils du ministre et diplomate Thorvald Stoltenberg, économiste, chef des Jeunesses ouvrières de 1985 à 1989, il entre comme consultant au Bureau central des statistiques en 1989. Lecteur à l'université, Secrétaire d'État à l'environnement de 1990 à 1992, il est élu au *Storting* et exerce différentes responsabilités au sein du DNA dont il est le second à partir de 1992. Plusieurs fois ministre et chef du groupe parlementaire en 1999-2000, Stoltenberg apparaît comme un remplaçant probable de Thorbjørn Jagland. Sa nomination en tant que Premier Ministre en 2000 est très médiatisée mais on s'aperçoit vite que son pouvoir de séduction et son credo modernisateur ne sont pas suffisants pour remettre le parti à flot. En 2002, il est élu à la tête du DNA.

Sverdrup, Johan (1816-1892)

Fils d'un grand théologien, il fait des études de droit et travaille dans la banque avant de commencer une brillante carrière parlementaire qui le mène à la Présidence du *Storting* de 1871 à 1884. Il a œuvré en faveur de la constitution d'une grande alternative démocratique et libérale qui rassemble finalement paysans et réformistes dans le Parti de la gauche, *Venstre* (1884) dont il est devient le chef tout en assumant les fonctions de Premier Ministre. L'autonomie vis-à-vis de la Suède et le développement du parlementarisme sont les axes de son programme. Il réforme la justice mais doit faire face à une scission de sa formation en 1888 qui le conduit à la démission l'année suivante. Il reste associé à ce changement d'époque en direction du parlementarisme et à la montée du nationalisme qui aboutit à l'indépendance norvégienne de 1905.

Tranmæl, Martin

Né dans une famille paysanne, syndicaliste, journaliste au "Nouveau temps" (*Ny Tid*) de 1896 à 1899, il se rend aux États-Unis où il rencontre le syndicalisme révolutionnaire et participe à la fondation de l'*American Federation of Labor*. De retour en Norvège, il lance un mouvement d'opposition syndicaliste et continue son activité de journalisme et de propagande. Il sera rédacteur en chef de *Social-demokraten* de 1921 à 1949. Secrétaire du DNA (1918-1923) pendant la période trouble où ce parti entre au *Komintern* et se divise, il garde une ligne avant tout syndicaliste et s'éloigne finalement du communisme. Plusieurs fois condamné pour ses articles ou discours, il entre finalement au parlement en 1935-1927. Mais Tranmæl ne s'épanouira jamais dans d'autres fonctions que celles de journaliste et d'orateur, dans lesquelles il excelle : bien qu'il soit membre du Secrétariat de LO, du Comité de coopération LO-DNA et du Comité Directeur du parti pendant plus de trente années consécutives, il n'exercera pas les responsabilités les plus élevées, restant la conscience militante de l'organisation.

Willoch, Kåre Isaachsen(1928-)

Issu d'une grande famille norvégienne, économiste, il travaille au Sndicat de l'industrie entre 1954 et 1963. Secrétaire général du Parti de la droite en 1963, représentant d'Oslo au Parlement de 1958 à 1989, Willoch est Ministre au Commerce dans le court gouvernement d'alternance de Lyng en 1963 puis de 1965 à 1970. Responsable du groupe parlementaire, chef du parti (1970-1974) qu'il aide à moderniser, il devient Premier Ministre en 1981 dans un gouvernement homogène qui s'élargit à trois partis deux ans plus tard. Les désaccords en matière économique le conduisent à démissionner en 1986 après avoir impulsé certaines réformes du service public et de l'État dans le sens de la dérégulation.

Sources : *Ashehoug og Gyldendals store norske leksikon*, Oslo, Kunnskapforlaget, 1998 ; Gardar Sahlberg, *Berömde svenskar från tolv sekler*, Stockholm, Bonnier Alba, 1992 ; *Svensk biografisk lexikon*, 31 volumes, Stockholm, Nordstedt, 1918-2002 ; *Svenska män och kvinnor*, 8 volumes, Stockholm, Bonniers Förlag, 1942-1955 ; *Vem är det*, *Svensk biografisk handbok*, Stockholm, Nordstedt, diverses années ; www.dna.no

ANNEXE 2**Chronologie politique : l'ère social-démocrate**

SUEDE

- 1846** Abolition du système des guildes
1850 Fondation à Stockholm d'une association des ouvriers
1862 Nouvelles lois sur l'autonomie du gouvernement local
1864 Ordonnance royale concernant la liberté du commerce
1865-1866 Réforme de la représentation politique : le bicaméralisme remplace le système des ordres
1869 Création du syndicat des maçons (*murare*)
1872-1907 Règne d'Oscar II
1876 Instauration du poste de premier ministre
1879 Grande grève de *Sundsvall*
1881 Interdiction du travail de nuit pour les enfants
1884 Sven-Adolf Hedin dépose une motion parlementaire en faveur des assurances vieillesse et accidents
1886 Premiers syndicats nationaux (typographes et poste)
1889 Fondation du Parti ouvrier social-démocrate (SAP)
1893-1896 Mouvement des parlements populaires
1898 Fondation de la fédération syndicale *Landsorganisationen i Sverige* (LO)
1902 Fondation de la fédération patronale *Svenska Arbetsgivareförbundet* (SAF)

NORVEGE

- 1814** Fin de l'Union avec le Danemark. Passage sous domination suédoise. Constitution d'*Eidsvoll* qui établit le parlement (*Storting*)
1848-1851 Mouvement social de Marcus Thrane
1865 Association des Amis des paysans (Søren Jaabek), premier "parti" politique
1866 Grande vague d'émigration vers les États-Unis
1872 Syndicats des typographes à Kristiana
1881 Grèves des scieries de *Drammen*
1884 Evolution vers le parlementarisme. Premier cabinet libéral (Johan Sverdrup). *Venstre* (Gauche) et *Høyre* (droite) s'organisent
1885 Association social-démocrate de Kristiana. Le *Nynorsk* prend le statut de deuxième langue officielle
1887 Fondation du Parti ouvrier (DNA) à Arendal
1898 Suffrage universel masculin
1899 Fondation de LO
1900 Fédération patronale (NAF)
1903 Premiers représentants du DNA au

- 1904** Loi sur la propriété individuelle visant à enrayer l'émigration *Storting*
- 1905** Dissolution de l'Union suédo-norvégienne
- 1905-1906** Premier cabinet libéral (Staaf)
- 1906** Compromis de décembre entre SAF et LO : le patronat accepte le principe de la négociation collective mais LO doit reconnaître le droit des patrons à distribuer le travail
- 1907-1909** Réforme électorale (proportionnelle) et suffrage universel masculin. Avènement de Gustav V (1907)
- 1909** Grève générale
- 1913** Première loi sur les retraites populaires
- 1914** Marche des paysans et démission du gouvernement Staaf
- 1917** Fondation du Parti communiste. Première coalition *lib-lab* dans le Ministère Edén-Branting
- 1917-1921** Nouvelle réforme électorale et avènement du parlementarisme
- 1918** Lois sociales sur les pauvres et l'assurance contre les accidents au travail
- 1919** Journée de huit heures
- 1920** Premier cabinet minoritaire social-démocrate (Branting)
- 1924** Loi sur la sécurité des enfants (*barnavårdslag*)
- 1925** Mort de Hjalmar Branting
- 1928** Per-Albin Hansson nouveau porte-parole du SAP. Echec électoral des sociaux-démocrates
- 1933** Coalition rouge-verte. Ministère de P-A. Hansson
- 1934** Système d'assurance-chômage géré par les syndicats (Ghent)
- 1905** Le parlement élit Haakon VII Roi de Norvège
- 1911** Grandes grèves. Amundsen atteint le pôle nord
- 1913** Suffrage féminin. Le syndicalisme révolutionnaire se développe
- 1914** Neutralité pendant la guerre
- 1918** Le DNA devient révolutionnaire
- 1919** Le parti rejoint le *Komintern*
- 1920-1924** Crise économique et vague de grandes grèves
- 1921** Scission du DNA. Le Parti social-démocrate ouvrier (NSA) se crée
- 1923** Le DNA quitte le Komintern. Le Parti communiste (NKP) est fondé
- 1924** 5 152 000 jours de grève ouvrière
- 1927** 25,4 % des syndiqués sont chômeurs. Réunification DNA-NSA et victoire électorale
- 1928** Premier gouvernement social-démocrate (Hornsrud). Il dure quatorze jours
- 1930** Nouveau programme radical du DNA
- 1931** Grandes grèves
- 1932** Programme de crise social-démocrate. 42,4 % de chômage syndical
- 1933** Victoire électorale du DNA et lois anti-syndicales
- 1935** Accord central LO-NAF. Entente

1938 Accords de *Saltsjöbaden* sur les relations industrielles et la négociation centralisée des salaires. Deux semaines de congès payés

1939 Cabinet d'Union nationale

1944 Fondation de la centrale des employés *Tjänstemanna Centralorganisationen* (TCO)

1946 Décès de Hansson. Tage Erlander lui succède dans toutes ses fonctions. Réforme universaliste des retraites (67 ans)

1947 Fondation de la centrale des cadres *Svenska Akademikers Centralorganisationen* (SACO).Loi sur l'assurance-santé publique et obligatoire (entre en vigueur en 1950)

1950 Avènement de Gustav VI

1951 Nouvelle coalition entre agrariens et sociaux-démocrates

1956 Premier véritable accord national sur les salaires entre LO et SAF

1957 Fin de la coalition rouge-verte. Référendum sur les retraites complémentaires obligatoires (ATP)

1960 Mise en place de l'ATP

1968-1969 Réforme constitutionnelle. *Riksdag* unicaméral. Vague de grèves

1969 Retrait de Tage Erlander au profit d'Olof Palme

1971 Grève des fonctionnaires stoppée par décret gouvernemental. LO adopte le programme de la démocratie industrielle

rouge-verte qui débouche sur un gouvernement minoritaire social-démocrate (Nygaardsvold)

1936-1938 Avancées de la législation sociale

1940 Occupation allemande. Interdiction des partis politiques et exil du gouvernement à Londres

1944 Programme commun des partis pour la reconstruction (*fellesprogrammet*)

1945 Gouvernement social-démocrate d'Einar Gerhardsen. Percée communiste et début d'une "guerre froide" nationale

1948 Le *Storting* ratifie le plan Marshall

1949 Entrée dans l'OTAN

1951 Oscar Torp remplace Gerhardsen comme premier ministre

1955 Retour de Gerhardsen après une "chasse au sorcière" norvégienne. Mouvement anti-nucléaire

1956 Première petite scission du DNA

1958 Agitation des étudiants socialistes

1959 Les leaders du mouvement étudiant sont exclus du DNA

1961 Fondation du Parti socialiste du peuple (SF)

1963 Accident dans les mines de Kings Bay et démission de Gerhardsen puis retour

1965 Bratteli nouveau leader du DNA. Gouvernement bourgeois de Per Borten

1969-1970 Grèves et tensions politiques autour de l'OTAN et du Vietnam

1971 Bratteli devient premier ministre

1972 Le non l'emporte au référendum sur l'adhésion à la CEE

- 1973** Mort de Gustav VI. Karl XVI Gustav lui succède sur le trône
- 1973** Elections très disputées. Percée du nouveau Parti d'Anders Lange, futur Parti du progrès. Développement de l'industrie pétrolière (*Statoil*)
- 1974** Conclusion de la réforme des actes constitutionnels. Loi sur la sécurité au travail
- 1975** Bataille pour la succession de Bratteli et division des fonctions entre Reulf Steen et Odvar Nordli. Transformation de SF en SV (Parti socialiste de gauche)
- 1976** LO adopte le projet Meidner des fonds salariaux. Le SAP perd les élections et passe dans l'opposition. Cabinet de coalition bourgeoise (Fälldin)
- 1977** Loi sur la co-décision au travail
- 1980** Grandes grèves (850 000 personnes) et référendum sur le nucléaire civil
- 1981** Gro Harlem Brundtland leader du DNA et premier ministre. Défaite électorale de la social-démocratie et alternance
- 1982** Retour du SAP au pouvoir
- 1986** Assassinat d'Olof Palme. Ingvar Carlsson lui succède
- 1986** Conflits du travail. Retour du DNA au pouvoir
- 1989** Ouverture du parlement sâme en Laponie
- 1990** Crise gouvernementale et démission de Carlsson. Demande d'adhésion à la CEE
- 1991** Défaite du SAP. Cabinet Bildt.
- 1991** Crise bancaire et économique
- 1992** Brundtlandt quitte ses fonctions de chef du parti pour raisons personnelles mais reste premier ministre
- 1994** Succès des négociations à Bruxelles et référendum sur l'adhésion. Ratification du Traité de l'Union. Victoire électorale du SAP
- 1994** Non à l'Union Européenne lors d'un second référendum
- 1995** Retrait d'Ingvar Carlsson. Difficile succession (Göran Persson) et amorce d'un plan de réforme économique
- 1996** Thorbjørn Jagland succède à Brundtland au gouvernement. Création d'un fond des recettes pétrolières
- 1997** Défaite du DNA aux élections. Gouvernement minoritaire et premier ministre chrétien-démocrate (Bondevik)
- 1998-2000** Grande polémique sur l'Union économique et monétaire en Suède. La décision est repoussée sine die
- 2000** Jens Stoltenberg, Premier Ministre social-démocrate
- 2001** Nouvelle alternance
- 2003** Les suédois disent non à l'UEM par référendum. La Ministre des Affaires Etrangères Anna Lindh est assassinée dans des circonstances inexplicables
- 2003** Stoltenberg devient le leader du DNA

Sources : (Suède) J. Campbell (Ed.), *European Labor Unions*, London, Greenwood Press, 1992 ; J. Melin, A. W. Johansson, S. Hedenborg, *Sveriges historia. En faktabok*, Stockholm, Prisma, 1999 ; J. Pontusson, "Radicalization or Retreat in Swedish Social Democracy", *New*

Left Review, n° 165, 1987, p. 5-33. (Norvège) *Ashehoug og Gyldendals store norske leksikon*, Oslo, Kunnskapforlaget, 1998, p. 334-343 ; V. Keul, K. Kjestadli (Ed.), *DNA - Fra folkebevegelse til statsstøtte*, Oslo, Pax Forlag, 1973 p. 233-237.

ANNEXE 3**Nomenclature et direction des partis politiques (20^{ème} siècle)**

1. SUEDE

1.1 Droite conservatrice

1904, *Allmänna valmansförbundet* (Association publique des électeurs). 1938, Högerens riksorganisation 1969, *Moderatasamlingspartiet* (Parti de rassemblement des modérés).

G. F Östberg	1904-1905
A. G. Svedelius	1905-1907
Hugo Tamm	1907
G. F Östberg	1908-1912
Arvid Lindman	1912-1935
Gösta Bagge	1935-1944
Fritiof Domö	1944-1950
Jarl Hjarlmarson	1950-1961
Gunnar Heckscher	1961-1965
Yngve Holmberg	1965-1970
Gösta Bohman	1970-1981
Ulf Adehlson	1981-1986
Carl Bildt	1986-1999
Bo Lundgrén	1999-

1.2 Partis agrariens

1915-1921, *Jordbrukarnas Riksförbund* (Centre national des agriculteurs)

Johannes Nilsson i Gårdsby	1915-1921
----------------------------	-----------

1913, *Bondeförbundet* (Centre des paysans). 1943, *Landsbygdspartiet-Bondeförbundet* (Parti rural-Centre des paysans). 1957, *Centerpartiet* (Parti du centre)

Carl Berglund i Gimmene	1913-1916
Erik Eriksson i Spraxkya	1916-1919
Johan Andersson i Raklösen	1919-1924
Johan Johansson i Kälkebo	1924-1928
Olof Olsson i Kullenbergstorp	1929-1934
Axel Pehrsson i Bramstorp	1934-1949
Gunnar Hedlund i Rådom	1949-1971
Thorbjörn Fälldin	1971-1985

Karin Söder	1985-1987
Olof Johansson	1987-1998
Lennart Daléus	1998-2001
Maud Olofsson	2001-

1.3 Partis libéraux

1902, *Frisinnade Landsföreningen* (Association nationale libérale)¹²⁷⁵

Ernst Beckman	1902-1924
Axel Schotte	1914-1917
Daniel Persson i Tällberg	1917-1918
Raoul Hamilton	1919-1923
C. G. Eckman	1923-1932
Ola Jeppson i Mörrum	1933-1934

1923-1934, *Sverige liberala parti* (Parti libéral suédois)

Eliel Löfgren	1923-1930
Ernst Lyberg	1930-1933
K. A. Andersson	1933-1934

1934 *Folkpartiet* (Parti du peuple)

Felix Hamrin et Ola Jeppson	1934-1935
Gustaf Andersson i Rasjön	1935-1944
Bertil Ohlin	1944-1967
Sven Wedén	1967-1969
Gunnar Helén	1969-1975
Per Ahlmark	1975-1978
Ola Ullsten	1978-1983
Bengt Westerberg	1983-1995
Maria Leissner	1995-1997
Lars Leijonborg	1997-

1.4 Gauche social-démocrate et communiste

1889, *Sveriges socialdemokratiska arbetareparti* (Parti ouvrier social-démocrate)

Hjalmar Branting	1907-1925
Per-Albin Hansson	1925-1946
Tage Erlander	1946-1969
Olof Palme	1969-1986

¹²⁷⁵ Les porte-paroles du groupe parlementaire de ce Parti libéral sont les personnalités les plus importantes ; il s'agit de Sixten von Friesen (1900-1905), Karl Staaf (1904 et 1907-1915), puis de conseils de cinq dirigeants en 1916-1917 et, enfin, de Nils Edén (1917-1923).

Ingvar Carlsson	1986-1995
Göran Persson	1995-

1917-1923, Sveriges socialdemokratiska vänsterparti (Parti social-démocrate de gauche)

C. Vinberg et Z. Höglund	1917
Ernst Åström et Karl Kilbom	1918
Z. Höglund et Karl Kilbom	1919-1921
Nils Andersson i Borlänge	1921
Otto Nygren	1922-1923

1921-1924, Sveriges kommunistiska partiet-Sektion av kommunistiska internationalen (Parti communiste suédois-Section de l'Internationale communiste)

Zeth Höglund	1921-1924
--------------	-----------

1924-1926, Sveriges kommunistiska partiet (Höglunds riktningen) (Parti communiste suédois-Tendance Höglund)

Zeth Höglund	1924-1926
--------------	-----------

1921-1943, Sveriges kommunistiska partiet-Sektion av kommunistiska internationalen (Kilboms riktningen) (Parti communiste suédois-Section de l'Internationale communiste-Tendance Kilbom). Sveriges socialistiska parti (Parti socialiste). Arbetarnas och jordfolkets förbund (Association travailliste et agricole)

Nils Flyg	1925-1943
-----------	-----------

1921, Sveriges kommunistiska partiet-Sektion av kommunistiska internationalen (Parti communiste suédois-Section de l'Internationale communiste). 1967, Vänsterpartiet Kommunisterna (Parti de gauche, les communistes). 1990, Vänsterpartiet (Parti de gauche)

Sven Linderot	1929-1951
Hilding Hagberg	1951-1964
C. H. Hermansson	1964-1975
Lars Werner	1975-1993
Gudrun Schyman	1993-2003
Ulla Hoffman	2003-

1.5 Partis confessionnels

1964, Kristen demokratisk samling (Rassemblement démocrate-chrétien). 1987, Kristdemokratiska samhällsparti (Parti social démocrate-chrétien) 1996, Kristdemokraterna (Chrétiens-démocrates)

Birger Ekstedt	1964-1972
Alf Svensson	1972-

1.6 Autres¹²⁷⁶

1981, Miljöpartiet - de gröna (Parti écologiste - les verts)

Rotation	1981-1984
Ragnhild Pohanka, Per Gahrton	1985-1986
Eva Goës, Birger Schlaug	1986-1988
Fiona Björling, Anders Nordin	1988-1990
Margareta Gisselberg, Jan Axelsson	1990-1991
Jan Axelsson	1991-1992
Marianne Samuelsson, Birger Schlaug	1992-1999
Lotta N. Hedström, Birger Schlaug	1999-2000
Lotta N Hedström, Matz Hammarström	2000-2002
Maria Wetterstrand och Peter Eriksson	2002-

1991-1994, Ny demokrati (Nouvelle démocratie)

Ian Wachtmeister	1991-1994
------------------	-----------

2. NORVEGE

2.1 Droite conservatrice

1884, Høyre (Droite)

Emil Stang	1884-1889
Christian H. Schweigaard	1889-1891
Emil Stang	1891-1893
Christian H. Schweigaard	1893-1896
Emil Stang	1896-1899
Francis Hagerup	1899-1902
Ole L. Skattebøl	1902-1905
Edmund Harbitz	1905-1907
Fredrik Stang	1907-1911
Jens Bratlie	1911-1919
Otto B. Halvorsen	1919-1923
Ivar Lykke	1923-1926
Carl Joachim Hambro	1926-1934

¹²⁷⁶ Nous nous limitons aux partis ayant accédé à la représentation parlementaire.

Johan H. Andresen	1934-1937
Ole Ludvig Bærøe	1937-1940
Arthur Nordlie	1945-1950
Carl Joachim Hambro	1950-1954
Alv Kjøs	1954-1962
Sjur Lindebrække	1962-1970
Kåre Willoch	1970-1974
Erling Norvik	1974-1980
Jo Benkow	1980-1984
Erling Norvik	1984-1986
Rolf Presthus	1986-1988
Kaci Kullmann Five	1988*
Jan P. Syse	1988-1991
Kaci Kullmann Five	1991-1994
Jan Petersen	1994-

* Kaci Kullmann Five assura l'intérim à la mort de Rolf Presthus, en 1988.

2.2 Partis agrariens

1920, *Bondepartiet* (Parti paysan). 1959, *Senterpartiet* (Parti du centre)

Kristoffer Høgset	1921-1927
Erik Enge	1927-1930
Jens Hundseid	1930-1938
Nils Trædal	1938-1948
Erik Frogner	1948-1955
Per Borten	1955-1967
John Austrheim	1967-1973
Dagfinn Vårvik	1973-1977
Gunnar Stålsett	1977-1979
Johan J. Jakobsen	1979-1991
Anne Enger Lahnstein	1991-

2.3 Libéralisme

1884, *Venstre* (Gauche)

Johan Sverdrup	1884-1889
Ole A. Qvam	1889-1893
Johannes Steen	1893-1894
Viggo Ullmann	1898-1900
L. Holst	1900-1903
Carl C. Berner	1903-1909
Gunnar Knudsen	1909-1927
Johan Mowinckel	1927-1940
Jacob Worm-Müller	1945-1952
Bent Røiseland	1952-1954
Gunnar Garbo	1964-1970

Helge Seip	1970-1972
Helge Rognlien	1972-1974
Eva Kolstad	1974-1976
Hans H. Rossbach	1976-1982
Odd Einar Dørum	1982-1986
Arne Fjørtoft	1986-1990
Håvard Alstadheim	1990-1992
Odd Einar Dørum	1992-1996
Lars Sponheim	1996-

2.4 Gauche social-démocrate et communiste

1887, *Den norske arbeiderpartiet* (Parti ouvrier norvégien)*

Anders Andersen	1887-1888
Hans G. Jensen	1888-1889
Christian Holtermann Knudsen	1889-1890
Carl Jeppesen	1890-1892
Ole Georg Gjøsteen	1892-1893
G. A. Olsen Berg	1893-1894
Carl Jeppesen	1894-1897
Ludvig Meyer	1897-1900
Christian Holtermann Knudsen	1900-1903
Christopher Hornsrud	1903-1906
Oscar Nissen	1906-1911
Christian Holtermann Knudsen	1911-1918
Kyrre Grepp	1918-1922
Emil Stang	1922-1923
Oscar Torp	1923-1945
Einar Gerhardsen	1945-1965
Trygve Bratteli	1965-1975
Reiulf Steen	1975-1981
Gro Harlem Brundtland	1981-1992
Thorbjørn Jagland	1992-2002
Jens Stoltenberg	2002-

* Le DNA se scinde en plusieurs organisations au début des années 1920 : NSA (*Norges sosialdemokratiske arbeiderparti*) en 1921, tendance modérée jusqu'à la réunification de 1927 ; NKP (*Norges kommunistiske parti*) en 1923, toujours en activité

1961-1975, *Sosialistisk folkeparti* (Parti socialiste du peuple)

Knut Løfsnes	1961-69
Torolv Solheim	1969-71
Finn Gustavsen	1971-75
Stein Ørnhøi	1975

1975, *Sosialistisk Venstreparti* (Parti socialiste de gauche)

Berit Ås	1975-76
----------	---------

Berge Furre 1976-83
 Theo Koritzinsky 1983-87
 Erik Solheim 1987-97
 Kristin Halvorsen 1997 -

2.5 Partis confessionnels

1933, *Kristelig Folkeparti* (Parti chrétien du peuple)

Nils Lavik	1938-1951
Erling Wikborg	1951-1955
Einar Hareide	1955-1967
Lars Korvald	1967-1975
Kåre Kristiansen	1975-1977
Lars Korvald	1977-1979
Kåre Kristiansen	1979-1983
Kjell Magne Bondevik	1983-1995
Valgerd Svarstad Haugland	1995-

2.6 Autres

1973, *Anders Langes Parti til sterk nedsettelse av skatter, avgifter og offentlige inngrep* (Parti d'Anders Lange en faveur de réductions fortes des impôts, cotisations et interventions publiques). 1977, *Fremskrittspartiet* (Parti du progrès)

Anders Lange	1973-1974
Eivind Eckbo	1974-1975
Arve Lønnum	1975-1978
Carl I. Hagen	1978-

Sources : K. Heidar, *Norske politiske fakta 1882-1982*, Oslo, Universitetsforlaget, 1983 ; J Melin, A. W. Johansson, S. Hedenborg, *Sveriges historia. En faktabok*, Stockholm, Prisma, 1999.

ANNEXE 4**Evolution des effectifs des partis sociaux-démocrates**

	SAP	DNA
1890	6 922	1 633
1895	10 250	6 000
1900	44 100	10 665
1906	101 929	19 100
1910	55 248	32 926
1915	85 937	62 952
1920	143 090	97 585
1925	167 823	40 874
1930	227 017	80 177
1935	346 786	122 007
1938	437 239	170 889
1945	563 981	191 045
1950	722 073	200 501
1955	770 140	174 080
1960	801 068	165 096
1965	873 024	150 262
1970	890 070	155 254
1975	1 032 219	137 954
1980	1 205 252	153 507
1985	1 203 785	174 143
1990	838 822	128 109
1991	229 095	
	(membres individuels)	
1995		72 557
		(membres individuels)
1998	162 578	-
2000	-	66 813
2001	152 118	-
2002	152 452	-

Sources : SAP, *Verksamhetsberrättelse*, 1975-1995 ; www.sap.se ; www.dna.no

ANNEXE 5**Les systèmes parlementaires nordiques aujourd'hui : fiche technique**

	Norvège	Suède
Système partisan		
Nombre de partis parlementaires	8	7
Nombre de partis à 5 % des sièges	6	6
Relations exécutif/parlement		
Type de soutien parlementaire (1980-2000)	minoritaire gouvernement de coalition	minoritaire gouvernement social-démocrate
Type de gouvernement (2003)	minoritaire (centre-droit)	minoritaire
Nombre de partis au gouvernement	3	1
Nombre de députés issus de ces partis	61/165	144/349
Pratique de la dissolution	non	non
Ministres députés	non	non
Système électoral		
Durée du mandat	4 ans	4 ans
Loi électorale	RP	RP
Allocation des sièges	Ste Lagüe (modifiée)	Ste Lagüe modifiée
Seuil	4 %	4 %
vote préférentiel	mineur	favorisé (1998)
Nomination des candidats	décentralisée (partis)	décentralisée (partis)
Organisation parlementaire		
Nombre de sièges	165	349
Nombre de chambres	1(2)	1
Rôle du Président de l'assemblée	neutre	neutre
Nombre de commissions permanentes	12	16
Pouvoir des commissions	important	important
Discipline des groupes partisans	importante	importante

Source : K. Heidar et al., "Five Most Similar Systems?", dans P. Essaiasson, K. Heidar (Ed.), *Beyond Westminster and Congress: The Nordic Experience*, Columbus, Ohio State University Press, 2000, p. 44-45.

ANNEXE 6**Résultats électoraux***Norvège : élections au Storting 1885-2003 (% des suffrages exprimés)*

Année	DNA	Bp/Sp	H ¹	V	NKP	SF/SV	KrF	Autres	Particip.	
1885			36,6	63,4					75,1	
1888			38,7	41,8				19,5 ²	70,4	
1891			49,2	50,8					73,7	
1894	0,3		49,3	50,4					90,2	
1897	0,6		46,7	52,7					85,3	
1900	5,2		40,8	54,0					55,9	
1903	12,1		44,9	43,0					55,5	
1906 ³	15,9		32,7	45,4				1,2	64,8	
1909 ³	21,5		41,4	30,7				2,8	64,5	
1912 ³	26,2		33,0	40,2				0,6	65,9	
1915 ³	32,0		28,7	33,3				1,8	61,8	
1918 ³	31,6	4,7	30,4	28,3				1,7	60,5	
1921	21,3	13,1	33,4	20,1				9,6	67,9	
1924	18,4	13,5	32,5	18,6	6,1			9,1	69,9	
1927	36,8	14,9	24,0	17,3	4,0			0,2	68,1	
1930	31,4	15,9	27,4	20,2	1,7				77,6	
1933	40,1	13,9	20,2	17,1	1,8		0,8	5,5	76,4	
1936	42,5	11,6	21,3	16,0	0,3		1,4	6,9	84,0	
1945	41,0	8,0	17,0	13,8	11,9		7,9	0,3	76,4	
1949	45,7	7,9	18,3	13,1	5,8		8,5	0,7	82,0	
1953	46,7	9,1	18,6	10,0	5,1		10,5		79,3	
1957	48,3	9,3	18,9	9,7	3,4		10,2	0,2	78,3	
1961	46,8	9,4	20,0	8,8	2,9	2,4	9,6	0,1	79,1	
1965	43,1	9,9	21,1	10,4	1,4	6,0	8,1		85,4	
1969	46,6	10,3	19,7	9,4	1,0	3,5	9,4	0,1	83,8	
1973	35,4	11,0	17,4	3,5	-	11,2	12,3	5,0	4,3	80,2
1977	42,2	8,6	24,8	3,2	0,4	4,2	12,4	1,9	2,3	82,9
1981	37,1	6,7	31,7	3,9	0,3	4,9	9,4	4,5	1,5	83,2
1985	40,7	6,6	30,4	3,1	0,2	5,5	8,3	3,7	1,5	84
1989	34,4	6,5	22,1	3,2	-	10,0	8,5	13,0	2,3	83
1993	36,9	16,7	17,0	3,6	-	7,9	7,9	6,3	3,7	76
1997	35,1	8,0	14,3	4,4	0,1	6,0	13,7	15,3	3,2	78
2001	24,4	5,6	21,2	3,9	0,1	12,4	12,4	14,7	5,4	75,5

¹ Les résultats de Høyre incluent les contributions des diverses scissions libérales entre 1891 et 1936² Ce pourcentage est dû à la percée de la Gauche modérée (*Moderate Venstre*)³ Scrutin majoritaire à deux tours.

DNA (*Det Norske Arbeiderparti* / Parti ouvrier norvégien) ; Bp / Sp (*Bondepartiet* / Parti agrarien - *Senterparti* / Parti du centre) ; H (*Høyre* / droite) ; V (*Venstre* / Parti de gauche, libéral) ; NKP (*Norges Kommunistiske Parti* / Parti communiste) ; SF /SV (*Socialistisk Folkeparti* / Parti socialiste du peuple - *Sosialistisk Venstreparti* / Parti de la gauche socialiste) ; KrF (*Kristelig Folkeparti* / Parti chrétien-populaire) ;

Sources : K. Heidar, *Norske politiske fakta 1882-1982*, Oslo, Universitetsforlaget, 1983 ; *Parties and Elections in Europe* (<http://www.parties-and-elections.de>) ; www.sscb.no

Suède : élections législatives (% des suffrages exprimés) Deuxième chambre (Andra kammaren) puis Riksdag unicaméral (1973)

Année	SAP	C ¹	M ²	Fp ³	Vp ⁴	Mp	Kd ⁶	Nyd	.Autres	Particip.
1911*	28,5		31,2	40,2					0,1	57,0
1914	30,1		37,7	32,2					0,0	69,9
1914	36,4	0,2	36,5	26,9					0,0	66,2
1917	31,1	8,5	24,7	27,6					8,1 ⁵	65,8
1920	29,7	14,2	27,9	21,8					6,4	55,3
1921	36,2	11,1	25,8	19,1	4,6				3,2	54,2
1924	41,4	10,8	26,1	16,9	5,1					53,0
1928	37,0	11,2	29,4	15,9	6,4				0,1	67,4
1932	41,7	14,1	23,5	11,7	5,3				6,0	68,6
1936	45,9	14,3	17,6	12,9	4,4				6,0	74,5
1940	53,8	12,0	18,0	12,0	3,5				0,7	70,3
1944	46,7	13,6	15,9	12,9	10,3				0,6	71,9
1948	46,1	12,4	12,3	22,7	6,3				0,1	82,7
1952	46,0	10,7	14,4	24,4	4,3				0,1	79,1
1956	44,6	9,5	17,1	23,8	5,0				0,1	79,8
1958	46,2	12,7	19,5	18,2	3,4					77,4
1960	47,8	13,6	16,6	17,5	4,5				0,1	85,9
1964	47,3	13,2	13,7	17,0	5,2		1,9		1,5	83,9
1968	50,1	15,7	12,9	14,3	3,0		1,5		2,6	89,3
1970	45,3	19,9	11,5	16,2	4,8		1,8		0,4	88,3
1973	43,6	25,1	14,3	9,4	5,3		1,8		0,5	90,8
1976	42,7	24,1	15,6	11,1	4,7		1,4		0,3	91,8
1979	43,2	18,1	20,3	10,6	5,6		1,4		0,8	90,7
1982	45,6	15,5	23,6	5,9	5,6	1,7	1,9		0,2	91,4
1985	44,7	12,4	21,3	12,4	5,4	1,5	1,3		1,8	89,9
1988	43,2	11,3	18,3	12,2	5,8	5,5	2,9		0,7	87,8
1991	37,7	8,5	21,9	9,1	4,5	3,4	7,1	6,7	1,0	86,7
1994	45,3	7,7	22,4	7,2	6,2	5,0	4,1	1,2	1,0	86,8
1998	36,4	5,1	22,9	4,7	12,0	4,5	11,8		2,7	84,4
2002	39,8	6,1	15,2	13,3	8,3	4,5	9,1		3,6	81,1

* Premières élections proportionnelles au suffrage universel masculin

¹ 1913-1935, *Landsbygspartiet/Bondeförbundet* (Centre des paysans) ; après 1957, *Centerpartiet* (Parti du centre)

² 1911-1938, *Allmänna valmansförbundet* (Association publique des électeurs) ; 1930-1968, *Högerpartiet* (Parti de la droite) ; après 1968, *Moderatasamlingspartiet* (Parti de rassemblement des modérés)

³ Avant 1935, *Frisinnade landsföreningen* (Association nationale libérale) et *Sverige liberala parti* (Parti libéral suédois) ; depuis 1934, *Folkpartiet* (Parti du peuple)

⁴ *Sveriges kommunistiska partiet* (Parti communiste suédois) ; 1967-1990 *Vänsterpartiet kommunisterna* (Parti de gauche, les communistes) ; depuis 1990, *Vänsterpartiet* (Parti de gauche).

⁵ L'essentiel des voix des "autres partis" est capté par le Parti de gauche social-démocrate (*Sveriges socialdemokratiska vänsterparti*, scission du SAP) entre 1917 et 1922 puis par le courant communiste de Karl Kilbom dans l'entre-deux guerres (*Sveriges kommunistiska partiet, kilbomsriktningen*)

⁶ 1964, *Kristen demokratisk samling* (Rassemblement démocrate-chrétien). 1987, *Kristdemokratiska samhällsparti* (Parti social démocrate-chrétien) 1996, *Kristdemokraterna* (Chrétiens-démocrates)

SAP (*Sveriges Socialdemokratiska Arbetarpartiet* / Parti social-démocrate ouvrier suédois) ; C (*Centerpartiet* : Parti du centre ; avant 1957 : Bp, *Bondepartiet* / *Parti agrarien*) ; M, (*Moderata Samlingsparti* / Parti de rassemblement des modérés) ; Fp (*Folkpartiet* / Parti libéral populaire) ; Mp (*Miljöpartiet de gröna* / Parti écologiste - les verts) ; Kd (*Kristdemokraterna* / Chrétiens-démocrates) ; Nyd (*Ny Demokrati* / Nouvelle démocratie)

Source : J. Melin, A. W. Johansson, S. Hedenborg, *Sveriges historia. En faktabok*, Stockholm, Prisma, 1999 ; *Parties and Elections in Europe* (<http://www.parties-and-elections.de>) ;

www.Riksdagen.se ; www.scb.se

ANNEXE 7**Liste des formations gouvernementales***Gouvernements suédois, 1858-2002*

Cabinet	Durée	Parti(s)
De Geer I	1858-1870	- (Ministre de la justice d'État / <i>Justitiestatsminister</i>)
Adlercreutz	1870-1874	- (Ministre de la justice d'État)
Carleson	1874-1875	- (Ministre de la justice d'État)
De Geer II	1875-1880	- (Ministre de la justice d'État puis Premier Ministre / <i>Statsminister</i>)
Posse	1880-1883	-
Thyselius	1883-1884	-
Themptander	1884-1888	-
Bildt	1888-1889	-
Åkerhielm	1889-1891	-
Boström I	1891-1900	-
Von Otter	1900-1902	-
Boström II	1902-1905	-
Ramstedt	1905 (13-4 / 2-8)	-
Lundeberg	1905 (2-8 / 7-11)	-
Staaf I	1905-1906	Libéral
Lindman I	1906-1911	Droite
Staaf II	1911-1914	Libéral
Hammar skjöld	1914-1917	sans étiquette
Swartz	1917 (30-3 / 27-10)	Droite
Edén	1917-1920	Libéral et social-démocrate
Branting I	1920 (10-3 / 27-10)	SAP
De Geer (le jeune) / Von Sydow	1920-1921	sans étiquette
Branting II	1921-1923	SAP
Trygger	1923-1924	Droite
Branting III / Sandler	1924-1926	SAP
Ekman I	1926-1928	coalition libérale
Lindman II	1928-1930	Droite
Ekman II / Hamrin	1930-1932	Libéral
Hansson I	1932-1936	SAP
Pehrsson i Bramstorp	1936 (19-6 / 28-9)	Agrarien (Bp)
Hansson II	1936-1939	Coalition rouge-verte SAP, Bp)
Hansson III	1939-1945	Union nationale
Hansson IV	1945-1946	SAP
Erlander I	1946-1948	SAP
Erlander II	1948-1951	SAP
Erlander III	1951-1952	Coalition rouge-verte SAP, Bp)
Erlander IV	1952-1956	SAP, Bp
Erlander V	1956-1957	SAP, Bp
Erlander VI	1957-1958	SAP
Erlander VII	1958-1960	SAP
Erlander VIII	1960-1964	SAP
Erlander IX	1964-1968	SAP
Erlander X	1968-1969	SAP
Palme I	1969-1970.	SAP
Palme II	1970-1973	SAP
Palme III	1973-1976	SAP

Fälldin I	1976-oct.1979	C,Fp,M
Ullsten	1978-1979	Fp
FälldinII	1979-1981	C,Fp,M
Fälldin III	1981-1982	C,Fp
Palme IV	1982-1985	SAP
Palme V	1985-1986	SAP
Carlsson I	1986-1988	SAP
Carlsson II	1988-1990	SAP
Carlsson III	1990-1991	SAP
Bildt	1991-1994	C, Fp, M, Kd
Carlsson IV	1994-1996	SAP
Persson I	1996-1998	SAP
Persson II	1998-2002	SAP
Persson III	2002	SAP

SAP (*Sveriges Socialdemokratiska Arbetarpartiet* / Parti social-démocrate ouvrier suédois) ; Fp (*Folkpartiet* / Parti libéral populaire) ; M, (*Moderata Samlingsparti* / Parti de rassemblement des modérés) : conservateurs/modérés ; C (Centerpartiet : Parti du centre ; avant 1957 : Bp, *Bondepartiet* / *Parti agrarien*) ; Kd (*Kristdemokraterna* / Chrétiens-démocrates).

Sources : T. Bergman, *Constitutional Rules and Party Goals in Coalition Formation: An Analysis of Winning Minority Governments in Sweden*, Avhandling (Thèse de doctorat), Umeå Universitet, 1995 ; J. Melin, A. W. Johansson, S. Hedenborg, *Sveriges historia. En faktabok*, Stockholm, Prisma, 1999.

Gouvernements norvégiens, 1873-2001

cabinet	durée	parti(s)
F. Stang*	1873-1880	-
Selmer	1880-1884	-
Schweigaard	1884 (3-4 / 26-6)	-
Sverdrup	1884-1889	Libéral (V)
E. Stang I	1889-1891	Droite (H)
Steen II	1891-1893	V
Stang II	1893-1895	H
Hagerup I	1895-1898	Coalition de droite
Steen II	1898-1902	V
Blehr I	1902-1903	V
Hagerup II	1903-1905	Coalition de droite
Michelsen	1905-1907	Coalition de rassemblement
Løvland	1907-1908	Coalition libérale
Knudsen I	1908-1910	V
Konow	1910-1912	Coalition libérale-conservatrice (FV, H)
Bratlie	1912-1913	FV, H
Knudsen II	1913-1920	V
Halvorsen I	1920-1921	FV, H
Blehr II	1921-1923	V
Halvorsen II	1923 (6-3 / 23-5)	FV, H
Berge	1923-1924	FV, H
Mowinckel I	1924-1926	V
Lykke	1926-1928	FV, H
Hornsrud	1928 (28-1 / 15-2)	DNA
Mowinckel II	1928-1931	V
Kolstad	1931-1932	Agrarien (Bp)
Hundseid	1932-1933	Agrarien (Bp)
Mowinckel III	1933-1935	V
Nygaardsvold	1935-1945	DNA (exil en 1940-1945)
Quisling	1940 (9 / 15-4)	Ministre auto-proclamé (Rassemblement national, NS)
Conseil provisoire (occupant)	1940 (15-4 / 25-9)	-
Administration allemande	1940-1942	-

Quisling	1942-1945	Ministre-Président nommé par l'occupant allemand
Gerhardsen I	1945 (25-6 / 5-11)	Union nationale
Gerhardsen II	1945-1949	DNA
Gerhardsen III	1949-1951	DNA
Torp I	1951-1953	DNA
Torp II	1953-1955	DNA
Gerharsen IV	1955-1957	DNA
Gerhardsen V	1957-1961	DNA
Gerhardsen VI	1961-1963	DNA
Lyng	28 août-21 sept. 1963	H, Sp, V, KrF
Gerhardsen VII	1963-1965	DNA
Borten I	1965-1969	SP, H, V, KrF
Borten II	1969-1971	SP, H, V, KrF
Bratteli I	1971-72	DNA
Korvald	1972-73	KrF, Sp, V
Bratteli II	1973-1976	DNA
Nordli I	1975-1977	DNA
Nordli II	1977-1981	DNA
Brundtland I	1981	DNA
Willoch I	1981-1983	H
Willoch II	1983-1985	H, KrF, Sp
Willoch III	1985-1986	H, KrF, Sp
Brundtland II	1986-1989	DNA
Syde	1989-1990	H, KrF, Sp
Brundtland III	1990-1993	DNA
Brundtlandt IV	1993-1996	DNA
Jagland	1996-1997	DNA
Bondevik I	1997-2000	KrF, Sp, V
Stoltenberg	2000-2001	DNA
Bondevik II	2001-	KrF, H, V

*De 1814 à 1905, il y a un Ministre-représentant à Stockholm ; à partir de 1873, on trouve également un Ministre à Oslo.

DNA (*Det Norske Arbeiderparti* / Parti ouvrier norvégien) ; H (*Høyre* / droite) ; KrF (*Kristelig Folkeparti* / Parti chrétien-populaire) ; Bp / Sp (*Bondepartiet* / Parti agrarien - *Senterparti* / Parti du centre) ; V (*Venstre* / Parti de gauche, libéral) ; FV (*Frisinnade Venstre* / Gauche libérale) ; NS (*Nasjonal Samling* / Rassemblement national)

Source : P. O. Borgen, *Norges statsministre*, Oslo, Ashehoug, 1999.

ANNEXE 8

Bibliographie générale classée

Le choix d'une présentation thématique de la bibliographie a des avantages et des inconvénients. Compte tenu de la part importante des sources en langue scandinave, ce type de classement thématique permet au moins de fournir quelques points de repères pour accéder plus facilement aux ressources de la bibliographie. Dans le cadre d'un tel travail, il convient aussi de donner quelques explications sur les sources ainsi que sur le modèle de référencement dans les notes de bas de page et en fin d'ouvrage.

Le lecteur ne trouvera pas ici de bibliographie à prétention exhaustive mais bien le recueil des sources, ouvrages et articles principaux qui ont contribué, directement ou indirectement, à la réflexion et à la rédaction. Toutefois, cette liste référence les contributions les plus importantes, notamment en langue scandinave, sur les thèmes de l'organisation et de l'institutionnalisation des partis politiques ainsi que sur le gouvernement de partis et les systèmes de parti dominant dans les régimes démocratiques. Au-delà, on aura également un certain nombre d'entrées concernant les partis sociaux-démocrates mais la littérature est si vaste dans ce champ qu'il fallait se limiter aux cas suédois et norvégien, aux dimensions plus spécifiquement partisans du phénomène et à quelques études essentielles sur la gauche politique en Europe ainsi que sur l'État-providence. En effet, les travaux concernant la social-démocratie sont très nombreux mais la plupart d'entre-eux concernent ce qu'on appellera le "régime social-démocrate", c'est-à-dire les dimensions de l'idéologie réformiste et de la politique économique et sociale. Les autres thèmes classés contiennent nécessairement moins de références d'ordre général et il s'agit d'études portant sur l'État, la démocratie et le système représentatif, les élites ainsi que des travaux abordant les questions théoriques ou méthodologiques plus générales comme celle du comparatisme.

Notre travail a reposé sur l'examen détaillé d'un grand nombre de documents produits par les partis eux-mêmes. L'essentiel de ce travail a été effectué aux archives et à la bibliothèque du mouvement ouvrier à Stockholm, où se trouvent la plupart des ressources

concernant le Parti social-démocrate suédois. Les protocoles (procès-verbaux) du Comité Directeur du SAP (*partistyrelsen*) et, dans une moindre mesure, ceux du Congrès (*partikongressen*) ont été un support essentiel de cette étude. En ce qui concerne le Comité Directeur, les vingt dernières années ne sont pas accessibles et nous avons consulté l'intégralité des séances de la fin des années 1950 à la fin des années 1970, ce qui représente déjà un volume considérable. Les citations et autres informations directement extraites de ces documents ne portent que la mention de la date de la séance et, le cas échéant, de l'orateur, mais sans indication de page ; compte tenu du volume de texte à analyser, il était très difficile de répertorier tous ces détails de façon systématique et la pagination n'était pas non plus toujours très fiable. Ces indications permettent néanmoins de retrouver facilement les passages cités. Ces protocoles sont une source communément analysée par les historiens du mouvement ouvrier suédois mais l'utilisation que nous en avons faite est relativement originale. Nous avons également consulté quelques documents des fonds du Parti modéré aux Archives nationales mais les protocoles de cette organisation ne présentent pas la même richesse discursive que ceux du SAP. Par ailleurs, on trouvera également un certain nombre de références aux rapports des Commissions publiques connues sous la dénomination de *Statens Offentliga Utredningar* (SOU) et qui constituent sans doute la meilleure illustration des modes de préparation de la décision publique en Suède (Il existe une réplique en Norvège : NOU). Cette documentation censée être un auxiliaire des politiques publiques et qui a généralement fonctionné comme une plate-forme du compromis interpartisan est également d'une grande richesse.

Finalement, on trouvera relativement peu de référence à des articles de presse ; il était dans notre intention d'en faire un usage plus important dans certains chapitres et nous avons rassemblé un grand nombre de coupures de presse extraites des quotidiens tels que *Svenska Dagbladet*, *Dagens Nyheter* et *Aftonbladet* ; malheureusement, tout ce travail a disparu entre Paris et New York, à la suite des attentats du 11 septembre 2001 et de la menace au bacille du charbon qui désorganisa considérablement l'acheminement du courrier. En considération des circonstances, il s'agit d'une perte bien minime.

Pour la littérature scandinave, la France a la chance de disposer d'un fond documentaire véritablement unique et très précieux : la bibliothèque nordique, qui dépend de la bibliothèque Ste Geneviève à Paris. Il n'est pas inutile de rappeler que ce fond est un des plus importants au monde en dehors des bibliothèques universitaires scandinaves et, à bien des égards, il rivalise avec les collections d'établissements américains très riches tel que

l'université Harvard. Si une grande partie de ce fond relève de la littérature de fiction, on y trouve aussi un grand nombre de références dans le champ des sciences sociales, à commencer par des thèses de doctorat qui sont généralement publiées et bien diffusées, des périodiques et des recueils de données très utiles. Cet établissement n'est pas suffisamment doté pour acquérir toutes les publications les plus récentes mais il n'en reste pas moins une ressource exceptionnelle et qui est à ce jour chroniquement sous-utilisé en dehors des domaines de prédilection des études scandinaves en France (Histoire médiévale, littérature et poésie, linguistique et philologie). Les autres bibliothèques qui ont été utilisées au cours de ce travail sont celles des institutions et universités suivantes : la Bibliothèque Royale de Stockholm et de l'Université de la même ville, l'Université d'Oslo, les Archives du Mouvement ouvrier de la même ville, l'Institut d'Études Politiques de Paris et la bibliothèque *Firestone* de l'Université de Princeton. Ces deux dernières ont été les centres les plus importants pour les sources documentaires générales en sciences humaines et sociales. L'université de Princeton nous a également permis d'accéder aux ressources d'un service de prêt interbibliothèques d'une grande diligence et très utile pour consulter des ouvrages du fond scandinave de la bibliothèque d'Harvard. Notons que les catalogues électroniques des ressources scandinaves sont aujourd'hui très complets et performants (Libris, Bibsys). Dans la mesure du possible, nous avons répertorié la maigre littérature pertinente en français sur ce sujet scandinave ainsi que les meilleures références en langue anglaise. Pour le reste du corpus, nous avons précisé la plupart des traductions existantes en français.

Une note sur l'ordre alphabétique de cette bibliographie. Les langues scandinaves comptent plusieurs voyelles supplémentaires et qui sont normalement placées en fin d'alphabet ; il s'agit des séries équivalentes å, ä, ö (suédois) et å, æ, ø (norvégien/*bokmål*). Pour que le lecteur français s'y retrouve, ces lettres seront considérées comme des a ou o standards et classés comme tels. Enfin, concernant le nombre de pages des ouvrages, seuls ceux dont la taille n'excède pas cent pages sont assortis d'une mention spécifique. Les paginations des articles apparaissent systématiquement.

Dans le cadre des notes de bas de page, les mentions *op. cit.* et *art. cit.* ont été utilisées par rapport à l'ensemble du texte et non à l'intérieur d'un même chapitre. Cela veut dire qu'un ouvrage ou article cité dans le chapitre un apparaîtra comme *op. cit.* ou *art. cit.* au sein du même chapitre et accompagnées de la date de publication à chaque première nouvelle mention dans un chapitre différent. La seule exception concerne les auteurs dont plusieurs travaux sont

cités et pour lesquels ces mentions seront toujours suivies de la date de publication. Par ailleurs, les quelques références d'un même auteur et publiées la même année seront suivies d'un chiffre (1, 2, x) pour les distinguer.

Plan de la bibliographie thématique

- 1. OUTILS : RECUEILS DE DONNEES ET DICTIONNAIRES**
- 2. DOCUMENTATION OFFICIELLE**
- 3. DOCUMENTS INTERNES : PARTIS ET SYNDICATS**
 - 3.1 Archives et bibliothèque du mouvement ouvrier, Stockholm**
 - 3.2 Archives nationales , Stockholm**
 - 3.3 Archives parlementaires, Stockholm**
- 4. ARTICLES DE PRESSE**
- 5. OUVRAGES PUBLIES ET THESES DE DOCTORATS**
 - 5.1 Théorie sociale et politique, épistémologie et comparatisme**
 - 5.2 Généralités historiques : économie, sociétés et traditions politiques**
 - 5.2.1 *Domaine non-scandinave*
 - 5.2.2 *Scandinavie*
 - 5.3 Institutions et organisation**
 - 5.4 État, bureaucratie et corporatisme**
 - 5.4.1 *Théorie et sociologie de l'État*
 - 5.4.1.1 Généralités hors Scandinavie
 - 5.4.1.2 État et pouvoir : domaine scandinave
 - 5.4.3. *Corporatisme et intermédiation*
 - 5.4.3.1 Généralités hors Scandinavie
 - 5.4.3.2 Corporatisme salarial et administratif : domaine scandinave
 - 5.4.4 *État-nation, peuple et nationalisme*
 - 5.5 Représentation et démocratie**
 - 5.5.1 *Théorie, philosophie et comparatisme*
 - 5.5.2 *Gouvernement représentatif et alternance : Scandinavie*
 - 5.5.3 *Elections et électeurs*
 - 5.5.4 *Elites et professionnalisation du personnel*
 - 5.5.4.1 Généralités hors Scandinavie
 - 5.5.4.2 Domaine scandinave
 - 5.6 Gauche politique, social-démocratie et politiques sociales**
 - 5.6.1 *Marxisme et héritages*
 - 5.6.2 *Socialisme : études de cas et comparaisons*
 - 5.6.3 *Social-démocratie*
 - 5.6.3.1 Généralités hors Scandinavie
 - 5.6.3.2 Social-démocratie : domaine scandinave
 - 5.6.3.2.1 Suède
 - 5.6.3.2.2 Norvège
 - 5.6.3.2.3 Comparaisons scandinaves
 - 5.6.4 *État-providence, politiques économiques et sociales*
 - 5.7 Organisations partisans et mouvements sociaux**
 - 5.7.1 *Généralités : théorie et philosophie des partis*
 - 5.7.2 *Action collective et mouvements sociaux*
 - 5.7.2.1 Généralités et études de cas hors Scandinavie
 - 5.7.2.2 Mouvements sociaux : domaine scandinave
 - 5.7.3 *Organisation et institutionnalisation*
 - 5.7.3.1 Généralités et études de cas hors Scandinavie
 - 5.7.3.2 Organisation et idéologies : domaine scandinave (hors social-démocratie)
 - 5.7.4 *Systèmes partisans*
 - 5.7.4.1 Généralités et études de cas hors Scandinavie
 - 5.7.4.2 Système de partis et financement politique : domaine scandinave
 - 5.7.5 *Autres études de cas et comparaisons (hors Scandinavie)*
 - 5.8 Relations partis-État et gouvernement de partis**

- 5.8.1 *Généralités et études de cas hors Scandinavie*
- 5.8.2 *État et partis, hégémonie : domaine scandinave*
- 5.9 Partis et syndicats**
- 5.10 Critique sociale de l'hégémonie**
- 5.11 Mémoires, témoignages et biographies**

1. OUTILS : RECUEILS DE DONNEES ET DICTIONNAIRES

Adam Carr's elections archives (<http://psephos.adam-carr.net>).

Ashehoug og Gyldendals store norske leksikon, Oslo, Kunnskapforlaget, 1998.

ASKER Björn, Anders NORBERG, *Enkammarriksdagen 1971-1993-94. Ledamöter och valkretsar*, vol. 1-2, Stockholm, Sveriges Riksdag, 1996.

BORGEN Per Otto, *Norges statsministre*, Oslo, Ashehoug, 1999.

Folkrörelse & föreningsguiden, Stockholm, Utbildningsförlaget brevsskolan, 1999.

Fransk blå ordbok, fransk-norsk, norsk-fransk, Oslo, Kunnskapsforlaget, 3^{ème} éd. 1999.

HARLVARSON Arne, Kjell LUNDMARK, Ulf STABERG, *Sveriges statsskick*, 11^{ème} éd., Stockholm, Almqvist & Wicksell, 1995.

HEIDAR Knut, *Norske politiske fakta 1882-1982*, Oslo, Universitetsforlaget, 1983.

Hvem hva hvor, Oslo, Schibsted, 2002.

MELIN Jan, Alf W. JOHANSSON, Susanna HEDENBORG, *Sveriges historia. En faktabok*, Stockholm, Prisma, 1999.

Nordstedts Franska ordbok, Stockholm, Nordstedts, éd. Etudiant, 1996.

Parties and Elections in Europe (<http://www.parties-and-elections.de>).

SAHLBERG, Gardar, *Berömda svenskar från tolv sekler*, Stockholm, Bonnier Alba, 1992.

Svensk biografisk lexikon, 31 volumes, Stockholm, Nordstedt, 1918-2002.

Svenska män och kvinnor, 8 volumes, Stockholm, Bonniers Förlag, 1942-1955.

Vem är det, Svensk biografisk handbok, Stockholm, Nordstedt 1960-2002 (annuel).

2. DOCUMENTATION OFFICIELLE

DEMOKRATIUTREDNINGEN, *Demokratins trotjänare. Lokalt partiarbete förr och nu*, Forskarvolym X, Stockholm, Statens Offentliga Utredningar (SOU : 130), 1999.

FINANSDEPARTEMENTET, *Det offentliga stödet till partierna - Inriktning och omfattning. Rapport till expertgruppen för studier i offentlig ekonomi*, Stockholm, Departementserien : 31, 1994.

FÖRFATTNINGSUTREDNINGEN, *Lagförslag. Förslagets huvudlinjer, vol. VI, del 1*, Stockholm, Statens Offentliga Utredningar (SOU : 16), 1963.

FÖRVALTNINGSUTREDNINGEN, *Politisk styrning - Administrativ självständighet*, Stockholm, (SOU : 39), 1983.

GIDLUND Gullan, Tommy MÖLLER, *Demokratins trotjänare. Lokalt partiarbete förr och nu*, Demokratiutredningens forskarvolym X, Stockholm, (SOU : 130), 1999.

MAKTUTREDNINGEN, *Slutrapport*, Oslo, Universitetsforlaget, (NOU : 3), 1982.

MAKTUTREDNINGEN, *Demokrati och makt i Sverige : Maktutredningens huvudrapport*, Stockholm, Allmänna Förlaget (SOU : 44), 1990.

PARTISTÖDSUTREDNING, *Offentligt stöd till de politiska partierna*, Stockholm, (SOU : 62), 1972.

MYRDAL Gunnar, Uno ÅHREN, *Undersökning rörande behovet av en utvidgning av bostadsstatistiken jämte vissa därmed förbundna bostadspolitiska frågor*, Stockholm, (SOU : 14), 1933.

Statistisk Årsbok För Sverige, Stockholm, Statistiska Centralbyrån, 1960, 1980 et 1994.

Sveriges Grundlagar, Stockholm, Sveriges Riksdag, 1999.

VERKSLEDNINGSKOMMITTEN, *Regeringen, myndigheterna och myndigheternas ledning*, Stockholm, (SOU : 40), 1985.

3. DOCUMENTS INTERNES : PARTIS ET SYNDICATS

3.1 Archives et bibliothèque du mouvement ouvrier (*Arbetarrörelsens arkiv og bibliotek*), Stockholm

LANDSORGANISATIONEN, *Rapport annuel d'activité (verksamhetsberättelse)*, 1975-1995.

SOCIALDEMOKRATISKA ARBETAREPARTI (SAP) :

Documents se rapportant aux Congrès :

- *Protocoles du Congrès (Partikongressen)* 1952, 1956, 1960, 1964, 1967, 1968.

- *Organisationsfrågans historia. Utredning företagen på initiativet av 1911 års partikongress*, Stockholm, AB tryckeri, 1913.

- *Förhandlingarna vid Sverges socialdemokratiska arbetarepartis åttonde ordinarie kongress (Congrès de 1911)*, Stockholm, Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek.

- *Protocole du 10ème congrès*, 1917.

- "Socialdemokratiens regeringsproblem", p. 98-126 dans *Protocole du Congrès de 1928*.

Documents se rapportant aux instances dirigeantes :

- *Protocoles du Comité Directeur (Partistyrelsen)* 1956-1978.

- *Uttalande antaget av socialdemokratiska partistyrelsen* 1-10-1966.

- *Annexes au Protocole du Comité Directeur (bilagor) : Konfidentiellt : skiss till proportionellt valsystém med spärr mot småpartier*, 3 novembre 1966.

- *Protocole du Comité Exécutif (Verkställande utskott)* 1956-1962.

- *Rapport annuel d'activité (verksamhetsberättelse)* 1960-1994.

Autres :

Socialdemokratins program 1997 till 1990, Stockholm, Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek, 2001.

3.2 Archives nationales (Riksarkivet), Stockholm

MODERATA SAMLINGSPARTIET (Moderata Samlingspartiets deposition) :

- *Protocoles du Comité Directeur (Partistyrelsen)*, 1969-1970, 1981, 1982.

- *Protocole du Congrès de 1958, Annexe 1 (Högerpartiets riksstämman 1958, bilaga 1)*, Motion angående inrättandet av ett näringsråd inom högerpartiet.

- *Kvalitativ undersökning -politiska attityder- utförd för högerpartiet våren 1961*, IMP, Institut för marknadspsykologi AB, Konfidentiellt, stencil (88 p.), MSP deposition, HP Arkiv F III : 5.

- *Rapport annuel d'activité (verksamhetsberättelse)*, 1972-1974.

3.3 Archives parlementaires (Riksdagsarkiv och bibliotek), Stockholm

Protocole du groupe parlementaire social-démocrate (Riksdagsgruppens protokoll), 1976-1979.

4. ARTICLES DE PRESSE

ALSELIND Magnus, "Det svarta guldets delat Norge", *Expressen*, 1-9-2001.

Cadres CFDT, n° 369, octobre 1995, p.27-39.

"Det stora partiet drar i gång", *Dagens Nyheter*, 28-08-2002.

FELDT, Kjell-Olof, "Gynnar partiets lotteri ?", *Dagens Nyheter*, 13-12-2001.

GILJAM Mikael, "Falska löften om större inflytande", *Dagens Nyheter*, 24-01-2002.

"Kvinnornas hedersgutt styr Norge", *Dagens Nyheter*, 21-5-2000.

NARUM Håvard, "Tilbakeskrittspartiet", *Aftenposten*, 23-01-01 (www.aftenposten.no).

"Nu går vi skilda vägar inför valet", *Dagens Nyheter*, 20-12-2001.

"Persson hotar med nyval", *Dagens Nyheter*, 01-10-2002.

PETERSSON Olof, "Vitalisera Riksdagen med nya senat", *Dagens Nyheter*, 8-05-01.

PETERSSON Olof, "Vi behöver en helt ny grundlag", *Dagens Nyheter* 9-05-2001.

PETERSSON Olof, "Valsystemet Knakar i fogarna", *Dagens Nyheter*, 16-12-2001.

"Persson och enpersonspartier" *Dagens Nyheter*, 27-08-2002.

"Persson hotar med nyval", *Dagens Nyheter*, 1-10-2002.

ROJAS Mauricio, "Partilösa räddningen för partierna", *Dagens Nyheter*, 5-06-2001.

ROSANVALLON Pierre, "Le projet social-démocrate est définitivement achevé", *Le Monde*, 26-05-2002.

"Välfärd viktigare än skattesänkningar", *Dagens Nyheter*, 1-10-2002 (www.dn.se).

VERNET Daniel, "Social démocratie en crise", *Le Monde*, 26-05-2002.

5. OUVRAGES PUBLIES ET THESES DE DOCTORATS

5.1 Théorie sociale et politique, épistémologie et comparatisme

BARRY Brian, "Do Neighbors Make Good Fences ? Political Theory and the Territorial Imperative", *Political Theory*, vol. 9, n° 3, 1981, 293-301.

BERGER Peter L., Thomas LUCKMANN, *La construction sociale de la réalité*, Tr. fr., Paris, Colin, 1996 (1^{ère} éd fr. Klincksieck 1986).

BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994.

CHERKAOUI Mohammed, "Le réel et ses niveaux. Peut-on toujours fonder la macrologie sur la micrologie?", *Revue Française de Sociologie*, n° 38, 1997, p. 497-524.

DAVIDSON James F., "Political Science and Political Fiction", *American Political Science Review*, vol. 55, n° 4, 1961, p. 851-860.

EASTON David, *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1965.

EASTON David, "The system besieged by the state", *Political theory*, vol. 9, n° 3, 1981, p. 303-325.

GEORGE Alexander L., Timothy J. McKEOWN, "Case Studies and Theories of Organizational Decision Making", *Advances in Information Processing in Organizations*, n° 2, p. 21-58.

GLASER Barney et Anselm J. STRAUSS, *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1967.

HECKSCHER Gunnar, *The Study of Comparative Government and Politics*, London, Allen & Unwin, 1957.

KING Gary, Robert O. KEOHANE, Sydney VERBA, *Designing Social Inquiry. Scientific Inference in Qualitative Research*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

KOHLI Atul, Peter EVANS et al. "The Role of Theories in Comparative Politics: A Symposium", *World Politics*, vol. 48, n° 1, 1995, p. 1-49.

LIJPHART Arend, "Comparative Politics and The Comparative Method", *American Political Science Review*, vol. 65, n° 3, 1971, p. 682-693.

MERTON Robert K., *Social Theory and Social Structure*, Glencoe, Free Press, 1957.

PERRY Charner, "The Semantics of Political Science", *American Political Science Review*, vol. 44, n° 2, 1950, p.394-406.

RAGIN Charles C., *The Comparative Method. Moving Beyond Qualitative and Quantitative Strategies*, Berkeley, University of California Press, 1987.

SARTORI, "Concept misformation in Comparative Politics", *American Political Science Review*, vol. 64, n° 4, 1970, p. 1033-1053.

SIMON Herbert A. et al., "The Semantics of Political Science: Discussion", *American Political Science Review*, vol. 44, n° 2, 1950, p. 407-425.

5.2 Généralités historiques : économie, sociétés et traditions politiques

5.2.1 *Domaine non-scandinave*

ALLUM Percy, *State and Society in Western Europe*, Cambridge, Polity Press, 1995.

BEER Samuel H., *British Politics in the Collectivist Age*, New York, Alfred A. Knopf, 1965.

BERMAN Sheri, "Civil Society and the Collapse of the Weimar Republic", *World Politics*, vol. 49, April 1997, p. 401-429.

DAHRENDORF Ralf, *Society and Democracy in Germany*, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

FOLEY Michael W., Bob EDWARDS, "The Paradox of Civil Society", *Journal of Democracy*, vol. 7, n° 3, 1996, p. 38-52.

FURET François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1985 (1978).

HARTZ Louis, *The Liberal Tradition in America: An Interpretation of American Political Thought Since the Revolution*, New York, Harcourt, Brace & World, 1955.

HERMET Guy, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2001.

KING Desmond, "The Segregated State? Black Americans and the Federal Government", *Democratization*, n° 3, 1996, p. 65-92.

KING Desmond, *In the Name of Liberalism. Illiberal Social Policy in the USA and Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

MOORE Michael, *Stupid White Men and Other Sorry Excuses for the State of the Nation*, New York, Regan Books, 2001.

POLANYI Karl, *La grande transformation*, Tr. fr., Paris, Gallimard, 1983 (1944).

PUTNAM Robert D., *Bowling alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000.

SHILS Edward A., *The Torment of Secrecy: The Background and Consequences of American Security Policies*, London, Heinemann, 1956.

STERNHEEL Zeev, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Complexe, 2000 (1983).

STERNHELL Zeev, Mario Sznajder et Maia Asheri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989.

WEBER Max, *Economie et société*, Tr. fr., Paris, Plon/Agora, 1995 (1922).

5.2.2 *Scandinavie*

AHLMARK Per, *Det öppna såret : om massmord och medlöperi*, Stockholm, Timbro, 1997.

ARTER David, *Scandinavian Politics Today*, Manchester, Manchester University Press, 1999.

- BATTAIL Jean-François, Régis BOYER, Vincent FOURNIER, *Les sociétés scandinaves de la Réforme à nos jours*, Paris, PUF, 1992.
- BERGH Trond, "Norsk økonomisk politikk", p. 13-97 dans Trond BERGH, Helge Ø. PHARO (Ed.), *Vekst og Velstand. Norsk politisk historie 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989.
- BERGH Trond, Helge Ø. PHARO., (Ed.), *Vekst og Velstand. Norsk politisk historie 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989.
- BROX Ottar, Marianne GULLESTAD, *På norsk grunn*, Oslo, Ad Notam, 1989.
- DAUN Åke, *Strategi för gemenskap : essäer om boendets och samvarons villkor*, Stockholm, Tiden, 1976.
- DAUN Åke, *Egennytta och det sociala medlemskapet*, Stockholm, Tiden, 1982.
- DAUN Åke, *Svensk mentalitet : ett jämförande perspektiv*, Stockholm, Rabén & Sjögren, 1989.
- ECKSTEIN Harry, *Division and Cohesion in a Democracy. A study of Norway*, Princeton, Princeton University Press, 1966.
- ELDER Neil, Alastair H. THOMAS, David ARTER, *The Consensual Democracies. The Government and Politics of the Scandinavian States*, Oxford, Martin Robertson, 1982.
- FURRE Berge, *Norsk Historie 1905-1940*, Oslo, Det Norske Samlaget, 1970.
- GRØNLIE Tore, "Norsk industripolitikk 1945-65", p. 99-166 dans Trond BERGH, Helge Ø PHARO (Ed.), *Vekst og Velstand. Norsk politisk historie 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989.
- HADENIUS Stig, *La politique de la Suède au XXe siècle*, Uddevalla, Institut suédois, 1989.
- HADENIUS Stig et al., *Sverige efter 1900. En modern politisk historia*, Stockholm, Bonniers, 1991.
- HADENIUS Stig, *Swedish Politics During the 20th Century*, Trelleborg : Svenska Institutet, 1997.
- HECKSCHER Gunnar, *La constitution suédoise 1809-1959*, Stockholm, Institut suédois, 1962 (20 p.).
- HOLMBERG Erik, Nils STJERNQUIST, *The Constitution of Sweden. An Introduction*, Stockholm, The Swedish Riksdag, 1996 (59 p.).
- INGEBRITSEN Christine, "Pulling in Different Directions : The Europeanization of Scandinavian Political Economies", p. 167-195 dans Peter J. KATZENSTEIN (Ed.), *Tamed Power. Germany in Europe*, Ithaca : Cornell University Press, 1997.
- JONUNG Lars (Ed.), *The Stockholm School of Economics Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- KLINGMAN David, *Social Change, Political Change, and Public Policy: Norway and Sweden, 1875-1965*, London, SAGE, 1976 (54 p.)
- LARSSON Torbjörn, *Det Svenska Statskicket*, Lund Studentlitteratur, 1994.
- LEWIN Leif, *Ideology and Strategy. A Century of Swedish Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 (1985).
- LINDSTRÖM Ulf, *Fascism in Scandinavia 1920-1940*, Stockholm, Almqvist & Wicksell, 1985.
- LUNDESTAD Geir, "Hovedtendenser i norsk politik 1945-1965", p. 455-520 dans Trond BERGH, Helge Ø. PHARO (Ed.), *Vekst og Velstand. Norsk politisk historie 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989.
- MOUSSON-LESTANG Jean-Pierre, *Histoire de la Suède*, Paris, Hatier, 1995.

ØSTERUD Øyvind, *Agrarian Structure and Peasant Politics in Scandinavia: A Comparative Study of Rural Response to Economic Change*, Oslo, Universitetsforlaget, 1978.

PRYSER Tore, *Norsk historie 1800-1870 : frå standssamfunn mot klassesamfunn*, Oslo, Det Norske Samlaget, 1985.

RASMUSSEN Erik, *Danmarks historie 1913-1939, vol. 13*, Köpenhamn, Politikens Förlag, 1971.

STURLUSON Snorri, *Histoire des rois de Norvège*, Tr. fr. F. X. Dillmann, Paris, Gallimard, 2000.

TRÄGÅRDH Lars, "I strid med de tio budorden", p. 35-38 dans Peter ANTMAN (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993 (2).

TRÄGÅRDH Lars, "Svenskhet och civilitet : om dygd, kärlek och oberoende i svensk politisk kultur", p. 11-34 dans Lars TRÄGÅRDH, Peter. ARONSSON (Ed.), *Civilt samhälle kontra offentlig sektor*, Stockholm, SNS, 1995.

VIGNAUX Emmanuelle, "Nynorsk et Bokmål : aux origines du bilinguisme en Norvège", *Raisons politiques*, n° 2, mai 2001, p. 175-194.

5.3 Institutions et organisation

ABELES Marc, "Pour une anthropologie des institutions", *L'Homme*, n° 135, 1995, p. 65-85

BOUDON Raymond, François BOURRICAUD, "institutions", dans Raymond BOUDON, François BOURRICAUD, *Dictionnaire Critique de la Sociologie*, Paris, PUF, 2000, p. 327-334.

BRUNSSON Nils, *The Organization of Hypocrisy: Talk, Decisions and Actions in Organizations*, Tr. angl., Malmö, Liber ekonomi, 2002 (1989).

CASTORIADIS Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris Seuil, 1999 (1975).

CHEVALLIER Jacques (Dir.), *L'institution*, Paris, PUF, 1981.

CHEVALLIER Jacques, "L'analyse institutionnelle", p. 3-61 dans Jacques CHEVALLIER (Dir.), *L'institution*, Paris, PUF, 1981.

COHEN Michael D., James G. MARCH, Johan P. OLSEN, "A Garbage Can Model of Organizational Choice", *Administrative Science Quarterly*, n° 1, 1972.

CROZIER Michel, Erhard FRIEDBERG, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1981(1977).

DOUGLAS Mary T., *How Institutions Think*, Syracuse, Syracuse University Press, 1986, Tr. fr. : *Ainsi pensent les institutions*, Usher, 1989.

EGEBERG Morten (Ed.), *Institusjonspolitikk og forvaltningsutvikling. Bidrag til en anvendt statsvitenskap*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989.

GIDDENS Anthony, *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge, Polity Press, 1999 (1984).

GRANOVETTER Marc, "The strength of weak ties", *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, 1973, p. 1360-1380.

LAZZERI Christian (Dir.), *La production des institutions*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2002.

- MARCH James G, *A primer on decision-making: How Decisions Happen*, New York, Free Press, 1994.
- MARCH James G., Johan P. OLSEN, *Rediscovering Institutions: The Organizational Basis of Politics*, New York, The Free Press, 1989.
- MARCH James G., Johan P. OLSEN, "Institutional Perspective on Political Institutions", *Governance*, vol. 9, n° 3, 1996, p. 247-264.
- MORGAN Gareth, *Images de l'organisation*, Tr. fr., Paris, De Boeck Université, 1999.
- OLSEN Johan P. (Ed), *Politisk organisering. Organisasjonsteoretiske synspunkt på folkestyre og politisk ulikhet*, Bergen, Universitetsforlaget, 1978.
- OLSON Mancur, *The Logic of Collective Action. Public Goods and the Theory of Games*, Cambridge, Harvard University press, 1965.
- PEDERSEN Ove K., "Nine Questions to a Neo-Institutional theory in Political Science", *Scandinavian Political Studies*, vol. 14, n° 2, 1991, p. 125-148.
- PIERSON Paul, "Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics", *American Political Science Review*, vol. 94, n° 2, June 2000, p. 251-267.
- POLSBY Nelson, "The Institutionalization of the U.S. House of Representatives", *American Political Science Review*, vol. 62, n° 1, 1968, p. 144-168.
- POWELL Walter J., Paul DI MAGGIO, *The New Institutionalism in Organizational Analysis*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.
- RENARD Georges, *L'institution. Fondement d'une rénovation de l'ordre social*, Paris, Flammarion, 1933.
- ROBBINS Robert S., *Political Institutionalization and the Integration of Elites*, Beverly Hills, SAGE, 1976.
- SCHMITT Carl, *Théorie de la constitution*, Tr. fr., Paris, PUF, 1993 (1928).
- SELZNICK P., *TVA and the Grassroots: A Study in the Sociology of Formal Organization*, Berkeley, University of California Press, 1949.
- SIMON Herbert A, James G. MARCH, *Organizations*, New York, Wiley, 1958.
- SJÖBLOM Gunnar, "Some critical remarks on March and Olsen's Rediscovering Institutions", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 5, n° 3, 1993, p. 397-407.
- THELEN Kathleen, Sven STEINMO, Frank LONGSTRETH, *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

5.4 État, bureaucratie et corporatisme

5.4.1 Théorie et sociologie de l'État

5.4.1.1 Généralités hors Scandinavie

BAYART Jean-François, "L'historicité de l'État importé", *Cahiers du CERI*, n° 15, 1996, p. 3-49.

BIRNBAUM Pierre, "L'action de l'État. Différenciation et dédifférenciation", p 643-682 dans Jean LECA, Madeleine GRAWITZ (Dir.), *Traité de science politique, vol. 3 : L'action de l'État*, Paris, PUF, 1985.

CASSIRER Ernst, *The Myth of the State*, New Haven, Yale University Press, 1974 (1946), Tr. fr. : *Le mythe de l'État*, Paris Gallimard, 1993.

CLASTRES Pierre, *La Société contre l'état*, Paris, Minuit, 1974.

DYSON Kenneth, *The State Tradition in Western Europe. A Study of an Idea and Institution*, Oxford, Martin Robertson, 1980.

ERTMAN Thomas, *Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Medieval and Early modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

EVANS Peter, Dietrich RUESCHEMEYER, Theda SKOCPOL (Ed.), *Bringing the State Back in*. Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

FINER Samuel E., *The History of Government from the Earliest Times, vol. 3 : Empires, Monarchies and the Modern State*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

HUNTINGTON Samuel P., *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968.

LEFEBVRE Henri, *De l'État, vol. 2 : Théorie marxiste de l'État de Hegel à Mao*, Paris, UGE, 1976.

LEGENDRE Pierre, *Jouir du pouvoir. Traité de la bureaucratie patriote*, Paris, Seuil, 1976.

MARX Karl, *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Messidor, 1984.

MITCHELL Timothy, "The Limits of the State: Beyond Statist Approaches and their Critics", *American Political Science Review*, vol. 85, n°1, 1991, p. 77-96.

NORDLINGER Eric A., *On the Autonomy of the Democratic State*, Cambridge, Harvard University Press, 1981.

O'CONNOR James R., *The Fiscal Crisis of the State*, New York, St Martin's Press, 1973.

PRESSMAN Jeffrey L., Aaron WILDAVSKY, *Implementation*, Berkeley, University of California Press, 1973.

SCHMITT Carl, *État, mouvement, peuple. L'organisation triadique de l'unité politique*, Paris Kimé, 1997 (2^{ème} éd. 1933).

SCOTT James C., *Seeing like a state. How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998.

5.4.1.2 État et pouvoir : domaine scandinave

AHLBÄCK Shirin, *Att kontrollera staten. Den statliga revisionens roll i den parlamentariska demokratin*, Uppsala, Acta universitatis (Thèse de Doctorat), 1999.

ÅMARK Klas, "Styrsystem och maktresurser", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 51-52, 1992 (1), p. 62-91.

DAHLKVIST Mats, Urban STRANDBERG, "Kommunal självstyrelse som maktspidningsprojekt". Den svenska statstraditionen och den lokal politiska styrelsen", p. 257-318 dans DEMOKRATIUTREDNIGEN, *Maktledning*, Stockholm, SOU : 76, 1999.

GRAN Thorvald, *The state in the Modernization Process: The Case of Norway 1850-1970*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1994.

GRØNLIE Tore (Ed.), *Forvaltning for politik. Norsk forvaltningspolitikk etter 1945*, Bergen, Fagbokforlaget, 1999.

- GRØNLIE Tore, "Forvaltningens politisering. Politikk og utvikling 1945-1980, p. 41-66 dans Tore GRØNLIE (Ed.), *Forvaltning for politik. Norsk forvaltningspolitikk etter 1945*, Bergen, Fagbokforlaget, 1999.
- HAALAND Torstein, *Statssyn - om etterkrigsstatens etos*, Bergen, LOs senter notat 9941, 1999 (41 p.).
- KJELLEN Rudolf, *Politiska handböcker, vol. IV, Sverige*, Stockholm, Hugo Gebers Förlag, 1917.
- KNUDSEN Tim, Bo ROTHSTEIN, "State-building in Scandinavia", *Comparative Politics*, vol. 26, n° 2, 1994, p. 203-220.
- LAGERROTH Fredrik, "Sverige och Eidsvollsförfattningen", *Skrifter utgivna av vetenskapsocieten i Lund*, n° 68, Lund, Gleerup, 1973 (98 p).
- NYMAN Olle, *Ny Författning*, Stockholm, Aldus, 1969.
- NYSTRÖM Per, "Historieskrivningens dilemma", *Arkivet för folkets historia*, stencilserie 2, 1972, p. 1-27.
- OLSEN Johan P., *Organized Democracy: Political Institutions in a Welfare State - The Case of Norway*, Bergen, Universitets Forlaget, 1983.
- ØSTERUD Øyvind et al., *Mot en ny maktutredning*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1999.
- PETERSSON Olof, *Maktens nätverk*, Stockholm, Carlssons, 1989.
- PETERSSON Olof, *Statsbyggnad*, Stockholm, SNS Forlag, 1998.
- PETERSSON Olof, Donald SÖDERLIND, *Förvaltningspolitik*, Stockholm, Publica, 1993.
- PIERRE Jon, "Dépolitisée, repolitisée ou simplement politique ? La bureaucratie suédoise", *Revue française d'administration publique*, n° 96, avril-juin 1998, p. 301-309.
- PREMFORS Rune, "The Swedish Model and Public Sector Reform", *West European Politics*, vol. 14, n° 3, 1991, p. 83-95.
- PREMFORS Rune, "Reshaping the Democratic State: Swedish Experiences in a Comparative Perspective", *Public Administration*, vol. 76, Spring 1998, p. 141-159.
- SYDOW Björn Von, *Vägen till andrakammarriksdagen : demokratisk författningspolitik i Sverige, 1944-1968*, Stockholm, Tiden, 1989.
- SYDOW Björn Von, Gunnar Wallin, Björn Wittrock (Ed.), *Politikens väsen. Idéer och institutioner i den moderna staten*, Stockholm, Tidens Förlag, 1993.
- TRANØY Bent Sofus, Øyvind ØSTERUD (Ed.), *Den fragmenterte staten. Reform, makt og styring*, Oslo, Gyldendal Norsk Forlag AS, 2001.
- UDDHAMMAR Emil, *Partierna och den stora staten*, Stockholm, City University Press, 1993.
- WOCKELBERG Helena, *Departementsreformer som politisk strategi. Om regeringskansliets organisatoriska indelning*, Uppsala, Uppsala Universitet, 2000.
- 5.4.3. *Corporatisme et intermédiation*
- 5.4.3.1 Généralités hors Scandinavie
- CAWSON Alan, *Corporatism and Political Theory*, Oxford, Blackwell, 1986.

HEISLER Martin O., Robert B. KVAVIK, "Patterns of European Politics: The 'European polity' model", p. 27-89 dans Martin O. HEISLER (Ed.), *Politics in Europe. Structures and Processes in Some Postindustrial Democracies*, New York, David McKay, 1973.

KAPLAN Steven L., *La fin des corporations*, Paris, Fayard, 2001.

LEHMBRUCH Gerhard, Philip C. SCHMITTER, *Patterns of Neocorporatist Policy-Making*, London, SAGE, 1982.

ROKKAN Stein, "Towards a General Concept of Verzuiling: A Preliminary Note", *Political Studies*, vol. 25, n° 4, 1977, p. 564-570.

SCHMITTER Philip, "Still the Century of Corporatism", *The Review of Politics*, 36, 1974.

SCHMITTER Philip, Gerhard LEHMBRUCH, *Trends Toward Corporatist Intermediation*, London, SAGE, 1979.

5.4.3.2 Corporatisme salarial et administratif : domaine scandinave

ABRAHAMSSON Kenneth, Dick RAMSTRÖM (Ed.), *Vägen till planrike. Om stat, sektor och sammanhang*, Lund Studentlitteratur, 1983.

ÅHRNE Göran, Wallace CLEMENT, "A New Regime ? Class Representation Within the Swedish State", *Economic and Industrial Democracy*, vol. 13, 1992, p. 455-479.

ANDREN Nils, "Organisationsväsendet under omvärdering eller epitafium över en döende samhällsmodell", *Nordisk Tidskrift*, n° 3, 1993, p. 270-274.

Byråkrati och demokrati. Problem kring den offentliga förvaltningen, Lund, Studentlitteratur, 1971.

CZARNIAWSKA Barbara, "The Ugly Sister: On Relationships between the Private and the Public Sectors in Sweden", *Scandinavian Journal of Management Studies*, November 1985, p. 83-103.

ELVANDER Nils, *Intresseorganisationerna i dagens Sverige*, Lund, Gleerup, 1966.

ELVANDER Nils, *Den svenska modellen. Löneförhandlingar och inkomspolitik 1982-1986*, Stockholm, Publica, 1988.

ELVANDER Nils, Bertil HOLMLUND, *The Swedish Bargaining System in the Melting Pot. Institutions, Norms and Outcomes in the 1990s*, Solna, Arbetslivsinstitutet, 1997.

HECKSCHER Gunnar, *Staten och organisationerna*, Stockholm, KF:s Bokförlag, 1946.

HECKSCHER Gunnar, "Folkrörelser och intresseorganisationer : några problemställningar", p. 324-336 dans *Skrifter utgivna av Statsvetenskapliga Föreningen i Uppsala Genom Axel Bruswitz*, XX, Uppsala, Almqvist & Wicksell, 1944.

HERMANSSON Jörgen, *Politik som intressekamp. Parlamentariskt beslutsfattande och organiserade intressen i Sverige*, Stockholm, Nordstedts Juridik, 1993.

JOHANSSON Jan, *Det statliga kommittéväsendet : kunskap, kontroll, konsensus*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Stockholm Universitet, 1992.

LÆGREID Per, Paul G. RONESS, "Political Parties, Bureaucracy and Corporatism", p. 167-190 dans Kaare STRÖM, Lars SVÅSAND (Ed.), *Challenge to Political Parties. The Case of Norway*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.

LEWIN Leif, *planhusållningsdebatten*, Stockholm, Almqvist & Wicksell, 1967.

- MEJER Hans *Kommittéväsandets utveckling 1905-1954*, Lund, Gleerup, 1966 (1956).
- MELLBOURN Anders, *Bortom det starka samhället. Socialdemokratisk förvaltningspolitik 1982-1985*, Stockholm, Carlssons, 1986.
- NORDBY Trond, *Korporatisme på norsk 1920-1990*, Oslo, Universitetsforlaget, 1994.
- NORDBY Trond, "Statsutviklingen under arbeiderpartiet", p. 13-30 dans Trond NORDBY (Ed.), *Arbeiderpartiet og planstyret 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1992.
- ÖBERG Per-Ola, *Särintresse och allmänintresse - Korporatismens ansikte*, Stockholm, Almqvist & Wicksell international, 1994.
- PONTUSSON Jonas, Peter SWENSON, "Varför har arbetsgivarna övergivit den svenska modellen", *Arkiv för Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 52-53, 1992, p. 37-66.
- ROKKAN Stein, "Norway: Numerical Democracy and Corporate Pluralism", p. 70-115 dans Robert A. DAHL (Ed.), *Political Oppositions in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1966.
- ROTHSTEIN Bo, "Sociala klasser och politiska institutioner: Den svenska korporatismens rötter", *Arkiv för Arbetarrörelsens Historia*, n° 40, 1988, p. 27-46.
- ROTHSTEIN Bo, "Labor-market institutions and working-class strength", p. 33-56 dans Kathleen THELEN, Sven STEINMO, Frank LONGSTRETH, *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 (1).
- ROTHSTEIN Bo, "Explaining Swedish Corporatism: The Formative Moment", *Scandinavian Political Studies*, vol. 15, n° 3, 1992 (2), p.173-191.
- ROTHSTEIN Bo, *The Social Democratic State. The Swedish Model and the Bureaucratic Problem of Social Reforms*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1996.
- ROTHSTEIN Bo, Jonas BERGSTRÖM, *Korporatismens fall och den svenska modellens kris*, Stockholm, SNS, 1999.
- RYMAN Sven-Hugo, *Staten som arbetsgivare: Ett problem med dubbla roller på högsta nivå: En uppsats om medlingen i TCO-S konflikten 1985*, Stockholm, Stiftelsen Arbetsrättslig Tidskrift, 1995.
- SVENSKA ARBETSGIVAREFÖRENINGEN, *Farväl till korporatismen*, Stockholm, SAF, 1991.
- 5.4.4 *État-nation, peuple et nationalisme*
- ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Tr. fr., Paris, La Découverte, 1996 (1983).
- ERIKSEN Sidesel, "Drunken Danes and Sober Swedes. Religious Revivalism and the Temperance Movements as Keys to Danish and Swedish Folk Cultures", p. 55-94 dans Bo STRÅTH (Ed.), *Language and the Construction of Class Identities*, Gothenburg, Gothenburg University, 1991.
- HALL Patrick, *The Social Construction of Nationalism. Sweden as an Example*, Lund, Studentlitteratur, 1998.
- HALL Patrick, *Den svenskaste historien. Nationalism i Sverige under sex sekler*, Stockholm, Carlsson, 2001.
- HALLBERG Mikael, Tomas JONSSON, "Per Albin Hansson och folkhemsretorikens framväxt", p. 125-174 dans Erik ÅSARD (Ed.), *Makten, medierna och myterna. Socialdemokratins ledare från Branting till Carlsson*, Stockholm, Carlssons, 1996.

ØSTERGÅRD Uffe, "The Geopolitics of Nordic Identity. From Composite States to Nation States", p. 25-71 dans Øysten SØRENSEN, Bo STRÅTH (Ed.), *The Cultural Construction of Norden*, Oslo, Scandinavian University Press, 1997.

ØSTERGÅRD Uffe, "Danmark of Norge - Delt af en fælles fortid ?", p. 117-131 dans Erik RUDENG (Ed.), *Kunnskapsregimer : debatten om De nasjonale strateger*, Oslo, Pax, 1999.

SIMON Erica, *Réveil national et culture populaire en Scandinavie: la genèse de la Højskole nordique 1844-1878*, Paris, PUF, 1960 (Thèse de Doctorat).

SMITH Rogers M., *Civic Ideals. Conflicting Visions of Citizenship in US History*, New Haven, Yale University Press, 1997.

SMITH Rogers M., *Stories of Peoplehood: The Politics and Morals of Political Membership*, New York, Cambridge University Press, 2003.

SØRENSEN Øysten (Ed.), *Jakten på det norske. Perspektiver på utviklingen av en norsk nasjonal identitet på 1800-tallet*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1998.

SØRENSEN Øysten, Bo STRÅTH (Ed.), *The Cultural Construction of Norden*, Oslo, Scandinavian University Press, 1997.

STRÅTH Bo, "Poverty, neutrality and Welfare: Three Key Concepts in the Modern Foundation Myth of Sweden", p. 375-401, dans Bo STRÅTH (Ed.), *Myth and Memory in the Construction of community. Historical Patterns in Europe and Beyond*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2000.

TINGSTEN Herbert, *Gud och Fosterlandet : studier i hundra års skolpropaganda*, Stockholm, Nordstedt, 1969.

TRÄGÅRDH Lars, *The Concept of the People and the Construction of Popular Political Culture in Germany and Sweden : 1848-1933*, Berkeley, University of California, 1993.

5.5. Représentation et démocratie

5.5.1 Théorie, philosophie et comparatisme

ABELES Marc, *Un ethnologue à l'Assemblée*, Paris, Jacob, 1999.

BUCHANAN James, Gordon TULLOCK, *The Calculus of Consent. Logical Foundations of Constitutional Democracy*, Ann Arbor, Michigan University, 1962.

CHOMSKY Noam, *Necessary Illusions: Thought Control in Democratic Societies*, Boston, South End Press, 1989.

DIAMOND Larry, "Three Paradoxes of Democracy", p. 111-123 dans Larry DIAMOND, Marc PLATTNER (Ed.), *The Global Resurgence of Democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996 (1993).

GAUCHET Marcel, *La révolution des pouvoirs. La souveraineté, le peuple et la représentation*, Paris, Gallimard, 1995.

HABERMAS Jürgen, *L'espace public*, Tr. fr., Paris, Payot, 1978.

HAMILTON Alexander, James MADISON, John JAY., *The Federalist Papers*, New York, Mentor, 1999 (1787) (en particulier James MADISON, "Federalist 10").

HELD David, *Models of Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1987.

HERMET Guy, *Aux frontières de la démocratie*, Paris, PUF, 1983.

- HERMET Guy, *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986.
- JUDGE David, *The Parliamentary State*, London, SAGE, 1993
- KELSEN Hans, *La démocratie : sa nature, sa valeur*, Paris, Economica, 1988 (1932).
- LATOUR Bruno, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La découverte, 1999.
- LIJPHART Arend, *The Politics of Accommodation: Pluralism and Democracy in the Netherlands*, Berkeley, University of California Press, 1968.
- LIJPHART Arend, *Democracy in Plural Societies: A Comparative Exploration*, New Haven, Yale University Press, 1977.
- MANIN Bernard, "The Metamorphosis of Representative Government", *Economy and Society*, vol. 23, n°2, 1994, p. 134-167.
- MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.
- MOORE Barrington, *Social Origins of Democracy and Dictatorship. Lords and Peasants in the Making of the Modern World*, Boston, Beacon Press, 1966.
- RIKER William, *The Theory of Political Coalitions*, New Haven, Yale University Press, 1962.
- ROSANVALLON Pierre, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard/Folio, 1998.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social et autres oeuvres politiques*, Paris, Garnier Frères, 1975,
- RYDEN David K., *Representation in Crisis: The Constitution, Interest Groups and Political Parties*, Albany, State University of New York, 1996.
- SARTORI Giovanni, *Théorie de la démocratie*, Tr. fr., Paris, Colin, 1973.
- SCHATTSCHNEIDER Elmer E., *The Semi-Sovereign People*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1960.
- SCHATTSCHNEIDER Elmer E., *Two Hundred Millions of Americans in Search of a Government*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1969.
- SCHMITT Carl, *The Crisis of Parliamentary Democracy*, Cambridge, MIT press, 1985 (1923).
- SCHMITTER Philip C., "More liberal, Pre-liberal or Post-liberal?" , p. 328-335 dans Larry DIAMOND, Marc PLATTNER, *The Global Resurgence of Democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996.
- SCHUMPETER Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Tr. fr., Paris, Payot, 1961.
- STRØM Kaare, *Minority Government and Majority Rule*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- ZOLO Danilo, *Democracy and Complexity. A Realist Approach*, Cambridge, Polity Press, 1992.

5.5.2 Gouvernement représentatif et alternance : Scandinavie

- ÅSLING, Nils G., *Maktkamp eller samförstånd*, Stockholm, LTs Förlag, 1983.
- BERGMAN Torbjörn, *Constitutional Rules and Party Goals in Coalition Formation: An Analysis of Winning Minority Governments in Sweden*, Avhandling (Thèse de doctorat), Umeå Universitet, 1995.

- BERGSTRÖM Hans, *Rivstart? Om övergången från opposition till regering*, Stockholm, Tiden, 1987.
- BOHMAN Gösta, *Maktskifte*, Stockholm, Bonniers, 1984.
- BORG Anders, Torbjörn LARSSON, *Regeringsskiftet 1976. Personer, utredningar, propositioner*, Stockholm, Stockholm Universitet, Forskningsrapport n° 2, 1977.
- DAMGAARD Erik, *Parliamentary Change in the Nordic Countries*, Oslo, Scandinavian University Press, 1992.
- ESSAIASSON Peter, Knut HEIDAR, *Beyond Westminster and Congress: The Nordic Experience*, Columbus, Ohio State University Press, 2000.
- GERDNER Gunnar, *Det svenska regeringsproblemet 1917-1920. Från majoritetskoalition till minoritetsparlamentarism*, Uppsala, Almqvist & Wicksell, 1946.
- HAMMERICH Kai, *Kompromissernas koalition. Person- och maktspelet kring regeringen Fälldin*, Stockholm, Rabén & Sjögren, 1977.
- HEIDAR Knut et al., "Five Most Similar Systems?", p. 17-47 dans Peter ESSAIASSON, Knut HEIDAR (Ed.), *Beyond Westminster and Congress: The Nordic Experience*, Columbus, Ohio State University Press, 2000.
- HOLMBERG Sören, *Riksdagen representerar svenska folket. Empiriska studier i representativ demokrati*, Lund, SL, 1974.
- ISBERG Magnus, *Riksdagens roll under 1970-talet*, Stockholm, Akademitratur, 1984.
- JOHANSSON Jan, *Kompetensen i riksdagsgruppernas ledning. En fråga om att sitta i regering eller att vara i opposition?*, Stockholm, Stockholm Universitet, 1993 (35 p.).
- KAARTVEDT Alf, *Kampen mot parlamentarisme 1880-1884. Den konservative politikken under vetostriden*, Oslo, Universitetsforlaget, 1967.
- LEWIN Leif, "Majoritarian and Consensus Democracy: The Swedish Experience", *Scandinavian Political Studies*, vol; 21, n° 3, 1998, p. 195-206.
- MARTINUSSEN Willy, *Fjerndemokratiet*, Oslo, Gyldendal, 1973.
- MÖLLER Tommy, *Borgerlig samverkan*, Uppsala, Diskurs, 1986.
- NARUD Hanne Marthe, Kaare STRØM, "Norway", p. 158-191 dans Wolfgang C. MÜLLER, Kaare STRØM (Ed.), *Coalition Government in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- RØVDE Olav, "Borgarleg samling", p. 401-454 dans Trond BERGH, *Vekst og velstand. Norsk historie 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989.
- RYDEN Bengt, *Makt och vanmakt. Lärdomar av sex borgerliga regeringsår*, Stockholm, SNS, 1983.
- SANNERSTED, Anders, *Förhandlingar i Riksdagen*, Lund, Lund University Press, 1992.
- SEJERSTED Francis, "Norge under Willoch", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 3-4, 1994, p. 234-245.
- STJERNQUIST Nils, "Sweden: Stability or Deadlock?" p. 116-146 dans Robert A. DAHL (Ed.), *Political Oppositions in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1966.
- STJERNQUIST, Nils, "Konflikt och konsensus i sverige under skilda konstitutionella villkor", p. 125-150 dans Björn Von SYDOW, Gunnar WALLIN, Björn WITTROCK (Ed.), *Politikens väsen. Idéer och institutioner i den moderna staten*, Stockholm, Tidens Förlag, 1993.
- STJERNQUIST Nils, Bo BJURULF, "Party Cohesion and Party Cooperation in the Swedish Parliament in 1964 and 1966", *Scandinavian Political Studies*, vol. 5, 1970, p. 129-164.

SYDOW Björn Von, *Parlamentarismen i Sverige. Utveckling och utformning till 1945*, Stockholm, Gidlunds Förlag, 1997.

5.5.3 Elections et électeurs

BARTOLINI Stefano, Peter MAIR, *Identity, Competition and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates 1885-1985*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

CAMPBELL Angus et al., *The American Voter*, New York, Wiley, 1960.

DALTON Russell J., *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

DOWNS Anthony, *An Economic theory of Democracy*, New York, Harper & Row, 1957.

ESSAIASSON Peter, *Svenska valkampanjer 1866-1988*, Stockholm, Publica, 1990.

GAXIE Daniel, "Les partis politiques et les modes de scrutin en France, (1985-1986), croyances et intérêts", p. 423-450 dans Serge NOIRET (Ed.), *Political Strategies and Electoral Reforms: Origins of Voting Systems in Europe in the 19th and 20th Centuries*, Baden-Baden, Nomose Verlagsgesellschaft, 1990.

ISBERG Magnus et al., *Partierna inför väljarna. Svensk valpropaganda 1960-1966*, Stockholm, Allmänna Förlaget, 1974.

LEWIS-BECK Michael. S., *Economics and Elections: The Major Western Democracies*, Ann Arbor, University of Michigan, 1988.

MARTIN Pierre, *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*, Paris, Montchrestien, 1997.

MAYHEW David, *Congress: the electoral connection*, New Haven, Yale University Press, 1974.

OSCARSSON Henrik, *Den svenska partirynden. Väljarnas uppfattningar av konfliktstrukturen i partisystemet 1956-1996*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Göteborgs Universitet, 1998.

STEPHENS John D., "The changing Swedish electorate. Class voting, contextual effects, and voter volatility", *Comparative Political Studies*, vol. 14, 1981, p. 163-204.

VALLINDER Torbjörn, *I kamp för demokrati : rösträttsrörelsen i Sverige 1866-1900*, Stockholm, Natur och Kultur, 1962.

5.5.4 Elites et professionnalisation du personnel

5.5.4.1 Généralités hors Scandinavie

BIRNBAUM Pierre, "La place des hauts fonctionnaires dans l'élite du pouvoir aux États-Unis. A propos de la théorie de C. W. Mills", *Revue française de science politique*, vol. 23, n° 4, 1973, p. 771-778.

BIRNBAUM Pierre, *Les sommets de l'État*, Paris, Seuil, 1977.

BIRNBAUM Pierre, *Le peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1995 (1979).

BIRNBAUM Pierre (Dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. Les dirigeants socialistes face à l'État 1981-1985*, Paris, PUF, 1985.

BIRNBAUM Pierre et al., *La classe dirigeante française. Dissociation, interpénétration, intégration*, Paris, PUF, 1978.

COLLOVALD Annie, "La république du militant. Recrutement et filières de la carrière politique des députés", p. 11-52 dans Pierre BIRNBAUM (Dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. Les dirigeants socialistes face à l'État 1981-1985*, Paris, PUF, 1985.

DAMAMME Dominique, "Professionnel de la politique : un métier peu avouable", p. 37-67 dans Michel OFFERLE (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

GAXIE Daniel, Michel OFFERLE, "Les militants syndicaux et associatifs au pouvoir ? Capital social collectif et carrière politique", p. 105-138 dans Pierre BIRNBAUM (Dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. Les dirigeants socialistes face à l'État 1981-1985*, Paris, PUF, 1985.

IHL Olivier, "Deep pockets. Sur le recrutement ploutocratique du personnel politique aux États-Unis", p. 333-356 dans Michel OFFERLE (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

KORNBERG Allan, Joel SMITH, Harold D. CLARKE, *Semi-careers in Political Work: The Dilemma of Party Organization*, Beverly Hills, SAGE Professional Papers in Comparative Politics, 1970.

MATHIOT Pierre "Elite politico-administrative", p. 66-69 dans Nelly HAUDEGAND, Pierre LEFEBURE, *Dictionnaire des Questions Politiques*, Paris, L'atelier, 2000.

MILLS C. Wright, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1963 (1956), Tr. fr. : *L'élite du pouvoir*, Paris, Maspéro, 1969.

NORRIS Pippa (Ed.), *Passages to Power. Legislative Recruitment in Advanced Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 (259 p.)

OFFERLE Michel (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

OFFERLE Michel, "Professions et profession politiques", p. 7-35 dans Michel OFFERLE (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999

ROUBAN Luc, *La fin des technocrates*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1998.

SAWICKI Frédéric, "Classer les hommes politiques. Les usages des indicateurs de position sociale pour la compréhension de la professionnalisation politique", p. 135-170 dans M. OFFERLE (Dir.), *La profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

SEARING Donald D., *Westminster's World. Understanding Political Roles*, Cambridge, Harvard University Press, 1994.

SULEIMAN Ezra, *Les élites en France. Grands corps et grandes écoles*, Tr. fr., Paris, Seuil, 1979.

5.5.4.2 Domaine scandinave

AHLMARK Per, *Vår Fattiga Politik*, Stockholm, Albert Bonniers Förlag, 1964.

ANTON Thomas J., *Administered Politics. Elite Political Culture in Sweden*, Boston, Martinus Nijhoff, 1980.

BÄCK Henry, *Kommunpolitiker i den stora nyordningens tid*, Malmö, Liber, 2000.

BERNTZEN Einar, "Organizational background counts but family networks decide? The Norway case of the DNA in the 1990s", p. 219-230 dans Gabriel COLOME (Ed.), *Socialist Parties in Europe II: Of Class, Populists, Catch-All?*, Barcelona ICPS, 1992.

BORGS Martin, Maria H. RANKKA, *Politikens entreprenörer*, Stockholm, Timbro, 1996.

CHRISTOFFERSSON Ulf et al., *Byråkrati och politik. En studie av den svenska statstjänstemannakåren*, Stockholm, Bonnier, 1972.

- EHN Peter, *Maktens administratörer: ledande svenska statstjänstemäns och politikernas syn på tjänstemannarollen i ett förändringsperspektiv*, Stockholm, Avhandling (Thèse de Doctorat), Stockholm Universitet, 1998.
- ELIASSEN Kjell, Mogens PEDERSEN, "Professionalization of Legislatures: Long-Term Change in Political Recruitment in Denmark and Norway", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 20, 1978.
- ELMBRANT Björn, *Dom där uppe, dom där nere. Om demokrati i Sverige*, Stockholm, Atlas, 1997.
- ELVANDER Nils, "Regeringsmakt och byråkrati", *Tiden*, n° 6, 1968, p. 396-401.
- HEIDAR Knut, *Norway: Elites on Trial*, Boulder, Westview, 2001.
- HOLMGREN Kurt, "Byråkrater och politruker", p. 43-48 dans *Byråkrati och demokrati. Problem kring den offentliga förvaltningen*, Lund, Studentlitteratur, 1971.
- ISAKSSON Anders, "Socialdemokratin ny politisk klass med egen karriär", *Veckans Affärer* n° 48, 27 novembre 1986 p. 3 et 54-65.
- JOHANSSON Jan, *Hur blir man riksdagsledamot ? En undersökning av makt och inflytande i partiernas nomineringsprocesser*, Hedemora, Gidlunds Förlag, 1999.
- STRØM Kaare, "Competition Ruins the Good Life. Party Leadership in Norway", *European Journal of Political Research*, vol. 24, 1993, p. 317-347.
- VALEN Henry, Hanne Marthe NARUD, *Professionalization, Political Representation and Geography*, Oslo, Institute for Social Research, 1998 (94 p.).
- 5.6 Gauche politique, social-démocratie et politiques sociales**
- 5.6.1 *Marxisme et héritages*
- FORGACS David, *A Gramsci Reader, selected writings 1916-1935*, New York, New York University Press, 2000.
- FONTANA Benedetto, *Hegemony and Power. On the Relation between Gramsci and Machiavelli*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1993.
- KORPI Walter, *The Working Class in Welfare Capitalism: Work, Unions and Politics in Sweden*, London Routledge & Kegan, 1978.
- LACLAU Ernesto, Chantal MOUFFE, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, London, Verso, 1985.
- LINDENBERG Daniel, "Le débat marxiste au tournant du siècle", p. 345- 356 dans Pascal ORY (Dir.), *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 1997.
- PANITCH Leo, *Working-Class Politics in Crisis. Essays on Labour and the State*, London, Verso, 1986.
- POULANTZAS Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968.
- SELZNICK Philip, *The Organizational Weapon. A Study of Bolshevik Strategy and Tactics*, New York, McGraw-Hill, 1952.
- WALKER Angus, *Marx. His Theory and its Context*, London, Rivers Oram Press, 1989 (1978).

WILKS Stuart, "Class Compromise and the International Economy : The Rise and Fall of Swedish Social Democracy", *Capital and Class*, n° 58, 1995.

5.6.2 Socialisme : études de cas et comparaisons

ALMEIDA Fabrice d', *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple des socialistes 1945-1983*, Rome, Ecole française de Rome, 1998.

ANDERSON Perry, CAMILLER Patrick, *Mapping the West European Left*, London, Verso, 1994.

ANSELL Christopher K., *Schisms and solidarity in Social Movements. The Politics of Labor in the French Third Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

BARTOLINI Stefano, *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980: The Class Cleavage*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

BERGOUNIOUX Alain, Gérard GRUMBERG, *Le long remords du pouvoir : le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.

BIRNBAUM, "Que faire de l'État ?", p. 139-161 dans Pierre BIRNBAUM (Dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. Les dirigeants socialistes face à l'État 1981-1985*, Paris, PUF, 1985.

LAZAR Marc (Dir.), *La gauche en Europe depuis 1945*, Paris, PUF, 1996.

LIPSET Seymour M., Gary W. MARKS, *It didn't Happen Here: Why Socialism Failed in the United States*, New York, W. W. Norton, 2000.

MERKEL Wolfgang, Gabriel COLOME (Ed.), *Socialist Parties in Europe. Of Class, Populars, Catch-All?*, Barcelona, ICPS, 1992.

PIVEN Frances F., *Labor Parties in Postindustrial Societies*, Cambridge, Polity Press, 1991.

PRZEWORSKI Adam, John SPRAGUE, *Paper Stones. A History of Electoral Socialism*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.

SAINSBURY Diane, "Party Strategies and the Electoral Trade-off of Class-based Parties", *European Journal of Political Research*, vol. 18, n° 1, 1990, p. 29-50.

SOMBART Werner, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis*, Tr. fr., Paris, PUF, 1992 (1906).

5.6.3 Social-démocratie

5.6.3.1 Généralités hors Scandinavie

ALMEIDA Fabrice d', "Socialisme et démocratie. Sur l'allergie française à la social-démocratie", *Mots*, n° 59, juin 1999, p. 9-25.

BARTOLINI Stefano, "The Membership of Mass Parties: The Social Democratic Experience", p. 177-220 dans Hans DAALDER, Peter MAIR (Ed.), *Western European Party Systems*, London SAGE, 1983.

BERGOUNIOUX Alain, Bernard MANIN, *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979.

BERMAN Sheri, *The Social Democratic Moment: Ideas and Politics in the Making of Interwar Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

ESPING-ANDERSEN Gøsta., *Politics Against Markets: The Social Democratic Road to Power*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

- ESPING-ANDERSEN Gøsta, Kees VAN KESBERGEN, "Contemporary Research on Social Democracy", *Annual Review of Sociology*, n° 18, 1992, p. 187-208.
- GARRETT Geoffrey, *Partisan Politics in the Global Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- GIDDENS Anthony, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Malden, Polity Press, 1999.
- HUNT Richard N., *German Social Democracy 1918-1933*, New Haven, Yale University Press, 1964.
- KARVONEN Lauri, Jan SUNDBERG, *Social Democracy in Transition. Northern, Southern and Eastern Europe*, Aldershot, Dartmouth, 1991. NC
- KATZNELSON Ira, "Considerations on Social Democracy in the U.S.", *Comparative Politics*, 1978, n° 11, p. 77-99 reproduit p. 3-25 dans Alan Ware (Ed.), *The United States, vol. 1*, Aldershot, Dartmouth, 1997.
- KEMAN Hans, "Theoretical Approaches to Social Democracy", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 5, n° 3, 1995, p. 291-316.
- KITSCHOLT Herbert, "Class structure and social democratic Party Strategy", *British Journal of Political Science*, vol. 23, n° 3, 1993, p. 299-337.
- KITSCHOLT Herbert, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 (2).
- KITSCHOLT Herbert, "European Social Democracy between Political Economy and Political Competition" p. 317-345, dans Herbert KITSCHOLT et al. (Ed.), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, New York, Cambridge University Press, 1999.
- KOELBLE Thomas, "Recasting Social Democracy in Europe: A Nested Game Explanation of Strategic Adjustments in Political Parties", *Politics and Society*, vol. 20, n° 1, 1992, p. 51-70.
- "L'arbre social-démocrate", *Actuel Marx*, n° 23, 1998, p. 21-148.
- LUEBBERT Gregory M., *Liberalism, Fascism, or Social Democracy: Social Classes and the Political Origins of Regimes in Interwar Europe*, New York, Oxford University Press, 1991.
- MERKEL Wolfgang, "After the Golden Age: Is Social Democracy Doomed to Decline?", p. 189-222 dans Wolfgang MERKEL, Gabriel COLOME (Ed.), *Socialist Parties in Europe. Of Class, Populists, Catch-All?*, Barcelona, ICPS, 1992.
- MANOW Philip, *German Social Democracy between Political Economy and Electoral Competition*, présentation à l'atelier *Social Democracy in Times of Change*, Conférence annuelle de l'Association Américaine de Science Politique (APSA), Boston, 2002 (32 p.).
- MOSCHONAS Gerassimos, *La gauche française (1972-1988) à la lumière du paradigme social-démocrate. Partis de coalition et coalitions de partis dans la compétition électorale*, Thèse de Doctorat, Université de Paris II, 1990.
- MOSCHONAS Gerassimos, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994.
- PATERSON William E., Alastair H. THOMAS (Ed.), *Social Democratic Parties in Western Europe*, London, Croom Helm, 1977.
- PONTUSSON Jonas, "Radicalization or Retreat in Swedish Social Democracy", *New Left Review*, n° 165, 1987, p. 5-33.
- PRZEWORSKI Adam, *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- ROTH Guenther, *The Social Democrats in Imperial Germany*, Totowa, The Bedminster Press, 1963.

SCHARPF Fritz W., *Crisis and Choice in European Social Democracy*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

5.6.3.2 Social-démocratie : domaine scandinave

5.6.3.2.1 Suède

ÅMARK Klas, "Afterword : Swedish Social Democracy on a Historical threshold", p. 429-445 dans Klaus MISGELD, Karl MOLIN, Klas ÅMARK, *Creating Social Democracy*, Philadelphia, Pennsylvania State university Press, 1992 (2).

ANDERSSON Leif, *Beslutsfattarna. Socialdemokratiska Riksdagsgruppen 100 år*, Stockholm : Bäckström Förlag, 1996.

ANSHELM Jonas, *Socialdemokraterna och miljöfrågan : en studie av framstegstankens paradoxer*, Stockholm, Stehag, 1995.

ÅSARD Erik (Ed.), *Makten, medierna och myterna. Socialdemokraternas ledare från Branting till Carlsson*, Stockholm, Carlssons, 1996.

AYLOTT Nicholas, *Swedish Social Democracy and European Integration. The people's Home on the Market*, Aldershot : Ashgate, 1999.

BJÖRLIN Lars, "Politik och historia. Kring den socialdemokratiska historieskrivningen", *Arbetarhistoria. Meddelande från Arbetarrörelsens arkiv och bibliotek*, vol. 1, n° 2-3, 1977, p. 2-33.

CHILDS Marquis *Sweden: The Middle Way*, New Haven, Yale University Press, 1936.

DAHLKVIST Mats, *Staten, socialdemokratin och socialismen*, Stockholm, Prisma, 1975.

EDENMAN Ragnar, *Socialdemokratiska Riksdagsgruppen 1903-1920. En studie i den svenska riksdagens partiväsen*, Uppsala, Almqvist & Wicksell, 1946.

ENGMAN Jonas, *Rituell process, tradition och media. Socialdemokraternas första maj i Stockholm*, Avhandling (Thèse de doctorat), Stockholms Universitet, 1999.

FUSILIER Raymond, *Le parti socialiste suédois. Son organisation*, Paris, Editions ouvrières, 1954.

GERARD, Ove, *Studier i riksdagens behandling av kollektiv-anslutningen till det socialdemokratiska partiet, 1981-1983*, Stockholm, Mimer, 1983.

GIDLUND Gullan, "Folkrörelsepartiet och den politiska styrelsen. SAP:s organisationsutveckling", dans Misgeld Klaus, Karl MOLIN, Klas ÅMARK, *Socialdemokraternas samhälle. SAP och Sverige under 100 år*, Kristianstad, Tiden, 1988.

GIDLUND Gullan, "From Popular Movement to Political Party : development of the Social Democratic Labor Party Organization", p. 97-130 dans Klaus MISGELD, Karl MOLIN, Klas ÅMARK, *Creating Social Democracy*, Philadelphia, Pennsylvania State university Press, 1992.

GRÖNING Lotta, *Vägen till makten. SAP:s organisation och dess betydelse för den politiska verksamheten 1900-1933*, Stockholm, Almqvist & Wicksell international, 1988.

HELLBLUM Lena, *Från primitiv till organiserad demokrati*, Malmö, Salamander, 1985.

HENTILÄ Seppo, *Den svenska arbetarklassen och reformismens genombrott inom SAP före 1914. Arbetarklassens ställning, strategi och ideologi*, Helsingfors, Suomen historiallinen seura, 1979.

- HILSON Mary, "Swedish Approaches to the Rise of Labour : A British Perspective", *Scandinavian Journal of History*, n° 26, 2001, p. 103-121.
- HIRDMAN Yvonne, *Vi bygger Landet : den svenska arbetarrörelsens historia från Per Göttrik till Olof Palme*, Stockholm, Tiden, 1990 (1979).
- IMMERGUT, Ellen M., "The Swedish Constitution and Social Democratic Power: Measuring the Mechanical Effect of a Political Institution", *Scandinavian Political Studies*, vol. 25, n° 2, 2002, p. 231-257.
- JOHANSSON Mats, "Den svenska socialdemokratin, Roberto Michels och partisprängningen 1917", p. 178-198 dans Ulf DRUGGE, Mats JOHANSSON (Ed.), *Historisk sociologi*, Lund, Studentlitteratur, 1997.
- JONSSON Tomas, *Att anpassa sig efter det möjliga. Utsagningsbegreppet och SAP:s ideologiska förändringar 1911-1944*, Göteborg, Arachne, 2000.
- KANGER Thomas, Jonas GUMMESSON, *Kommunistjägarna : socialdemokraternas politiska spioneri mot svenska folket*, Stockholm, Ordfront, 1990.
- KARLEBY Nils, *Sosialismen inför verkligheten*, Stockholm, 1926.
- KARLSSON Sten O., "Bilder av socialdemokratin", Linköping, Tema-T arbetsnotat n° 138, mars 1995 (24 p.).
- KITSCHOLT Herbert, "Austrian and Swedish Social Democracies in Crisis: Party Strategy and Organization in Corporatist Regimes", *Comparative Political Studies*, vol. 27, n° 1, 1994 (1), p. 3-39.
- KUNKEL Christoph, Jonas PONTUSSON, "Corporatism versus Social Democracy: Divergent Fortunes of the Austrian and Swedish Labour Movements", *West European Politics*, vol. 21, n° 2, 1998, p. 1-31.
- LINDEBORG Åsa, *Socialdemokraterna skriver historia*, Stockholm, Atlas 2001
- LINDGREN John, *Det socialdemokratiska partiets uppkomst i Sverige 1881-1889*, Stockholm, Tiden, 1927.
- MAGNUSSON Gerard., *Socialdemokratien i Sverige, 3 volumes*, Stockholm, Nordstedts, 1920-1924.
- MILLBOURN Ingrid, *'Rätt till maklighet' : om den svenska socialdemokratins lärprocess 1885-1902*, Stockholm, Stehag, 1990 (Thèse de Doctorat, Lund).
- MILLBOURN Ingrid, "Swedish Social Democrats' Experiences and Consciousness: A Theory of Learning Processes", *Scandinavian Journal of History*, n° 22, 1997, p. 99-119.
- MISGELD Klaus, Karl MOLIN, Klas ÅMARK (Ed.), *Socialdemokratin samhälle. SAP och Sverige under 100 år*, Kristianstad, Tiden, 1988 - (avant ?), Tr. angl. *Creating Social Democracy*, Philadelphia, Pennsylvania State University Press, 1992.
- MOLIN Karl, "De borgerligas 'andliga inflytande'. Om ideologisk hegemoni och socialdemokratin roll i samhällsomvandlingen", *Arbetarhistoria. Meddelande från Arbetarrörelsens Arkiv og Bibliotek*, n° 63-65, 1992-93, p. 15-23.
- NORDSTRÖM G. Hilding, *Sveriges socialdemokratiska arbetareparti under genombrottsåren 1889-1894. Bidrag till det svenska partiväsendets historia*, Stockholm, KF:S Bokförlag, 1938.
- OLOFSSON Gunnar, "SSU- socialdemokratin rekrytsskola ?", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 1, 1972.
- ÖSTBERG Kjell, "Liberalerna och arbetarrörelsen", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 46-47, 1990 (2), p. 57-82.
- ÖSTBERG Kjell, 1995, "Att institutionalisera demokratin : socialdemokratin och kommunalpolitiken under mellankrigstiden", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 63-64, p. 1-32.

- PIERRE Jon, *Partikongressen och regeringspolitik. En studie av den socialdemokratiska partikongressens beslutfattande och inflytande 1948-1978*, Lund, Kommunfakta Förlag, 1986.
- PONTUSSON Jonas, "At the End of the Third Road: Swedish Social Democracy in Crisis", *Politics and Society*, vol. 20, n° 3, 1992, p. 305-332.
- SAINSBURY Diane, "The Swedish Social Democrats and the Legacy of Continuous Reform : Asset or Dilemma?", *West European Politics*, vol. 16, n° 1, 1993, p. 39-61.
- SCHÜLLERQVIST Bengt, *Från kosackval till kohandel : SAP:s väg till makten (1928-33)*, Stockholm, Tiden, 1992.
- SIMONSSON Birger, *Socialdemokratin och maktövertagandet. SAP:s politiska strategi 1889-1911*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Göteborgs Universitet, n° 28, 1985.
- STRÅTH Bo, "Socialdemokratisk ideologi mellan utopi och verklighet", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 34-35, 1986, p. 45-63.
- THERBORN Göran et al., "Sverige före och efter socialdemokratin: en första överblick", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 15-16, 1979, p. 3-36.
- THERBORN Göran, "Den svenska Socialdemokratin träder fram", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 27-28, 1984, p. 3-71.
- THERBORN Göran, "A Unique Chapter in the History of Democracy: The Social Democrats in Sweden" p. 1-32 dans Klaus MISGELD, Karl MOLIN, Klas ÅMARK, *Creating Social Democracy*, Philadelphia, Pennsylvania State university Press, 1992.
- TILTON Timothy, *The Political Theory of Swedish Social Democracy*, Oxford, Clarendon Press, 1990.
- TINGSTEN Herbert, *Den svenska sosialdemokratiens idéutveckling, 2 volumes.*, Stockholm, Tidens förlag, 1941.
- TINGSTEN Herbert, *Från Idéer til Idyll*, Stockholm, Nordstedts, 1966.

5.6.3.2.2 Norvège

- BERGH Trond, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 5 : Storhetstid (1945-1965)*, Oslo, Tiden Norsk Forlag, 1987.
- BERGH Trond, "Arbeiderpartiet og statens styrende hånd", p. 33-46 dans Trond NORDBY (Ed.), *Arbeiderpartiet og planstyret 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1992.
- BJØRNSON Øyvind, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 2 : På klassekampens grunn (1900-1920)*, Oslo, Tiden Norsk Förlag, 1990.
- BULL Edvard, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 1 : Arbeiderklassen blir till (1850-1900)*, Oslo, Tiden Norsk Förlag, 1985.
- DAHL Hans Fredrik, *Fra klassekamp till nasjonal samling : arbeiderpartiet og det nasjonale spørsmål i 30-årene*, Oslo, Pax Forlag, 1969.
- DAHL Hans Fredrik, " 'Fra nød til sejr' ", p. 127-143 dans Vidar KEUL and Knut KJESTADLI, *DNA - Fra folkebevegelse til statstøtte*, Oslo, Pax Forlag, 1973.
- ERIKSEN Erik Oddvar, "Ap's styringsfilosofi i 1970- og 80-årene", *Nytt Norsk tidsskrift*, n° 3, 1992, p. 240-253.
- Framtidens Norge. Retningslinjer for gjenoppbyggingen*, Stockholm, AFL of Norsk sjømannsforbund, 1945

GALENSON Walter, *Labor in Norway*, Cambridge, Harvard University Press, 1949.

GEYER Robert, *The Uncertain Union. British and Norwegian Social democrats in an Integrating Europe*, Aldershot : Avebury, 1997.

HEIDAR Knut, *Institusjonalisering i Det Norske Arbeiderparti 1887-1940*, Oslo, Institutt for samfunnsforskning, 1974.

HEIDAR Knut, " 'Landsmøtet er partiets høyeste myndighet' ", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 3, 1985, p. 73-87.

HEIDAR Knut, "Towards Party Irrelevance? The Decline of both Conflict and Cohesion in the Norwegian Labour Party", p. 96-111 dans David S. BELL, Eric SHAW, *Conflict and Cohesion in Western European Social Democratic Parties*, London, Pinter, 1994.

HJELLUM Torstein, *'noen av oss har snakket sammen'. Om fåmannsveldet i Arbeiderpartiet 1945-1973*, Oslo, Alma Mater, 1992.

KJESTADLI Knut, *'Arbeider, bonde, våre hære...' Arbeiderpartiet och bøndene 1930-1939*, Oslo, Pax, 1978.

MAURSETH Per, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 3 : Gjennom kriser til makt*, Oslo, Tiden Norsk Förlag, 1987.

NORDBY Trond (Ed.), *Arbeiderpartiet og planstyret 1945-1965*, Oslo, Universitetsforlaget, 1992.

NYHAMAR Jostein *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 6 : Nye utfordringer (1965-1990)*, Oslo, Tiden Norsk Förlag, 1990.

PRYSER Tore, *Arbeiderbevegelsens historie i Norge, vol. 4 : Klassen och nasjonen (1935-1946)*, Oslo, Tiden Norsk Förlag, 1988.

ROSET Ivar Arne, *Det norske Arbeiderparti og Hornsruds regeringsdannelse i 1928*, Oslo, Universitetsforlaget, 1962.

SOLUMSMOEN Olaf, "Arbeiderregjeringen, dens grunnlag", *Det 20de århundre. Tidsskrift for Det norske arbeiderparti*, 1935, p. 153-157.

TERJESSEN Einar A., "Arbeiderbevegelse og politikk i 1890-årene", *Arbeiderhistorie*, 1991 (annuel), p. 21-53.

TORGENSEN Ulf, *Landsmøtet i norsk partistruktur 1884-1940*, Oslo, Universitetsforlaget, 1969.

5.6.3.2.3 Comparaisons scandinaves

AUCANTE Yohann, "les substrats agraires de la (social-) démocratie", p. 317-346 dans Javier SANTISO (Dir.), *A la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Karthala, 2002 (2).

BULL Edvard, "Arbetarrörelsens utveckling i de tre nordiska länderna 1914-1920", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 15-16, 1979, p. 62-80.

CASTLES Francis G., *The Social Democratic Image of Society. A Study of the Achievements and Origins of Scandinavian Social Democracy in Comparative Perspective*, London, Routledge, 1978.

ELVANDER Nils, *Skandinavisk arbetarrörelse*, Stockholm Publica, 1980.

ESPING-ANDERSEN Gösta, *Social Class, Social Democracy and State Policy: Party Policy and Party Decomposition in Denmark and Sweden*, Copenhagen, New Social Science Monographs, 1980.

HERNES Gudmund, "The dilemmas of Social Democracies : The Case of Norway and Sweden", *Acta Sociologica*, n° 34, 1991, p. 239-260.

LAFFERTY William., *Economic Development and the Response of Labor in Scandinavia. A Multilevel Analysis*, Oslo, Universitetsforlaget, 1971.

SAINSBURY Diane, "Scandinavian Party Politics Re-examined: Social Democracy in Decline?", *West European Politics*, vol. 7, n° 4, p. 68-102.

5.6.4 *État-providence, politiques économiques et sociales*

ANTMAN Peter, "Möllers andra agenda. Om offentliga tjänster och socialisering, *Arkiv för Arbetarrörelsens Historia*, n° 75-76, 1999, p. 1-31 (5).

AUCANTE Yohann, "Expertises du social et usages des statistiques. Les économistes suédois et la question du logement au début des années 1930", *Histoire & Mesure*, vol. 15, n° 1-2, 2000, p. 113-154.

AUCANTE Yohann, "La chasse au modèle : l'État social suédois en science politique", *Raisons politiques*, n° 6 (nouvelle série), mai 2002 (1), p. 117-133.

BALDWIN Peter, *The Politics of Social Solidarity: Class Bases of the European Welfare States, 1875-1975*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

BALDWIN Peter, "Hur socialistisk är den solidariska socialpolitiken", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 50, 1991, p. 2-26.

BROBERG Gunnar, Nils ROLL-HANSEN, *Eugenics and the Welfare State: Sterilization Policy in Denmark, Sweden, Norway and Finland*, East Lansing, Michigan State University Press, 1996.

DURAND Jean-Pierre *La fin du modèle suédois*, Paris, Syros, 1994

ELMER Åke, *Svensk socialpolitik*, Lund, Studenlitteratur, 2000 (1943).

ESPING-ANDERSEN Gøsta, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 1990, Tr. fr. : *Les trois mondes de l'État-providence : essai sur le capitalisme moderne*, Paris, PUF, 1999. .

FLORA Peter (Ed.), *Growth to Limits: The Western European Welfare State since World War 2*, Berlin, De Gruyter, 1986-1987.

HAGEN Kåre, "Sosialpolitikk - fra norsk velferdsstat til europeisk velferdsstat ?", p. 103-125 dans Dag Harald CLAES, Bent Sofus TRANØY, *Utenfor, anneledes og suveren ? Norge under EØS-avtalen*, Oslo, Fagbokforlaget, 1999.

HECLO Hugh, Henrik MADSEN, *Policy and Politics in Sweden. Principled Pragmatism*, Philadelphia, temple University Press, 1987.

HIRDMAN Yvonne, *Att lägga livet till rätta. studier i svensk folkhemspolitik*, Stockholm, Carlsson, 1990.

HÖJER Karl J., *Svensk socialpolitisk historia*, Stockholm, Nordstedts, 1952.

HOLMBERG Bo, "Vår väg är lika aktuell idag", p. 146-147 dans Peter ANTMAN (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993.

LANDGREN Karl Gustav, *Den nya ekonomien i Sverige. J.M. Keynes, E. Wigforss, B. Ohlin och Utvecklingen 1927-1939*, Stockholm, Almqvist & Wicksell, 1960.

LUNDBERG Urban, Klas ÅMARK, "Social Rights and Social Security: The Swedish Welfare State, 1900-2000", *Scandinavian Journal of History*, n° 26, 2001, p. 157-176.

MAHON Rianne, "Wage-Earners and/or Co-Workers ? Contested Identities", *Economic and Industrial Democracy*, vol. 15, 1994.

MARKELIUS Sven, "Smålägenheternas planslösningssproblem", dans *Special Katalog över bostadsavdelningen*, Stockholm, 1930, p. 31-33.

MEIDNER Rudolf, *Employee Investment Funds. An Approach to Collective Capital Formation*, London, Allen & Unwin, 1978.

MERRIEN François-Xavier, *L'État-providence*, Paris, PUF (Que sais-je), 1997.

MOLIN Björn, *Tjänstepensionsfrågan. En studie i svensk partipolitik*, Göteborg, Akademiförlaget, 1965.

MONTIN Stig, "Privatiseringsprocesser i kommunerna - teoretiska utgångspunkter och empiriska exempel", *Statsvetenskaplig Tidskrift*, vol. 95, n° 1, 1992, p. 31-57.

OLSSON Sven E. *Social Policy and Welfare State in Sweden*, Lund, Arkiv, 1990.

OLSSON Sven E., "Arbetarnas makt och 1946 års pensionsreform", *Arkiv för studier i arbetarrörelsens historia*, n° 50, 1991, p. 27-47.

PARENT Jean, *Le modèle suédois*, Paris, Calmann-Lévy, 1970.

RÅBERG Per, *Funktionalismens genombrott i Sverige 1925-1931*, Stockholm, Arkitektur Museet, 1970.

ROTHSTEIN Bo, "Att administrera välfärdsstaten : några lärdomar från Gustav Möller", *Arkiv för Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 36-37, 1987, p. 68-84.

ROTHSTEIN Bo, "Valfrihet kan bli dyrt", p. 57-60 dans Peter ANTMAN (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993.

ROTHSTEIN Bo, *Just Institutions Matter. The Moral and Political Logic of the Universal Welfare State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

SEIP Anne-Lise, "Velferdsstaten - En nordisk modell ?", *Arbeiderhistorie*, 1991 (annuel), p. 167-189.

STEIGER Otto, "Bakgrunden till socialdemokratins krispolitik", *Arkiv För Studier i Arbetarrörelsens Historia*, n° 1, 1972, p. 4-28.

STEINMO Sven, *Taxation and Democracy. Swedish, British and American Approaches to Financing the Modern State*, New Haven, Yale University Press, 1993.

STRÅTH Bo, "den nordiska modellen : historisk bakgrund och hur talet om en nordisk modell uppstod", *Nordisk tidskrift*, vol. 69, n° 1, 1993, p. 55-61.

STRÅTH Bo, "Sweden: The Emergence and Erosion of a 'Model'", p. 245-280 dans Patrick PASTURE, Johan VERBECKMOES, Hans de WITTE, *The Lost Perspective ? Trade Unions between Ideology and Social Action in the New Europe, vol. 1 : Ideological Persistence in National Traditions*, Aldershot, Avebury, 1996.

STRÅTH Bo, *Mellan två fonder. LO och den Svenska modellen*, Stockholm, Atlas, 1998.

SVALLFORS Stefan, *Vem älskar välfärdsstaten? Attityder, organiserade intressen och svensk välfärdspolitik*, Lund, Arkiv (Thèse de Doctorat), 1989.

SVALLFORS Stefan, "The end of Class Politics ? Structural Cleavages and Attitudes to Swedish Welfare Policies", *Acta Sociologica*, vol. 38, n° 1, 1995, p. 101-112.

SVALLFORS Stefan, *Välfärdsstatens moraliska ekonomi : välfärdsopinionen i 90-talets Sverige*, Umeå, Boréa, 1996.

THERBORN Göran, " 'Pillarization' and 'Popular Movements': Two Variants of Welfare State Capitalism: The Netherlands and Sweden", p. 192-241 dans Francis G. CASTLES, *The Comparative History of Public Policy*, Cambridge, Polity Press, 1989.

TOPALOV Christian, "Social Policies from Below: A Call for Comparative Historical Studies", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 9, n° 2, 1985, p. 254-271.

ZETTERBERG Hans, *Den svenska socialstaten - Ett forskningsprojekt*, Stockholm, City University Press 1992.

5.7 Organisations partisans et mouvements sociaux

5.7.1 Généralités : théorie et philosophie des partis

ANCKAR Dag, *Partier, parapolitiska system och politiska system: till frågan om partiforskningens relevans och objekt*, Åbo, Meddelande Serie A : 101, 1976 (24 p.).

AVRIL Pierre, *Essai sur le parti politique*, Paris, LGDJ, 1986 et nouv. éd., Payot, 1990.

BRECHON Pierre, *Les partis politiques*, Paris, Montchrestien, 1999

CHARLOT Jean, "Partis politiques : pour une nouvelle synthèse théorique", p. 285-296 dans Yves MENY (Dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 1991.

CHARLOT Jean et Monica, "Les groupes politiques dans leur environnement", p. 429-495 dans Jean LECA, Madeleine GRAWITZ (dir.), *Traité de science politique, vol. 3 : l'action politique*, Paris, PUF, 1985.

DAALDER Hans, "A Crisis of Party?", *Scandinavian Political Studies*, vol. 15, n° 4, p. 269-287.

DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976 (1951). ,

ELDELSVELD Samuel J., *Political Parties: A Behavioral Analysis*, Chicago, Rand McNally, 1964.

HASTINGS Michel, "Partis politiques et administration du sens", p. 21-36 dans Dominique ANDOLFATTO et al., *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001.

HUME David, *Essais Politiques*, Tr. fr., Paris, Vrin, 1972.

LAVAU Georges, *Partis politiques et réalités sociales : contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Paris, Colin, 1953.

MENY Yves (Dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 1991.

MULGAN Geoffrey J., *Politics in an Anti-Politics Age*, Cambridge, Polity Press, 1994.

OFFERLE Michel, *Les partis politiques*, PUF (Que sais-je ?), 1991.

POMBENI Paolo, *Introduction à l'histoire des partis politiques*, Tr. fr., Paris, PUF, 1992.

RAYNAUD Philippe, "La philosophie politique devant les partis", p. 105-118, dans *Mélanges en l'honneur de Pierre Avril - La République*, Paris, Montchrestien, 2001.

ROSANVALLON Pierre, article "Partis", p. 449-453 dans Philippe RAYNAUD, Stéphane RIALS, *Dictionnaire de la philosophie politique*, Paris, PUF, 1996.

SADOUN Marc, Jean-Marie DONEGANI, *La démocratie imparfaite. Essai sur le parti politique*, Paris, Gallimard/Folio, 1994.

SARTORI Giovanni, *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

SARTORI Giovanni, "The sociology of parties: a critical review", dans Peter MAIR, *The West European Party System*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

SAWICKI Frédéric, "La science politique et l'étude des partis", *Cahiers français*, n° 276, 1996, p. 51-59.

SCHONFELD William R., "Les partis politiques : que sont-ils et comment les étudier ?", p. 267-284 dans Yves MENY (Dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 1991.

SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 2000.

SEILER Daniel-Louis, *Les partis en occident, sociologie et histoire du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003.

WARE Alan, *Citizens, Parties and the State. A Reappraisal*, London, Polity Press, 1987.

5.7.2 Action collective et mouvements sociaux

5.7.2.1 Généralités et études de cas hors Scandinavie

COCHIN Augustin, *L'esprit du jacobinisme : une interprétation sociologique de la Révolution française*, Paris PUF, 1979 (1921).

GAXIE Daniel, "Economie des partis et rétribution du militantisme", *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154.

GOLDSTONE Jack A. (Ed.), *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

HELLEMANS Staf, *Strijd om de moderniteit. Sociale bewegingen en verzuiling en Europa sinds 1800*, Leuven, Universitaire Persw, Leuven, 1990.

KEY Vladimir O., *Politics, Parties, and Pressure Groups*, New York, Crowell, 1964.

MELUCCI Alberto, *Nomads of the Present: Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, Philadelphia, Temple University Press, 1989.

5.7.2.2 Mouvements sociaux : domaine scandinave

ANTMAN Peter, "Vem huserar bland Molnen, Alsing ?", p. 97-100 dans Peter ANTMAN (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993 (2).

ANTMAN Peter, "Det livsfarliga föreningslivet", p. 83-94 dans Peter ANTMAN (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993 (3).

BACK Pär-Erik., *Sammanslutningarnas roll i politiken 1870-1910*, Lund, Studentlitteratur, 1967.

ENGBERG Jan, *Folkrörelserna i välfärdssamhället*, Avhandling (Thèse de doctorat), Umeå Universitet, 1986.

JOHANSSON Hilding, *Folkrörelserna och det demokratiska statskicket i Sverige*, Lund Gleerup, 1952.

JOHANSSON Hilding, *Folkrörelser, folkstyre, folkhem*, Stockholm, Sober Förlag, 1993.

KOHT Halvdan, *Norsk bondereising : fyrebuing til bondepolitikken*, Oslo, 1926.

LUNDKVIST Sven, *Folkrörelserna i det svenska samhället 1850-1920*, Stockholm, Sober Förlag, 1977.

ROKKAN Stein, "The Mobilization of the Periphery", p. 181-225 dans Stein ROKKAN (Ed.), *Citizens, Elections, Parties*, Oslo, Universitetsforlaget, 1970.

5.7.3 Organisation et institutionnalisation

5.7.3.1 Généralités et études de cas hors Scandinavie

BAER Denise L., "Who Has the Body? Party Institutionalization and Theories of Party Organization", *American Review of Politics*, vol. 14, 1993, p. 1-38.

COTTER Cornelius P., John F. BIBBY, "Institutional Development of Parties and the Thesis of Party Decline", *Political Science Quarterly*, vol. 95, 1980, p. 1-27

ELIASSEN, Kjell A., Lars SVÅSAND, "The Formation of Mass Political Organizations: An Analytical Framework", *Scandinavian Political Studies*, n° 10, 1975, p. 95-121.

HARMEL Robert, Kenneth JANDA, "An Integrated Theory of Party Goals and Party Change", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 6, n° 3, 1995, p. 259-287.

HARMEL Robert, Lars SVÅSAND, "Party Leadership and Party Institutionalization: Three Phases of Development", *West European Politics*, vol. 16, 1993, p. 67-88.

KATZ Richard S., Peter MAIR (Ed.), *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1992.

KATZ Richard S., Peter MAIR (Ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994.

LAWSON Kay, *Political Parties and Linkage. A Comparative Perspective*, New Haven, Yale University Press, 1980.

LAWSON Kay, Peter MERKL (Ed.), *When parties Fail: Emerging Alternative Organizations*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

LINDMAN Sven, *Some Forms of Party Activity: Notes on Party-Connected Research Units*, Åbo, Acta Academica Aboensis, Ser. A, vol. 50, n° 1, 1974 (26 p.).

MAIR Peter, Ingrid VAN BIEZEN, "Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000", *Party Politics*, vol. 7, n° 1, 2001, p. 5-21.

McKENZIE R.T., *British Political Parties. The Distribution of Power Within the Conservative and Labour Parties*, London, Heinemann, 1963 (1955).

MEDDING Peter Y, "A Framework for the Analysis of Power in Political Parties", *Political Studies*, vol. 18, n°1, p. 1-17.

MICHELS Roberto, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Tr. fr., Paris, Flammarion, 1914 (et nouv. éd. 1971).

MONROE J. P., *The Political Party Matrix. The Persistence of Organization*, Albany, SUNY Press, 2001. intro

OSTROGORSKI Moseï, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1903, Tome I et II (et nouvelle édition 1993).

PANEBIANCO Angelo, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 (1982).

PEDHAZUR Ami, BRICHTA Avraham, "The Institutionalization of Extreme Right-Wing Charismatic Parties: A Paradox?", *Party Politics*, vol. 8, n° 1, p. 31-49.

SCHLESINGER Joseph A., "Political Party Organization", p. 764-801 dans James G. MARCH, *Handbook of Organizations*, Chicago, Rand McNally, 1965.

SCHLESINGER Joseph A., "On the Theory of Party Organization", *The Journal of Politics*, vol. 46, n° 4, 1984, p. 369-400.

WELLHOFER Spencer E., "Dimensions of Party Development: A study in Organizational Dynamics", *The Journal of Politics*, vol. 34, n° 1, 1972, p. 153-182.

WELLHOFER Spencer E., Timothy M. HENNESSEY, "Political Party Development: Institutionalization, Leadership Recruitment and Behavior", *American Political Science Review*, vol. 18, n° 1, 1974, p. 135-165.

WILSON James Q., *Political Organization*, New York, The Free Press, 1973.

WOLINETZ Steven B., *Parties: Uncertain Aggregators*, Paper for ECPR-IPSA Standing Group on Political Parties Workshop, Copenhagen, April 2000 (13 p.).

WRIGHT William E., *A Comparative Study of Party Organization*, Columbus, Merrill Pub. Co, 1971.

5.7.3.2 Organisation et idéologies : domaine scandinave (hors social-démocratie)

ALBINSSON Per, *Skiftningar i blått. Förändringar inom Moderata Samlingspartiets riksorganisation 1960-1985*, Lund, Kommunfakta Förlag, 1986.

ARTER David (Ed.), *From Farmyard to City Square: The Electoral Adaptation of the Nordic Agrarian Parties*, Aldershot, Ashgate, 2001.

BJØRKLUND Tor, "Om Anders Lange og idéen om ett nytt parti", *Historisk Tidsskrift*, vol. 79, n°4, 2000, p. 435-465.

BJØRKLUND Tor, Bernt HAGVET, "de bleknende skilljelinjer. Arbeiderkultur og motkultur som bølgebrytere mot høyre", p. 23-62 dans Tor BJØRKLUND, Bernt HAGTVET, *Høyrebølgen - epokeskifte i norsk politik ?*, Oslo, Aschehoug, 1981.

DAHL Ottar, "Høyre gjennom hundre år", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 2, 1985, p. 87-91.

DJUPSUND, Göran, Lars SVÅSAND, *Partiorganisasjoner : studier i strukturer og prosesser i finske, norske og svenske partier*, Åbo : Åbo Akademi Förlag, 1990.

GULBRANDSEN Lars, Ulf TORGENSEN, "Høyre - Den offentlige sektorens parti ?" ,p. 265-269, dans Tor BJØRKLUND, Bernt HAGTVET, *Høyrebølgen - epokeskifte i norsk politik ?*, Oslo, Aschehoug, 1981.

HEIDAR Knut, "The Polymorphic Nature of Party Membership", *European Journal of Political Research*, vol. 25, 1994, p. 61-86.

HEIDAR Knut, Joe SAGLIE, *Predestined parties? Organizational change in Norwegian political parties*, Grenoble, ECPR Joint Sessions of Workshops, 6-11 April 2001.

JONNERGÅRD Gustaf, *Så blev det centerpartiet. Bondeförbunds- och centeridéerna från fyrtioalet fram till 1960*, Stockholm, LTs förlag, 1985.

LARSSON H. A, *Partireformationen - Från bondeförbund till centerparti*, Lund, Gleerup, 1980.

LJUNGGREN Stig-Björn, *Folkhemskapitalismen. Högerens programutveckling under efterkrigstiden*, Stockholm, Tiden, 1992.

MATHIEU Chris, *The Moral Life of the Party. Moral Argumentation and the Creation of Meaning in the Europe Policy Debates of the Christian and Left-Socialist Parties in Denmark and Sweden*, Lund, Lund Dissertations in Sociology n° 30, 1999.

NILSSON Torbjörn, "Scandinavian Liberalism - Prophets instead of profits", p. 206-230 dans Øysten SØRENSEN, Bo STRÅTH (Ed.), *The Cultural Construction of Norden*, Oslo, Scandinavian University Press, 1997.

NORDBY, Trond, "Fra Eidsvoll til Høyres hus. Den liberale tradisjon i norsk historie", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 1985, p. 69-73.

OLSSON Sven E., *Från SKP till VPK*, Stockholm, Zenit & Bo Cavefors Bokförlag, 1976.

PIERRE Jon, Anders WIDFELDT, "Sweden", p. 781-836 dans Richard S. KATZ, Peter MAIR (Ed.), *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1992.

PIERRE Jon, Anders WIDFELDT, "Party Organizations in Sweden: Colossuses with Feet of Clay or Flexible Pillars of Government?", p. 332-356 dans Richard S. KATZ, Peter MAIR (Ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994.

SEJERSTED Francis, *Høyres historie, vol. 3 : Opposisjon og posisjon 1945-1980*, Oslo, Cappelen, 1984.

SELLE Per, "Parties and Voluntary Organizations: Strong Ties or Weak Ties?", p. 149-166 dans Kaare STRØM, Lars SVÅSAND (Ed.), *Challenge to Political Parties. The Case of Norway*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.

SJÖBLOM Gunnar, "The Role of Political Parties in Denmark and Sweden, 1970-1984", p. 155-201 dans Richard S. KATZ (Ed.), *The Future of Party Government, vol. 2: Party Government: European and American Experiences*, Berlin, De Gruyter, 1987.

STRØM Kaare, Lars SVÅSAND, *Challenge to Political Parties. The Case of Norway*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.

SUNDBERG Jan, "Compulsory Party Democracy. Finland as a Deviant Case in Scandinavia", *Party Politics*, vol. 3, n° 1, 1996, p. 97-117.

SVÅSAND Lars, "Change and Adaptation in Norwegian Party Organization", p. 305-331 dans Richard S. KATZ, Peter MAIR (Ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994.

SVÅSAND Lars, Kaare STRØM, Bjørn-Erik RASCH, "Change and Adaptation in Party Organization", p. 91-123 dans Kaare STRØM, Lars SVÅSAND (Ed.), *Challenge to Political Parties. The Case of Norway*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.

SWICKARD David, *The New Opposition in the Welfare State: The case of the Swedish Center Party*, Harvard University, Dissertation, 1976.

TEORELL Jan, *Demokrati eller fåtalsvälde. Om beslutsfattande i partiorganisationer*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Uppsala Universitet, 1998.

THERMÆNIUS Edvard, *Lantmannapartiet : dess uppkomst, organisation och tidigare utveckling*, Uppsala, Almqvist & Wiksell, 1928.

TORGERSEN Ulf, *The anti-party ideology : elitist liberalism in Norwegian social and political structure*, Oslo, Universitet i Oslo, stencil, 1966 (52 p.).

VIGNAUX Emmanuelle, *Luthéranisme et politique en Norvège. Le parti chrétien du peuple*, Paris, L'harmattan, 2003.

WIDFELDT Anders, *Linking Parties with People? Party Membership in Sweden 1960-1994*, Dissertation, (Thèse de Doctorat), Göteborg, 1999.

WINQVIST Kay-Vilhelm et al., *Svenska partiapparater. De politiska partierna organisatoriska uppbyggnad*, Stockholm, Aldus, 1972.

5.7.4 *Systèmes partisans*

5.7.4.1 Généralités et études de cas hors Scandinavie

BARTOLINI Stefano, Daniele CARAMANO, Simon HUG, *Parties and Party Systems: A Bibliographic Guide to the Literature on Parties and Party Systems in Europe since 1945*, CD-ROM, London, SAGE, 1998.

HOFSTADER Richard, *The idea of a party system: The Rise of Legitimate Opposition in the United States 1780-1840*, Berkeley, University of California Press, 1969.

KIRCHHEIMER Otto, "The Transformation of the Western European Party Systems", p. 177-200 dans Joseph LA PALOMBARA, Myron WEINER (Ed.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

KITSCHOLT Herbert, "The Formation of Party Systems in East Central Europe", *Politics and Society*, vol. 20, n° 1, 1992, p. 7-50. Intro

LIPSET Seymour M., Stein ROKKAN (Ed.), *Party Systems and Voter Alignments*, New York, The Free Press, 1967.

LIPSET Seymour. M., Stein ROKKAN, "Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction", p. 1-64 dans Seymour M. LIPSET, Stein ROKKAN (Ed.), *Party Systems and Voter Alignments*, New York, The Free Press, 1967.

MAIR Peter, *Party System Change. Approaches and Interpretations*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

WEBB Paul, *The Modern British Party System*, London, SAGE, 2000.

5.7.4.2 Système de partis et financement politique : domaine scandinave

ANDREN Nils, "Partisan Motivations and Concern for System Legitimacy in the Scandinavian Deliberations on Public Subsidies", p. 50-67 dans Arnold J. HEIDENHEIMER (Ed.), *Comparative Political Finance*, Lexington, Heath & co., 1970

BACK Pär-Erik, *Det svenska partiväsendet*, Stockholm, Almqvist & Wicksell, 1967.

BERGSTRÖM Hans, "Flerpartisamarbete i regering och opposition", p. 169-205 dans Björn Von SYDOW, Gunnar WALLIN, Björn WITTROCK (Ed.), *Politikens väsen. Idéer och institutioner i den moderna staten*, Stockholm, Tidens Förlag, 1993.

GIDLUND Gullan, *Partistöd*, Umeå, Gleerup, 1983.

HÅSTAD Elis, *Det moderna partiväsendets organisation*, Stockholm, Bonnier, 1945.

HJELLUM Torstein, "Hagen og Jagland - systemet er problemet", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 2001, p. 88-91.

LANE Jan Erik et al., "Scandinavian exceptionalism reconsidered", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 5, n° 2, 1993, p. 195-230.

RUIN Olof, *Mellan samlingsregering och tvåpartisystem*, Stockholm, Bonniers, 1968.

THERMÆNIUS Edvard, *Sveriges politiska partier*, Stockholm, Hugo Gebers, 1933.

URWIN Derek W., "The Norwegian Party System from the 1880s to the 1990s", p. 33-59 dans Kaare STRØM, Lars SVÅSAND (Ed.), *Challenge to Political Parties. The Case of Norway*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.

VALEN Henry, Daniel KATZ, *Political Parties, a Community Study*, Oslo, Universitetsforlaget, 1964.

SUNDBERG Jan, "The Enduring Scandinavian Party System", *Scandinavian Political Studies*, vol. 22, n° 3, 1999, p. 228-229.

WIBERG Matti (Ed.), *The Public Purse and Political Parties*, Jyväskylä, Finnish Political Science Association, 1991.

5.7.5 *Autres études de cas et comparaisons (hors Scandinavie)*

ALDRICH John, *Why Parties? The Origin and Transformation of Political Parties in America*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

ALEXANDER Herbert A., Rei SHIRATORI (Ed.), *Comparative Political Finance among the Democracies*, Boulder, Westview Press, 1994.

BRODER David S., *The party's over: The Failure of Politics in America*, New York, Harper & Row, 1972.

BURNHAM Walter Dean, "The End of Party Politics", *Transaction*, vol. 7, n° 12, 1969, p. 12-22.

BLONDEL Jean, "Preface", dans Arnold J. HEIDENHEIMER (Ed.), *Comparative Political Finance*, Lexington, Heath & co., 1970.

COTTER Cornelius P., James L. GIBSON, John F. BIBBY, *Party Organizations in American Politics*, New York, Praeger, 1984.

CROTTY William J., *American Parties in Decline*, Boston, Little Brown, 1980.

DALTON Russell J., Martin P. WATTENBERG (Ed.), *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, New York, Oxford University Press, 2001.

EPSTEIN Leon D., *Political Parties in Modern Democracies*, New York, Praeger, 1967.

EPSTEIN Leon D., *Political Parties in the American Mold*, Madison, University of Wisconsin Press, 1986.

HUARD Raymond, *La naissance du parti politique en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

IGNAZI Piero, "The Intellectual Basis of Right-Wing Anti-partyism", *European Journal of Political Research*, vol. 29, 1996, p. 279-296.

KATZ Richard S., "Party Organization as an Empty Vessel: Parties in American Politics", p. 23-50 dans Richard S. KATZ, Peter MAIR (Ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994.

LA PALOMBARA Joseph, Myron WEINER (Ed.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

LOWI Theodore J., "Political Parties and the Future State of The Union", p. 229-240 dans Jeffrey E. COHEN, Richard FLEISHER, Paul KANTOR (Ed.), *American Political Parties, Decline or Resurgence*, Washington, CQ Press, 2001.

MUDDE Cas, "The paradox of the anti-party party", *Party Politics*, vol. 2, n° 2, 1996, p. 265-276.

NEUMANN Sigmund, "Towards a Comparative Study of Political Parties", p. 395-421 dans Sigmund NEUMANN (Ed.), *Modern Political Parties: Approaches to Comparative politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.

POGUNTKE Thomas, "Anti-party Sentiment. Conceptual Thoughts and Empirical Evidence: Explorations into a Minefield", *European Journal of Political Research*, vol. 29, 1996, p. 319-344.

POGUNTKE Thomas, Susan SCARROW, "The Politics of Anti-party Sentiment: Introduction", *European Journal of Political Research*, vol. 29, 1996, p. 257-262.

POMPER Gerald M., *Passions and Interests: Political Party Concepts of American Democracy*, Lawrence, Kansas University Press, 1992.

RANNEY Austin, *Curing the Mischiefs of Faction: Party Reform in America*, Berkeley, University of California Press, 1975.

ROGERS Daniel E., *Politics After Hitler: The Western Allies and the German Party System*, Basingstoke, McMillan, 1995.

SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

SAWICKI Frédéric, "Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan", *Sociétés contemporaines*, n° 20, 1994, p. 83-110.

SCARROW Susan, "Parties without members. Party Organizations in a Changing Electoral Environment", dans Russell J. DALTON, Martin P. WATTENBERG (Ed.), *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, New York, Oxford University Press, 2001.

SCHONFELD William R., *Ethnographie du PS et du RPR : les éléphants et l'aveugle*, Paris, Economica, 1985.

WATTENBERG Martin P., "Party Identification and Party Images. A Comparison of Britain, Canada, Australia, and the United States", *Comparative Politics*, vol. 15, n° 1, 1982, p. 23-40.

WATTENBERG Martin P., *The Decline of American Political Parties*, Cambridge, Harvard University Press, 1998 (1984).

WEBB Paul, "Party Organizational Change in Britain: The Iron Law of Centralization?", p. 109-133 dans Richard S. KATZ, Peter MAIR (Ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994.

WILSON Frank L., "Sources of Party Transformation: The Case of France", p. 526-551 dans Peter H. MERKL (Ed.), *Western European Party Systems*, New York, The Free Press, 1980.

5.8 Relations partis-État et gouvernement de partis

5.8.1 Généralités et études de cas hors Scandinavie

ALDERMAN Geoffrey, *Britain: A one-party State*, London, Croom Helm, 1989.

ANDEWEG Rudy B., "Party Government, State and Society: Mapping Boundaries and Interrelations", p. 38-55 dans Jean BLONDEL, Maurizio COTTA (Ed.), *The Nature of Party Government: A Comparative European Perspective*, New York, Palgrave, 2000.

APSA, "Toward a More Responsible Two-Party System. A Report of the Committee on Political Parties", *American Political Science Review*, vol. 44, n° 3 (supplement), 1950.

ARIAN Asher, Samuel BARNES, "The Dominant Party System: A Neglected Model of Democratic Stability", *Journal of Politics*, vol. 36, n°3., 1974, p. 592-614.

BLONDEL Jean, Maurizio COTTA (Ed.), *Party and Government. An Inquiry into the Relationship Between Governments and Supporting Parties in Liberal Democracies*, London, MacMillan, 1996.

BLONDEL Jean, Maurizio COTTA (Ed.), *The Nature of Party Government: A Comparative European Perspective*, New York, Palgrave, 2000.

BOTOPOULOS Costas, *Les socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Bruxelles, Bruylant, 1992.

CASTLES Francis G., Rudolf WILDENMANN (Ed.), *The Future of Party Government, vol. 1: Visions and Realities of Party Government*, 1986.

CHARLOT Jean, *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970.

COTTA Maurizio, "Defining Party and Government", p. 57-95, dans Jean BLONDEL, Maurizio COTTA (Ed.), *The Nature of Party Government: A Comparative European Perspective*, New York, Palgrave, 2000.

FROGNIER André Paul, "The Normative Foundations of Party Government", p. 21-37 dans Jean BLONDEL Maurizio COTTA (Ed.), *The Nature of Party Government: A Comparative European Perspective*, New York, Palgrave, 2000.

JENNINGS Ivor, *Cabinet Government*, Cambridge, Cambridge University Press, 1959 (1936).

KATZ Richard S., "Party Government, a Rationalistic Conception", p. 31-71 dans Francis G. CASTLES, Rudolf WILDENMANN (Ed.), *The Future of Party Government, vol. 1: Visions and Realities of Party Government*, 1986.

KATZ Richard S. (Ed.), *The Future of Party Government, vol. 2: Party Government: European and American Experiences*, Berlin, De Gruyter, 1987.

KATZ Richard S., "Party Government and its Alternatives", p. 1-26 dans Richard S. KATZ (Ed.), *The Future of Party Government, vol. 2: Party Government: European and American Experiences*, Berlin, De Gruyter, 1987.

KATZ Richard S., Peter Mair, "Party Organizations: From Civil Society to the State", p. 1-22 dans Richard S. KATZ, Peter MAIR (Ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, London, SAGE, 1994.

KATZ Richard S., "Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party", *Party Politics*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 5-27.

KATZ Richard S., Peter MAIR, "Cadre, Catch-All or Cartel? A rejoinder", *Party Politics*, vol. 2, n° 4, 1996, p. 525-534.

KIRKPATRICK Evron M. " 'Toward a More Responsible Two-Party System': Political Science, Policy Science, or Pseudo-Science?", *American Political Science Review*, vol. 65, n° 4, 1971, p. 965-990.

KITSCHOLT Herbert, "Citizens, Politicians and Party Cartellization", *European Journal of Political Research*, vol. 37, n° 2, 2000, p. 149-179.

KOELLREUTER Otto, *Die politischen Parteien im Modernen Staate*, Breslau, Hirt, 1926.

KOOLE Ruud, "Cadre, catch-all or cartel? A comment on the notion of the cartel party", *Party Politics*, vol. 2, n° 4, 1996, p. 507-523.

KRAUSS Ellis S., Jon PIERRE, "The Decline of Dominant Parties: Parliamentary Politics in Sweden and Japan in the 1970s", p. 226-259 dans T. J. PEMPEL (Ed.), *Uncommon Democracies. The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990.

LINDEN Carl A., *The Soviet party-state*, New York, Praeger, 1983.

MÜLLER Wolfgang C., "Inside the Black Box. A Confrontation of Party Executive Behaviour and Theories of Party Organizational Change", *Party Politics*, vol. 3, n° 3, 1997, p. 293-313.

MÜLLER Wolfgang C., "The Relevance of the State for Party System Change", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 5, n° 4, 1993, p. 419-454.

PEMPEL T. J. (Ed.), *Uncommon Democracies. The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990.

POMPER Gerald M., "Party Responsibility and the Future of American Democracy", dans Jeffrey E. COHEN, Richard FLEISHER, Paul KANTOR (Ed.), *American Political Parties, Decline or Resurgence*, Washington, CQ Press, 2001, p. 178.

PORTELLI Hugues, "La présidentialisation des partis français", *Pouvoirs*, n° 14, 1990, p. 97-106.

RANNEY Austin, *The Doctrine of Responsible Party Government*, Urbana, University of Illinois Press, 1962.

REIF Karlheinz, "Party Government in the Fifth French Republic", p. 27-77 dans Richard S. KATZ (Ed.), *Party Governments: European and American Experiences*, Berlin, De Gruyter, 1987.

RICHTER Michaela, *State, party-state, anti-party state : political parties and political culture in Germany*, Working Paper, University of California Berkeley Conference papers, April 1996 (49 p.).

ROSE Richard, "The Variability of Party Government: A Theoretical and Empirical Critique", *Political Studies*, vol. 17, n° 4, 1969, p. 413-445.

ROSE Richard, *The Problem of Party Government*, London, MacMillan, 1974.

ROSE Richard, *Do Parties Make a Difference?*, Chatham, Chatham House, 1980.

ROSE Richard, Thomas T. MACKIE, "Incumbency in Government: Asset or Liability", p. 115-137 dans Hans DAALDER, Peter MAIR (Ed.), *Western European Party Systems*, London, SAGE, 1983.

SCHATTSCHEIDER Elmer E., *Party Government*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1942.

TARROW Sidney, "Maintaining Hegemony in Italy: 'The softer they rise, the slower they fall!' ", p. 306-332 dans T. J. PEMPEL (Ed.), *Uncommon Democracies. The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990.

WHITAKER Reginald, *The Government Party. Organizing and Financing the Liberal Party of Canada 1930-1958*, Toronto, University of Toronto Press, 1977.

WHITE Kenneth, Jerome M. MILEUR, *Challenges to Party Government*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 1992.

WIDELL Carl Gösta, *Staten och partiväsendet*, Lund : Sundqvist & Emond, 1939.

5.8.2. *État et partis, hégémonie : domaine scandinave*

ANNERS Erik, *Den socialdemokratiska maktapparaten*, Stockholm, Askild & Kärnekull, 1975.

BJÖRNSSON Anders, Peter LUTHERSSON (Ed.), *Efter Partistaten*, Stockholm, Hjalmarsson & Högberg, 2000.

BJÖRNSSON Anders, Peter LUTHERSSON, "förord", p. 11-19 dans A. Björnsson, P. Luthersson (Ed.), *Efter Partistaten*, Stockholm, Hjalmarsson & Högberg, 2000.

DEMOKRATIRÅDET, *Demokrati utan partier ?*, Stockholm, SNS Förlag, 2000.

ESPING-ANDERSEN Gøsta, "Single-Party Dominance in Sweden. The Saga of Social Democracy", p. 33-57 dans T. J. PEMPEL (Ed.), *Uncommon Democracies. The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990.

HERNES Gudmund, "En framtid uten partier?", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 4, 2000, p. 365-375.

HJELLUM Torstein, *Massbevegelse og stat : det norske sosialdemokratiets utvikling 1930-1940*, Bergen, ISP, 1990.

ISBERG Magnus, *The Two Waves of Party Reform. How State Decisions Have Shaped the Organization of Swedish Legislative Parties*, Report n° 1, Party Groups in the Swedish Parliament, Stockholm University, 1992 (44 p.)

KEUL Vidar, Knut KJESTADLI (Ed.), *DNA - Fra folkebevegelse til statsstøtte*, Oslo, Pax Forlag, 1973.

KEUL Vidar, Knut KJESTADLI, "DNA - fra folkelig bevegelse til herskeapparat", p. 95-124, dans Vidar KEUL, Knut KJESTADLI (Ed.), *DNA - Fra folkebevegelse til statsstøtte*, Oslo, Pax Forlag, 1973.

LAFFERTY William, "Den sosialdemokratiske stat", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 1986, p. 23-37.

LAFFERTY William, "The Political Transformation of a Social Democratic State. Neoliberalism as Modernism in Norway", dans Rune SLAGSTAD, Trond NORDBY (Ed.), *Fagstyre og sosialdemokratisk politikk*, Oslo, LOs publikasjoner, 1990.

LIE Einar, "Ørnens vinger. Arbeiderpartiets vilje og evne til regjeringsmakt", *Nytt Norsk Tidsskrift* n°3-4, 1996.

MILLER Arthur, Ola LISTHAUG, "Political Parties and Confidence in Government: A Comparison of Norway, Sweden and the U.S", *British Journal of Political Science*, vol. 20, n° 3, p. 357-386.

NILSSON Ann-Sofie, *Den moraliska stormakten : en studie av socialdemokratis internationella aktivism*, Stockholm, Timbro, 1991.

NYBOM Thorsten, "Den socialdemokratiske staten - Exemplet Sverige", *Nytt Norsk Tidsskrift*, 1988, n° 1, p. 24-38.

OLOFSSON Gunnar, *Mellan klass och stat : om arbetarrörelse, reformism och socialdemokrati*, Lund, Arkiv, 1979.

OLOFSSON Gunnar, *Klass, rörelse, socialdemokrati. Essäer om arbetarrörelsens sociologi*, Lund, Arkiv, 1995

ÖSTBERG Kjell, *Byråkrati och reformism. En studie av svensk socialdemokratis politiska och sociala integrering fram till första världskriget*, Lund, Arkiv Avhandlingsserie, 1990 (1).

PONTUSSON Jonas, *Swedish Social Democracy and British Labour: Essays on the Nature and Condition of Social Democratic Hegemony*, Ithaca, Cornell University Press, 1988 (67 p.).

PONTUSSON Jonas, "Conditions of Labor Party Dominance", p. 58-82 dans T. J. PEMPEL (Ed.), *Uncommon Democracies. The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990.

RUSTOW Dankwart A., *The Politics of Compromise: A Study of Parties and Cabinet Government in Sweden*, Princeton, Princeton University Press, 1955.

SEIP Jens Arup, *Fra embedsmannastat till ett-parti stat og andre essays*, Bergen, Universitetsforlaget, 1963.

SKJEIE Hege, *Vanens makt : Stylingstradisjoner i Arbeiderpartiet*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1999.

SLAGSTAD Rune, "Arbeiderstaten - maktens bruk og misbruk", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 1996, p. 12-27.

SLAGSTAD Rune, *De nasjonale strateger*, Oslo, Pax, 1998.

SUNESSON Sune, *Politik och organisation. Staten och arbetarklassens organisationer*, Lund, Arkiv, 1974.

SVENSSON Torsten, *Socialdemokratins dominans : en studie av den svenska socialdemokratins partistrategi*, Avhandling (Thèse de Doctorat), Uppsala Universitet, 1994.

5.9 Partis et syndicats

ANDERSSON Karl-Olof, "LO:s elva ordförande", *Arbetshistoria, Meddelande från Arbetarrörelsen Arkiv och Bibliotek*, n° 85-86, 1998, p. 3-10.

ARTER David, " 'The war of the roses': conflicts and cohesion in the Swedish Social Democratic Party", p. 70-95 dans David S. BELL, Eric SHAW, *Conflict and Cohesion in Western European Social Democratic Parties*, London, Pinter, 1994.

AUCANTE Yohann, *Stabilité et transformation des relations entre les branches politique et syndicale du mouvement ouvrier suédois : l'interdépendance du Parti social-démocrate et de LO dans une perspective comparative*, Mémoire de D.E.A (non-publié), Institut d'Études Politiques de Paris, 1998.

BERGH Trond, "Mellom fag, etat, stat og klasse. Om LOs organisasjonsformer i staten", *Arbeiderhistorie*, 1993 (annuel), p. 33-58.

BERGOUNIOUX Alain, "Typologie des rapports syndicats-partis en Europe occidentale", *Pouvoirs*, n° 26, 1983, p. 17-30.

BLACKE Donald J., *Trade Unions and the Social Democratic Party : The Formative Years*, Uppsala, Almqvist & Wicksell, 1961.

COMPSTON Hugh, "Union Participation in Economic Policy-Making in Scandinavia: Reflections on the Politics of Small Nations", *Contemporary Political Studies*, vol. 2, 1994, p. 828-841.

EBBINGHAUS Bernhard, *Labour Unity in Union Diversity: Trade Unions and Social Cleavages in Western Europe 1890-1990*, PhD Dissertation, Florence, European University Institute, 1993.

EBBINGHAUS Bernhard, "The Siamese Twins: Citizens Rights, Cleavage Formation, and Party-Union Relations in Western Europe", *International Review of Social History*, n° 40 (supplement 3), 1995, p. 51-89.

ENGLUND Rolf, *Rosornas krig*, Stockholm, Timbro, 1984.

HASSENTEUFEL Patrick, "Partis socialistes et syndicats : l'autonomisation réciproque", p. 513-553 dans Marc LAZAR (Dir.), *La gauche en Europe depuis 1945*, Paris, PUF, 1996.

LEWIN Leif, *Hur styrs facket: om demokratin inom fackföreningsrörelsen*, Stockholm, Rabén & Sjögren, 1977.

MOURIAUX René, *Syndicalisme et politique*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1985.

NYCANDER Svante, "Facklig-politisk-statlig samverkan", p. 59-67 dans *Finns arbetarrörelsen ? 16 inlägg om facket och politiken*, Stockholm, Hjalmarsson & Högberg, 2000.

PIAZZA James, "De-linking labor. Labor Unions and Social Democratic Parties under Globalization", *Party Politics*, vol. 7, n° 4, 2001, p. 413-435.

PIZZORNO Alessandro, "political exchange and Collective Identity in Industrial Conflict", p. 277-298 dans Colin CROUCH, Alessandro PIZZORNO (Ed.), *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, vol. 2, New York, Holmes and Meier, 1978.

REHN Gösta, "Finansministrarna, LO-ekonomerna och arbetsmarknadspolitiken", p. 201-227 dans, Jan HERIN, Lars WERIN, *Ekonomisk debatt och ekonomisk politik -Nationalekonomiska föreningen 100 år*, Stockholm, Nordstedt, 1977.

ROSANVALLON Pierre, *La question syndicale*, Paris, Hachette, 1988.

SWENSON Peter, "Union politics, the Welfare State, and Intraclass Conflict in Sweden and Germany", p. 45-76 dans Miriam GOLDEN, Jonas PONTUSSON, *Bargaining for Change : Union Politics in Britain and Sweden*. Ithaca, Cornell University Press, 1992.

ZACHARIASSEN Aksel, *Det kollektive medlemskap*, Oslo, Tidens Tema, 1966.

5.10 Critique sociale de l'hégémonie

ANTMAN Peter (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993 (1)

ANTMAN Peter, "När folkhemmet drömdes bort", p. 123-141 dans Peter ANTMAN (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993 (4).

BERGH Trond, Knut E. ERIKSEN, *Den hemmelige krigen. Overvåking i Norge 1914-1997, 2 volumes*, Oslo, Cappelen, 1998.

FARAMOND Guy de, "Un pays totalitaire ? Réponse à Roland Huntford", p. 283-305 dans *Suède : la réforme permanente*, Paris, Stock, 1977.

GREIDER Göran, Tomas LAPPALAINEN, "Den falska bilden av Sverige", p. 74-80 dans P. ANTMAN (Ed.), *Systemskifte : fyra folkhemsdebatter*, Stockholm, Carlssons, 1993.

HUNTFORD Roland, *The New Totalitarians*, Allen Lane, Londres, 1975 (1971), Tr. fr. : *Le nouveau totalitarisme*, Paris, Fayard, 1975.

NOTT Kathleen, *A Clean, Well-Lighted Place: A Private View of Sweden*, London, Heinemann, 1961.

ORTMARK Åke, *Maktspelet i Sverige : ett samhällsreportage*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 1968 (1967).

RUDENG Erik (Ed.), *Kunnskapsregimer : debatten om De nasjonale strateger*, Oslo, Pax, 1999.

RUNCIS Maija, *Steriliseringar i folkhelmmet*, Stockholm, Ordfront, 1998.

SEJERSTED Francis, "parlamentarismens suspensjon og embedsmannasstatens gjenkomst", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 1997.

SEJERSTED Francis, *Norsk Idyll ?*, Oslo, Pax Forlag A/S, 2000.

SØRHAUG Tian, "Maktens vaner", *Nytt Norsk Tidsskrift*, n° 1, 2000, p. 28-37.

WALLENBERG Jan, *Socialdemokratins politiska problem : maktapparat eller koloss?*, Stockholm, Timbro, 1987.

WEBER R. A, "Sweden Inc. The Total Institution", *Worldview*, vol. 18, n° 3, Mars 1975, p. 20-30.

ZAREMBA Maciej, *Det rena och de andra. Om tvångssterilisering, rashygien och arvsynd*, Stockholm, Bokförlaget DN, 1999

5.11 Mémoires, témoignages et biographies

ÅSARD Erik, "Statsministern.' 1991 års Ingvar Carlsson-film i jämförande perspektiv", p. 304- 349 dans Erik ÅSARD (Ed.), *Makten, medierna och myterna. Socialdemokratins ledare från Branting till Carlsson*, Stockholm, Carlssons, 1996.

ASPLING Sven, *Med Erlander och Palme. Sven Aspling berättar för Arvid Lagercrantz*, Stockholm, Hjalmarsson & Högberg, 1999.

BYE Ronald, *Sersjanten*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1987.

CARLSSON Ingvar, "30 år i regeringskansliet", p. 374-383 dans DEPARTEMENTSHISTORIEKOMMITTEN, *Att styra riket : regeringskansliet 1840-1990*, Stockholm, Allmänna Förlaget, 1990.

ERLANDER Tage, *1940-1949*, Stockholm, Tidens Förlag, 1973.

ERLANDER Tage, *1949-1954*, Stockholm, Tidens Förlag, 1974.

ERLANDER Tage, *1955-1960*, Stockholm, Tidens Förlag, 1976.

ERLANDER Tage, *1960-talet*, Stockholm, Tidens Förlag, 1982.

ERLANDER Tage, *Sjuttital*, Stockholm, Tidens Förlag. 1979.

FELDT Kjell-Olof, *Alla dessa dagar. I regeringen 1982-1990*, Stockholm, Nordstedts, 1993 (1991).

FELDT Kjell-Olof, "Att styra som minister - Erfarenhet från 70- och 80-talens regeringar", p. 151-168 dans Björn Von SYDOW, Gunnar WALLIN, Björn WITTROCK (Ed.), *Politikens väsen. Idéer och institutioner i den moderna staten*, Stockholm, Tidens Förlag, 1993.

GERHARDSSEN Einar, *I medgång och motgång. Minnen 1955-1965*, Stockholm, Tiden, 1973.

HÖGLUND Zetha, *Hjalmar Branting och hans livsgärning*, vol. II, *Statsmannen*, Stockholm, Tiden, 1929.

ISAKSSON Anders, *Per Albin*, vol. 2 : *Revolutionären*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 1990.

ISAKSSON Anders, *Per Albin*, vol. 3 : *Partiledaren*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 1996.

ISAKSSON Anders, *Per Albin*, vol. 4 : *Landsfadern*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 2000.

ISAKSSON Christer, *Perssons sidor. En kritisk granskning av en statsminister*, Stockholm, Wahlström & Widstrand, 1999.

JOHANNESSON Kurt, "Hövdingen är fallen!" Om Hjalmar Branting som politisk symbol", p. 24-58 dans Erik ÅSARD (Ed.), *Makten, medierna och myterna. Socialdemokratins ledare från Branting till Carlsson*, Stockholm, Carlssons, 1996.

LIE Haakon, *Slik jeg ser det*, Oslo, Tidens Norsk Forlag, 1980.

LIE Haakon, *Martin Tranmæl - Veiviseren*, Oslo, Tiden, 1991.

LINDSTRÖM Ulla, *Och regeringen satt kvar! Ur min politiska dagbok*, Stockholm, Bonnier, 1970.

OHLIN Bertil, *Bertil Ohlins memoarer*, vol. 1 : *Ung man blir politiker*, Stockholm, Bonniers, 1972.

OLSTAD Finn, *Einar Gerhardsen. En politisk biografi*, Oslo, Universitetsforlaget, 1999.

PALM August, *Ur en agitator lif*, Stockholm, Björck & Börjesson, 1904.

PETERSSON Thage G., *Resan mot Mars. Anteckningar och minnen*, Stockholm, Albert Bonniers Förlag, 1999.

RUDBERG Eva, *Uno Åhrén : en föregångsman inom 1900-talets arkitektur och samhällsplanering*, Gävle, Statensråd för Byggnadsforskning, 1981.

RUIN Olof, *Tage Erlander. Serving the Welfare State, 1946-1969*, Tr. angl., Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1990.

WALDEMARSSON Axel, "En studie i Gunnar Sträng", *Nordisk Tidskrift*, vol. 69, n° 5, 1993, p. 425-436.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	I
Sommaire	
Index des tables et figures	
Introduction	p. 1
PREMIERE PARTIE / Généalogie des partis sociaux-démocrates : une approche institutionnelle et organisationnelle	p. 13
<u>Chapitre Premier</u> / L'institutionnalisation des organisations politiques et l'État de partis	p. 16
1.1 Les partis, fantômes de l'ordre politique	p. 16
1.1.1 <i>Les conceptions des organisations politiques modernes</i>	p. 16
1.1.2 <i>Sociologie du politique ou sociologie politique ? Quelle approche ?</i>	p. 21
(a) Sur quelques critiques sociologiques	p. 21
(b) Les questionnements institutionnels	p. 26
1.2 Le dédale institutionnel	p. 28
1.2.1 <i>Prolégomènes : comment définir ?</i>	p. 28
1.2.2 <i>Les partis et l'institutionnalisation politique</i>	p. 31
(a) Les présupposés développementalistes	p. 31
(b) Les apports de Panebianco : un examen critique	p. 33
1.3 L'État de partis et les organisations de masses : les origines	p. 39
1.3.1 <i>Note sur les modèles anglo-saxons</i>	p. 39
1.3.2 <i>Sur quelques précurseurs de la théorie de l'État et du gouvernement de partis</i>	p. 41
1.3.3 <i>Restaurer la complexité</i>	p. 45
1.4 Gouvernement de partis ou partis de gouvernement ?	p. 48
1.4.1 <i>Du "Parteienstaat" au "party government"</i>	p. 48
1.4.2 <i>Les tentatives d'éviction théorique du parti politique</i>	p. 53
1.4.3 <i>Nouvelles perspectives de recherche</i>	p. 55
<u>Chapitre Deuxième</u> / L'intégration politique des partis sociaux-démocrates en Scandinavie (Suède/Norvège)	p. 59
2.1 De l'État au parti de masses : perspectives croisées	p. 59
2.1.1 <i>Penser les frontières de l'État</i>	p. 60
2.1.2 <i>Le socialisme face aux institutions</i>	p. 63
2.2 Préludes à une culture d'organisation : les mouvements populaires et la question des partis	p. 68
2.2.1 <i>Archéologie des mouvements populaires</i>	p. 69
2.2.2 <i>La question de la politisation</i>	p. 74
2.2.3 <i>Libéralisme et social-démocratie : Suède-Norvège</i>	p. 77

2.3 La social-démocratie et le gouvernement de parti : une approche historique	p. 82
2.3.1 <i>La question du gouvernement</i>	p. 82
2.3.2 <i>L'intégration politique primaire</i>	p. 88
2.3.3 <i>La "parenthèse révolutionnaire" norvégienne 1918-1923</i>	p. 90
(a) L'espace des théories	p. 91
(b) Les divisions de la social-démocratie	p. 93
2.3.4 <i>La social-démocratie et les affres du parlementarisme minoritaire 1922-1928</i>	p. 94
(a) La critique de l'oligarchie : Michels	p. 94
(b) Les voies de l'intégration	p. 96
(c) Les ministères sociaux-démocrates et le gouvernement de parti	p. 101
◇ Suède	p. 101
◇ Norvège	p. 105
2.4 La naissance de la social-démocratie à la nation	p. 106
2.4.1 <i>Les métamorphoses du SAP</i>	p. 107
(a) Le "foyer du peuple" suédois : un premier aperçu	p. 107
(b) Vers le compromis historique	p. 108
2.4.3 <i>La transition norvégienne</i>	p. 111
DEUXIEME PARTIE / La social-démocratie de gouvernement	p. 117
<u>Chapitre Troisième</u> / Des "compromis hégémoniques" ? Réforme constitutionnelle, financement des partis et parlementarisme minoritaire	p. 119
3.1 Le référendum de 1957 et l'ancrage universaliste de l'État social	p. 122
3.2 Vers le gouvernement d'un seul parti	p. 125
3.2.1 <i>Un système parlementaire original</i>	p. 125
3.2.2 <i>Le devoir de gouvernement et la destinée minoritaire</i>	p. 128
3.3 Le contexte de la réforme constitutionnelle, fil directeur d'un nouvel esprit "minoritaire-majoritaire"	p. 131
3.3.1 <i>L'esprit et les réformes du bicaméralisme : un arrière-plan historique</i>	p. 131
3.3.2 <i>Le paradoxe de la chambre haute social-démocrate</i>	p. 133
3.3.3 <i>Prolégomènes à une réforme constitutionnelle</i>	p. 136
3.3.4 <i>La géométrie des stratégies partisans : quel parlement et quel mode de scrutin ?</i>	p. 138
(a) Le casse-tête des avantages indus	p. 139
◇ "Réalisme social-démocrate"...	p. 141
◇ ...ou justice proportionnelle ?	p. 143
(b) Vers un règlement final de la question	p. 146
3.3.5 <i>Le parlementarisme à la suédoise</i>	p. 148
3.3.6 <i>Éléments pour un bilan</i>	p. 149
3.4 Le financement des partis et l'ethos public social-démocrate	p. 152
3.4.1 <i>L'originalité du parti de masses</i>	p. 153
3.4.2 <i>L'inégalité économique des organisations politiques</i>	p. 155
3.4.3 <i>L'espace des positions partisans</i>	p. 156
3.4.4 <i>L'avènement d'un système de financement public et ses conséquences</i>	p. 159
3.4.5 <i>Sur quelques tendances récentes</i>	p. 162

Chapitre Quatrième / La transformation des configurations et des rôles

partisans	p. 169
4.1 Les ambivalences des schémas d'interprétation	p. 169
4.1.1 <i>Entre théorie et sociologie des organisations partisanses</i>	p. 169
4.1.2 <i>Le contrôle des ressources publiques en démocratie</i>	p. 175
4.2 Approches de la structuration des partis	p. 178
4.2.1 <i>La difficile question de l'hégémonie en Suède</i>	p. 178
4.2.2 <i>Vers une convergence des organisations partisanses ?</i>	p. 181
(a) Le parti et ses niveaux	p. 181
(b) Théories du changement organisationnel	p. 188
4.2.3 <i>Sur la culture de gouvernement</i>	p. 192
4.2.4 <i>Au-delà des règles formelles : doctrines de pouvoir et articulation des niveaux</i>	p. 195
4.3 A l'intérieur de la boîte noire : expertise, ressources politiques et gouvernement	p. 200
4.3.1 <i>Une culture suédoise de l'expertise</i>	p. 201
4.3.2 <i>Les déficits initiaux de l'organisation social-démocrate</i>	p. 204
4.3.3 <i>L'idéologie planificatrice et ses limites</i>	p. 207
4.3.4 <i>Les registres de l'innovation</i>	p. 209
(a) La comitologie comme ressource	p. 209
(b) L'organisation centrale	p. 211
(c) Expertise et programme politique	p. 214
◇ La division du travail partisan	p. 216
◇ La maîtrise de l'initiative politique	p. 217
◇ L'école du pouvoir	p. 221
(d) La gestion de la communication interne	p. 222
<u>Chapitre Cinquième</u> / Norvège : la lente déshérence du parti dominant ?	p. 225
5.1 Le problème de la comparaison	p. 225
5.2 La problématique de l'hégémonie en Norvège	p. 230
5.2.1 <i>Dimensions théoriques d'une comparaison : la Norvège social-démocrate</i>	p. 231
(a) Les "thèses" de Jens Arup Seip	p. 231
(b) L'espace des polémiques	p. 233
5.2.2 <i>Les nouveaux clivages : quelques repères</i>	p. 237
5.3 Le parti dominant et son organisation	p. 239
5.3.1 <i>Le contexte politique de 1945 à 1965 : un aperçu</i>	p. 240
5.3.2 <i>Oligarchie et registres du changement organisationnel</i>	p. 241
5.3.3 <i>Retour sur la culture de gouvernement</i>	p. 246
(a) Le phénomène minoritaire-majoritaire en Norvège	p. 246
(b) Les réseaux du pouvoir	p. 252
5.4 Le temps du parti fragile	p. 255
5.4.1 <i>Opposition et divisions</i>	p. 256
(a) Les difficultés de l'adversité	p. 256
(b) Gérer l'héritage des divisions internes	p. 259
5.4.2 <i>"Le spectre du progrès"</i>	p. 261
5.4.3 <i>La configuration du régime social-démocrate : une esquisse et quelques conclusions</i>	p. 263

TROISIEME PARTIE / Images de l'organisation et formes de légitimité	p. 269
<u>Chapitre Sixième</u> / Survivance, contradictions et mythologies du parti de masses	p. 271
6.1 Le tableau composite de la social-démocratie comme parti de masses	p. 276
6.1.1 <i>La pertinence et l'usage des vieilles catégories</i>	p. 277
6.1.2 <i>Grandeur et décadence de l'organisation de masses</i>	p. 280
6.2 Les résidus structurels et culturels	p. 284
6.2.1 <i>L'éclipse des adhérents et le problème de l'affiliation collective</i>	p. 285
(a) L'abandon de l'affiliation collective	p. 285
(b) Nature et structure de l'adhésion	p. 288
(c) La question du financement des partis	p. 292
6.2.2 <i>Sur quelques évolutions structurelles de l'organisation</i>	p. 294
(a) Formes de solidarité au sein des mouvements ouvriers	p. 294
(b) Qu'est-il advenu de la "constellation social-démocrate" ?	p. 299
6.3 l'entretien de l'image et les répertoires symboliques du mouvement ouvrier	p. 301
6.3.1 <i>Mouvement ouvrier, mouvements populaires...</i>	p. 301
6.3.2 <i>Les vertus de l'action collective</i>	p. 306
6.4 L'hybridité des formes d'organisation : une conclusion	p. 308
<u>Chapitre Septième</u> / Logiques de l'identification, leadership et travail symbolique	p. 313
7.1 L'inscription nationale de la social-démocratie	p. 316
7.1.1 <i>Autour du 'Folkhem' : l'imagerie social-démocrate de la nation</i>	p. 318
(a) La construction du "foyer du peuple".	p. 319
(b) La place centrale de l'habitat en politique	p. 325
(c) Variations sur les métaphores de la société social-démocrate	p. 328
7.1.2 <i>Le parti et l'histoire nationale</i>	p. 333
(a) Histoires socialistes	p. 334
(b) Sélection et reconstruction	p. 335
(c) L'incorporation à la mythologie nationale : la première vague	p. 337
(d) Le culte des idoles	p. 341
7.2 Figures tutélaires, légitimité et leadership	p. 343
7.2.1 <i>Unité, autorité et légitimité</i>	p. 344
(a) Fragments d'un itinéraire du pouvoir social-démocrate	p. 345
◇ Branting : la légitimité fondatrice	p. 345
◇ L'ancrage au pouvoir : Per Albin et Einar Gerhardsen	p. 348
(b) La routinisation du charisme	p. 350
◇ Le maître et le disciple : Erlander , Palme et Carlsson	p. 351
◇ Les vicissitudes du leadership en Norvège après Gerhardsen	p. 356
7.2.2 <i>Quelques réflexions à propos du panthéon social-démocrate</i>	p. 358
(a) Le grand récit des origines	p. 359
(b) La lourde charge de l'héritage	p. 363
QUATRIEME PARTIE / Les partis dans l'État	p. 368

Chapitre Huitième / Le "Léviathan" social-démocrate, mythes et réalités	p. 371
8.1 Le "vrai visage" du pouvoir	p. 374
8.1.1 <i>Le regard de l'étranger</i>	p. 375
8.1.2 <i>Le retour de la droite</i>	p. 378
(a) Démontez la machine social-démocrate	p. 378
(b) Le contre-réformisme libéral	p. 381
8.2 L'ingénierie publique social-démocrate : un état des lieux	p. 384
8.2.1 <i>La politique institutionnelle : approches de la bureaucratie et du néo-corporatisme</i>	p. 387
(a) Entre deux modèles scandinaves : bureaucratie et politique	p. 387
◇ La question des spécificités scandinaves	p. 387
◇ Les indices de la pénétration partisane	p. 390
(b) Corporatisme démocratique et transformations institutionnelles	p. 394
◇ L'innovation institutionnelle et le parti dominant	p. 395
◇ La Norvège et la reconstruction économique d'après-guerre	p. 400
◇ L'idéologie de la réforme de l'État	p. 403
8.3 La persistance du régime social-démocrate	p. 408
8.3.1 <i>La fin du corporatisme ?</i>	p. 408
(a) Les transformations du paysage syndical	p. 409
(b) Le contexte de crise autour de 1990-1991	p. 414
(c) La remise en cause de la représentation corporatiste	p. 417
8.3.2 <i>De l'État providence au régime social-démocrate</i>	p. 419
(a) L'État providence comme champ de lutte	p. 420
(b) L'idée de régime social-démocrate	p. 426
8.4 Une classe politique social-démocrate ? Sur quelques logiques de la professionnalisation du pouvoir	p. 432
8.4.1 <i>Marché, règles et reproduction</i>	p. 434
8.4.2 <i>Logiques de la différenciation sur la scène partisane</i>	p. 439
Chapitre Neuvième / Les partis et l'usure du pouvoir	p. 447
9.1 La social-démocratie : une histoire terminée ?	p. 449
9.1.1 <i>Crise ou transformation ? Le patchwork des modèles de régulation</i>	p. 450
(a) La science politique au chevet de la social-démocratie	p. 450
(b) Un "changement de système" en Suède et en Norvège ?	p. 454
9.1.2 <i>Le rejet des partis dominants ?</i>	p. 458
(a) La gauche de gouvernement en Europe : état des lieux	p. 458
(b) Suède et Norvège : quelles spécificités ?	p. 462
9.2 L'éternelle crise du gouvernement de partis	p. 467
9.2.1 <i>Une symptomatique confuse</i>	p. 467
9.2.2 <i>Au-delà des partis : questionnements scandinaves</i>	p. 472
Conclusion générale	p. 479
ANNEXES	
Annexe 1 Lexique biographique	p. 487
Annexe 2 Chronologie politique	p. 501
Annexe 3 Nomenclature et direction des partis politiques (20 ^{ème} siècle)	p. 507
Annexe 4 Evolution des effectifs des partis sociaux-démocrates	p. 515

Annexe 5	Les systèmes parlementaires nordiques aujourd'hui	p. 517
Annexe 6	Résultats électoraux	p. 519
Annexe 7	Liste des formations gouvernementales	p. 521
Annexe 8	Bibliographie classée	p. 525
Table des matières		p. 571